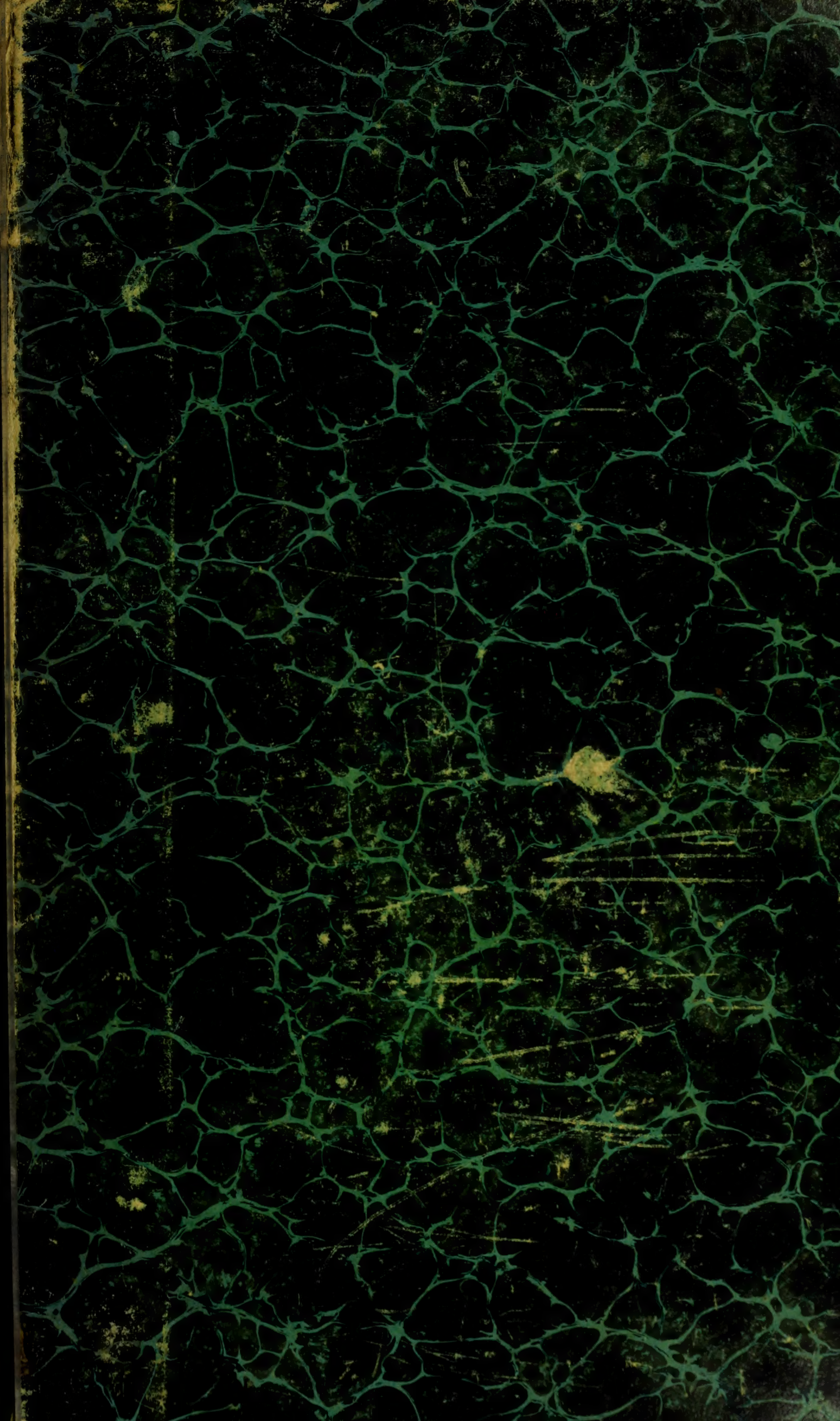
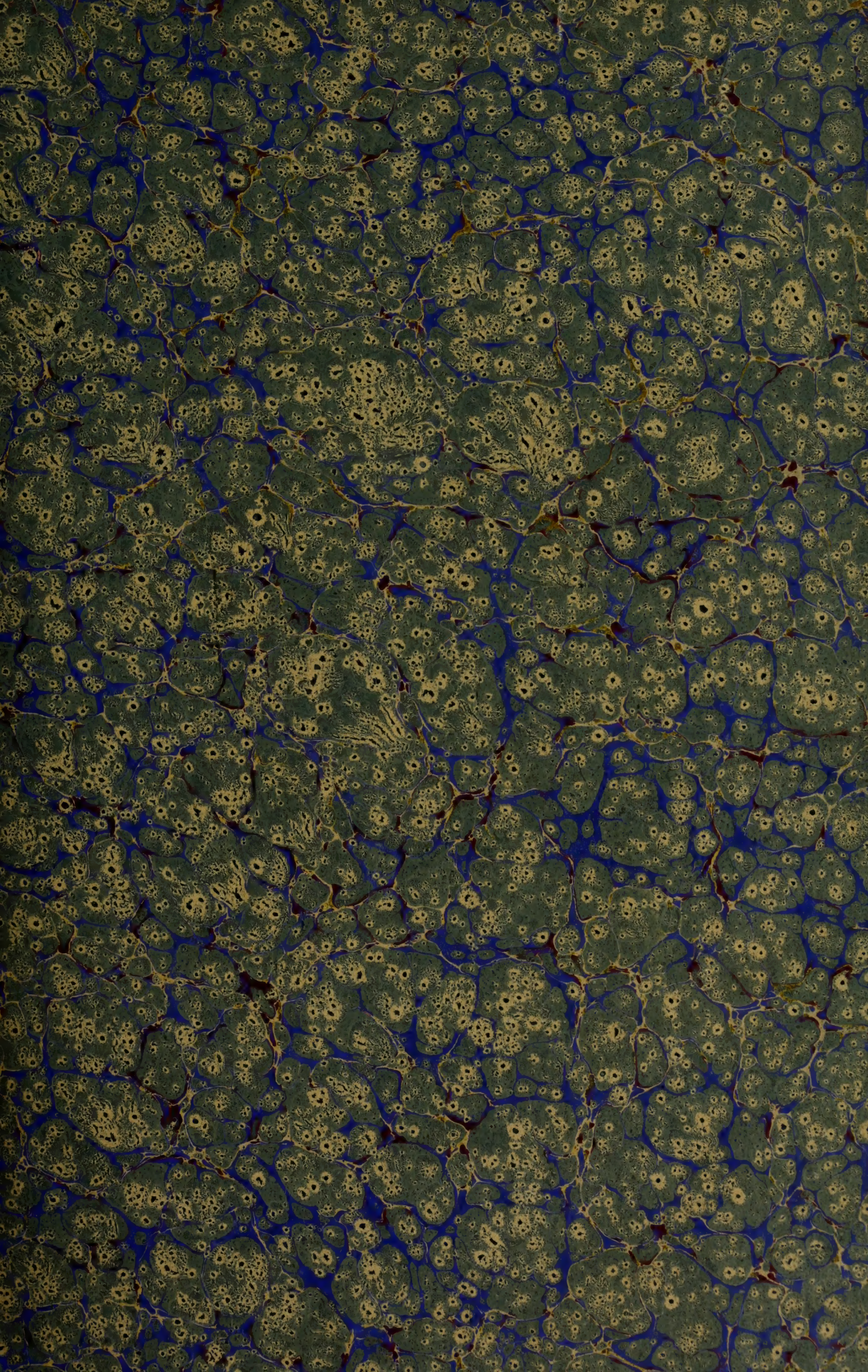



CUI AMO ADHŒREO
EX LIBRIS R. ASSÉZAT DE BOUTEYRE
Stern. Graveur



CARTULAIRE

DE

LA CHARITÉ-SUR-LOIRE.

PUBLICATION DE LA SOCIÉTÉ NIVERNAISE
DES LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

NEVERS,

IMP. FAY. — G. VALLIÈRE, Successeur.



Vue de la ville de La Charité-sur-Loire

CARTULAIRE

DU PRIEURÉ

DE

LA CHARITÉ-SUR-LOIRE

(NIÈVRE)

ORDRE DE CLUNI

PAR

RENÉ DE LESPINASSE

Archiviste-paléographe.

NEVERS,
MORIN-BOUTILLIER,
Avenue de la Gare, 38.

PARIS,
H. CHAMPION,
Quai Voltaire, 9.

M DCCC LXXXVII

AVANT-PROPOS.

Les titres du prieuré de La Charité-sur-Loire offrent un grand intérêt pour l'histoire particulière. L'objet des pièces est très-varié; outre le Nivernais et le Berry, qui sont largement représentés, elles concernent la Champagne, la Normandie, la Touraine, l'Ile-de-France; plusieurs ont une origine étrangère. Ce sont des bulles des papes, des lettres des rois de France, d'Angleterre et de Portugal, des chartes d'évêques et autres grands feudataires, des donations de chevaliers partant pour les croisades, des cessions et traités avec les voisins, des fondations d'anniversaires.

Entre les deux pièces extrêmes, l'acte de fondation du couvent en 1059, et l'accord avec les vicaires de La Charité en 1674, il se déroule une longue série de dates; mais la majeure partie des chartes s'appliquent à la période vivante et féconde du moyen-âge (1).

L'église de La Charité ne semble pas avoir suivi l'exemple des couvents qui, pour la plupart, ont fait transcrire au treizième siècle le recueil de leurs titres;

(1) Le onzième siècle fournit 12 pièces; le douzième, 57; le treizième, 67; le quatorzième, 19; le quinzième, 10, et le dix-septième, 8, en tout 173 chartes. Quelques-unes seulement ont été imprimées dans les grandes collections historiques.

il ne reste ni traces ni souvenir d'un cartulaire de cette époque (1). *A la fin du dix-septième siècle seulement, un moine de La Charité, dont le nom n'est porté nulle part, a entrepris cet important travail sur le modèle des cartulaires anciens et à l'aide des pièces originales du « Trésor des chartes du prieur ». Son manuscrit, un bel in-folio de 700 feuillets, a subi les vicissitudes de bien des objets d'art plus séduisants ; après être resté ignoré pendant de longues années, M. Duvivier, l'éditeur des* Archives de la ville de Nevers, *de Parmentier, pria M. Eysenbach d'en signaler l'existence au public dans un article de la Bibliothèque de l'École des Chartes* (2), *puis il devint la propriété de M. Girerd, qui m'a très-gracieusement accordé l'autorisation de le publier.*

La disparition presque certaine des originaux de La Charité, l'intérêt des chartes, malgré leur copie trop récente, et d'autre part, la difficulté de consulter un manuscrit qui n'est pas dans un dépôt public, feront apprécier, je l'espère, l'œuvre anonyme du vieux moine et les éléments de recherches que j'ai cru devoir y ajouter.

(1) Une lettre de Philippe-le-Bel de 1295 (p. 275), rappelant les donations antérieures, dit : *In cartulario dicti conventus contentis.* Peut-être ce manuscrit a-t-il disparu dans les incendies des huguenots ?

(2) T. III, p. 563. — Article reproduit dans l'*Annuaire de la Nièvre,* 1846, p. 101, à propos d'une charte du prieuré de Venlock, en Angleterre.

INTRODUCTION.

§ 1er.

LES ANCIENS TITRES DE LA CHARITÉ. — ORIGINE DU MONASTÈRE. — PREMIÈRES DONATIONS D'ÉGLISES. — CONFIRMATIONS DES PAPES ET DES ROIS.

Les sources de documents et les ouvrages manuscrits ou imprimés sur le prieuré de La Charité sont en très-petit nombre. Le fonds de Cluni, récemment acquis par la Bibliothèque nationale (1), possède deux volumes de chartes relatives à l'administration ecclésiastique où se trouvent deux bulles et quatre pièces qui complètent utilement le *Cartulaire*.

Deux ouvrages, l'un manuscrit, composé dans les premières années du dix-septième siècle par un moine du couvent et appartenant aujourd'hui à la Société nivernaise, l'autre imprimé par Bernot de Charant, maire de La Charité, en 1709 (2), n'apportent aucun fait nouveau ni transcription

(1) Bibl. nat., fonds latin, nouv. acq., nos 2274 et 2275. Pour l'objet des chartes de ces deux volumes, voyez ci-dessous, p. 375, l'extrait de l'inventaire de M. Delisle. Le recueil des chartes de Cluni, publié dans les documents inédits par M. Bruel, en est au troisième volume jusqu'à l'an 1027. Il ne contient donc rien sur La Charité.

(2) *Abrégé historique du prieuré et de la ville de La Charité.* Bourges, chez la veuve Jean-Jacques Cristo, imprimeur-libraire du collége. MDCCIX. — Petit in-8° carré de 115 pages, imprimé en gros caractères. Je dois à l'obligeance de notre confrère, M. le colonel de Charant, la communication de ce volume devenu très-rare.

de documents. Le moine se laisse absorber dans les digressions sur les affaires religieuses, et le petit volume dédié au prieur de La Tour d'Auvergne est un éloge plutôt qu'une histoire. L'auteur n'avait évidemment pas l'intention d'utiliser les archives du prieuré dont il avait surveillé deux fois l'inventaire, sur l'ordre du prieur Colbert en 1694 et à la prise de possession du prince Frédéric-Constantin de La Tour d'Auvergne en 1707.

L'inventaire de 1694 (1), d'une étendue considérable, comprend toutes les pièces d'archives sur les patronages, les fiefs, censives, baux à ferme, droits et priviléges du prieuré; ces mentions concernant des titres modernes offrent une suite intéressante et peuvent être utilement rapprochées des textes anciens du *Cartulaire*. On jugera, dans les appendices (2), de la disposition générale du travail par les longs extraits qui en ont été faits.

L'inventaire sommaire de 1707, conservé aux archives de la Nièvre (3), est l'état pur et simple de 234 liasses, portant le nom du lieu et la quantité de pièces, sans autre désignation particulière.

Les grandes collections historiques (4) citent accidentelle-

(1) Bibl. nat., mss. fonds des 500 Colbert, n° 191. Superbe in-folio, relié aux armoiries des Colbert : *d'or, à la couleuvre en pal tortillée, d'azur.*

(2) Pages 386 à 419, appendice C.

(3) « Procès-verbal de pose et levée des scellés par Augustin Frachot, lieutenant civil au baillage de La Charité, dom Gilbert Conssion, prieur claustral, Bellot et Bernot de Charrant. » Ce document m'a été signalé par notre confrère, M. de Flamare, archiviste du département.

(4) Le *Gallia Christiana* (t. XII, col. 403 et instr., col. 102) a donné la liste des prieurs et le texte de plusieurs chartes de La Charité; Baluze, les lettres d'Innocent III; dom Bouquet, plusieurs actes de papes et de rois; Martène, quelques pièces dans le *Thesaurus anecdotorum*; enfin Ducange emprunte quelques citations pour son *Dictionnaire*. Ces divers auteurs, sous l'indication assez vague *Ex Cartulario prioratus Charitatis*, ont, à n'en pas douter, puisé leurs sources dans notre manuscrit du dix-septième siècle.

ment le prieuré de La Charité, le plus souvent, d'après notre manuscrit, et quelques opuscules modernes ont trait seulement à la ville et aux siéges qu'elle soutint contre les huguenots.

Le manuscrit du moine de La Charité se compose de deux parties : L'histoire du prieuré, de la ville et des prieurs, bien que fort médiocre pour la méthode et pour la correction des noms et des dates, est cependant préférable à la chronique de l'autre moine. Elle est faite avec un certain classement, surtout dans les notices sur les prieurs, et contient une foule de mentions de pièces non insérées dans le *Cartulaire,* ainsi qu'une liste très-complète des prieurés suffragants (1).

La seconde partie, formée de la copie des chartes, est mieux comprise; l'auteur, s'inspirant de la disposition des anciens cartulaires, adopte l'ordre méthodique, en classant les pièces par objets ou par localités (2); pour les derniers siècles seulement il a suivi l'ordre des dates. Les textes, établis avec grand soin, paraissent correctement copiés, mais ils ne sont accompagnés d'aucune note, ni tables, ni rectification de dates, ni détermination de noms, pour les faire valoir. Quoi qu'il en soit, les réflexions, souvent hors de propos, de la partie historique ont attiré, de préférence aux indications curieuses et précises des chartes, l'attention des rares travailleurs qui ont eu jusqu'ici la bonne fortune de compulser le manuscrit.

Le monastère de La Charité-sur-Loire a une double origine :

La première se perd dans la légende, en invoquant les souvenirs religieux de la Gaule et du christianisme, d'après lesquels un antique sanctuaire, appelé Seyr, aurait été consacré dans cet endroit à la Mère de Dieu, puis détruit par

(1) Appendice D, p. 420.

(2) Le titre courant porte l'objet des chartes.

les Normands. Ces assertions rapportées par les chroniqueurs (1) sont dépourvues de preuves.

La seconde, authentique et régulière, assigne à l'an 1059 le véritable établissement d'une église située sur les bords de la Loire et consacrée à Notre-Dame. L'évêque d'Auxerre, assisté du comte de Nevers et de plusieurs seigneurs des environs, leurs feudataires, s'unirent pour l'exécution de ce pieux désir. Leurs noms figurent dans l'acte de fondation qui ouvre le *Cartulaire*. L'église, désormais érigée en prieuré avec les territoires d'alentour, fut placée sous l'autorité de l'abbé de Cluni et confiée à la direction de saint Gérard.

Dès le début, le prieuré s'éleva au faîte de la puissance. Son église était appelée la fille aînée de Cluni. Une cinquantaine de prieurés, se conformant à la hiérarchie de la société féodale, se soumirent à la suzeraineté de La Charité, lui demandant aide et protection (2). C'était l'usage de ces époques troublées par le souvenir des désastres de l'an 1000. Les monastères espéraient conjurer la ruine en implorant le secours de celui qu'ils voyaient florissant.

Les actes de fondation ou accession de ces prieurés, presque tous du onzième siècle, sont extrêmement rares. Le *Cartulaire* possède la fondation du prieuré de Saint-Christophe en Halatte, en 1061 (3); la donation du prieuré de Sézanne en

(1) Voyez dom Bouquet, *Historiens de la France*, t. XII, *passim*.

(2) Entre autres les suppliques des prieurés de Venlock, en Angleterre, p. 149, et de Sainte-Croix de Venise, p. 237.

(3) Imprimé dans le *Gallia Christiana*, t. X, instr., col. 255, et dans le *Cartulaire de Saint-Christophe*, par l'abbé Vattier (in-4°, 1876, p. 1). Quelques erreurs de notre texte (p. 205 et 206) : *Pomponiensi*, Pompoing; *Rosolum*, Rotheleu; *Aminiacensi*, Amigny; Feodando, pour Frollando, évêque de Senlis.

Voici la charte de donation à La Charité, empruntée au même ouvrage, p. 5 : ..... Quocirca ego Walerannus mei juris abbatiolam in episcopio Belvacensi sub honore et nomine sancti Christofori martyris constructam, sed studio male ibidem viventium monachorum ad irreligiositatis et secularitatis ignominiam, a sancte regule tramite

Brie, 1085, de Saint-Pierre *de Ratis* en Portugal, 1100. D'autres pièces de la fin du douzième siècle pour Sézanne et Reuil en Champagne, pour Longueville en Normandie (1), énonçant les diverses possessions de ces prieurés, contiennent une grande quantité de noms de lieu.

Le prieuré de Longueville remonte à l'an 1093. Les religieux de La Charité s'établirent à Bermundsey en 1090 (2). Vers la même époque, Symon, comte de Senlis et gendre de Guillaume-le-Conquérant, mourut à La Charité en revenant de la Terre-Sainte et donna l'église Saint-André de Northampton (3). Le prieuré de Saint-Victor de Nevers fut donné à La Charité et le prieuré de Saint-Etienne à Cluni par le comte Guillaume (4), en 1085.

La bulle de confirmation de Pascal II, rendue sur la demande du prieur Eudes Arpin, et datée de Déols 1107 (5),

paulatim deviando redactam, Deo et sancte Marie de Caritate, cum cunctis sibi pertinentibus absque retentione, deposito abbatie nomine, sub prioratus jure perpetualiter trado, quatinus dominus Gerardus ejusdem loci, id est de Caritate prior, de suis quosdam illuc transmittens normam regularis vite statumque sacri ordinis et Cluniacensis religionis vigorem ibidem instaurare satagat. Actum publice apud sanctam Mariam de Caritate et positum ab eodem Waleranno super altare absque ulla retentione. Cujus rei testes habentur ejus filius Archebaldus qui hec laudavit, Rainaldus, dapifer ejus, Richardus de Petrafonte. Ex nostris, Radulphus de Bosco, Segaldus prepositus, Warinus, sartor, Ebrardus de Duno, Petrus frater Archebaldi, Brunno de Sancero. Anno ab incarnatione Domini millesimo octogesimo tertio, indictione decima, regnante Philippo anno regni sui vigesimo quarto. Datum quinto kalendas junii. »

(1) Chartes de 1178, p. 15; de 1179, p. 28; de 1184, p. 7.

(2) MXC. *Hoc anno venerunt monachi de Caritale Bermundesiam.* MXCIII. *Constructio S. fidis Longevillæ.* (D. Bouquet, t. XII, p. 777, *ex-chron. Fiscanensi.)*

(3) *Symon comes fundavit domum S. Andreæ Northamptoniæ et eam submisit B. M. de Charitate. (Ibid.*, t. XII, p. 802.)

(4) *Histoire du prieuré,* folio 46. (D. Bouquet, t. XI, p. 592.)

(5) Une erreur qu'il a été impossible de corriger dans le cours de l'impression a fait porter Dôle 1106 au lieu de Déols (Indre), p. 4 et 363.

autorise la possession régulière de toutes ces églises et les cite chacune par leurs noms. A défaut des actes de fondation, c'était pour les religieux le meilleur titre de propriété, surtout à ces époques où la loi n'avait qu'une sanction très-imparfaite. Le pape Pascal II, voyageant à travers la France, s'arrêta plusieurs jours à La Charité; il consacra de ses mains, en 1107, la superbe église dont les voûtes et le clocher restent encore debout, et cette magnifique cérémonie, où le roi de France ainsi que les grands seigneurs se firent représenter (1), consacra la gloire et la haute puissance du prieuré.

Deux bulles furent scellées le même jour, l'une fixant les limites des possessions situées autour de La Charité sur les deux rives de la Loire; l'autre contenant la nomenclature des églises suffragantes dans les divers diocèses de France et à l'étranger. Cette dernière fut renouvelée en 1144 par le pape Luce II (2) en y ajoutant les possessions acquises dans l'intervalle. Les bulles suivantes ne contiennent plus de noms et ne touchent qu'à l'observation des réglements monastiques ou à la défense des priviléges des religieux.

Les confirmations des rois de France se joignent aux actes des papes. La première par Louis VI à l'abbaye de Cluni et à La Charité en 1119 (3) fut suivie des lettres de sauvegarde de Philippe-Auguste, Philippe-le-Bel, Jean-le-Bon. Henri

(1) Les anciennes chroniques racontent à l'occasion de cette brillante solennité la pêche merveilleuse de cent saumons dans la Loire, qui permit aux religieux de nourrir la nombreuse assistance. (Voyez entre autres : PERTZ, t. XXVI, p. 49; dom BOUQUET, t. XII, p. 19; t. XIV, p. 120.)

(2) Page 364. Ces actes pontificaux citent les noms de soixante-quinze églises que l'on retrouve dans la liste des prieurés, p. 420, et aussi dans l'inventaire de Colbert, p. 386. Elles sont restées soumises, excepté les étrangères, qui ont cessé d'entretenir les relations avec La Charité.

(3) Dom BOUQUET, t. XV, p. 510. — D'ACHERY, *Spicilegium,* in-4°, t. XIII, p. 302. Les lettres des rois sont dans le *Cartulaire.*



Chevet et Coupole de l'Église

d'Angleterre et Alphonse de Portugal assurèrent également les possessions de La Charité dans l'étendue de leurs royaumes.

Les grands feudataires, comtes de Champagne et de Nevers, ducs de Berry, confirmèrent les possessions acquises sous leurs prédécesseurs et firent des augmentations de donation. Les reconnaissances des évêques d'Auxerre se prolongèrent bien plus longtemps, à cause des immunités ecclésiastiques dont jouissait le prieuré. En 1094, Robert, comte-évêque d'Auxerre et de Nevers, donne une confirmation générale pour les biens temporels et religieux (1) possédés dans ses deux fiefs; Laurent Pinon fit encore une déclaration solennelle des droits du prieuré en 1439 (2) et ses successeurs durent certainement remplir la même formalité.

§ 2.

OBJETS DES CHARTES. — DONATIONS POUR LES CROISADES. — POUR VOCATION RELIGIEUSE DES CHEVALIERS. — UN VASSAL DU COUVENT. — L'ACTE DE GAGE. — FONDATIONS D'ANNIVERSAIRES. — TRAITÉS DIVERS.

Les actes de donation revêtent les formes les plus variées jusqu'à la fin du treizième siècle. Le caractère le plus saillant chez l'un et l'autre des contractants, c'est l'insouciance des barons, absorbés dans leur vie de voyages et de combats, et la persévérance des moines qui conservent les terres en les mettant en rapport. Le maintien des propriétés entre leurs mains a été presque indéfini. La plupart des donations faites au treizième siècle se retrouvent au dix-huitième (3), à peu

(1) *Rebus tam ecclesiasticis quam etiam militaribus vel mundanis*, p. 77.

(2) Page 85.

(3) Quelques exemples pris au hasard : le moulin Martin, près Bulcy, acquis au douzième siècle (p. 105), se retrouve en 1610

près dans les mêmes conditions, sans progrès important, il est vrai, mais sans abandon du travail de la terre.

La donation est presque toujours entre-vifs et ordinairement accompagnée d'un versement par celui qui reçoit, ce qui n'implique pas l'idée de don gratuit. Il est impossible de se rendre compte du rapport de la somme versée avec les objets donnés; cette somme ne devait pas en représenter la valeur, comme pour une vente, mais il est bien certain qu'elle était le seul mobile de la donation.

Les actes de ce genre se firent surtout à l'occasion du départ des chevaliers pour les croisades. Hervé III de Donzy vient à La Charité faire bénir son voyage en Terre-Sainte et donne au prieuré un pré et divers droits (1). Humbaud Le Blanc abandonne ses biens de Pouilly, moyennant 1,300 sols, avec faculté de rachat s'il revient de Jérusalem (2). Le contrat avec Hugues de Narcy est encore plus explicite; la donation purement gratuite est consentie par le comte de Nevers et Itier, suzerain direct, qui reçoit une prime de 1,000 sols pour son consentement. Quelques années après, vers 1146, Hugues ayant pris la croix, se rend à La Charité pour supplier le prieur de l'aider dans son voyage; celui-ci veut bien accueillir favorablement sa demande et lui verse, à titre de libéralité, une somme de 300 sols (3). Quant à l'épouse du chevalier, réduite à un dénûment complet par le fait de cette donation, on lui accorde une prébende jusqu'à la fin de ses jours.

D'autres fois, les religieux se montrent moins exigeants

(p. 408). Le fief de la Charnaie, près Tronsanges, cédé par Jean Lepie à l'aumônier du couvent en 1188 (p. 172), est encore entre ses mains en 1707. Les maisons de Nevers, près la Revenderie, données par le comte Guillaume en 1166 (p. 154) paraissent encore en 1670.

(1) Page 171.

(2) Page 88.

(3) *Monachi dederunt ei, charitatis intuitu, trecentos solidos*, p. 127.

pour les survivants de leurs bienfaiteurs. Létéric de Châtillon étant mort en Terre-Sainte, après avoir donné ses biens, ils consentent à en partager la jouissance avec sa veuve (1).

Pons de Montempuy reçoit 90 livres nivernaises pour sa terre de Coulonges qu'il abandonne aux religieux à son départ pour la croisade en 1148 (2), et Geoffroi de Pougues, en se croisant contre les Albigeois, en 1209, donne à perpétuité (3) son fief d'Argenvières moyennant un payement de 400 livres de Gien.

Ces contrats témoignent chez leurs auteurs de la difficulté de se procurer de l'argent. Les seigneurs dépourvus de ressources donnaient, au moment de partir, les terres dont ils n'avaient que faire et prenaient les sommes qu'on voulait bien leur verser en échange. On peut expliquer ainsi l'anomalie de ces actes qui stipulent un payement en considération d'une donation.

La donation après décès n'était pas en pratique, parce qu'elle manquait de base certaine et ne produisait pas d'effet immédiat. Hugues de Lurcy avait donné ses biens en se les réservant de son vivant ; il part pour la croisade en 1088, et les moines, redoutant d'être frustrés dans l'avenir, obtiennent d'entrer de suite en possession pour la moitié de la jouissance (4). Terminons cette curieuse époque des croisades par la donation du comte de Vendôme qui, au retour de la Terre-Sainte, tombe malade à La Charité et meurt en prenant l'habit religieux. En reconnaissance des soins qui lui sont prodigués, il charge ses héritiers de constituer une rente de 10 livres sur son château de Vendôme (5). L'acte fut passé bien des années après par son petit-fils.

(1) Charte de 1100, p. 104.
(2) Page 136.
(3) *Dedi in perpetuam eleemosinam*, p. 116.
(4) Page 96.
(5) Chartes de 1185 et 1209, p. 207.

La générosité poussait parfois les seigneurs jusqu'à l'imprudence. Barthélemi du Mur, ancien compagnon d'armes du prieur Eudes Arpin, auparavant vicomte de Bourges, fait don de tous ses biens et s'engage dans la vie religieuse, immédiatement quant à lui et plus tard pour son fils. Celui-ci, parvenu à l'âge d'homme, ne se sentit aucun goût pour le cloître, et son père, désolé des conséquences de sa donation, supplia le prieur de revenir sur sa parole. Eudes Arpin se laissa toucher; il rendit au jeune homme la moitié des biens donnés, mais à la condition qu'ils feraient retour au couvent, à défaut d'héritiers légitimes (1).

Les souvenirs de ces vocations monastiques sont des exemples bien touchants de l'alliance, très-fréquente alors, des idées de bravoure guerrière et de foi ardente. Combien de chevaliers, après une vie de pillage et de combats, vinrent déposer leur épée à la porte d'un couvent pour prendre l'habit de moine et mourir dans la paix du Seigneur! Les annales du Nivernais ont raconté la retraite du comte Guillaume II à la chartreuse. Au moment de quitter le monde il se rendit à La Charité et, assisté de ses deux fils, en présence des religieux (2), il renonce solennellement à tous les droits qu'il peut avoir sur les possessions du prieuré.

On peut voir encore une manière de vocation religieuse dans la situation de Sadon de Patinges. Ce seigneur devait hommage à l'évêque de Nevers pour son fief d'Argenvières. Il résigne ses droits sur ce fief à Geoffroi de Pougues, sénéchal de Nevers, et donne tout au couvent, sauf trois de ses vassaux et sa maison de La Charité qu'il convertit désormais en censive, comme celles des autres bourgeois. Il s'engage lui et ses vassaux à être l'homme-lige du couvent et à prêter serment en cette qualité à chaque nouveau

(1) Page 120.
(2) Ch. de 1143, p. 134.

prieur (1). Sadon reçoit une somme de 200 livres plus une rente annuelle de 20 livres en rémunération de ses services. Cet engagement fut ratifié par le pape Innocent III qui le qualifie *nobilis vir*. Le cas est isolé et n'offre que le caractère d'un traité particulier, mais il rappelle ces ordres fameux de chevalerie consacrés à la défense de l'Église.

Certains chevaliers, tout en restant dans le monde, étaient reçus dans la confrérie des moines et participaient aux prières du couvent. Dalmace de Semur, en 1160, fit au prieuré une donation qui lui procura ce privilége (2). Le comte de Champagne et sa femme étaient depuis 1085 comptés parmi les frères des religieux (3). La pratique des associations de prières s'efface avec le treizième siècle; la séparation des deux vies s'accentue et les moines s'acquittent des prières prescrites sans considérer le donateur comme un frère. Nous ne retrouvons plus cet usage qu'entre couvents. L'abbé d'Orbais ayant fait un long séjour à La Charité, ses religieux demandent au prieuré d'entrer en communauté de prières et rédigent, en 1294 (4), un acte d'engagement à ce sujet.

Les donations permettaient souvent de sortir d'une contestation embarrassante. Umbert d'Ouche, ennuyé des difficultés suscitées par son cousin Séguin de Prye, abandonne la terre en litige aux religieux, qui désintéressent celui-ci à prix d'argent (5). La terre située à Bulcy était un alleu et les moines en jouissent désormais directement.

Il y avait aussi de la part des seigneurs une intention de réparation pour forfaits et brigandages. Si la cause n'était pas toujours exprimée dans l'acte, le fait n'en avait pas moins lieu. Nous en trouvons l'aveu sincère dans une dona-

(1) *Sado et heredes sui erunt ligii homines prioris*, p. 196.

(2) *Quando in eorum fraternitate receptus sum*, p. 95.

(3) *Societatem comitissæ donaverunt*, p. 203.

(4) Page 272.

(5) Page 105.

tion de Ebbes de Charenton qui déclare donner un moulin en raison des forfaits qu'il a commis (1).

La donation n'avait aucune forme précise, tantôt partielle et indicative de l'objet, tantôt générale, sans autre désignation d'héritages qu'un nom de paroisse ; les termes étaient vagues et incertains, les choses mal définies, les observations naïves, comme celle de Dalmace de Semur qui, dans un élan de générosité, déclare donner en fin de compte tout ce à quoi on peut penser (2). Le défaut de précision dans les actes obligeait à les recommencer quand ils présentaient une certaine importance. Louis VI avait donné à La Charité quatorze muids de froment sur ses moulins de Bourges, sans dire dans l'acte si les muids devaient être ras ou affaités. Louis VII dut reprendre l'affaire et déclara en 1146 (3) qu'au lieu de quatorze les religieux prendraient seize muids ras. La chose, d'ailleurs, se passait très-simplement : à l'époque du Carême, les religieux envoyaient à Bourges un agent qui surveillait le coffre du moulin où l'on versait le blé pour payement de la mouture, et l'agent restait jusqu'au complément des seize muids auxquels il avait droit.

Les ventes par les religieux sont très-rares et les actes qui en étaient l'objet ne trouvaient pas place dans le *Cartulaire*; une seule mérite d'être citée. Lors de la croisade de 1190, le prieuré, porté par les officiers royaux à une subvention de treize mille sous, se vit dans l'obligation de céder pour pareille somme sa maison de Coulanges-sur-Yonne à Pierre de Courson, devenu célèbre par ses brigandages dans le comté d'Auxerre. Plus tard, les moines voulurent user de leur droit de retour en acquittant la somme engagée. Le Pape intervint, ordonna une enquête (4), mais les moines parais-

(1) *Pro quibusdam forisfactis que commiseram*, p. 215.

(2) *Eis quecumque potest excogitari libertatem indulgeo*, p. 95.

(3) Page 128.

(4) Bulle de 1192, p. 32.

sent avoir eu le dessous, Coulanges-sur-Yonne ne figure plus dans leurs biens. Ce genre d'acte auquel il vient d'être fait allusion est appelé dans nos textes : *Vadimonium*, *pignus*, *gageria*, *mutuum* (1). C'est le gage, prêt ou avance d'une certaine somme sur la garantie d'une terre. L'intérêt dû au prêteur est remplacé par la jouissance immédiate et, dans le cas de rachat, le prêteur se réserve la préférence pour un nouveau gage. Les religieux de La Charité étaient toujours prêteurs et la plupart du temps ils restaient propriétaires, les chevaliers, à court d'argent, ne parvenant pas à se rédimer.

L'acte de gage semble avoir absorbé tous les autres (2); les donations avec soulte contenaient implicitement un droit de retour pour le donateur et, en somme, quels que soient les termes employés, qu'il y ait eu donation pure et simple, cession perpétuelle ou facultative, la tradition matérielle devait suffire et les moines une fois entrés en possession conservaient toujours les biens.

La forme testamentaire ne plaisait pas, la transmission étant très-difficile, à cause du consentement des héritiers, condition formelle de validité pour les actes entre-vifs et qui faisait défaut aux testaments. On avait alors recours à une confirmation de la part des ayants-cause, comme pour la rente du comte de Vendôme ou pour la donation de Pierre de Courtenay, qui n'était que l'exécution des dernières volontés de son épouse, la comtesse de Nevers (3). Plus tard, vers la fin du treizième siècle, les officialités firent l'enregistrement des testaments et en assurèrent l'exécution (4).

(1) Entre autres p. 113, 115, 123.

(2) Les exemples du *vadimonium* sont très fréquents : Geoffroi de Talai à Pouilly en 1060 (p. 91); Sadon de Patinges cède et reprend son fief par périodes de cinq années (p. 113 et 195). Dans un accord avec Barthélemi du Mur les religieux se réservent de faire l'avance de cent livres sur ses propriétés (p. 123).

(3) Page 177.

(4) Testament de la dame d'Herry en 1274, p. 258.

Les dons consistaient ordinairement en parts de revenus fonciers ; cependant, dès 1198, Artaud de Nogent donne au prieuré de Sézanne une somme de cent livres pour la fondation de quatre anniversaires et prescrit l'attribution de ce capital sur les étaux des panetiers qui devront produire de ce chef un revenu de quarante sols (1). En 1394, Philippe de Moulins, évêque de Noyon, donne au couvent une somme de quatre cents francs d'or, à la condition d'en employer les intérêts à la dépense des moines. L'acte porte *redditus*, sans expliquer s'il s'agit d'un intérêt d'argent ou d'une rente foncière (2). Beaucoup plus tard, en 1620, la fondation du prieur Jean de Clèves fut constituée par un capital en argent (3) placé en rente foncière sur des propriétés appartenant à Jean Mauvielle et à Pierre de Cotignon.

Les donations foncières des premiers siècles, qui formèrent les possessions du prieuré, avaient plutôt le caractère d'une libéralité pure et simple, sans contre-partie d'engagement de la part des moines. On mettait dans l'acte la formule ordinaire : pour le repos de son âme et de ses parents, mais les prières ne sont pas nettement indiquées. Ce vague dans les expressions et dans les idées entraînait parfois à des explications et à des traits de mœurs qui font le cachet des chartes anciennes. Dès le milieu du treizième siècle les actes rédigés par l'officialité se ressemblent tous ; les donations deviennent de simples fondations d'anniversaires (4) avec mention de la somme donnée, du nombre d'offices et de leur date, de la quantité de messes, des chants et même des ornements, toutes choses dénuées d'intérêt.

Les religieux s'appliquaient à affranchir peu à peu les territoires sur lesquels ils obtenaient des droits. Le régime

(1) Page 193.

(2) Page 327.

(3) Page 337.

(4) Elles constituent le nécrologe ou tableau indicatif des offices mortuaires. Ci-dessous, page 378. Appendice *B*.

féodal chargeait la propriété d'une foule de servitudes, et il fallait beaucoup de persévérance pour en venir à bout. Toutes les fois qu'un personnage important faisait une donation, on y ajoutait l'exemption de tous les droits sur les possessions acquises dans l'étendue de ses fiefs. On procédait aussi par voie de conventions ou d'échanges. Sur le territoire de Sainte-Montaine, en Berry, les religieux se trouvaient en difficultés constantes avec les gens d'Eudes de Sully et aboutirent en 1194 à un accord qui est un acte d'affaires sérieux et réfléchi (1). A Mesves ils transigèrent également avec les chanoines de Saint-Satur (2).

Les questions d'indivision étaient parfois insurmontables. Les moulins de Munot et de La Charité, construits trop près l'un de l'autre, furent portés indivis par arbitrage, pour les réparations comme pour les revenus; à deux cents ans de distance (3), les mêmes complications se présentèrent entre les religieux et l'autre propriétaire, Étienne de Mornay.

A partir du treizième siècle, les accords entre parties sont remplacés par des nominations d'arbitres, l'autorité individuelle disparaît à mesure que le principe de la loi prend de la force. Les mêmes affaires de Menetou-Ratel, réglées par les parties en 1194 (4), le sont par des arbitres en 1249.

(1) Page 179.
(2) Page 186.
(3) Voyez les actes d'arbitrage de 1160 et 1365, p. 147 et 316.
(4) Pages 179 et 226.

§ 3.

PARTICULARITÉS DES CHARTES. — LES PRÉSENTS. — LE SERMENT ET LES EMBLÈMES. — CONDITIONS DES TERRES, LE FIEF, LA CENSIVE, ETC. — DROITS DIVERS. — CULTURE ; LES BOIS, CHAMPS, PRÉS, MOULINS. — LES NOBLES ET LES SERFS. — LES NOMS D'HOMMES. — MESURES ET MONNAIES.

Les actes portent les noms des parents et des témoins, les uns nobles, les autres de condition servile, comme des ouvriers et domestiques, quelquefois des femmes et même des enfants (1). On mettait des noms plutôt pour la forme que pour la responsabilité réelle des témoins, afin de s'entourer du plus grand nombre possible de garanties. Chaque partie contractante produisait ses témoins ; dans la donation du comte Gui, il y en a quatre séries, représentant chacun des quatre intéressés (2).

L'épouse, les enfants, les frères du donateur, presque toujours le suzerain, devaient renoncer à toute réclamation. Ils approuvaient de leur plein gré ou moyennant une somme ou un présent.

Geoffroi de Donzy appose son sceau en signe d'approbation sur la donation de son vassal Hugues de La Ferté en 1151 (3). L'évêque de Nevers, suzerain d'Argenvières, autorise la cession de ce lieu par Geoffroi de Pougues (4). Itier reçoit 1,000 sols pour consentir à la donation de

(1) Quelques exemples suffiront. La charte de fondation porte les noms de sept enfants : *S. Umbaldi pueri*, etc., p. 3 ; *Gimo famulus*, p. 141 ; *Andrea piscatore, Constantio sutore*, p. 97. Létéric de Châtillon prend comme témoin l'un des serfs donnés, p. 105. Le testament de la comtesse Agnès est affirmé par plusieurs dames, *Alaïca*, *Aupacia*, p. 177.

(2) Ch. de 1174, p. 160.

(3) Page 140.

(4) Pages 117 et 127.

Hugues de Narcy, son vassal. Ces primes en argent, quelquefois transformées en présents, avaient l'apparence d'un don gracieux offert aux seigneurs suzerains et surtout à leurs femmes.

Le comte-évêque d'Auxerre reçoit un beau cheval à titre de remerciements de la confirmation de priviléges (1). La comtesse Mahaut, en 1174, reçoit dix vases d'argent et un cheval pour consentir à la donation faite par le comte Gui, son époux (2). En général, on offre quelques pièces d'argent, un marc ou 10 ou 15 livres. La femme de Hugues de Narcy reçoit une prébende et la femme d'Itier de Nevers eut simplement un présent (3). L'usage de ces présents disparaît avec le douzième siècle.

Les actes portent souvent la mention des serments demandés aux contractants. Adam Le Meschin, en signe de serment, donne la main au prieur Arpin (4). D'autres fois, on jurait sur la vraie croix, sur les saints Évangiles, la main tendue vers l'autel. Chaque église avait son autel consacré aux serments; à La Charité, c'était le maître-autel; à Coulonge, celui de la Sainte-Vierge. Le serment était toujours prêté personnellement et en présence du chapitre réuni (5).

On ajoutait aussi des cérémonies emblématiques, dans le but d'augmenter la solennité de l'acte. Hugues de Lurcy, en 1088, remet la charte elle-même sur l'autel, en présence des religieux (6). En 1085, Hugues de Broyes dépose sur l'autel de Sézanne, comme emblème matériel de sa donation, un couteau à manche noir semblable à ceux dont se servent

(1) *Equum unum optimum*, p. 76. Humbaud, en 1150, reçut une cote de mailles de 120 livres. (*Hist. du prieuré*, fol. 87.)

(2) *Decem scyphos argenti et unum palefredum*, p. 162.

(3) *Munus habuit*, p. 127.

(4) Page 119.

(5) *Corporaliter et coram multis.*

(6) Page 97.

les moines (1). La charte de donation d'Archembaud de Lamenay, en 1089, constate que deux moines de La Charité, en présence d'une foule de témoins, reconnurent les champs pour les avoir foulés de leurs pieds et vérifiés dans leurs limites (2). C'était ce qu'on appelait *percalcatio*.

Les habitants de nos provinces ont toujours été peu démonstratifs, et même pour ces époques animées de l'idée de représentation dans tous les actes, il semble qu'ils aient conservé leur caractère. Il est parlé une fois, en 1249, du duel comme preuve de la véracité d'un fait, et c'est seulement pour dire qu'on n'y aura pas recours (3).

Parmi les terres et propriétés données aux religieux de La Charité on trouve des tenures nobles ou roturières, sans distinction : le prieuré jouissait de la plus grande indépendance sur ce point délicat. Dans les premiers siècles, c'est le manse, l'alleu et surtout le fief (4). La transmission d'un fief semble s'être opérée sans difficulté avec l'assentiment des feudataires à divers degrés. Que l'initiative de la cession vînt du suzerain ou du tenancier, l'accord devait avoir lieu entre les possesseurs comme dans une indivision. Ainsi, pour ne citer que deux exemples, le comte de Nevers Gui, en 1174, donne son fief de La Charité en compagnie de Renaud de Druye, feudataire, et Raoul de Patinges, tenancier, qui, désormais, doit prêter hommage au prieur (5). Chacun d'eux reçoit une indemnité proportionnelle. En sens contraire, Hervé III de Donzy, en 1187 (6), donne un pré qu'il tient en fief avec l'approbation du suzerain Eudes de Frasnay.

(1) *Quemdam nigrum cultellum monachali usui aptum super altare posuit*, p. 203.

(2) *Campum percalcari fecit*, p. 103.

(3) *Sine duello poterit probare legitime*, p. 229.

(4) *Mansum, alodium, feudum.* En 1094 *prædium* est employé pour *mansum*, p. 97.

(5) Page 160.

(6) Page 171.

La tenure en fief s'appliquait aussi bien à une parcelle de terre, à une dîme, à un droit quelconque comme à un grand apanage. Robert, comte-évêque, parle du fief de son comté et de l'honneur de son évêché (1).

L'apparence de la donation, qu'elle fût avec soulte ou purement gratuite, facilitait la transmission de la part des chevaliers. Au treizième siècle, quand les ventes deviennent fermes et réelles, la transmission fait souvent obstacle. Giraud de Pesgnes, en 1261, vend tout ce qu'il possède à Parzy, à l'exception d'une dîme qu'il tient en fief de la dame de La Roche (2) et qui doit rester libre de toute aliénation.

Castrum est pris dans le sens de résidence avec seigneurie territoriale alentour. Hugues de La Ferté donne 40 sols sur le château d'Ouche (3). A Sézanne-en-Brie, on donne la dîme du château (4).

D'autres expressions moins précises, *dominium, potestas,* désignent la tenure noble; on les rencontre pris indistinctement l'un pour l'autre.

Le *dominium* est le pouvoir, l'autorité sur un territoire, et, par extension, ce territoire, ce domaine lui-même appartenant à une seule personne. La *dominicatura propria* (5) semble être la même chose. Les femmes exerçaient cette autorité comme pour les fiefs; on cite en cette qualité les dames Lepie et de Merry (6).

La *potestas* semble supposer un pouvoir plus étendu. Hugues de Til donne son domaine et tout ce qu'il avait dans la « pôté » de Narcy (7). Bonvassal donne la moitié de la

(1) *De feodo comitatus quam de honore episcopatus,* p. 77.

(2) Page 242.

(3) Page 140. Et encore : *In castro sive domo forti de Argento,* p. 237.

(4) Page 26.

(5) Page 142. On trouve aussi dans le même sens : *possessorium, baronia,* p. 180.

(6) Pages 241 et 266.

(7) *In dominio suo apud Narciacum et in tota potestate Narciaci*, p. 125.

« pôté » qu'il avait en domaine (1). Quant à la *majoria* dont on parle dans la même charte de Bonvassal en 1094, c'est la mairie ou territoire sur lequel il exerçait les fonctions de maire (2).

Les mots *terragium, teneura* ne comportent aucune attribution spéciale et s'emploient à tout propos. Le *casamentum* ou résidence ne désigne pas non plus une situation chez l'habitant, mais il donnait une certaine autorité qui devint assez rapidement l'origine de la basse noblesse des gens appelés *casati* ou vassaux.

Les religieux s'accommodaient mal du système féodal, dans lequel ils ne voyaient aucun intérêt. Les biens une fois remis entre leurs mains devaient changer de nature, et les habitants et colons, malgré leur position servile, n'ont certainement pas subi toutes les entraves de la propriété seigneuriale. La redevance paraît avoir remplacé l'hommage et ses diverses obligations. En 1107, à une époque où la chevalerie était à son apogée, les religieux, en rendant à Barthélemi du Mur les terres qu'il leur avait données, retiennent en gens positifs non plus l'hommage, mais une charretée de vin (3).

Les terres affermées en censives se multiplièrent à l'infini dans les environs de La Charité et devinrent avec le temps la seule manière de posséder, que les moines fussent seigneurs censitaires, recevant la redevance du cens ou propriétaires du sol tenus de la payer. Dès 1188, Jean Lepie vendit à titre de constitution de censive la terre de la Charnaye qu'il devait tenir en fief de Pierre de Tronsanges. L'aumônier du couvent devient propriétaire, moyennant trois mille sols treize livres, deux muids de seigle, et il s'engage à payer un cens annuel de six sols à la Saint-Germain (4).

(1) *Dimidium potestatis sicut in dominio pertinere videbatur*, p. 90.

(2) Voyez Guérard, Saint-Père, intr., n°s 54 et 90.

(3) *Quoddam plaustrum vino mero onustum*, p. 123.

(4) Page 173.

La censive, qui n'était guère qu'un impôt, puisqu'elle réservait indéfiniment la propriété dans les mêmes mains, moyennant le payement de la somme stipulée, nous amène à citer les divers droits ou impôts énoncés dans les chartes. Ce sont d'abord les dîmes (1) données très fréquemment, mais sans remarque utile à noter ; le champart, *campartis*, mentionné à Biches en 1273 (2); les tailles portées en 1249 à Menetou-Ratel, à douze deniers par an pour une charrue de bœufs, à six deniers pour l'homme cultivant à la main (3) ; à Saint-Outrille, pour les bœufs à un septier d'avoine et pour culture à la main à un demi-septier (4).

Dans les chartes portugaises ce sont les dîmes de pain, vin et lin (5). En Normandie, des pains du seigneur, des salines et des anchois (6).

Parmi les redevances en nature, en sus des grains, on voit dès le treizième siècle les volailles, *galline* (7), origine du bordelage qui, plus tard et bien à tort, devint, encore plus que la dîme, la terreur du paysan nivernais.

Un droit établi sur les vignes appelé *maltolte* et qualifié de mauvaise coutume fut abandonné à diverses reprises (8) par les comtes de Nevers. Il en fut de même en 1143 (9) du droit de logement chez les tenanciers, appelé *herbergaria*. Les églises ou plutôt les autels recevaient des offrandes en deniers, pains, cire et chandelles (10).

(1) *Decimatio*, p. 142; *decimæ majores et minutæ*, p. 146.

(2) Page 314. Les champarts sont nombreux dans l'Inventaire Colbert, p. 402.

(3) *Duodecim denariis qui laborat cum carruca boum et sex qui sine...*, p. 228.

(4) Page 121.

(5) Page 108.

(6) *Decem millia alecum*, p. 18 et 20.

(7) Entre autres p. 315 et dans l'Inventaire Colbert.

(8) En 1193 et 1200, p. 177 et 199. *Prava consuetudo.*

(9) Page 135.

(10) Page 29.

Tout ce qui portait revenu à un titre quelconque sur une terre était susceptible de faire l'objet d'une donation. Outre les revenus proprement dits appelés : *redditus*, *exitus*, *proventus*, il y avait les droits, *jus*, *jurata* (1) ; les payements en argent, *costuma*, *consuetudo*, en nature, *redeventiæ*.

La *roga*, *rogatio*, est un impôt sur les aumônes (2). Le droit des mesures se dit *minagium* à Vendôme, *quartalagium* à La Charité (3) ; le *pedagium* et *rivagium* s'exerçait pour les denrées abordant au quai de Loire (4). Le rouage et le conduit se voient à Sancoins (5), le tonlieu ou droit de transport est donné par le roi d'Angleterre en 1161 (6).

Enfin, les religieux reçoivent encore le *salvamentum* ou droit de protection du seigneur, qui valait à Champfraud (7) deux deniers par habitant.

La culture et les différents produits de la terre sont énoncés dans les chartes avec des détails parfois caractéristiques.

On tirait un grand parti des bois. L'exploitation des taillis n'était pas réglée comme aujourd'hui et offrait une foule d'avantages accordés gratuitement ou en payant. Le droit d'usage entier, *plenum usagium*, consistait dans la faculté de prendre librement le bois nécessaire au chauffage, à la construction, aux vignes et autres besoins, sans toutefois le vendre ni le donner (8). Le forestage (9) paraît avoir le même sens.

La forêt des Bertranges était en grande partie consacrée à

(1) *Campum cum juratis que sunt subtus*, p. 173.
(2) Page 168.
(3) Pages 118 et 207.
(4) *Ibid.*
(5) Page 216.
(6) Page 158.
(7) Page 121.
(8) *Ad focum, edificia, vineas et omnia negotia sua*, p. 98.
(9) Page 100.



La Tour du grand Clocher

l'usage des habitants des paroisses voisines. Moyennant cinq deniers par feu, payés à la Toussaint, ils avaient droit au bois pour les besoins indiqués plus haut, dans l'étendue des paroisses seulement et en se le réservant entre usagers. De plus, ils avaient dans les mêmes bois le pacage, *magnum herbagium*, pour les bœufs, chèvres et moutons, le panage ou glandée pour les porcs. Les contrées abandonnées à l'usage, *boscum*, étaient limitées et surveillées par les gardes. La charte de 1266 pour les Bertranges (1) est un modèle de réglementation. La partie réservée au seigneur, *foresta sive nemus*, et interdite aux usagers, servait à l'exploitation particulière. A Mesves, l'abbé de Saint-Satur interdisait le pacage quinze jours avant Noël et avant Pâques, pour la chasse (2).

Des portions de bois nouvellement défrichées, *novales* (3), et entourées de bois de tous côtés, servaient de pacage et de lieu de refuge pour les hommes et les bestiaux, contre les ennemis et contre les incursions des seigneurs (4).

Dans les dénombrements de terres, les parties boisées, *boscum*, étaient opposées aux terres cultivées, aplanies, *planum* (5). Celles-ci se composaient de champs pour les grains, d'ouches ou terres à jardin attenant à une maison, de clos de vignes (6), de prairies. Les chartes signalent à chaque instant ces diverses natures de terres, constatant ainsi le morcellement considérable de la propriété et la faveur accordée à l'agriculture. Les granges, les greniers, les fermes, dites *gageriæ*, témoignent de nombreuses installations agri-

(1) Page 245.

(2) *Causa venationis*, p. 186.

(3) Les novales, travaux préférés des moines, étaient par faveur exempts des dîmes pontificales, p. 39.

(4) *Ad usus pascuales et refugium*, p. 186.

(5) *Tam in bosco quam in plano*, p. 8. — *Terram planam et nemorosam*, p. 88.

(6) *Vineis tam plantandis quam de novo plantatis*, p. 146.

coles. Les pêcheries des rives de la Loire, composées de claionnages en branches, *ramedœ*, à La Charité et à Parzy, étaient aussi appréciées que les étangs; à Lamenay, en amont de Decize, on considérait la pêche du poisson et surtout des saumons comme un gros revenu (1).

Les fours constituaient un privilége fort lucratif; les chartes les mentionnent souvent, ainsi que les étangs, les cours d'eau, les moulins à blé, à foulon, à écorce (2). Le comte de Sancerre avait donné au prieuré en 1176 des moulins établis sous les arches du pont de Loire qui furent démolis en 1520 pour la construction du pont de pierre (3). Les conventions pour les moulins du ruisseau de Munot sont intéressantes au point de vue des réparations, cet écueil perpétuel des moulins (4). L'industrie se bornait d'ailleurs à ces établissements de première utilité. L'inventaire de Colbert indique seulement des forges à Dompierre en 1494 (5) et à Raveau.

Les prairies sont l'objet d'une attention particulière. Tous les terrains bas et humides sont appréciés pour ce genre d'exploitation que les donations cherchent à encourager. Dès 1089, Archambaud de Lamenay donne tout ce qu'on pourra mettre en herbe (6). Seguin de Nevers, en 1106, donne tout ce qui est en pré et tout ce que l'on pourra y mettre, afin qu'il y en ait davantage (7). Le réglement des eaux était scrupuleusement observé; les religieux interdisent à Philippe de Champvoux de détourner l'eau du moulin de Garchy pour arroser ses prés (8). Le pâturage qui avait lieu dans les bois,

(1) Page 102.

(2) *Ad corticem et ad pannos* (à Narcy en 1228), p. 220. — *Ad duas rotas unam ad granum et aliam ad pannos* (en 1285), p. 266.

(3) Page 164.

(4) Pages 146 et 316.

(5) Pages 405 et 408.

(6) *Quidquid villani appratare potuerint*, p. 103.

(7) *Ut inde appratamentum plus fiat*, p. 112.

(8) *Pro adaquandis pratis*, p. 235.

par l'usage et dans les champs après la récolte, d'après la *bladearea* (1), était interdit dans les prés clos (2). Les bois pacagés s'appellent encore des pâtureaux et la vaine pâture se pratique toujours dans beaucoup de communes.

Ces espèces de culture ou de terrains, avec tout ce qui constituait l'exploitation agricole, les maisons et les colons, sont énumérés dans les chartes et presque toujours cédés avec les terres auxquelles ils étaient attachés (3). Quant aux bestiaux d'une ferme, ils devaient appartenir au colon et le suivre partout, car ils ne figurent jamais dans les descriptions d'objets donnés à côté du colon et de sa famille.

Les renseignements sur la condition des habitants des campagnes n'abondent pas dans les textes. Les hommes paraissent être restés paisibles et tranquilles, passant, eux et leurs familles (4), du seigneur laïque aux religieux qui ne leur demandaient rien en dehors des droits en argent ou en nature. Un serf qui occupait une terre indivise entre La Charité et Saint-Satur devait un service d'un an à chacun, à tour de rôle, et ses enfants après sa mort devaient être partagés également entre les deux (5). Cette dure condition paraît rarement; Archambaud donne plusieurs colons, sans réserve d'aucun service, excepté les frais de plaidoirie. Dès 1089, c'était un acheminement à l'indépendance.

Les colons sont appelés généralement hôtes, vilains, valets, serfs; en Normandie *rustici* et quelquefois simplement *ruricoli*, et aussi hommes couchant et levant (6). Il devait y avoir entre eux des degrés de servitude, car ils sont presque toujours désignés séparément (7).

(1) Page 198.

(2) *Exceptis pratis clausis*, p. 95.

(3) *Nemora et hospites*, p. 9. — *Cum appenditiis videlicet in hominibus, pratis, vineis, aquis, bosco et plano*, p. 137.

(4) *Dedit uxorem Rainaldi et infantes ejus*, p. 104.

(5) Page 188.

(6) *Mansuris ruricolis*, p. 103. — *Homines cubantes et levantes*, p. 228.

(7) *Hospites et servos et ancillas et clausos vinearum*, en 1061, p. 205.

Au-dessus des gens de condition servile, les religieux avaient des mandataires qui rendaient la justice et percevaient les droits. A Raveau c'était le forestier des Bertranges, à Menetou-Ratel l'avoué et vidame (1). Il est aussi plusieurs fois question des gens appelés *casati*, ayant l'apparence de vassaux attachés à la personne du seigneur.

Dans les donations, les serfs restent avec la terre, tandis que les *casati* sont réservés par le donateur. Hugues de Til, en 1121, Sadon de Patinges, en 1199 (2), font cette exception en faveur de leurs hommes qui, d'ailleurs, leur devaient un service noble. Le casale ou *casamentum* (3) était le lieu de résidence dont ces vassaux tiraient leur nom et n'indiquait pas comme le fief la qualité de celui qui l'occupait.

Les prévôts paraissent fréquemment, non pour leur administration, mais parmi les témoins des chartes et avec leur qualification seule ; une fois, il est question de la mairie, *majoria* (4). Les prévôts et les maires étaient dans les villages les représentants du seigneur ou des religieux. Leur condition a dû s'élever peu à peu avec l'importance de leurs fonctions. Un certain Renaud, prévôt à Nevers, Adelelmus à La Charité, Clément à Saint-Bonnot, comparaissent comme témoins dans la même charte de 1095 (5), et dans deux autres actes un peu plus anciens, où il s'agit des mêmes personnes, ce Renaud de Nevers est donné comme serf, lui et sa famille, au prieuré de La Charité (6). Un siècle plus tard, un personnage du nom de Renaud de Nevers paraît avec tous les attributs de la haute noblesse à Cuffy (7) ; son anniversaire est inscrit parmi les fondateurs dans le nécrologe du prieuré.

(1) *Advocatus et dominus*, p. 181.

(2) *Excepit vero casatos*, p. 125. — *Quidquid habebat præter casatos suos*, p. 195.

(3) Pages 122 et 173.

(4) En 1094, p. 89.

(5) Page 89.

(6) Pages 90 et 92.

(7) Chartes de 1190, p. 175 et 379.

Il est d'ailleurs fort difficile de se fixer sur l'état des individus à la simple lecture des noms et en l'absence de qualification quelconque. On ne peut réellement les reconnaître que par l'importance de l'acte qu'ils font. Les surnoms et les noms de lieu appliqués indistinctement à des nobles ou à des serfs sont encore un motif de confusion ; ainsi, Ebbon de Champallement donne aux religieux Symon de Lavendière, sa femme et ses enfants (1). Les qualifications de noblesse qui paraissent quelquefois sont indiquées par les termes de : *miles, dominus, domicellus*. Le Pape en parlant d'un simple vassal (2) l'appelle *nobilis vir.*

Les listes de témoins du douzième siècle fournissent quelques surnoms qui tendent à devenir noms de famille : Adam, Robert et Gilon Le Meschin, *meschinus.* Jean et Robert Lepie, *pius.* Humbaud Le Blanc, *blancus.* Bernard, Ancel et Hugues Bonvassal.

Certains noms sont empruntés à l'origine de pays : *Normannus, Alveriaz, Burgundio, Mansellus.*

Au caractère : *Hugo Suavis, Robertus Malus vicinus, Bonus amicus.*

A l'âge : *Arnulfus Juvenis.*

Au signalement : *Grossus homo, Stephanus Guissa curta, Hugo Caroporci, Bucca, Calpa asini, Grosbos, Legras, Bellus.*

Au métier : *Seguinus Porcherius, Humbaldus Caprellus, Furnerius.*

Les traductions en latin ou en français pour les noms de lieu se produisent comme partout. Le même individu, *Landricus de Poissinis,* en 1196, est écrit *Landricus de Piscibus* en 1225 (3).

Les mesures d'étendue pour les prés et les bois sont

(1) Page 159.
(2) Sadon de Patinges, p. 157.
(3) Pages 98 et 100.

l'arpent; pour les vignes, le quartier. En Normandie, province anglaise, on compte par mesures et par acres (1). Les terres labourables ne sont pas désignées par leur contenance, on dit simplement un champ ou l'étendue qu'on peut labourer avec une charrue (2) et aussi une ou plusieurs livrées de terre, soit l'étendue nécessaire pour produire une livre de revenu (3), comme nous disons quelquefois encore un pré devant rapporter deux chariots de foin.

Les mesures de capacité sont citées très-fréquemment. Ce sont : pour les grains, le sextier et septier, le quartaut, le muid, l'arche, qui contient vingt muids (4). Les seigneurs avaient leurs mesures dans les granges et faisaient payer le droit de mesurage pour toutes les ventes effectuées dans la localité.

Pour les liquides, ce sont : la tonne, la coupe (5), le muid et le tonneau, qui contient deux muids (6).

Les monnaies varient suivant l'époque. Jusqu'au treizième siècle on emploie la monnaie courante du pays, les livres et les sols nivernois ; les livres de Gien dans la partie nord, et suivant les localités les livres d'Orléans, de Provins, de Châteaurenard. La livre de Vendôme valait vingt sols en 1206 (7).

Ce sont les deux seuls types en usage ; une seule fois on cite les francs d'or, en 1394 (8), pour constituer le capital d'une rente, et comme une menue monnaie, en 1295, la *pitta* (9) ou demi-denier, à Paris l'obole. La monnaie Parisis

(1) Page 19.
(2) *Una carrucata terræ,* p. 17.
(3) *Octo libratas terræ,* p. 252.
(4) Page 121.
(5) *Ibid.*
(6) *Unum dolium vino plenum duos modios continens,* p. 260.
(7) *Decem libræ, centum solidi in festo S. Michaelis et centum in pascha*, p. 209.
(8) *Quadragentos francos auri*, p. 327.
(9) Page 276.

est peu en usage et la monnaie de Tours commence dès le treizième siècle à absorber toutes les autres.

Les échéances de payement en deniers ou en nature tombent toutes en automne, un certain temps après les récoltes : la Saint-Michel, 29 septembre ; la Saint-Germain (d'Auxerre) et Saint-Remi, 1er octobre; la Saint-Denis, 9 octobre ; la Toussaint; la Saint-André, 30 novembre. Au printemps on ne trouve que la Pâque.

§ 4.

LE PRIEURÉ, SON AUTORITÉ CIVILE. — LES PRIEURS. — LA MANSE DES RELIGIEUX. — LES DIGNITAIRES DES OFFICES. — SITUATION ET REVENUS DU PRIEURÉ DANS LES TEMPS MODERNES.

A l'origine, le prieuré, représenté par la personne du prieur, chef de l'administration religieuse et temporelle, ne formait qu'une seule et même autorité. Les confirmations et les donations étaient faites à l'église de La Charité, qui comprenait tout le couvent, prieur et religieux (1). Saint Gérard et ses successeurs immédiats, ayant leur résidence habituelle dans le monastère, confondaient leur situation temporelle avec leurs frères en religion, n'ayant qu'un même but, qu'une même pensée.

C'est grâce à cette union intime que le prestige du prieuré fut porté si loin et si haut, pour l'étendue des possessions comme pour la suprématie de sa puissance.

Les lettres de sauvegarde lui assuraient l'intervention de

(1) Les donations s'expriment toutes comme le testament du comte Hervé en 1218 : ..... *Ecclesiæ beatæ Mariæ de Charitate quingentas marcas argenti quas nobis debent, testimonio litterarum prioris et conventus.* (Martène, *Thes. anecd.*, I, p. 867.)

l'autorité royale dans les cas d'abus; Louis VII (1) enjoint à l'évêque d'Autun de restituer au prieuré de La Charité l'église de Lormes qui en avait été séparée injustement.

Dans une attribution différente, mais qui touche toujours aux prérogatives seigneuriales, le comte de Sancerre avait accordé l'autorisation d'élever des fortifications autour de la ville de La Charité. L'acte porte « à l'église et aux moines » sans qu'il soit question du prieur (2). Les religieux obtinrent aussi à la même époque la suppression du château-fort de La Marche, dominant La Charité. Le Pape avait déjà tenté inutilement de le faire démolir à la suite de démêlés avec Adam de La Marche (3), puis l'abbé de Cluni et le roi de France parvinrent en 1164 à empêcher le comte de Nevers de le rebâtir (4).

L'église de La Charité, exempte des impositions ordinaires des guerres, devait contribuer quelquefois aux taxes exceptionnelles. A la croisade de 1190, la taxe de treize mille sous fut supportée par le prieur et par les religieux sans distinction (5). Lors du rachat du roi Jean, la somme de trois mille francs d'or fut répartie entre le prieur, les religieux, les bourgeois de la ville (6).

Ces faits éloignés l'un de l'autre montrent la séparation des deux pouvoirs qui eut lieu dans l'intervalle, le prieur agissant pour son propre compte et les religieux représentés par le prieuré.

Pour les affaires de justice, le couvent, comme membre de Cluni, eut toujours le bénéfice de la juridiction royale. Il

(1) Lettres de 1170, p. 153.

(2) *Ecclesiæ de Charitate, monachis ibidem commorantibus.* (Charte de 1164, p. 153.)

(3) Bulle de 1153, p. 46.

(4) D. Bouquet, XII, 296; XVI, 120.

(5) *Prior et fratres*, p. 33.

(6) D'après quittance de 1377 de Barthélemi Spifame, bourgeois de Paris, p. 403.



La Cour de l'Église

avait déjà, par concession du comte Gui en 1174 (1), la justice dans la ville de La Charité; il y ajouta le droit de porter l'appel de ses causes devant le bailli royal de Bourges. Quand le Berry passa à Louis de Flandre en 1297, Philippe-le-Bel réserva les possessions de La Charité (2).

L'instabilité de l'autorité royale au quatorzième siècle exigea de fréquentes modifications. Les lettres du roi Jean de 1362, très-explicites dans la matière, chargent le bailli de Sens des affaires concernant les terres et les agents du prieuré; en même temps elles interdisent au prévôt de Sancoins, qui avait La Charité dans son ressort, de troubler les religieux dans l'exercice de la justice et de l'enregistrement (3). Puis le Berry ayant été donné au duc Jean, Charles V attribue définitivement (4) les appels du prieuré au bailliage royal de Saint-Pierre-le-Moûtier.

Pour l'enregistrement, les officialités d'Auxerre, de Nevers et de Bourges passent les actes qui concernent les localités comprises dans leur ressort. Le procès suscité par Philippe de Champvoux au sujet du moulin de Garchy en 1254 (5) fut jugé par l'archidiacre d'Auxerre, désigné comme arbitre pour mettre les parties d'accord. Au quatorzième siècle, les officialités diocésaines étant remplacées par les prévôtés royales, les actes sont passés devant le garde de Sancoins, relevant également de Saint-Pierre-le-Moûtier. Il résultait de ces progrès successifs des administrations royales que les actes de donation aux religieux étaient rédigés par la prévôté quand ils émanaient des étrangers, tandis que les actes du prieur étaient rendus par lui-même sans l'intervention d'aucun agent.

(1) Page 160. Ce droit revint finalement au comte de Nevers, qui le reprit en 1625 moyennant une indemnité annuelle de deux mille livres, l'enclos du couvent restant réservé, p. 401.

(2) Page 279.

(3) Pages 300 et 303.

(4) Par lettres de 1366, p. 311.

(5) Page 234.

Les prieurs semblent avoir fait usage dans les actes de leurs sceaux particuliers. Les chartes du fonds de Cluni ont conservé des fragments de sceaux plus ou moins complets qui ne permettent pas d'en faire la description exacte, mais qui suffisent pour reconnaître une différence sensible entre eux. Le prieur claustral et les principaux dignitaires devaient aussi avoir un sceau spécial. Quant au prieuré, il portait pour armoiries : *D'azur, à trois bourses ouvertes d'or, liées et enpandantées de même, et une fleur de lys d'or en chef.*

Ce blason donné par Bernot de Charant (1) n'est indiqué dans aucune charte ; il manque dans les catalogues de d'Hozier ; mais sans lui assigner une date quelconque, il est constant qu'il existait. Dans certaines circonstances, et surtout pendant les vacances des prieurs, le blason du prieuré servait à sceller les pièces légales. A la mort du prieur Colbert, le 15 décembre 1707, les clés du chartrier furent enveloppées dans un papier scellé aux armes du prieuré (2).

Le prieur était le chef des religieux et le représentant du monastère. Son élection par l'abbaye de Cluni reçut des modifications dans les détails, mais conserva toujours le principe d'une délégation du prieuré présentant des candidats à l'abbé de Cluni qui choisissait. Ce fut souvent l'occasion de luttes et de rivalités. Le *Cartulaire* en conserve les traces dans les lettres de Bertrand de Colombiers (3), et le fonds de Cluni possède de nombreuses enquêtes à ce sujet. Bien qu'ils fussent nommés sans condition de délai, il y avait parmi eux une fâcheuse habitude de se démettre trop facilement, par manière

(1) *Histoire de La Charité,* p. 106. Comte de Soultrait, *Armorial du Nivernais,* I, p. 75 ; blason, p. 84. A Champfraud, près Bourges, on voit encore, paraît-il, la sculpture de l'écu aux trois bourses ; ci-dessous, p. 121.

(2) Procès-verbal d'apposition des scellés, aux archives de la Nièvre.

(3) Page 281.

d'abnégation religieuse, de ces fonctions honorifiques mais aussi très-importantes pour la bonne administration. Les prieurs, longtemps maintenus en charge, comme saint Gérard, Eudes Arpin, Milon de Vergy, Pierre de Beaujeu, Bernard du Puy-Cendrat et Colbert, ont sensiblement augmenté ou rétabli la situation du monastère. Les autres, absorbés dans les pratiques de la vie religieuse ou détournés de leurs fonctions par la vie mondaine, aboutissaient à un résultat identique, le défaut de direction et la négligence des intérêts. Pour remédier à ces abus, le Pape, en 1255, ordonna aux prieurs de venir prêter serment en personne, à La Charité, dans les trois jours de leur nomination (1); or, il est constant que même cette formalité tomba rapidement en désuétude. Quelques-uns furent même déposés, mais sans résultat durable (2). L'affluence des donations, en augmentant la fortune du couvent dans des proportions considérables, avait tenté la rapacité des prieurs et les détournait de leurs pieuses fonctions. Leur personnalité fut séparée de celle des religieux aussi bien dans la vie monastique que dans les comptes des revenus, et la situation des moines devint fort précaire. L'auteur du *Cartulaire* attribue cette décision à Philippe de Lenoncourt, vers 1570 (3); mais les injonctions des papes et des abbés de Cluni prouvent que l'effet de ces fâcheuses tendances se produisit bien plus tôt.

Quand le prieuré fut mis en commende par le roi de France, ce qui eut lieu pour la Charité en 1486, en faveur du cardinal de Bourbon, il devint un apanage purement fiscal; la séparation fut complète entre le prieur et les religieux, le spirituel resta entre les mains du sous-prieur,

(1) Page 41.

(2) En 1255, le pape, considérant comme très-nuisible le trop fréquent changement des prieurs, prescrit de ne les révoquer que pour faute grave, p. 37. Le *Cartulaire* mentionne la déposition d'un seul prieur, le fameux Geoffroi, en 1212, par le pape Innocent III, p. 57.

(3) *Histoire du prieuré*, fol. 16.

appelé désormais prieur claustral, et le temporel ou gestion des deniers fut confié à des agents civils (1). A part quelques-uns, et surtout Jacques-Nicolas Colbert, de 1665 à 1707, qui reconstruisit l'église et les bâtiments, les prieurs, tels que Richelieu, Payen des Landes et le cardinal de Bernis (2) se bornèrent à toucher leur bénéfice prieural, sans jamais s'acquitter de leurs devoirs. En réalité, cette grande institution monastique se soutenait par la puissance et le prestige de l'Église, mais non par le zèle et le dévouement de ses chefs.

Le prieuré se composait au temporel d'une certaine quantité de prébendes ou parts de religieux qui devaient suffire à l'entretien d'une personne. La valeur de ces prébendes a dû varier selon les époques, et les éléments d'appréciation ne se trouvent point dans le *Cartulaire*. Quelquefois, les prébendes étaient données à des chevaliers à titre de refuge ou occupées par des religieux ayant une fonction qui les retenait hors du couvent.

Quant au nombre des religieux présents dans le monastère, il paraît avoir été subordonné à la volonté des prieurs et à la destinée des événements. Il faut laisser un instant la parole à l'auteur du *Cartulaire* qui avait sur ce point des renseignements oubliés aujourd'hui :

(1) La liste et les notices sur les prieurs sont écrites deux fois par l'auteur du *Cartulaire*, publiées dans le *Gallia Christiana*, t. XII, col. 403 et instr., col. 102, et par Mgr Crosnier à la fin des *Congrégations religieuses*. Elles ont été dressées sur les chartes du *Cartulaire* et ne donnent pas lieu à des rectifications de dates. (Voyez la liste des prieurs ci-dessous, p. 427.)

(2) Une des dernières pièces de La Charité, émanant du trop fameux cardinal, m'a été communiquée par M. Henri Marandat. C'est la nomination de M. Jacques Hecquard des Nües à la charge de « lieutenant assesseur au bailliage de ladite ville de La Charité-sur-Loire et justice de la chatellenye de Dompierre, Murlin, Saint-Bonnot et autres juridictions dépendantes... » A Alby, le 21 avril 1768, signé : Cardinal de Bernis, prieur de La Charité, et scellé aux armes de Bernis.

« Du temps du prieur saint Gérard, dit-il, les religieux étaient au nombre de deux cents; ils furent plus tard réduits à cent prêtres, dix-huit novices et huit convers; ensuite à quatre-vingt-dix et à quatre-vingts par les statuts de 1343, enfin à soixante et continué ainsi jusqu'au cardinal Robert de Lenoncourt, cinquième prieur commendataire, qui le premier a divisé la manse des religieux d'avec celle du prieur et fixé le nombre à dix-huit prêtres et douze novices. L'incendie du monastère, la mort de ce cardinal, les guerres civiles et les pillages fréquents de la ville firent déserter complètement le monastère, qui resta sans religieux jusqu'à la paix entre le roi et les princes ligués. Les survivants revinrent au prieuré, où maître Philippe de Lenoncourt avait succédé à son oncle; prenant prétexte du rétablissement des bastimens de l'esglise et lieux réguliers et des grandes pertes que l'on avait faites pendant les guerres, il réduisit le nombre à dix-huit religieux, ce nombre estant toujours resté jusques à présent, sans qu'aucun des prieurs qui luy ont succédé ayent eu la dévotion de l'augmenter (1). »

Les religieux livrés à eux-mêmes et souvent délaissés par les prieurs vivaient misérablement. On leur fournissait les vêtements, le bois, le pain, la nourriture, assez inégalement d'ailleurs, à en juger par les réclamations qui s'élèvent de temps en temps (2).

L'administration du couvent était confiée à plusieurs dignitaires, possédant des revenus spéciaux établis sur des propriétés et affectés aux dépenses de leurs fonctions. Ils composaient, avec l'adjonction des quatre plus anciens moines et des prieurs suffragants présents à La Charité, le chapitre général où se traitaient les affaires de discipline religieuse ou d'ordre matériel.

(1) *Histoire du prieuré,* fol. 16.

(2) L'*Histoire du prieuré* revient fréquemment sur ce sujet.

Voici le rang de ces dignitaires (1) : le sous-prieur et les trois moines, le chambrier, le cellérier, l'aumônier, l'infirmier, le boursier, le sacristain, le grenetier et cuisinier ou pitancier, le maître des novices et le sous-sacristain.

Le chambrier avait dans ses attributions l'entretien du vestiaire et de la lingerie. Il reçut du comte Guillaume, en 1166, une rente de mille sous assise sur des maisons du marché de Nevers, et spécialement affectée au vestiaire des religieux (2). En 1339, les ressources étant reconnues insuffisantes, on décida l'attribution à la chambrerie des revenus du prieuré de Biches (3), et plus tard d'autres donations vinrent encore aider le fonctionnement de cet important service.

Le cellérier avait acheté de son autorité privée, en 1228, plusieurs moulins à Narcy (4); il fut convenu qu'on lui en laisserait la jouissance sa vie durant, à la condition qu'ils feraient retour aux religieux après sa mort.

L'aumônier jouissait de la terre de la Charnaye, près Tronsanges, cédée à cette intention, en 1188, par Jean Lepie, qui s'était réservé un cens annuel de six sous (5). Au dix-huitième siècle, d'après l'auteur du manuscrit, l'aumônier percevait toujours les revenus de ce domaine.

L'infirmier avait des revenus importants de l'autre côté de

(1) Cet ordre est emprunté à la charte de 1339, contenant délibération du chapitre, p. 15.

(2) Dans ces maisons étaient établis, dès cette époque reculée, les comptoirs des changeurs et les ateliers des cordonniers, p. 155.

(3) Voyez délibérations du chapitre, consentement du prieur, approbation de l'abbé de Cluni et confirmation du Pape, p. 47.

(4) Page 219.

(5) Les chartes n'indiquent pas la Charnaye, près Tronsanges (Nièvre), ou près Argenvières (Cher), p. 172. Ces deux terres du même nom appartenaient à La Charité. L'aumônier jouissait de celle de Tronsanges. (*Hist. du prieuré*, fol. 103.)

la Loire. En 1413 (1) il paraît comme prieur de Berry-sous-Montfaucon, et s'engage à rendre annuellement dix livres sur les revenus de ce prieuré, toujours resté jusqu'aux temps modernes le patrimoine des infirmiers de La Charité.

Le trésorier ou boursier est mentionné comme chargé d'entretenir les ornements d'argent et de soie du maître-autel; son nom est porté en 1273 (2) pour une redevance de vingt sols assise sur un droit de champart près de Biches.

Le service de la nourriture appelé « la pitance » paraît avoir été laissé de côté, par désintéressement religieux et peut-être aussi par l'avarice des prieurs. Les questions matérielles furent de tout temps trop sacrifiées, et c'est peut-être la vraie cause de la décadence du couvent. Les moines eurent recours aux donations particulières pour améliorer leur situation et firent adopter l'usage des repas d'anniversaires, inspirés par le souvenir de la sainte Cène et du repas donné aux pauvres. Le prieur Eudes Arpin paraît être le promoteur de cette sage mesure; il ordonna, en 1121, que le jour de l'anniversaire de Hugues de Til, on prendrait sur la rente de quoi nourrir le couvent (3). Le pitancier était chargé de cet important office. Les prieurs, qui s'attribuaient la presque totalité des revenus, mirent pour la plupart cette condition dans leurs fondations d'anniversaires, et les fondateurs étrangers les imitèrent. Avec plusieurs centaines d'anniversaires dans une année, les religieux étaient à peu près sûrs de leur subsistance.

Cette étude du prieuré de La Charité n'a porté que sur les pièces du *Cartulaire*, titres de propriétés pour la plupart

(1) Page 329. Il avait encore des droits à Cuffy, p. 199. — Les pièces sont portées dans l'inventaire Colbert, sous la rubrique : « Berry et l'infirmerie, » p. 416.

(2) *Ad opus thesaurarie, ad reparanda ornamenta argentea et serica majoris altaris ecclesie*, p. 314.

(3) *Præceptum a domno priore quod die eodem conventus reficiatur*, p. 126.

relatifs au moyen-âge, qui signalent seulement quelques points particuliers de cette longue histoire. On remarquera, d'ailleurs, que, dans ce *Cartulaire* si récent, la principale place est occupée par les douzième et treizième siècles, non par la préférence de l'auteur, mais parce que les autres siècles n'ont été qu'une suite peu intéressante de pièces d'administration financière. Et pourtant, malgré l'immense revenu de cet apanage, la détresse des religieux, comme l'aspect délabré des bâtiments, dénotaient la plus blâmable incurie. Les cloîtres tombaient en ruines et la grande église resta découverte et dévastée pendant près de deux siècles ! Les réparations furent seulement faites sous l'administration du prieur Colbert, en raison des injonctions formelles du Pape et du roi de France.

L'inventaire du chartrier de La Charité contient d'assez précieux renseignements sur l'époque moderne, mais disséminés et sans liaison entre eux, de sorte qu'il n'est pas possible d'en tirer des conclusions ou des chiffres exacts, sauf toutefois que ce nombre considérable de droits et de baux devait constituer une énorme fortune. C'est presque par milliers que l'on compte les pièces de ce genre. L'habitude était de tout donner à ferme, non pas pour le revenu des terres, mais pour la perception des droits dans chaque localité ; il devait en résulter un désordre et une série d'abus qui diminuaient, comme dans toute grande administration, les revenus sans profit pour personne.

Les droits dus par les prieurés suffragants sous le nom de « patronages » s'élevaient annuellement à environ 1,300 livres (1). On mettait le droit de patronage dans les

(1) On peut comparer les mêmes noms d'églises portés dans la bulle de Luce II, en 1144 (p. 364), dans la liste de l'*Histoire du prieuré* (appendice p. 420) et dans l'inventaire de 1694 (p. 316). Les présentations et collations aux églises et aux chapelles, pourvues d'offrandes et de redevances diverses, constituaient aussi pour le prieuré un sérieux avantage.

charges des fermiers de chaque prieuré; La Charité affermait l'ensemble des droits, en sorte que les difficultés se réglaient en dehors des moines. Pourtant ce droit fut très-irrégulièrement payé et Colbert dut faire quelques exécutions. Les prieurés de Menetou-Ratel et de Châteaurenard durent payer vingt-neuf années à trente livres chacune; Hugues de Charry, prieur de Saint-Sulpice, fut saisi faute de payement. Les comptes du sieur Gambin, fermier général, forment le chapitre des patronages.

Les fiefs acquis par donations remplirent encore, mais très-irrégulièrement, leurs devoirs féodaux; en 1574, Guillaume Challudet fut nommé mandataire du prieur pour recevoir l'hommage des vassaux. Les religieux transigèrent avec les seigneurs importants, et il ne resta plus que quelques fiefs autour de La Charité (1) où les droits honorifiques paraissent remplacés par des droits utiles.

Les censives, multipliées à l'infini, faisaient l'objet de fermages établis par régions. Les chiffres manquent pour la plupart, sauf le fermage des dîmes et censives d'Argenvières, qui s'affermait 1,300 livres par an.

Certains droits seigneuriaux furent conservés au prieuré, malgré l'établissement de la ville en commune, par lettres de Charles VI de 1398 (2), tels que les revenus de la halle, la vente des métiers et des offices (3), l'impôt sur le pain. Le four banal, en 1692, converti en une redevance de quarante sols par chaque boulanger, fut définitivement racheté par la ville moyennant une indemnité annuelle de 306 livres. Le bail des messageries de La Charité à Paris était affermé par le prieur à Jean Barat pour 100 et 150 livres en

(1) Jean de Barvaut, Audeleine de Moiry, Lasné, Gascoing, Etienne de Mornay, Louise d'Estampes, des Trappes, Pierre de Bonnet, de Rolland, de La Rivière, Cotignon.

(2) Page 403.

(3) Un office de langueyeur de porcs à La Charité est estimé 600 livres en 1677, p. 402.

1677 (1). La messagerie de La Charité à Bourges était faite par Jean Jamy.

Les revenus du petit couvent sont affermés pour 1,800 livres en 1559, pour 1,100 livres seulement en 1636. La série des prix de bail du prieuré, ou plutôt du prieur, est plus complète. Le fermage est de 11,500 livres pour l'année 1632, de 13,100 livres pour 1635; sous le prieur Colbert, il s'élève à 16,300 livres pour 1665, à 21,500 livres de 1667 à 1687, puis il tombe à 19,500 livres en 1689 et à 15,100 en 1690 (2). La base des fermages devait rester la même; la variation des prix, bien que le motif en reste inconnu, est intéressante à noter. L'amélioration provenait de la gestion sérieuse du prieur Colbert et la dépréciation devait être le fait des malheurs publics de la fin du dix-septième siècle.

Les autres propriétés étaient louées séparément. L'étang de Raveau valait par an 250 livres en 1387; la chute d'eau à la suite, utilisée dès la fin du quatorzième siècle à faire marcher une forge, était affermée 15 livres (3). Bien plus tard, en 1664, la forge rapportait 800 livres.

L'aménagement de la forêt des Bertranges était réparti en plusieurs sections, pour l'usage des religieux du couvent, pour l'usage des habitants de Chaulgnes et autres paroisses et pour le prieur qui vendait ses coupes. Il y avait des taillis et de la haute futaie qu'on ne pouvait couper sans autorisation des agents royaux des eaux et forêts, comme aujourd'hui les bois communaux. La section dite quart de réserve était attribuée aux circonstances extraordinaires. Un arrêt du Parlement de 1693 permit la vente de trois quarts, à la condition d'en employer le prix aux réparations de l'église Sainte-Croix, restée sans toiture sous toute la grande nef depuis plus d'un siècle. Les travaux furent soumissionnés en 1694 au prix de 30,400 livres.

(1) Page 404.
(2) *Ibid.*
(3) Page 405.

Parmi leurs nombreuses propriétés dans les paroisses environnantes, le village de Dompierre-sur-Nièvre est un petit centre de commerce; Henri IV, en 1595, y autorisa la création de deux foires par an et d'un marché le mercredi de chaque semaine. Dès le quinzième siècle et même auparavant il y avait une forge exploitée par M. de Morogues, qui rendait aux religieux treize livres par an (1). Une verrerie leur rapportait en 1529 sept livres, douze verres et deux aiguières par an. En outre, la part du revenu de Dompierre, affermée en bloc, s'élevait à 2,200 livres en 1622, plus les droits de justice, baux partiels et rentes, qui ne sauraient être évalués.

Les maisons situées à Nevers, près des vieilles halles, furent toujours louées au nom du prieur de La Charité; Mancini, ayant voulu en contester la propriété, fut condamné par défaut en 1676.

L'inventaire mentionne plusieurs possessions éloignées: Lugny, en Berry; Saint-Just (2) et Lady, près Melun, dont la seigneurie fut louée mille livres en 1629; Joinville, dont les dîmes furent rachetées moyennant une rente de quatre cents livres en 1677. Un grand nombre de ces bénéfices civils et religieux disparurent par la négligence des prieurs ou par les bouleversements politiques.

Les documents contenus dans ce volume sont évidemment une bien faible partie des archives de La Charité qu'on appelait le « trésor des chartes de M. le Prieur »; ils sont

(1) Page 409. Jean et Henry de Morogues sont un type de gentilshommes assez rare dans la vieille France, où la noblesse croyait déroger en s'occupant d'industrie. Ils établirent une autre forge dans leur seigneurie de Sauvages. En 1695, une fille de Henry de Morogues épousa le comte de Neuchèze, d'une noble et illustre famille du Poitou, qui vint s'établir en Nivernais.

(2) Les cotes relatives à Saint-Just n'indiquent pas la situation de cette localité (p. 412). Il y a Saint-Just (Cher), canton de Levet, et dans la liste des églises (p. 425), Saint-Just, au diocèse de Troyes.

surtout isolés et n'offrent pas la suite des événements qui ont agité les huit siècles d'existence du célèbre monastère, mais ils fournissent beaucoup de noms de lieux et de personnes pour des époques et des provinces diverses, renseignements toujours précieux et intéressants pour les études historiques.

SOMMAIRES.

CARTULARIUM
PRIORATUS
BEATÆ MARIÆ
DE CHARITATE SUPRA LIGERIM
ORDINIS CLUNIACENSIS.

I.

CARTA FUNDATIONIS HUJUS MONASTERII.

1059. — Auxerre.

Geoffroi, évêque d'Auxerre, donne à l'abbaye de Cluny une église dédiée à Notre-Dame, située sur les bords de la Loire, avec tout le territoire qui en dépend. La présente donation consentie par Guillaume, comte de Nevers, feudataire de l'évêque, et par les seigneurs feudataires du comte.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Ad notitiam posterorum notis memoriæ litteris assignamus, qualiter olim quoddam sanctæ ecclesiæ membrum in honore gloriosæ Virginis Theotocos dedicatum, quorumdam impietate percussum, statum maxime dignitatis amiserit, quibus quia plurimum lachrimæ debemus quam culpæ, minus suæ crudelitati dabimus proloquium de quorumdam humanitate, qui sibi compassi sunt prolixi sunt oraturi (1). Modum namque

(1) Prolixius oraturi. *Gallia christiana,* t. XII, col. 102.

affectus hujusmodi quemque supra in quibusdam fuisse tetigimus, ab illo duximus inchoandum qui primus in hac fabrica pietatis bonæ mentis manibus laboravit, generosum artificium eligens, scilicet ut si corpus ecclesiæ restauraret, corpus peccati pro certo destrueret; factaque de illo narratione ad quos dispositum fuerit, tum transibit in historia (1). Igitur locus iste de quo proverbiari vel orare decrevimus, Autissiodorensi ecclesiæ subditus ab antiquo, cum tantam (2) nescio si aut pastorum incuria, aut violentia aliquid tyrannorum incurrisset injuriam, ut qui cibos Christi pauperibus exhibebat, in pastum mundanæ militiæ transferretur. Heu ! proh dolor ! tanquam mundana possessio dilaceratus inter viros hujusmodi divisus est : et quod nobis affluentiorem lachrimam pluit cordis a nubibus, rectoribus ab ipsis concessa est tam injusta divisio ; sed fortasse quod putamus ipsorum crudelitate vel incuria fieri, necessitate vel industria sic esse permissum est : necessitate quidem quoniam a prioribus sive potentioribus sæculi violenter invasus, aliter retineri non poterat, in quo etiam non minus est industriam meditari. Ergo per multas discursiones temporum, cum hoc in exilio Dei sanctuarium memoretur (3) moramque majorem semper major comitaretur afflictio, Ego Goffridus (4) sanctæ Autissiodorensis ecclesiæ episcopus, cognoscens rem maleductam, volui magis Deo quam tirannicis petitionibus obedire; unde ob remedium antecessorum meorum, et ob remedium salutemque animæ meæ et corporis, dedi sancto Petro et loco Cluniacensi, cui magis prodesse quam preesse videtur domnus Hugo (5) abbas, hanc ecclesiam in honore sanctæ Dei genetricis consecratam et super Ligeris fluvium

(1) Transibit historia. *Gallia christiana*, t. XII, col. 102.

(2) Le manuscrit porte *tanta;* nous rétablissons *tantam* d'après le sens et le texte du *Gallia christiana*, t. XII, col. 102.

(3) Moraretur. *Gallia christiana*, t. XII, col. 102.

(4) Geoffroi de Champallement, évêque d'Auxerre, 1032-1076.

(5) Saint Hugues Ier, abbé de Cluny, de 1049 à 1109.

sitam, cum omni terra quæ nunc eamdem attinet ecclesiam, quæque ibidem acquiri poterit, annuente Willelmo Nivernorum comite (1), hanc de me possidente, assentientibusque cæteris quorum subscripta habentur nomina, ab ipso comite eamdem tenentibus. Et ut hæc donatio et laudatio firma stabilisque permaneat, manibus et nominibus nostris eam firmavimus. Signum Goffridi præsulis. S. Goffridi archidiaconi (2). S. Gerardi præcentoris (3). S. Narduini. S. Walterii. S. Joannis. S. Goscelini. S. Lamberti. S. Waldi archipresbyteri. S. Hugonis præpositi et subdiaconi. S. Roberti sacerdotis. S. Rainaldi sacerdotis. S. Warini sacerdotis. S. Goffredi sacerdotis. S. Geraldi sacerdotis. S. Roberti subdiaconi. S. Hugonis subdiaconi. S. Arnulfi subdiaconi. S. Geraldi subdiaconi. S. Goffridi subdiaconi. S. Raimbaldi subdiaconi. S. Goffridi subdiaconi. S. Goffridi subdiaconi. S. Hugonis subdiaconi. S. Werini subdiaconi. S. Stephani subdiaconi. S. Attonis subdiaconi. S. Umbaldi pueri. S. Ingeraldi pueri. S. Umbaldi pueri. S. Henrici pueri. S. Widonis pueri. S. Wilenci pueri. S. Henrici pueri. S. Willelmi comitis de cujus beneficio esse videtur. S. Rainaldi de castro Marchiæ (4). S. Bernardi. S. Umbaldi, Rainaldi, fratrum de Chalent (5). S. Rainaldi. S. Rocleni de Fraxiniaco (6). S. Gilleberti de Cresno. S. Giroli de Chalone. Actum Autissiodoro civitate, publice, regnante Henrico Francorum rege, Philippo ejus filio, anno ab incarnatione Domini millesimo quinquagesimo nono (7).

(1) Guillaume Ier, comte de Nevers, de 1040 à 1084.

(2) Godefroi, archidiacre, cité par Lebeuf, *Histoire d'Auxerre,* t. II, p. 429, d'après cette charte.

(3) Girard, *ibid.*, p. 439 et 440, d'après la charte de fondation du chapitre de Clamecy, en 1076.

(4) La Marche, près La Charité.

(5) Chaillant, commune de Poiseux.

(6) Frasnay, commune de Saint-Aubin-les-Forges.

(7) *Gallia christiana,* t. XII, col. 102, instr. ex cart. Cluniacensi.

II.

PRÆCEPTUM DOMINI PASCHALIS PAPÆ SECUNDI CONTRA EOS QUI VIOLAVERINT TERMINOS SEU BANNA MONASTERII BEATÆ MARIÆ DE CHARITATE.

1106 Mars 16. — Dôle.

Bulle de Pascal II prescrivant des réglements d'ordre et de tranquillité publique sur l'étendue des terres de La Charité, c'est-à-dire des deux côtés de la Loire, entre Tronsanges au sud et Mêves au nord, sous peine d'excommunication pour les auteurs des délits et leurs complices.

Paschalis sanctæ Romanæ sedis pontifex, notum fieri volumus omnibus vobis, qui ad hanc dedicationem convenistis et futuris in perpetuum generationibus, decretum hic publice factum, quoniam ego apostolica authoritate præcipio et bannito (1), quatenus intra ambitum terminorum qui hic inferius subscripti sunt, nemo alicui eunti sive redeunti suisque rebus violentiam qualibet occasione inferre præsumat, sed cum universis quæ secum tulerit sit securus. Sunt autem termini isti : ab illo loco Ligeris, ubi sunt rametæ Hugonis de Troncengiis, per medium vallis, usque ad boscum, qui dicitur Brollium (2) et ab ipso Brollio, per eamdem vallem, usque ad Petratas et callem Canvoti (3), atque ab hac calle usque in rivum Casuti, ac sicut idem

(1) *Bannitare, Bannizare*, interdire et condamner à une amende.

(2) Passage extrait par Ducange au mot *Rameta*, barrage en claies pour la pêche. Voyez aussi la charte 76 du Cartulaire de Saint-Cyr, 1050 *circa*, où il est question de ce même lieu donné au chapitre.

(3) Champvoux, canton de La Charité.

rivus cursu tenditur et pervenit in Masotum (1), et sicut Masotum vadit in Ligerim (2) usque ad molendinos Bertranni qui sunt in alia ripa Ligeris, et inde usque ad fontem Arlanni per mediam ipsam vallem ante Brollium sanctæ Mariæ, a quo fonte per vallem Arlanni usque in Bor, atque ab ipso Bor usque ad crucem sancti Leodegarii (3), et inde usque in Ligerim, ubi sunt supradictæ rametæ Hugonis. Igitur sicut superius dictum est, volo, jubeo, atque authoritate sancti Petri in perpetuum tenendum esse decerno, quatenus in tota terra quæ infra terminos ipsos subjacet, vir omnis aut mulier, sive ierint, sive redierint, cunctæque res illorum, pacem habeant et a nullo hominum molestiam patiantur. Quod si quis hujus præcepti nostri contemptor existens, quæ constituo servare noluerit, si ad emendationem venire, quod absit, contempserit, non solum ego illum excommunico, sed etiam cæteros omnes qui terras auferunt vel ablatas retinent, consentaneos et coadjutores eorum, nisi resipuerint, et rectum pro illata injuria non fecerint.

(1) Le Mazou, ruisseau qui prend sa source à Murlin et se jette dans la Loire au-dessous de Mêves; il se divise en trois bras qui se joignent près de Bulcy. L'autre ruisseau, affluent du Mazou, est appelé aujourd'hui ruisseau de Passy. Le village de Chasué est proche; il en a peut-être porté le nom.

(2) Le cours du Mazou englobait Mêves dans les possessions de La Charité. Or, l'abbaye de Saint-Satur avait aussi à Mêves plusieurs propriétés, au sujet desquelles s'élevèrent de nombreuses contestations. Un accord fut tenté en 1130 en présence de plusieurs prélats; en 1139, l'abbé de Cluny intervint à son tour. Après différentes tentatives restées infructueuses, les moines de La Charité vendirent en 1208 leurs biens de Mêves, avec réserve de quelques droits seigneuriaux. Ces chartes se trouvent dans les archives du Cher, fonds de Saint-Satur, liasses de Mêves.

(3) Saint-Léger-le-Petit (Cher), en face Tronsanges, sur la rive gauche de la Loire. On voit quelles étaient alors les limites des possessions de La Charité. Au sud Tronsanges, puis Champvoux, les rives du Mazou et Mêves au nord, et, du côté du Berry, une bande de terrain le long de la Loire jusqu'à Saint-Léger.

Qui si hoc facere noluerint, archiepiscopis Bituricensi et Senonensi, necnon et Autissiodorensi episcopo, ad cujus diœcesim locus ipse pertinet præcipio, et cæteris nihilominus episcopis ut, ex beati Petri et nostra authoritate eos excommunicent, et districte in eos omnimodis agant cuncti etiam ad quorum aures clamor inde pervenerit.

Ego, Paschalis, catholicæ ecclesiæ episcopus.

Datum apud monasterium Dolense per manum Equitii, agentis vices Cancellarii, XVII° Kal. aprilis. Indictione XV. Incarnationis Dominicæ anno M. C. VI. Pontificatus autem domini Paschalis secundi papæ, VIII.

· III.

CONCESSIO DOMINI LUCII PAPE TERTII, RECIPIENDI ELEEMOSYNAS DE BONIS MOBILIBUS SEU IMMOBILIBUS QUE MONASTERIO CONFERRI CONTIGERINT.

1181-1185 Mars 6. — Velletri.

Bulle de Luce III autorisant le prieur et les moines de La Charité à accepter et à posséder les biens, meubles et immeubles qui leur sont donnés, à la condition de servir aux seigneurs des lieux les revenus dont ils sont grevés.

Lucius (1) episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis, priori et monachis de Charitate, salutem et apostolicam benedictionem. Cum ab apostolica sede petuntur ea que a rationis tramite non discordant, facilem nos convenit prebere

(1) Luce II fut pape de 1144 à 1145; Luce III, de 1181 à 1185. Le texte n'indique pas l'auteur de cette bulle, la suscription seule l'attribue à Luce III.

consensum, et justa vota petentium effectu prosequente complere, ut et devotionis sinceritas laudabiliter enitescat ut utilitas postulata vires indubitanter assumat, ea propter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, presentibus literis, authoritate vobis apostolica, indulgemus, ut si qua persona de bonis suis mobilibus vel immobilibus voluerit rationabiliter in eleemosynam monasterio vestro conferre, liceat vobis eadem bona recipere, nullius contradictione obstante, et pacifice possidere, salvis tamen redditibus dominorum ad quos eorumdem bonorum dominium pertinebit. Salva etiam Lateranensis concilii sanctione. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere, vel ei ausu temerario contra ire. Si quis hoc attentare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Villetri, VIII Idus Martii.

IV.

BULLA DOMINI LUCII PAPE TERTII DE PRIORATU RODOLIENSI.

1184 Septembre 26. — Vérone.

Confirmation par le pape Luce III des possessions du prieuré de Reuil en Brie; liste des localités où elles sont situées, avec l'importance et la nature des biens, tels que: bâtiments, terres, serfs, hôtes, redevances en deniers, grains, vendanges, sels, gâteaux et chandelles. Nouvelle confirmation des biens possédés en paix depuis quarante années. Mention des droits de justice, four banal, mainmorte; présentation aux bénéfices ecclésiastiques; auto-

risation de recevoir des novices, de célébrer en cas d'interdit les offices à voix basse, sans cloches et les portes fermées, d'accorder aux particuliers la sépulture dans l'église du couvent; défense de construire aucune chapelle sans l'assentiment de l'évêque et du prieur.

Lucius episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis Symoni, priori monasterii sancti Petri de Rodolio (1), ejusque fratribus, tam presentibus quam futuris, regularem vitam professis in perpetuum. Quotiens a nobis petitur quod religioni et honestati convenire dignoscitur, animo nos decet libenti concedere, et petentium desideriis congruum suffragium impertiri. Quapropter dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus clementer annuimus et prefatum monasterium sancti Petri de Rodolio, quod ad Cluniacense monasterium spectare dignoscitur, in quo Domino mancipati estis obsequio sub beati Petri et nostra protectione suscipimus, et presentis scripti privilegio communimus, statuentes ut quascunque possessiones, quecunque bona idem monasterium in presenti (2) juste et canonice possidet, aut in futurum concessione pontificum, largitione Regum vel principum, oblatione fidelium, seu aliis justis modis, prestante Domino poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant. In quibus hec propriis duximus exprimenda vocabulis:

Locum ipsum in quo prefatum monasterium situm est, cum tota villa Rodoliensi et pertinentiis suis, et quidquid habetis juxta confines ejusdem ville, tam in bosco quam in plano. Ecclesiam sancti Stephani de Condeiaco (3), cum

(1) Reuil, canton de La Ferté-sous-Jouarre, arrondissement de Meaux (Seine-et-Marne).

(2) Le manuscrit porte la mauvaise leçon : *In presentiarum.*

(3) Condé-Sainte-Libière, arrondissement de Meaux (Seine-et-Marne).

decimis et duabus partibus tortellorum (1) in crastino Natalis Domini et candellarum in Purificatione beate Marie. Capellam sancti Martini in eadem parrochia. Novem arpenta pratorum inter eamdem ecclesiam et pontem de Conde. Furnum et molendinum de Firmitate Angulfi (2). Ecclesiam de Chaminiaco (3) cum decimis et capellam beate Marie Magdalene in eodem loco sitam. Tertiam partem decimarum de Lusenciaco (4) cum iis decimis et redditibus que in eadem parrochia possidetis. Molendinum unum apud Vannas cum pratello quod Brullium dicitur, cum hospitibus etiam et illis redditibus et pratis que habetis in parrochiis de Chaminiaco et Lusenciaco. Terras, aquas, prata, nemora et hospites que habetis apud Gurpellerias (5), apud Charnecellum (6) et apud Chaminiacum. Octo sexteria avene que reddit Ansculfus de Marno (7) pro excambio molendini. Ecclesiam de Challiaco (8) cum decimis et oblationibus et quidquid habetis in eadem parrochia in terris et terragiis sive aleis (9). Ecclesiam de Boissy (10) cum decimis et duabus partibus candellarum, in purificafione beate Marie, et oblationum in pascha, nativitate Domini, festo omnium sanctorum et sancti Sulpitii. Ecclesiam de Dusiis (11) cum tertia

(1) Tourteaux ou gâteaux donnés en redevances.

(2) La Ferté-Angoult ou sous-Jouarre (Seine-et-Marne).

(3) Chamigny, canton de La Ferté, arrondissement de Meaux.

(4) Lusency, canton de La Ferté (Seine-et-Marne).

(5) Et ci-dessous : *Vurpilleriis,* Verpillère, arrondissement de Bar-sur-Seine, canton d'Essoyes (Aube).

(6) Charmesseaux, canton de Marcilly, commune de Troncault (Aube).

(7) Marnoue-les-Moines, canton de Lisy, commune d'Ocquerre (Seine-et-Marne).

(8) Chailly, canton de Coulommiers (Seine-et-Marne).

(9) Les mots *alea, aldius,* désignent une classe d'individus un peu au-dessus des serfs et chargés du travail des champs. Voyez Ducange, à *Alea.*

(10) Boissy, commune de Chenoise, arrondissement de Provins.

(11) D'Huisy, arrondissement de Meaux, canton de Lisy (Seine-et-Marne).

parte tortellorum in nativitate Domini et candellarum in purificatione sancte Marie. Terram de Chamont, nemus de Ruget, nemus Butardi, cum nemore de Molera in parrochia de sancta Alda (1). Dimidium molendinorum, decimas et alios redditus, terras, hospites, prata que habetis apud Torchant. Tertiam partem decime de Montiniaco ex ea parte aque, que versus ecclesiam est, exceptis aquis Vipulis. Terram et prata de Ussy (2). Tertiam partem decime de Mesclan in blado, cum tractu, et tertiam partem minutarum decimarum. Apud Ingamnos terram arabilem et viginti tres denarios de censu. Sex solidos de censu in ecclesia de Venderia (3) et undecim partes decimarum tam minutarum quam aliarum et tortellorum in nativitate Domini et omnes candelas in purificatione beate Marie, excepta duodecima et exceptis minutis decimis quatuor hospitum santi Pharonis (4). Terras, prata, homines sive hospites et redditus quos in illa parrochia habetis. Tertiam partem decimarum de Hugueriis cum tertia parte tortellorum. Tertiam partem decime de blado et totam minutarum et quartam partem tortellorum, in nativitate Domini. Terras et hospites et redditus alios quos habetis apud Loriacum. Medietatem decime de Crespoil (5) cum tractu apud Venderez. Tertiam partem decime sancti Juliani cum tertia parte hospitum atrii et tortellorum et quod habetis in decimis et redditibus apud Gandeluz (6). Dimidium modium frumenti in molendino de Tresma (7). Capellam beate Marie de Lisiaco cum tribus modiis frumenti que recipiuntur in molendinis ejusdem loci

(1) Sainte-Aulde, canton de La Ferté-sous-Jouarre (Seine-et-Marne).

(2) Ussy, *id.*

(3) Vendières-sous-Châtillon, arrondissement de Reims (Marne).

(4) Saint-Faron, abbaye de Meaux.

(5) Crepoil et Vendrest, arrondissement de Meaux, canton de Lisy.

(6) Gandelu, arrondissement de Château-Thierry (Aisne).

(7) Aujourd'hui Gesvres-le-Duc, arrondissement de Meaux, canton de Lisy, commune de Crouy-sur-Ourcq.

et decem solidos cum duobus modiis vinagii et duobus denariis, unaquaque hebdomada in foro et ceteris ad eamdem capellam pertinentibus. In eodem loco et apud Villerias (1) medietatem decime de blado cum tractu et unum sextarium plus in singulis modiis. Decimam quam habetis apud Asnerias. Apud Eschaneuz quatuor solidos de censu de terra Salviniaci (2). In ecclesia de Placeio (3) quartam partem tortellorum et oblationum in nativitate Domini, in pascha, in festo omnium sanctorum et sancti Victoris et duas partes decimarum. Villam que dicitur Bauvaricum cum appenditiis suis et justitia, et quidquid habetis in hominibus, pratis et censibus. Apud Congiacum (4) et apud Nimim, sextam partem decime de blado. Apud Stripelliacum (5) duos sextarios avene et duos de frumento cum terragio et censu. Apud Ortholium duas partes decime, quatuor sextarios frumenti qui debent recipi in grangia sancti Pharonis. Apud Venderiam pro excambio de Pauchat. In civitate Meldensi ecclesiam sancti Christophori cum tertia parte oblationum in nativitate Domini, in Epiphania, in Pascha, in Pentecoste, in festivitate omnium sanctorum, in purificatione beate Marie, et in festo sancti Christophori tertiam partem candelarum. Item in eadem civitate tertiam partem censuum quam habent ex Vuiardi de Venderia (6) cum quibusdam aliis censibus. Dimidium modium bladi quem reddunt vobis leprosi ejusdem urbis pro terra de Chamoltz. Duas partes decime de Varenna cum jure presentationis quod in iisdem ecclesiis habetis. In villis etiam vestris et hominibus liberam

(1) Villiers-les-Rigaux, commune de Congy (Seine-et-Marne).

(2) Salvigny, canton de Provins.

(3) Le Plessis-Placy, arrondissement de Meaux, canton de Lisy.

(4) Congis, arrondissement de Meaux, canton de Lisy (Seine et-Marne).

(5) Estrepilly, *id.*

(6) Guyart de Vendières était mort en 1172. LONGNON, *Livre des Vassaux de Champagne*, p. 98.

justitiam sicut ab Ada vicecomitissa (1) et ab Hugone filio ejus scripto et autentiquo confirmatum. Item et decimam de Firmitate et de Conde, tam in vino quam in grano. Villam Eleemosynarii, villarium cum justitia. Villam de Vurpilleriis cum justitia ex dono Agathe. Decimam de Chaminiaco. Medietatem decime de Nusimento. Molendinum de Vannis, boscum et hospites de Chanecel, ex dono Radulfi de Montemirabili (2). Alodium de Crutis ex dono Vuillelmi Loseranni. Terram et redditum de Tresma, ex dono Petri de Trema (3) et Symonis fratris sui. Terram et hospites de Torchamps (4) ex dono Reginaldi Burdonis. Item terram, decimam, censum et casamentum Angulfi de Condeel. Apud Lorri et Tancron medietatem terre et grangie de Dusiis ex dono Rohes de Lisy. Terram de Dusiis, ex dono Rohes de Lisiaco, Odonis de Gaultz et Odonis de sancta Alda. Decimam de Montiniaco. Furnum de Gandeluco et foragium ejusdem ville castri de dono predicte vicecomitisse et Hugonis filii ejus. Usum furni et domus sicut in authentico eorum scripto continetur. In ecclesia beate Marie de Dusiis, quinque modios frumenti. In Meldensi granario,

(1) Simon d'Oisy, vicomte de La Ferté-Ancoul, marié dès 1152 à Ade, fille et héritière de Geoffroy, vicomte de La Ferté-Ancoul. En 1158, ils constatent un accord entre l'abbaye de Saint-Jean-des-Vignes (à Troyes) et le prieuré de Reuil, au sujet de l'église de La Ferté, et donnent un pré au prieuré. Ils fondèrent en 1160 l'église de Dhuisy et y installèrent trois moines de Reuil. En 1167 ils donnent le four de La Ferté-sous-Jouarre au prieuré de Reuil ; en 1170, à l'église de Dhuisy, cinq muids de froment à prendre sur le minage de Meaux. En 1163, ils confirment une donation à l'église de Chamigny par Nivard, seigneur du lieu. Ade devient veuve en 1171. De ce mariage naquirent trois garçons et deux filles, dont le second, Hugues, fut vicomte de Meaux et châtelain de Cambrai. LONGNON, *Livre des Vassaux de Champagne*, p. 334.

(2) Montmirail, canton, arrondissment d'Épernay (Marne).

(3) Pierre de Gèvres, lieu déjà cité plus haut.

(4) Torchamps, canton de Grandchamps (Seine-et-Marne).

viginti solidos; in consuetudine que salagium (1) dicitur, duos sextarios salis, singulis annis. Jus et domum que juxta portam sita est, ex dono predicte vicecomitisse et filii ejus. Mortuas etiam manus et recognitiones servorum et ancillarum quas Hugo abbas dedit apud Firmitatem Anculfi, sicut ipse tenuit. Capellam sancte Marie de Fonte sereno (2) cum appendentiis suis et quidquid habetis apud Guandelutz, Choisy et Lory. Decem solidos de Bernardo de Churon. Duos sextarios frumenti apud Choisy (3). Quatuor sextarios bladi in decima d'Eschaneuz. Quidquid habitis apud Catingis. Apud Curtem, ecclesiam ipsius loci cum presentatione presbyteri. Quidquid habetis apud Fraisinos, Trelure, Curtagis, castrum Theodorici (4), Venesmus, Pavant, Crutes, Musterel, Cardules villarium, Vualli, Heloutz. Medietatem magni molendini et quidquid habetis Buserbiaul, Premaut. Medietatem decime de Damart (5) et quidquid habetis apud Lory, Hocoire et apud Vuillers le Vuast. Quidquid habetis in firmitate Anculfi et finibus ejus ex dono predicte vicecomitisse Ade et Hugonis filii ejus, sicut in eorum scripto authentico continetur. Possessiones vero alias quas monasterium vestrum a quadraginta annis inconcusse possedit et in presentiarum sine controversia possidetis, vobis nihilhominus confirmamus. Sane novalium (6) vestrarum que propriis manibus aut sumptibus colitis, sive de nutrimentis animalium vestrorum, nullus a vobis decimas exigere aut extorquere presumat. Liceat quoque

(1) Ducange cite à l'appui de ce droit sur le sel plusieurs chartes de Champagne et d'Auxerre.

(2) Fontains (?), canton de Nangis, arrondissement de Provins.

(3) Chessy, arrondissement de Meaux, canton de Lagny (Seine-et-Marne).

(4) Fresnes, arrondissement de Meaux, canton de Claye. — Treloup, arrondissement de Château-Thierry, canton de Condé. — Château-Thierry.

(5) Damart, arrondissement de Château-Thierry, canton de Neuilly-Saint-Front.

(6) Terres nouvellement cultivées.

vobis clericos vel laïcos a seculo fugientes liberos et absolutos ad conversionem recipere et eos absque contradictione aliqua remanere. Prohibemus insuper ne cui fratrum nostrorum post factam in eodem loco professionem fas sit absque Prioris sui licentia discedere, discedentem absque communium litterarum [confirmatione] nullus recipere audeat, nisi arctioris religionis obtentu. Cum autem generale interdictum fuerit, liceat vobis januis clausis, exclusis excommunicatis et interdictis, non pulsatis campanis supina voce (1) divina officia celebrare. Inhibemus etiam ut intra fines parrochiarum vestrarum nullus ecclesiam vel oratorium sine consensu diocesani episcopi et vestro edificare presumat, salvis tamen privilegiis Romanorum pontificum. Libertates preterea et immunitates vestras antiquas et rationabiles consuetudines monasterio vestro expressas et hactenus observatas ratas habemus, et eas futuris temporibus illibatas sancimus. Sepulturam vero illius loci liberam esse decernimus ut eorum devotioni et extreme voluntati qui se illic sepeliri deliberaverint, nisi forte excommunicati vel interdicti sint nullus obstat, salva tamen justitia illarum ecclesiarum a quibus mortuorum corpora assumuntur. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum fas sit prefatum monasterium temere perturbare, aut ejus possessiones auferre, vel ablatas retinere, minuere, seu quibuslibet vexationibus fatigare, sed omnes integre conserventur eorum pro quorum gubernatione ac sustentatione concessa sunt usibus omnimodis profutura, salva sedis apostolice et diocesani episcopi jure et justitia et predicti monasterii debita reverentia. Si quis igitur in futurum ecclesiastica secularisve persona hanc nostre constitutionis paginam scienter contra eam temere venire attentaverit, secundo tertiove admonita, nisi reatum suum digna satisfactione correperit, potestatis honorisve sui dignitate careat, eamque maledictam existere de perpetrata iniquitate cognos-

(1) *Pro : submissa voce.*

cat, et a sacratissimo corpore et sanguine Dei et Domini nostri Jesu Christi aliena fiat, atque in extremo examine divine ultioni subjaceat. Cunctis autem eidem loco sua jura servantibus sit pax Domini nostri Jesu Christi, quatenus et hic fructum bone actionis percipiant et apud districtum judicem premia eterne pacis inveniant. Amen. Datum Verone per manum Hugonis sancte Romane ecclesie notarii, sexto calendas octobris, indictione tertia, Incarnationis Dominice anno millesimo centesimo octuagesimo quarto, pontificatus vero domini Lucii pape tertii anno quarto.

V.

BULLA ALEXANDRI PAPE TERTII AD SIMONEM PRIOREM DE LONGAVILLA.

1178 Mai 24. — Latran.

Confirmation par le pape Alexandre III des possessions du prieuré de Longueville, dépendant de La Charité, en Normandie et en Angleterre, ainsi que des droits attachés aux nombreuses localités désignées dans l'acte.

Alexander, episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis Simoni, priori monasterii sancte Fidis de Longavilla, ejusque fratribus, tam presentibus quam futuris, regularem vitam professis in perpetuum. Religiosam vitam eligentibus apostolicum convenit conferre presidium, ne forte cujuslibet temeritatis incursus aut eos a proposito revocet, aut robur, quod absit, sacre Religionis infringat. Ea propter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus clementer annuentes, prefatum monasterium, in quo divino estis obsequio mancipati, sub beati Petri et nostra protectione susci-

pimus, et presentis scripti privilegio communimus imprimis siquidem statuentes, ut ordo monasticus qui secundum Deum et beati Benedicti regulam et institutionem Cluniacensium fratrum in eodem monasterio institutus esse dignoscitur, perpetuis ibidem temporibus inviolabiliter observetur. Preterea quascumque possessiones, quecunque bona idem monasterium in presentiarum juste et canonice possidet, aut in futurum concessione pontificum, largitione regum vel principum, oblatione fidelium, seu aliis justis modis, prestante domino, poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant, in quibus hæc propriis duximus exprimanda vocabulis :

Locum ipsum in quo prescriptum monasterium constructum est, cum omnibus pertinentiis suis. Duas caretas in bosco de Abby et mortuum boscum in jacendo (1) sive stando quod habetis de dono Henrici (2) regis Anglie. In villa de Duno (3) duas mansuras terre et quidquid vobis rationabiliter datum est, scilicet ex dono Vuillelmi regis secundi (4) duas bennas apud boscum Roardi quittas ab omni exactione. Apud Longamvillam terram ad..... (5) ex dono Gualterii Guiffardi et feriam unam in die conceptionis sancte Marie. Apud sanctam fidem de Bosco (6) ecclesiam et..... prebendas ad ipsam pertinentes et feriam unam in festivitate sancte Fidis. Apud Infranvillam (7) ecclesiam sancti Audoeni et feriam unam in festivitate ejusdem,

(1) Terrain vague et de parcours en commun.

(2) Selon toute apparence, il s'agit de Henri II, roi d'Angleterre, de 1154 à 1189.

(3) Bourg-Dun, arrondissement de Dieppe, canton d'Offranville.

(4) Guillaume II le Roux, de 1087 à 1100.

(5) Les points, ici et plus bas, indiquent un blanc dans le manuscrit.

(6) Saint-Foi-du-Bois, arrondissement de Dieppe, canton de Longueville (Seine-Inférieure).

(7) Inferville, canton d'Envermeux (Seine-Inférieure).

et quidquid idem Gualterius habebat in suo dominio, in terris et molendinis. Apud Croteum quidquid habebat excepto feodo W. de Bosco Burdelli. Apud Hostrevillam (1) ecclesiam cum omnibus pertinentiis suis et unam carrucatam terre. Apud Loram (2) ecclesiam et quatuor pondera salis. Apud Parvamvillam (3) ecclesiam et duos hospites. Apud Utrisportum (4) tres Burgenses cum suis consuetudinibus. Ecclesiam sancti Petri de Longavilla (5) cum omnibus pertinentiis suis. Unum molendinum infra curiam vestram et alterum in villa. Decimam molendinorum comitis, thelonei et totius census ejusdem ville. Modium unum vini in cellario comitis per annum ad missas Capellanie de Colemaisnil. Apud Longolium (6) quidquid Adam clericus habebat in ecclesia, ex dono comitis, et decimam molendinorum comitis apud Loram. Duas salinas et duas ambras salis. Ecclesiam de Blomaisnil. Apud monasterium Villare et Spouvillam (7) terram quam comes Giffardus dedit Roberto filio Gilleberti, que solebat reddere LX solidos. Ecclesiam de Brosobbrelim. Ecclesiam de Novavilla (8) et quidquid comes habebat ibidem et apud Puteum. Ecclesiam de Alpigardis (9) et feriam unam et quidquid ibidem habetis. Ecclesiam sancti Medardi. Ecclesiam sancte Genovefe et homines vestros in eadem villa et unam carrucatam terre. Ecclesiam de Ovilla (10) et duos homines. Ecclesiam de Hebervilla (11) et terram que fuit

(1) Ouistreham, canton de Douvres, arrondissement de Caen.

(2) Probablement Leure, aujourd'hui église Saint-Nicolas, arrondissement du Havre. *(Répertoire archéologique.)*

(3) Petitville, arrondissement du Havre, canton de Lillebonne.

(4) Le Tréport, canton d'Eu (Seine-Inférieure).

(5) Saint-Pierre-de-Longueville, église encore paroisse aujourd'hui.

(6) Longueil et Colmesnil, canton d'Offranville (Seine-Inférieure).

(7) Montivilliers, Épouville, canton et arrondissement du Havre.

(8) Neuville, canton de Dieppe.

(9) Auppegard, canton de Bacqueville, arrondissement de Dieppe.

(10) Ouville-la-Rivière, canton d'Offranville, *id.*

(11) Heberville, canton de Fontaine-le-Dun, arrondissement d'Yvetot.

Radulphi de Vualibus et quidquid W. Onandel et heredes sui vobis in eadem villa dederunt. Ecclesiam de Angeniis (1) cum pertinentiis suis. Ecclesiam de Ozonfrevilla et quatuor homines ibidem. Ecclesiam sancti Jovini (2) cum pertinentiis suis. Ecclesiam sancti Germani de magna ecclesia. Ecclesiam de Bosco Roardi (3) cum pertinentiis suis et decimam thelonei, et decimam molendini, et panes domini ex dono Radulphi de Bosco Roardi. Ecclesiam de Parvo prato et tres carrucatas terre. Ecclesiam de Croteio. Ecclesiam sancti Petri de Valle (4) cum pertinentiis suis. Ecclesiam de Bellomonte (5) cum pertinentiis suis. Ecclesiam de Canteleu (6). Capellam de Berearmaisnil. Decimam rusticorum de Hotot (7). Decimam de terra Jozelini de Cruiol apud sanctum Crispinum (8). Et ibidem decimam molendini Osberti Buffli. Decimam de sexuneto de feudo Gualterii Giffardi. Decimam de Guorel (9) de terra Vuillelmi Calcen, et Antelmi de Montenero. Decimam de terra Gileberti de Hotot, ex dono Radulfi de Canteleu. Ibidem unum hominem apud sanctum Adoenum super Elnam (10). Decimam de terra Gileberti de Hotot et Antelmi de Risbet. Decimam rusticorum Heliezabet apud Tilium et Dodeinvillam (11). Apud Geobervillam (12)

(1) Angiens, canton de Fontaine-le-Dun.

(2) Saint-Jouin, canton de Criquetot, arrondissement du Havre.

(3) Bois-Robert(?), arrondissement de Dieppe, canton de Longueville.

(4) Saint-Pierre-en-Val, arrondissement de Dieppe, canton d'Eu.

(5) Beaumont, arrondissement de Dieppe, canton de Bellencombre.

(6) Canteleu, arrondissement de Dieppe, canton de Bacqueville, commune de Luneray.

(7) Hautot, canton d'Offranville, arrondissement de Dieppe. Hautot-l'Auvray, Hautot-le-Vatois, Hautot-Saint-Sulpice, arrondissement d'Yvetot.

(8) Saint-Crespin, canton de Longueville.

(9) Le Gourel, commune de Brachy, canton de Bacqueville, arrondissement de Dieppe.

(10) Saint-Ouen. L'Eaulne, rivière dans le canton de Neufchâtel.

(11) Doudeville, canton, arrondissement d'Yvetot.

(12) Gouberville, quartier de Lillebonne, arrondissement du Havre.

decimam de terra de feudo Galterii de Cantelu. Apud Osbervillam (1) duos hospites. Apud...... ex dono Vuillelmi filii Stamni et Radulfi filii sui, de feodo comitis Varene duos homines. Apud Gebervillam terram Vuillelmi Dapiferi de dono Gualterii. Apud Osmondvillam (2) unum hominem de dono Vuillelmi de sancto Audoeno. Apud Ambervillam (3) tres solidos de dono Gaufridi de Fagaramde. Apud Ermenevillam (4) terram et duas partes saline de dono Roberti de Buteilt. Et ibidem de dono Arnulfi domum suam et unam salinam. Apud Gotevillam (5) terram quam Radulfus de Willeher (6) vobis dedit. Apud Autenem duos homines de dono Hugonis et Eudonis et decem acras terre et unam mansuram terre de dono Arlem de Caneco et Henrici filii ejus. Apud Hermetvillam (7) tres acras terre de dono Bernardi de Fossato. Apud Boscum Wielin (8) X acras terre de dono Jordani de Crilectot (9). In molendino Aldulfi de Guerris X solidos. Apud Feletet unum hominem de dono Vuillelmi de Canteleu. Apud monasterium Villare XX solidos de dono Wuillelmi de Novavilla in molendino et unum hominem apud Reibertet, et unum apud Estrevillam (10) de dono Roberti de Novavilla, pro anima uxoris sue XL solidos. Apud boscum Roardi duas acras terre de dono Lamberti. Apud Aulesvillam unam mansuram de dono Hermi. Et ibidem alteram terram de dono Gualterii.

(1) Ourville, canton, arrondissement d'Yvetot.

(2) Omontville, canton de Bacqueville, arrondissement de Dieppe.

(3) Anfreville, canton de Doudeville, arrondissement d'Yvetot.

(4) Ermenonville, arrondissement d'Yvetot, canton de Fontaine-le-Dun.

(5) Gueutteville, canton de Saint-Valery, arrondissement d'Yvetot.

(6) Villers, canton de Blangy, arrondissement de Neufchâtel.

(7) Hermeville, arrondissement du Havre, canton de Criquetot.

(8) Bois-Guillaume, arrondissement de Rouen, canton de Darnetol.

(9) Crilectot, aujourd'hui Criquetot, canton.

(10) Eurville, arrondissement de Dieppe, canton de Tôtes. — Robertot, arrondissement d'Yvetot, canton d'Ourville.

Apud Brametot (1) tres homines de dono Aldulfi de Broti. Apud Q. Sommesnil quidquid Jordanus de Sansevilla ibi habebat in terra et pratis. Apud Ricomvillam totam terram quam ibi Vuillelmus de Maucuble. Apud Triri duos homines de dono Thome et decimam molendini Hugonis de dono ejusdem. In molendino de Apevilla (2) unum modium frumenti de dono Antelini. Totam tertiam partem molendini Stabularum (3). In molendino de Nigella dimidium modium frumenti vel decimam. Apud sanctum Audoenum super Elnam (4) decimam Gualterii solidatam de dono ipsius. Apud Rimvillam (5) decimam totius terre Vuillelmi Avenel. Duas Garbas de tota terra quam Robertus filius Hugonis tenuit de feodo Gualterii Giffardi. Apud Gundevillam terram quam ibi habebat Gualterius filius Baldrici. Et ibidem decimam terre quam Gilebertus de Guindevilla (6) dedit. Apud Hamet quatuor minas ordei, et duos solidos de dono Reinerii de Evermon (7) Apud Fleinvillam (8) dimidiam mansuram terre de dono Gaufredi. Apud Crovillam (9) de decima molendini XX solidos et quinque solidos de redditu Radulfi de Trablevilla. Apud Bascheinvillam (10) unum hominem de dono Antelmi. Apud Longamvillam terram Hugonis. Apud Accas (11) terram.....

(1) Brametot, arrondissement d'Yvetot, canton de Fontaine-le-Dun.

(2) Appeville, arrondissement de Dieppe, canton d'Offranville, commune de Hautot.

(3) Saint-Germain-l'Étable, arrondissement de Dieppe, canton de Longueville.

(4) Saint-Ouen. L'Eaulne, rivière dans le canton de Neufchâtel.

(5) Riville, église visitée par Eudes Rigaud en 1269.

(6) Gonneville (Seine-Inférieure).

(7) Envermeu, arrondissement de Dieppe.

(8) Flainville, arrondissement de Dieppe, canton d'Offranville, commune de Bourg-Dun.

(9) Crosville, arrondissement de Dieppe, canton de Longueville.

(10) Bacqueville, canton, arrondissement de Dieppe.

(11) Arques, arrondissement de Dieppe, canton d'Offranville.

Apud Bermescal (1) unam acram terre. Apud Acar unam mansuram. Apud Parvamvillam quatuor mansuras de dono Radulfi. Apud Frainet[um] (2) duas. Apud Drosei (3) mansuram de dono predicti Radulfi. Apud Barvillam (4) unam mansuram. Apud Estrevillam unam mansuram. Apud Gunevillam unam mansuram. Apud Bretvillam (5) unum hominem reddentem quatuor libras in foresta de Hermont. Capellam sancti Remigii cum heremitario adjacente. Apud Lesbanum comitis unum hominem de dono Vuidonis de Beco. Apud Dunum decimam molendini Gileberti Ridel. Apud Her..... quatuor solidos et VI denarios in uno homine de dono Eustarchii. In Anglia de dono Gualterii Giffardi Horrewoe cum omnibus pertinentiis suis, excepto feodo Durandi. Niventruam totam excepto feodo Odonis. Apud West..... quidquid Giffardus habebat cum ecclesia et pertinentiis suis. Similiter quidquid habebat in dominio apud Wichingeham excepto feodo Wuillelmi et Radulfi de Leonibus et Boterici. Ita quod monachi quieti sint de Courero quod ibidem retinuerat Gualterius Giffardus et ecclesias de Vichingeham cum omnibus pertinentiis suis et terram de Roteleswage et decimam de domino de Swanebarensi et de Merstelai et Sambesberga et Badelesdon, et Brithella, et Blechelai, Molesho, Lantona, Liteota, Buchim, Zaham, Morton, Lauport, Lilingeshim, Acelera, Bechaintona, Bradevilla, Febreswnode, policota, Miltona, Dorton, Vultona, Wucahendon, Lechamsda, Kamelton, Chikesauda, Achecota, Es..... Rudigrana, Bodinicham cum uno hospite quem ibi habent. Ecclesiam

(1) Probablement Berneval, arrondissement de Dieppe, canton d'Offranville.

(2) Probablement Frainay.

(3) Drosay, arrondissement d'Yvetot, canton de Saint-Valery.

(4) Barville, arrondissement d'Yvetot, canton et commune de Cany (Seine-Inférieure).

(5) Bretteville-sous-Tôtes, arrondissement de Dieppe, commune de Varneville. — Gonneville, *id.*

de Herleton et decimam dominii cum hospite. Apud Meldon decimam de dominio cum uno hospite de dono Gualterii Giffardi. Ecclesiam de Strederon ad opus hostellariæ. Capellam sanctæ trinitatis de Norvuico. Decimam de dominio de Hauves. Ecclesiam de Hauneia cum pertinentiis suis et decimam de dominio et eamdem villam dimidiam. Et in altera Hamusia viginti solidos de dono Gualterii Guiffardi. Terram de Reppis quæ reddit decem millia alecum (1). Acleam cum omnibus pertinentiis suis. Decimam terræ apud Damawe de dominio Hugonis Mescrelli. Hospitale de Longavilla cum omnibus pertinentiis suis, scilicet cum una carucata terræ apud Longamvillam, molendinum de Valdrevilla et boscum juxta hospitale a via Gobin usque ad viam quæ vadit de Vaudrevilla (2) in Wai. Decimam quoque alecum comitis et piscium de aquis suis de Brugolio (3) et de Novavilla et de Puteis. Apud Novamvillam tres modios salis. Juxta monasterium Villare (4) dimidium molendini quod Paganus de Taufrevilla tenuit. Decimam molendini de Hareflueta (5). In Anglia ecclesiam de Strotebi cum omnibus pertinentiis suis. Decimam de dominio quæ omnia pertinent ad prædictum hospitale et ecclesiam de Valdrevilla. Terram Isabellæ apud Grincevillam (6). Decimam terræ de Anglekevilla (7) quam Jordanus dedit filiæ suæ. Ecclesiam de Vuitteham cum pertinentiis ad infirmarium monachorum et decimam de dominio et unam feriam apud Longamvillam in die Ascensionis Domini. Sane novalium vestrorum quæ propriis manibus aut sumptibus colitis, sive de nutrimentis animalium vestrorum decimas a vobis nullus

(1) Anchois.

(2) Vaudreville, commune de Longueville (Seine-Inférieure).

(3) Le Breuil, arrondissement de Dieppe, canton de Tôtes, commune de Saint-Maclou-de-Folleville.

(4) Montivilliers, *ut supra*.

(5) Harfleur, canton de Montivilliers.

(6) Grainville, commune de Brametot.

(7) Anglesqueville (Seine-Inférieure).

presumat exigere. Liceat quoque vobis clericos vel laïcos e seculo fugientes liberos et absolutos ad conversionem vestram recipere, et eos sine contradictione aliqua retinere. In parrochialibus autem ecclesiis quas habetis liceat vobis sacerdotes eligere et diocesano episcopo præsentare, quibus si idonei fuerint episcopus curam animarum comittat et ei de spiritualibus, vobis vero de temporalibus debeant respondere. Sepulturam quoque ipsius loci liberam esse concedimus ut eorum devotioni et extremæ voluntati qui se illic sepeliri deliberaverint, nisi forte excommunicati sint vel interdicti, nullus obsistat, salva tamen justitia illarum ecclesiarum a quibus mortuorum corpora assumuntur. Decernimus ergo ut nullus omnino hominum liceat præfatam ecclesiam temere perturbare, aut possessiones ejus auferre, vel ablatas retinere, minuere, aut aliquibus vexationibus fatigare. Sed omnia integra conserventur eorum pro quorum gubernatione et sustentatione concessa sunt usibus omnibus profutura, salva apostolicæ sedis authoritate et diocesanorum episcoporum in supradictis ecclesiis canonica justitia. Si qua igitur in futurum ecclesiastica sæcularisve persona hanc nostræ constitutionis paginam sciens contra eam venire tentaverit, secundo tertiove commonita si non satisfactione congrua emendaverit, potestatis honorisque sui careat dignitate, reamque se divino judicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat et a sacratissimo corpore Dei et Domini redemptoris nostri Jesu Christi aliena in extremo examine divinæ ultioni subjaceat. Cunctis autem eidem loco sua jura servantibus sit pax Domini Nostri Jesu Christi, quatenus et hic fructum bonæ actionis percipiant, et apud districtum judicem præmia æternæ pacis inveniant. Amen. Amen. Amen.

Ego Alexander Catholice ecclesie episcopus S.

Ego Ubaldus (1) Hostiensis episcopus S.

(1) Hubault Allucingoli, en 1140 cardinal-prêtre du titre de Sainte-Praxède, puis évêque d'Ostie. Élu pape, sous le nom de Luce III, 1181-1185.

Ego Joannes (1) presbyter cardinalis Sanctorum Joannis et Pauli tituli Parmachii.

Ego Boso (2), presbyter cardinalis Sancte Pudentiane tituli pastoris S.

Ego Petrus, presbyter cardinalis titulo sancte Cecilie S.

Ego Jacintus (3), diaconus cardinalis sancte Marie in Cosmedin S.

Ego Ardicino (4), diaconus cardinalis sancti Theodori S.

Ego Hugo (5), diaconus cardinalis sancti Angeli S.

Datum Laterani per manum Alberti (6), sancte Romane ecclesie presbiteri cardinalis, cancellarii, VIIII Kalend. Junii Indict. XI Incarnationis Dominice anno millesimo centesimo septuagesimo octavo. Pontificatus vero domini Alexandri pape III anno decimo octavo.

(1) Jean de Sutri, en 1150 cardinal, légat en Allemagne et en Orient.

(2) Boson, Anglais, en 1155 cardinal-diacre, neveu du pape Adrien IV, du titre des Saints-Côme-et-Damien, puis prêtre du titre de Sainte-Pudentienne, légat en Portugal.

(3) Hyacinthe Orsini, en 1144 cardinal-diacre. Élu pape en 1191, sous le nom de Célestin III, mort en 1198.

(4) Ardice Rivoltella, en 1155 cardinal-diacre, légat à Constantinople, mort en 1186.

(5) Hugues, cardinal jusqu'en 1178.

(6) Albert de Mora, en 1155 cardinal-diacre du titre de Saint-Adrien, cardinal-prêtre du titre de *Sancta Maria in Lucina;* chancelier de l'Eglise sous Alexandre III; légat en Espagne et en Angleterre. Élu pape en 1187, sous le nom de Grégoire VIII, mort la même année ; son règne n'a duré que du 20 octobre au 16 décembre.

VI.

BULLA DOMINI ANASTASII PAPÆ IIII PRO SANCTO JULIANO DE SEZANNA.

1153 Mars 21. — Latran.

Le pape Anastase IV met sous la protection apostolique et confirme les biens possédés par le prieuré de Sézanne, dans les diocèses de Troyes, Reims et Soissons; les droits de présentation de prêtres à l'évêque pour les églises et chapelles soumises au prieuré ; l'exemption de la juridiction épiscopale, sauf dans les cas réservés.

Anastasius episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis nostris priori sancti Juliani de Sezanna (1), ejusque fratribus, tam præsentibus quam futuris, regularem vitam professis imperpetuum. Quoniam sine veræ cultu religionis nec charitatis unitas potest subsistere, nec Deo gratum exhibere servitium expedit apostolica authoritate religiosas personas diligere et earum quieti et utilitati, auxiliante domino, salubriter providere. Ea propter, dilecti in domino filii, vestris postulationibus clementer annuimus, et prædictam ecclesiam sancti Juliani de Sezanna, in quo divino mancipati estis obsequio, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus, et præsentis scripti privilegio communimus, statuentes ut quascunque possessiones, quæcunque bona eadem ecclesia impræsentiarum juste et canonice possidet aut in futurum concessione pontificum, largitione

(1) Sézanne, canton, arrondissement d'Épernay (Marne). Voyez ci-dessous, charte LXXXVI, la curieuse fondation de ce monastère et la donation qui en fut faite à saint Gérard, prieur de La Charité, en 1085.

regum vel principum, oblatione fidelium seu aliis justis modis, Deo propitio, poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant. In quibus hæc propriis duximus exprimenda vocabulis :

In castro eodem, ecclesiam Sanctæ Mariæ, ecclesiam Sancti Petri et ecclesiam Sancti Nicolaï cum pertinentiis suis, et decimam ipsius castri. Quidquid habetis ex dono Stephani comitis (1) et Adilæ comitissæ uxoris ipsius. Ecclesiam de Vualer comitis (2) cum appenditiis suis. Totam decimam campi Guidonis (3). Ecclesiam de Sclavella (4) cum appenditiis suis, et medietatem decimæ ipsius villæ et censum Atrii. Decimam de sancto Martino de Bucenciaco (5). Decimam de sancto Remigio (6). Decimam de Angleura (7) et censum Atrii. Decimam de Soogne (8) totam et censum Atrii (9). Medietatem decimæ de Tachis (10). Decimam de Trefex (11). Decimam de Verseio (12). Decimam de Castellione (13). Totam piscationem aquæ de Marenciaco (14). Censum quem habetis Provini (15) et medietatem furni.

(1) Étienne VI, comte de Blois, 1089-1102, épouse en 1081 Alix ou Adèle, fille de Guillaume Ier, roi d'Angleterre.

(2) Villiers-aux-Corneilles, canton d'Anglure (Marne).

(3) Champguyon, arrondissement d'Épernay (Marne).

(4) Esclavolles, canton d'Anglure (Marne).

(5) Buzency, arrondissement de Soissons, canton d'Oulchy (Aisne).

(6) Saint-Remy-Blanzy, *id.*

(7) Anglure, canton (Marne).

(8) Soigny, canton de Montmirail, arrondissement d'Épernay (Marne).

(9) Ce mot *atrii*, qui revient plusieurs fois, est probablement un nom de choses, une forme de cens plutôt qu'un nom de lieu.

(10) Le manuscrit porte en note : Lachy, lieu situé dans l'arrondissement d'Épernay, canton de Sézanne.

(11) Trefols, arrondissement d'Épernay, canton de Montmirail.

(12) Verzy, canton, arrondissement de Reims (Marne).

(13) Châtillon-sur-Morin, arrondissement d'Épernay, canton d'Esternay.

(14) Marency (?) ou Marsangis, canton d'Anglure.

(15) Provins (Seine-et-Marne).

Villam de Saulz (1) cum appenditiis suis. Domum de Grangiis (2) cum pertinentiis. Alodium de Maesueio (3). Molendinum sancti Juliani. Molendinum de Bernardo. Molendinum de Prato. Molendinum de Cleto (4). Molendinum de Chesia. Molendina de Varciaco. Triginta sextaria frumenti molendini Longuiardi et piscaturam. Molendinum de Crosleriis. Præterea liceat vobis in ecclesiis quas tenetis secundum decretum prædecessoris nostri bonæ memoriæ Urbani papæ secundi (5), sacerdotes eligere et episcopis in quorum parrochiis sitæ sunt præsentare, qui si idonei fuerint animarum curam ab ipsis suscipiant eisque de plebis cura respondeant; vobis vero pro rebus temporalibus ad ipsum monasterium pertinentibus debitam subjectionem exhibeant. Ad hæc adjicientes statuimus, ut ecclesiæ vestræ et cimiteria ab omni episcoporum exactione sint libera præter consuetam episcopi..... et justitiam in presbyteros qui adversus sui ordinis dignitatem offenderint. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat præfatam ecclesiam temere perturbare, aut ejus possessiones auferre vel ablatas retinere, minuere, seu quibuslibet vexationibus fatigare. Sed omnia integra conserventur eorum pro quorum gubernatione ac sustentatione concessa sunt usibus omnimodis profutura, salva sedis apostolicæ aucthoritate et diocesanorum episcoporum canonica justitia. Si quæ igitur in futurum ecclesiastica sæcularisve persona hanc nostræ constitutionis paginam sciens contra eam temere venire tentaverit, secundo tertiove commonita, si non satisfactione congrua emendaverit, potestatis honorisve sui dignitate careat, reamque se divino judicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat, et a sacratissimo corpore ac sanguine Dei et Domini redemptoris

(1) Sceu, commune de Châtillon-sur-Morin.

(2) Granges-sur-Aube, canton d'Anglure.

(3) Les autres localités inconnues.

(4) Claye, canton, arrondissement de Meaux (Seine-et-Marne).

(5) Urbain II, pape de 1088 à 1099.

nostri Jesu Christi aliena fiat, atque in extremo examine districtæ ultioni subjaceat. Cunctis autem eidem loco justa servantibus sit pax Domini nostri Jesu Christi, quatenus et hic fructum bonæ actionis percipiant et apud districtum judicem præmia æternæ pacis inveniant. Amen. Datum Laterani per manum Rolandi (1), sanctæ Romanæ ecclesiæ presbyteri, cardinalis et cancellarii. XII Kalendarum aprilis, indictione secunda, Incarnationis Dominicæ anno M.C.LIII° pontificatus vero domini Anastasii papæ quarti primo anno.

VII.

BULLA DOMINI PAPE ALEXANDRI III ITEM PRO SEZANNA.

1179 Avril 24. — Latran.

Le Pape confirme les donations faites au prieuré de Saint-Julien de Sézanne; entre autres les prébendes et dîmes des églises d'Esclavolles, Busency, Saint-Rémi, ainsi que les droits sur l'église Saint-Nicolas de Sézanne, suivant l'accord passé entre les chanoines de Saint-Nicolas et le prieur de La Charité, suzerain de Sézanne, en présence de l'évêque de Troyes et du comte de Champagne.

Alexander episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis nostris, priori Sancti Juliani de Sezanna ejusque fratribus regularem vitam professis imperpetuum. Religiosam vitam

(1) Roland Bandinelli, en 1145 cardinal-diacre du titre des Saints-Côme-et-Damien, puis cardinal-prêtre du titre de Saint-Marc, chancelier de l'Église romaine. Élu pape en 1159 sous le nom d'Alexandre III, auteur de la charte qui suit.

eligentibus apostolicum convenit adesse presidium, ne forte cujuslibet temeritatis incursus, aut eos a proposito revocet, aut robur, quod absit, sacre religionis infringat. Ea propter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus clementer annuimus, et prefatum monasterium, in quo divino mancipati estis obsequio, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus. et presentis scripti privilegio communimus statuentes ut quascunque possessiones, quecunque bona idem monasterium impresentiarum juste et canonice possidet, aut in futurum, concessione pontificum, largitione regum vel principum, oblatione fidelium, seu aliis justis modis, prestante Domino, poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant. In quibus hec propriis duximus exprimenda vocabulis :

Ecclesiam de Sclavella quam Philippus Trecensis episcopus (1), presentibus et laudantibus ecclesie sue clericis, eidem monasterio contulit. Ita tamen quod ipsi monachi mediam partem offerende que offertur in ipsa ecclesia accipiant, tam in denariis quam in panibus, et in cera et in candelis, et in aliis quibuslibet rebus ; et in carruca (2) sua propria habeant monachi totam decimam. Si quando monachus missam cantare voluerit, post missam presbyteri cantabit, et si quid ei delatum fuerit, suum erit. Ecclesiam quoque de Gaux (3) cum appenditiis suis. Decimas quoque quas Paganus de Aula et Bazo, milites, de Sezanna, Hatoni, Trecensis ecclesie episcopo (4), bone memorie viro reddiderunt, et episcopus eidem monasterio, pie devotionis titulo, contulit et confirmavit. Quidquid Paganus de Aula in majori decima de Bucinciaco habuerat. Similiter quidquid Bazo in

(1) Philippe ou Milon, évêque de Troyes de 1083 à 1121 ; partageait avec les moines les revenus de l'église d'Esclavolles.

(2) *Carruca,* étendue d'un domaine pour une charrue.

(3) Legault, canton de Montmirail (Marne).

(4) Haton, évêque de Troyes de 1122 à 1145.

majori seu minori decima de Sancto Remigio detinebat rationabiliter monasterio vestro collatum. Prettereá compositionem quam cum canonicis ecclesie Sancti Nicolaï super querelis que inter vos et eos vertebantur, mediante bone memorie Trecensi episcopo et nobili viro comite Henrico et Odone, decano Sancti Nicolaï, fecistis, sicut absque pravitate de assensu utriusque partis facta est, et hinc inde suscepta, authoritate apostolica confirmamus, quam de verbo ad verbum, sicut visum est, expedire duximus ad notandum :

Hato Dei gratia Trecensis ecclesie humilis minister, et Henricus Trecensis comes Palatinus (1) et Odo decanus ecclesie Sancti Nicolaï, totusque ejusdem ecclesie conventus, Savarico priori de Charitate (2) omnique ejusdem ecclesie conventui, in Domino salutem. Notum fieri volumus tam presentibus quam futuris quod querelam que inter vos et canonicos ecclesie Sancti Nicolaï Sezannie super eadem ecclesia habebatur, hac compositione utrique parti placuit terminari : duplicis prebende beneficium ex integro, et absque ulla imposterum diminutione, fratres vestri in ecclesia Sancti Juliani Deo servientes ac successores eorum ab ipsis canonicis et successoribus eorum omni anno, quibus et ceteri canonici temporibus, recipient. Ita tamen quod in ecclesia Sancti Nicolaï duas hebdomadas in missa tantum facient et computationibus intererit prior, aut cui ex parte ejus id jussum fuerit, et quocunque modo cujuscunque canonici persona mutetur in prefata ecclesia Sancti Nicolaï, ejus prebendam per annum ex integro monachi habebunt, et pro eo in eadem ecclesia prebendam facient in missa tantum ; jus quoque parrochiale, exclusis ab omni parte ab eo canonicis, monachis tantum et eorum parrochialibus presby-

(1) Henri Ier, comte de Champagne de 1152 à 1180 ou 1181.

(2) La liste des prieurs de La Charité ne porte Savary qu'au quatorzième rang, de 1192 à 1198. Cette charte de 1179 permettra de rectifier son état.

teris, totum ut antiquitus remanebit; statutum etiam quod canonici nihil de propriis monachorum vel hominum eorum, dono vel emptione, vel liberalitate ab aliquo datum recipient, quod damnosum monachis probetur. Hoc etiam monachi erga canonicos observabunt. Nec licebit canonicis res ecclesie Sancti Nicolaï vendere vel dilapidare absque scitu et concilio prioris. Si autem aliquis canonicorum, in habitu clericali Sezannie obierit, in cimeterio sancti Juliani sepelietur. Scolas quoque infra terminum parrochie nemo regere presumet, nisi prius a priore licentia fuerit expetita. Porro neque absque ejusdem prioris consensu aliquis parrochialium presbyterorum in canonicum recipietur. Quod si forte alium statum ordo qui nunc est canonicorum transierit, omnes ecclesie Sancti Nicolaï possessiones monachi de Charitate gratis et absque ulla contradictione recipient, et ex integro possidebunt (1). Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat prefatum monasterium temere perturbare, aut ejus possessiones auferre, vel ablatas retinere, minuere, seu quibuslibet molestiis fatigare, sed omnia integra conserventur eorum pro quorum gubernatione et sustentatione concessa sunt usibus omnimodis profutura, salva sedis apostolice authoritate et diocesani episcopi justitia. Si qua igitur in futurum ecclesiastica secularisve persona, hanc nostre constitutionis paginam sciens, contra eam temere venire tentaverit, secundo tertiove commonita, si non satisfactione congrua emendaverit, potestatis honorisque sui dignitate careat, reamque se divino judicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat, et a sacratissimo corpore et sanguine Dei et Domini redemptoris nostri Jesu Christi aliena fiat, atque in extremo examine districte ultioni subjaceat; cunctis autem eidem loco justa servantibus, sit pax Domini nostri Jesu

(1) Ces mots sont vraisemblablement les derniers du *vidimus* commencé un peu plus haut; la date manque, elle doit être de fort peu antérieure à 1179.

Christi, quatenus et hic fructum bone actionis percipiant, et, apud districtum judicem, premia eterne pacis inveniant, amen. Datum Laterani per manum Alberti (1) Romane ecclesie cardinalis et cancellarii, VIII kalendas maii, indictione XII, Incarnationis Dominice anno M° C° LXX° VIIII° pontificatus vero Domini Alexandri (2) pape III anno XX.

VIII.

RESCRIPTUM DOMINI PAPE CŒLESTINI AD ARCHIEPISCOPUM SENONENSEM ET AD ABBATEM SANCTE COLUMBE, PRO DOMO DE COLONGIIS, AD PRIORATUM DE CHARITATE SPECTANTE.

1192 Août 6. — Latran.

A l'occasion de la croisade de Philippe-Auguste, le prieuré de La Charité, pour s'acquitter envers le roi, ayant vendu la maison de Coulanges-sur-Yonne, moyennant treize mille sous nivernois, au comte de Nevers et à Pierre de Courson, son chevalier, avec engagement de la restituer plus tard contre remboursement de la somme versée, le pape Célestin III mande à l'archevêque de Sens et à l'abbé de Sainte-Colombe de contraindre les acquéreurs à remplir les conditions de la vente.

Cœlestinus episcopus servus servorum Dei, venerabili fratri, Senonensi archiepiscopo et dilecto filio abbati sancte

(1) Albert de Mora. (Voyez ci-dessus, ch. V, p. 24, note 6.)

(2) Alexandre III fut élu pape en 1159 et mourut le 27 août 1181, après avoir gouverné saintement l'Eglise pendant vingt-deux ans.

Columbe (1), in Senonensi diocesi constituto, salutem et apostolicam benedictionem. Ex insinuatione dilectorum filiorum abbatis et conventus Cluniacensis nos accepisse noveritis, quod cum prioratus eorum de Charitate, tempore quo carissimus in Christo filius noster Philippus, illustris Francorum rex Hierosolymam profectus est (2), Dei providentia et peccatis habitantium exigentibus nimio fuisset debitorum onere aggravatus, et Petrus de Corzon (3), serviens nobilis viri comitis Nivernensis nimium ipsum affligeret et gravaret, prior et fratres ejusdem loci domum de Coulongiis (4), ad ipsum prioratum spectantem, pro tredecim mille solidorum Nivernensium ipsi Petro venditioni exponere sunt coacti. Unde prioratus de Charitate damnificatus est plurimum et gravatus. Et licet ipse Petrus, ad instantiam predicti Cluniacensis abbatis, postmodum in præsentia venerabilis fratris nostri Wuidonis (5) Rhemensis archiepiscopi, sancte Sabine cardinalis, apostolice sedis legati, tunc curam et solicitudinem regni Francie simul cum carissima in Christo filia nostra illustri Regina Francorum, matre Regis (6), ipsius gerentis, tactis sacrosanctis evangeliis, juramento firmaverit quod

(1) Guy de Noyers, archevêque de 1176 à 1193. — Radulphe, abbé de Sainte-Colombe de 1186 à 1193.

(2) Philippe II Auguste partit pour la croisade en juillet 1190.

(3) Pierre de Courson, un des chevaliers du comte d'Auxerre, a signé de nombreux actes, entre autres la vente du fief de La Charité par le comte Gui, aux prieur et religieux en 1174. On le trouve ensuite avec le titre de vicomte d'Auxerre sous Pierre de Courtenay. Destitué en 1199, il fut arrêté par l'évêque Hugues, chargé de fers et traîné tête nue dans une voiture par les rues de la ville. Pendant sa vie il avait poussé le comte au pillage des églises et à la persécution des religieux. (Lebeuf, *Histoire d'Auxerre,* III, p. 132.)

(4) Coulanges-sur-Yonne. (Lebeuf, *Histoire d'Auxerre,* I, 355.)

(5) Gui Paré, Français, cardinal-diacre en 1188, successivement légat dans plusieurs royaumes, mort en 1206.

(6) Alix, fille de Thibaut, comte de Champagne, seconde femme de Louis VII en 1160, donna le jour à Philippe-Auguste en 1164.

priori et fratribus de Charitate, recepta pecunia sua, domum pretaxatam cum omnibus pertinentiis redderet pacifice possidendam, nunquam postmodum quamvis ipsi fratres, ut dicitur, pecuniam illam ei vellent restituere, illud quod juraverat noluit adimplere. Cum igitur cura et solicitudo omnium ecclesiarum sit nobis commissa, volentes indemnitati ipsius prioratus de Charitate, prout debemus, paterno affectu solicite providere, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus, firmiter injungentes quatenus supradictum comitem Nivernensem qui eamdem domum de Colonges servientis nomine, sicut dicitur, occupavit, et in proprios usus convertit, vel ipsum servientem, si predicta domus ei fuerit restituta, authoritate nostra monere et induere efficaciter laboretis, ut domum ipsam prioratui supradicto, recepta ab ipsis pecunia pretaxata, sine difficultate qualibet restituere non omittant, et si quid in ipsa domo ab ipso comite vel predicto serviente superedificatum est, non computetur ipsis fratribus, sed de redditibus domus ipsius interim receptis illud fiat; si vero idem comes vel ipsius serviens duxerint resistendum, vos nostra freti authoritate, tam ipsum comitem quam quoslibet alios, domum ipsam tenentes ad eamdem domum cum pertinentiis prefatis fratribus resignandam, per excommunicationis et interdicti sententias, sublato contradictionis et appellationis obstaculo compellatis facientes utramque sententiam usque ad condignam satisfactionem inviolabiliter observari, nullis litteris obstantibus, harum tenore tacito, a sede apostolica impetratis. Quod si ambo iis exequendis nequiveritis interesse, tu, frater archiepiscope, ea nihilhominus exequaris. Datum Laterani, VIII idus augusti, pontificatus nostri (1) anno secundo.

(1) Le manuscrit porte en marge de la suscription : *Probabiliter anno 1193*. Clément III mourut le 25 mars 1191 et Célestin III fut élu peu de temps après; sa seconde année de pontificat commença en avril 1192. La date de cette charte répond au 6 août 1192.

IX.

APPROBATIO A DOMINO INNOCENTIO PAPA III CUJUSDAM MORIS PRO PERSECUTORIBUS EXORANDI.

1204 Mars 31. — Latran.

Le Pape engage les moines de La Charité à suivre l'exemple du Sauveur dans les cas de violences et de pillage sur leur couvent, et de se mettre en prière pour obtenir le salut de leurs persécuteurs.

Innocentius episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis priori et conventui de Charitate, salutem et apostolicam benedictionem. Si justa filii hominum judicarent et animadverterent diligenter impensam sibi gratiam redemptoris, qui pro nobis tradidit semetipsum, usque ad mortem factus obediens, ut nos de inimici faucibus liberaret, sanctam ecclesiam sponsam ejus, quam ipse proprio sanguine dedicavit, et in ea domino famulantes studerent propensius honorare, atque a lesione ipsorum suas retraherent penitus voluntates. Verum quod dolentes referimus, tanta est peccatis exigentibus nunc malitia hominum super terram, et in tantum excrevit audacia malignantium, quod non solum ad res ecclesiasticas avidas manus extendunt, et pro suo diripiunt arbitrio voluntatis, imo etiam ecclesias et possessiones earum, quasi signum ad sagittam ponentes, viros religiosos odio execrabili prosequuntur, sanctum eorum otium nequiter perturbantes. Et quoniam hujusmodi homines, licet censeantur nomine Christiani, a Christi tamen operibus sunt alieni, letantes cum malefecerint et in rebus pessimis exultantes, et admoniti sepius a sua nolunt desistere pravitate, nolentes intelligere ut bene agant, sed iniquitatem in suis

cubilibus meditantes, cum malefactoribus ipsis, sicut vestra relatione didicimus per vos resistere non possitis, mos in vestra ecclesia inolevit ut, cum aliquis malefactor res monasterii vestri occupat per violentiam, vel diripit per rapinam, et monitus vobis satisfacere non procurat, vos in missarum solemniis, cum patri filius pro mundi reatibus immolatur ecclesie pavimento prosternitis, et pro persequentibus exoratis, oculos levantes ad Dominum et humiliter supplicantes ut vestri misereri dignetur, qui prope est invocantibus ipsum in veritate, timentium se peragit voluntates et orationes exaudit eorum, faciens eos salvos. Cum igitur orare pro persequentibus, non solum precepto, verum etiam exemplo dominico instruamur, nos premissam consuetudinem piam esse credentes presentium vobis authoritate concedimus, quatenus eam minime deseratis, sed ipsam humiliter ac devote servetis, ita quod orationibus vestris a malo revocentur iniqui, vosque optata pace fruamini ac quiete. Datum Laterani II idus aprilis, pontificatus nostri anno septimo.

X.

PRECEPTUM ALEXANDRI PAPE IIII DE NON AMOVENDO PRIORE CHARITATIS SINE LEGITIMA CAUSA.

1255 Mars 18. — Naples.

Sur la requête du prieur et des moines de La Charité, le pape Alexandre IV, considérant comme nuisible le changement des prieurs quand ils s'acquittent bien de l'administration spirituelle et temporelle, déclare que les prieurs de La Charité ne pourront être révoqués sans

cause légitime insérée dans les statuts de Cluny; il les engage, en cas d'injustice, à s'adresser directement à Rome.

Alexander, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis priori et conventui monasterii de Charitate, Cluniacensis ordinis, Autissiodorensis diocesis, salutem et apostolicam benedictionem. Religionis vestre meretur honestas ut nos favore apostolico prosequentes petitiones vestras, quantum cum Deo possumus, ad exauditionis gratiam admittamus. Sane petitio vestra nobis exhibita continebat quod felicis recordationis Gregorius papa (1), predecessor noster, olim diligenter considerans quod si a monasteriis Cluniacensis ordinis passim et absque rationabili causa contingeret amoveri priores, magnum poterat monasteriis ipsis parari dispendium. Cum novitates interdum pariant detrimentum, duxit salubriter statuendum, quod quandiu priores ipsius ordinis tam in spiritualibus quam in temporalibus bene administrare constiterit, non nisi ex certis causis in eodem statuto expressis possint vel debeant a suis monasteriis amoveri. Cum igitur, sicut asseritis, prioratus vester de Charitate, inter alios predicti ordinis prioratus, unus de majoribus et honorabilioribus habeatur, supplicastis nobis ut te, fili prior (2), et alios qui tibi successerint, ab eodem prioratu, contra prefati predecessoris nostri statuta, nulli liceat amovere. Nos itaque attendentes quod ea que per predecessorem eumdem provide statuta esse noscuntur non sunt temeritate cujuspiam infringenda, vestris justis supplicationibus inclinati, authoritate vobis presentium indulgemus ut tu, fili prior, et successores tui non nisi ex causis in eisdem statutis contentis, coram definitoribus generalis capituli Cluniacensis rite secundum

(1) Grégoire IX, d'Agnani, pape de 1227 à 1241, oncle d'Alexandre IV.

(2) Le prieur d'alors (le 25e) était un religieux nommé Jean, élu en 1244, et recommandable par sa piété et son dévouement.

eadem statuta lectis, propositis et probatis legitime, ab abbate Cluniacensi seu quocunque alio ab administratione prioratus ipsius possitis aliquatenus amoveri. Et si forsan vos super iis contra justitiam gravari contigerit, licitum sit vobis propter hoc sedem apostolicam appellare, non obstante si in eisdem statutis est cujuslibet appellationis remedium interdictum. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere, aut aliquo ausu temerario contra ire. Si quis autem hoc attentare presumpserit indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Neapoli XV kalendas aprilis, pontificatus nostri (1) anno primo.

XI.

CONCESSIO NOVALIUM AB ALEXANDRO PAPA QUARTO.

1255 Avril 1er — Naples.

Le pape Alexandre IV fait abandon, au profit des moines de La Charité, de toutes les dîmes à payer sur les novales ou terres et forêts récemment cultivées par eux ou à leurs frais.

Alexander episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis priori (2) et conventui monasterii de Charitate, Cluniacensis ordinis, Autissiodorensis diocesis, salutem et apostolicam

(1) Alexandre IV, des comtes de Segni, neveu de Grégoire IX et d'Innocent III, élu pape le 12 décembre 1254; la date de cette charte doit donc être portée au 18 mars 1255.

(2) Jean, vingt-cinquième prieur de La Charité, remplaça Guillaume de Pontoise vers 1244 et administra sagement le monastère jusqu'en 1262.

benedictionem. Solet annuere sedes apostolica piis votis et honestis petentium precibus favorem benevolum impertiri. Eapropter dilecti in domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, ut non de terris quas propriis laboribus excolitis aut sumptibus nulli decimas solvere teneamini, vobis seu ordini vestro a sede apostolica sit concessum. Ita quoque, de nemoribus vestris vel aliis, que a tempore cujus non extat memoria culta non fuerunt que ad cultum redigetis propriis sumptibus et coletis, solvere non teneamini, authoritate vobis presentium indulgemus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere, vel ei ausu temerario contra ire. Si quis autem hoc attentare presumpserit indignationem omnipotentis Dei, et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Neapoli V nonas aprilis (1), pontificatus nostri anno primo.

XII.

DISPENSATIO EJUSDEM PAPE SUPER OBSERVATIONE STATUTORUM.

1255 Mars 18. — Naples.

Le pape Alexandre IV accorde au prieur et au sous-prieur de La Charité le droit de dispense pour tout ce qui concerne l'observation des statuts de l'ordre de Cluny.

Alexander episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio priori de Charitate, ordinis Cluniacensis, Autissiodo-

(1) Alexandre IV ayant été élu pape le 12 décembre 1254, cette charte doit être datée du 1er avril 1255, nouveau style, comme les chartes X et XII, du 18 mars.

rensis diocesis, salutem et apostolicam benedictionem. Ex parte tua fuit nobis humiliter supplicatum, ut cum observantia tui ordinis ab ipsa sui institutione multum sit rigida, difficilis atque gravis, fueritque postmodum per felicis recordationis Gregorium papam, predecessorem nostrum, et quosdam alios tam authoritate sedis apostolice quam legatorum ipsis super addita instituta gravia diversarum penarum adjectione vallata contingat sub tantis oneribus deficere oneratos, providere super hoc paterna sollicitudine curationem, attendentes igitur quod expedit calamum quassatum non conteri, et cum evasione eruginis vas non frangi devotionis tue precibus inclinati, presentium tibi authoritate concedimus, ut super observatione statutorum ipsorum que de tue substantia regule non existunt, tu et successores tui monasterii tui ejusque membrorum monachis presentibus et futuris libere dispensare possis, his casibus dumtaxat exceptis, super quibus in eadem regula est dispensatio interdicta, in quibus casibus dispensandi super pœnis adjectis et irregularitatibus quas tui subditi incurrerunt vel incurrent de cætero, eosque absolvendi ab interdicto suspensionis seu excommunicationis vinculo quo ipsos, ob transgressionem premissorum statutorum, involvi contigit vel contingit, injuncta sibi absolutionis penitentia salutari, libera sit tibi et eisdem successoribus de nostra permissione facultas. Suppriori nihilominus monasterii tui et ipsius successoribus concedendi tibi tuisque successoribus hujusmodi dispensationis et absolutionis beneficium, si fuerit opportunum, indulgentes authoritate presentium potestatem, non obstantibus aliquibus literis ad venerabiles fratres nostros, Senonensem archiepiscopum et ejus suffraganeos vel ad dilectum filium magistrum Albertum (1), notarium nostrum, apostolice sedis legatum, seu quoscunque alios, ab apostolica sede sub quocunque tenore directis et processibus habitis, per eosdem de quibus

(1) Albert de Mora, voyez ci-dessus charte V.

scriptam opporteat fieri mentionem. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere, vel ei ausu temerario contra ire. Si quis autem hoc attentar presumpserit indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurume Datum Neapoli, XV kalendas aprilis, pontificatus nostri anno primo.

XIII.

PRECEPTUM EJUSDEM PAPE SUPER JURAMENTO A PRIORIBUS PRESTANDO INFRA TRES DIES POST EORUM RECEPTIONEM.

1255 Avril 6. — Naples.

Sur une demande des moines relative aux mesures à prendre contre la négligence des prieurs, le pape Alexandre IV ordonne que les prieurs nouvellement institués devront prêter serment en personne dans le chapitre du couvent, trois jours après leur réception.

Alexander episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis priori et conventui monasterii de Charitate, Cluniacensis ordinis, Autissiodorensis diocesis, salutem et apostolicam benedictionem. Religionis vestre meretur honestas, ut que juste petitis, ad exauditionis gratiam admittamus. Sane porrecta nobis ex parte vestra petitio continebat, quod cum monasterium vestrum per priorum, qui pro tempore fuerint ibidem, incuriam in spiritualibus et temporalibus non modicam incurrerit lesionem, a nobis humiliter supplicastis super hoc eidem monasterio salubri remedio provideri. Vestris igitur devotis precibus inclinati, ut illi qui in eodem monasterio priores pro tempore fuerint canonice instituti, de

conservandis juribus, jurisdictionibus, libertatibus et honoribus ipsius monasterii, infra tres dies postquam ibidem recepti fuerint in priores, prestare corporaliter juramentum in communi capitulo teneantur, authoritate vobis presentium duximus concedendum, decernentes irritum et inane, si contra concessionem hujusmodi aliquid per quemcunque fuerit attentatum. Datum Neapoli VIII idus aprilis, pontificatus nostri anno primo.

XIV.

RESCRIPTUM ALEXANDRI PAPE IIII AD ABBATES SANCTE COLUMBE ET SANCTI SATIRI CONTRA ARCHIEPISCOPUM SENONENSEM ET EJUS SUFFRAGANEOS QUI MONACHOS CHARITATENSES MOLESTABANT.

1255 Juillet 15. — Anagni.

A l'encontre des prescriptions des papes et des statuts de l'ordre de Saint-Benoît, l'archevêque de Sens et ses suffragants ont prononcé l'excommunication contre les moines de La Charité et l'interdit sur leurs églises; le pape Alexandre IV désire les voir cesser de pareilles poursuites et se montrer plus bienveillants; il commande aux abbés de Sainte-Colombe et de Saint-Satur de vérifier si ses ordres sont exécutés.

Alexander episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis sancte Columbe (1) Senonensis et sancti Satiri (2) Bituri-

(1) Sainte-Colombe de Sens, abbaye de Bénédictins. Henri Ier, moine de Fleury, abbé de 1233 à 1258. (*Gall. Christ.*, XII, col. 151.)

(2) Saint-Satur, canton de Sancerre. Le nom de l'abbé, de 1221 à 1264, est désigné seulement par la lettre A. (*Gall. Christ.*, t. II, col. 188.)

censis diocesis abbatibus, salutem et apostolicam benedictionem. Olim pie memorie Innocentius papa, predecessor noster (1), cuilibet venerabilium fratrum nostrorum archiepiscopi Senonensis ejusque suffraganeorum sigillatim sub certa forma suis dedit literis in preceptis, ut statuta pro reformatione ordinis sancti Benedicti a felicis recordationis Gregorio papa predecessore nostro (2) edita facerent ab universis personis ejusdem ordinis suarum diocesium exacta diligentia observari. Quarum litterarum authoritate, quidam ipsorum super hoc diligenter preceptum apostolicum exequentes, in membra monasterii de Charitate, Cluniacensis ordinis, Autissiodorensis diocesis, ut dicitur, procèsserunt, in priores et monachos membrorum ipsius excommunicationis et in eorum ecclesiis interdicti sententiis promulgatis. Quia vero, dilecti filii, prior et conventus ipsius monasterii super iis ad apostolice sedis providentiam recurrerunt eosdem archiepiscopum et suffraganeos rogandos duximus et monendos eis universis et singulis nostris dantes literis in mandatis, ut processum ipsorum super hoc contra priores et monachos predictos eorumdem membrorum dictarum diocesium habitum, revocantes per seipsos et hujusmodi sententias sine difficultate qualibet relaxantes dispensent cum prioribus et monachis predictis super irregularitate, si quam exinde contraxerunt, ac eos predictarum literarum authoritate ulterius non molestent, sed eis quantum in ipsis fuerit, exhibeant se favorabiles et benignos. Ita quod eorum devotio possit exinde merito commendari. Quocirca discretioni vestre, per apostolica scripta mandamus, quatenus si dicti archiepiscopus et suffraganei mandatum nostrum neglexerint,

(1) Innocent IV, pape de 1243 à 1254, vint en France, où il tint à Lyon un concile général en 1250, et de là se rendit à Cluny.

(2) Il s'agit vraisemblablement de Grégoire VII, Hildebrand, pape de 1073 à 1085, qui s'occupa de réformes ecclésiastiques et monastiques.

adimplere vos, vel alter vestrum, per vos, vel per alium, aut alios super hoc mandatum apostolicum exequi procuretis, contradictores authoritate nostra appellatione postposita, compescendo, non obstante si aliquibus a sede sit indultum eadem quod interdici, suspendi, vel excommunicari, aut extra suam civitatem vel diocesim in causam trahi non possint per literas apostolicas, non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem, et qualibet alia ipsius sedis indulgentia eis aut alicui eorum, aut aliis quibuscumque personis, sub quacumque forma verborum vel expressione concessa, per quam non expressam nostris literis vel totaliter non insertam adimpleri valeat vel differri et constitutione de duabus dietis edita in concilio generali. Datum Anagnie, idibus julii pontificatus nostri anno primo.

XV.

EJUSDEM PAPE DIPLOMA DE CONFIRMATIONE PRIVILEGIORUM LIBERTATUM ET EXEMPTIONUM.

1256 Octobre 13. — Anagni.

Confirmation par Alexandre IV des priviléges, libertés, exemptions et droits divers possédés jusqu'alors par les moines de La Charité.

Alexander episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis priori et conventui beate Marie de Charitate, Cluniacensis ordinis, Autissiodorensis diocesis, salutem et apostolicam benedictionem. Solet annuere sedes apostolica piis votis et justis petentium precibus favorem benevolum impertiri. Eapropter dilecti in Domino filii, vestris justis precibus

inclinati, omnes libertates et immunitates a predecessoribus nostris Romanis pontificibus, sive per privilegia, sive per indulgentias ordini seu monasterio aut locis vestris specialiter concessis, nec non libertates et exemptiones secularium exactionum a regibus et principibus vel aliis Christi fidelibus rationabiliter vobis indultas, consuetudines quoque laudabiles et antiquas et hactenus pacifice observatas, sicut eas rationabiliter obtinetis, authoritate apostolica confirmamur et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis infringere vel ei ausu temerario contra ire. Si quis autem hoc attentare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Anagnie, III idus octobris, pontificatus nostri anno secundo.

XVI.

RESCRIPTUM DOMINI EUGENII PAPE III AD SENONENSEM ARCHIEPISCOPUM ET AUTISSIODORENSEM EPISCOPUM CONTRA ADAM DE MARCHIA.

1153 Mai 15. — Rome.

Le pape Eugène III mande à l'archevêque de Sens et à l'évêque d'Auxerre de se rendre à La Marche, dépendance du prieuré de La Charité, et d'interdire à Adam de La Marche, sous les censures ecclésiastiques, la continuation des travaux d'un château-fort qu'il construisait sans le gré des moines.

Eugenius episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus Hugoni Senonensi archiepiscopo et Alano Autissio-

dorensi episcopo (1), salutem et apostolicam benedictionem. Rerum exitus discretus sapiensque metitur, longe ante venturis malis nititur obviare, Salomonis instructus verbo, qui ait : Sapiens videns malum declinat, stultus autem transilit confidenter. Dilectorum filiorum nostrorum Guillelmi prioris (2) et fratrum de Charitate transmissa nuper ad nos suggestione, pervenit quod Adam de Marchia (3) in burgo ipso infra terminos a sancte recordationis Paschali, predecessore nostro, statutos (4), grandem munitionem contra voluntatem ipsorum construere nititur, de qua ipsi monasterio maximum damnum potest processu temporis provenire. Quoniam igitur, cum ad jus monasterii locus ille pertinet, equitatis vigor, suspectam ibi munitionem ab aliquo construi, ipsis fratribus inhibentibus non permittit, et quod ad damnum ecclesie Dei et superbiam vite pertinere videtur, pontificali debetur studio inhiberi. Per presentia vobis scripta mandamus, quatenus quam citius in unum convenientes, ad locum ipsum pariter accedatis, et antedictum Adam ne munitionem aut castellum ibi faciat districtius moneatis. Si summo superbie vento inflatus, aut aliqua, quam forte in animo suo concepit, malitia instigatus, in suo cæpto duxerit persistendum, ita eum censura ecclesiastica compescatis, ut saltem invitus ab eo quod superbe molitur abstinere cogatur. Datum Rome, apud sanctum Petrum (5), idibus maii.

(1) Hugues de Toucy, archevêque de Sens, 1142-1168. — Alain, évêque d'Auxerre, 1152-1167.

(2) Gui ou Guillaume, sixième prieur de La Charité, porté dans la liste des prieurs de 1143 à 1150. Sa vie doit être prolongée jusqu'en 1153; il fut remplacé par Théodart pendant quelques mois, puis par Raynaud.

(3) Parmi les seigneurs de La Marche, nous voyons Rainaud, en 1059 (ci-dessus, charte nº I); Adam, en 1127, 1136 et 1148; Regnaud, en 1173. (*Cart. de l'Yonne,* I, 313-440; II, 50-245.)

(4) Privilége de Pascal II; voyez ci-dessus, charte nº II.

(5) Eugène III fut pape de 1145 au 8 juillet 1153, date de sa mort. D'autre part, Alain, élu évêque d'Auxerre, ne fut promu définitive-

XVII.

BULLA CLEMENTIS PAPE VI DE UNIONE PRIORATUS DE BISCHIIS CUM OFFICIO CLAUSTRALI CAMERARIE CHARITATENSIS.

1350 Juin 26. — Avignon.

Confirmation en forme de vidimus, par le pape Clément VI, d'un accord passé en mars 1339 entre le prieur et les moines de La Charité, aux termes duquel il est décidé que, en raison de l'insuffisance de ressources pour assurer les divers services de la chambrerie, les revenus du prieuré de Bisches, sans toutefois réduire le nombre des moines, seront réunis à l'office de chambrier de La Charité.

Clemens episcopus servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Ex suscepto servitutis officio quo sumus universis ecclesiis et beneficiis ecclesiasticis obligati, ipsorum tenemur invigilare, profectibus et dispendiis obviare, ac ea, pro incumbentibus eis oneribus levius supportandis matura deliberatione sunt facta, presidii apostolici munimine roborare. Sane pro parte dilecti filii Hugonis Polosardi, camerarii prioratus conventualis de Charitate, Cluniacensis ordinis, Autissiodorensis diœcesis, supplicatio nobis nuper exhibita continebat quod dudum dilectus filius Guillelmus de Pictavia (1),

ment qu'à la fin de l'année 1152. (Lebeuf, *Hist. d'Auxerre,* I, p. 318.) Il faut donc porter cette charte au 15 mai 1253. Adam de La Marche paraît en 1127 et 1148; il est remplacé en 1173 par Regnaud de La Marche. Les événements rapportés ici s'accordent bien avec l'époque de sa vie.

(1) Guillaume de Poitiers, trentième prieur, de 1336 à 1341.

prior ipsius prioratus, attendens quod fructus redditus et proventus officii camerarie dicti prioratus ad supportanda onera incumbentia eidem officio sufficere non valebant, cum dilectis filiis conventu ipsius prioratus, deliberatione matura et diligenti tractatu super hoc sepius habitis, de consensu dicti conventus et ad eorum supplicationem, prioratum de Bischiis (1), dicti ordinis, Nivernensis diœcesis, predicto prioratui de Charitate immediate subjectum et per ipsos monachos solitum gubernari, cum omnibus juribus et pertinentiis suis prefato officio authoritate ordinaria in perpetuum univit et decrevit adjunctum, fructusque ipsius prioratus de Bischiis et exitus in utilitatum opus et revelationem officii memorati existere convertendos, ita quod quam primum dictum prioratum de Bischiis vacare contingeret, liceret eidem camerario per se vel per alium seu alios corporalem possessionem ejusdem prioratus de Bischiis ac jurium et pertinentiarum ipsius, authoritate propria intrare et retinere ejusdem prioris seu cujuslibet alterius licentia vel assensu minime requisitis, prout in quibusdam patentibus litteris eorumdem prioris et conventus, sigillis munitis, quorum tenorem de verbo ad verbum presentibus inseri fecimus plenius continetur. Quare pro parte dicti camerarii fuit nobis humiliter supplicatum, ut unioni hujusmodi confirmationis nostre robur adjicere de speciali gratia dignaremur. Nos igitur hujusmodi ipsius camerarii supplicationibus inclinati, unionem predictam ratam et gratam habentes, illam authoritate apostolica ex certa scientia confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus, supplentes omnem defectum, si quis forsan intervenerit in premissis de Apostolice plenitudine potestatis, proviso quod prioratus ipse debitis non fraudetur obsequiis, et solitus numerus monachorum in eo nullatenus minuatur.

(1) Biches, canton de Châtillon-en-Bazois (Nièvre).

Tenor vero dictarum literarum talis est :

Universis presentes litteras inspecturis, nos frater Guillelmus de Pictavia, humilis prior beate Marie de Charitate, ad quem de consensu et assensu venerabilis conventus nostri Charitatensis spectat potestas uniendi ac dividendi beneficia nobis subjecta, causa legitima existente, salutem in Domino sempiternam. Ad supplicationem conventus nostri Charitatensis asserentis minus bene seu tenue in vestibus et aliis ad officium camerarie Charitatensis extitisse provisum, propter que multas miserias infirmitates et debilitates sustinuerunt et sustinent incessanter, et exinde subsecuta sunt, ac etiam subsequi possunt inconvenientia quam plurima, dictumque officium quoad supportationem solitorum onerum non sufficit, ut experientia magistra rerum efficax manifestat. Nosque volentes huic morbo adhibere medelam, et in hoc negotio mature procedere, deliberavimus diligenter pluribus et interpaulatis diebus nobiscum et cum aliis probis et religiosis viris, tam de gremio ecclesie nostre Charitatensis predicte quam de membris prioratui Charitatensi subjectis, in capitulo nostro generali Charitatensi existentibus, capitulantibus, ac generale capitulum facientibus, super inveniendo ac adhibendo remedio seu ope ipsi officio camerarie ac conventus necessitatibus supradictis ; et ob hoc plures religiosos, magneque discretionis viros, de conventu nostro Charitatensi predicto, ac de prioratibus nobis subjectis et de membris ejusdem prioratus nostri de Charitate fecimus ad nostram presentiam personaliter evocari. Qui jurati, ad sancta Dei evangelia corporaliter manu tacta, deposuerunt quod redditus officii camerarie predicti non sufficiant ad onera consueta supportanda, licet illa consueta onera non sufficiant pro conventu, quodque dictus conventus, videlicet singulares persone ipsius multa incommoda, penurias et infirmitates, ob tenuitatem et exilitatem reddituum officii camerarie supradicti non valentis consueta onera supportare, sustinent ac sustinuerunt temporibus retroactis. Requisiti

etiam per nos si redditus camerarie noscebant, et per quam viam posset subveniri commodius inopie officii ac necessitati conventus nostri predicti, deposuerunt per juramenta sua data, ut prefertur, quod ipsi habebant notitiam reddituum officii camerarie et onerum eidem incumbentium, ac quasi omnium membrorum vicinorum ipsius prioratus de Charitate, non videbant nec sciebant aliquod remedium ita competens seu utile, nisi quod fieret aliqua unio de aliquo prioratu vicino officio camerarie supradicto, asserentes quod de communi contributione solvenda per caput et singula membra prioratus nostri de Charitate non posset commodo predictis defectibus subveniri, cum plurimi dictorum membrorum vix sufficiant ad eorumdem consueta onera supportanda. Requisiti etiam de quo prioratu seu membro magis expediret fieri unio. Responderunt quod de prioratu de Bischiis, Nivernensis diœcesis, membro predicti prioratus nostri de Charitate, et per cujus unionem sufficeret et sine superfluitate poterit medere commodius necessitatibus supradictis. Nos igitur predicta attendentes per inquisitionem solertem, ut premittitur, per nos judicialiter factam, prout etiam in instrumentis super hoc confectis plenius continetur, premissaque dicuntur de tenuitate reddituum officii ac necessitatibus conventus nostri memorati fore vera. Volentes nihilominus rem perspicacius perscrutari accessimus ad conventum nostrum de Charitate, in capitulo nostro, ad sonum campane congregatum, ut moris est, cum quo tractavimus diligentius super predictis, et tandem charissimi fratres nostri, Gerardus supprior, Guillermus secundus, Ludovicus tertius, Theobaldus quartus domini in ordine, Joannes prior de Narenthona, Hugo cellerarius, Robertus eleemosynarius, Petrus infirmarius, Guillermus bursarius, Dionysius sacrista, Hugo prior de Monteboy (1), Joannes

(1) L'auteur du *Cartulaire* mentionne ces deux localités « Narenton et Monthumben » comme situées en Angleterre. (*Prieuré de La*

Granetarius, Stephanus Coquinarius, Stephanus magister novitiorum, Guillermus subsacrista, Philippus de Longavilla et plures alii, ea que superius premittuntur de exiguitate reddituum officii ac tenuitate vestiarii fore vera; ac tandem totus conventus et singuli ibidem presentes supplicaverunt et consenserunt quod per unionem dicti prioratus de Bischiis, Nivernensis diœcesis, dictorum camerarie officio ac conventus necessitatibus medeatur. Attendentes insuper non superesse aliquod membrum prioratus nostri Charitatensis per cujus unionem possint ita commode relevari defectus predicti, sicut per unionem prioratus sepedicti, tum propter vicinitatem ejusdem ipsi prioratui de Charitate, et sic utrumque, scilicet officium camerarie et ipsius prioratus per unum ministrum poterunt gubernari, tum quia ceteri prioratus vicini ecclesie de Charitate sunt nobiliores, ex quorum unione posset forte aliquod scandalum generari; alii autem sunt adeo tenues et exiles quod duo vel tres vix sufficerent ad predicta incommoda relevanda. Attendentes insuper dictum beati Benedicti, monachorum armificis preceptoris, et in sua regula statuentis quod necessaria monachis ministrentur ne, quod absit, in detrimentum animarum suarum occasione habeant proprium congregandi. Quam sententiam prudenter attendens sanctissimus pater et dominus noster, Dominus Benedictus papa duodecimus, in suis sacris constitutionibus super reformatione ordinis monachorum nigrorum sancti Benedicti editis, eamdem sententiam posuit, statuendo ut per unionem beneficiorum aut alias viis licitis monachis necessaria ministrentur. Insuper ob plurimas justas alias causas que ad hoc nostrum animum induxerunt propter necessitatem ecclesie evidentem et utilitatem, pronunciavimus et decrevimus, de consensu et assensu venerabilis conventus nostri de Charitate, dictum prioratum de Bischiis,

Charité, histoire, folio 166.) Elles ne sont pas citées dans la charte du prieuré de Longueville en Normandie. Voyez ci-dessus, charte V.

Nivernensis diœcesis, dicto officio camerarie uniendum, ipsumque prioratum eidem officio unimus, decernimus unitum et adjunctum, fructusque ipsius prioratus et exitus decernimus convertendos in utilitatem, opus ac relevationem officii camerarie supradicti ac emendationem vestiarii conventus de Charitate sepedicti, quamprimum ipsum prioratum de Bischiis vacare contigerit quovis modo, salvo jure prioris moderni, quantum ad perceptionem fructuum prioratus de Bischiis supradicti. Ordinamus insuper ut camerario, qui est vel fuerit pro tempore, damus litteris presentibus licentiam et mandatum speciale ut ipse camerarius per se vel per alium, quotiescunque deinceps prioratum vacare contigerit, possessionem ipsius prioratus reddituumque ac emolumentorum ipsius intrare et retinere valeat, nulla alia licentia seu jussione a nobis habita, seu alia quomodolibet expectata, inducentes charissimum fratrem nostrum Hugonem (1), camerarium charitatensem pro se ac suis successoribus in possessionem dicti prioratus de Bischiis per traditionem sex denariorum qui nobis priori Charitatensi prefato debebantur annuatim a dicto priore. Firmiter statuentes ea que in dictis litteris continentur inviolabiliter futuris perpetuis temporibus observanda; omnibus autem subditis nostris precipimus et mandamus ut ipsi et eorum quilibet prefato camerario in premissis debite pareant et intendant. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum et ad majorem roborationem omnium premissorum conventus noster Charitatensis sigillum suum iis presentibus literis duxit apponendum in testimonium premissorum. Acta fuerunt supradicta in capitulo nostro Charitatensi, hora consueta, ad sonum campane, ut moris est, congregato conventu, die martis post dominicam qua

(1) Hugues Polosard, désigné en tête de cette charte comme chambrier de La Charité.

cantatur Lætare in ecclesia, anno Domini millesimo trecentesimo trigesimo nono.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis et suppletionis infringere, vel ei ausu temerario contra ire. Si quis autem hoc attentare presumpserit indignationem omnipotentis Dei et beatorum apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Avenionī, decimo sexto kalendas julii (1), pontificatus nostri anno octavo.

Firminus Joannes DE ANGICURIA.

XVIII.

BULLA PAULI PAPÆ QUINTI PRO ERECTIONE CONFRATERNITATIS SANCTISSIMI NOMINIS JESU IN ECCLESIA BEATÆ MARIÆ DE CHARITATE.

1607 Décembre 13. — Rome.

Bulle du pape Paul V pour l'érection d'une confrérie du saint Nom de Jésus, accordant des indulgences : 1° plénière aux membres qui prieront, dans l'église du prieuré, aux intentions de la sainte Église et de la concorde des princes chrétiens, le jour de la fête du saint Nom de Jésus, le 14 janvier de chaque année ; 2° de sept ans et sept quarantaines pour les fêtes de l'Assomption, Nativité, Conception et Annonciation de la sainte Vierge ; 3° de soixante jours pour assister aux offices et

(1) 16 juin 1350. Pierre Roger, archevêque de Sens, puis cardinal, fut élu pape à Avignon, sous le nom de Clément VI, le 7 mai 1342, et mourut le 6 décembre 1352.

enterrements, accompagner le bon Dieu porté aux malades, convertir ou enseigner les ignorants.

Paulus episcopus (1) servus servorum Dei, universis Christi fidelibus presentes literas inspecturis, salutem et apostolicam benedictionem. Salvatoris æterni qui pro humano redimendo genere in ara crucis immolari non abnuit vices licet immeriti gerentes in terris, ad id nostri vota cordis desideranter exponimus, ut quos ipse pretiosissimi sanguinis aspersione reconciliare Deo curavit, quorumque regimen et gubernationem nobis commisit ad pietatis, charitatis et misericordiæ continuo exercenda, aliaque salubria et meritoria opera quibus de terrenis immarcessibiles thesauros recondere, nec non patriæ cœlestis possessores effici possint frequenter excitemus. Cum itaque sicut accepimus in Ecclesia prioratus conventualis et vere electivi Beatæ Mariæ de Charitate supra Ligerim, ordinis sancti Benedicti, Autissiodorensis diœcesis, una pia utriusque sexus Christi fidelium confraternitas, sub invocatione sanctissimi nominis Jesu, ad Dei omnipotentis laudem et animarum salutem proximique subventionem, non tamen pro hominibus unius specialis artis canonice instituta existat, cujus dilecti filii confratres quam plurima pietatis, charitatis et misericordiæ opera exercere consueverunt. Nos cupientes ut prædicti ac pro tempore existentes ejusdem confraternitatis confratres in hujusmodi piorum operum exercitio confoveantur ac magis ad ea imposterum exercenda, nec non alii Christi fideles ad dictam confraternitatem ingrediendam per amplius invitentur, dictaque ecclesia et in ea situm altare ipsius confraternitatis in debita veneratione habeantur et ab ipsis Christi fidelibus congruis frequententur honoribus, illique vero libentius ad ecclesiam et altare hujusmodi devotionis causa confluant, quo ex hoc dono

(1) Camille Borghèse, élu pape sous le nom de Paul V, de 1605 à 1621.

cœlestis gratiæ uberius conspexerint se esse refectos de omnipotentis Dei misericordia, ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus authoritate confisi, omnibus et singulis utriusque sexus Christi fidelibus vere pœnitentibus et confessis qui dictam confraternitatem de cætero ingredientur, die primi illorum ingressus, si sanctissimum Eucharistiæ sacramentum sumpserint, nec non tam ipsis quam ad presens et pro tempore existentibus dictæ confraternitatis confratribus et vere pœnitentibus et si fieri poterit confessis, ac sacra communione refectis, alias saltem contritis in eorum mortis articulo nomen Jesu, corde si ore nequiverint, invocantibus, indulgentiam plenariam, ipsisque confratribus similiter vere pœnitentibus et confessis, sacraque communione refectis, qui ecclesiam predictam in die festo ejusdem sanctissimi nominis Jesu die quarta decima januarii (1) a primis vesperis usque ad occasum solis diei hujusmodi singulis annis devote visitaverint et inibi pro hæresium extirpatione et salute Romani pontificis, ac hæreticorum conversione sanctæque matris Ecclesiæ exaltatione et inter principes Christianos servanda pace, concordia et unione,

(1) Le premier promoteur de la fête du saint Nom de Jésus fut, au quinzième siècle, saint Bernardin de Sienne, qui propagea l'usage de représenter, entouré de rayons, le saint Nom de Jésus réduit à ses trois premières lettres IHS, en forme de monogramme. Cette dévotion se répandit rapidement en Italie et fut soutenue par l'illustre saint Jean de Capistran, également de l'ordre des Frères-Mineurs. Le Siége apostolique approuva solennellement cet hommage au nom du Sauveur des hommes, et dans les premières années du seizième siècle Clément VII, après de longues instances, accorda à tout l'ordre de Saint-François le privilége de célébrer une fête spéciale en l'honneur du très-saint Nom de Jésus. Rome étendit successivement cette faveur à diverses églises. Ce fut en 1721, sur la demande de Charles VI, empereur d'Allemagne, que le pape Innocent XIII décréta que la fête du très-saint Nom de Jésus serait célébrée dans l'Église entière, et il la fixa au deuxième dimanche après l'Épiphanie. (Dom Guéranger, *Année liturgique,* tome II, page 290.)

pias ad Deum preces effuderint, quo die prædicto id fecerint et plenariam indulgentiam et omnium peccatorum suorum remissionem apostolica authoritate tenore presentium misericorditer in Domino concedimus et elargimur. Præterea eisdem confratribus qui similiter vere pœnitentes et confessi, ac sumpto eodem sanctissimo Eucharistiæ sacramento ecclesiam predictam in Assumptionis Nativitatis ac conceptionis et Annunciationis Beatæ Mariæ virginis festivitatibus etiam a primis vesperis usque ad occasum solis singularium festivitatum hujusmodi visitaverint septem annos et totidem quadragenas. Quoties vero divinis officiis in eadem ecclesia celebrandis aut congregationibus publicis vel secretis pro quocumque pio opere exercendo, aut processionibus ordinariis et extraordinariis tam predictæ confraternitatis quam aliis quibuscumque de licentia ordinarii celebrandis aut sepeliendis mortuis officiose interfuerint, vel dictum sanctissimum Eucharistiæ sacramentum dum ad aliquem infirmum defertur associaverint, aut qui facere impediti campanæ ad id signo dato genibus flexis semel orationem dominicam et salutationem angelicam pro dicto infirmo recitaverint; seu devium aliquem ad viam salutis reduxerint, et ignorantes Dei præcepta et alia quæ ad salutem sunt docuerint, et ex hujusmodi piis operibus aliquod egerint, toties sexaginta dies de injunctis eis aut alias quomodolibet debitis pœnitentiis authoritate et tenore præsentium etiam misericorditer in Domino relaxamus, præsentibus perpetuis futuris temporibus duraturis. Volumus autem quod si dicta confraternitas alicui archiconfraternitati aggregata sit, vel in futurum aggregetur seu quavis ratione pro illius indulgentiis consequendis aut de illis participandis uniatur vel alias quomodolibet instituatur, priores seu quævis aliæ literæ præter præsentes nullatenus suffragentur, sed ex tunc prorsus nullæ sint eo ipso. Quod si supradictæ ecclesiæ aliqua alia indulgentia perpetuo, vel ad tempus nondum elapsum duratura per nos concessa fuerit, eædem presentes nullius sint

roboris vel momenti. Datum Romæ apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo sexcentesimo septimo, idibus decembris, pontificatus nostri anno tertio.

XIX.

EPISTOLA 162 INNOCENTII PAPE TERTII (1).
EXCOMMUNICATIONIS ET PRIVATIONIS SENTENTIAM LATAM IN GAUFRIDUM PRIOREM MONASTERII DE CHARITATE OB EJUS IN ABBATEM CLUNIACENSEM PROTERVIAM, RATAM ESSE JUBET. TRECENSI ET MELDENSI EPISCOPIS ET ABBATI LATINIACENSI PARISIENSIS DIŒCESIS (2).

1212 Juin 28. — Segni.

Lettre du pape Innocent III prescrivant aux évêques de Troyes et de Meaux et à l'abbé de Lagny de faire exécuter la sentence d'excommunication lancée contre le prieur Godefroi, à l'occasion des nombreux crimes qui lui étaient imputés : révolte contre les ordres de l'abbé de Cluny ; refus de lui ouvrir les portes de son monastère ; résistance offensive dans l'enceinte du couvent ; blessures, vols et pillages de la part des partisans du prieur contre l'abbé lui-même et les gens de sa suite ; usurpation de pouvoirs au civil et au religieux. Le

(1) Les trois pièces XIX, XX et XXI ont été imprimées par Baluze, *Innocentii III epistolæ*, 2 vol. in-folio, 1682. La conformité complète des deux textes nous donnerait à croire que l'auteur du *Cartulaire*, qui a d'ailleurs fait des emprunts à diverses publications, a copié les lettres d'Innocent III sur l'édition de Baluze et non sur des pièces conservées au trésor des chartes de La Charité.

(2) Baluze, *Lettres d'Innocent III*, tome II, p. 665 (ep. 144, lib. XV).

chapitre général de Cluny se réunit extraordinairement à La Marche, près La Charité, dépose Godefroi et nomme à sa place Guillaume, prieur de Cluny.

Ex parte dilecti filii Guillelmi, Cluniacensis abbatis, fuit propositum coram nobis quod cum ipse ad probandam coram dilectis filiis abbate sancte Genovefe Parisiensis ac conjudicibus suis monasterii de Charitate lesionem enormem quam in alienatione possessionum suarum incurrerat, et inveniendam pecuniam Templariis refundendam diligenter ac sollicite laboraret, jamque magnam partem pecunie sine ipsius monasterii gravamine invenisset, ac spem concepisset de inveniendo residuo meliorem. Gaufridus tunc prior ejusdem monasterii, Autissiodorensis diœcesis, ne ipsius abbatis studium supra hoc sortiretur effectum nequiter studuit impedire. Nam cum abbas precepisset eidem ut de his et aliis que ad ordinem pertinent tractaturus ad capitulum generale accederet, quod instabat, ipse quemdam clericum alienigenum et ignotum post eumdem abbatem apud Sezanniam ad appellandum transmisit, sicut idem clericus asserebat. Tunc abbas predictus, per hujusmodi machinationes et studia, videns super probatione lesionis enormis et solutione Templariis facienda, necnon et aliis utilibus procurandis impediri processum, disciplinamque monasticam dissolvi penitus et elidi, versus idem monasterium, licet jam instaret dies celebrandi capituli generalis, duxit celerius festinandum, volens supra hoc cum ejusdem loci conventu habere tractatum, ac de mandato nostro corrigenda corrigere, ac statuere statuenda, presertim cum de novo nostris fuisset literis redargutus, quod se in corrigendis excessibus subditorum in abbatiis et prioratibus sibi subjectis exhiberet tepidum et remissum ac nos mandassemus eidem ut, appellatione remota, corrigeret et reformaret in illis que correctionis et reformationis officio cerneret indigere. Verum Gaufridus predictus, captato favore servientium nobilis viri Comitis

Nivernensis (1), prevenit abbatem, et conventum suis mendaciis circumvenit, in capitulo asserens quod abbas de monasterio ipso omnes proponebat ejicere, et de Cluniaco inducere alios numero pauciores. Cum ergo abbas predictus per servientem, quem premiserat, suum ipsis annunciasset adventum, iidem servientem ipsum cum injuria expellentes, ville et claustri portas firmiter obserarunt. Et cum illic abbas postmodum advenisset ipsis et aliis viris religiosis qui comitabantur eumdem, ville impudenter et claustri denegarunt ingressum. Verumtamen quidam de monachis monasterii antedicti, zelo devotionis accensus, quamdam portam ville, postquam abbas et socii ipsum et alios circumierant, reverenter reseravit eidem, quam iidem ingressi primam portam claustri quam quidam monachi eodem zelo ducti aperire curarunt, secundum consuetudinem ordinis intraverunt. Hoc comperto Gaufridus et monachi ac servientes armati, quos idem Gaufridus ad hanc preparaverat victimam, de campanilibus et eminentioribus locis in abbatem et socios lapides grandes et densos crudeliter projecerunt. Verumtamen misericors dominus miraculose abbatem servavit illesum, licet in equum ejusdem plures magni ponderis projecti lapides extitissent adeo quod idem equus in quatuor locis apparuit vulneratus. Tunc abbas tam atrocibus affectus injuriis, cum illi projicere lapides non cessarent censuit furori cedendum, et equo laxato fugam petiit et se recepit in villam. Quem quidam burgensis errantem inveniens, et quasi de mortis periculo erutum, trementem totis artubus et pallentem, misericordia motus, duxit in domum suam et curam ejus egit filialiter et devote. In illo autem conflictu, quando abbatem

(1) Hervé de Donzy, comte de Nevers (1199-1222), frère aîné de Godefroi, prieur de La Charité. Il le soutint très-longtemps de ses conseils et de son appui dans cette lutte contre l'abbé de Cluny. — Voyez notre notice sur Hervé de Donzy. *(Bulletin de la Société nivernaise,* 2ᵉ série, t. III, p. 132.)

et socios lapidibus voluerunt obruere, quidam servientes et monachi majorem portam cum gladiis et fustibus exeuntes sarcinulis oneratos retinuere tres equos, uno de abbatis servientibus vulnerato. Sed et eis Gaufridus et ejus complices non contenti, quinimo malis adjicientes pejora, balivos comitis memorati in grave prejudicium monasterii atque ville ad suorum defensionem facinorum et juris oppressionem necnon abbatis et ordinis advocarunt, quorum presentia et favore, campanilia et alia loca editiora armis, arcubus, balistis et lapidibus munierunt de nocte, ita celebrantes excubias cornibus, cautelenis, fistulis et clamore, ac si castrum obsessum ab hostibus custodirent, quanquam abbas per violentiam irrumpere claustrum, etsi posset, nullatenus voluisset, sed nobis vindictam potius reservare. Attendens igitur idem abbas, quod Gaufridus et sui nullam admonitionem admitterent, semper claustri, curie ac majoris ecclesie necnon omnibus aditibus observatis per quos ad eos adiri posset accessus, habito religiosorum virorum concilio ipsius Gaufridi et complicum ejus culpis clarescentibus evidenter, ipsum tanquam inobedientem, rebellem contumacem et dilapidatorem sententialiter amovit a regimine prioratus et tam ipsum quam omnes sibi taliter adherentes vinculo excommunicationis innodans, ecclesiam supposuit interdicto, donec redeuntes ad cor, undique satisfacerent de tam enormibus excessibus et offensis. Ipsi vero semper proniores ad pejus sententias in eos sic latas rationabiliter non servantes, pulsatis campanis divina presumunt solemniter celebrare. Cœterum, cum equi abbatis ducerentur ad aquam, ab hominibus comitis antedicti, quos introduxerunt in villam contra ipsius et monasterii libertatem, septem ex eis capti fuerunt, reliquis effugatis; iidem etiam ceperunt servientes abbatis in villa, in qua comes prefatus nullam habet justitiam, licet in nullo prefati excesserint servientes omnes; preterea ville portas et aditus per quos intratur in eam postmodum obstruxerunt, non patientes intrare quempiam

peditem vel equitem ad abbatem, quos si quisquam portam ingrederetur ignotus, custodes perquirebant ipsum, ne ferret literas vel mandatum. Abbas igitur taliter impeditus et affectus tedio et langore, quoniam Cluniaci capitulum annuum non poterat celebrare in quo de sepedicti monasterii reformatione potissimum et pecunia Templariis refundenda tractare ac ordinare cum abbatibus et prioribus disposuerat. Ne tunc abbates et priores inaniter laborassent, ne ve propositum ejus circa relevationem ejusdem monasterii suo privaretur effectu, vocatis ad se abbatibus et prioribus, idem capitulum apud Charitatem celebrare decrevit, credens authoritate et presentia tantorum virorum posse prefatos rebelles a sua pertinacia revocari. Venerabilis quoque frater noster Gebennensis episcopus, et H. Rhemensis archidiaconus, sicut suis nobis literis intimarunt, accesserunt Cluniacum ad capitulum generale, sed cum abbas se per suas literas excusasset quod illuc ire nequiverat, a priore ac monachis de Charitate quos inobedientes et rebelles invenerat graviter impeditus, et diffinitores capituli ad Caritatem cum congregatis ibidem prioribus evocasset, ut ibi tam de rebellione prioris et monachorum quam de aliis agendis communiter tractaretur, iidem diffinitores cum prioribus ad mandatum abbatis, et episcopus et archidiaconus ad preces ipsorum, cum ipsis usque ad castrum quod Marchia dicitur accesserunt, ibidem diffinitoribus et prioribus remanentibus, iidem episcopus et archidiaconus ad prefatam villam iverunt de pace cum sepedicto abbate et priore ac monachis ipsius monasterii locuturi, sed invenerunt januas obseratas, rogaverunt autem eos quos viderant supra muros, ut ipsos permitterent introire; qui responderunt eisdem quod sine prioris mandato, nullatenus ipsis pateret ingressus. Cum ergo quidam serviens comitis memorati interrogasset qui essent, et ipsis respondentibus didicisset, rogatus ab eis ad priorem accessit, ut ipsis ingrediendi licentiam impetraret, quo moram diutius protrahente, idem archidiaconus divertit

ad aliam ville portam, tentans si alium ingressum possent habere, sed nihil omnino profecit. Ad ultimum vero, post expectationem non modicam, serviens comitis responsum hujusmodi reportavit, quod non ingrederentur ullo modo, eo quod ad capitulum accesserant generale; sic ergo passi repulsam ad Marchiam redierunt. Die vero sequenti prefatus episcopus magistrum Philippum, officialem Nivernensem, rogavit ut priorem adiret et sibi et archidiacono impetraret ingressum quia loqui de pace cum eo et suis fratribus affectabant. Ipse vero cum priore locutus sic respondit eisdem quod prior ipsos nullo modo intrare permitteret, nec ipse ad episcopum iret, neque loqueretur cum eo. Tertia quoque die cum diffinitores et priores ad sepedictam villam simul proposuissent accedere, tentaturi si cum priore ac monachis possent loqui et habere ad abbatem accessum, servientes sepedicti comitis advenerunt inhibentes eisdem ne ad villam accederent sepedictam in personis et equis eorum gravia pericula in tentando, adjecerunt etiam quod si possent eosdem episcopum et archidiaconum introducerent, sed si cum diffinitoribus et prioribus irent nullo modo permitterentur introire. Ipsis igitur illuc venientibus occurrit thesaurarius Turonensis et ad quamdam portam duxit eosdem, ad quam post expectationem non modicam cum difficultate maxima stipatus militibus et servientibus equis armatis et monachis magnos ferentibus baculos venit prior, cui proposuerunt presentibus thesaurario supradicto, Bituricensi cantore, Autissiodorensi archidiacono et aliis pluribus verbum pacis ostendentes, damna que poterant ex hac discordia provenire, et quam gravis infamia occasione dissentionis ipsius, non solum eis, sed et religiosis aliis imminebat. Ad hec obtulerunt eidem ex parte diffinitorum ipsorum quod parati erant corrigere si qua essent tam circa ipsum abbatem, quam eosdem priorem et monachos corrigenda cum authoritate capituli generalis per sedem apostolicam approbati potestatem haberent corrigendi excessus, tam in capite quam

in membris. Ipse vero respondit quod de diffinitorum correctione vel generalis capituli non curabat, cum non nisi coram nobis ad quem appellaverat, ut dicebat de spiritualibus responderet, et de temporalibus non nisi coram comite memorato in cujus erat custodia constitutus, nec aliquod verbum pacis aut compositionis alicujus admitteret, quamdiu abbas in eadem villa maneret. Asseruit enim quod monasterium Cluniacense aliquando gravarat eosdem et ipsi priori extiterat nunciatum quod abbas illum a prioratu proposuerat amovere et monachos in domibus aliis collocare, propter quod ipsum illic noluerunt recipere venientem. Ad hec autem rogaverunt eumdem ut ipsos loqui permitteret cum abbate qui post multa concilia dixit eis quod ipsum episcopum solum loqui cum eo presentibus suis et comitis servientibus pateretur, ita quod quandocunque ipsi vellent exiret. Porro extra villam prefato archidiacono remanente ad abbatem episcopus solus accessit, proponens eidem que sibi videbantur in facto hujusmodi expedire; abbas vero respondit quod monachos ejusdem monasterii tanquam bonus pater in spiritu mansuetudinis paratus erat recipere, si tanquam boni filii venirent ad ipsum, et cum eis quantum secundum Deum posset cum religiosorum virorum concilio dispensaret, atroces injurias quas eidem intulerant remissurus, cum enim pro ipsorum utilitate ad eorum accessisset monasterium, portas ville sibi clauserunt, quibus per quosdam ex fratribus reseratis, cum monasterium sicut pastor ecclesie ac ville dominus ingredi voluisset, violenter a monachis est repulsus qui equos capientes ipsius et a turribus monasterii in eum ingentes lapides jacientes equum suum graviter vulnerarunt, ipsum divina misericordia protegente, ac tres servientes capti a servientibus comitis villam cum monachis observantibus extiterunt; unde ad domum cujusdam burgensis in qua manebat declinaverat necessitate compulsus. Preterea asseruit plurimum se dolere quod executio mandati apostolici de alienatis possessionibus revo-

candis extiterat impedita, cum propter hoc ad deliberandum et tractandum cum ipsis specialiter accessisset, proponens se jam magnam partem pecunie, nisi staret per eas, sine damno monasterii et difficultate invenisse. Audito igitur responso ad priorem et monachos rediit in curia monachorum, et verbum pacis illis proposuit diligenter dicens quod benignum responsum receperat ab abbate ac ex parte generalis capituli dixit eis quod libenter corrigerent circa eumdem abbatem, vel ipsos si esset aliquid corrigendum. Monachi vero dixerunt quod de abbate vel diffinitoribus seu generali capitulo non curabant, nec pacem ipsorum vel per eos etiam requirebant. Prior vero addidit sicut prius, quod quandiu abbas esset in villa, sive in prioratus officio remaneret, sive removeretur ab illo, nullum admitteret verbum pacis. Cum igitur aliud a priore ac monachis responsum habere dictus episcopus nequivisset, priorem interrogavit eumdem, si ab ipso et suis essent securi ad suum abbatem monachi venientes. Ipse vero respondit quod guerram nemini faciebat; et cum idem episcopus institisset ut sibi plenius responderet, sic ait quod securitatem alicui non prestabat. Et statim Lethericus, serviens Comitis antedicti, ipso priore presente nec contradicente subjunxit, quod si Cluniacenses monachi de cetero tangerent ville portas et equos amitterint et personis periculum immineret, prohibens nihilominus ne amplius apud Marchiam, ejusdem comitis castrum, in quo prius hospitati fuerant, remanerent. Egressus igitur villam episcopus antedictus ad diffinitores et priores rediit cum archidiacono memorato, a quibus interrogati si boni aliquid invenissent aut profecissent in aliquo commonendo exposuerunt eisdem quod fecerant diligenter. Ipsi vero juxta muros ville sedentes suum capitulum ordinarunt et habito diligenti tractatu suam sententiam formaverunt, quam diffinitores redactam in scriptis, prefatis episcopo et archidiacono convocatis et audientibus, promulgarunt Gaufridum priorem ejusdem monasterii quia vocatus ad generale capitulum

venire contempsit et abbatem suum accedentem ad idem monasterium non admisit, sed eum armis violenter rejecit et eosdem illuc correctionis gratia properantes, portis turpiter repulit obseratis, authoritate Dei et sua, necnon et generalis capituli propter inobedientiam, rebellionem et contumaciam manifestam, ac causas alias, excommunicationis vinculo innodantes, et deponentes a regimine prioratus, sigilla ejusdem Gaufridi pariter et conventus ejusdem monasterii, condemnando et omnes complices suos pari excommunicationis sententia involvendo, nisi infra septem dies a presumptione hujusmodi resipiscerent et regulariter emendarent ; et ne ipsius monasterii negotia deperirent, dilectum filium W. Cluniacensem priorem (1) prefecerunt eidem, ipsius sibi administratione concessa. Ne igitur tante presumptionis excessus remaneant incorrecti, discretioni vestre per apostolica scripta precipiendo mandamus, quatenus ad locum ipsum personaliter accedentes, et inquisita super iis plenius et cognita veritate, si rem inveneritis ita esse prolatam in sepedictum Gaufridum depositionis sententiam a regimine prioratus authoritate apostolica confirmantes et approbantes nihilominus quod de substitutione prioris, et sigillorum damnatione per prefatos diffinitores est factum, excommunicationis sententiam in prefatum Gaufridum ac ejus complices promulgatam faciatis, appellatione postposita usque ad satisfactionem condignam firmiter observari contradictores quoslibet aut rebelles, sive monachi vel clerici fuerint sive laïci, per censuram ecclesiasticam, sublato cujuslibet contradictionis et appellationis obstaculo, compescendo et quoniam audivimus prefatum Gaufridum multas sibi pecunias congregasse, volumus nihilominus et mandamus quatenus ad resignationem earum, per districtionem ecclesiasticam, appellatione remota compellatis eumdem, facientes ipsas pecunias in solutionem debitorum converti,

(1) Guillaume, prieur de Cluny.

vel in aliam utilitatem monasterii memorati. Eos vero quos excommunicatos constiterit temere celebrasse divina, pœna canonica percellatis. Testes autem qui fuerint nominati etc... usque substraxerint per censuram eamdem appellatione cessante cogatis veritati testimonium perhibere, nullis literis veritati et justitie prejudicantibus a sede apostolica impetratis. Quod si omnes etc. duo vestrum etc. Datum Signiæ, quarto kalendas julii, pontificatus nostri anno decimo quinto.

XX.

EPISTOLA 193 INNOCENTII PAPE III (1).
SENTENTIAM SUPER LITE INTER CLUNIACENSEM ABBATEM ET MONACHOS DE CHARITATE EXEQUENDAM COMMITTIT INNOCENTIUS TERTIUS PRULIACENSI (2) CISTERCIENSIS ORDINIS ET SANCTE COLUMBE ET SANCTI SATYRI ABBATIBUS SENONENSIS ET BITURICENSIS DIŒCESUM.

1212 Décembre 19. — Latran.

Autre lettre d'Innocent III relatant la suite des troubles survenus à La Charité à l'instigation du comte de Nevers et du prieur Godefroi, l'intervention armée du roi de France, les procès instruits à la suite entre les parties, la confirmation apostolique de la déposition de Godefroi et de son remplacement par le prieur de Cluny. Enfin le

(1) Baluze, *Lettres d'Innocent III*, tome II, page 697.
(2) Preuilly, arrondissement de Provins, canton de Donnemarie, commune d'Égligny, abbaye cistercienne.

Pape enjoint formellement à l'abbé de Cluny de réprimer les désordres et les violences qui viendraient à se commettre.

Cum olim grandes et graves, deformes et enormes injurie quas Gaufridus, tunc prior, et conventus monasterii de Caritate dilecto filio Cluniacensi abbati dicebantur temere irrogasse, seriatim fuissent exposite coram nobis, nos eisdem in apostolicis literis per ordinem comprehensis, venerabilibus fratribus nostris Trecensi et Meldensi episcopis ac dilecto filio Latiniacensi abbati, per ipsas dedimus literas in preceptis, ut ad locum ipsum personaliter accedentes et inquirentes super iis plenius veritatem, si rem invenire taliter se habere, latam propter hoc in dictum Gaufridum depositionis a regimine prioratus sententiam, authoritate apostolica confirmantes, et approbantes nihilhominus substitutionem de Vuillelmo in ipsius loci priorem et damnationem sigillorum eorumdem Gaufridi ac conventus per diffinitores generalis capituli factam excommunicationis sententiam, in jamdictum Gaufridum ac ejus complices promulgatam ab ipsis, facerent usque ad satisfactionem condignam firmiter observari. Contradictores quoslibet aut rebelles, sive monachi sive clerici, seu laïci essent, per censuram ecclesiasticam appellatione post posita compescendo. Cum igitur iidem judices ad predictum monasterium accessissent, mandatum apostolicum impleturi, monachi loci ejusdem, sicut nuper Elias monachus et magister Guido, procuratores Cluniacenses, in nostro auditorio citarunt, ipsis januas monasterii, quemadmodum abbati Cluniacensi fecerant, obserantes, eosdem ingredi nullatenus permiserunt. Ipsi vero mandatum nostrum exequi cupientes, in villa ipsius loci curaverunt super propositis inquirere solicite veritatem; et cum plene constitisset eisdem prefatos monachos ea, que de ipsis nobis insinuata fuerant, et graviora etiam commisisse, dictam depositionis sententiam ac substitutionem prioris, damna-

tionem etiam sigillorum, appellatione cujusdam qui se pro conventus procuratore gerebat reputata frivola, confirmarunt, excommunicationis sententiam in sepedictum Gaufridum ac ejus complices promulgatam precipientes firmiter observari. Sed ipsis divina nihilominus officia celebrantibus, iidem judices attendentes quod per districtionem canonicam eorum emollire duritiam non valebant, carissimum in Christo filium nostrum Philippum, regem Francorum illustrem, per suas literas rogaverunt ut nobilem virum comitem Nivernensem, qui dictos monachos in hujusmodi fovere malitia videbatur, ab ipsorum injusto favore compescens regali potentia insolentiam comprimeret eorumdem. Cum ergo idem rex prefato comiti precepisset ut substituto priori temporalia faciens assignari dictos monachos in sua ulterius malitia non foveret, ac idem mandatum differret regium adimplere, Rex, zelo justitie ac fervore nostre devotionis accensus, contra dictum comitem cujus fulti potentia monachi memorati latis authoritate nostra sententiis temere obviabant, precepit exercitum congregari, cujus metu licet temporalia dicto priori per prefatum comitem fuerint assignata, monachi tamen in sua nihilominus contumacia persistentes, tam ipsi priori quam Cluniacensi abbati debitam exhibere obedientiam contradicunt ; unde nobis humiliter est supplicatum, ut ad rebellionem hujusmodi edomandam, apostolicam manum apponere dignaremur. Pro monachis vero de Caritate fuit a Joanne et Nicolao monachis, procuratoribus eorumdem, ex adverso responsum quod jamdictis sententiis in eorum priorem et ipsos post appellationem ad nos legitime interpositam promulgatis Cluniacenses nuntii prevenientes terminum, qui fuerat ad persequendam appellationem prefixus, nostras ad prefatos judices literas impetrarunt multis expressis mendaciis, et suppresso quod ipsi episcopi nostro non expectato mandato quod in literis continebatur, eisdem jamdudum authoritate propria fuerant executi, licet autem dicti prior et monachi

non solum suspectos haberent judices memoratos, verum etiam manifestos adversarios reputarent; pro reverentia tamen apostolice sedis ipsos in monasterio cum moderato numero sociorum benigne ac devote recipere voluerunt. Sed quia ipsis et pluribus fuerat nuntiatum quod abbas et monachi Cluniacenses, qui non parva multitudine stipati advenerant, monasterium per violentiam decreverant occupare, iidem volentes hujusmodi obviare periculo, prefatis judicibus humiliter supplicarunt et obtinuerunt ab eis, ut in eorum ecclesia sancti Petri (1) sita juxta idem monasterium convenirent. Partibus igitur ibidem in eorum presentia constitutis, monachorum proposuit procurator quod dicti judices literarum nostrarum authoritate procedere non debebant, quia si nobis reseratum fuisset, eosdem quod mandabamus in ipsis authoritate jam esse propria executos, causam nullatenus commisissemus eisdem. Unde cum impetratores ipsarum talem suppresserint veritatem, qua expressa jamdictas literas ad ipsos minime impetrassent, eis non erat authoritate illarum ullatenus procedendum, presertim cum ejusdem monasterii nuntii propter hoc dudum ad apostolicam sedem accessissent, opponens nihilominus alias exceptiones legitimas et multiplices contra eos causas suspicionis allegans, ad quas probandas arbitros postulavit instanter, quibus contempto jure canonico, pariter et civili, sibi penitus denegatis, nostram audientiam appellavit, personas et bona monasterii sepedicti apostolice protectioni supponens. Sed iidem, nihilominus uno eodemque die, ad receptionem et publicationem testium, deliberationem concilii et decisionem negocii temere properantes, quod per abbatem et diffinitores predictos factum extiterat pro sue voluntatis libito confirmarunt, ad hec apostolici mandati finibus non

(1) L'église Saint-Pierre, située dans le haut de la ville, était une paroisse. On en voit encore la façade et la voûte engagées dans les maisons.

contenti cum comitem supradictum ad oppressionem monasterii, utpote qui processus iniquitatem noverat, inculcatis precibus et preceptis inducere nequivissent, ad regem se convertere predictum et regiam puritatem circunvenire multipliciter presumpserunt, suggerentes eidem veritati contraria, et ipsum quasi ex parte nostra precibus onerantes, qui credens eosdem accensus zelo justitie sic instare, comiti memorato precepit, ut substituto Vuillelmo predicta temporalia faceret assignari. Sed viris peritis, quorum concilium idem comes accedens Parisius solicite requisivit, processum judicum predictorum extitisse iniquum concorditer respondentibus, eodemque comite propter hoc mandatum regium exequi differente, Rex ipsorum judicum et Cluniacensis abbatis suggestionibus item circunventus, contra comitem sepedictum precepit exercitum congregari; et sic comes, vi metuque compulsus, ad monasterium accessit cum regio marescallo, circa mandatum Regis quam propriam voluntatem et conscientiam expleturus. Monachi vero, visa multitudine armatorum, conterriti, se vestibus ecclesiasticis induerunt et, sic induti, occurerunt ad monasterii portas, opponentes armatis imagines crucifixi et reverendas sanctorum reliquias ac ipsum Christi corpus sanctissimum obtendentes; ac ex parte Dei et nostra prohibentes eisdem ne monasterium apostolice protectioni suppositum presumerent violare. Qui licet primo facinus abhorruerint, postea tamen per alium competiorem aditum, cecata reverentia, irruentes, sacras ecclesie valvas ausu nefario confregerunt et insano tumultu singula perscrutantes, prefato Vuillelmo assignaverunt granarium, cellarium, dormitorium et officinas monasterii universas, fratres loci ejusdem vix in oratorio claustri, quo stupefacti confugerant, relinquentes, ubi necessariis nova eis inhumanitate substractis et prohibito ne quisquam ipsis audeat aliquid ministrare, in tante sunt necessitatis articulo constituti, ut ad vite sustentamentum non habeant, nisi quod quidam viri boni eisdem miseri-

cordia moti furtim porrigunt per fenestras; unde nobis fuit ex parte ipsorum humiliter supplicatum, ut tam gravi calamitati et calamitoso gravamini secundum apostolice sedis clementiam succurrere dignaremur. Nos igitur iis et aliis que a partibus fuere proposita plenius intellectis, quia manifeste cognovimus predictos judices perperam processisse, cum ut exceptiones alias faciamus, causam nullatenus commisissemus eisdem, si nobis revelatum fuisset, quod ea que per ipsos exequenda mandavimus, authoritate propria publice denuntiaverant per dioceses suas, et districte mandaverant observari. Unde occasione rescripti, per talem subreptionem obtenti, nequaquam procedere debuissent, quia etiam fines nostri excedentes mandati, brachii secularis auxilium invocarunt, dum eorum ad nos, appellatione pendente, partes super ipsorum processu in nostro auditorio litigabant. Cum etiam graviter posset impediri ecclesiastica utilitas et libertas, si quolibet judice imperito forsan, aut etiam malitioso temere jaculante sententiam, Rex seu quicunque alius princeps ad ecclesiastica bona manum extenderet, quasi eorumdem executioni sententiam mandaturus ac etiam et hoc grave inter sacerdotium atque regium scandalum generari. Quidquid ab eisdem judicibus taliter factum est, vel ab aliis per studium eorumdem, de fratrum nostrorum consilio irritum decrevimus et inane, verum quia, per expressam confessionem monachorum de Charitate nobis constitit evidenter Cluniacensem abbatem possessionem instituendi ac destituendi pro sue libito voluntatis in monasterio de Charitate priores, et corrigendi ac ordinandi que corrigenda vel ordinanda vidisset per viginti annos, licet ipsi monachi de Charitate eamdem usurpatam asserant, habuisse, nos exigente justitia sibi ejusdem possessionis commodum conservantes, tam destitutionem dicti Gaufridi a regimine prioratus, quam substitutionem prefati Vuillelmi et sigillorum damnationem jamdictam, excommunicationis quoque sententiam, quam in eumdem Gaufridum et ejus complices

idem abbas, propter rebellionem hujusmodi, promulgavit, authoritate apostolica duximus confirmandas ; ideoque monemus quatenus destitutionis et institutionis ac damnationis sigillorum sententias, facientes per censuram ecclesiasticam, sublato appellationis obstaculo, firmiter observari ac thesaurum, privilegia, libros, chartas, et universa ecclesiastica ornamenta, a quibuscunque alienata fuerant vel substracta, monasterio restitui memorato ; dicto abbati ex parte nostra firmiter injungatis ut possessionibus et aliis quibus monachi memorati predictos comitem et marescallum, seu quoscunque alios spoliati fuerint eorum priori ac ipsis plenarie restitutis, eisdem beneficium absolutionis impendat, et paterna ipsos benignitate pertractet, ac possessiones alienatas in enormem ejusdem monasterii lesionem ad jus et proprietatem ipsius secundum formam in nostris literis comprehensam, juxta quod in nostra presentia ejus monachi anno preterito promiserunt studeat revocare. Ceterum si dicti prior et monachi de Charitate omnes, vel major aut sanior pars eorum, super libertate monasterii sui de jura voluerint experiri, nos eos benigne cum requisiti fuerimus, audiemus, sicut videbimus expedire. Taliter autem satagat ipse abbas pacificare ac reformare statum monasterii memorati, conservando rationes et immunitates ipsius, ne nos propter ejus negligentiam aut insolentiam compellamus de ipso monasterio aliud ordinare. Quod si non omnes etc... Duo vestrum, etc. Vos denique filii abbates, etc. Datum Laterani XIV kalendas januarii, pontificatus nostri anno quinto decimo.

XXI.

EPISTOLA INNOCENTII PAPE TERTII, UT AD MELIOREM FRUGEM ET DECESSORUM SUORUM EXEMPLA REVERTANTUR (1).

1213 Mars 15. — Latran.

Lettre du pape Innocent III exhortant les membres du chapitre général de Cluny à veiller à la bonne administration de leurs couvents, et principalement de celui de La Charité, où la règle religieuse et la situation matérielle ont subi de graves atteintes.

Universis abbatibus et prioribus Cluniacensis ordinis ad generale capitulum convenientibus. Si diligenter meditatione pensabitis qualiter vita monastica sub primis ordinis patribus pullulavit, et palmites longe lateque producens ad mortifera circumquaque venena pellenda flores bonorum operum protulit, et boni nominis effudit odores, pervigili cura studebitis eorum inherere vestigiis, per quos in deserto mundi hujus plantata est et fructificavit in pluribus vitis monastice honestatis. Si nimirum frugalitate monastica contenti et optimum ponentes in paupertate principium assecuti sunt in dominio totius sufficientie complementum ecclesiarum prelati accepti ante reges et presides, vita et merito gloriosi. Nunc autem quod mœrentes dicimus, et si non a cunctis in omnibus a plerisque tamen ex vobis in pluribus dicitur declinatum, in tantum quod contra vestri ordinis regulam manu nimis avida colligentes, ubi forsitan

(1) Baluze, *Innocentii III epistolæ*, t. II, p. 738, epistola vi, liber XVI.

non sparsistis, dum loculos proprios replere nitimini vacuatis, sic ambitioni vacantes quod in locis quibus preestis terrene paupertatis opes queritis, non opem impenditis consilii salutaris. Ecce inter alia loca vestra presidentium culpa depressa, prioratus de Caritate, qui olim in spiritualibus florens, in temporalibus abundabat, tanta corruptela marcescit, et tam arida deprimitur paupertate quod nisi aliorum relevetur auxilio, vix adjicere poterit ut resurgat. Alias autem, sicut accepimus, tam in vobis quam aliis cure vestre commissis, adeo perniciosi facti estis exemplo, quod antiquis patribus loco tantum et habitu, non prerogativa virtutum videmini successisse. Sed eo plures contagio corruptionis inficitis quo pluribus illi quorum loca tenetis corruptionis exemplo, vite magisterio exhibeant. Ne vero indeque illorum privilegiis gaudeatis, quorum non servatis in moribus disciplinam, per apostolica vobis scripta mandamus quatenus incipientes facere quod possitis liberius edocere in vobis et subditis, hec et iis similia corrigatis, tantoque plus luceant opera vestra bona coram hominibus ut glorificent patrem vestrum qui est in celis, quanto magis mala preterita facti evidentia publicavit, et ubi major ruina precessit, ibi majoris reparationis sollicitudo sequatur, et damnum quod divulgata malitia intulit manifeste bonitatis suffragio restauretur. Quia vero integrum consuevit esse judicium quod plurimorum sententiis confirmatur, et quod profectum communem respiciunt, tractari solent melius in communi annuatim interesse capitulo generali omni occasione postposita studeatis, que ibidem secundum Deum et beati Benedicti regulam fuerint instituta firmiter servaturi. Et tam in iis quam aliis dilecto filio abbati Cluniacensi tanquam devoti filii patri et membra convenientia capiti obedientiam et reverentiam debitam impendentes, circa reformationem prioratus de Charitate manum auxilii et consilii apponatis, tantaque in premissis diligentia vigiletis, quod nec in vobis per culpam, nec in subjectis per negligentiam offendentes

corrigatis in posterum quod in preterito commisistis. Vos denique filii abbates super vobis ipsis, etc. Datum Laterani idibus martii pontificatus nostri anno sexto decimo.

XXII.

PRECEPTUM DOMINI INNOCENTII PAPE III QUOD PRIORATUS ET ALIA BENEFICIA, AD COLLATIONEM PRIORIS DE CHARITATE, NON POSSUNT CONFERRI ALICUI PER LITERAS APOSTOLICAS VEL LEGATUM APOSTOLICE SEDIS.

1206 Mars 30. — Latran.

Le pape Innocent III déclare que les nominations aux divers bénéfices du prieuré de La Charité ne pourront être modifiées par lettres apostoliques et que toute décision ou sentence rendue en ce sens ne sera pas valable.

Innocentius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis priori et conventui monasterii de Charitate, Cluniacensis ordinis, Autissiodorensis diœcesis, salutem et apostolicam benedictionem. Paci et tranquillitati vestre ac monasterii vestri, obtentu precum dilecti filii, magistri Pauli de Sancto Helia, canonici Baiocencis, nostri et vestri devoti, paterna volentes solicitudine providere, authoritate vobis presentium indulgemus, ut per literas apostolicas vel legatum apostolice sedis, prioratus, domus, maneria, beneficia et alia ad vestram collationem seu patronatum spectantia, conferri non possint alicui; vosque ad receptionem vel provisionem alicujus compelli minime valeatis, etiamsi contineatur in eisdem literis ut aliqua indulgentia non obsistat. Nos enim decer-

nimus irritum et inane, quidquid contra hujusmodi indulgentie nostre tenorem factum fuerit per quemcunque, ac excommunicationis, suspensionis et interdicti sententias, si quas in vos, vel monasterium vestrum aut aliquos vobis subditos fieri, nostra vel quavis authoritate contigerit penitus non tenere. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis et constitutionis infringere, vel ei ausu temerario contra ire; si quis autem hoc attentare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum, ejus se noverit incursurum. Datum Laterani, secundo kalendas aprilis, pontificatus nostri anno undecimo.

XXIII.

CARTA ROBERTI COMITIS NIVERNENSIS ET EPISCOPI AUTISSIODORENSIS PRO CARITATE (1).

1094. — La Marche.

Robert, comte de Nevers et évêque d'Auxerre, ratifie les donations de tout genre faites à La Charité, dans l'étendue de ses deux juridictions, et particulièrement la donation de Charly par Hugues de Lurcy; il reçoit en présent un beau cheval.

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Noverit fidelium sacra posteritas quod domnus Robertus, Vuillermi Nivernorum comitis (2) filius, cum utroque esset, presulatus

(1) Imprimé dans le *Gallia Christiana,* t. XII, col. 103 instr.

(2) Guillaume Ier, comte de Nevers et d'Auxerre en 1040.

videlicet atque comitatus, honore sublimatus (1), pro animæ suæ remedio antecessorumque suorum perpetua salute, Deo et Sanctæ Mariæ de Charitate ad usus et stipendia degentium ibidem monachorum, quidquid a fidelibus datum eisdem, de rebus tam ecclesiasticis quam etiam militaribus vel mundanis, fuerat in episcopatus comitatusque sui honore, et quidquid deinceps dabitur, concessit, annuit atque laudavit, ac proinde equum unum optimum a priore domno Vilenco (2) accepit. Concessit autem predictæ ecclesiæ monachis mansum Charliaci quem Hugo Luperciensis (3) donaverat, et cætera, ut prelibatum est, quecunque de feodo vel honore suo, tam episcopali quam comitali, collata et conferenda sunt, ut ea perenni dominio et jure irrefragabili possideant. Actum publice ad Marchiam castrum, sub presentia domni Vilenci prioris, Ludovici quoque et Geraldi monachorum. Testibus Seguino, milite Nivernensi, Letherico de Chalento, Vuidone de Chaslone, Rodulfo Martino, et quam pluribus aliis, anno ab incarnatione Domini M° LXXXX° IIII° Philippi autem Francorum septra gerentis tricesimo quarto.

(1) Robert, deuxième fils de Guillaume Ier, fut évêque d'Auxerre de 1076 à 1084 ; il administra le comté de Nevers de concert avec son frère aîné, Renaud II, après l'abdication de leur père.

(2) Vilencus, deuxième prieur, environ 1085 à 1107.

(3) Voyez ci-dessous, charte XXXIV, la donation de Charly (le Petit-Charly, commune de Chaulgnes) aux moines de La Charité par Hugues, seigneur de Lurcy, en 1088, à l'occasion de son départ pour la croisade.

XXIV.

CONCESSIO HUGONIS DE SINEMURO AUTISSIODORENSIS EPISCOPI.

1115-1130. — Auxerre.

L'évêque Hugues de Montaigu, en présence des chanoines de Saint-Étienne et du prieur Eudes Arpin, confirme tous les biens possédés par le prieuré de La Charité dans le diocèse d'Auxerre.

Ex antiqua sanctorum patrum institutione processisse dignoscitur ut cum a fidelibus aliquid dignum memoria geritur, literarum apicibus annotetur. Per has namque gestorum veritas inconcussa custoditur et quæ per fraudem seu per oblivionem obrepere poterat falsitas repellitur. Nos itaque religiosorum virorum instituta servantes, eorumque vestigia hac in parte imitantes, scribendo ad posteros transmittimus quod nostro in tempore fecimus. Sciat igitur universa fidelium multitudo, quod ego Hugo, Dei gratia Autissiodorensis episcopus (1), Sanctæ Mariæ de Charitate et fratribus ibidem Domino servientibus, omnia quæ nunc in episcopatu Autissiodorensi, vel quæ in eodem usque in finem sæculi poterunt adipisci jure perpetuo possidenda, laudo atque concedo et hujus sigilli mei munitione confirmo. Hæc autem confirmatio atque laudatio facta est Autissiodori, in capitulo Sancti Stephani, consensu atque voluntate omnium canonicorum ibi assistentium, ad ipsum volentium atque laudantium, quorum aliqua hic subscribuntur nomina

(1) Hugues de Montaigu ou de Semur, évêque d'Auxerre, de 1115 à 1136. (Lebeuf, I, p. 287.) Son avénement fixe la date extrême de cette charte.

scilicet Benedicti decani, Ulgerii præpositi (1), Attonis, Raffardi, Jonæ cancellarii ; fuerunt etiam plures alii quorum hic non scribimus nomina. Prior vero de Charitate, domnus videlicet Odo (2), fuit in illo capitulo et cum eo plures monachi atque laïci, in quo confirmatio atque laudatio facta est, Christianus scilicet monachus, Stephanus Morinus monachus, Petrus Morandus monachus, Morinus capellanus de Domnopetro, Hugo de Bonneia, Anfridus et multi alii quos memorare non est necesse.

XXV.

CARTA ALANI, AUTISSIODORENSIS EPISCOPI, DE ECCLESIIS AD PRIORATUM DE CHARITATE SPECTANTIBUS.

1155, circa.

Alain, évêque d'Auxerre, confirme au prieuré de La Charité la possession des églises situées dans son diocèse.

Alanus, Dei gratia Autissiodorensis episcopus, venerabili fratri Rainaldo (3), priori de Charitate et fratribus ibidem sub patrocinio sanctæ Dei genitricis Mariæ degentibus,

(1) Ulger, aujourd'hui Fulger, neveu de l'évêque Humbaud et prévôt du chapitre, de 1113 à environ 1130. — Benoît, doyen, manque à la liste donnée par Lebeuf, t. II, p. 413.

(2) Eudes Arpin, vicomte de Bourges, puis prieur de La Charité, de 1107 à 1130, suivant la charte datée de 1107 (ci-dessous charte n° XLVII). Ici son surnom laïque, Arpin, a disparu parce qu'il était prieur depuis huit ans.

(3) Alain, 55e évêque d'Auxerre, de 1152 à 1167. — Raynaud, huitième prieur, depuis environ 1154 jusqu'en 1179. Cette confirmation a dû avoir lieu dans leurs premières années.

salutem in domino et benedictionem. Omni studio tranquillitatis vestræ et pacis curam gerentes, nec minus futuris quam presentibus providentes opportune in nulloque dilectionem vestram cujusquam violenta exactio perturbare et inquietare presumat, in quantum (domino miserante) valemus, tam vos quam vestros presentis decreti authoritate munire curamus. Confirmamus igitur vobis quæcunque de beneficio nostro, hoc est, ecclesia Sancti Stephani Autissiodorensis, temporibus predecessorum nostrorum, ecclesiam vestram adeptam fuisse et possidere tempus nostræ ordinationis invenit. Ecclesias videlicet cum appenditiis suis quæ in nostra parrochia existunt, seu terras, seu decimas ecclesiarum, ut omnia firma et intemerata vobis vestrisque successoribus in æternum permaneant. Similiter et illas ecclesias quas nostro tempore, Domino inspirante, vobis per nos dari contigit; et quoniam tam gloriosæ virginis amore rapimur, cui vos attentius deservire vovistis, superaddimus ut ecclesiarum decimas, de jure similiter Sancti Stephani, quas licet injuste laïci tenent, ab ipsis vobis relinqui contigerit, nostræ donationis assensus vobis non desit, quatenus cum reliquis quas possidetis, liceat vobis in pace possidere (1). Ecclesiarum vero nomina quibus vos investitos reperimus, hæc sunt : apud Bonniacum (2), Sancti Petri et Sancti Aniani. Apud donnam Mariam (3), Sanctæ Mariæ et Sancti Amatoris. Apud Balbiniacum (4), Sancti Stephani. Apud Septem Fontes (5),

(1) Lebeuf (*Hist. d'Auxerre*, I, p. 321) dit au sujet de cette charte : « Alain confirma aux religieux de ce prieuré le don d'un grand nombre d'églises du diocèse, et il consentit qu'ils jouissent des dîmes que les laïcs leur laisseroient des églises soustraites autrefois à celle de Saint-Étienne d'Auxerre. »

(2) Bonny, canton de Briare (Loiret).

(3) Dammemarie, canton de Briare (Loiret).

(4) Peut-être Bouy-le-Tertre, près Entrains.

(5) Septfons, arrondissement de Joigny, canton de Saint-Fargeau (Yonne).

Sancti Petri. Apud Conam, Sancti Aniani. Apud Poliacum, Sancti Petri. Apud Mevam, Sancti Juliani. Apud Beluciacum (1) Sancti Martini. Apud Narciacum Sancti Marcelli. Apud Varennam (2) Sancti Martini. Juxta Varennam Sancti Sylvani. Apud Domnumpetrum (3), Sancti Petri. Apud Murliacum (4) Sancti Martini. In bosco Britanniæ, Sancti Vincentii (5). Apud Castrum novum (6) Sancti Symphoriani. Apud Suliacum (7) Sancti Symphoriani. Juxta Suliacum apud Virgultam (8) Sancti Germani et Sancti Aniani. Apud Manniacum (9) Sancti Petri. Apud Aonam (10) Sanctæ Mariæ. Apud Colongias super Ioniam (11) Sanctæ Mariæ. Apud Parrer (12) Sanctæ Mariæ. Apud Nanvinam (13) Sancti Symeonis. Apud Aliniacum (14) Sancti Saturnini. Apud Festiniacum (15), Sancti Cyrici. Apud Cren (16), Sancti Stephani. Ecclesiam de Vi (17) Sancti Stephani. Apud

(1) Bulcy, Mêves, Pouilly, arrondissement de Cosne.

(2) Varenne-lez-Narcy, arrondissement de Cosne.

(3) Dompierre-sur-Nièvre, canton de Prémery.

(4) Murlin, canton de La Charité.

(5) Saint-Vincent-dans-la-Bertrange, commune de Murlin.

(6) Châteauneuf-val-de-Bargis.

(7) Sully-la-Tour, canton de Pouilly.

(8) Vergers, commune de Sully.

(9) Vielmanay, canton de Pouilly.

(10) *Aonam* pour *Oanam*, Ouanne, canton de Courson, arrondissement d'Auxerre. On trouve un Guillaume d'Oanne en 1153. (Quantin, *Cart. de l'Yonne*, II, p. 71.) Le *Nécrologe de La Charité* et l'*Histoire du Prieuré* (f° 50 du ms.) portent que le prieuré de Ouanne, près Auxerre, fut donné au prieur Gérard par Geoffroi de Ouanne, et cette donation confirmée par Henri Vuasteblé. Il ne s'agit pas ici de Ouagne, canton de Clamecy.

(11) Coulanges-sur-Yonne (Yonne).

(12) Parrer, Perroy, canton de Donzy.

(13) Nanvigne, aujourd'hui Menou, canton de Varzy.

(14) Alligny, canton de Cosne.

(15) Festigny, canton de Coulanges-sur-Yonne.

(16) Crain, canton de Coulanges-sur-Yonne.

(17) Peut-être Neuvy-sur-Loire, canton de Cosne.

Megnas (1) Sancti Martini. Apud Cellam (2) Sancti Juliani. Apud Rocam fortem (3). Item decimam de Lorento (4) quæ tempore episcopatus nostri vobis, me concedente, donata est, jure perpetuo vobis confirmo possidendam (5).

XXVI.

DECLARATIO PETRI, AUTISSIODORENSI EPISCOPI DE EXEMPTIONE NOSTRE ECCLESIE.

1325 Juillet 13. — La Charité.

L'évêque d'Auxerre s'étant rendu à La Charité pour faire la réconciliation de l'église souillée par un meurtre (6), *reconnaît que cette démarche ne peut en aucune façon porter atteinte aux priviléges et immunités apostoliques du couvent de La Charité.*

Petrus, miseratione divina Autissiodorensis episcopus (7),

(1) Myennes, canton de Cosne.

(2) La Celle-sur-Nièvre, canton de La Charité.

(3) Rochefort, commune de Narcy; le vocable de l'église manque.

(4) Saint-Laurent, ancienne abbaye, canton de Pouilly, et Saint-Laurent, chapelle détruite, commune de Vielmanay.

(5) Cette charte se termine ainsi; les formules et la date font défaut. A cette liste on doit ajouter l'église de Sainte-Croix ou grande église, qui n'en fait pas partie, comme étant dans l'enceinte du couvent indépendant de La Charité. Les paroisses de Saint-Jacques et Saint-Pierre furent établies dans la ville postérieurement à cette charte. Quant aux églises de Garchy, Chasnay, Nannay, Sainte-Colombe d'Arbourse et Raveau, elles sont omises vraisemblablement à cause d'une acquisition ou d'une érection postérieure. (Note de l'*Histoire du Prieuré*, f° 91.)

(6) Réconcilier se dit d'une église quand on la rebénit pour quelque pollution ou effusion de sang, ou quand elle est reconquise sur les hérétiques. (*Dictionnaire* de Trévoux.)

(7) Pierre de Grez, 1308 à 1325.

universis presentibus et futuris presentes litteras inspecturis, salutem in domino sempiternam. Cum parrochialis ecclesia beate Marie de Charitate, nostre diœcesis, polluta propter violentam sanguinis effusionem factam a Joanna, uxore Joannis dicti Borbon, in persona Benevente uxoris Hugonis dicti Le Gras, reconciliatione indigeret, et ad requisitionem curati dicte ecclesie et amicorum delinquentis predicte, permittentibus religiosis dicti loci, nosque ad hoc specialiter invitantibus, et nobis aditum ipsius ecclesie prestantibus graciose et accessum ad dictam ecclesiam causa reconciliationis predicte declinavimus. Notum vobis facimus quod propter actum hujusmodi reconciliationis non intendimus, sicut nec debemus, privilegiis, immunitatibus, libertatibus et exemptionibus dictorum religiosorum in aliquo derogare, nec aliquod jus possessorium vel petitorium in ipsos religiosos seu ecclesiam predictam propter hoc acquirere, nec intendimus apostolicis privilegiis eorumdem in aliquo contra ire. Immo quantum in nobis est privilegia, immunitates, libertates et exemptiones eorumdem inviolata, illibata et incorrupta perpetuo volumus remanere. Et hec omnibus quorum interest vel intererit quomodolibet in futurum, tenore presentium literarum, nostro communitarum sigillo, intimamus (1). Datum et actum in villa de Charitate predicta, die decima tertia mensis julii, anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo quinto.

(1) Un de ses derniers actes, dit Lebeuf, d'après dom Viole (*Histoire d'Auxerre*, I, p. 498), est la réconciliation qu'il fit de l'église de Notre-Dame de La Charité-sur-Loire, le 13 juillet 1325. On en a eu connaissance par l'acte qu'il donna aux religieux du prieuré comme il n'avait point entendu préjudicier aux droits de cette maison.

XXVII.

INSTRUMENTUM PHILIPPI, EPISCOPI AUTISSIODORENSIS, DE IMMUNITATIBUS ECCLESIÆ BEATÆ MARIÆ DE CHARITATE.

1426 Mai 10. — La Charité.

L'évêque d'Auxerre reconnaît les priviléges du couvent, dans les mêmes circonstances, à la suite d'un meurtre commis à l'intérieur de l'église.

Philippus, miseratione divina Autissiodorensis episcopus (1), universis presentibus et futuris presentes litteras inspecturis, salutem in Domino sempiternam. Cum parrochialis ecclesia beate Marie de Charitate, nostre diœcesis, polluta propter violentam sanguinis effusionem factam et perpetratam a Guillermo Loyseau et Joanne de Novo-Castro, in persona Petri Guibellini, in dicta parrochiali ecclesia, reconciliatione indigeret, et ad supplicationem procuratorum et parrochianorum dicte parrochialis ecclesie, necnon predictorum delinquentium, permittentibus religiosis dicti loci, nosque ad hoc specialiter invitantibus et nobis aditum ipsius ecclesie prestantibus gratiose et accessum, ad dictam ecclesiam causa reconciliationis predicte declinavimus...... (2). Datum et actum in villa de Charitate predicta, die decima mensis maï, anno Domini millesimo quadringentesimo vicesimo sexto. Sic signatum : G. Biteau.

(1) Philippe des Essarts, 1410-1426. Ce fait est rapporté par Lebeuf (t. II, p. 46), d'après notre *Cartulaire de La Charité*, folio 59, qui est celui de cette charte.

(2) Le reste comme à la charte précédente, pour les formules d'immunité de l'église.

XXVIII.

ALIUD INSTRUMENTUM QUALITER LAURENTIUS, AUTISSIODORENSIS EPISCOPUS, CONFITETUR NULLAM HABERE JURISDICTIONEM INTRA MONASTERIUM CHARITATIS.

1439 Janvier 27.

L'évêque d'Auxerre, assisté de deux chanoines, notaires publics, fait, en présence du prieur et des religieux, une déclaration solennelle des droits et immunités du prieuré de La Charité, qu'il considère comme indépendant de son autorité diocésaine.

In nomine Domini amen. Per hoc presens instrumentum publicum cunctis pateat evidenter et sit manifestum, quod anno ejusdem Domini millesimo quadringentesimo tricesimo octavo, more gallicano sumpto (1), die vero mensis januarii vicesima septima, hora nona, vel quasi ante meridiem, in ecclesia beate Marie de Charitate supra Ligerim, Autissiodorensis diœcesis, juxta altare retro magnum altare dicte ecclesie existens, et super quo missa matutinalis consuevit ab antiquo celebrari, in nostrorum notariorum ac testium infrascriptorum presentia constitutus, reverendus in Christo pater et dominus Laurentius (2), divina permittente clemen-

(1) Ducange cite quelques chartes où l'on fait, comme ici, allusion à la manière française de commencer l'année à Pâques, contrairement à l'usage adopté à Rome par les papes de dater des calendes de janvier. Notre charte du 27 janvier 1438 doit donc être remise au 27 janvier 1439. On se rappelle que ce fut seulement dans l'édit de 1564 que Charles IX ordonna de dater du 1er janvier, et non de Pâques, tous les actes publics et privés passés en France.

(2) Laurent Pinon, 1433-1449. (Lebeuf, t. II, p. 55.)

tia Autissiodorensis episcopus, quiquis sua mera sponte et voluntate, religioso viro et honesto domno Petro Ducis, dicte ecclesie et dicti monasterii suppriori, vicarioque generali reverendi in Christo patris, domni Theobaldi Doeti dicti (1), de Charitate prioris, ac pluribus aliis personis, tam religiosis quam non religiosis huc assistentibus, loquendo et verba sua dirigendo dixit, protulit, cognovit et veraciter affirmavit in hunc modum : Domini et amici mei, ecce ego presentialiter ibidem, ac in isto loco de sacris equa ordinibus celebravi, veluti equos tam religiosos istius monasterii quam alios in accolytatu ordine ordinando, et quia monasterium istud et ecclesia ista sunt exempte a lege nostra diocesana et jurisdictione, non possimus nec debemus in ipsa sacros ordines celebrare, nisi de voluntate et assensu religiosorum ipsius monasterii et ecclesie; nos vobis intimamus et certificamus quod nos omnia et singula que nunc in ipsa ecclesia in iis et cetera, hec fecimus et egimus, nos ipsa fecimus de libertate, voluntate et licentia vicarii prioris ante dicti monasterii istius, qui ad hoc faciendum, favore antiquorum ipsius monasterii religiosorum qui ad dictum ordinem sunt promoti, istud altare et locum istum pro vice ista solummodo et dumtaxat nobis concessit, nec est nostre intentionis propter istud aliquod jus, vel aliquam possessionem contra religiosos istius antedicti monasterii, nec contra eorum privilegia, jura et libertates aliquid acquirere, sed volumus et concedimus dictos religiosos in suis privilegiis, juribus et exemptionibus predictis non obstante illibatos remanere, ac si dictos ordines in hoc loco nullatenus fecissemus et ordinassemus. De quibus omnibus et singulis supradictis dictus vicarius, pro dicta ecclesia et ipsius prioris nomine, petiit a nobis notariis instrumentum sibi super hec fieri et confici, quod sibi conces-

(1) Pierre le Duc ou Ducis, sous-prieur ou prieur claustral. Thibaut Doet, trente-septième prieur commendataire, mourut peu de temps après ; sa donation pour anniversaire est datée de 1439.

sum fuit sub hac forma, presentibus ibidem et assistantibus venerabilibus et circumspectis viris et magistris Jocelino Couriarret, in legibus licenciato, Joanne Araby, Joanne Charleu presbyteris, Joanne de Dijon, Joanne Douvanne, Joanne Gileti et pluribus aliis testibus, ad hoc specialiter convocatis et rogatis.

Et ego Nicolaus Thome, presbyter, Trecensis diœcesis, canonicusque beate Marie in civitate Autissiodorensi, publicus apostolica ipsiusque reverendi authoritate notarius juratus, quia premissis omnibus et singulis dum sicut premittitur, agerentur, dicerentur et fierent una cum notario infrascripto et testibus superius nominatis, presens fui, eaque sic fieri vidi, dici et audivi, et in publicam formam redegi, ex qua hoc presens publicum instrumentum manu mea fideliter scriptum extraxi, in fidem et testimonium omnium et singulorum premissorum. Sic signatum Thome.

Et ego pariter, Joannes Guinardi, Autissiodorensis canonicus, publicusque imperiali authoritate notarius, quia premissis omnibus et singulis dum sic, ut premittitur, fierent, dicerentur et agerentur una cum notario suprascripto et testibus prenominatis, presens fui, eaque sic fieri vidi et audivi, ideo hoc presens instrumentum manu aliena fideliter scriptum signavi, signumque meum solitum, in talibus fieri consuetum, posui in testimonium premissorum, requisitus et rogatus. Sic signatum J. Guinardi.

XXIX.

ACQUISITIO TERRÆ DE POLLIACO SUPRA LIGERIM ET DE CHARENTO.

1095 circa.

Humbaud Le Blanc, à son départ pour Jérusalem, abandonne au prieuré de La Charité ses terres de Pouilly et de Charant, avec faculté pour lui de les racheter, s'il revient de la croisade. Les moines lui ont versé treize cents sous et un marc d'argent (1).

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Noverint et præsentes et posteri quod ego, Humbaldus Blancus, pro mea et antecessorum meorum patrisque mei salute, dedi sanctæ Mariæ et sibi servientibus monachis, terram de Polliaco et terram de Charento, et planam et nemorosam, et servos et ancillas et liberos, aquas et piscarias, et quidquid omnino habeo in eadem terra absque retentione ulla, excepto filio Guidonis Bernardo; tali conventione ut si morerer in via Hierusalem, monachi ex toto omnia possiderent, si vero redirem, si voluntas mea esset, redimerem. Quod si non redimerem, monachi imperpetuum possiderent; quamdiu autem quicquam reddendum esset de censu, reciperent monachi omnes exitus qui de supradicta prodirent terra. Et hoc in eleemosynam dedi, pro salute animæ meæ et antecessorum meorum. Hoc laudavit Matheus, filius meus, et Rainaldus et Hugo et filia mea Elisabeth. Hujus rei testes sunt, ex parte

(1) Cette charte non datée est postérieure de quelques années à la charte suivante; nous la plaçons en 1095, date de la première croisade qu'elle indique. Les auteurs de ces deux documents sont les quatre fils de Hugues Bonvassal. Humbauld, qui paraît seul, était sans doute resté le dernier des quatre.

mea, Bernardus Bonus-vassaldus, patruus meus, Humbertus Burellus, Narduinus Chasera, Bernardus de Luisiaco, Hugo prepositus Duben(1), Clemens prepositus de sancto Boneto(2). Ex parte monachorum Letericus de Chalento, Rodulphus de Bosco, Bordinus de Castello Novo, Adelelmus prepositus de Charitate, Archimbaldus, Rodulfus de Sulliaco, Boynus Aimericus, Rainaldus prepositus de Nivernis, Rodulphus Martinus. Sciendum vero est quod inde accepit a monachis idem Humbaldus Blancus mille trecentos solidos et unam marcham argenti quam uxor ejus habuit de laude. Acta sunt hæc regnante Philippo Francorum rege.

XXX.

CONCESSIO JUSTITIÆ DE POLLIACO.

1084. — La Charité.

Ancel donne aux religieux de La Charité, avec le consentement de sa mère et de ses frères, la moitié qui lui revenait sur les droits divers de Pouilly et sur plusieurs hommes.

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Noverit fidelium universitas quoniam ego Ancelius, Hugonis cognomento Bonvassal de Hubento filius, pro anima mea ejusdemque patris mei et antecessorum nostrorum salute, Deo et sanctæ Mariæ de Charitate, sibique servientibus monachis, dimidium potestatis de Polliaco, jure perenni, trado et concedo, assentientibus genitrice mea Elisabeth, fratribusque

(1) Duben, Huben, aujourd'hui Huban, hameau, commune de Grenois, canton de Brinon.

(2) Saint-Bonnot, canton de Prémery.

meis Hugone, Humbaldo, Aganone, sicut hactenus in dominio nobis pertinere et adesse videbatur, simulque Valterium præpositum et Arnulfum, cæterosque omnes, tam viros quam mulieres ubicumque habeantur, ut eos per medietatem possideant. Concedo quoque eisdem monachis in majoria (1) granciam unam cum curte et campartem carrucæ suæ; simulque Rainaldum de Nivernis (2) cum filiis suis, servum meum Gaufredum ejusque uxorem, atque uxorem Constantii qui est de villa Brocheni cum filiis suis, Gaudebertum etiam vasletum, Gosbergiam sororem uxoris Constantii de villa Brocheni; et hæc omnia in dominio extra partem fratrum meorum possideant, laudantibus et assentientibus fratribus meis. Hujus rei testes sunt Hugo de Luperciaco (3), Bernardus Bonvassal, Adelelmus serviens, Archimbaudus, Regondus, Ulricus, Robertus Minvellus, aliique quam plures. Actum publice, apud Sanctam Mariam de Charitate, anno ab Incarnatione Domini millesimo octuagesimo quarto, regnante Francorum rege Philippo (4).

(1) *Majoria, feudum majoris*, part de l'aîné. (Voyez Ducange, à *Majoria.*) Les trois frères qui ont donné leur consentement devaient être les cadets de celui-ci.

(2) Ce même Rainaud, suivant la charte précédente de 1095, serait devenu prévôt de Nevers.

(3) Hugues de Lurcy part pour Jérusalem en 1088 (ci-dessous, ch. XXXIV). Sa donation à La Charité est confirmée par l'évêque d'Auxerre, en 1094 (ci-dessus, ch. XXIII).

(4) Les indications de lieu ne sont pas très-précises, mais l'origine des donations étant la même, on doit les appliquer au Pouilly nivernais. Quant à la donation de Dalmace de Semur, la proximité des diverses localités signalées, leur situation dans l'arrondissement d'Autun, le voisinage des montagnes indiquaient sans aucun doute un autre endroit du même nom. (Voyez ch. XXXIII.)

XXXI.

ITEM DE POLLIACO VADIMONIUM.

1060, circa.

Geoffroi de Talay et ses parents donnent en gage tout ce qu'ils possèdent à Pouilly, en hommes, en terres et en revenus, aux moines de La Charité, pour la somme de soixante-sept livres monnaie d'Orléans.

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Notum fieri volumus tam presentibus quam futuris quod Gaufridus de Talaio (1) et Atobarengerius et Ascelina uxor ejus, mater supradicti Gaufridi, miserunt in vadimonio conventui Sanctæ Mariæ de Charitate quidquid habebant Polliaco, homines suos scilicet et fœminas, prata et campos, et quidquid in ipsa villa et in ejus appenditiis ab eis movet, bona fide et absque aliqua retentione, tam in justitia quam etiam in cæteris ipsius villæ redditibus. Pro vageria autem ista receperunt ipse supranominatus Gaufridus de Talaio et Atobarengerius et Acelina uxor ejus, mater Gaufridi, ab ipsis monachis de Charitate, sexaginta et septem libras Aurelianensis monetæ. Et ut hoc firmius staret, filiis suis, tam fœminis quam masculis, laudare et corroborare fecerunt. Ita ut si quis supra hanc memoratam vageriam quoquomodo aliquid reclamare vellet, ipsi pro posse suo reclamantibus obviarent et monachis de hoc absque aliqua fraude totis conatibus adjutorium præberent.

(1) Ce Geoffroi de Talai paraît plusieurs fois comme témoin dans des chartes non datées. En 1090, on trouve Hubert; en 1106, Guillaume (chartes XXXVIII et XLII). En 1296, Geoffroi de Talaye rend hommage au comte de Nevers (*Inv. de Marolles*, p. 510).

XXXII.

CONVENTIO INTER HUMBALDUM BLANCUM ET MONACHOS DE CHARITATE SUPRA POLLIACO.

1089. — Dompierre-sur-Nièvre.

Convention aux termes de laquelle les frères Humbaud et Aganon, d'une part, et les moines de La Charité, de l'autre, partageront réciproquement par moitié les acquisitions de tout genre qu'ils feront sur le territoire de Pouilly. S'il y a à payer, chacun payera moitié de la somme. A cette occasion Humbaud cède aux moines deux familles de serfs. A la mort d'Aganon sa part retournera aux moines.

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis, Patris, Filii et Spiritus Sancti, amen. Noverit fidelium sacra posteritas quoniam conventio hæc ab Humbaldo Blanco ejusque fratre Aganone, cum monachis Sanctæ Mariæ de Charitate facta est, ut quidquid deinceps in potestate Polliaci acquisierint eisdem monachis per medium, tam in casatis quam in terris sive redditibus diversis, partiantur. Similiter iidem monachi, præter eam partem quam ibidem, retroactis temporibus, ea tenus possedisse absque calumnia dignoscuntur, medietatem predictis fratribus, Umbaldo scilicet et Aganoni, quidquid in eadem potestate acquirere poterunt, divident. Si quid inde pecunia comparandum fuerit dimidium illi, dimidium persolvent et monachi. In hujus autem conventionis placito, Umbaldus idem, Constantium de villa Brocheni præsentialiter, præfatis sanctæ Mariæ monachis, ipsiusque Constantii uxorem cum filiis tradidit et post sui obitum Rainaldum de Nivernis cum uxore et filiis, possidendum jure perenni, concessit. Ut vero Aganonem Humbaldi fratrem obire conti-

gerit, possessionis dimidium quam in eadem potestate Agano idem habere videtur, monachorum juri et dominio perenni accedere, laudavit Umbaldus atque concessit. Unde testes habentur qui affuerunt, Bernardus Bonvassal, Hugo de Suliaco, Abo de Domnopetro, Burdinus prepositus Castrinovi ejusque frater Gosbertus. Actum publice apud Domnum petrum super Nebram, sub præsentia domni Vuilenci (1), prioris de Charitate et Ludovici monachi, anno ab Incarnatione Domini millesimo octuagesimo nono, regnante Philippo, anno vicesimo nono. Quod etiam postmodum confirmatum est apud Sanctam Mariam de Charitate presentibus Artaldo de Moncellis, Herveo Leterici pagani filio, Vualterio Rabustel, Adelelmo et Archimbaldo famulis, Vualterio de Polliaco atque Gaufredo cum aliis.

XXXIII.

DALMATIUS DE SINEMURO DAT DOMUM SUAM DE POLLIACO, CUM SUIS PERTINENTIIS.

1168 circa.

Dalmace de Semur donne aux religieux de La Charité une maison située à Pouilly (Saône-et-Loire), avec les terres qui en dépendent. Il autorise à faire pacager les bestiaux sur toutes ses terres non closes, à passer, vendre et acheter sans aucune redevance ni réserve, à la condition de dire des prières pour lui et ses parents.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Notum sit omnibus tam presentibus quam futuris quod ego, Dalma-

(1) Vilencus, deuxième prieur, de 1085 à 1107. Les auteurs et les témoins sont déjà cités pour la plupart dans les chartes précédentes.

tius de Sinemuro (1), intelligens, sicut ex scripturis sanctis docemur, eleemosinarum largitione peccata dimitti, pro mea, parentum meorum, viventium simul et defunctorum absolutione, domino Deo et beatissime Dei genitrici semperque virgini Marie, et monachis ei apud Charitatem servientibus, perpetuis temporibus, cum omni libertate possidendam, domum que Poli (2) vocatur tribuo, ut videlicet nihil mihi, sive heredibus meis, vel cuiquam hominum, propter eam vel ex ea se preter orationes habere cognoscant. Dono siquidem eam eis, cum omnibus que inibi Petro olim episcopo sociisque ejus assignavi, et quorum ipsi investituram habuisse noscuntur, terram videlicet de Magobris (3), que terram Joannis Vuaterii, sicut eam montes ab eorum summitatibus concludunt, et venientibus de Huchon (4) semita, que in summo colle occurrit, unde et locus ipse primo videtur, disterminat. Terram quoque de Valmarti (5) ex altera parte vallis magne et vie que venit de Montcenis (6), totum scilicet montem, sicut

(1) Dalmace de Semur. Son père, Geoffroy de Semur, descendait de Geoffroy et Mahaud de Chalon; cette famille eut en partage les seigneuries de Châtel-Censoir et Donzy, dont sa postérité porta le nom.

(2) *Poli.* Sur la carte du département de Saône-et-Loire dressée en 1875 par M. Fournier, ingénieur en chef, à l'ouest du Creusot, entre cette localité, celles de Marmagne et de Montcenis, se trouve un hameau appelé Pouilly, qui n'est pas mentionné dans le *Dictionnaire des Postes.* D'après les délimitations de cette carte, Pouilly serait de la commune de Marmagne, arrondissement d'Autun, canton de Montcenis.

(3) Mesvres (Saône-et-Loire), arrondissement d'Autun, chef-lieu de canton.

(4) Uchon (Saône-et-Loire), arrondissement d'Autun, canton de Mesvres.

(5) *Valmarti.* Sur la carte de M. Fournier, entre Pouilly et le Creusot, de l'autre côté de la vallée, par rapport à Pouilly, est une petite localité nommée Vaumartin qui, d'après la carte, serait de la commune de Marmagne, canton de Montcenis. Le *Dictionnaire des Postes* ne porte pas le nom de Vaumartin.

(6) Montcenis (Saône-et-Loire), arrondissement d'Autun, chef-lieu de canton.

vergunt latera ejus in rivulos circumfluentes extenditur in superiori parte, usque ad viam que venit ex certa corrigia que a dextra parte ejusdem montis juxta rivulum venientibus a predicto loco esse dicitur militum qui Urgioli cognominantur. Campum quoque Jeromi ad villam que Toisneria (1) vulgo dicitur. Quicquid etiam in predictis disterminationibus, nemorum, pratorum, fontium, pascuarum, seu quarumlibet rerum est, vel in futuro fore potest. Omne etiam quod ego vel posteritas mea vel quicumque mihi successuri sunt usque in finem, predicto loco dare, Deo inspirante, voluerint, predicte ligibus (2) liberalitatis includo. Addo insuper ut bestie eorum qui in Polliaco Deo servituri sunt vel serviunt, libere pascantur in nemoribus sive planis et pascuis meis et hominum meorum, in tota terra mea, exceptis pratis clausis. Vendere etiam et emere eis et eorum hominibus, per totam terram meam, absque quacumque consuetudinis, peagii vel telonii, sive ut melius intelligatur *tonleu* (3), exactione. Ire etiam et redire libere ubi voluerint concedo. Et ut brevi cuncta concludam, eis quecumque potest excogitari libertatem indulgeo. Et hec omnia sigilli mei munimine roboro; solum mihi posterisque meis illud retineo quod et in capitulo suo Radulphus (4) prior et totus conventus, quando donationem hanc feci et in eorum fraternitate receptus sum, concesserunt. Quod si prior, quod absit, se de crimine vel de domus dilapidatione notabilem exhibuerit, postquam tertio

(1) La Tanière (Saône-et-Loire), arrondissement d'Autun, canton de de Mesvres. Cette commune, marquée sur la carte de M. Fournier, ne se trouve pas dans le *Dictionnaire des Postes*.

(2) *Ligibus* pour *legibus*, lois, conventions.

(3) Dans le principe, le tonlieu signifie un droit de douane sur les marchandises transportées par terre ou par eau ; plus tard, on appela tonlieu un droit de marché levé sur les bestiaux et autres objets vendus dans les foires. (Guérard, Saint-Père de Chartes, n° 119). On voit que dans nos chartes nivernaises ce mot a bien conservé son sens d'impôt de vente.

(4) Rodolphe de Sully, dixième prieur, de 1165 à 1176.

priorem aut conventum ut eum amoveant commonuero, si auditus non fuero, ego illo absque injuria remoto, alium ab eis idoneum expectabo. Si quis autem de meo vel alieno genere hujus scripti paginam quassare tentaverit, et Dei in se commotionem sentiat, et conventui de Charitate centum auri marchas persolvat. Concedo siquidem prefatis monachis, ut si aliquis militum meorum, vel hominum meorum terram de feodo meo prefato loco dederit, libere et sine calumnia possideant. Testes vero, coram quibus prefatis Petro (1), sociisque ejus Vidone et Roberto monachis de Charitate donationem hanc confirmavi, presensque scriptum per eos ecclesie de Charitate contradidi, sunt hi : Anselmus Urgeolus, Gaufridus de Talaio, Valterius prepositus, Bernardus a Maugis et multi alii.

XXXIV.

DONATIO MANSI DE CHARLIACO AB HUGONE LUPERCIACENSI.

1088 Mars.

Hugues de Lurcy, à son départ pour Jérusalem, avait fait donation après sa mort aux religieux de La Charité, de ses biens situés à Charly. Il consent à leur céder de suite la jouissauce de la moitié, tout en leur laissant l'autre moitié après sa mort.

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Noverit fidelium sacra posteritas quoniam ego Hugo Luperciacensis (2),

(1) Le cinquième prieur de La Charité s'appelait Pierre de Paule (1138-1143). C'est peut-être de lui qu'il s'agit ici, bien que plus haut il soit qualifié évêque.

(2) Hugues, seigneur de Lurcy.

iturus Hierosolymam, Deo et Sanctæ Mariæ de Charitate sibique servientibus monachis pro animæ meæ, meæque conjugis simulque parentum et antecessorum meorum perpetua salutis obtinenda felicitate, perpetuo jure, sicut post obitus mei diem, totum ex integro eisdem monachis, longe ante, mansum de Charliaco (1) contuleram. Sic ad præsens et deinceps præter domum eis me defuncto totius ejusdem prædii affuturum, mansi hujus dimidium in vita mea possidendum concedo, cum cunctis appenditiis suis absque ulla retentione, ut etiam post mei decessum ab hac luce aliud dimidium mansi ejusdem irrefragabiliter possideant. Actum publice in capitulo Sanctæ Mariæ de Charitate, præsentibus Iterio de Saxiaco (2) et Adam de Cresno (3), positumque super altare ejusdem ecclesiæ, coram istis qui affuerunt, ab eodem Hugone, Andrea piscatore, Roberto Minvello, Ebrardo de Duno, Constantio Sutore, cum conventu et populo. Confirmatum quoque Nivernis civitate, laudante et concedente hoc donum tam vitæ quam obitus, sicut et in hac et in alia prioris doni carta continetur, ejusdem uxore Adelaïsa, in camera Rainaldi de Saugeto, Nivernensi canonico, presentibus Gaufredo de Galiaco (4) Galnerio et Rogerio de Luperciaci-castro, Abone quoque de Botugla et Rodolfo de Bosco aliisque pluribus, tempore sanctæ quadragesimæ anno ab Incarnatione Domini millesimo octuagesimo octavo, regnante Philippo Francorum rege.

(1) Cette première donation de Charly n'est pas dans le *Cartulaire;* elle a pu être faite longtemps auparavant et renouvelée, comme on faisait presque toujours, en cette année 1088. Hugues était mort en 1094. (Ci-dessus ch. XXIII.)

(2) Saxy, canton de Saint-Saulge.

(3) Donations par Adam et Gilbert de Cresne et Rainaud de Druye, sous Vilencus, deuxième prieur, c'est-à-dire de 1085 à 1107. (*La Charité,* histoire, folio 56.) Gilbert de Cresne signa l'acte de fondation du prieuré en 1059.

(4) Jailly, canton de Saint-Saulge, prieuré dépendant de La Charité.

XXXV.

CARTA LANDRICI DE POISSONS, DE CHARLIACO.

1196.

Landry de Poisson, avec le consentement de Guiburge, son épouse, et de ses quatre fils, accorde aux religieux de La Charité le plein usage d'une forêt, pour chauffage et construction, pour entretien des vignes et autres objets, sans toutefois vendre le bois ni le donner.

Notum sit omnibus presentibus et futuris quod ego, Landricus de Poissinis (1), pro salute anime mee recognovi eleemosynam quam antecessores mei donaverant Deo et Beate Marie et monachis de Charitate, in puram et perpetuam eleemosynam, scilicet medietatem quam habebant in camparto et in bosco de Cyesny (?). Insuper donavi eis mediam relique medietatis, quod meum erat, in eleemosynam perpetuam. Tum domui de Charly plenum usagium in eodem bosco recognovi et concessi, ita quod in illo possint libere capere quecumque sibi necessaria erunt ad focum, ad edificia, ad vineas et omnia negotia sua, nihil tamen inde poterunt vendere vel donare. Habebit etiam predicta domus in bosco prefato dimidiam partem panagii (2). Hoc donum meum et recognitionem, ego Landricus, feci laudare per uxorem meam Guiburgam, et filios meos Ascelinum, Rainaldum, Gaulterinum, Clarembaudum et Hugonem. Et ut hoc ratum sit et firmum, et a nullo in posterum possit infir-

(1) Il y a en Nivernais plusieurs localités du nom de Poissons. Celle-ci peut s'appliquer aux deux endroits situés dans les communes de Poiseux et de Parigny-les-Vaux.

(2) Droit de pacage pour les porcs. Voyez charte suivante, note 3.

mari, presentem cartam sigillo domini Gualcherii, Nivernensis episcopi (1), feci confirmari. Actum anno Domini millesimo centesimo nonagesimo sexto.

XXXVI.

USAGIUM PRO DOMO DE CHARLIACO.

1225 Mars.

Accord passé par-devant la comtesse Mahaut, où il est exposé que le prieuré de La Charité ayant reçu des ancêtres des frères de Poisson le droit d'usage, la moitié sur le panage et le tiers sur le cens de la forêt de Crisot, le doyen de Charly, représentant La Charité, conservera l'usage sur le tout et les autres droits sur un cinquième seulement, et que si l'une des parties demande le partage, il sera attribué en toute propriété un cinquième au doyen de Charly et quatre cinquièmes aux quatre frères de Poisson. Il a été établi un garde commun, et le doyen a versé dix livres, monnaie de Nevers.

Ego Matildis, comitissa Nivernensis, notum facio universis quod cum domus de Charliaco, que specialiter spectat ad ecclesiam de Charitate, haberet usagium suum plenarium ad omnia necessaria dicte domus, tam intra quam extra generaliter ministranda, et haberet medietatem in panagio, et haberet tertiam partem in censu nemoris de Crisot (2), prout

(1) Gauthier, évêque de Nevers en 1196 et suspendu de ses fonctions en 1201.

(2) Le bois indiqué ici sous le nom de Crisot est le même que celui de la charte précédente. Nous n'avons pas encore pu le retrouver.

nobis constat ex confessione utriusque partis et super iis multoties emersa fuisset questio, inter decanum dicte domus de Charliaco ex una parte, et Gualterium de Piscibus, militem, et Guidonem et Radulfum, fratres ejus, et Mariam relictam Hugonis de Piscibus, militis (1), quondam fratris eorumdem et Vuillelmum filium dicti Hugonis ex altera. Tandem mediante bonorum virorum consilio, pro bono pacis et pro utilitate utriusque partis, compositio intercessit in hunc modum : Decanus predicte domus de Charliaco et quicumque dictam domum tenuerit, non mutato predicto usagio, habebit absque ulla contradictione quintam partem totius predicti nemoris in panagio, in censu, in forestagio (2), in forifactis et in omnibus aliis expletis cum particibus antedictis, ita quod ibidem de communi assensu custos apponetur et quod nullus predictorum in dicto memore cum dicto decano participantium aliquid vendere sive dare vel accensare poterit de ipso nemore, sine assensu prioris de Charitate. Et quandocunque prior de Charitate voluerit, dicti participes vel eorum heredes tenentur et tenebuntur partiri nemus antedictum in quinque partes, et dictus prior vel ejus mandatum [quintam partem] acceptabit et illam quintam partem dicta domus de Charliaco libere, quiete et pacifice et absque omnimoda contradictione in hereditatem perpetuam possidebit. Dictus vero prior de Charitate vel decanus de Charliaco in aliis quatuor partibus nemoris predicti, nihil omnino poterunt reclamare, sicut nec dicti participes in quinta parte. Hanc etiam partitionem facere poterunt

(1) Ces quatre personnages étaient vraisemblablement les fils survivants de Landry de Poisson, auteur de la charte précédente.

(2) *Pasnagium, pastio*, droit de panage ou glandée réservé spécialement pour le pacage des porcs dans les bois. Le cens est un droit en argent. Quant au forestage, il paraît avoir la même signification que le droit d'usage et consiste à prendre le bois pour chauffage, construction et clôtures. (Guérard, *Cart. de Saint-Père de Chartes*, n° 147.)

dicti participes vel heredes eorum, quandocunque voluerint, et dicti prior aut decanus non poterunt partitionem impedire, sed percipient illam de quinque partibus quam optabunt. Hanc autem compositionem firmiter et inviolabiliter tenendam et servandam dicti Galterius, Guido, Radulfus, Maria et Vuillelmus, juramento, tactis sacrosantis Evangeliis, coram nobis corporaliter prestito firmaverunt. Pro hac autem compositione decanus dicte domus de Charliaco dedit predictis participibus decem libras Nivernensis monete quas eis persolvit. Et sciendum quod domus de Charliaco omnia supradicta ex dono et eleemosyna antecessorum predictorum participum est assecuta. Nos autem ad petitionem utriusque partis presentem paginam sigilli nostri fecimus munimine roborari. Anno gratie millesimo ducentesimo vicesimo quinto, mense martii.

XXXVII.

CARTA DE LAMENIACO.

1089.

Archembaud de Lamenay fait don perpétuel au prieuré de La Charité : de l'église de Lamenay, avec les offrandes, baptistère, dîmes diverses et sépulture dans le cimetière ; d'un champ pour bâtir l'église ; de l'usage de pâture, d'eau et de bois pour les moines ou leurs gens ; de plusieurs pièces de terre et vignes et de tout l'espace qu'ils pourront mettre en pré ; d'un moulin situé à Mirbault ; de la pêche du saumon et autres poissons à son écluse de la Loire.

In nomine sanctæ, summæ, et individuæ Trinitatis. Noverit fidelium sacra posteritas quoniam miles quidam Archimbal-

dus nomine, de Laminiaco, ob suæ animæ antecessorumque suorum atque progenitorum salutem, Deo et Sanctæ Mariæ de Charitate sibique famulantibus monachis, ecclesiam de Lameniaco (1) jure perennitatis possidendam tradidit, cum offerendis et baptisterio, rerumque diversarum decimationibus et sepulturam cimiterii eidem ecclesiæ pertinentis, quaquaversum adjacentis. Campum etiam, qui de Foresto dicitur, his addidit, quemadmodum ad ecclesiam extra idem castrum construendam, in presentia domni Hugonis, Cluniacensium abbatis (2), metis determinari fecit, absque ullius retentione consuetudinis, excepto quod hujus conclusionis incolæ campi scilicet de Foresto, consuetudinem silvæ, quæ dicitur calumnia (3), sicut et ejus villani sibi persolverint. Ista autem absque servitio ejus vel heredum suorum, id est usuarium pasturæ, aquæ et boscorum, ipso concedente accipient. Monachi autem qui inibi habitaverint idem usuarium ad omnes propriæ necessitatis usus absque servitio. Insuper et quos in dominio habuerint porcis pastionem, quantum parti suæ attinet, gratis concessit. His etiam addidit olchiam et vineam quam Anscisus ejus frater apud Lameniacum, antequam fieret monachus, possidebat absque retentione. Campum quoque ad horreum monachis construendum, absque consuetudine, qui dicitur de fonte Goosiæ. Insuper et dimidium piscariæ quæ Ogia dicitur, excepto ramedarum casamento (4). Ramedas tamen quas ibidem Gaufredus presbyter in dominio habuisse dignoscitur eisdem contulit, unum

(1) Lamenay, sur la Loire, canton de Dornes, commune limitrophe de l'Allier. Siége d'un prieuré depuis 1089.

(2) Saint Hugues, fils de Dalmace de Semur et d'Aremberge de Vergi, né en 1024, abbé de Cluny pendant près de soixante ans, de 1049 à 1108.

(3) Impôt pour frais de justice; il en est encore question ci-après dans cette même charte.

(4) Une installation de barrages et claies de branchages pour retenir le poisson. Ils étaient très-fréquents sur les bords de la Loire.

quoque in Ligeris fluvio molendinum et pro anima avi sui Attonis dimidium alterius molendini qui dicitur de Mirabel (1). Campum etiam de Chancerano, sicut eum in præsentia monachorum de Charitate, domni scilicet Vuillelmi atque Roberti percalcari fecit, absque servitio et consuetudine, sicut etiam supradicta, præfatis monachis donavit. Concessit etiam ibidem mansuris ruricolis usuarium aquæ, pasturæ et sylvæ, absque servitio, excepto calumniæ debito. Pratum nihilominus de Montegenou, sicut habebat illud in dominio. Necnon et terræ spatium a planta Chartiney usque ad pratum de Montegenou situm. Quidquid inde monachi sæpefati et omnes, quos ibidem hospitaverint, villani appratare potuerint, eisdem monachis absque retentione tradidit. Vineam quoque Gaufredi presbyteri de Castaneto (2), simulque reliquas ejusdem territorii vineas, sicut sibi divisas tenent, et super additas accipient, cum alodio quam ejus frater Anseisus a quibusdam Castaneti villanis sibi pretio comparaverat, prædictis monachis contulit, et absque retentione perpetuo jure possidenda emancipavit. Postremo idem Archimbaldus, exceptis fratrum inibi mansurorum beneficiis votivis quæ sanctæ Mariæ de Charitate conventui impenderint quotannis, plenarium generale piscium (3) jure consuetudinario, faciendum constituit. Ad quod etiam copiose persolvendum, fratribus ibidem Lameniaci videlicet degentibus aquas suas ad piscandum et decimationes salmonum aliorumve piscium vescalium, in exclusa sua de Ligeris fluvio, capiendorum perpetuo attribuit. Actum publice anno ab incartione Domini millesimo octuagesimo nono, apud sanctam Mariam de Charitate, regnante Philippo, anno regni sui

(1) Mirebeau, commune de Decize, hameau situé près des flaques d'eau de la Loire, en amont de Lamenay, où passe aujourd'hui le canal du Nivernais.

(2) Hameau et ancienne paroisse, près Lamenay, aujourd'hui réuni à Saint-Germain-Chassenay.

(3) Phrase incomplète. Il faut ajouter *usagium*.

vigesimo nono. Cujus rei testes habentur : Hugo de Bena, Archimbaldus, Bardinus, Ebrardus de Sesma, aliique quamplures.

XXXVIII.

CARTA LETERICI DE CASTELLIONE PRO CHARITATE.

1100 circa.

Leteric de Châtillon ayant donné à La Charité ce qu'il possédait, lors de son départ pour Jérusalem, et y étant mort, il est convenu entre Aremburge sa veuve et les moines, qu'elle jouira par moitié, sa vie durant, des revenus des constructions faites par les moines, et des siennes en entier, pour le tout revenir aux moines après sa mort. Elle concède encore une famille de serfs et reçoit quatre marcs d'argent.

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Notum sit omnibus fidelibus quod dominus Letericus, Hierusalem pergens, dedit Deo et sanctæ Mariæ de Charitate terram de potestate Charitatis, quidquid habebat in dominio a via de Poschiis et retro. Quando autem mortuus fuit, facta est hæc conventio inter monachos et uxorem illius Aremburgim, ut in vita ejus quidquid monachi vel homines eorum in ipsa terra ædificarent, dimidiam partem reddituum redderent ipsi dominæ, alteram ipsi haberent. Ipsa autem domina quidquid per se ædificaret sola haberet in vita sua, post mortem vero ejus haberent omnia monachi et quidquid ipsa ædificaret et quidquid monachi, et omnem supradictam undique terram. Dedit etiam idem Letericus uxorem Rainaldi, cognomento Godet et infantes ejus. Et inde habuit de Charitate monachorum quatuor marcas argenti; et hoc totum uxor ejus Arem-

burgis concessit. Unde sunt testes ex parte eorum, Hieremias miles, Rodulfus de Bosco, Hubertus de Talai, Hugo de Chasnai, Stephanus de Narcy, Cliens, Robertus de Sancto Benito et Raynaldus frater ejus. Ex parte monachorum, Adelermus (1) præpositus, Archimbaldus præpositus, Aymericus Cliens, Gaufridus filius Rainaudi Gaudet.

XXXIX.

CARTA SEGUINI DE OLCHIA, DE BELUCIACO ET MOLENDINO MARTINI.

Onzième siècle.

Séguin, fils de Humbert d'Ouche, donne aux religieux de La Charité un alleu sis à Bulcy et au moulin Martin, après jugement rendu par experts contre son cousin Séguin de Prye, lequel reçut des moines trente sols pour renoncer définitivement à sa réclamation.

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Ego Seguinus filius Umberti de Olchia (2), Deo et sanctæ Mariæ de Charitate, sibique servientibus monachis, alodium de Beluciaco (3) atque de molendino Martini, quod ex parte consanguinei mei Seguini de Pruiaco (4) quasi hæreditario jure reclama-

(1) Parmi les témoins de cette charte on rencontre Adelermus en 1084, en 1089 et 1095, chartes 29, 30 et 32; Rodulphus de Bosco, en 1088 et 1107, chartes 34 et 47; Hubertus de Talai, en 1121, charte 49; ce qui autorise à dater de la fin du onzième siècle.

(2) Ouche, commune de La Marche.

(3) Bulcy, canton de Pouilly, fief de la châtellenie de La Marche.

(4) Prye, commune de La Fermeté.

veram, diutiusque calumniaveram, trado, vulpio et perpetuo jure, cum omnibus suis appenditiis absque retentione, eisdem monachis irrefragabiliter possidendum concedo. Factum publice apud Ugeium inter Fraxiniacum et Luperciacum (1), devicto eodem Seguino per placitum et judicium quorumdam jurisperitorum, ex utraque parte assistentium, et eodem culpæ suæ reatum recognoscente de calumnia, ea tenus pro predicto alodio monachis de Charitate illata, indeque directum in manu Harduini monachi faciente. Et ut firma pax de prædicto alodio inter eumdem Seguinum et monachos sanctæ Mariæ permaneret, accepit idem Seguinus a monachis de Charitate, per manum Ludovici Cellerarii, qui præsens inter erat, trigenta solidos denariorum. Cujus rei testes subnotati habentur qui præsentes affuerunt, Landricus, Rainaldus, Gilbertus frater Rainaldi monachi.

XL.

CARTA HENRICI, PORTUGALIÆ COMITIS, DE PRIORATU SANCTI PETRI DE RATIS.

1100 Mars. — Coïmbre.

Henri, comte de Portugal, et Thérèse, son épouse, fille du roi Alphonse VI de Castille, font donation testamentaire au prieuré de La Charité de l'église de Saint-Pierre de Ratz, fondée par eux, avec pleins pouvoirs sur toutes ses dépendances. Ils y ajoutent les dîmes du pain, du vin et

(1) *Ugeium*, entre Frasnay et Lurcy, peut-être Eugnes, commune de Chaulgnes, ou Usseau, commune de Parigny-les-Vaux.

du lin sur le territoire situé entre les fleuves du Douro et du Mondego (1).

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Ego comes, Domnus Henricus et uxor mea Domna Theresia, Domini Regis Alfonsi filia (2), facimus cartam per hujus scripture paginam vobis, priori de Sancta Maria de Charitate et vestro conventui, de illa ecclesia quæ vocitatur Sancti Petri de Ratis (3); in qua ecclesia una cum uxore mea Donna Theresia primitus misimus fundamentum, cum a longis retro temporibus esset heremita et derelicta. Nos vero eam fecimus populari et sano animo et integra voluntate, pro remedio animarum nostrarum et parentum nostrorum offerimus illam heremitam Sanctæ Mariæ de Charitate, cum omnibus suis terminis, et cum quantum ad jus nostrum

(1) On remarquera le style et les formules de ces chartes portugaises, les expressions de foi religieuse plus accentuées qu'en France, la menace pénale contre les infracteurs, la date de l'*erra* espagnole et la mention de la signature autographe des donateurs.

(2) Henri, quatrième fils de Henri, duc de Bourgogne, petit-fils de Robert-le-Pieux, roi de France, passa en Espagne, vers l'an 1090, et conquit sur les Maures le territoire qui forma plus tard le nord du royaume de Portugal. Il épousa Thérèse, fille naturelle d'Alphonse VI, roi de Castille, gouverna ce pays avec le titre de comte de Portugal et mourut vers 1112. Son fils Alphonse Ier, surnommé Henriquez, fut couronné roi de Portugal le 27 juillet 1139, après avoir défait cinq chefs maures à Ourique, près du fleuve du Tage. Ces princes, issus de la maison de France, se sont souvenus de leur origine, par leur donation au prieuré de La Charité.

(3) La situation de cette localité n'a pu être établie exactement; elle était comprise dans le diocèse de Braga, province nord d'entre Douro et Minho. Dans la liste des prieurés dépendant de La Charité il est inscrit : *Prioratus beatæ Mariæ de Ratis in Portugalia, Bracharensis diœcesis.* Notre manuscrit mentionne encore (fo 53) la donation de ce prieuré, sans transcrire le nom moderne, et il ajoute à ce sujet : « Celuy de Portugal s'est soustrait de l'obéissance de sa mère, ou à cause des guerres ou bien de l'esloignement. »

pertinet, ita ut prior de Charitate et conventus ejusdem habeant plenam potestatem faciendi in ea quidquid voluerint. Verum quia in orationibus religiosorum virorum ibidem habitantium nos plurimum confidimus, et in eorum collegio cum omnibus sanctis in die judicii ante tribunal Domini cupimus apparere. Idcirco hoc parvulum munusculum Sanctæ Mariæ offerimus, quatenus in diem judicii ipsa offerat nos et genus nostrum Jesu Christo filio suo, ut ab ipso postmodum recipiamus mercedem æternam. Damus siquidem et offerimus ecclesiæ Sanctæ Mariæ de Charitate omnes decimas de pane et vino et lino omnium regalium quæ habemus et quæ habere debemus, ego et uxor mea, donna Theresia, a flumine Dorii ad flumen Mundeci (1) quia nunquam eas ante persolvebamus, similiter pro animabus nostris et parentum nostrorum. Omnibus autem tam ex progenie nostra quam extranea qui hoc nostrum testamentum illæsum conservaverint sit pax et veritas, et animæ eorum postmodum a Deo omnipotente recipiantur in æterna tabernacula, amen. Si forte aliquis ex progenie nostra vel extranea contra hoc nostrum testamentum venire voluerit et donationem nostram infringere contingat, Deus omnipotens dentes eorum in ore ipsorum et molas eorum confringat, et insuper a communione sanguinis et corporis Domini imposterum alienus existat, et in inferno cum Juda, Domini traditore, perpetuas sustineat pœnas, amen. Facta carta testamenti et eleemosynæ hujus, mense martii

(1) Le Douro prend sa source en Espagne, dans la province de Soria, arrose celle de Burgos, Ségovie, Valladolid et Zamora, forme la frontière entre l'Espagne et le Portugal jusqu'à sa réunion avec l'Agueda, traverse le Portugal de l'est à l'ouest et se jette dans l'Océan un peu au-dessus d'Oporto, après un cours de 710 kilomètres, très-rapide et plein de tourbillons. Le Mondego, rivière du Portugal, sort de la sierra d'Estrello, arrose Coïmbre et se jette dans l'Océan, après un cours de 180 kilomètres. Elle charrie des paillettes d'or. (Bouillet, *Dict. d'hist. et de géographie.*) La distance entre ces deux fleuves est d'environ 50 kilomètres.

apud Colimbriam (1), erra M^a C^a XXX^a VIII^a (2). Ego, comes Donnus Henricus cum uxore mea, Donna Theresia, hanc cartam manibus nostris propriis roboravimus. Qui præsentes fuerunt et viderunt, Regnerius presbyter notavit, Fromarigus Goteris testis, Arias judex testis, Artaldus testis, Anno filius suus testis.

XLI.

CONFIRMATIO DONATIONIS PER ALFONSUM PORTUGALIÆ REGEM.

1145 Juillet.

Alphonse Ier, roi de Portugal, et Mahaud, son épouse, confirment la donation des biens et dîmes faite au prieuré de La Charité par leur père le comte Henri de Portugal.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Quoniam regum est necnon et cujuscunque viri ingenuitatis titulo decorati, sicut in legibus votorum invenitur de propriis possessionibus, propriam implere voluntatem, ego Alfonsus, Portugaliæ rex, comitis Henrici et reginæ Theresiæ filius, magni quoque regis Alfonsi nepos, una cum uxore mea

(1) Coïmbre, chef-lieu de la province du Béira (Portugal).

(2) La manière de compter les années en Espagne, appelée *erra*, commence trente-huit ans avant l'ère de Jésus-Christ adoptée dans les autres nations catholiques. L'*erra* prit fin en Espagne dès 1350, sous Pierre IV, roi d'Aragon, et en Portugal sous le règne de Jean Ier, en 1415. Nous avons rectifié, suivant notre style, les dates des deux chartes portugaises : 1100 au lieu de 1138, 1145 au lieu de 1183.

regina donna Malfada, filia comitis Amedei de Moriana (1), considerantes obitum nostrum et diem districti judicii, quando retribuetur unicuique secundum quod gesserit pauperibus Christi, decrevimus de propriis facultatibus et redditibus non solum locupletare ecclesiam sancti Petri de Ratis et fratres qui ibi habitant, tam præsentes quam futuros, in qua ecclesia pater meus Henricus una cum matre mea, uxore sua, Donna Theresia, primitus miserunt fundamentum. Verum etiam ut cum tranquillitate et quiete sine aliqua perturbatione preces suas Deo fundant, pro nobis et pro omni posteritate nostra et omni populo Christiano, concedimus et confirmamus ecclesiæ beatæ Mariæ de Charitatæ ac priori et monachis ibidem Deo servientibus, omnes decimas de pane et vino et lino omnium regalium quæ habemus, et quæ debemus habere, ego et uxor mea donna Malfada regina, a flumine Dorii usque ad flumen Mundeci, prout felicis memoriæ Henricus comes, pater meus, una cum uxore sua, matre mea, nobili muliere Theresia, illustris regis Alfonsi filia, eisdem primitus dederunt et concesserunt, ita quod si quis imposterum, quod fieri non credimus, de nostris propinquis aut de extraneis, hoc donum et beneficium quod firmum et roboratum omni tempore esse volumus, ad irrupendum seu in aliquo temeraria presumptione contrabandum venerit, quisquis fuerit, quingentos solidos bonæ monetæ priori Sancti Petri de Ratis reddere cogatur regia potestate, et quantum damni fecerit quadrupliciter componat et insuper a sanctæ matris ecclesiæ sinu separetur et cum

(1) Alphonse Ier, roi de Portugal le 27 juillet 1139, fils de Henri de Bourgogne, comte de Portugal, et de Thérèse, fille d'Alphonse VI, roi de Castille, épousa en 1146, selon Moréri, Malfade ou Mahaud, fille d'Amédée III, comte de Maurienne, de la famille de Savoie. Alphonse mourut en 1185, dans sa 76e année, après avoir régné quarante-six ans. D'après la date de cette charte, et en admettant que la donation ait été faite à l'occasion de son mariage, on doit le reculer d'un an et en porter la célébration à l'année 1145.

Juda traditore in inferno perpetuo ardeat et, si fuerit de nostra progenie, maledictionem nostram et omnium avorum suorum habeat. Facta hujus doni et beneficii firmitudine, mense julii, Vuimarensis (1), erra Mª Cª LXXXª IIIª. Ego Alfonsus, Portugalensis rex, una cum uxore mea donna Malfada regina, in præsentia testium idoneorum, hoc donum et beneficium manibus nostris propriis roboravimus. Ego Joannes, archiepiscopus Bracare (2), consignavi, Menendus... Burguncia Alterei, Arnaudus Petri, curiæ dapifer, consignavit, R[aimun]dus Monii, cons., Aubertus, cancellarius regis, cons. Rondulus Zolennæ cons., Rodericus Platigii, alcaïdæ Colimbriæ, testis. Petrus Menondi, economus regis, testis.

XLII.

CARTA SEGUINI NIVERNENSIS DE ARGENTI-VILLA ET CAPELLA MONTIS LEONARDI.

1106.

Seguin de Nevers donne à Notre-Dame de La Charité sa part des dîmes d'Argenvières et de La Chapelle-Montlinard et tout ce qui sera établi en pré. Josbert, son fils, donne aussi la moitié de ce qu'il a au-delà de la Loire s'il meurt sans postérité légitime.

In nomine Sanctæ Trinitatis. Noverint præsentes et posteri quod Seguinus Nivernensis dedit Deo et Sanctæ Mariæ

(1) Guimaraès, petite ville entre Braga et Porto, au nord du Portugal.

(2) Braga, archevêché dès l'an 92. Joannes Peculiaris, arch. 1138-1175. (Gams, series episcoporum, p. 94.)

de Charitate decimam Argenti-villæ (1), partem suam terragium (2) etiam et decimam Montis Linardi de Capella (3), partemque suam appratamenti quod homines nostri et alii fecerunt. Si autem priori de Charitate placuerit ut inde appratamentum plus fiat, similiter dedit partem suam. Filius autem ejus habebat censum de altera parte ; quod si filius ejus Josbertus absque hærede legitimæ uxoris moreretur, medietatem omnium quæ trans Ligerim habet perpetuo habendam jure concessit. Hinc testes sunt Vuido de Chaslone, Vuillelmus de Talaio, Raimbaldus de Porta, Giraldus Chasen, Giraldus de Narciaco. Facta est hæc donatio publice anno ab Incarnatione Domini millesimo centesimo sexto, indictione decima quinta, regnante Philippo Francorum rege, Vuillelmo Nivernensi (4) comite. Ex parte nostra testes sunt Girbertus de Beluciaco, Stephanus, Aldricus, Bernardus, Petrus.

(1) Argenvières, canton de Sancergues, arrondissement de Sancerre (Cher).

(2) Une des significations données par Ducange au mot *terragium* est le droit de mutation dû au seigneur pour vente ou acquisition de terres ou d'immeubles. Voici un autre texte qui se rapporte très-bien à celui de notre charte : « Habebit herbergagium, [cum grangia » et omnibus terris ad grangiam pertinentibus, nec solvet inde capi- » tulo seu canonicis decimam vel terragium vel aliquid aliud. » (*Cart. de N.-D. de Paris,* I, 392,)

(3) La Chapelle-Montlinard, canton de Sancergues (Cher).

(4) Guillaume II, comte de Nevers, 1101-1148.

XLIII.

CARTA SADONIS DE PATINGIIS ITEM DE ARGENVERIIS.

1198 Avril 1er.

Convention d'après laquelle Sadon de Patinges et Agnès, son épouse : 1° accordent au prieur Guillaume le fief d'Argenvières, sur lequel Jean Lepie a emprunté aux religieux de La Charité la somme de cinq cents livres; 2° cèdent au même, pour cinq ans, leur fief, situé dans la ville de La Charité, à la condition de le reprendre pendant cinq autres années s'il est libéré de ses deux cents livres de gage et sans pouvoir l'engager à d'autres qu'aux moines, le tout moyennant cinq mille sous de Gien et quinze livres pour son épouse.

Notum sit omnibus tam presentibus quam futuris quod dominus Sado de Patingiis (1) et Agnes, uxor ejus, laudaverunt Vuillelmo priori (2) et conventui de Charitate feodum de Argenveriis (3) quod predicti monachi habent in vadimonio a Joanne Pio (4) pro quingentis libris Giemensibus,

(1) *Sado de Patingiis.* Patinges, aujourd'hui hameau près Cours-les-Barres (Cher), fief dont plusieurs seigneurs ont porté le nom. Ce Sado, avec Agnès, sa femme, fait donation, en 1200 et 1215, au chapitre de Nevers d'une dîme située à Germigny. (*Inventaire de Marolles*, p. 766.)

(2) Guillaume II, prieur de Saint-Julien de Sézanne, puis quinzième prieur de La Charité, de 1197 à 1209.

(3) *Argenveriis et Argenti-villa*, dans la charte précédente, désignent évidemment la même localité d'Argenvières, aujourd'hui commune du canton de Sancergues.

(4) *Joannes Pius*, Jean Lepie, passa d'autres actes avec La Charité pour ses biens de La Charnaie, commune de Tronsanges, en 1188 et 1192. (Ci-dessous chartes LXXVII et LXXVIII.) L'auteur du *Cartulaire*

usque redimatur ab eo vel ab heredibus suis. Feodum autem suum proprium quod situm in villa de Charitate tenet dominus Sado, de prefatis monachis, quod ipsi habent in vadimonio pro ducentis libris Giemensibus tenebunt supradicti monachi per quinque annos, ita quod in illis quinque annis redimi non poterit a prelibato Sadone vel ab alio aliquo. Expleto quinquennio dominus Sado si voluerit feodum illud redimere poterit, et per aliud quinquennium in manu sua illud tenebit, si fuerit ab eo redemptum, et invadiare vel vendere nulli poterit, nisi tantum dictis monachis. Hanc conventionem et laudationem a se fideliter tenendam juravit memoratus Sado super veram Crucem, in pleno capitulo monachorum. Et pro hoc toto faciendo donaverunt monachi ipsi Sadoni quinque mille solidos Giemenses et uxori sue quindecim libras Giemenses. Huic laudationi et conventioni interfuerunt dominus Odo de Montefalconis (1) et dominus Gaufridus (2), senescallus Nivernensis, qui ad petitionem domini Sadonis et monachorum in hujus facti testimonium et securitatem presenti carte sigilla sua apposuerunt et bona fide promiserunt quod hanc conventionem et laudationem fideliter tenendam et garantisandam pro posse suo fideles erunt coadjutores et consultores. Actum est hoc anno verbi incarnati millesimo centesimo nonagesimo septimo, kalendas aprilis (3), in pleno capitulo, videntibus et audientibus Hugone de Borbonio suppriore (4), Vuillelmo

ajoute : « Il y a encore à présent des gentilshommes en Nivernois de ce nom de Lepie. » (*Histoire manuscrite du prieuré*, folio 103.)

(1) Montfaucon, fief en Berry, près Sancerre, vendu en 1212 par Raoul d'Issoudun à Hervé, comte de Nevers ; après Eudes, on trouve le fief tenu, lors de cette vente, par Renaud de Montfaucon. (*Notice sur Hervé de Donzy*, p. 33.)

(2) Geoffroi de Pougues, qui paraîtra à la charte suivante.

(3) Pâques se trouvant le 6 avril en 1197, cette charte, datée du 1er avril, avant Pâques, doit être portée à 1198.

(4) Hugues de Bourbon, alors sous-prieur, devint, vers 1216, le dix-huitième prieur de La Charité.

Besordo, Vuillelmo, Hugone eleemosinario, Radulfo de Pogues, Renaudo de Galles, Guidone Garaut, Hugone Suavi, preposito de Charitate, Garino et Oberto Marot et Gaufrido et Herveo de Lorrio et multis aliis.

XLIV.

QUOMODO SADO DE PATINGIIS DEDIT GAUFRIDO DE POGIS FEODUM DE ARGENVERIIS.

1208.

Sadon de Patinges cède son droit sur le même fief d'Argenvières à Geoffroi de Pougues et à ses héritiers.

Ego, Sado de Patingiis, notum facio universis presentibus et futuris quod terra illa de Argenveriis et terra illa, juxta Argenverias sita, quam Joannes Pius et heredes sui titulo pignoris obligaverunt monachis de Charitate, essent de meo feodo. Ego autem feodum terrarum illarum dedi et concessi Gaufrido de Pogis, senescallo Nivernensi, et suis heredibus imperpetuum possidendum; et hoc laudavit et concessit Agnes uxor mea, et ego et heredes mei predicto Gaufrido et suis heredibus donum istud tenemur contra omnes imperpetuum garantire, sigillo meo teste. Actum anno gratie millesimo ducentesimo octavo.

XLV.

QUOMODO GAUFRIDUS DE POGIS DEDIT MONACHIS DE CHARITATE FEODUM SUPRADICTUM DE ARGENVERIIS.

1209.

Geoffroi de Pougues, sénéchal de Nevers, à son départ pour la croisade des Albigeois, abandonne aux religieux de La Charité, moyennant quatre cents livres de Gien, son droit sur le fief d'Argenvières.

Notum sit presentibus et futuris quod ego Gaufridus de Polga, senescallus Nivernensis, pro salute patris et matris mee et meo, dedi in perpetuam eleemosynam monachis de Charitate, totum feodum de Argenveriis et de rebus illis que fuerunt Joannis Pii. Et hoc feci donum laude et assensu Elisabeth, uxoris mee, et Radulfi filii mei; et ego et heredes mei tenemur garantire feodum illud ipsis monachis imperpetuum erga omnes. Propter istud feodum Gaufridus, prior de Charitate (1), et ipsa ecclesia, dederunt mihi crucesignato contra provinciales hereticos (2), quadringentas libras giemenses, teste sigillo meo. Actum anno gratie millesimo ducentesimo nono.

(1) Geoffroi II, frère du comte de Nevers, seizième prieur en 1209, déposé en 1212. (Voyez ci-dessus ch. XIX et XX.)

(2) Le comte et l'évêque de Nevers, suivis de nombreux chevaliers, se rendirent à Lyon le 24 juin 1209, réunion des seigneurs croisés contre les Albigeois. (*Hervé de Donzy*, p. 28.) Cette charte doit être, comme la suivante, au plus tard des premiers jours de juin. L'auteur du *Cartulaire* ajoute au sujet de la terre d'Argenvières : « Elle est encore à présent dépendante du prieuré de La Charité, avec haute, moyenne et basse justice. » (*Histoire manuscrite du prieuré,* folio 109.)

XLVI.

CARTA GUILLELMI EPISCOPI NIVERNENSIS DE EODEM FEODO DE ARGENVERIIS.

1209 Juin. — Nevers.

L'évêque de Nevers reconnaît la donation irrévocable du fief d'Argenvières par Geoffroi de Pougues aux religieux de La Charité.

Guillelmus Dei patientia Nivernensis episcopus (1) omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Noverint omnes quod Gaufridus de Pogua, senescallus Nivernensis, in nostra presentia constitutus, recognovit se dedisse in perpetuam eleemosynam monachis de Charitate totum feodum de Argenveriis et de rebus illis que fuerunt Joannis Pii. Protestatus est etiam coram nobis quod hoc donum fecit, laude et assensu Elisabeth uxoris sue et Radulfi filii sui, et quod ipse Gaufridus et heredes ipsius tenentur garantire ipsum feodum dictis monachis imperpetuum erga omnes ; ad petitionem autem dicti Gaufridi has sigillo nostro litteras confirmamus. Actum apud Nivernenses anno gratie millesimo ducentesimo nono, mense junio.

(1) Guillaume de Saint-Lazare, évêque de Nevers, 1201-1221.

XLVII.

CARTA DE QUARTALAGIO SALIS ET ANNONÆ ET RERUM OMNIUM QUÆ IN RIVAGIUM CHARITATIS ADVENERINT (1).

1107.

Accord entre le prieur Eudes Arpin et Adam Le Meschin ; celui-ci renonce à son droit de rivage pour toutes marchandises et de cartelage pour le blé et le sel ; il approuve également les donations diverses faites autrefois par son père.

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Ad posterorum memoriam literarum apicibus dignum est annotari, qualiter Adam Meschinus, filius Adam de Cresno, de omnibus querelis quas adversus monachos Sanctæ Mariæ de Charitate habebat, in concordiam et perdonationem venerit. Statuerunt igitur diem domnus Odo Arpinus prior et ipse Adam, quo de eisdem querelis in unam venirent concordiam. Concessit igitur ut de quibuscumque rebus quæ in rivagium hujus villæ, in terra nostra venerint, nihil accipiat; totumque monachis habendum dereliquit quartalagium salis, per totam terram monachorum ; quartalagium (2) vero annonæ ubique cujuscunque sit terra, sive sua, sive aliorum de toto

(1) Cette charte est publiée partiellement en note par Raynal (*Histoire du Berry*, I, 405) à propos de Eudes Arpin, ancien vicomte de Bourges et troisième prieur de La Charité, de 1107 à 1130. Cette donation dut avoir lieu dès le commencement de son administration.

(2) L'explication de ce mot est empruntée à notre charte :

« Quartalagium idem quod Cartalagium seu jus percipiendi quartas vel certas mensuras ex rebus siccis venalibus vel transeuntibus. Chart. an. 1107 ex archivo B. M. de Charitate. *Quartalagium salis et annonæ in rivagio Charitatis.* » (Ducange.)

burgo Charitatis. Concessit etiam prædictus Adam terram communem mediæ plantationis, furnum scilicet et cætera ædificia post obitum suum, sive hæredem habeat, sive non habeat, sicut hoc quoque pater ejus vivens concesserat; medietatem etiam exclusæ in quamcunque partem cursus Ligeris fluat, sed et omne quod pater ejus vel antecessores monachis contulerunt, ipse quoque concessit et laudavit. Huic ex parte ejus testes sunt Hugo de Castellione, Gibaudus de Sancto Verano, Rainaldus Normannus, Rodolfus de Bosco, Hugo de Tronceangiis; ex parte monachorum, Theodoricus de Montefalconis, Hugo de Tilio, Gaufredus Dado, Galterius de Pino, Vualterius, Fruinus, Arnulfus Juvenis, Odo de Albiniaco et Aicardus Bertrannus, Mainardus Adelinus præpositus, Archimbaldus, Valterius Brito et Letericus frater ejus et multi alii. Factum publice apud Sanctam Mariam de Charitate, in manu domini Odonis prioris, cognomento Arpini, anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo septimo, indictione decima quinta, regnante Philippo Francorum rege, Vuillelmo (1) Nivernorum comite.

XLVIII.

CARTA BARTHOLOMEI DE MURO, DE CAMPOFROALDI (2).

1111. — La Charité, puis Bourges.

Barthélemy du Mur fait don à La Charité d'une vigne et d'une ouche à Saint-Outrille, près Bourges, d'un pré de deux arpents, de droits en deniers et en avoine sur les

(1) Guillaume II, de 1101 à 1148.

(2) Quelques extraits de cette charte ont été imprimés par Raynal. (*Histoire du Berry*, I, p. 409.)

colons, de l'usage dans le bois de Champfraud. Il y ajoute des tonnes et cuves pour contenir environ trois cents muids de vin et des coffres pour vingt muids de grain, plus, à sa mort, la moitié de ses hardes et de ses bestiaux. Peu après, à Bourges, dans le cloître de Montermoyen, il donne encore, du consentement de ses enfants, tout ce qu'il s'était réservé à Champfraud et une grande maison à Bourges.

Barthélemy avait donné ses biens à l'instigation de son fils Robert, religieux à La Charité ; il avait espéré faire ses vœux lui-même avec Eudes, son plus jeune fils, mais celui-ci ne se décidant pas à renoncer au monde, il supplia le prieur Eudes Arpin de réduire les donations, pour ne pas lui faire déshériter entièrement son fils. Le prieur garda tout Champfraud et deux arpents de pré à Marmagne ; il rendit la maison et la vigne, en réservant pour le couvent le droit de retour à défaut de postérité, une redevance annuelle d'une charretée de vin, en signe d'hommage, et enfin la préférence pour un gage de cent livres à verser dans les conditions ordinaires de garantie.

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Noverint præsentes et posteri quod ego, Bartholomeus de Muro (1), pro remedio patris ac matris atque uxoris, omniumque antecessorum meorum, simulque pro amore filii mei Roberti monachi, atque pro remissione peccatorum meorum, trado et concedo Deo et Sanctæ Mariæ et monachis de Charitate, clausum vineæ meæ, quod extra murum Bituricæ civitatis, inter ecclesiam Sancti Austregisili et flumen Aurionis (2), ita

(1) On trouve un Pierre du Mur rendant hommage au comte de Nevers en 1310. (*Inventaire de Marolles*, p. 496.)

(2) Saint Outrille, ancienne chapelle, siége d'un chapitre, située au bas du château, aujourd'hui la préfecture, et près de la rivière d'Auron. (A. de Kersers, *Statistique du département du Cher*, Bourges, p. 206.)

videlicet ut idem clausum, quoad vixero, de monachis teneam; post meum vero ab hac luce decessum, erit prorsus illorum jure possidendum perpetuo. Olchiam quoque do eis quæ est inter clausum et flumen Aurionis, simili modo, et aliam planam terram quæ est ultra molendinum Sancti Stephani et pertingit usque ad vadum Petræ. Duos etiam arpennos pratorum trado illis præsentialiter qui fuerunt Stephani Galabide consanguinei mei. Do illis etiam duos denarios salvamenti (1) de unoquoque villano et totam avenam de habitantibus villanis, quam etiam de habitaturis qui eam hoc modo reddunt, ut ii qui cum bobus terram colunt unum sextarium avenæ reddant, alii vero dimidium, tantumque de bosco Campi-Froaldi (2) quantum eis sufficiat ad domos et vineas faciendas, vel ad quæcumque voluerint in suo dominio. Trado illis et domum Arberti, archipresbyteri de Brierio (3), in eo in quo nunc est sita loco, aut in quo eam postmodum removebo. Tonnas quoque trecentos vini modios continentes et cupas quæ ad eamdem mensuram vinum continere sufficiant, nec non et arcas (4) viginti annonæ modios capientes. Præter hoc universorum pannorum meorum omnis generis dimidium eis do, non quidem præsentialiter, sed vel ante mortem meam vel in morte. Boum quoque ac vaccarum atque porcorum meorum dimidium. Hujus rei testes sunt Rodulfus Cocus, Arnulfus de Monastello-medio, Arnaldus Berillus, Petrus Dalphinus, Adelinus præpositus, Archimbaldus, Aymericus servientes.

(1) *Salvamentum*, redevance due par les tenanciers à leur seigneur pour la protection de leurs personnes et de leurs choses.

(2) Champfraud, domaine, commune de Saint-Capraix, près Bourges. On y voit encore l'écu aux trois bourses, armes du prieuré.

(3) Bruère et La Celle-Bruère, archiprêtré, puis simple église, près Dun-le-Roi.

(4) *Arca*, arche ou coffre de grande dimension pour contenir des grains. Ducange cite à ce mot la phrase de notre charte empruntée aux archives de La Charité : *Ex archivo B. M. de Charitate. Tonna* et *cupa* désignent des futailles pour les vins.

Vuido de Chaslone, Rodulfus de Bosco, Rodulfus Bodo. Actum publice in capitulo beatæ Mariæ de Charitate.

Post hoc etiam donum, quod apud Sanctam Mariam de Charitate factum est, fecit ipse Bartholomeus aliud donum apud Bituricas, in claustro beatæ Mariæ de Monastello medio (1), totum videlicet quod in eadem terra Campi-Froaldi retinuerat, sine ulla retentione post obitum suum monachis donavit atque concessit. Hoc donum laudavit filius ejus Odo, et Aremgardis filia ejus et maritus ipsius Gaufridus, et Robertus eorum filius, et Thomas de cujus feodo erat, videntibus Raymundo Bechet, Sulpitio de Concorcialo, Stephano Guissa curta, Odone de Muro, Odone Dapifero, Roberto Meschino. Deinde crescente devotione donavit dominus Bartholomeus Deo et Sanctæ Mariæ de Charitate suam magnam domum quæ est intra murum Bituricæ civitatis, et totum casale in quo sita est, cum omnibus quæ ad casale pertinent; quam scilicet donationem per manum filii sui domni Roberti monachi misit priori et conventui de Charitate. Proposuerat quippe ut, si fieri posset, et se et filium suum parvulum Odonem, quem habebat, cum omnibus rebus suis Deo et Sanctæ Mariæ de Charitate traderet. Postea vero videns supradictum filium suum Odonem nolle sæculum relinquere, et quod proposuerat non posse adimplere, expetiit domnum Odonem (2), priorem de Charitate, et omnia supradicta dona quæ ante donaverat recognoscens, omnium donationem iterum ipse et Odo filius ejus in manum prioris miserunt. Ac inde pater obnixe pro

(1) Notre-Dame de Montermoyen ou Montermain, ancien monastère de femmes, puis chapitre de chanoines réguliers. La chapelle, dont il ne reste que quelques vestiges, était située au nord-ouest de la caserne, rue du Vieux-Poirier. (*Statistique du Cher*, Bourges, p. 216.)

(2) On se rappelle le prieur Eudes Arpin, vicomte de Bourges auparavant. Sa haute situation avait dû provoquer cette donation et explique le rôle délicat qui lui fut donné en cette circonstance.

filio suo, ne illum exhæredaret, priorem rogavit. Prior vero locutus est cum consilio et Bartholomeus similiter cum suo. Hanc concordiam et conventionem inter se fecerunt ut dominus Bartholomeus totam villam, quæ Campus-Froaldus vocatur, cum omnibus quæ inibi habebat Deo et Sanctæ Mariæ de Charitate imperpetuum possidendam in præsenti traderet; partem scilicet quam antea monachis dederat et partem quam in vita sua retinuerat. Addidit etiam huic dono quatuor arpennos pratorum apud Marmanniam (1), laudante hoc ipsum donum filio suo Odone. Prior vero concessit supradicto Odoni filio Bartholomæi suam magnam domum et magnum clausum vinearum, tali conditione ut si sine legitimo hærede filiorum aut filiarum obierit, similiter si filii filiorum aut filiarum sine legitimis filiis aut filiabus obierint, et ut totum breviter dicatur, ubicunque legitima posteritas filiorum aut filiarum defecerit, omnia quæ supra diximus ad locum de Charitate revertantur; nullus enim alius hæres hæreditare valebit. Quicunque vero ex supradictis hæredibus hoc clausum habuerit, ad cognoscendum quod de monachis illud teneat, per singulos annos quoddam plaustrum (2) vino mero onustum illis dabit. Sciendum vero quoniam si filius domini Bartholomæi, aliqua necessitate compulsus, pecuniam mutuo accipere voluerit, usque ad centum libras denariorum medietanæ monetæ (3), super prædictam domum et clausum, a monachis de Charitate accipiet, ita tamen ut securos illos faciat, quod nec per se nec per alium quemlibet de isto vadimonio aliquam violentiam vel injuriam illis inferat, donec tantam pecuniam reddat. Actum publice inter Bituricas et Ayas (4), anno ab Incarnatione Domini millesimo centesimo unde-

(1) Marmagne, canton de Mehun-sur-Yèvre, près Bourges.

(2) *Plaustrum* est pris dans le sens de char, charretée. A titre de reconnaissance il devait une voiture chargée de vin.

(3) Probablement monnaie de moyenne valeur.

(4) Les Aix-d'Angillon, canton à vingt kilomètres de Bourges.

cimo, indictione quarta, regnante Ludovico rege Francorum, præsente domno Odone, priore de Charitate, cum monachis suis, Henrico filio comitis Stephani (1), Roberto monacho filio domini Bartholomei, Stephano capellano prioris. Fuerunt et laïci testes, ex parte monachorum, Walterius, Fruinus, milites, et famuli eorum Stephanus, Rodulfus, Bernardus, Alvredus, Hugo. Ex parte domini Bartholomei et ejus filii Odonis fuerunt testes : Rainaldus Guissa curta, Rainaldus Bechet, Arnulfus de Monastello medio, Paganus, Hyreus, Hugo, Senerillus.

XLIX.

CARTA HUGONIS DE TILIO PRO EJUS UXORE ERMENGARDE, DE NARCIACO.

1121 Août 15.

Ermengarde, à ses derniers moments, ayant chargé Hugues de Til, son mari, d'obtenir sa sépulture dans l'église de La Charité et de faire don aux religieux de ce qu'elle possédait à Narcy, celui-ci, après l'enterrement, en présence des évêques de Nevers et d'Auxerre, du prieur Eudes et de son chapitre, donne tous ses biens de Narcy et de la Bertrange, à l'exception des hommes et des tenanciers. A cette occasion, Hugues et sa femme sont inscrits pour un anniversaire.

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Notum sit omnibus quod Ermengardis, uxor Hugonis de Tilio (2),

(1) Henri, évêque de Vinchester, mort en 1171, 3e fils d'Etienne, comte de Blois.

(2) Ce personnage paraît fréquemment dans nos chartes et dans celles d'Auxerre. Ce fut sans doute lui qui rendit, de concert avec saint

infirmitate qua et obiit prægravata, rogavit eumdem virum suum, ut se ad Sanctam Mariam de Charitate deferri et ibi sepeliri faceret, donaret etiam eidem ecclesiæ pro salute animæ suæ aliquid de terra sua, videlicet quidquid habebat apud Narciacum (1), et in tota potestate Narciaci, quod scilicet de capite ipsius erat. Hanc ejus petitionem viderunt et audierunt Hubertus de Talaia, Robertus de Bosco, Rainaldus Voce, Rainaldus Morellus. Itaque postquam corpus ejus illuc delatum est ibidem sepultum, introiens præfatus Hugo capitulum monachorum, præsentibus episcopis Hugone Autissiodorensi et Fromundo Nivernensi (2), præsente etiam domno Odone totoque conventu, donavit eis pro anima uxoris suæ Ermengardis, sicut illam adhuc viventem ab ipso petiisse et denominasse supradixit, quidquid omnino in dominio suo habebat apud Narciacum et in tota potestate Narciaci et in Lasteio et in Britannia (3). Excepit vero casatos suos et homines quosdam, scilicet Rainaldum de Burgonovo et Andream fratrem ejus, Josbertum quoque mercatorem, et fratrem ejus Paganum et hoc quod in uxore Stephani de Narciaco habebat. Hoc viderunt et audierunt, ex parte ejus, Vuillelmus, comes Nivernensis (4), Hugo Mansellus, Vuillelmus de Monte Nesione (5), Hubertus de Talaia, Robertus de Bosco, Rainaldus Voce. Ex parte monachorum, Hugo præpositus, Ebrardus, Baraldus, Archimbaldus, Normannus,

Bernard, une sentence sur le testament de Guillaume II, comte de Nevers, en 1150. (Lebeuf, t. III, p. 83.)

(1) Narcy, canton de La Charité, fief de la châtellenie de Nevers.

(2) Fromond, évêque de Nevers, 1121-1143. Hugues de Montaigu, évêque d'Auxerre, 1114-1136.

(3) La forêt de la Bertrange, entre La Charité et Beaumont-la-Ferrière. *Lasteium* désigne vraisemblablement Laché, commune de Vitry-Laché, canton de Brinon. *Lascheium, Lachay* était un fief de la châtellenie de Montenoison.

(4) Guillaume II comparaît comme suzerain direct.

(5) Montenoison, canton de Prémery. Importante châtellenie du comté de Nevers, qui comprenait cent trente fiefs dans son ressort.

Thomas de Hospitio, Landricus, Petrus filius Aymerici, aliique perplures. Factum est hoc anno ab Incarnatione Domini millesimo centesimo vicesimo primo, indictione decima, regnante Ludovico Francorum rege, die Assumptionis beatæ Mariæ.

Præceptum igitur et constitutum est a domno priore Odone totoque conventu ut anniversarium ejusdem Ermengardis, necnon et Hugonis viri ejus, postquam et ipse obierit, in ecclesia beatæ Mariæ de Charitate perpetuo fiat et die eodem de redditibus terræ supradictæ conventus reficiatur (1). Igitur de omnibus jussit Hugo de Tilio cartam fieri, et ut apud posteros rata et firma permaneant, domni Hugonis Autissiodorensis episcopi, qui præsens affuit, sigillo muniri.

L.

CARTA ALIA HUGONIS ITEM DE NARCIACO.

1146 circa.

Hugues de Narcy donne aux religieux de La Charité un alleu, une maison, la moitié des revenus du four et tous ses biens de Narcy. Itier, son suzerain, reçoit une somme de mille sous et sa femme un présent, pour approuver cet acte. Quelque temps après Hugues de Narcy, ayant pris la croix, renouvelle sa donation en présence du comte de Nevers, et les moines consentent à fournir, à titre de secours, trois cents sous à lui et une prébende à sa femme, sa vie durant.

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis, Patris, Filii et Spiritus Sancti. Noverint præsentes et futuri quod Hugo de

(1) Leur anniversaire est inscrit dans l'obituaire du prieuré de La Charité à l'année 1121.

Narciaco vuerpivit, Deo et Sanctæ Mariæ de Charitate, medietatem furni de Narciaco, quam de ipsis monachis de Charitate tenebat, et alodium illius et domum et quidquid in furno habebat. Hoc autem donum laudavit Iterius, dominus ejus, Nivernis, coram domino Vuillelmo, Nivernensi comite. Fuerunt hujus rei testes dominus Vuillelmus, Nivernensis comes, et Vuillelmus filius ejus, et Hugo de Tilio, et Adam de Marchia, et Robertus de Bosco, Vuillelmus Garaldus, Hubertus de Talai, Hugo de Boannai, et alii plures. Uxor autem Iterii similiter hoc donum laudavit et filius ejus et filia et omnes infantes illius concesserunt et laudaverunt. Monachi vero propter hoc Iterio mille solidos dederunt, uxor quoque ipsius, similiter a monachis quo et ipsa hoc donum laudaret, munus habuit. Post hæc autem, aliquanto transacto tempore, sæpedictus Hugo de Narciaco, Hierosolymam adire disponens (1), venit Charitatem et coram domno Petro priore, cognomento de Polo (2) et senioribus Charitatis, coram etiam Vuillelmo Nivernensi comite et aliis multis qui tunc præsentes aderant, iterum sicut ante jam fecerat, vuerpivit Deo et Sanctæ Mariæ de Charitate cum bona voluntate sua quidquid in furno de Narciaco habebat in perpetuum. Pro hac itaque re monachi dederunt ei, charitatis intuitu, trecentos solidos et uxori ejus, quoniam et ipsa hoc bene laudavit, unam prebendam quamdiu viveret. Sunt autem hujus rei testes dominus Vuillermus, comes Nivernensis, in cujus conspectu hæc omnia gesta sunt, et Adam de Marchia, Robertus de Bosco, Vuillelmus Garaldus, Humbertus de Talai, Vulgrinus prepositus, Hugo de Boannai, et alii multi qui hæc omnia viderunt et audierunt.

(1) La deuxième croisade, où fut le roi Louis VII, se prépara de 1145 à 1147, époque du départ du roi. La mention de cet événement et la présence des témoins cités permettent de fixer approximativement la date de cette charte à 1146.

(2) Pierre de Paule, cinquième prieur de La Charité, 1138-1147.

LI.

CARTA LUDOVICI VII, FRANCORUM REGIS, DE QUATUORDECIM MODIIS FRUMENTI SINGULIS ANNIS SUPER MOLENDINA SUA PERCIPIENDIS APUD BITURICAS.

1138. — Bourges.

Louis VII, roi de France, donne aux religieux de La Charité quatorze muids de froment, à prendre sur les profits de ses moulins de Bourges, à la condition de célébrer à perpétuité et avant tout autre, un anniversaire le jour de son décès et du décès de son père le roi Louis VI.

In nomine Domini, ego Ludovicus, Dei gratia Francorum rex et dux Aquitaniæ, notum facimus universis fidelibus, tam futuris quam præsentibus, quod nos pro remedio animæ patris nostri piissimi Ludovici et antecessorum nostrorum et nostræ, sanctissimæ ecclesiæ de Charitate nobis charissimæ donavimus et in æternum concessimus, de frumento nostro apud Bituricas, singulis annis, ad supplendum victum monachorum modios quatuordecim. Nos vero ab eisdem monachis postulavimus et ipsi nobis concesserunt per manum domni Petri prioris (1) ut anniversarium diem obitus patris nostri et nostrum (2) similiter in æternum in eadem ecclesia faciant, et pro nulla occupatione prætermittant. Quod ut perpetuæ stabilitatis obtineat munimentum scripto commendavimus et sigilli nostri authoritate et nominis nostri caracthere subter firmamus. Actum publice apud Bituricas in

(1) Pierre de Paule, cinquième prieur, environ 1138 à 1143.

(2) Louis VI, le Gros, mourut à Paris le 1er août 1137; Louis VII, le 18 septembre 1180. Leurs deux anniversaires sont marqués à l'année 1138 dans le nécrologe de La Charité.

palatio nostro anno Incarnationis Dominicæ millesimo centesimo tricesimo octavo, regni nostri secundo, astantibus in palatio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa, dapifero nullo. Signum Vuillelmi Buticularii (1), signum Mathæi constabularii (2), signum Mathæi camerarii (3). Data per manum Algrini (4) cancellarii.

(Monogramme.)

LII.

CARTA ALIA EJUSDEM REGIS, PRO SEXDECIM MODIIS FRUMENTI, SUPRA DICTA MOLENDINA PERCIPIENDIS.

1146. — Nevers.

Autre charte de Louis VII exposant que les quatorze muids de blé donnés par Louis VI à La Charité, sans désignation exacte, avaient bien été attribués, sur la demande du prieur Pierre de Paule, aux moulins de Bourges; mais comme on les livrait moitié ras, moitié avec faîte, le roi, pour éviter toute contestation, prescrit le don de seize muids ras, mesure de Bourges, à l'époque du Carême.

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis, Ludovicus, Dei gratia, rex Francorum et dux Aquitanorum. Omnino conve-

(1) Guillaume de Senlis, surnommé le Loup, fut bouteiller de France jusqu'en 1149 environ et mourut en 1187.

(2) Mathieu Ier de Montmorency venait d'être nommé connétable en cette année 1138 et occupa cette fonction jusqu'à sa mort, en 1160. (P. Anselme, *Grands officiers de la couronne.*)

(3) Mathieu Ier, comte de Beaumont-sur-Oise.

(4) Algrin, chanoine d'Étampes et chapelain du roi, chancelier, d'environ 1135 à 1140.

niens est ut eleemosynas quas facimus certo alicubi loco designemus, ne fiat instabile aut vagum, quod expedit esse sempiternum, notum proinde facimus universis, et præsentibus pariter et futuris, quod quatuordecim modios frumenti, quos ecclesiæ Sanctæ Mariæ de Charitate felicis memoriæ Ludovicus, rex Francorum, genitor noster, apud Bituricas in eleemosynam absque tamen certa designatione donaverat, in molendinis nostris Bituricensibus, precatu Petri de Paulo, tunc temporis ejusdem ecclesiæ prioris dilectissimi nostri, rata nimirum et immobili diffinitione imposterum assignavimus. Et quoniam prænumeratorum medietas erat, ut vulgo dicitur, ad rasum, medietas autem ad cumulum (1), pro quatuordecim modiis frumenti sexdecim modios frumenti ad mensuram Bituricensem et ad rasum suppleri statuimus, qui ad victum monachorum, singulis in perpetuum annis, de molendinis nostris in quadragesimo persolvantur. Quod ut stabile semper inconcussum permaneat, scripto commendari, sigilli nostri authoritate muniri, nostrique nominis transcripto caracthere corroborari præcepimus. Actum publice Nivernis, anno ab Incarnatione Domini millesimo centesimo quadragentesimo sexto, regni vero nostri decimo, astantibus in palatio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa. Signum Radulfi, Viromandorum comitis, dapiferi nostri (2), signum Vuillelmi Buticularii, signum Mathei camerarii, signum Mathei constabularii. Data per manum Cadurci (3) cancellarii.

(Monogramme.)

(1) Le boisseau était rez, *ad rasum,* ou bien grande mesure avec un sommet, *ad cumulum,* enfaîté.

(2) Raoul, comte de Vermandois, sénéchal, de 1131 à 1147.

(3) Cadurc, chancelier de 1140 à 1147. Pour le connétable et chambrier, voyez charte précédente.

LIII.

MANDATUM LUDOVICI VIII REGIS PRO SOLVENDIS PREFATIS SEXDECIM MODIIS FRUMENTI.

1223 Septembre. — Bourges.

Louis VIII commande à ses officiers d'installer à ses moulins de Bourges, au Carême, un sergent du prieur de La Charité, pour recevoir les seize muids de froment.

Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, omnibus meis Bituresii salutem. Mandantes vobis, precipimus quatenus priorem Charitatis, singulis annis in quadragesima, permittatis ponere unum de servitoribus suis, ad sumptus suos, qui recipiet sexdecim modios frumenti, quos percipere debet in molendinis nostris Bituricarum, sicut in literis felicis memorie avi nostri Ludovici, quondam regis Francorum plenius continetur. Actum Bituricis, anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo tertio, mense septembri.

LIV.

MANDEMENT DU DUC DE BERRY A SON BAILLY DE BOURGES POUR LE PAYEMENT DES SEIZE MUIDS SUSDICTS.

1365 Mars 10. — Paris.

D'après la requête des religieux de La Charité au duc de Berry, ils avaient de temps immémorial le droit de mettre, en Carême, un de leurs gens aux moulins le Roi, avec une clef du coffre des recettes, jusqu'à parfait paye-

ment de seize muids de blé. Les profits des moulins venant à être perçus directement par le domaine du duché, et les officiers s'opposant à l'accomplissement de cet usage, sans mandat spécial, le duc Jean ordonne de laisser les religieux jouir de leur rente comme par le passé.

Jean, filz de Roy de France, duc de Berry et d'Auvergne (1), à nos bailly et receveur de Bourges et à tous nos autres officiers ou à leurs lieutenans, salut. Ouye la supplicacion de nos bien amez les religieux, prieur et couvent de La Charité sur Loyre, contenant comme ils ayent accoustumé de prendre et avoir chascun an sur les moulins que l'on dit les moulins le Roy, à Bourges, seize muids de froument à la mesure du lieu et de mettre, de par eulx, esdiz moulins, le premier jour de Caresme, un de leurs gens ou officiers, qui aye une des clefs de la huche où l'en met le froument que iceux moulins gaignent (2), et ne s'en part jusques à ce que lesdiz religieux soient payez entièrement desdiz seize muids froument; et de ces choses ayent esté et soient en possession et saisine, et en ont joui et usé paisiblement de tel et si long temps qu'il n'est memoire du contraire, et il soit ainsy que lesdiz moulins qui d'ancienneté ont esté et sont du domaine de nostre duché, lesquelz souloient tenir en sa main le Borgne de Levis (3), soient de nouvel venus en nostre main,

(1) Jean de France, troisième fils du roi Jean, né le 30 novembre 1340, duc de Berry en 1360, mort à Paris le 15 juin 1416.

(2) Les meuniers se payaient ordinairement en nature. Le *Livre des métiers* et l'ordonnance du roi Jean, de 1351, disent à ce sujet : « Les meusniers prendront, à Paris, de mouldre ung sextier de blé douze deniers parisis et non plus, ou ung boissel rez du blé qu'ilz mouldront. » Ces grains constituaient des profits en nature, sur lesquels les religieux prélevaient leur compte.

(3) Les moulins des Quatre-Pelles, construits sur l'Yèvre, près Saint-Privé, formaient une censive dont la propriété s'éteignit à défaut de mâle dans la famille. Ils furent détruits par les Anglais au quinzième siècle.

et en ayons à present les proffitz et emolumens, et pour ce soyons tenus de payer ce en quoi ils sont chargez envers lesdiz religieux ; et combien que par certain temps que lesdiz moulins ont esté en nostre main, par deffault d'homme, et en ayant reçeu les proffiz, lesdiz religieux ayent joui et usé paisiblement de leur droit, possession et saizine dessusdicte, au veu et au sceu de nos gens et officiers et non contredisans, neantmoins vous ou aucun de vous, en ceste presente année, avez contredit et refusé de laisser lesdiz religieux jouir et user de leur droit, possession et saizine, en la maniere qu'ils ont accoustumée, et de leur payer ladicte rente, disans que sans avoir mandement de nous sur ce, ne l'ausiez bonnement faire, si comme lesdiz religieux disent, en nous supplians comme ladicte rente ils ayent jouy paisiblement par le temps dessusdict jusques a ceste année, et ayent moult perdu par le faict des guerres, que sur ce leur voulions pourvoir de gracieux remede. Nous, considéré ce que dit est, qui ne voulons les droicts des eglises estre diminués, mais iceulx accroistre, vous mandons et a chascun de vous, si comme a luy appartiendra estroittement enjoignons, en commettant, si mestier est, que s'il vous appert deuement des choses dessusdictes, lesdiz religieux et leurs gens vous faites, souffrez et laissez jouir et user paisiblement de leur rente, saizine et possession dessusdicte, en leur souffrant et laissant prendre et estre payez de leur dicte rente doresnavant, en la maniere et selon qu'il vous apparoistra avoir faict lesdiz religieux, avant que lesdiz moulins feussent dernierement mis en nostre main, en ostant tout empeschement qui par vous ou aucun de vous y auroit sur ce esté mis, se aucun y en avoit, lequel en ce cas nous ostons par ces presentes, nonobstant nos ordonnances, mandemens ou deffenses faictes ou a faire au contraire. Donné à Paris le dixiesme jour de mars, l'an de grace mil trois cent soixante et cinq, sous le scel de nostre secret, en l'absence de nostre grand.

Par monsieur le duc et à la relacion de l'evesque de

Nevers (1), signé de Chery, et scellé en cire rouge, aux armes du duché de Berry, qui sont semé de France (2).

LV.

QUOMODO VUILLELMUS, NIVERNENSIS COMES, OMNES POSSESSIONES CHARITATIS IN SUO FEODO SITAS CONFIRMAVIT (3).

1143 et 1223 Février.

Vidimus par l'évêque d'Auxerre d'une charte de Guillaume, comte de Nevers, dans laquelle, sur le point d'entrer à la Chartreuse, il donne son consentement à toutes les acquisitions que les religieux de La Charité pourront faire dans le comté. Il renonce à tout droit de péage et d'hôtellerie dans leurs habitations et à toute suzeraineté sur le monastère et la ville de La Charité.

Henricus, Dei gratia, Autissiodorensis episcopus (4), universis presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noveritis nos verbo ad verbum legisse et inspexisse chartam

(1) Pierre Aicelin de Montaigu, évêque de Nevers en 1361, avait été chancelier du duc de Berry et resta toujours du conseil de ce prince. (L. de Saintemarie, *Recherches sur Nevers*, p. 292.)

(2) *Note du manuscrit.* — Il y a deux autres mandemens du susdit duc de Berry, dans le trésor de monsieur le prieur de La Charité, dans le logis prioral, portant ordre à son grenetier de Bourges de payer la susdicte rente auxdits religieux de La Charité, pour les années 1367 et 1371.

(3) Cette charte est imprimée dans le *Gallia Christiana*, t. XII, col. 114, *instrumenta*.

(4) Henri de Villeneuve, cinquante-neuvième évêque d'Auxerre, 1220-1234.

domini Guillelmi, comitis Nivernensis, spectantem ad ecclesiam de Charitate, sub hac forma :

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Notum sit presentibus et futuris quod ego Vuillermus, Nivernensis comes, ecclesiam beate Marie de Charitate, honestate et religione pollentem, ab omni perturbatione quietam meis et successorum meorum temporibus desiderans, et particeps beneficiorum servorum Dei fieri volens, eo tempore quo vitam meam mutare et Carthusiam pro agenda penitentia adire disponebam, cum duobus filiis meis, Vuillelmo et Rainaldo (1) apud dictam Charitatem veni, ibique assistentibus ipsis filiis meis, clericis quoque, militibus et aliis multis, venerabili viro Petro (2) priori et sacro conventui de Charitate supplicavi ut me facere participem beneficiorum que fiunt ab eis dignarentur. Quod cum mihi concessissent, ego, pro salute tam mea quam parentum meorum, laudavi et concessi dictis monachis quidquid de feodo meo, casamentoque, quocumque modo acquisierant, vel poterunt acquirere imperpetuum, et totum pedagium per totam terram meam. Significavi etiam omnibus qui aderant, me seu successores meos non habere aliquam herbergariam consuetudinem in his villis de Beluciaco, Poliaco, Charentone, Vevra, Maigniaco, Patingiis, Domnopetro aut in grangia de Rocaforti (3), sive in aliqua villa aut grangia ad monachos de Charitate spectante. Significavi preterea me seu successores meos in ipso monasterio vel in villa de Charitate aut in pertinentiis nihil juris habere omnino. Hoc viderunt et laudaverunt nominati filii mei. Hujus rei testes sunt Hugo de

(1) Guillaume II, comte de Nevers et d'Auxerre en 1101, se fit chartreux vers 1143 et fut remplacé par son fils Guillaume III. Son autre fils Rainaud fut comte de Tonnerre.

(2) Pierre de Paule, cinquième prieur, 1138-1143.

(3) Bulcy, près Mêves, Pouilly, Charent, Vêvre (?), Magny, commune de La Celle; Patinges, commune de Cours-les-Barres (Cher); Dompierre-sur-Nièvre; Rochefort, commune de Narcy.

Tilio, Adam de Marchia, Hugo de Patingiis, Seguinus de Tornella, Durannus de Fovent, Hugo de Roony et alii. Actum publice anno Dominice Incarnationis millesimo centesimo quadragesimo tertio, indictione quinta, Ludovico piissimo regni Francorum et Aquitanici primatus habenas feliciter gubernante.

In cujus inspectionis testimonium, ad petitionem B... prioris et conventus de Charitate, presenti transcripto, sigillum nostrum duximus apponendum. Datum apud Charitatem anno Domini millesimo ducentesimo vigesimo tertio, mense februario.

LVI.

VADIMONIUM TERRÆ DE COLLONGIIS MONACHIS DE CHARITATE POSITUM A PONTIO DE MONTE PODIO.

1148.

Pons de Montenpuis, ayant pris la croix, engage tous ses biens situés à Coulonge pour 90 livres nivernaises que lui payent les religieux de Coulonge et de La Charité. Il leur en donne les revenus pour la durée de l'engagement. Ses quatre frères approuvent sur serment cette convention et la font reconnaître par l'évêque et le comte de Nevers.

In nomine sanctæ Trinitatis. Notis memoriæ literis posteritati fidelium assignare decrevimus quod Pontius de Monte podio (1) Hierosolymam pergens (2), posuit in vadimonium

(1) Montenpuis, commune de Saint-Parize-en-Viry.

(2) La deuxième croisade, commandée par Louis VII, eut lieu en 1147.

monachis de Charitate et monachis de Collongiis (1), pro octoginta et decem libris Nivernensis monetæ, partem quam in eisdem Colongiis et in omnibus suis appenditiis habebat, videlicet in hominibus, in pratis, in vineis, in aquis, in bosco et plano et cæteris omnibus quæ in prædictis Colongiis sui juris erant. Dedit autem idem Pontius supradictis monachis, pro remedio animæ suæ, omnes redditus et exitus predictæ villæ quamdiu monachi eam in vadimonio haberent. Quod ut ratum et inconcussum permaneret, prædictus Pontius et fratres ejus, videlicet Guido, Hugo et Gaufridus, hoc coram multis in capitulo de Charitate jurejurando confirmaverunt. Guillelmus vero, quia absens erat, egritudine cogente, postea apud Colungias, multis videntibus, super sacrosanctum altare Dei genitricis eodem pacto jurejurando hoc confirmavit. Præfatus autem Pontius et tres ejus fratres, scilicet Guido, Hugo et Gaufridus, de Charitate revertentes, hoc idem in præsentia domni Gaufridi, Nivernensis episcopi et Vuillermi Nivernensium comitis (2) prædicto pacto confirmaverunt. Hoc laudaverunt et concesserunt uxor supradicti Pontii et fratres ejus Guido, Vuillelmus, Hugo et Gaufridus. Hujus rei testes sunt Drogo, cantor Nivernensis ecclesiæ, Eudo sacrista, Hugo de Buxeria et frater ejus Guido, Vuillelmus de Pero, Vuillelmus de Marriaco, Ulgrinus præpositus, Petrus, Emericus Pino.

(1) Coulonge, commune de Cercy-la-Tour.

(2) Geoffroi, évêque de Nevers, de 1146 à 1160; Guillaume III, comte de Nevers, 1147-1161.

LVII.

CARTA ALIA DE COLONGIIS.

1148.

A la suite de l'acte de gage qui précède, et en présence des mêmes témoins, Pons de Montenpuis donne au prieuré de Coulonge ses droits dans le cimetière de l'église, les deux foires se tenant à Pâques et à l'exaltation de la sainte Croix, avec les droits de place et de justice dans ces foires, le four de Coulonge avec ses usages. Les moines célébreront à perpétuité un anniversaire pour lui et ses père et mère.

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Universis sanctæ ecclesiæ fidelibus notum sit quod Pontius, filius Theodorici de Montepodio pro sua suorumque salute, Hierosolymam pergens, donavit Deo et Sanctæ Mariæ de Colongiis, monachisque ibidem Deo servientibus quidquid clamabat in cimiterio ejusdem ecclesiæ, duas etiam nundinas quæ vulgo feriæ dicuntur, unam in octavis Paschæ in vigilia et in die, alteram in exaltatione sanctæ Crucis (1), in vigilia et in die. Donavit insuper idem Pontius prædictis monachis logias feriarum et justitiam earum in omnibus locis supradictæ villæ, et quidquid ad ferias pertinet, sine ulla retentione, exceptis domibus suis. Dedit quoque præfatis monachis furnum supradictæ villæ, et omnes usuarias ejus

(1) Ces foires devaient se tenir en mars ou avril et en septembre, l'exaltation de la sainte Croix tombant le 14 septembre. Il sera intéressant pour l'histoire locale d'en connaître l'existence à une époque aussi reculée. L'ancien prieuré de Coulonge n'est plus aujourd'hui qu'une maison de campagne près Cercy-la-Tour.

tam in bosco quam in hominibus. Pro hac donatione pepigerunt ei monachi quod anniversarium illius patris etiam et matris ejus singulis annis honorifice facerent. Ut autem hoc donum stabile et inconcussum existeret, prædictus Pontius et fratres ejus, videlicet Guido, Hugo et Gaufridus coram multis in capitulo de Charitate jurejurando confirmaverunt. Vuillelmus vero qui pro infirmitate corporis absens erat, postea apud Colongias multis videntibus super sacrosanctum altare Dei genitricis, eodem pacto quo fratres ejus hoc donum confirmaverant, jurejurando confirmavit. Postmodum præfatus Pontius et tres fratres ejus, scilicet Guido, Hugo et Gaufridus, de Charitate revertentes, hoc idem in præsentia domni Gaufridi, Nivernensis episcopi et Vuillermi Nivernensium comitis confirmaverunt. Si autem huic donationi aliquis resistere vel eam calumniare in futuro voluerit Pontius et fratres ejus se, pro viribus suis, monachorum fore defensores jurejurando confirmaverunt. Hoc donum laudaverunt et concesserunt uxor supradicti Pontii, et fratres ejus Guido videlicet, Vuillelmus, Hugo, Gaufridus. Hujus rei testes sunt Drogo, præcentor Nivernensis ecclesiæ, Eudo sacrista, Hugo de Buxeria et Guido frater ejus, Vuillelmus de Pero, Vuillelmus de Marriaco, Vuillelmus Garaldus, Gaufridus de Rumiliaco, Vulgrinus, Petrus, Emericus. Actum publice anno ab Incarnatione Domini millesimo centesimo quadragesimo octavo, tempore Ludovici Regis Francorum et Vuillelmi Nivernensium comitis, et Gaufridi Nivernensis episcopi. Drogo præcentor et cancellarius Nivernensis ecclesiæ jussit fieri.

LVIII.

CARTA HUGONIS DE LA FERTÉ QUI DEDIT QUADRAGINTA SOLIDOS ANNUALES PRO ANNIVERSARIO SUO SUPER CASTRUM DE UCHIA PERCIPIENDOS.

1151.

Hugues de La Ferté donne aux religieux de La Charité pour son anniversaire une rente de 40 sous établie sur le château d'Ouche, appartenant à Geoffroi de Donzy, petit-fils par sa mère de Hugues de La Ferté. Geoffroi de Donzy, suivi de ses deux fils Hervé et Geoffroi, approuve la donation et revêt la charte de son sceau.

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Posteritati fidelium, ne qualibet possit oblivione deleri, præsenti scripto commendari decrevimus, quod Hugo de La Ferté cognomento Blancus, qui, ex parte matris, domini Gaufridi de Donziaco avus extitit, donavit Deo et Sanctæ Mariæ de Charitate et monachis ibidem Deo servientibus, quadraginta solidos apud castrum quod Uchia (1) vocatur annis singulis pro anniversario suo. Hanc itaque donationem in communi capitulo de Charitate concessit atque laudavit præfatus dominus Gaufridus de Donziaco, cui terra ipsa donata est, cum duobus filiis Herveo et Gaufrido (2) qui similiter hoc laudaverunt et coram multis idem concesserunt. Præsens autem

(1) On a vu dans la charte XXXIX *Humbertus de Oschia.* Cette localité doit être aujourd'hui le hameau d'Ouche, commune de La Marche.

(2) Geoffroi, quatrième baron de Donzy, 1120-1158. Il paraît ainsi que ses deux mêmes fils Hervé et Geoffroi dans un accord avec l'abbé de Saint-Germain d'Auxerre au sujet de Diges, en cette même année 1151. (QUANTIN, *Cart. de l'Yonne*, I, p. 481.)

hæc carta ob hoc, sigillo sæpedicti Gaufridi de Donziaco sigillata est, ne quislibet in futurum huic donationi valeat contra ire et ut in perpetuum stabilis ac firma permaneat. Hujus rei ex parte domini Gaufridi testes sunt Vuido de Arcuin et Gimo famillus, cæterique quam plures. Ex parte autem monachorum Gilo Meschinus de Sancerra (1), Geraldus de Castro Lucio (2), Joannes Pius, Bertolous filius Humberti Bertoloi, Varnerius de Boniaco, Alveriaz filius Joscelini Jardelli et multi alii qui hoc viderunt et audierunt. Hoc autem factum est in communi capitulo de Charitate anno ab incarnatione Domini nostri Jesu Christi, millesimo centesimo quinquagesimo primo.

LIX.

COMPOSITIO HABITA INTER MONACHOS DE CHARITATE ET CANONICOS DE CASTRO RAINARDI SUPER QUADAM PREBENDA A MONACHIS PRETENSA IN ECCLESIA CANONICALI.

1154.

Des deux églises de Châteaurenard, l'une, Saint-Étienne, dépendait de l'abbaye de Saint-Jean de Sens et était tenue par des chanoines, l'autre, Saint-Nicolas, desservie par des moines, relevait du prieuré de La Charité. Ces derniers réclamaient le revenu d'une prébende dans l'église des chanoines; l'abbé de Saint-Jean et le prieur

(1) Adam Le Meschin fit en 1107 une donation au prieur Eudes Arpin. (Ci-dessus, ch. XLVII.)

(2) Chatellux (Yonne), canton de Quarré-les-Tombes. La forme *Castri-lucii* ne se rencontre qu'une fois dans le *Cartulaire de l'Yonne*. Au douzième siècle apparaît déjà Castelud et Castellux.

de La Charité soutenaient chacun la cause de leurs tenanciers. On en vint enfin à l'accord suivant, convenu en présence de nombreux témoins, de l'archevêque de Sens et de l'évêque d'Auxerre : les chanoines payeront cent sous chaque année et renonceront à toutes les dîmes sur les terres des moines, d'autre part les moines abandonneront toute prétention sur ladite prébende et sur l'église.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Quoniam generatio advenit et generatio preterit, omnisque humana actio authoris privilegio profitetur defectum, ne in eis que utiliter geruntur sibi locum vindicet mortis cognata oblivio, literarum suffragio solet provideri; nos itaque hanc sequentes authoritatem, presenti decrevimus annotare pagina, quod facile posse labi timuimus a memoria humana. Noverint igitur tam presentes quam posteri quod monachi de Charitate habebant quandam prebendam in ecclesia de Castro-Rainardi (1) et per illam investituram totam querelabant ecclesiam. Canonici e contra qui eam tenebant, pro viribus illam defendebant; unde tandem, facta compositione pacis, statutum est ut canonici annuatim solverent centum solidos ejusdem castri monete, monachis Sancti Nicolaï, quadraginta solidos in natale Domini, triginta in nativitate sancti Johannis et ultimos triginta in festo sancti Remigii; insuperque relinquerent predicti canonici monachis omnem decimam liberam et quietam, quam solebant accipere in vineis et in terra monachorum, quas in die compositionis in propria dominicatura tenebant. Si quid vero deinceps monachi acquisierint in canonicorum decimatione consuetam decimam canonicis reddent. Monachi autem et prebendam et totam

(1) Châteaurenard (Loiret), arrondissement de Montargis. L'église de Saint-Étienne de Châteaurenard dépendait de l'abbaye de Saint-Jean de Sens, occupée par des chanoines de l'ordre de Saint-Augustin.

ecclesie querelam pro pretaxatis centum solidis et acquisitione decime canonicis in perpetuum reliquerunt. Facta est hec pacis compositio Senonis, in presentia Hugonis archipresulis (1) anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo quinquagesimo quarto. Hujus rei testes extiterunt Herveus prepositus, Odo decanus, Vuillelmus archidiaconus, Symon thesaurarius, Symon cellerarius, Girardus abbas Sancti Petri vivi, Garnerius abbas Sancti Severini (2). Hanc conventionem laudavit Fulco abbas totusque conventus, in capitulo beati Johannis (3), ibidem assistente Rainaldo priore de Charitate et Joel suppriore (4), atque Simone camerario. Hoc idem laudaverunt in suo capitulo monachi de Charitate presente Vuillelmo priore Sancti Joannis et Rainardo priore de Castro Rainardi, atque Radulfo Normanno canonico. Et ut hec carta inconcussa perseveret, munivit eam suo sigillo Hugo, Senonensis archiepiscopus, Alanus etiam episcopus Autissiodorensis (5) per cujus manum ex precepto apostolico prefata causa tractanda erat, sigilli sui authoritate roboravit. Monachi denique sigillo suo confirmaverunt cartam canonicorum, et canonici similiter suo sigillo cartam monachorum.

(1) Hugues de Toucy, archevêque de Sens en 1142.

(2) Parmi ces témoins, Hervé, prévôt du chapitre de Sens, 1150-1157; — Eudes, doyen, 1150-1176; — Guillaume, archidiacre, 1149-1164; — Simon, trésorier, 1143-1163; — Simon, cellerier, 1143-1159; — Girard, abbé de Saint-Pierre-le-Vif de Sens, 1148-1161; — Garnier abbé de Saint-Séverin de Château-Landon, 1150-1169.

(3) Foulques, abbé de Saint-Jean de Sens en 1152.

(4) Raynaud, huitième prieur de La Charité; il paraît dans une charte précédente, où l'évêque Alain confirme les églises du prieuré dans son diocèse. (Ci-dessus, p. 79.)

(5) Alain, évêque d'Auxerre, 1152-1169.

LX.

ALIA COMPOSITIO INTER PREFATOS CANONICOS ET MONACHOS.

1220 Avril.

Autre convention au sujet des biens des mêmes églises de Châteaurenard, arrêtée par plusieurs arbitres et acceptée d'avance par les parties, sous la peine de 40 livres. Le prieur de La Charité renoncera à la rente de cent sous due par l'église de Saint-Étienne. En retour l'abbé de Saint-Jean abandonnera les droits qu'il avait à la Bourgognerie, les dîmes sur les vignes de Châteaurenard et sur les terres cultivées par les hommes de Saint-Nicolas. Les acquisitions à venir ne seront pas soumises à ces conditions.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Henricus de Inferneto, canonicus, magister Hugo de Mantarvilla, canonicus, altaris Sancti Joannis in majori ecclesia Senonensi, et magister Thecelinus, presbyter Preneti (1), salutem in Domino. Noverint universi quod cum querela verteretur inter venerabiles viros B... (2) priorem et conventum de Charitate, ex una parte, pro ecclesia Sancti Nicolaï de Castro-Rainaldi, et venerabiles viros abbatem Vuillelmum videlicet et conventum Sancti Joannis Senonensis, ex altera, pro ecclesia Sancti Stephani de Castro-Rainardi (3), super

(1) *Preneti* ou *Pruneti*, Prunoy (Yonne), arrondissement de Joigny.

(2) Le vingtième prieur ; son nom n'est connu que par cette initiale.

(3) Un privilége d'Eugène III, du 21 juin 1152, énumère les églises dépendant de l'abbaye Saint-Jean de Sens, où figure l'église Saint-Etienne de Châteaurenard. (*Cartulaire de l'Yonne,* I, p. 503.)

decimis tam majoribus quam minutis, tam veteribus quam novis, tam terrarum quam vinearum, et super centum solidis annui redditus quos prior et conventus de Charitate petebant pro ecclesia beati Nicolaï de Castro Rainardi, ab ecclesia beati Stephani de eodem castro, coram abbate et priore Castri-Lanthonis (1) a sede apostolica judicibus delegatis. Tandem partes in nos sub pœna quadraginta librarum compromiserunt, promittentes firmiter, quod quidquid de predictis querelis pace vel judicio statueremus, firmiter observarent. Tandem nos inter partes pacem reformare cupientes, de assensu et voluntate Hervei, prioris Sancti Nicolaï, et Bernardi, prioris Sancti Stephani, qui speciale mandatum in hac causa habent agendi, defendendi, transigendi, componendi, sicut per literas venerabilium virorum Vuillelmi abbatis et conventus Sancti Joannis Senonensis et B... prioris et conventus de Charitate, nobis constitit manifeste; statuimus quod prior et conventus de Charitate quittarent ecclesie beati Stephani de Castro-Rainardi dictos centum solidos; et pro illis centum solidis, venerabiles Abbas et conventus Sancti Joannis Senonensis quittarent ecclesie beati Nicolaï de Castro-Rainardi, quidquid juris habebant, pro ecclesia Sancti Stephani de Castro-Rainardi, in decimatione Burgundarie (2) et adhuc solverent eis annuatim, in octavis Sancti Andree, tres sextarios siliginis et tres frumenti, de meliori quod haberent in grangia sua de Castro-Rainardi, dum tamen bladum esset laudabile et de ipso non deteriorando, priori Sancti Nicolaï, fidem facient excussores. Quittaverunt etiam decimationem vinearum quas in tempore compositionis hujus habebant in perpetuo dominio, in parrochia Castri-Rainardi, videlicet vinee de Campo-Petroso et de deserto et de Sancto

(1) Abbaye Saint-Sèverin de Château-Landon (Seine-et-Marne), arrondissement de Fontainebleau.

(2) La Bourgognerie, commune de Tournan, arrondissement de Melun.

Homono, et de Chaleram et de Barra et planta Bernardi Largot, quondam prioris Sancti Nicolaï, et vinee defuncti Hervei. De vinea vero Doine et Renardi de Seau, de quibus canonici solebant decimas percipere, monachi dictis canonicis decimam fideliter persolvent. Si quas vero dicti monachi vineas in decimatione dictorum canonicorum deinceps acquisierint, decimas de illis dictis canonicis, sicut cæteri parrochiani, persolvere tenebuntur. Quittaverunt etiam dicti canonici eisdem monachis quidquid juris habebant in decimatione, tam veteri quam nova, tam majori quam minuta, terrarum quas homines Sancti Nicolaï tenent ab ipsis monachis ad talliam, salvo tamen jure utriusque ecclesie in vineis, tam plantandis quam de novo plantatis, et etiam totam decimam Garnerii Theonis, tam majorem quam minutam, quantum ad terram quam tenet a dictis monachis. In alia vero minuta decima, infra fines parrochie Castri-Rainardi, extra predictam terram beati Nicolaï, prior et conventus de Charitate nihil de cætero reclamabunt. Quod ut ratum et inconcussum permaneat, presentes litteras sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari. Actum anno gratie millesimo ducentesimo vicesimo, mense aprili.

LXI.

COMPOSITIO INTER RODULFUM DE BOSCO ET MONACHOS DE CHARITATE RATIONE MOLENDINORUM CHARITATIS ET DE MUNETO.

1161. — La Charité.

Rodolphe du Bois et ses parents portaient plainte du dommage causé à leur moulin de Munot par les moulins que les moines venaient de construire à La Marche. Il fut

accepté de part et d'autre qu'ils auraient réciproquement la moitié du produit de chaque moulin. En cas d'amélioration ou de grosses réparations, ils entreront aussi par moitié dans les profits comme dans les dépenses. Rodolphe devra supporter les travaux d'écluses et de curage. Si l'un ou l'autre des moulins cesse de marcher, celui qui restera reprendra sa propriété entière.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Notum sit omnibus, tam presentibus quam futuris, quod quedam discordia erat inter monachos de Charitate et Rodulfum de Bosco (1), et patrem et matrem et fratres ejus, pro eo quod molendini quos monachi ad portam de Marchia edificaverant (2), molendinum Rodulfi de Munot pejorabant. Ad hanc ergo pacificandam discordiam ita inter se convenerunt quod ex utriusque partis assensu concorditer et monachi medietatem molendini Rodulfi per omnia habebunt, et Rodulfus in ea parte quam monachi habent in molendinis ad portam de Marchia medietatem similiter recipiet; quod si ipsi monachi vel in molendino Rodulfi vel in suis molendinis aliquid melioraverint in ipsa melioratione Rodulfus similiter medietatem recipiet; quidquid autem in expensis et edificiis molendinorum, sive in superiori, sive in inferioribus necessarium fuerit, Rodulfus in his que ad corpora molendinorum pertinent medietatem mittet. Si quid vero in levandis exclusis, vel curando besio (3) qui dicitur cursus aque, vel in stagno, vel si forte evenerit in terra emenda meliorandum fuerit, hoc monachi absque Rodulfi consilio

(1) Plusieurs Rodolphe du Bois ont comparu comme témoins, entre autres, en 1088 (charte XXXIV), un ancêtre de celui-ci. Il est cité (charte LXXXIII) comme vassal de Sadon de Patinges, en 1199.

(2) Ces moulins ont dû être construits sur le ruisseau qui coule à Munot; ils n'existent plus aujourd'hui.

(3) On dit aujourd'hui un biez pour désigner le canal qui tient l'eau en amont de la chute.

facient, medietatem autem ut diximus in aqua et piscibus, vel quacunque melioratione, per totam aquam de Muneto, usque ad portam de Marchia, Rodulfus accipiet. Quod si cujuslibet rei negligentia monachi molendinos suos cadere vel deteriorari permiserint, Rodulfus molendinum suum cum melioratione accipiet; similiter etiam si Rodulfus suum molendinum cadere vel deteriorari permiserit, monachi suos molendinos cum melioratione accipient. Hoc itaque publice apud Charitatem factum et a domno Abbate Cluniacensi, a domino Alano Autissiodorensi episcopo et Bernardo Nivernensi episcopo et domno Rainaldo priore (1) et universo conventu de Charitate laudatum et confirmatum est, comes quoque Nivernensis Vuillelmus et Vuillelmus filius ejus (2), Gaufridus de Donziaco, Rainaldus de Montefalconis, Ebraudus de Charentonio, Odo Fraxiniaco et Humbaldus Caprellus in manu acceperunt. Quod sicut prescriptum est, et monachi erga Rodulfum et heredes ejus, et Rodulfus et heredes ejus erga monachos et domum de Charitate tenebunt et firmiter observabunt. Testes vero qui hec viderunt et audierunt, hi sunt, ex parte monachorum : Hugo de Patingiis, Auveriah, prepositus de Charitate, Robertus Normannus, Osbertus Chauchemanent, Vuido Chaillo, Hugo Raterius, Hugo Caroporci, Gaufridus de Castro-Lucio, Adam Sinapis, Robertus Furnerius, Rainaldus de Sancto Ægidio, Robertus Chabert, Thomas chambellanus prioris, Bernardus Bricoldus, Joannes Varetus, Odo Aimericus, Thebaldus Chopin et multi alii. Ex parte Rodulfi : Humbertus archidiaconus Nivernensis, Rainaldus de Talaio, Humbertus de Talaio, Humbertus Bertalais et filii ejus Bertalais et Chalderonus,

(1) Alain, évêque d'Auxerre, de 1152 à 1167; Bernard de Saint-Saulge, évêque de Nevers, de 1160 à 1177; Raynaud, prieur de La Charité, 1154-1162.

(2) Guillaume III, qui mourut cette année même, et son fils Guillaume IV. Les autres chevaliers comparaissent fréquemment dans les chartes; on les retrouvera dans la table onomastique.

Amelius de Charentonio, Sado Toussebois, Iterius de Bonvillo, Geraldus Brachet, Joannes Pius et alii plures. Anno ab incarnatione Domini, millesimo centesimo sexagesimo primo, indictione nona, regnante Ludovico piissimo Francorum rege.

LXII.

EPISTOLA PRIORIS ET CONVENTUS SANCTE MILBURGIS DE VENELOT IN ANGLIA (1).

1163 circa.

Le prieur et les frères de Sainte-Milburge de Venlock exposent au prieur de La Charité, leur suzerain, les détails d'une révolte des serfs suivie de violences contre eux et leur couvent.

Honorabili domino et patri in Christo, charissimo domno Humbaldo (2), priori de Charitate et ejusdem loci sacro conventui, frater Humbertus, humilis fratrum de Venelot (3) minister, et ejusdem loci humilis conventus, et tam devotam quam debitam sancte obedientie reverentiam. Distantia locorum invidente vobis, sanctissimi patres et domini, loqui presentialiter prohibemur; necesse est tamen ecclesie nostre gravamen, dedecus nostrum commune, paulatim vobis plangere. Justum est quidem ut membrorum infirmitati condoleat sanitas. Quod si aliquod verbum minus cautum abundantia cordis et vehementia doloris eliciat, dolor enim non multum

(1) Cette charte a été publiée : 1° *Annuaire de la Nièvre*, 1846, p. 101 ; 2° Lebeuf, *Hist. d'Auxerre*, t. IV, p. 49, preuves.

(2) Humbaud, 9e prieur de La Charité, 1162-1165.

(3) Venlock.

differt ab insania, dum est in impetu sue accessionis, vestre charitatis, si placet, ignoscat devotio. Vestre igitur sanctitatis paginam debita qua decuit reverentia suscipientes, ex ejus tenore vera et falsa vobis esse intimata perpendimus. Et quid mirum si vera falsis misceantur, in omni (1) ..... sed vestra novit discretio triticum in horrea congregare, zisannium vero igni tradere comburendum. Meminimus, sancti patres et domini, nos in natali Domini literas, vestre voluntatis interpretes, ex omni consilio capituli nostri, domno priore nostro tunc temporis in capitulo non residente, nec aliquo, novit Dominus, ad literas impetrandas properante, vobis destinasse. Hoc ideo ad memoriam reducimus que in literis nobis transmissis admiramini, quod, cum tunc de domno priore nostro, et de melioratione domus nostre per industriam ejus et de ordinis integritate laudabile et fidele perhibebamus testimonium, cur de tam predicabili gaudio ad tam repentinam subversionem ut scribitis perventi, vos testificare distulimus. Quamobrem sanctitatem vestram latere nolumus, quod erga nos sancte religionis florent instituta, pax summa et paries integer sine dubietate scientes quod, minus quam meruerit, laudes ipsius et fidelitatem erga ecclesiam Charitatensem, et piam ejus ecclesiam Venlocensem solicitudinem extulimus. Immo in tantum erga eumdem crevit devotio nostra, videntes eum modis omnibus utilitati nostre ecclesie intendentem, nec in adversis deprimi, nec in prosperis extolli, quod pro eo in carcerem et in mortem ire parati sumus. Nocent tamen quedam adversa, quod rustici nostri, minus consulte contra nos levaverunt calcaneum suum, volentes ad arbitrium suum priorem deponere et alium subrogare, quod avertat Deus. Nos siquidem omnia opera nostra in lapide adjutorii fundamus in quo obstruetur os loquentium iniqua. Orta igitur tali dissentione in confusionem ecclesie nostre, curiam Regis adierunt, sed a curialibus immisericor-

(1) Ligne coupée au bas du f° 97.

diter salutati, sine honore ut justum fuit, recesserunt ; literas tamen, ut moris est, in curia Regis secum ad vicecomitem de Salopeschir portantes, ad vos tandem recurrentes et falsa suggerentes, literas quales voluerunt sanctitati vestre premiserunt. Dum vero hec agerentur, dies quam plures eis statuimus, mandantes ut apud Venelot venirent, et si quid foret emendandum, per visum baronum vicecomitis de Salopeschir et proborum hominum de nobis libere tenentium emendaretur. Tandem de errore suo compuncti, super corpus sancte Milburge (1), sacramentum prestiterunt quod de cetero nobis et ecclesie nostre fideles in omnibus existerent. Sed hec omnia in crastino in irritum revocantes, erat eis novissimus error pejor priore, unde cultros et carrucarum ferramenta nobis projecerunt. Ad hec horribile quid et a seculo inauditum, unde vestra inconsolabiliter debent concuti corda, sanctitati vestre intimabimus. Die martis infra Pentecosten, que dies nobis vere erat dies martis, immo fere mortis, egrediente conventu cum feretro, comitante innumerabili multitudine hominum utriusque sexus ad processionem faciendam, ut moris est ecclesie nostre, et, completo jam sermone, ad populum proposueramus malefactores ecclesie sententia excommunicationis innodare. Quo audito, insurrexerunt in nos rustici nostri qui preeuntes Venelochiam venerunt, et valvas ecclesie nostre in tribus locis obsederunt. Tandem, nobis venientibus, viam occupaverunt clamantes : comprehendite virum injustum et occidite. Sed gratia Dei et militum auxilio defensi, illesi evasimus. Sed post nos lapides et baculos indevote jaciebant, ita quod aliqui monachorum et servientium ictus graves susceperint. Post talem et tam enormem excessum miserunt se rustici super sex monachos et quatuor milites ut ipsi gravamen eorum et excusationem priores audirent, et auditis hinc inde propositis, ipsi assessores quod justum fore

(1) Sainte Milburge, vierge, fille du roi des Merciens, était honorée en Angleterre le 23 février.

statuerent, ut prior et rustici sine aliqua reclamatione judicium subirent. Quod, annuente Domino, eo die factum est et se in misericordiam domni prioris obligaverunt, et in crastino terris suis colendis intenderunt. Porro venientes nuntii eorum a vestre sanctitatis amplexu, a pace formata resilierunt, sibi per literas eisdem transmissas addentes cornua. Quod salva reverentia vestra minus caute actum fuit quia in absente non est ferenda sententia. Si que ergo in vobis miseratio, si que virtus charitatis, si que compassionis viscera, luporum rabiem tempestivius si placet coerceatis, et potestativa authoritate vestra presumptionem malignantium cohibeatis. Unum siquidem noveritis, quod nisi huic pesti occurratur, opprimet honorem charitatis presumptio laïcalis Nos siquidem in hac causa facilius possumus mori quam vinci.

LXIII.

EPISTOLA LUDOVICI REGIS AD DOMINUM STEPHANUM EDUENSIUM EPISCOPUM.

1170 circa.

Louis VII prie l'évêque d'Autun de mettre à exécution l'ordre du Pape qui lui commande de restituer l'église de Lormes au prieur de La Charité.

Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, Stephano (1) venerabili eadem gratia, Eduensium episcopo, amico et fideli nostro, et universi ecclesie capitulo, salutem et gratiam nostram. Scitote quoniam ecclesia de Charitate de predeces-

(1) Étienne II, évêque d'Autun, de 1170 à 1188. (*Gallia Christiana*, t. IV, col. 396.)

sorum nostrorum beneficiis est fundata, et a nobis precipue debet esse sustentata, unde discretionem vestram rogamus in Domino, ut et vos eam diligere studeatis et honorare, neque in aliquo detrimentum pati permittatis, neque minuere. Preterea vobis mandamus et obnixe rogamus, ut quod etiam dominus Papa dignatus est vobis injungere, ipsius et nostri gratia minime differatis ad effectum perducere, videlicet quod eam de ecclesia de Ulmo (1) investiatis, de qua sine judicio spoliata est, sicut etiam nos et vos ipsi cognoscitis et ejusdem ecclesie scripta testificantur et confirmant testimonia. Valete.

LXIV.

CONCESSIO STEPHANI SACRI-CESARIS DOMINI, DE CHARITATE MUNITIONIBUS FIRMANDA.

1164. — Paris.

Étienne de Sancerre autorise les religieux du prieuré à établir des fortifications autour de la ville de La Charité quand et comment ils le voudront.

Approbate consuetudinis est ea que inter ecclesiasticos secularesque personas solemniter acta sunt, ne prolixitate temporis in oblivionem deveniant, fidei committere literarum. Ea propter ego Stephanus, Sacro-Cesaris dominus (2),

(1) Lormes, arrondissement de Clamecy. Gillet (1808, p. 55) cite cette lettre relative à l'église de Lormes. L'*Album du Nivernais* (II, p. 195) et M. Baudiau (*Le Morvand*, II, p. 186), s'y reportent, mais en la confondant avec une autre charte de Louis-le-Gros, de 1125. Celle-ci doit être datée de 1170, époque où Louis VII unit ses armes à celles de Guy, comte de Nevers, pour châtier le seigneur de Donzy et s'emparer de son château.

(2) Étienne de Champagne, premier comte de Sancerre, 1153-1191.

existentium presentie et futurorum posteritati notum facio me ecclesie de Charitate in perpetuum concessisse, quod villam de Charitate monachis ibidem commorantibus, quantis voluerint munitionibus pro sue voluntatis arbitrio firmare liceat. Quod ut memoriter et ratum teneatur sigilli mei authoritate confirmare curavi, sub testibus istis quorum apposita sunt nomina. Ex parte monachorum: Vuillelmus comes Nivernensis, Garnerus de Triangulo, Ebraudus de Charentone, Hugo de Patingiis, Umbertus Bertelais, Rainaldus Burchardus. Ex parte mea : Hugo de Vevra (1), Sœtanus de Feins (2), Arnulfus de Roche, Joannes Buchat, Hugo Primus et quam plures alii. Actum est publice in capitulo de Charitate, anno incarnati Verbi millesimo centesimo sexagesimo quarto. Data Parisius per manum Odonis clerici mei.

LXV.

CARTA GUILLELMI IV NIVERNENSIS COMITIS DE MILLE SOLIDIS ANNUI REDDITUS SUPER QUASDAM DOMOS SITAS IN MERCATO NIVERNENSI.

1166. — Nevers.

Le comte de Nevers Guillaume IV donne aux religieux de La Charité, pour l'office de la chambrerie et des vêtements, plusieurs maisons situées sur le marché de la ville de Nevers, d'un rapport moyen de mille sous par

(1) Hugues II, seigneur de Vèvre et de Menetou-Salon (Cher), feudataire du comte de Sancerre, 1162-1191. (Boyer, *Monographie de la tour de Vêvre*, p. 8 et suiv.)

(2) Feins, arrondissement de Gien, canton de Briare, et aussi Fins, commune de Vinon, près Sancerre, aujourd'hui le domaine de la Fin. (*Ibid.*, p. 49.)

an, dans lesquelles les merciers sont tenus de dresser leurs étaux avant de s'établir ailleurs. Si la place de foire est changée, les maisons y seront reconstruites. Pour les réparations d'incendie ou de vétusté, on prendra le bois dans la forêt de Faye. Les religieux s'engagent à célébrer une messe d'anniversaire pour le comte et pour son père.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Notum sit omnibus tam presentibus quam futuris sancte matris ecclesie filiis, quod ego Guillelmus, comes Nivernensis, pro remedio anime patris mei et antecessorum meorum, monachis de Charitate, Deo et Sancte Marie in perpetuum servituris, dedi pro eleemosyna, domos meas que in mercato Nivernensi inter tabulas nummulariorum et cordubanariorum opertoria site sunt, ad agenda commercia. Ita scilicet ut mille solidos singulis annis accipiant in predictis domibus, etsi quod amplius fuerit; si vero minus exiret de domibus istis, ego totum eis supplerem, et post obitum meum heres meus. Quod si aliquo casu in posterum, nundinis inde remotis, eedem domus villificate ad hunc redditum minus sufficerent, ego sine dilatione prefatis monachis in loco nundinarum statuerem, unde singulis annis hec summa plene exiret, hoc ipsum faceret et heres meus. Si vero predicte domus comburerentur, vel vetustate deciderent, ego quantum reedificandis opus esset, de nemoribus meis, Faia (1) scilicet et Illebertam, gratis accipiendum concessi. Hec itaque prefatis monachis ad eorum vestiarii supplementum donavi perpetuo tenenda, cum omni libertate et ea consuetudine qua pater meus primum tenuerat, et ego postmodum huc usque tenui, scilicet ut quamdiu venditores illarum mercium (2) que ibi

(1) Plusieurs bois dans les environs de Nevers s'appellent Faye, entre autres dans les communes de Sauvigny et de Sermoise.

(2) Marchands de mercerie ou de divers objets de toilette.

vendi solent locum liberum illic invenire potuerint ad vendendum, alibi venditoria non conducant. Hoc donum Ida, comitissa mater mea et Aanor uxor mea et Vuido (1) frater meus laudaverunt. Pro hoc ergo beneficio religiosi fratres de Charitate, pie devotionis intuitu statuerunt, pro patris mei et antecessorum meorum animabus et pro salute mea, unam missam defunctorum in ecclesia beate Marie singulis diebus in perpetuum celebrari; insuper etiam fieri anniversarium patris mei, ita quod eorum camerarius ipso die conventum procuret, et post obitum meum similiter anniversarium meum facient. Quapropter volo et precipio ut hanc eleemosynam, pro antecessorum meorum et mea salute pie constitutam, heres meus, eo quo predictum est tenore, ratam habeat ac perpetuo illibatam conservet (2). Actum est hoc Nivernis anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo sexagesimo sexto, regnante Ludovico rege Francorum, Bernardo Nivernensium episcopo (3), his testibus magistro Stephano cantore Autissiodorensi, Garnerio de Triagnello Stephano de Petra-pertusia, Odone de Monte-Ruillon, ex parte mea. Ex parte vero monachorum : Rodulfo tunc priore Charitatis, Roberto sacrista, Henrico suppriore, Vuillelmo socio ejus, Gaufrido cellerario, Joanne camerario. Et hoc donum postea apud Charitatem, in capitulo presente conventu, a me confirmatum est.

(1) Guillaume IV avait épousé Éléonore, comtesse de Saint-Quentin ; il partit pour la croisade en 1168 et laissa le comté à son frère Guy, 1168-1176.

(2) Dans l'*Histoire manuscrite du Prieuré*, folio 133, on trouve la mention d'une pièce de 1250 relative à la propriété des halles de Nevers. C'est un arbitrage pour régler la dimension de ces maisons, à la suite d'une contestation survenue entre les religieux et la comtesse Mahaut. Il fut décidé que les étaux pourraient dépasser les piliers des halles de trois pieds du côté de la draperie et d'un pied seulement des trois autres côtés.

(3) Bernard de Saint-Saulge, 1160-1177.

LXVI.

CARTA HENRICI II, ANGLIE REGIS PRO MONASTERIIS A CHARITATE DEPENDENTIBUS.

1170 circa.

Henri II, roi d'Angleterre, confirme la possession des églises et prieurés tenus en Angleterre et en Normandie par les religieux de La Charité.

Henricus, rex Anglie et dux Normannie et Aquitanie et comes Andegavensis (1), archiepiscopis et episcopis, abbatibus et comitibus et baronibus et justiciariis viris et omnibus ministris et fidelibus suis, per terram suam ubique constitutis, salutem. Sciatis me concessisse et presenti carta confirmasse, quod Radulfus (2), prior Charitatis et successores ejus, et conventus ejusdem loci habeant et possideant ecclesias et prioratus, ubique in terra mea, cum pertinentiis suis, scilicet in Anglia, prioratus istos de Bremundesia, de Venelot, de Pontefracto, de Narantone, de Davintreia ; in Normannia, de Longavilla, bene et in pace, et libere et quiete, et in ea dispositione et consuetudine qua tenuerunt tempore regis Henrici, avi mei et aliorum antecessorum meorum. Testibus R. (3), archiepiscopo Rothomagensi et Egidio Ebroicensi (4), apud Burum.

(1) Henri II, roi d'Angleterre, 1154-1189. Il était fils de Geoffroi V, dit Plantagenet, comte d'Anjou, et de Mathilde, fille de Henri I[er], roi d'Angleterre, cité plus bas dans cette charte, dont il eut la couronne d'Angleterre et le duché de Normandie.

(2) Rodolphe de Sully, dixième prieur de La Charité, environ en 1165, puis abbé de Cluny pendant trois ans ; il revint à La Charité et y mourut en 1176. Voyez la mention de ce fait dans la charte LXXII.

(3) Rotrodus ou Rotrocus, de Beaumont-le-Roger, 1168 à 1183. (*Gall. Christ.*, t. XI, col. 49.)

(4) Egidius du Perche, évêque d'Évreux, 1170 à 1180. (***Ibid.***, t. XI, col. 579.)

LXVII.

SALVA GARDA HENRICI II, ANGLIE REGIS.

1161 circa.

Lettre de Henri II confirmant la dispense des tonlieux et autres impôts de circulation sur les terres appartenant aux religieux de La Charité.

Henricus, rex Anglie et dux Normannie et Aquitanie et comes Andegavensis, omnibus ballivis et fidelibus suis, salutem. Sciatis quod ego do et imperpetuum confirmo monachis Sancte Marie de Charitate, omnem theloneaream consuetudinem, de his que sibi concessa fuerunt in universis terre mee finibus, ut eundi ac redeundi liberum habeant arbitrium, precipioque ut homines mei eos absque consuetudine liberos custodiant, suosque et sua liberos abire permittant, et ne quis eos disturbet, pro re aliqua que ad monachos pertineat nec pro alieno forisfacto calumniam et molestiam aliquam patiantur. Testibus Theobaldo archiepiscopo Cantuariensi (1), Philippo episcopo Baiocensi (2), Ward. fit. ger. camer. apud Westmonasterium.

(1) Théobald, archevêque de Cantorbéry, 1139-1161. (Gams, *Series episcoporum*, p. 183.)

(2) Philippe de Harcourt, chancelier du roi d'Angleterre, puis évêque de Bayeux, 1143-1164. (*Gall. Christ.*, t. XI, col. 363.) D'après la vie des témoins, cette charte doit être datée au plus tard de 1161 ; il semblerait cependant qu'elle a été rendue après la précédente, qui confirme les biens de toute nature. Les confirmations avaient souvent lieu à des époques très-variables et quand il se présentait des contestations. Les mots abrégés sont transcrits textuellement.

LXVIII.

EBBO DE CAMPO-ALLEMANI CONCESSIT VIGINTI SOLIDOS IN CENSU DE MILETO PRO DUABUS LAMPADIBUS JUGITER ARDENDIS ANTE DUO ALTARIA.

1170.

Ebbon de Champallement donne vingt sous de cens sur sa terre de Millet aux religieux de La Charité, qui s'engagent à entretenir deux lampes dans leur église. Le comte de Sancerre, suzerain, approuve la donation.

Ego Stephanus, Sacro-Cesaris comes (1), universis notum facio quod dominus Eubo de Campo-Allemanni (2) dedit monachis de Charitate viginti solidos annuales in censu de Mileto, et quittate fuerunt universe querele que inter ipsum et monachos vertebantur; Symonem quoque de Lavenderia cum uxore et omnibus heredibus ejus quittavit idem Eubo Deo et ecclesie beate Marie de Charitate imperpetuum. Monachi vero, pro viginti solidis, concesserunt domino Euboni duas lampades jugiter ardere ante duo altaria, videlicet sancti Joannis Baptiste et sancti Stephani protomartyris, in corona ecclesie, in perpetuum. Si vero terra in qua

(1) Étienne de Champagne, premier comte de Sancerre, 1153-1191, avait épousé en premières noces Mahaut de Donzy, fille de Geoffroi IV, dont il tenait Champallement.

(2) Champallement et Challement, canton de Brinon-les-Allemands, fiefs qui tiraient leurs noms de seigneurs appelés Alemans aux onzième et douzième siècles. Le 50e évêque d'Auxerre, Geoffroy de Champallement, fondateur du monastère de La Charité, est considéré par Lebeuf comme originaire de cette localité. (*Hist. d'Auxerre*, t. I, p. 263). Le nom de Ebbon est assez rare dans nos chartes; on le retrouve à Charenton et Sancoins, ci-dessous ch. XCV.

statutus est census aliquando vendi contigerit, monachi laudationes et venditiones habebunt cum censu. At si destructa vel vastata fuerit, monachi illam tenebunt, vel quibus voluerint accensibunt. Ego siquidem de cujus feodo prefata terra est, hanc eleemosynam bona fide laudavi, unde et presentem paginam sigillo meo roborari precepi. Anno incarnationis Dominice, millesimo centesimo septuagesimo. Nota Galterii cancellarii.

LXIX.

CARTA GUIDONIS COMITIS NIVERNENSIS DE FEODO DE CHARITATE.

1174. — Nevers.

Gui, comte de Nevers, était premier suzerain d'un fief situé à La Charité; Renaud de Druye le tenait du comte et céda son droit à Pierre de Courson; Raoul de Patinges en jouissait directement et en rendait hommage. Ces divers seigneurs, avec l'approbation de leurs épouses et de leurs enfants, consentent à transmettre leur fief aux religieux de La Charité moyennant : le comte Gui, cinq cents marcs d'argent; la comtesse Mahaut, dix vases d'argent et un cheval; Renaud de Druye, mille sous, son épouse dix livres; Raoul de Patinges, cent livres. Il fut convenu que ce dernier rendrait hommage désormais au prieur Geoffroi et à ses successeurs. Chacun des donateurs produit séparément des témoins pour affirmer la validité de l'acte.

Quoniam ea que temporaliter aguntur facile a memoria delabuntur, provisum est quod ea que memoriter retinere

volumus literarum memoria commendamus, quapropter ego, Guido (1), comes Nivernensis, notum facio per presens scriptum, tam futuris quam presentibus, quod feodum de Charitate, quod Regnaudus de Droi (2) habebat a me, predictus Regnaudus dedit et concessit Petro de Curchum (3), et Radulfus de Patingiis accepit illud in hominagium, sicut prius idem Radulfus habebat a Regnaudo. Hoc autem casamentum (4) tum pro remissione peccatorum meorum, tum pro pecunia quam inde habui, scilicet quingentas marchas, ego Guido, comes Nivernensis, concessi et dedi et quittavi imperpetuum, et contra omnes garentire promisi Gaufrido (5), tunc priori de Charitate et capitulo ejusdem ecclesie, Regnaudus quoque de Droia similiter concessit et dedit et quittavit imperpetuum feodum supradicte ecclesie. Et similiter Petrus de Curchum concessit et dedit et quittavit eidem ecclesie feodum et hominagium de eodem feodo quod Rodulfus de Patingiis fecerat Petro. Idem Radulfus in instanti fecit Gaufrido, priori predicto de Charitate, me presente, dictum quoque fuit et a Radulfo laudatum, quod quotiens in ecclesia de Charitate prior mutaretur, totiens Radulfus et ejus successores qui feodum tenerent, novo priori hominagium facerent (6). Hoc itaque feodum sepedic-

(1) Gui, comte de Nevers, 1168-1176, et son épouse Mahaut de Bourgogne, dont il est question plus loin.

(2) Druyes-les-Belles-Fontaines, canton de Courson (Yonne).

(3) Au sujet de Pierre de Courson, voyez ci-dessus, p. 33, note.

(4) Le *casamentum*, selon Brussel (*Usage des fiefs*, liv. III, chap. 8), est dans le principe une demeure, une maison donnée en loyer, puis convertie en fief, suivant la qualité du locataire, d'où vint l'expression : *feodum casamenti*.

(5) Geoffroi Ier, onzième prieur de La Charité, 1173-1175.

(6) Le successeur de ce Raoul, tenancier direct, un certain Sadon de Patinges, engagea et vendit ce même fief, en 1198, pour deux cents livres (voyez ci-dessus, charte XLIII, p. 113); et de la sorte le prieuré de La Charité fut seul et libre propriétaire. On remarquera la clarté et la précision de cette charte pour assurer la transmission régulière

tum, ego Guido, comes Nivernensis et Regnaudus de Droia et Petrus de Curchum, ecclesie totiens nominate integre et sine ulla retentione laudando quittavimus, laudante Matilde (1) uxore mea comitissa que etiam pro laudatione sua a monachis habuit decem cyphos argenti et unum palefredum. Et laudante Aremburgi uxore Regnaudi de Droia et liberis ejus, et laudante uxore Petri de Curchum et liberis ejus, laudante etiam Radulfo de Patingiis qui pro laudatione sua habuit C. libras. Renaudus quoque de Droia habuit pro laudatione sua M. solidos et uxor ejus decem libras. Ut autem hec donatio et quittatio sepedicti feodi a me et a supra nominatis ecclesie de Charitate facta et concessa imperpetuum rata habeatur et inconcussa, presentis scripti patrocinio munivi et sigilli mei impressione roborari feci, de mandato etiam et consensu Regnaudi de Droia et Petri de Curchum et Radulfi de Patingiis. Et ne quis heres perditionis de cetero hanc nostre donationis et attestationis paginam infringere aut calumniam inferre audeat, eorum testimonio quorum subscribuntur nomina convincatur de donatione et acquitatione mea. Testes sunt domnus Bernardus, Nivernensis episcopus (2), quo mediante utrobique res acta est, Theobaldus decanus Nivernensis, Garinus senescallus meus (3), Narjotus de Tuciaco, Gibaudus de Sancto Verano, Ode de Fraineto, Renaudus de Marchia, Radulfus d'Autri, Andreas de Flas,

du fief. Les divers seigneurs au profit desquels était constituée la même propriété féodale disparaissent tous devant le prieur de La Charité, unique acquéreur de tous les droits établis sur cette terre.

(1) Mahaut, fille de Hugues II, duc de Bourgogne, dit le Pacifique, comtesse de Grignon, épousa : 1° Eudes, seigneur d'Issoudun ; 2° Guy, comte de Nevers ; 3° Pierre d'Alsace, dit de Flandre ; 4° Robert, comte de Dreux. Le présent de dix vases d'argent et d'un cheval est intéressant à noter pour l'histoire des mœurs.

(2) Bernard de Saint-Saulge, évêque de 1160 à 1177.

(3) Ce Garin fut remplacé dans la charge de sénéchal de Nevers par Geoffroi de Pougues, qu'on trouve en 1197.

Bernardus prepositus Marchie, Stephanus Pepins, Osbertus Chauchemanant, Stephanus Baudins, Giraudus Vulgrini, Tebertus de Sala. Testes de laudatione comitisse uxoris mee, Theobaldus decanus, Narjotus de Tuciaco, Renaudus de Marchia, Odo filius comitisse (1), Petrus de Curchum, Hugo Dailant. Testes Radulfi de Patingiis sunt, domnus Bernardus Nivernensis episcopus, Theobaldus decanus, et ceteri qui interfuerunt laudationi comitis. Testes laudationis Regnaudi de Droia sunt, dominus Bernardus, Nivernensis episcopus, Theobaldus decanus, Robertus capellanus, Thomas clericus meus, Renaudus de Marchia, Josbertus frater ejus, Achardus de Chalon, Gautherus Bernardi, Damianus de Malliaco, Bastardus de Cona, Hugo Darcuin, Guido frater ejus, Terricus de Boschet, Enjobertus Lirestis, Archimbaudus de Boschet, Hugo Cornut, Gibelinus, Erardus de Varennis, David cambellarius, Renaudus clericus frater ejus, Bernardus prepositus Marchie. Testes Petri de Curchum sunt, domnus Bernardus, Nivernensis episcopus, Theobaldus decanus et ceteri qui interfuerunt laudationi comitis. Testes laudationis uxoris Regnaudi de Droia sunt, Gaufridus capellanus episcopi Nivernensis, Renaudus de Marchia, Bernardus prepositus Marchie, Radulfus Brecardi, Terricus de Boschet, Hugo Cornut, Gaufridus Anglicus. Actum est hoc publice Nivernis anno dominice incarnationis, millesimo centesimo septuagesimo quarto, regnante Ludovico, Guillelmo Senonensi archiepiscopo, Vuillelmo (2) Autissiodorensi episcopo.

(1) Eudes d'Issoudun, fils du premier lit de Mahaut de Bourgogne.

(2) Guillaume de Toucy, évêque d'Auxerre, 1167-1181. Gui, comte de Nevers, avait déclaré la guerre à son beau-père, Hugues, duc de Bourgogne; il fut battu et fait prisonnier le 21 avril 1174. On croit, dit Lebeuf (*Hist. d'Auxerre*, t. III, p. 111), que ce fut pour payer sa rançon qu'il vendit son fief de La Charité à Geoffroi prieur et aux religieux, pour 500 marcs d'argent. Le traité de paix, signé à Beaune en cette même année par les deux seigneurs, est donné par Pérard (*Pièces de Bourgogne*, p. 247).

LXX.

CARTA STEPHANI SACRI-CESARIS COMITIS DE MOLENDINIS AD PONTEM SUPRA LIGERIM SITIS.

1176.

Étienne, comte de Sancerre, donne aux religieux ses moulins établis à La Charité, sur le pont de Loire, en se réservant d'y faire moudre les boulangers de Sancerre.

Ego Stephanus, Sacri-Cesaris comes, tam posteris quam presentibus significo quod divine pietatis instinctu, Deo et ecclesie Sancte Marie de Charitate donavi molendina mea super Ligerim ad pontem sita (1), ea conditione quod thalemelarii (2) de Castro Sacri-Cesaris usu et consuetudine in molendinis molent, cum justitia que ad molendinum pertinet, ut ex ipsis molendinis procuretur conventus in quadragesima. Testibus Odone de Montefalconis, Arnulfo de Livron, Symone

(1) Au sujet de ce moulin, il est dit dans l'*Histoire du Prieuré* (folio 199 du manuscrit de M. Girerd) : « L'an 1520 commencèrent à faire bastir un pont de pierre, n'y en ayant auparavant qu'un de bois, qui avoit esté ruiné et rompu en plusieurs endrois; et comme les religieux avoient un moulin sous une des voyes dudit pont de bois, lesditz habitans supplièrent lesdits religieux de vouloir s'accommoder de leur moulin, puisque c'estoit un obstacle pour pouvoir achever leur pont, ce qu'ils firent. Et en eschange, les habitants leur donnèrent les isles de Parzy, contenant vingt arpens de terre, lesquelles ils tenoient desditz religieux, à la charge de 60 sols de rente. Ils leur donnèrent encore les gours de Parzy, depuis la planche par où l'on passe pour aller à Parzy, en montant jusques à la souche blanche, avec plusieurs terres contiguës. » (*Ex carta transactionis anno 1520 die 26 octobris.*)

(2) La copie porte la mauvaise leçon : *thalemotarii.* — Le mot *talemelarii*, talemeliers, désigne les boulangers jusqu'à la fin du treizième siècle. En latin on disait aussi *pistores*, comme à la charte suivante.

Traperio, Rainaldo Gaio, concedente uxore mea Beatrice (1); testibus Joanne Bucca, Gaudrico Goaudi, Roberto Malovicino, et multis aliis. Hanc vero donationem sigillo meo confirmavi. Actum anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo septuagesimo sexto, indictione nona.

LXXI.

CARTA GARINI BITURICENSIS ARCHIEPISCOPI DE IISDEM MOLENDINIS.

1176.

Confirmation de la donation précédente par l'archevêque de Bourges.

Ego Garinus, Dei gratia Bituricensis archiepiscopus (2), notum fieri volo tam presentibus quam futuris quod ex literis Stephani, comitis Sacri-Cesaris, cognovimus ipsum dedisse ecclesie beate Marie de Charitate molendina sua que super Ligerim ad pontem habebat, ea conditione quod pistores de castro Sacri-Cesaris usu et consuetudine in molendinis molent, cum justicia que ad molendinum pertinet, ut ex ipsis molendinis procuretur in quadragesima conventus. Nos itaque ad preces prefati Stephani hoc donum confirmavimus, quod vel cujus confirmationem si quis infringens, tertia expectata commonitione, non resipuerit subjaceat excommunicationi. Anno incarnati Verbi millesimo centesimo septuagesimo sexto, pontificatus nostri secundo.

(1) Béatrix est une deuxième femme du comte de Sancerre, dont les historiens de Sancerre ne parlent pas. Voyez charte LXVIII, p. 159.

(2) Garin, archevêque de Bourges, 1174-1180. (*Gall. Christ.*, t. II, col. 55.)

LXXII.

LAUDATIO PER PRIOREM ET CONVENTUM DE CHARITATE CUJUSDAM COMPOSITIONIS FACTE INTER FRATRES DE JOVINIACO ET MONACOS ABBATIE DE ESCHARLIS.

1177 Février 2.

Les comtes de Sancerre et de Joigny, appelés comme arbitres, décident que les moines des Escharlis donneront, au lieu de la dîme, une rente de trois muids de vin aux moines de Joigny, dépendant de La Charité. Approbation de cet accord par le prieur de La Charité, leur suzerain.

Ego Radulfus, prior de Charitate (1), et universus ejusdem ecclesie conventus, fidelibus universis presentibus pariter et futuris imperpetuum. Universitati vestre notum facimus controversiam fuisse aliquando inter fratres nostros monachos de Joviniaco (2) et monachos de Escarlis (3) qui vineas apud Joviniacum possidebant de quibus, apostolicis innitentes privilegiis, decimas solvere non volebant. Tandem predicti vero fratres nostri et Escharlienses monachi, per manum charissimi nobilis Stephani Sacri-Cesaris comitis, et Vuillelmi Joviniaci comitis (4) futuri hujusmodi pacis com-

(1) Rodolphe de Sully, 1165-1177. Voyez ci-dessus charte LXVI.

(2) Joigny (Yonne), diocèse ancien de Sens. Les religieux de La Charité y possédaient deux prieurés, l'un dédié à Notre-Dame, l'autre à saint Sidroine.

(3) Les Escharlis, commune de Villefranche-Saint-Phalle, arrondissement de Joigny, canton de Charny, ancienne abbaye de l'ordre de Cîteaux.

(4) Guillaume I[er], comte de Joigny, circa 1150-1200. — Étienne I[er], comte de Sancerre, 1153-1191.

positionem concorditer inierunt. Statutum est utriusque partis assensu quod monachi de Escharliis, pro decimatione earum dumtaxat vinearum que tunc temporis (hoc est primo anno quo Rodulfus de Soliaco de Cluniaco rediit) apud Joviniacum possidebant, tres modios vini tantum laudabilis, ad mensuram Joviniaci singulis annis persolverent. Quod si deinceps, hoc est a Purificatione sancte Marie anni millesimi centesimi septuagesimi sexti (1), aliquid vinearum quoquo modo acquisierint, decimam persolvent, sicut alii. Quam pacis compositionem, in capitulo nostro recitatam, nos laudavimus et ratam habuimus, et ut stabilis et inconvulsa permaneat sigilli nostri impressione confirmavimus.

LXXIII.

CARTA DROGONIS DE MERLOTO DE CENTUM SOLIDIS ANNUATIM PERCIPIENDIS APUD MINTRIACUM.

1177.

Dreux de Mello fait don aux religieux de La Charité d'une rente annuelle de cent sous de Provins, sur ses revenus de Nitry.

Noverint universi presentes pariter et futuri quod ego, Drogo de Merloto (2), centum solidos monete Proviniensis in eleemosynam, singulis annis, monachis de Charitate concessi, pro animabus fratris mei Roberti et Vuillelmi nepotis ibidem

(1) D'après la tournure de cette phrase, il semble que l'acte fût passé le jour de la Purification, le 2 février, ce qui porte à 1177 la date de cette charte et la mort du prieur Rodolphe de Sully.

(2) Dreux de Mello et son épouse Ermengarde fondent en 1172 le prieuré de Vieuxpou. (*Cart. de l'Yonne*, II, p. 242.) Il est très-fréquemment question des membres de cette famille dans les chartes des douzième et treizième siècles.

sepultorum et antecessorum meorum, annuatim de roga mea Mintriaci (1) percipiendos, jure perpetuo, dato termino, die solemnitatis sancti Remigii, horum jure reddituum monachos de Charitate saisivi, domino Rege (2) presente et laudante, idemque sigilli sui authoritate communiente, assistentibus etiam et assensum prebentibus domino Vuillelmo de Merloto, de cujus feodo redditus ipse movebat, et uxore mea Ermengardi. Quod ratum volens observari, sigilli mei testificatione feci communiri.

LXXIV.

CARTA LUDOVICI VII FRANCORUM REGIS, DE ELEEMOSYNA VUILLERMI DE GARLANDA ET DROGONIS DE MERLOTO.

1177. — Paris.

Louis VII ratifie les deux donations faites par Guillaume de Garlande et Dreux de Mello au prieuré de La Charité.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Ludovicus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri, Vuillermum de Garlanda (3) monasterio

(1) *Roga*, exaction ou redevance destinée aux aumônes. Ducange cite la phrase de cette charte d'après les archives de La Charité. *Mintriacum* ou peut-être *Nintriacum*, Nitry (Yonne), canton de Noyers arrondissement de Tonnerre.

(2) Louis VII, que Dreux de Mello accompagnait souvent, ratifie cette donation dans la charte suivante.

(3) Famille illustre de la Brie, qui donna plusieurs sénéchaux à la cour. Guillaume IV de Garlande eut pour frère Robert, selon le P. Anselme. Quant à Dreux de Mello, il était peut-être son frère de mère. Leurs anniversaires sont portés au n° 10 du nécrologe de La Charité.

Sancte Marie de Charitate pro remedio anime fratris sui Roberti ibidem sepulti et antecessorum suorum in eleemosynam contulisse centum solidos annuatim in pedagio de Bunziis recipiendos. Noverit etiam presentium futurorumque universitas Drogonem de Merloto, predicti Roberti fratrem, pro eodem Roberto, Mintriaci de rogatione sua, presente et consentiente Vuillermo de Merloto, de cujus feodo redditus iste movebat, prefato monasterio centum similiter solidos assignasse, singulis annis, ibidem reddendos, quod et nos concedentes, ratumque perpetuo volentes observari, idem scripto commendari et sigilli nostri authoritate fecimus communiri. Actum Parisiis, anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo septuagesimo septimo, astantibus in palatio nostro quorum nomina subposita sunt et signa, S. comitis Theobaldi, dapiferi nostri, S. Guidonis Buticularii, S. Rainaldi camerarii (1), S. Radulfi constabularii.

LXXV.

QUOMODO PHILIPPUS FRANCORUM REX CONFIRMAT MONACHIS ET BURGENSIBUS DE CHARITATE OMNES EORUM LIBERAS CONSUETUDINES ET ACCIPIT OMNIA BONA EORUM IN PROTECTIONE SUA ET CUSTODIA.

1182. — Paris.

Philippe-Auguste confirme les priviléges du prieuré et de la ville de La Charité et prend leurs biens sous sa sauvegarde.

Philippus, Dei gratia Francorum rex; noverint universi presentes pariter et futuri, quoniam nos monachis et burgen-

(1) Renaud, chambrier de 1175 à 1180. Pour les autres officiers, voyez la charte suivante.

sibus de Charitate concessimus omnes liberas consuetudines quas tenuerunt tempore patris nostri, et concessimus ut monachi et burgenses et omnia sua, in omni loco, in nostra sint protectione et custodia, salvo alieno jure. Actum Parisius anno incarnati Verbi millesimo centesimo octogesimo secundo, regni nostri anno quarto (1), astantibus in palatio, nostro quorum nomina supposita sunt et signa. S. comitis Theobaudi dapiferi (2) nostri, S. Guidonis buticularii, S. Mathei camerarii, S. Radulfi constabularii. Data per manum Hugonis cancellarii.

(1) Cette charte est datée selon la manière de Philippe-Auguste, non de son avénement au trône et de la mort du roi Louis VII, son père, arrivée le 18 septembre 1180, mais de son sacre, qui eut lieu à Reims le 1er novembre 1179, du vivant de son père. M. Delisle (*Catalogue des actes de Philippe-Auguste*) porte les chartes datées de la quatrième année du règne comme étant faites du 1er novembre 1182 au 16 avril 1183, date de Pâques, et du 17 avril au 31 octobre 1183. Notre charte, datée de 1182 et de la quatrième année du règne, répond donc à cette première période du 2 novembre 1182 au 16 avril 1183. M. Delisle (p. 27, n° 110) mentionne cette charte à l'année 1184, d'après Née de La Rochelle (*Mémoire sur le Nivernais*, I, p. 267), qui l'avait emprunté à Poupart (*Histoire de Sancerre*, p. 47), lequel avait puisé ce renseignement dans une histoire manuscrite de La Charité, qui doit être celle du manuscrit du *Cartulaire*. Or, au folio 101 du manuscrit de M. Girerd, on lit : « Le roi Philippe-Auguste, par ses autres lettres de l'an 1184, a pris le prieuré de La Charité en sa protection. » Les auteurs ont recueilli la phrase sans recourir à la charte, et l'erreur de date s'est continuée ; elle n'a d'importance que pour la rectification des actes de Philippe-Auguste, dont le catalogue a été fait avec tant de soin.

(2) Thibaud, comte de Blois, mort en 1191 ; la charge de sénéchal fut supprimée après lui. Gui II de Senlis, bouteiller de 1149 à 1187 ; Mathieu III, comte de Beaumont-sur-Oise, chambrier de 1180 à 1208 ; Raoul, comte de Clermont-en-Beauvoisis, connétable de 1164 à 1191 ; Hugues de Bethisi, chancelier de 1180 à 1185.

LXXVI.

CARTA HERVEI DE DONZIACO, DE QUODAM PRATO APUD ROCHEFORT.

1187.

Hervé de Donzy fait don aux religieux de La Charité d'un pré situé à Rochefort et des autres biens qu'ils y possédaient du temps de son père. Geoffroi de Vêvre et ses frères, qui en contestaient la propriété, renoncent à leur réclamation sur tout ce qui reviendra aux moines. Eudes de Frasnay, tenancier supérieur, consent aussi à la donation.

Notum sit omnibus tam presentibus quam futuris quod ego, Herveus de Donziaco (1), concedo monachis de Charitate quoddam pratum ante Rochefort (2), quod Gaufridus de Vevra (3) et fratres sui et heredes eorum clamabant de jure se habere, et ipsi ante me apud Charitatem quidquid in eo juris habebant quittaverunt, juraverunt quod nihil in eo nec in furno de Narciaco (4), nec in aliqua teneura monachorum

(1) La charte LVIII, datée de 1151, mentionne Geoffroi de Donzy avec ses deux fils Hervé et Geoffroi; c'est Geoffroi, quatrième du nom de Donzy, mort vers 1161. L'auteur de cette charte de 1187 est le fils aîné de Geoffroi IV, Hervé III, baron de Donzy, de 1161 à 1187. Il dut mourir lui-même quelque temps après sa donation. Ses deux fils nommés plus bas dans la charte lui succédèrent : Guillaume Goet en 1187, Philippe en 1191 ; deux autres fils, dont il n'est pas fait mention ici, furent Hervé IV, baron de Donzy en 1194 et comte de Nevers en 1199, et Godefroi, le trop célèbre prieur de La Charité.

(2) Rochefort, actuellement ferme de la commune de Narcy.

(3) Un grand nombre de localités portaient ce nom dans le comté de Nevers, et il serait difficile de déterminer celle-ci. On trouve un Vêvre près Rochefort, ci-dessus charte LV. Peut-être ce personnage était-il de la famille de Hugues de Vêvre (charte LXIV, p. 154).

(4) Narcy, canton de La Charité. Ce droit sur le four avait été donné par Hugues de Narcy, vers 1140. Voyez ci-dessus, charte L.

nihil ulterius requirent, et hoc laudavit Odo de Fraxiniaco (1) de quo terra illa movebat, et ego laudavi de cujus feodo erat. Concessi etiam monachis quidquid temporibus patris mei in eo tenuerant de feodo meo ubicumque fuerit, usque ad diem quo iter Hierosolimitanum arripui et orationibus eorum me commendavi in capitulo de Charitate, in die nativitatis beati Joannis Baptiste. Et hec omnia laudaverunt Guillelmus Goet et Philippus, filii mei. Viderunt hoc et audierunt Odo de Fraxiniaco, Humbaldus Capriolus et Gilo frater ejus, Grosbos, Herveus Burgundio, Chotardus. Ex parte monachorum, Raynaldus de Galis, Chauderum, Odo Burfaut, prepositus de Charitate, Hugo Suavis, Gaufridus de Chastellux et multi alii. Actum anno incarnati Verbi millesimo centesimo octogesimo septimo.

LXXVII.

CARTA DE CHARNEIA.

1188.

En présence de l'évêque de Nevers, Jean Lepie cède en censive, avec tous ses droits, au prieuré de La Charité, pour le service de l'aumônerie, un champ situé à La Charnaye, moyennant 3,000 sous comptant, 13 livres, deux muids de seigle, plus un cens annuel de 6 sous, payable à la Saint-Germain.

Ego Theobaldus, Dei patientia Nivernensis ecclesie minister humilis (2), notum facimus presentibus et futuris,

(1) Frasnay-les-Chanoines, aujourd'hui commune de Saint-Aubin-les-Forges. Un ancêtre ou prédécesseur de Eudes de Frasnay, Roclène, signa la charte de fondation de La Charité en 1059.

(2) Thibaut, évêque de Nevers, 1177-1188.

quod Joannes Pius accensivit monachis et ecclesie de Charitate, ad opus eleemosynarie, campum de Charneia (1) in integrum, cum juratis suis omnibus que sunt subtus campum ipsum, pro sex solidis annuatim sibi reddendis in festo sancti Germani, in octobri (2), et pro accensione ipsa habuit de monachis, in presenti, tria millia solidorum et XIII libras et duos modios siliginis. Hoc laudaverunt et concesserunt uxor ejus Aurea et filii, Robertus, Hugo, Renaudus, Grossus homo, Gimo et uxor Roberti filii ejus Amelina ; et Petrus de Troncenges, de cujus casamento erat, et fratres ejus Girbertus et Girardus, et Maura, soror eorum. Ad majorem vero firmitatem, ad petitionem monachorum et Joannis Pii (3) et aliorum, presenti pagine sigillum nostrum fecimus apponi. Actum anno incarnati Verbi millesimo centesimo octogesimo octavo. Hujus rei testes fuerunt, conventûs de Charitate, Renaudus de Galis, Garnerus Moranni, Gaufredus de Chastellux, Robertus Chabert, Guillelmus Savenet, et Guido frater ejus, Guillelmus et Thomas Moranni, Odo prepositus de Charitate, Thibaudus famulus eleemosynarii, Auveriat.

(1) Il y a deux localités du nom de La Charnaye, l'une sur la rive droite de la Loire, entre Tronsanges et La Marche, l'autre en face, sur la rive gauche, près Argenvières ; elles semblent s'appliquer successivement à nos deux chartes.

(2) Saint Germain, évêque d'Auxerre. Sa fête fut d'abord célébrée le 1er octobre, puis transférée au 31 juillet et au 6 janvier. (Lebeuf, *Hist. d'Auxerre*, I, p. 106.) C'était un terme de payement souvent désigné dans les chartes nivernaises.

(3) Pour Jean Lepie, voyez ci-dessus p. 113, note.

LXXVIII.

ALIA CARTA DE CHARNEIA.

1192.

Nouvelle affirmation de la vente d'un terrain situé à La Charnaye, faite à Gui, alors prieur et aujourd'hui aumônier du prieuré, par Jean Lepie, avec approbation de sa femme et de ses enfants, et à condition qu'en cas de dommage l'acquéreur s'indemniserait sur la ferme d'Argenvières. L'évêque de Nevers ratifie cet acte et lance l'anathème contre ceux qui oseraient l'attaquer.

Sciant omnes qui presentes litteras viderint vel audierint quod Joannes Lepie et Aurea uxor sua vendiderunt Guidoni de Charitate eleemosynario, qui tunc temporis erat prior (1), quoddam frustrum de terra quod habebant in campo de Charneia et omnem censum quem habebant in teneura de Charneia predicta. Joannes vero predictus et Aurea uxor ejus et Reginaudus et Guillelmus, filii eorum, juraverunt istam venditionem tenendam et laudaverunt. Amelina vero uxor Roberti Lepie hoc laudavit et concessit. Tali etiam modo quod si eleemosynarius de Charitate recipiet aliquod damnum de terra vel de censu ab aliquo, restaurabit illud damnum in guageria de Argenveriis (2), quam ipse tenet de Joanne predicto. Ut hoc autem ratum et firmum teneatur, ego Joannes, Nivernensis episcopus (3), sigillum meum impono et anathematis sententie subjiciam Joannem Lepie et omnes

(1) Gui, surnommé Gui l'Aumônier, treizième prieur de La Charité, de 1179 à 1192.

(2) *Guageria* ou *prædium*, terre bâtie et garnie pour une exploitation agricole. (DUCANGE.)

(3) Jean, évêque de Nevers, 1188-1196.

heredes ejus, si de cetero venditioni predicte male oriuntur et omnes alios qui ex parte Joannis sepedicti ipsi venditioni aliquo modo resistent, donec veniant ad satisfactionem. Hujus venditionis sunt testes, scilicet Reginaudus de Galis, Vuido Garant, Chaldero Bartelais, Hugo Suavis, qui tunc erat prepositus de Charitate, Giraldus Blanchet, Stephanus de Averiat, Odo Burfaut, Thomas Morant, Garnerius Mareschallus, Stephanus Mathue et plures alii, anno incarnati Verbi millesimo centesimo nonagesimo secundo.

LXXIX.

CARTA RAINALDI DE NIVERNIS DE SEX MODIIS ANNONE APUD CUFIACUM REDDENDIS.

1190.

Rainaud de Nevers fait don aux religieux de La Charité de six muids de grain à prendre à son grenier de Cuffy. En retour les religieux s'engagent à dire une messe chaque jour à perpétuité, pour lui, pendant sa vie, puis pour les défunts ; à garder une lampe allumée nuit et jour et à donner un repas à deux pauvres chaque samedi.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Notum sit omnibus, tam futuris quam presentibus, quod ego, Rainaldus de Nivernis (1), volens satisfacere ecclesie beate Marie et conventui de Charitate, ab eisdem veniam de omnibus in quibus eos offenderam accipiens, pro Dei amore

(1) Plusieurs personnages ont porté le nom de Rainaud de Nevers ; nous donnerons dans la table onomastique leurs diverses situations. Celui-ci mourut au siége d'Acre en 1191 ; il fut enterré à Saint-Germain d'Auxerre ; sa femme se fit religieuse à Fontevrault.

et anime mee antecessorumque meorum salute, dedi et concessi predicte ecclesie et monachis, sex modios annone annuatim reddendos et perenniter in meo granario Cufiaci (1), in octavis omnium sanctorum, duos modios videlicet frumenti et quatuor annone. Ipsi vero monachi ad honorem Dei et utilitatem corporis et anime mee assignaverunt mihi unum altare cum universo ornamento, ubi missa quotidie celebrabitur de Spiritu Sancto, quamdiu vita mihi superstes fuerit, et post obitum meum pro fidelibus defunctis, unamque lampadem die ac nocte accensam, duosque pauperes unoquoque sabbato semel reficiendos. Hoc idem laudavit et concessit Alix uxor mea. Hujus rei testes sunt Robertus de Clameciaco, Constantinus eleemosynarius, Vuillelmus de Sancto Sepulchro, Guido de Tarenceio, Gaufridus Urtaldi, Guido Garaudi, Robertus Trossebois prepositus Germiniaci, Gerardus Baudins, Guillelmus Rex de Charitate, Seguinus Grivels, Renaudus Imbaud, Petrus Imbaud, Guillelmus de Jarria, Hugo Suavis, Garnerius Marescallus, Hugo de Jarria qui hanc cartam scripsit. Et ut hoc ratum et firmum et inconcussum in posterum teneretur, sigilli mei et sigilli uxoris mee impressione muniri feci. Actum anno Verbi incarnati millesimo centesimo nonagesimo.

LXXX.

CARTA PETRI, COMITIS NIVERNENSIS, DE REMISSIONE CUJUSDAM MALE TOLTE SUPER VINEAS PERCEPTE APUD CHARITATEM.

1193.

La comtesse Agnès, à ses derniers moments, et en l'absence de son mari, déclare en manière de testament, devant

(1) Cuffy, canton de La Guerche (Cher), châtellenie du comté de Nevers.

témoins, qu'elle s'en rapportait à lui pour le choix d'une donation à faire pour le repos de son âme. Pierre de Courtenay, entre autres bénéfices, renonce à son droit de maletote sur les vignes, depuis la Bertrange jusqu'à La Charité, laissant désormais les vignerons libres de cultiver et vendanger à leur gré sans être astreints à autre chose que le cens et la dîme. L'évêque de Nevers frappera d'interdit ceux qui manqueraient à cette convention.

Notum sit omnibus tam futuris quam presentibus quod Agnes, comitissa Nivernensis (1), laborans in extrema sua infirmitate unde obiit, cum sibi mors instaret, nec Petrus maritus suus, comes Nivernensis, presens adesset, de testamento suo faciendo et ordinando, per manum Petri mariti sui et Petri de Curchum et ad eorum dispositionem disposuit penitus et confidenter reliquit, in his duobus pre ceteris confidebatur quod remedio anime sue affectuosa voluntate pre aliis essent provisuri, hoc quidem fecit, presentibus et audientibus ipso Petro de Curchum, Stephano de Champignellis, Clavello capellano, domina Joanna Aupacia, domina Joanna, Isabel et Alaïca (2), Gaufredo Marescallo.

Ego Petrus, comes Nivernensis, volens satisfacere honeste voluntati Agnetis dilecte uxoris mee defuncte quam in testamenti sui negotio, sicut prescriptum est, habuerat ad concilium honestorum virorum tamen ideo prius habitum, inter alia beneficia que pro remedio anime Agnetis uxoris mee

(1) Agnès, fille du comte Gui et de Mahaut de Bourgogne (voyez ci-dessus, ch. LXIX), héritière du comté de Nevers après le décès de son frère Guillaume V, mort en bas âge; mariée par Philippe-Auguste à son cousin Pierre de Courtenay, en 1184. On porte sa mort à l'année 1192, quelque temps avant cette charte.

(2) Les dernières volontés de la comtesse Agnès furent certifiées par des hommes et par des femmes comme témoins; c'est une circonstance qui se présente rarement.

feci, quitavi penitus et in perpetuum condonavi quamdam pravam consuetudinem que vulgo dicitur mala tolta quam habui in vineis que sunt a castro Marchie et a villa Canuoti et a bosco qui dicitur Bertrangia (1), totaliter usque ad Charitatem ; ut illa prava consuetudo que in illis vineis prius exercebatur, pro remedio anime Agnetis sepedicte cesset penitus et imperpetuum deleatur, ita scilicet quod homines quorum sunt vel erunt vinee, ille in pace teneant et habeant sine calumnia sicut suas, et quando voluerint fructus colligent, et vindemiabunt sine mandato et sine licencia a me vel a meis expetita, reddendo pro illis vineis annuatim census et decimas solum dominis quibus debentur, et salvo jure dominorum in quorum dominio site sunt vinee ille. Nec deinceps ego, vel alii pro me, vel pro successore meo, habebimus in vineis illis custodes, nec vineatores, neque aliquas pravas consuetudines imperpetuum. Istud dono et concedo pro Agnete uxore mea ad remedium anime sue sempiternum. Quod ut ratum sit et inconcussum, sigillo meo et sigillo domini Joannis, Nivernensis episcopi, et sigillo Gaufredi (2), senescalli mei est confirmatum. Et si quis venire contra hoc, vel facere presumpserit, volo et peto a Nivernensi episcopo ut terram Nivernensem supponat interdicto, donec fuerit emendatum quod contra hoc fieri presumetur. Hujus rei testes sunt : Hebraudus, prepositus de Nivernis, in cujus tempore fuit hoc factum, Hugo de Poisolio, Chaudero Bertelais, Guido Guairaudo, Bernardus filius Vualonis, Letericus de Castro-novo, Stephanus de Alvernia, Obertus Morandi, Petrus de Boney, Robertus de Brieria, Seguinus Porcherius, Michael de Marchia. Actum anno incarnati Verbi millesimo centesimo nonagesimo tertio, Philippo rege Francorum feliciter regnante.

(1) La Marche, Champvoux, La Bertrange ; ces localités limitent le plateau qui s'étend au sud-est de La Charité.

(2) Geoffroi de Pougues et Jean, évêque de Nevers, 1188-1196.

LXXXI.

CONVENTIO INTER ODONEM DE SOLIACO ET MONACHOS CHARITATIS, DE MONASTELLO.

1194.

Convention au sujet des réclamations, abus et contestations entre les hommes des religieux et ceux d'Eudes de Sully, à Menetou-Ratel et dans les environs. Les parties s'entendront pour le choix des arbitres dans les cas de vol et sur les circonstances où la justice leur appartiendra, à l'un ou à l'autre. Les religieux ne prendront aucun avoué pour leurs terres et les héritiers de Eudes de Sully devront jurer les conventions dans leur première année. En terminant, Eudes reconnaît les donations faites par son père et son aïeul.

Quoniam que provide et rationabiliter fiunt, ad posterorum notitiam scripto committere jus et ratio exigit, ego Savaricus prior (1) et conventus de Charitate, tam presentibus quam futuris notum facimus, quod pactiones que inter dominum Gilonem de Soliaco (2) et nos, tempore Humbaldi et Radulfi (3) antecessorum nostrorum facte sunt, nos similiter erga Odonem, filium predicti Gilonis, subsequenti scripto

(1) Savaric, quatorzième prieur de La Charité, 1192-1194.

(2) Aujourd'hui Sully-sur-Loire, canton de l'arrondissement de Gien, berceau de l'illustre famille des Sully. Ces seigneurs, descendant de la maison de Champagne, avaient reçu leur fief des comtes de Sancerre. Ils paraissent fréquemment dans cette partie nord du Cher, où ils ont donné leur nom de Gilon aux Aix et à La Chapelle. (Boyer, *La Tour de Vêvre,* passim.)

(3) Humbaud, neuvième prieur, 1162-1164, et Rodolphe de Sully ou Seuly, 1165-1176, vraisemblablement de la famille des Sully, ce qui lui facilita cette convention.

replicamus, et posterorum memorie conservandas mandamus. Odo igitur spopondit et juramento firmavit, quod a die pactionis istius et in reliqua tota vita sua pacem monachis de Charitate et rebus eorum, nominatim apud Monastellum (1) et apud Sanctum Celsum (2), et Sanctam Montanam (3) aut ubicumque possessorium suum extendere contigerit, bona fide tenebit. Si de iis que monachi tenuerunt, pro tempore patris sui domini Gilonis, vel avi sui domini Archimbaldi, in aliquo jus se habere crediderit, ad monachos clamabit et in curia eorum jus suum, si quid fuerit, recipiet. De iis autem que dominus Archimbaldus, avus suus, suo tempore, vel pater suus sine reclamatione monachorum suo tempore possederat investitus remanebit. Porro si monachi in rebus ipsius jus se habere cognoverint, in curia domini Odonis vel modo vel quando ad terre totius universum perveniente jus suum recipient. Quod si forte aliquando ipse vel sui aliquid de rebus monachorum ceperit, infra quindecim dies quod requisitus fuerit, absque dilatione restituet, vel etiam si aliquo modo cognoverit. Si autem inde contentio emerserit, vel illi qui ceperint hoc negaverint, quidquid monachi per duos legitimos homines probare potuerint, reddint absque ulla contentione et duello, salvo jure et sacramento domini Odonis et militum et servientium ejus. Si quos homines post mortem domini Archimbaldi in commendatione receperat, quitabit et deinceps nec ipse, nec sui, aliquos hominum monachorum eos negaverit, vel ab eis aufugerit dominus Odo per totam potestatem suam pro posse suo, absque aliis sumptibus eos ad subjectionem et dominium monachorum redire faciet. Si homines monachorum de baronia domini Odonis alium dominum fecerint preter monachos, dominus

(1) Menetou-Salon ou Menetou-Ratel, près Sancerre; plutôt Menetou-Ratel, où le prieuré dépendait de La Charité. Le prieuré de Menetou-Salon relevait de l'abbaye de Saint-Sulpice-lez-Bourges.

(2) Saint-Céols, canton des Aix, arrondissement de Bourges.

(3) Sainte-Montaine, canton d'Aubigny, arrondissement de Sancerre.

Odo monachos inde requiret. Quod si monachi de eis facere justitiam ei non potuerint, justitia corporum eorum et pecunie domni Odonis erit. Homines vero quoquomodo remanserint, monachorum erunt. De hominibus monachorum dominus Odo in curia unde fuerint jus suum recipiet, scilicet de Monastello apud Monastellum, et similiter de reliquis. Laudavit etiam domnus Odo donum illud quod dedit domnus Archimbaldus, frater suus, pro animabus antecessorum suorum et sua, et pro quibusdam excessibus quos contra monachos irrogaverat, quidquid habebat apud Malum boscum (1), scilicet sex familias hominum cum oschiis et terra plana et nemoribus, et quidquid deinceps ex eis exierit, et censum et justitiam, sicut domnus Archimbaldus avus ejus et domnus Gilo, pater ejus, quoquomodo apud Malum boscum possederent, quiete laudavit dominus Odo, ut omnia monachi in pace possideant, sicut antecessores quiete et libere tenuerant. Hec omnia, que superscripta sunt, dominus Odo juravit quod omnia bona fide servabit et firmiter tenebit, nec cartam hanc infringet. Monachi vero ei concesserunt quod in nullo loco quem in potestate domini Odonis habeant, aliquem advocatum vel dominum (2) admittent, neque ad Ororium super Ligerim (3), neque ad Argentum (4), neque ad Sanctum Celsum vel ad Monastellum, sed neque ut diximus

(1) Maubois. Il y a dans le département du Cher trois hameaux qui portent ce nom dans les communes de Villequiers, Dampierre-en-Crot et Menetou-Ratel. C'est une présomption de plus en faveur de Menetou-Ratel comme désignation du lieu qui concerne notre charte. Nous devons ces renseignements et beaucoup d'autres à l'obligeance de M. Boyer, le laborieux archiviste du Cher, qui possède, malheureusement encore en manuscrit, un dictionnaire des plus complets sur la topographie de son département.

(2) Les établissements religieux avaient presque toujours des avoués ou vidames, défenseurs et administrateurs de leurs intérêts temporels. Ici le seigneur qui traitait se réservait d'agir directement avec eux.

(3) Ouzouer-sur-Loire, canton et arrondissement de Gien.

(4) Argent, arrondissement de Sancerre.

in aliquo totius baronie ejus. Heredes autem ejus, dum sibi invicem successerint, si infra annum quo terram receperint, istas conventiones sacramento juraverint, monachi eis conventiones supradictas tenebunt. Si vero infra annum non fecerint juramentum, monachi nullam conventionem eis tenebunt. Et ut firmius teneatur, ex utraque parte, sigillo domini Odonis et sigillis prioris et conventus de Charitate presens chirographum confirmatum est. Hujus rei testes sunt dominus Archimbaudus de Soliaco, Robertus de Asceio et Gaufredus frater ejus, Henricus de Bello-Joco, Joannes Tardis, Gaufredus de Cruce, Gaufredus Marescallus, Bellus frater et alii quam multiplices. Actum anno Verbi incarnati millesimo centesimo nonagesimo quarto, regnante Philippo in Francia feliciter.

LXXXII.

DE CONCORDIA QUE FACTA EST INTER RADULFUM ABBATEM ET MONACHOS DE CARITATE, PRO NEMORE QUOD DICITUR ISLA.

1139 circa.

Accord entre les religieux de La Charité et les chanoines de Saint-Satur pour la forêt d'Isle et les pâtures environnantes, pour l'église de Mêves et pour les dîmes de Ménétréol et de Thauvenay.

Inter P. (1) priorem et monachos de Karitate et Radulfum, abbatem et canonicos Sancti Satyri (2), talis est facta concordia,

(1) Pierre de Paule, cinquième prieur, d'environ 1138 à 1143; il en est déjà question ci-dessus, charte LI.

(2) Saint-Satur, abbaye de chanoines de Saint-Augustin, aujourd'hui commune du canton de Sancerre. Les archives du Cher possèdent un fonds très-important sur cette abbaye.

in presentia multorum ab utraque parte laudata : calumpniam quam faciebant monachi canonicis, supra novalibus (1) de toto nemore ipsorum, quod Isla dicitur, que ipsi canonici fecerant propter usus pascuales et refugium, quod homines monachorum amiserant, penitus dimiserunt, salvis decimis illius terre que ad monachos jure parrochiali pertinent et consueto usuario in residuo nemoris donec nemus fuerit. Canonici vero clamorem illum quem adversus monachos faciebant, pro pratis que in communibus compascuis hominum monachorum et canonicorum monachi fecerant, omnino dimiserunt, eo pacto ut canonici in eisdem compascuis ipsis congruum visum fuerit, videlicet juxta prata monachorum vel juxta terram canonicorum, octo arpennos prati canonici sibi faciant. Deinceps vero nulli liceat, videlicet nec ipsis monachis, nec ipsis canonicis, de ipsis compascuis aliquid minuere vel in aliquos alios usus redigere. Item clamorem, quem de ecclesia de Meva canonici monachis faciebant, ex toto dimiserunt ; monachi vero questionem quam de abbatia Sancti Satyri moverant, quamvis nulla esset, in perpetuum dimiserunt. Decimas vinearum suarum, quas monachi in parrochiis canonicorum habent, in ea videlicet de Monasterello et in ea de Talvenniaco (2), quarum monachi ex parte eas retinere consueverant, ammodo se ex integro, sicut alii parrochiani, se reddituros canonicis promiserunt, finitis utriusque partis omnibus querelis et controversiis. Concessum est autem ut hujus concordie carta ab utriusque ecclesie capitulis laudetur, et sub cyrographo partita ab utraque ecclesia (3), utrique

(1) *Novales*, *rompeis*, *essarts*, désignent des terres nouvellement défrichées.

(2) Ménétréol-sous-Sancerre, Thauvenay, communes du canton de Sancerre.

(3) La pièce porte en effet au bas du parchemin le mot *cyrographum,* dont les caractères ont été, selon l'usage, coupés par la moitié, dans le sens de la hauteur, pour témoigner de l'authenticité des deux copies.

ecclesie sigillo munita habeatur. Facta autem ut predictum est concordia ista, per manus venerabilium virorum Himari Tuschulani episcopi, G. videlicet Burdegalensis archiepiscopi et Gui Cenomanensis episcopi et R. Petragoricensis episcoporum et multorum aliorum sapientium et discretorum virorum (1).

LXXXIII.

DE CONCORDIA QUE FACTA EST DE NEMORE DE MEVA QUOD VOCATUR ILLA, IN QUO HOMINES DE POLIACO PETEBANT USUS PASCUALES.

1139 Avril 10.

En présence de l'abbé de Cluny et sur l'avis de cinq arbitres, au sujet de la même forêt d'Isle, il est convenn que l'abbé de Saint-Satur donnera aux hommes de Pouilly et Charenton, appartenant à La Charité, l'autorisation de pacage pour tous bestiaux, depuis Pâques jusqu'au 1er octobre, et de panage, c'est-à-dire de gland et de fêne, pour les porcs seulement, dans le courant de l'hiver. Il se réserve pour la chasse quinze jours avant Noël et avant Pâques. En cas de guerre ou de danger quelconque, les hommes de Pouilly pourront chercher un refuge dans la forêt pour eux et leurs bestiaux.

Quoniam quicquid tempori subicitur cum tempore variatur et oblivione deletur, ne hujus rei communiter diffinite auctoribus pereuntibus, memoria deperiret, dignum duximus litteris adsignare pacem et concordiam que per manum

(1) Cette charte et les suivantes existent en original aux archives du Cher, fonds de Saint-Satur, liasses de Mêves, n° 4.

domni Petri abbatis Cluniacensis et illustrium virorum laude diffinita, facta est inter monachos de Karitate et canonicos de Sancto Satyro, quoniam inter eos orta erat mutue concertationis altercatio, propter consuetudines cujusdam nemoris Sancti Satyri, quod Isla dicitur, cujus usus pascuales homines sancte Marie de Polliaco et Charentonio sibi forte plus justo volebant vendicare, econtra homines Sancti Satyri de Meva (1), plus justo sibi conabantur defendere, ut posteris innotescat quid monachi de Karitate et eorum homines in predicto nemore querere debeant et habere, et quid illis non liceat usurpare. Notum ergo sit omnibus quod monachi de Karitate et canonici de Sancto Satyro, eorumque homines, diu sub hoc mutue altercationis genere contendentes, tandem ante conspectum domni Petri Cluniacensis abbatis convenerunt, cujus consilio et assensu Radulfi, abbatis Sancti Satyri, in manu quinque virorum sapientium causa mutue concentionis et totius concertationis controversia data est componenda : hoc videlicet pacto ut quicquid ab ipsis supra hoc, pacis intuitu et concordie, laudaretur ab utraque parte sine refragatione concederetur. Hi igitur quibus hujus rei agende negotium impositum fuerat, statuta die convenientes et res rebus comparantes, pacis intuitu communiter laudaverunt ut in anno quo in predicto nemore tantum pastus fuerit glandis et fagine, quo secundum usum terre propter pasnagium defendi debeat, a kalendis octobris usque in pascha defendatur, et sit in arbitrio abbatis Sancti Satyri quando ipsum nemus aperire velit ad pasnagium in predicto tempore ; et tunc hominibus Sancte Marie nec capras, nec boves, nec oves pascendi gratia immittere licebit, prout solummodo porcos propter pasnagium (2). Si vero infra ter-

(1) Pouilly appartenait à La Charité, Mêves à Saint-Satur ; la forêt d'Isle, objet de cette convention, se trouvait vraisemblablement entre ces deux localités.

(2) Ces mots établissent très-clairement la différence entre les deux droits de pacage ou de panage.

minum pasche porci, qui ad pascendam glandem sive faginem immissi fuerant, a nemore pascendi necessitate recesserint, ex tunc usque ad sequens festum sancti Germani, kalendas octobris (1), omnibus bestiis nemus ingredi et quod invenerint pascere licebit. De cetero, laudatum est quindecim diebus ante Natale Domini et quindecim diebus ante Pascha solummodo idem nemus, causa venationis, defendi, hoc autem prius in eccclesia apud Polliacum annunciari. Additur etiam ut si timor hostium, vel incursio per domnum, vel imminens exercitus, ad nemus bestias quocumque tempore fugere compulerit, illud equum esse ut, quandiu talis necessitas exegerit, illic debeant habere refugium et ut vicini vicinis saltim in articulo prebeant necessitatis effugium. Laus ista facta et concessa est anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo tricesimo nono, regni vero Ludovici junioris, regis Francorum et ducis Aquitaniorum, anno secundo. Data die quinta iduum aprilium (2) indictione secunda.

LXXXIV.

DE CONCORDIA MONACHORUM DE CARITATE, EPISCOPI ALANI PRIVILEGIUM.

1158.

Alain, évêque d'Auxerre, termine un différend entre les religieux de La Charité et l'abbé de Saint-Satur. Chacun jouira des dîmes de ses églises. Les dîmes des vignes de

(1) Saint Germain, évêque d'Auxerre, le 1er octobre.

(2) Cyrographe. Il reste la place de deux sceaux ; l'un manque en entier, l'autre, dont l'exergue a disparu, représente un abbé à cheval. Cire jaune, lacs de parchemin.

Saint-Romble, les droits dans la forêt d'Isle resteront aux religieux, qui donnent deux « aires » à Mêves. Les terres indivises seront partagées, une famille de serfs le sera également. Les moulins à blé et à foulon travailleront de concert pour les deux parties.

In nomine summe et individue Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Quoniam ad nostrum spectat officium paci ecclesiarum, et earum maxime que ad diocesim nostram pertinent, providere ; ideo notum fieri volo presentibus et futuris, quia ego, Alanus, Dei gratia Autissiodorensis episcopus, et plerique viri religiosi mecum, controversiam quandam que inter monacos de Karitate et abbatem Sancti Satiri, pro jure alterutrarum possessionum emerserat, tali inter eos facta compositione, decidimus : decimas que ad jus parrochialium ecclesiarum abbatis Sancti Satiri pertinentium ad proprietatem domus Sancti Satiri ulterius, monachi non presument accipere et quas hactenus tenuerant prefato abbati dimittent. Simili modo decimas que ad jus parrochialium ecclesiarum de Caritate pertinentium ad proprietatem domus de Karitate, ulterius abbas vel canonici Sancti Satiri non presument accipere, et si quas hactenus acceperant in pace dimittent. Decimas tamen cujusdam vinee que dicitur clausus de Chissiaco, que est in parrochia monialium Sancti Romuli (1) que communis est per medium canonicorum Sancti Satiri, abbas monachis concessit, ea conditione ut ulterius monachi nichil adquirant in prefata parrochia, unde minuatur illa medietas decime que canonicorum propria esse dinoscitur. Item in pratis et novalibus de toto nemore Sancti Satiri, quod Isla dicitur, nichil ulterius monachi requirent, neque canonici in pratis et novalibus de Ulmeria, exceptis usuariis utriusque partis, sine detrimento pratorum et satorum. Monachi quoque concederunt ecclesie Sancti Satiri duas

(1) Saint-Romble, près Sancerre.

areas (1) quas habent Meve, unam sine censu, alteram cum censu octo denariorum, sine laude et venditione, justicie vel exactionis retentione. Terre communes, concessum est ut dividantur. Ubi compertum fuerit quod molendini, quos abbas de novo edificavit, nocere habeant molendinis et pratis monacorum, abbas hanc eis querelam laude et consilio magistrorum qui id probare habuerint emendabit. In capella de Pressorio (2) concedit abbas divinum officium celebrari secundum tenorem litterarum domini pape. De Ebrardo quodam, cognomento Vadit-petra, qui adhuc vivit, statutum est ut statutum (*sic*), servitium utrisque, abbati videlicet et monachis, in vita sua annis singulis, in commune reddat. Post decessum ipsius Ebrardi, utrique, abbas scilicet et monachi, eos qui de Ebrardo geniti fuerint, equaliter per medium divident et substantiam. Prohibitionem vero quam monachi hominibus suis fecerant ne ad molendinos de Meva irent molere vel pannos fullere [non] remanere facient, et ulterius talem prohibitionem non facient, nisi forte contigerit molendinos monachos habere proprios ad quos homines suos ire faciant. In pressorio Sancte Marie juxta Sancerum decimam quam canonici in vino solebant accipere in botris accipient. Hanc compositionis paginam, in utroque capitulo scilicet beate Marie de Karitate et Sancti Satiri lectam et sigillo utriusque capituli roboratam fecimus et nos sigilli nostri, impressione muniri, ut deinceps magis ratum habeatur, in quo taliter convenisse utrorumque videtur assensus. Actum hoc, episcopatus domini Alani, Autissiodorensis episcopi, anno sexto, Rainaldo venerabili viro existente priore

(1) Le mot *area*, selon Ducange, désigne un champ non cultivé, une place de foire, un espace destiné au battage des grains, quelquefois même un droit de pacage dans les prairies. Dans la circonstance, il semble qu'il s'agit ici d'une place de foire.

(2) Cette chapelle du Pressoir et le pressoir de Notre-Dame, près Sancerre, cité quelques lignes plus bas, doivent désigner le même endroit. Nous ignorons à quelle localité il se rapporte aujourd'hui.

Karitatis (1) ac Rainaldo archidiacono Autissiodorense, anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo quinquagesimo octavo.

LXXXV.

DE VENDITIONE OMNIUM RERUM QUAS HABEBANT MONACHI DE KARITATE APUD MEVAM.

1208 Février.

Les religieux de La Charité vendent aux chanoines de Saint-Satur, moyennant 620 livres de Gien, tout ce qu'ils possèdent à Mêves, excepté les dîmes et l'église de Saint-Julien.

Ego, frater Gaufridus dictus, prior et conventus de Karitate, notum facimus universis presentibus et futuris quod nos vendidimus, pro sexcentis libris et viginti libris Giemensibus, cum assensu et voluntate tocius capituli, nostris venerabilibus viris, abbati et canonicis Sancti Satyri, quicquid habebamus in territorio et in villa de Mevia, excepta ecclesia Sancti Juliani (2) que ad nos pertinet, et exceptis decimis que nostre sunt ab antiquo. Concessimus igitur nominatis canonicis ut que eis vendidimus, in pace et in perpetuum possideant et habeant, absque omni contradictione. Et ne posteris veniat in dubium, presentem paginam sigillis nostris confirmavimus, et concessimus quod hoc idem a domino

(1) Raynaud, huitième prieur, de 1154 à 1162. Alain, évêque d'Auxerre, 1152-1167. Il confirma les biens du prieuré de La Charité dans son diocèse, à la demande du prieur Raynaud. Voyez ci-dessus, ch. XXV, p. 79, où les années de Raynaud sont portées par erreur de 1154 à 1179.

(2) L'église paroissiale de Mêves, récemment reconstruite à la place de l'ancienne, qui datait du douzième siècle, est dédiée à saint Julien.

Cluniacensi faceremus confirmari. Rogavimus etiam venerabilem patrem nostrum Vuillelmum (1) Autissiodorensem episcopum ut hoc idem suo sigillo confirmaretur. Actum anno Domini millesimo ducentesimo octavo, mense februario.

LXXXVI.

DE REBUS NOBIS VENDITIS QUAS HABEBANT MONACHI DE KARITATE APUD MEVAM.

1208.

L'abbé de Cluny autorise la vente des biens de Mèves aux conditions indiquées dans la charte précédente.

Ego, frater Willelmus, humilis Cluniacensis abbas, notum facio presentibus et futuris quod vendicionem quam Gaufridus prior (2) et conventus de Karitate fecerunt abbati et canonicis Sancti Satiri, de omnibus rebus illis quas ecclesia de Karitate habebat in villa et in potestate de Meva, exceptis decimis bladi et vini et lini et canabi et milii et panicii (3) et excepta ecclesia Sancti Juliani de Meva, que excepta remanent in perpetuum ecclesie de Karitate, secundum quod in eorumdem prioris et conventus de Karitate autentico continetur, ratam habemus et sigillo nostro confirmamus. Actum anno gratie millesimo ducentesimo octavo.

(1) Guillaume de Seignelay, évêque d'Auxerre, 1207-1220.

(2) On se rappelle la triste conduite du prieur Godefroi, frère du comte Hervé, dont la rébellion contre l'abbé de Cluny est racontée tout au long dans les deux lettres d'Innocent III. (Voyez ci-dessus, p. 57 et suiv.) Cette charte est de la première année de Godefroi; elle prouve que les hostilités n'étaient pas encore commencées entre lui et l'abbé.

(3) Chanvre, millet et alpiste ou sorte de millet.

LXXXVII.

DE DONATIONE DECIME LANARUM ET AGNORUM, DE TOTA POTESTATE MEVE, QUAM DEDIT NOBIS GUILLELMUS AUTISSIODORENSIS EPISCOPUS.

1209. — Cosne.

L'évêque d'Auxerre abandonne à Saint-Satur la dîme des laines de Mêves, qui lui avait été donnée par le prieur de La Charité.

Vuillelmus, Dei gratia Autissiodorensis episcopus, omnibus ad quos littere iste pervenerint, eternam in Domino salutem. Noverit universitas vestra nos liberaliter et in perpetuum dedisse dilectis in Christo R... abbati et conventui Sancti Satyri totam decimam lanarum et agnorum de villa et de tota potestate de Meva, quam et nobis viri venerabiles et in Christo dilecti, Gaufridus prior et conventus de Caritate libere et absolute dederunt (1), sicut plenius in eorum continetur autentico; quod nos eum presenti scripto nostro ipsis canonicis, in testimonium hujus donationis, concessimus et munimen. Ut autem hec nostra donatio et concessio rata et firmior in posterum habeatur, et ne prefati canonici possint in aliquo super hoc molestari, presentem cartam sigilli nostri testimonio et presentis scripti patrocinio fecimus roborari. Actum publice apud Conam, anno gratie millesimo ducentesimo nono, indictione duodecima.

(1) La donation à l'évêque Guillaume de Seignelay est datée de février 1208; elle existe aussi aux archives du Cher. Le prieur Godefroi fit une quantité de ventes ou donations qui réduisirent considérablement les revenus du monastère.

LXXXVIII.

CARTA DE PATINGIIS ET DE TORTRUM.

1200 circa.

Les religieux de La Charité consentent à ce que l'église de Saint-Martin de Nevers donne deux quartauts de seigle et d'orge à leur prieuré de Patinges, en place de la dîme que leur devaient les chanoines de Torteron.

Noverint universi presentes litteras inspecturi quod querela que diu ventilata fuit inter ecclesiam de Caritate et ecclesiam Sancti Martini Nivernensis (1) super decima de Tortrum sopita est hoc modo : quod in perpetuum, singulis annis in crastinum Sancti Remigii, solvent canonici de Tortrum (2) prioratui de Patingiis duos cartallos siguli et duos cartallos ordei ad mensuram de Patingiis (3), de propriis laboribus ipsorum canonicorum et culturis. In cujus rei testimonium, ego Guillelmus (4), prior humilis et conventus Beate Marie de Caritate presentem cartullam sigillorum nostrorum impressione consignavimus.

(1) Abbaye de Saint-Martin de Nevers, occupée par des chanoines réguliers de Saint-Augustin. Cette charte, dont l'original est aux archives de la Nièvre, vient du fonds de cette abbaye.

(2) Torteron, sur l'Aubois, entre Patinges et Menetou-Couture (Cher).

(3) Pour les mesures, les noms restent presque partout les mêmes et les capacités varient à l'infini. A Chartres, Guérard estime le muid pour les grains à 15 hectolitres 17 litres (Saint-Père, préf., n° 168), et le quartaut représente, soit le quart, soit quatre fois le muid. Ces calculs sont très-vagues et les renseignements précis font entièrement défaut.

(4) Guillaume II, quinzième prieur de La Charité, de 1198 à 1209. L'écriture de la première moitié du treizième siècle et la mention de ce prieur autorisent à dater cette charte de l'an 1200 environ.

LXXXIX.

QUOMODO GUILLELMUS, PRIOR DE CHARITATE ET DE SEZANNIA ORDINAVIT ANNIVERSARIA FACIENDA PRO DOMINO ARTAUDO DE NOGENTO ET UXORE ET FILIIS EJUS.

1198 Avril 1er.

Artaud de Nogent donne au prieuré de La Charité une somme de cent livres devant rapporter un revenu annuel suffisant pour un anniversaire de famille. La rente est établie sur les étaux des boulangers, où l'on prendra dix sous pour chaque anniversaire de lui, de sa femme et de ses deux fils. En outre, les religieux s'engagent à dire une messe par jour et à les faire entrer, comme les autres moines, en participation de prières.

Ego frater Guillelmus, prior de Charitate (1), tunc temporis tenens in manu mea domum beati Juliani de Sezania et conventus dicte domus de Sezania, notum facimus presentibus et futuris quod Artaudus de Nogento (2) tradidit nobis centum libras, ut de ipsa pecunia comparemus aliquem redditum qui pro anime sue, uxoris et filiorum remedio, solveretur annuatim. Nos autem quoniam sufficiebamus ad solutionem pecuniarie commissionis, annuum redditum quem diximus, assignavimus super estallia panetariorum que nostra esse dignoscuntur. Cujus assignationis hec est forma : singulis annis in anniversario prefati Artaudi X

(1) Guillaume II, quinzième prieur de La Charité, 1198-1208, et auparavant prieur de Sézanne.

(2) On trouve Gilon et Geoffroi de Nogent, en 1163, comme bienfaiteurs de l'abbaye de Vauluisant (Yonne). (*Cartulaire de l'Yonne*, I, p. 408; II, p. 157.) Il s'agit évidemment de Nogent-l'Artaud, arrondissement de Château-Thierry (Aisne).

solidi exhibebuntur de nominatis estallis, ad procurationem monachorum sancti Juliani et X in anniversario Joannis, et X in anniversario Nicolaï filiorum ejus et X similiter solidi in anniversario Hodierne uxoris ejusdem Artaudi. Residuum hoc quod exhibebitur de ipsis estallis, totum preter XX solidos qui ibidem antea assignata fuerant pro quatuor anniversariis, Milonis videlicet Bremaut, Joannis fratris eius, patris et matris ejusdem Milonis, totum inquam residuum in prefatorum monachorum expendetur vestitura. Concessimus preterea predicto Artaudo, uxori et filiis ejus ut pro eorum animabus, singulis diebus unam missam celebrabimus in eternum, fecimusque eos participes omnium beneficiorum que fiunt et fient imperpetuum, in ecclesia de Charitate, tam in capite quam in membris et pro quolibet eorum fiet, quantum pro aliquo monachorum nostrorum. Ut igitur hec concessio firma sit et non possit infirmari in posterum, hoc chirographum sigillo beate Marie de Charitate et sigillo beati Juliani de Sezannia roboramus, anno Domini millesimo centesimo nonagesimo octavo (1), prima die aprilis.

XC.

QUOMODO SADO DE PATINGIIS DEDIT ECCLESIE DE CHARITATE QUIDQUID IBI HABEBAT IN CENSIBUS ET IN TERRIS.

1199.

Sadon de Patinges cède au prieuré tout ce qu'il possédait sur le territoire de La Charité, à l'exception de ses vassaux et de sa maison de ville, qu'il tiendra en censive

(1) Il n'y a pas lieu de rétablir la date de l'année, cette charte étant rendue trois jours après la fête de Pâques qui tombait, en 1198, le 29 mars.

pour une redevance annuelle de deux sols, comme les autres bourgeois, les droits de justice restant au couvent. Il reçoit en payement deux mille livres et sa femme vingt livres. En outre, les moines lui assurent à perpétuité une rente de vingt livres pour laquelle Sadon sera tenu d'être l'homme lige du couvent.

Galterius, Dei gratia Nivernensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis, in domino salutem. Notum fieri volumus quod Sado de Patingiis, miles, homo noster (1), laude et assensu uxoris sue Agnetis, pro anime sue et animarum predecessorum suorum remedio, donavit imperpetuam eleemosynam ecclesie de Charitate, quidquid ipse habebat in villa de Charitate et in potestate ejusdem ville, in censibus, in consuetudinibus, in terris, in pratis, in vineis, in nemoribus, in aquis et in omni jure, preter casatos (2) suos quorum nomina sunt hec : Rodulfus de Bosco, Chaudero et Guido Garaut. Et preterea domum suam de Charitate que Sala dicitur, que sibi et heredibus suis retinuit. Domum autem ipsam tenebit, tam idem Sado quam heredes sui, ad communem censum et consuetudinem ipsius ville et reddent ex ea, annis singulis, in Assumptione beate Marie, priori et conventui de Charitate duos solidos censuales, et prior de Charitate habebit in eadem domo omnimodam justitiam, sicut in aliis domibus burgensium suorum. Sane Prior et conventus ejusdem loci, pie recompensationis intuitu, prefato Sadoni duo millia librarum et uxori ejus Agneti viginti libras Giemenses liberaliter contulerunt. Insuper constitue-

(1) Patinges relevait de Cours-les-Barres, fief dépendant de l'évêché de Nevers. Sadon avait déjà conclu l'année précédente un accord avec les moines au sujet d'une maison sise à La Charité. (Voyez ci-dessus, ch. XLIII.)

(2) Les *casati* ou vassaux étaient des nobles qui n'avaient pas de juridiction territoriale, des officiers attachés au service de la personne ou des terres des seigneurs. (Guérard, *Saint-Père*, n° 25.)

runt eidem Sadoni viginti libras Giemenses annuatim, ipsi et heredibus suis imperpetuum, infra octavas sancti Remigii, a priore vel a mandato ejus ipsius persolvendas, que viginti libre si statuto termino non solverentur, dictus Sado vel heredes sui possent capere vadimonia monachorum pro ipsis XX libris, sine sue fidelitatis transgressione. Pro quibus viginti libris et pro casatis superius nominatis, sepedictus Sado et heredes sui erunt ligii homines prioris, et quandocunque priorem de Charitate innovari contigerit, idem Sado et heredes sui eidem priori de novo ligium hominium facere tenebuntur (1). Preterea supradictus Sado sub jurejurando promisit, quod ipse heredesque sui legitimam garantiam ferrent super prefata eleemosyna dicte ecclesie de Charitate, si quis ipsam ecclesiam voluerit super ipsa eleemosyna aliquatenus molestare, et propter hoc ibunt quocunque eos prior ducere voluerit, ad sumptus tamen prioris. Quod si memoratus Sado vel heredes sui de legitima garantia ferenda deficerent, prior recursum haberet ad XX libras quas supra diximus et ad domum et ad casatos antedictos. In hujus autem rei memoriam, presentem cartam notari fecimus et sigilli nostri munimine roborari. Actum anno incarnati Verbi millesimo centesimo nonagesimo nono, mense martio.

(1) La situation faite à Sadon de Patinges se voit encore assez souvent chez ceux qui avaient besoin d'argent. Il vend ses biens en se réservant une jouissance et s'engage, lui et ses héritiers, à être vassal du couvent. Il était déjà homme-lige de l'évêque de Nevers et c'est pour cette raison que Gauthier ratifie cet acte.

XCI.

CONFIRMATIO SUPRADICTE DONATIONIS PER DOMINUM PAPAM INNOCENTIUM TERTIUM.

1200 Mai 11. — Latran.

Le pape Innocent III confirme et ratifie la donation faite au prieuré de La Charité par Sadon de Patinges.

Innocentius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis priori et conventui de Charitate, salutem et apostolicam benedictionem. Cum a nobis petitur quod justum est et honestum tam vigor equitatis quam ordo exigit rationis. Ut id per sollicitudinem officii nostri ad debitum perducatur effectum. Ea propter, dilecti in domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, possessiones et alios redditus quos nobilis vir, Sado de Patinges, vobis et ecclesie vestre in burgo de Charitate liberaliter in eleemosynam concessit, sicut ex donatione ipsius nobilis, juste et pacifice possidetis et in ejus autentico continetur, vobis e per vos ecclesie vestre authoritate Apostolica confirmamus, et presentis scripti patrocinio communimus. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis infringere vel ei ausu temerario contra ire. Si quis autem hoc attentare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Laterani, V. Idus maii (1), pontificatus nostri anno tertio.

(1) Innocent III fut élu pape le 9 janvier 1198. Le 5 des ides répond au 11 mai.

XCII.

ALIA CARTA DOMINI SADONIS DE PATINGIIS, DE DIMIDIO MODIO SILIGINIS ET ALIO DIMIDIO AVENE IN TERRAGIO DE GARNAUT.

1200 Juin.

Sadon de Patinges, en partant pour la croisade, fait au prieur de La Charité donation pure et perpétuelle d'un demi-muid de seigle et d'avoine sur le territoire de Garnaut et, dans la même localité, donne la justice, le droit de pêche et le pacage de deux ânes dans les bois.

Notum sit presentibus et futuris quod ego, Sado de Patingiis, iter Hierosolymitanum aggrediens (1), laude et assensu Agnetis uxoris mee, pro anime mee et antecessorum meorum remedio, Deo et beate Marie de Charitate et monachis ibidem Deo famulantibus, in puram et perpetuam donavi eleemosynam, in terragio de Garnaut (2) et consuetudinibus ejusdem terre, dimidium modium siliginis et dimidium modium avene ad festum beati Germani (3) annuatim. In hac eadem eleemosyna, ecclesie de Charitate omnimodam justitiam et bladeaream (4) quam habebam apud Montemperret et apud Breo concessi in perpetuum. Insuper, ab ulmo de Sarue usque Ligerim, in omnibus aquis usuarium piscandi, gur-

(1) La cinquième croisade décidée par Innocent III et commandée par le comte de Champagne, puis par Boniface de Montferrat, de 1199 à environ 1206.

(2) *Terragium*, territoire et plutôt impôt dû sur le sol à titre de jouissance de la terre. Garnaut, hameau des Garneaux, commune de Cuffy.

(3) La Saint-Germain, anciennement le 1er octobre, époque adoptée pour les payements. (Voyez ci-dessus, ch. LXXVII.)

(4) *Bladeria*, droit de faire pacager les bestiaux dans les champs cultivés après l'enlèvement des récoltes.

gitem Flaclard in pitanciam eleemosynarii donavi. Preterea in mea parte nemoris communis, infirmario de Charitate usuarium suum ad duos asinos imperpetuum donavi. Hanc donationem et eleemosynam feci in pleno capitulo de Charitate, videntibus et audientibus ex parte monachorum Guillelmo (1) priore de Charitate, Hugone suppriore, Iterio infirmario, Hugone eleemosynario. Ex parte mea hujus rei testes sunt, Guido Garaut, Joannes, Japhardus, Chaudero, Hugo Suavis, Rodulfus prepositus de Chantillo, Gerardus Baudini, Guarnerius Morandi, Gaufridus et Andreas, Mincetus prepositus de Charneia, Hugo de Beffiis, Guillelmus Saneveti, Gilo Blanchet, et multi alii. Quod ut duret inviolabiliter, presens scriptum meo sigillo roboravi, anno Verbi incarnati millesimo ducentesimo, mense junio.

XCIII.

CARTA DOMINI HERVEI, NIVERNENSIS COMITIS, DE CONDONATIONE CUJUSDAM MALE TOXE SUPER VINEAS CHARITATIS.

1200.

Le comte et la comtesse de Nevers font remise perpétuelle d'une exaction, dite maltote, sur les vignes des environs de La Charité.

Ego Herveus, comes Nivernensis et uxor mea Mahaut (2), Nivernensis comitissa, notum fieri volumus universis, tam

(1) Guillaume II, prieur de Saint-Julien-de-Sézanne, en Brie, puis quinzième prieur de La Charité, de 1198 à environ 1208.

(2) Hervé IV de Donzy épousa Mahaut de Courtenay en 1199, et devint par ce mariage comte de Nevers. Cette charte n'est que la confirmation de l'abandon fait par Pierre de Courtenay, en 1193. (Voyez ci-dessus, ch. LXXX.)

presentibus quam futuris, quod concilio et petitioni honestorum virorum nostrorum acquiescentes, tamen ad consilium a Deo prius habitum appropinquantes, quitavimus penitus et in perpetuum condonavimus quamdam malam toxam que olim non recte habebatur in vineis que sunt a castro Marchie et a villa Canvoti et a bosco qui dicitur Bertrangia (1) totaliter usque ad Charitatem. Et in illa, mala toxa que in illis vineis prius exercebatur, cesset penitus et in perpetuum deleatur. Ego Herveus, comes Nivernensis et jamdicta Mahaut uxor mea, tunc temporis Nivernensis comitissa, quitationem istam et donationem, propriis manibus nostris tenendam et observandam, ita scilicet quod homines quorum sunt vel erunt predicte vinee in pace teneant, et sine calumnia sicut suas habeant. Quando voluerint, fructus vinearum colligent et vindemiabunt sine mandato, et sine licentia a nobis vel a nostris expetita, reddendo tamen pro illis vineis annuatim census et decimas solum dominis quibus debentur et salvo jure dominorum in quorum dominio site sunt jamdicte vinee. Nec deinceps nos vel alius pro nobis, vel pro successoribus nostris habebimus in vineis illis custodes, nec vineatores, neque aliquas pravas consuetudines in perpetuum. Quod ut ratum sit et inconcussum teneatur, ego pretaxatus Herveus, comes Nivernensis, sigillo meo et sigillo domini Gualterii, episcopi Nivernensis (2), et sigillo Gaufredi senescalli Nivernensis confirmavi. Et si quis venire contra hoc vel facere presumpserit, volo et peto a Nivernensi episcopo ut terram Nivernensem supponat interdicto donec fuerit emendatum, quod contra hoc fieri presumetur. Actum anno incarnati Verbi millesimo ducentesimo.

(1) La Marche, Champvoux, La Bertrange.

(2) Gauthier, évêque de Nevers, 1196-1201. Geoffroi de Pougues, sénéchal du comte de Nevers, depuis environ 1190.

XCIV.

CARTA FUNDATIONIS PRIORATUS SANCTI JULIANI DE SESANNA.

1085.

Le comte de Champagne Étienne-Henri fait don aux religieux de La Charité-sur-Loire de l'église paroissiale de Sézanne, dédiée à saint Julien, avec toutes ses dépendances, fief, offrandes, dîmes, sépultures, terres et vignes. Cette église était détenue par Barthélemy de Broyes, chevalier, qui mourut laissant un fils, Hugues, en bas âge; le comte administra les biens, et à la majorité de l'enfant il obtint de lui la même concession que celle qu'il avait faite. Hugues se présenta dans l'église, entouré de ses chevaliers, et déposa sur l'autel, comme emblème de sa donation, un couteau noir semblable à ceux qui servent aux moines. En reconnaissance, les religieux unirent tous les donateurs dans l'association de leurs prières.

In nomine sanctæ Trinitatis. Notum sit omnibus, tam futuris quam presentibus, quod nobilis comes Stephanus Henricus, præclarissimi consulis Theobaldi filius (1), non

(1) Étienne, surnommé Henri, fils de Thibaud III, comte de Champagne, Brie, Blois, etc., administra le comté de 1044 à 1089, pendant la captivité de son père et mourut en 1102. Il avait épousé Alix, fille de Guillaume-le-Bâtard, roi d'Angleterre. Il céda, en 1088, l'abbaye de Saint-Germain d'Auxerre à l'ordre de Cluny. (*Cartulaire de l'Yonne*, II, p. 37.) Son troisième fils, Henri, devenu évêque de Vinchester, en Angleterre, comparaît comme témoin en 1111, à Bourges. (Voyez ci-dessus, p. 124.)

oblivioni tradens quod scriptum esse audierat, hoc est : date eleemosynam ut omnia munda sint vobis, et : honora Dominum de tua substantia et : frange esurienti panem tuum. Quodque de ædificatoribus ecclesiarum audire consueverat : qui domum Dei ædificat, regnum Dei sibi præparat. Hæc, ut diximus, in libro sui cordis conscripta sentiens, pro salute animæ suæ parentumque suorum, quamdam parrochialem ecclesiam in honore sancti Juliani martyris constructam, in villa quæ dicitur Sezanna, cum omnibus rebus dictæ ecclesiæ pertinentibus, hoc est feodum presbyterorum, oblationes, decimas, sepulturas, et ea quæ predecessores vel successores pro animabus eorum, tam in terris quam in vineis dederant vel daturi erant Sanctæ Mariæ de Charitate quæ est supra Ligerim, omnique conventui ibi Regi Christo famulanti dono dare placuit. Quomodo vero hæc donatio firmata sit manifestandum est : Bartholomeus siquidem, dominus Brehearum (1), miles famosissimus, qui et ipsam ecclesiam quamvis injuste tenebat, quam nemo laïcus juste tenet, cum ex hac vita casu migraret, supradictus comes Stephanus Henricus ad regendum suscepit honorem, quoad usque Hugo, ipsius Bartholomei filius, qui orfanus et parvulus remanserat, ad virilem perveniret ætatem. Cumque ei reddi paternam hæreditatem placeret, exhortatus et obsecratus, comitis et multorum aliorum admonitione, et maxime pro ejus animæ redemptione et patris sui, atque cognomine ejus, et ipse Bardulfus cognominabatur (2), ipsam ecclesiam atque omnem donationem concessit et tradidit, sicut et comes Stephanus Henricus fecerat, ut supra taxavimus. Nam ipse

(1) Broyes, canton de Sézanne, arrondissement d'Épernay (Marne).

(2) Les surnoms, communs à partir du onzième siècle, sont empruntés à diverses circonstances et particuliers à la personne. Guérard (*Cart. de Saint-Père de Chartres*, préf., n° 68), donne une très-longue liste de surnoms, en faisant remarquer que plusieurs sont très-difficiles à expliquer. *Bardulfus*, d'après la tournure de la phrase, paraît signifier pieux, généreux, peut-être *barda*, barde.

ultroneus (1) in ipsam designatam ecclesiam ad altare accessit et donum ut diximus confirmavit, quemdam nigrum cultellum monachali usui aptum super altare posuit, astante comitissa, uxore Stephani Henrici comitis, et militibus ipsius juvenis faventibus et laudantibus, videlicet Nacherio, Leonio, Fulcone, Rolando filio Arduini et Hugone filio Germundi atque Hugone et fratribus de Bello-forte ; unde etiam testes et confirmatores, Guiomundus Stephani Henrici comitis dapifer, Ansoldus de Carnoto, Bartholomeus et frater ejus Radulfus de ipsa Sezanna, ac Arduinus cellerarius et Guido de Pruvino et Philippus miles. Quapropter monachi ibidem Deo servientes, ipsi Hugoni et omnibus qui cum eo erant societatem dederunt, tam in orationibus quam in vigiliis atque eleemosynis (2), quam societatem post eum ipso die et comitissæ supradictæ donaverunt. Fuit autem ista donatio facta anno ab incarnatione Domini millesimo octogesimo primo, sed millesimo octogesimo quinto firmata, Christo regnante in cœlis, Philippo rege Francorum sceptrum tenente, Stephano Henrico supradicto, sub patre suo Theobaldo consulatum suum optime regente, et Domno Gerardo (3) supradictæ ecclesiæ Sanctæ Mariæ Charitatis priore et fundatore fuit, Philippo Trecensi episcopo existente et sancte et strenuissime regente.

(1) *Ultroneus,* de lui-même, de son propre mouvement.

(2) Les sociétés individuelles étaient un honneur très-recherché par les grands. Le bienfaiteur qui sollicitait le titre de *frère* venait, en la présence du couvent, remettre ses biens entre les mains de l'abbé. En retour, on s'engageait à le recevoir dans la maison, soit pendant sa vie pour y faire profession, soit à sa mort pour y être inhumé. On lui garantissait aussi une part à toutes les bonnes œuvres de la communauté. Parfois ces associations se faisaient avec solennité. (Article de M. Delisle, *Bibl. de l'école des Chartes,* 2e série, t. III, p. 365.)

(3) La donation de Sézanne, faite du temps de saint Gérard, fut confirmée plus tard, en 1153 et 1179, par les papes Anastase IV et Alexandre III. (Ci-dessus, p. 25, chartes VI et VII.)

XCV.

CARTA FUNDATIONIS PRIORATUS SANCTI CHRISTOFORI IN HALATA.

1061 Avril 30. — Compiègne.

Il est exposé dans cette charte de Philippe Ier qu'un chevalier nommé Valeran demande la confirmation royale pour une abbaye dédiée à saint Christophe, qu'il tenait en bénéfice de l'église Saint-Pierre de Beauvais. Il donne à cette abbaye plusieurs fermes avec leurs habitants, leurs maisons, leurs terres de toute nature et des héritages séparés à Clermont, Beauvais, Senlis, Meaux, etc. De son côté, le roi abandonne un cens qui lui était dû par l'abbaye et approuve la donation en général.

Vidimus pur et simple de cette pièce donné par Charles IV en juin 1326.

Karolus, Dei gratia Francorum et Navarre rex, notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, nos infrascriptas vidisse litteras, formam que sequitur continentes :

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis, ego Philippus gratia Dei Francorum rex, cum status sacræ religionis quam maxime fulciatur multimodis bonorum studiis, magis tamen augmentari creditur sacrorum constructione locorum, ubi semper Deum exorent vota fidelium, unde remunerationis præmium apud Deum habet repositum quisquis sacra loca vel edificaverit vel terrenis opibus ditaverit. Innotescat igitur solertiæ omnium, tam præsentium quam futurorum, quod quidam miles noster, nomine Vualerannus, nostram adiit presentiam, una cum fratribus suis Vualtero archidiacono et

Hugone, necnon Balduino atque Rainoldo, petens ut abbatiolam quam constructam in memoria Sancti Christofori (1) martyris tenebat de beneficio Sancti Petri Belvacensis ecclesiæ, ejusdem ecclesiæ Gausberto antistite, cum consensu clericorum suorum et militum, nostra manu firmam faceremus. Ita ut nemo deinceps fratres ibidem Deo regulariter servientes vel locum ipsum inquietare audeat vel consuetudinem aliquam exigere, sed perpetualiter absque aliqua inquietudine vel contradictione sub nomine immunitatis permaneat. Dedit autem supradictus miles ipsi ecclesiæ de rebus suæ proprietatis, ipsam scilicet villam nomine Hermene, ubi ea ecclesia sita est, et omnes consuetudines quæ sibi in eadem villa debebantur, et hospites et servos et ancillas et clausos vinearum et terras arabiles et prata, silvam quoque eidem villæ adjacentem, et milites de eadem villa beneficia tenentes, villam similiter nuncupatam Florinas (2) cum omnibus ad eam pertinentibus. In villa quoque Pomponiensi (3), partem altaris sancti Petri ecclesiæ quæ dicitur Cella, cum sua decima et cum censu viginti trium solidorum, et servos et ancillas sui juris, clausos quoque vinearum et terram arabilem et prata et adjacentem silvam juxta suburbium Clarimontis (4). In villa quæ dicitur Rosolum, unum clausum vinearum. Item in pago Belvacensi, in villa quæ vocatur Reus, tres arpennos vinearum et dimidium. In villa quæ vocatur Pontis, ancillam quamdam, nomine Richildem, cum infantibus suis. In civitate vero Silvanectensi (5) clausum unum vinearum et unum furnum. In villa etiam Amima-

(1) Saint-Christophe, commune de Fleurines (Oise). (*Dictionnaire des postes.*)

(2) Fleurines (Oise), arrondissement de Senlis, canton de Pont-Sainte-Maxence. *Hermene,* Hermes, canton de Noailles (Oise).

(3) Pomponne et peut-être Chelles (Seine-et-Marne), arrondissement de Meaux, canton de Lagny.

(4) Clermont (Oise). *Rosolum,* Rosoy (?), près Clermont.

(5) Senlis et Rieux (Oise).

censi (1) unum hospitem et terram arabilem. In territorio vero Meldensi (2) villam quæ vocatur Sineverie, omne hoc quod Valterus pater suus ibi in proprio jure tenuerat. Dono etiam, ego ipse cum matre mea, censum vinearum et de denariis et de vino quas habet predicta ecclesia in villa quæ dicitur Reus, ob remedium patris nostri Henrici regis (3). Item, in territorio Silvanectensi, predictus Vualerannus dedit eidem abbatiæ duas partes de decima ejusdem ecclesiæ Sancti Christofori, quam sub manu firma tenebat de canonicis Sanctæ Mariæ Silvanectensis ecclesiæ, annuente feodando episcopo cum clericis ad quos ipsa decima pertinebat. Ut igitur hæc omnia inconvulsa et imperpetuum rata permanerent, petentibus supradictis fratribus, Gualeranno scilicet et aliis fratribus, manu nostra subterfirmavimus et principibus nostris firmanda tradidimus. Si quis vero, quod absit, hoc præceptum violare præsumpserit, centum libras auri coactus regis fisco reddat. Actum Compendio, anno incarnationis Domini nostri Jesu Christi, millesimo sexagesimo primo indictione decima quarta, regnante Philippo rege, anno primo, datum pridie kalendas maii. Balduinus cancellarius scripsit.

Nos igitur, prioris dicti loci Sancti Christofori in Hallata (4) devotis precibus inclinati, suprascriptas litteras, quasi jam nimia vetustate consumptas, duximus innovandas, nolentes quod, ex innovatione hujusmodi, novum jus dicto prioratui acquiratur, sed antiquum per innovationem hujusmodi conservetur illesum. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, presentibus literis nostrum fecimus apponi sigillum. Datum apud Sanctum Christoforum in Hallata, anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo sexto, mense junii.

(1) Probablement pour Ambiacensi (Amiens).

(2) Meaux (Seine-et-Marne).

(3) Henri I[er], roi de France, 1031-4 août 1060, épousa en 1044 Anne, fille de Georges, roi de Russie.

(4) Saint-Christophe en Vexin, le même que plus haut.

XCVI.

CARTA COMITIS VINDOCINENSIS DE DECEM LIBRIS AB IPSO CONCESSIS SUPER MINAGIO VINDOCINENSI.

1206 Septembre.

Jean, comte de Vendôme, confirme la constitution d'une rente de dix livres faite par ses ancêtres en faveur des religieux de La Charité sur le minage de Vendôme.

Ego Joannes, comes Vindocinensis (1), notum facio tam presentibus quam futuris quod ego concedo, laudo et confirmo illas decem libras quas Joannes abavus meus, bone memorie venerandus comes Vindocinensis, ecclesie beate Marie de Charitate in perpetuam eleemosynam contulit, et volo, sicut prefatus Joannes abavus meus et Burchardus comes, filius ejus, instituerunt, ut in minagio (2) meo Vindocinensi sumantur prefate decem libre, centum videlicet solidi in festivitate sancti Michaelis et centum in Pascha annuatim; et ut hec carta firmitatis robur obtineat eam sigilli nostri munimine roboravimus (3). Hanc confirmationem viderunt et audierunt Hamel abbas Vindocinensis (4), Herveus prior, Gaufridus eleemosynarius, Gaufridus de Vindocino, avun-

(1) Vendôme (Loir-et-Cher) eut des comtes particuliers jusqu'en 1373 ; le comté passa ensuite dans la maison de Bourbon et fut érigé en duché-pairie par François I[er] en 1514.

(2) Minage, de *mina*, mine, mesure. Droit à payer pour le mesurage des grains au moment de la vente.

(3) Le nécrologe de La Charité porte à l'an 1206, date de la charte et non du décès, un anniversaire pour Jean, comte de Vendôme.

(4) Abbaye de la Sainte-Trinité, de l'ordre de Saint-Benoît, fondée par Geoffroi Martel en 1032, célèbre par ses édifices comme par ses priviléges.

culus meus, Radulfus de Marcheil, Gaufridus de Insula, Andreas Rupenon. Actum est hoc apud Vindocinum, anno incarnationis Dominice millesimo ducentesimo sexto, mense septembri.

XCVII.

ALIA CARTA COMITIS VINDOCINENSIS.

1185 circa.

Bouchard, comte de Vendôme, ratifie la donation d'une rente de dix livres instituée par son père, au retour de Jérusalem, quand il tomba malade à La Charité et y mourut, après avoir pris l'habit de saint Benoît (1).

Ego Burchardus, comes Vindocinensis, universis Christi fidelibus ad quos presens scriptum devenerit, salutem in vero

(1) Cette charte est transcrite à la suite de la précédente sans rubrique et sans date. Elle est de quelques années plus ancienne et contient l'origine de cette donation de dix livres. Bouchard y parle de Jean, son père, et, dans les témoins, de Geoffroi, son frère. En 1206, Jean parle de Jean, son grand-père, et de Geoffroi, son oncle. Les croisades du douzième siècle ont eu lieu en 1147 et 1188, trop tôt ou trop tard pour qu'on assigne à l'une d'elles le voyage que Jean fit en Terre-Sainte comme expiation, à la suite de l'excommunication dont il fut relevé en 1180 par l'évêque de Chartres. D'autre part, la charte suivante donne la confirmation d'Urbain III, qui permet de dater de 1185 au plus tard la donation de rente de dix livres au prieuré de La Charité.

Voici, à titre de renseignement, la filiation donnée par le P. Anselme (t. VIII, p. 724) : Jean Ier, de 1147 à environ 1182, mort au prieuré de La Charité; Bouchard IV, son fils aîné, auteur de notre première charte, comte de Vendôme du vivant de son père en 1180, mort en 1202. Il eut un fils nommé Jean, qui mourut avant lui en laissant un fils, qui recueillit la succession de son grand-père sous le nom de

salutari. Universitati vestre notum fieri volumus quod cum vir venerandus et bone memorie Joannes, pater meus, comes Vindocinensis, a peregrinatione Hierosolymitana rediret, et apud Charitatem egrotans diem expectaret extremum, a monachis dicti monasterii in fratrem et monachum gratanter et honorifice, per Dei gratiam, juxta sue voluntatis petitionem est receptus, ibique eorum pia considerata devotione, constituit ut de propriis redditibus suis in castro Vindocinensi, pro salute anime sue et parentum suorum, decem libre predicto monasterio annuatim perpetuo darentur, quasquidem scripto commendavit et sigilli sui testimonio nobis concedentibus roboravit. Verum quia semper de jure filii tenentur patribus obedire et eorum bonis operibus et exemplis adhibere, decrevimus et constituimus ut apud Vindocinum, de minagio nostro prefate decem libre memorate ecclesie de Charitate annuatim redderentur, juxta mandatum prefati patris nostri, centum solidi in festo sancti Michaelis et centum in Pascha (1). Quod ut hec carta robur obtineat, firmitatis sigilli nostri munimine roboravimus, statuentes et ex parte Dei et beate Marie et omnium sanctorum prohibentes, ne quis de cetero prelibatum monasterium vel fratres super iis audeat molestare. Hoc viderunt et audierunt Gaufridus, frater noster (2), Gaufridus archidiaconus Turonensis, Joannes de Laval, consanguineus noster, Matheus de Bello Monte, Gaufridus Rulcy, Philippus Lautel, Bartholomeus

Jean II, et mourut lui-même peu de temps après, en 1207. C'est l'auteur de la seconde charte de septembre 1206.

L'abbé Chevallier *(Répertoire du moyen-âge)*, d'après le *Bulletin de la Société vendômoise* (t. XI, p. 54), porte : « Jean I[er], comte de Vendôme, vers 1136, en Terre-Sainte en 1190, mort moine à La Charité en 1192. » Ces dates sont peut-être les vraies, bien que nos chartes semblent les contredire.

(1) Ces deux dates forment presque exactement les deux semestres d'une annuité : Pâques en mars ou avril, et saint Michel le 29 septembre.

(2) Geoffroi, troisième fils de Jean I[er], comte de Vendôme.

de Plexeio, Andreas Rupenun, Rogerius Douin, Herveus clericus noster, Guillelmus Calpa asini, Giraudus Minagerius, magister Rudalteus, prior Sancti Michaelis de Guerchia (1), et plures alii.

XCVIII.

CONFIRMATIO PREFATE DONATIONIS PER DOMINUM PAPAM URBANUM III.

1185 circa. Janvier 28. — Vérone.

Le pape Urbain III accorde la sanction apostolique à la rente de dix livres par le comte de Vendôme au profit du prieuré de La Charité.

Urbanus, episcopus (2), servus servorum Dei, dilectis filiis priori et fratribus de Charitate, salutem et apostolicam benedictionem. Justis petentium desideriis dignum est nos facilem prebere consensum et vota que orationis tramite non discordant, effectu prosequente complere. Quapropter, dilecti in domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, decem libras Vindocinenses (3) vobis, de

(1) Saint-Michel-de-La-Guierche, près Tours, prieuré dépendant de La Charité, uni à la congrégation des Pères de l'Oratoire. Aujourd'hui La Guierche, hameau de la commune de Saint-Michel, canton de Langeais, arrondissement de Chinon (Indre-et-Loire).

(2) Urbain II, pape, de 1088 à 1099; — Urbain III, de 1185 à 1187; — Urbain IV, de 1261 à 1264. La rubrique du *Cartulaire* attribue la pièce à ce dernier, ce qui est inadmissible. On doit remonter à Urbain III, en 1185, pour retrouver le père et le grand-père du comte de Vendôme, qui confirme la donation en 1206.

(3) Cette phrase demande à être complétée ainsi : *decem libras quas Joannes vobis.*

assensu Buchardi filii sui, percipiendas annis singulis concessit, sicut eas juste et sine controversia possidetis, vobis et ecclesie vestre authoritate apostolica confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus, statuentes ut nulli omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis infringere, vel ei ausu temerario contra ire. Si quis autem hoc attentare presumpserit indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Verone, tertio kalendas februarii.

XCIX.

CARTA FULCONIS AURELIANENSIS DECANI DE QUIBUSDAM REBUS APUD JOVINIACUM, SANCTUM QUETUM, MINGENNAM ET SANCTUM LAURENTIUM AURELIANIS.

1210 Février.

Foulques, doyen d'Orléans, et son clerc déclarent que les biens situés à Joigny et à Orléans, qu'ils tiennent du prieuré de La Charité, devront retourner aux religieux après leur mort.

Fulco, decanus Aurelianensis, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod nos volumus et concedimus quod quidquid a venerabili viro G... (1) priore et monachis de Charitate tenemus, tam apud Joviniacum (2) quam apud villam que dicitur

(1) Geoffroi, frère du comte Hervé, seizième prieur, de 1209 à 1212. (Voyez ci-dessus, ch. XIX et XX.)

(2) Joigny, où se trouvaient les deux prieurés dédiés l'un à Notre-Dame et l'autre à saint Sidoine.

Sancti Queti (1), Aurelianensis diocesis, cum omni melioratione sua, ad ecclesiam de Charitate post decessum nostrum libere et sine conditione qualibet revertatur. Tecelinus quoque, clericus noster, coram nobis voluit et concessit quod quidquid, tam in parrochia de Mingenna (2), Senonensis diocesis, quam in ecclesia Sancti Laurentii Aurelianensis (3), a prenominatis priore et monachis ei concessum est, sicut in eorumdem autentico continetur, post decessum ipsius cum omni melioratione sua ad eosdem monachos devoluatur. Datum anno ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo decimo, mense februario.

C.

CARTA DOMINI HERVEI, NIVERNENSIS COMITIS, DE DOMNOPETRO.

1210 Juin.

Hervé, comte de Nevers, abandonne aux religieux de La Charité tous les droits qu'il avait à Dompierre, sur les hommes, les terres et les forêts, en sorte que les habitants

(1) On trouve à treize kilomètres au sud d'Orléans, commune d'Ardon, sur la rive gauche de la Loire, une petite localité appelée aujourd'hui Saint-Quay. Ce nom répond assez bien à celui de *Sanctus Quetus* ou *Quietus*, Saint-Tranquille, suivant l'interprétation que notre confrère, M. Maxime de Beaucorps, a bien voulu nous communiquer.

(2) Migennes, canton de Joigny (Yonne).

(3) Saint-Laurent-des-Orgerils est une paroisse d'Orléans. La liste des prieurés de La Charité porte : *Prioritus Sancti Laurentii de Orgeriis, prope et extra muros Aurelianis.* Ce prieuré fut rétabli en 1119 par Louis-le-Gros, d'après une charte que nous donnerons dans la liste des prieurés.

dépendront désormais du prieuré depuis Dompierre jusqu'au ruisseau du Mazou.

Notum sit presentibus et futuris quod ego Herveus, comes Nivernensis, quitto monachis de Charitate imperpetuum quidquid juris habebam vel habere debebam in villa et in tota potestate de Domnopetro (1); et quidquid homines mei, qui mansionem hactenus habuerunt ab haiis (*sic*) plassatis de Maso (2) usque ad locum quo communes sunt terre et justitie ipsorum monachorum et domine Cellensis (3), habebant tam de me quam de ipsis monachis, remanet imperpetuum eisdem monachis liberum et quittum. Nec ego, nec successores mei, nec aliquis hominum nostrorum, poterimus aliquid juris clamare in nemoribus de Domnopetro et de Boyo et de Sancto Bonito (4), ratione usuarii vel alterius modi. Nullus a modo homo seu femina poterit manere in tota potestate de Domnopetro, nisi de assensu prioris et conventus de Charitate; et hec volo intelligi de hominibus et feminis meis et antecessorum seu successorum meorum. Hoc laudavit Matildis uxor mea. Actum anno gratie millesimo ducentesimo decimo, mense junio.

(1) Dompierre-sur-Nièvre, canton de Prémery.

(2) Le Mazou, ruisseau qui coule de Murlin à Mêves. (Voyez ci-dessus, p. 5, note.)

(3) La Celle-sur-Nièvre, canton de La Charité.

(4) Dans le canton de Saint-Amand, au nord de Cosne, on trouve Dampierre-sous-Bouhy et La Celle-sur-Loire; il ne s'agit point de ces localités. Les endroits désignés dans cette charte sont tous au nord-ouest de Prémery; ce sont: La Celle-sur-Nièvre, Dompierre-sur-Nièvre, la forêt de Bouy et Arzembouy, Saint-Bonnot et le Mazou, qui coule vers La Charité.

Cote d'une pièce sur Saint-Bonnot (*Histoire du Prieuré,* folio 87):

« Humbaut Le Blanc, fils de Mathieu d'Huben, avant de partir pour Jérusalem, vint à La Charité et fit donation aux religieux de sa terre de Saint-Bonnet-les-Forges, à la charge de prier Dieu pour lui et ses parents. En reconnaissance, les religieux lui firent présent d'une cotte de mailles du prix de 120 livres. *Circa* 1150. »

CI.

ALIA CARTA HERVEI COMITIS NIVERNENSIS, DE DOMNOPETRO.

1211.

Hervé, comte de Nevers, déclare que les religieux de La Charité sont les seuls possesseurs de la justice haute et basse et de l'usage dans les bois, à Dompierre et à Saint-Bonnot.

Ego Herveus, comes Nivernensis, notum facio presentibus et futuris, quod per legitimam inquisitionem didici et inveni quod monachi de Charitate, in villis de Domnopetro et de Sancto Bonito, totam habent justitiam, parvam et magnam, et quod nullus habet usuarium sive usagium (1) in nemoribus de Domnopetro (2) et de Sancto Bonito, nec aliquid juris potest reclamare in ipsis, nisi monachi de Charitate tantum, quorum sunt ville predicte cum nemoribus supradictis. Actum anno gratie millesimo ducentesimo undecimo.

(1) *Usuarium* est pris dans le sens d'usufruit, usage en nature. *Usagium* est plutôt un impôt ou corvée. Ces deux termes ont été souvent confondus..

(2) Cote d'une autre charte sur Dompierre (*Histoire du Prieuré,* folio 165) :

« L'an 1339, Guillaume de Poitiers, prieur, emprunta des sous-prieur et couvent de La Charité la somme de 1,261 livres cinq solz, des épargnes que les religieux avoient faites pour achetter une croix et un calice d'or. Pour garantie et jusqu'au remboursement, il donna la jouissance de la terre et seigneurie de Dompierre, avec le cens dû par les prieurs de Joigny et de Saint-Moré, au diocèse de Sens. »

CII.

CARTA EBBONIS DE CHARENTONE, DE CENCONIO.

1188 circa. — La Charité.

Ebbon de Charenton donne aux religieux de La Charité un moulin et un étang près Sancoins avec les droits de rouage et de conduit pour les deux foires de la ville.

Sciant omnes qui presentes literas viderint et audierint quod ego, Ebo de Charentone (1), pro quibusdam forisfactis que commiseram adversus ecclesiam de Charitate, donavi eidem ecclesie quidquid habebam in molendino stagni mei de Cenconio (2) et aquam jugiter manantem stagni, quantum

(1) Les seigneurs de Charenton en Berry se rencontrent fréquemment avec les seigneurs de Sancerre, de Sully, de Montfaucon, de Patinges, etc. Il en existe une filiation encore incomplète donnée par M. de Kersers (*Antiquaires du Centre*, X, p. 296), à propos des deniers de leurs monnaies. Le premier cité est Ebbes VI, vivant en 1171-1189, vraisemblablement auteur de notre charte, que le manque de date ne nous permet pas de fixer. D'autre part, dans les chartes LXI et LXIV, nous avons Ebraudus de Charentonio qui, selon toute apparence, est le prédécesseur de celui-ci. Plus tard, en 1264, Guillaume de Courtenay vendit la seigneurie de Charenton au comte de Sancerre.

(2) Charenton et Sancoins, cantons de l'arrondissement de Saint-Amand (Cher); Sancoins était un prieuré dépendant de La Charité, sous le vocable de saint Martin.

On lit dans l'*Histoire du prieuré* (folio 47) la cote suivante :

« Humbaud et Hugues de Bourbon donnent à La Charité le prieuré de Saint-Martin de Sancoins, en confirmant les biens déjà donnés. — Étienne de Bourbon, dit Materel, donne à La Charité l'église de Saint-Martin de Sancoins avec toutes ses dépendances. »

Ces personnages ne sont point de la branche aînée des sires de Bourbon, qui étendaient leur puissance sur toute cette partie du Berry. Un Humbaud de Bourbon fut Voyer de Bourges sous Eudes Arpin, au

scilicet opus fuerit molendinis duobus, et medietatem roagii (1) quod accipio in villa vel extra villam, et duas nundinas liberas et absolutas et ut in villa teneantur, et sint in conductu meo euntes et redeuntes ad nundinas bona fide quemadmodum si mee proprie essent. Hec fide mea in manu domini Henrici Bituricensis archiepiscopi rogavi ut carta ista firmaretur. Hec omnia eis concessi pro pace mea et salute anime mee. Hec viderunt et audierunt dominus Gilo de Soliaco (2), Raimundus de Castro-novo, Bernardus de Olchia, Stephanus Sarpel, Petrus de Chasnai et alii multi, apud Charitatem.

commencement du douzième siècle; c'est peut-être celui dont il est parlé ci-dessus. (CHAZAUD, *les Sires de Bourbon*, p. 166.) On voit aussi Hugues de Bourbon, dix-huitième prieur de La Charité, vers 1215, qui peut avoir contribué à cette donation.

Du 6 novembre 1366. Guillaume Ferret, chanoine de l'église d'Orléans, rend hommage au prieur de La Charité pour sa terre de Froidefond, consistant en un château entouré de fossés, un moulin sur la rivière de l'Auboys et en autres terres situées entre Nevers et Sancoins. (*Ibid.*, folio 174.)

(1) Le rouage est un impôt perçu en nature ou en argent, affecté dans le principe à l'entretien des routes. Une charte de la comtesse Mahaut de 1244 l'explique très-clairement: *Dedimus eis in roagio ejusdem ville quinquaginta bichetos frumenti annui redditus.* (*Gall. Christ.*, IV, col. 102, *instr.*) A Paris, le rouage se payait à l'entrée du petit pont et portait principalement sur les vins. (Voyez *Livre des Métiers*, p. 248.) Quant au conduit, c'était un droit de protection ou de sécurité que les seigneurs se chargeaient de maintenir sur les routes et pour le transport des denrées.

(2) Henri de Sully fut archevêque de Bourges de 1183 à 1200; Gilon de Sully, son frère aîné, seigneur de La Chapelle et des Aix-d'Angillon, était mort en 1195. Il avait épousé Luce de Charenton, fille de l'auteur de cette charte. La vie des autres témoins n'est pas connue exactement. En admettant que Ebbes ait fait la donation dans les dernières années de sa vie, on peut dater cette charte au plus tard de 1188.

CIII.

CARTA MATILDIS, NIVERNENSIS COMITISSE, DE JUSTITIA IN OMNIBUS VILLIS ET TERRIS AD CHARITATEM SPECTANTIBUS.

1225 Septembre.

Pour effacer les injustices et les pertes causées par elle ou par les siens aux religieux de La Charité, la comtesse Mahaut fait abandon de tous les droits de justice qu'elle peut avoir sur leurs biens, dans l'étendue de son comté de Nevers.

Ego Mathildis (1), comitissa Nivernensis, notum facio presentibus et futuris, quod ego, ob remedium anime mee et antecessorum meorum, pro damnis et injuriis que feci et fieri mandavi monachis de Charitate et rebus suis, in obsidione ville Caritatensis et alibi, dono, quitto et concedo Deo et beate Marie de Charitate et monachis ibidem Deo servientibus, omnes justitias et districtus (2), si quos habeo vel habere possum in villis, terris, granchiis, domibus, et aliis locis suis quibuscunque, in toto comitatu meo. Nolens quod inter me seu successores meos et ipsos monachos discordia de cetero oriatur, occasione justitiarum aliquarum. Preterea concedo ipsis et confirmo, laudo et approbo omnes cartas predecessorum meorum, et me et successores meos in perpetuum observare promitto et ad hec me et heredes meos obligo

(1) La comtesse Mahaut devint veuve de Hervé de Donzy en janvier 1223 et se remaria en 1226 à Guy de Forez ; elle administra directement le comté pendant son veuvage.

(2) *Districtus* ou *districtura*, droit de justice, d'après cette phrase : *Bannum seu districtum aut quidquid in aliquo terrene justicie titulo dici potest.* (GUÉRARD, *Saint-Père de Chartres,* n° 88 et p. 83.)

et astringo. Actum anno gratie millesimo ducentesimo vicesimo quinto, mense septembri.

CIV.

CONSECRATIO ECCLESIE SANCTORUM PETRI ET PAULI DE RADOLIO IN BRIA.

1230 Juin 29.

Consécration de l'église de Reuil, sous le vocable de plusieurs saints, par les évêques de Meaux et d'Avignon, avec approbation de Marguerite d'Oisy, dame de La Ferté-Angoult.

Anno incarnationis Dominice millesimo ducentesimo tricesimo, pridie kalendas julii, venerabilis pater Petrus, Dei gratia Meldensis episcopus, cum quo adfuit religiosus pater Nicolaus, Avinionensis episcopus, hanc ecclesiam dedicavit, in nomine sancte et individue Trinitatis et victoriosissime Crucis, in honore beatissime virginis Marie et beatorum apostolorum Petri et Pauli, in honore beatorum martyrum Vincentii, Blasii, in honore beatorum confessorum Remigii et Hylarii et beatorum virginum Agnetis et Catharine atque omnium sanctorum Dei; venerabili Petro Galtero Cornuto cathedram Senonensem regente, viro religioso fratre Stephano existente priore de Caritate (1), fratre Theodorico de Radolio priore, et fratre Joanne de Montyon ejusdem ecclesie sacrista, regnum Francorum regente Ludovico, filio piissimi Ludovici, qui de peregrinatione contra

(1) Gautier Cornut, doyen de l'église de Paris, évêque de Paris en 1220, archevêque de Sens en 1222, mort en 1241. Étienne, vingt-unième prieur de La Charité, d'environ 1225 à 1232.

infideles Albigenses, et de obsidione Avinionensi rediens, vite laudabilis cursu peracto apud Montem-Pancerum (1) spiritum reddidit creatori, possidente Firmitatem Anculphi nobilissima domina Margarita, nomine dotis defuncti mariti sui domini Hugonis de Oysi pie memorie (2), cujus corpus sepultum fuerat in hac ecclesia, ante maius altare, antequam dedicaretur, et requieverat per quadraginta et unum annos quando extractum ab ecclesia pro dedicatione facienda, sicut decet, et celebrata dedicatione reportatum fuit in ecclesiam, et ab episcopis superius nominatis inhumatum, cujus anima requiescat in pace. Amen.

CV.

ACQUISITIO QUORUMDAM MOLENDINORUM APUD NARCIACUM ET GARCHIACUM.

1228.

Pierre de Moles, cellérier de La Charité, avait acheté de Hugues Mansel : 1° la moitié d'un moulin à Garchy; 2° deux autres moulins à écorce et à foulon situés à Narcy, qui tombaient de vétusté. Le prieur consent à lui en laisser la jouissance, à la condition qu'ils retourneront au prieuré après sa mort. Les religieux lui diront un anniversaire.

Universis presentes literas inspecturis, frater Stephanus, humilis prior beate Marie de Charitate, totusque ejusdem

(1) Louis VIII, mort à Montpensier, en Auvergne.

(2) Voyez ci-dessus, p. 12, la filiation des d'Oisy au sujet du prieuré de Reuil. Hugues est mentionné ici, en 1230, comme enterré depuis quarante-un ans, renseignement très-acceptable, car soixante ans auparavant, en 1171, Ade, sa mère, était déjà veuve.

ecclesie conventus, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod dilectus frater noster, Petrus de Molis, quondam cellerarius de Charitate emit ab Hugone Mansello (1) medietatem molendini unius, siti apud Garchi (2) ; quam medietatem eidem concessimus in vita sua possidendam libere, pacifice et quiete et sine omni contradictione. Post mortem vero ipsius, dicta medietas molendini supradicti ad suppriorem et conventum de Charitate revertetur, ut inde fiat pitancia conventui die anniversarii sui, quod eidem concessimus in perpetuum faciendum. Preterea cum supradictus Hugo a nobis haberet duo molendina, unum scilicet ad corticem et unum ad pannos (3), sita juxta Narciacum, in loco qui dicitur li Boissons, que in vita sibi concessa erant a priore et conventu Charitatensi pacifice possidenda; ipsa quoque molendina per defectum dicti Hugonis jam pene defecissent, supranominatus Petrus eadem molendina redemit a sepedicto Hugone. Nos vero eadem molendina sepedicto Petro in vita sua possidenda concessimus libere, pacifice et quiete, post mortem autem ipsius sepedicta molendina ad ecclesiam de Charitate revertentur, cum omni melioratione qua ea melioraverit. In cujus rei memoriam et confirmationem, presentem paginam sigillorum nostrorum duximus munimine roborandam. Actum anno gratie millesimo ducentesimo vicesimo octavo.

(1) Hugues Mansel ou Le Manceau, de Donzy, fut un des bienfaiteurs de l'abbaye de Bourras. (*Gall. Christ.*, XII, col. 455, et GILLET, 1807, p. 79.)

(2) Garchy, canton de Pouilly, et Narcy, canton de La Charité.

(3) L'existence de ces moulins à draps et à écorce est intéressante pour l'industrie. On en trouve rarement la mention dans les pièces du moyen-âge. Ducange, au mot *molendinum ad corticem*, cite notre charte, *in tabulario B. M. de Charitate*, et le *molendinum fullonarium* ou à draps, d'après une charte du Berry rapportée par La Thaumassière.

CVI.

CARTA THEOBALDI PRIORIS DE CHARITATE QUI SUO CONVENTUI QUASDAM DOMOS CONCESSIT.

1237.

Le prieur Thibaud institue un service perpétuel d'anniversaire, après sa mort, pour lequel les prêtres devront chacun dire une messe, les autres frères chanter sept psaumes et le couvent donner un repas à treize pauvres. Il fait donation, après son décès, de plusieurs maisons appartenant à Pinon Saimbaut, situées dans la ville de La Charité.

Ego Theobaldus (1), prior humilis de Charitate, notum facio omnibus quod ego dedi et concessi, penitus et imperpetuum in eleemosynam, conventui de Charitate, in proprios usus suos, totum tenementum domorum quod fuit Pinonis Saimbaut, situm in quadrivio Corderii de Charitate, sicuti consistit undequaque ante et retro, superius et inferius, cum pertinentiis ejus, excepta domo que fuit Chauvelli tantummodo defuncti, pro anniversario meo, in perpetuum singulis annis, postquam de me humanitus contigerit dies obitus mei, solemniter celebrando. Ita quod unusquisque presbyterorum dicti conventus debet et tenetur die anniversarii mei unam missam celebrare. Unusquisque vero ceterorum septem psalmos cantare. Debet etiam dictus conventus et tenetur die anniversarii predicti tredecim pauperes pascere seu reficere (2), singulis annis in perpetuum, ut per hec et

(1) Thibaud, vingt-troisième prieur, de 1237 à 1240.

(2) Les prieurs ont souvent institué des repas de ce genre en souvenir du repas de la Cène donné aux douze apôtres.

alia bona, que in carne gessero, quiete merear perfrui sempiterna. In cujus rei testimonium presentes literas sigilli mei munimine roboravi. Factum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo septimo.

CVII.

ACQUISITIO DECIME DE OLCHIIS ET CUJUSDAM GATGERIE DE CONVENTU.

1238 Mai. — La Charité.

A la demande de Pierre Berruyer, devenu prieur de Bermundsey, qui avait acheté la dîme d'Ouche, la gagerie d'Humbert Chauderon et une vigne à Bulcy, les revenus de ces biens seront affectés aux usages particuliers des moines et ne pourront être détournés de cet objet sans leur consentement.

Universis presentes literas inspecturis frater Theobaldus, prior de Charitate, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod nos, ad petitionem et instantiam venerabilis et charissimi fratris nostri Petri Berruerii, tunc temporis prioris de Bremundesia, decimam de Oschiis quam emit a Morino Temple et gatgeriam quam habebat ab Humberto (1) milite cognomento Chaudero, et unum quarterium vinee quod est situm juxta clausum prioris de Beluciaco (2); que omnia

(1) Ouche, hameau commune de La Marche. La gagerie est une terre garnie pour la culture; comme garantie d'un prêt d'argent elle restait souvent entre les mains du prêteur. Il est probable que Humbert, possédant des biens à Ouche (Voyez ci-dessus, charte XXXIX, p. 105), abandonna dans ces conditions la terre dont il est question ici.

(2) Bulcy, commune du canton de Pouilly.

dictus Petrus ecclesie beate Marie de Charitate, cujus tunc erat monachus, et nunc est, acquisivit, statuimus conventus nostri Charitatensis specialibus et propriis usibus deputanda imperpetuum. Inhibentes in pleno capitulo, sub intimatione divini judicii, ne quis prior aut alius, contra concessionem nostram et statutum, jam supradictam decimam et gatgeriam et quarterium vinee a propriis usibus conventus nostri Caritatensis, ut dictum est, subtrahat in posterum, nisi de communi voluntate et consensu omnium de conventu. Et ut hoc statutum robur obtineat perpetuum et jamdicti Petri devotio quam erga matrem Charitatensem ecclesiam hactenus habuit, nullatenus defraudetur, tam nos quam dictus Petrus presentem cartam sigillorum nostrorum munimine duximus confirmandam. Actum apud Charitatem, anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo octavo, mense maio.

CVIII.

CARTA GUILLELMI, PRIORIS DE CARITATE, DE MOLENDINIS AD PORTAM MARCHIE.

1244. — La Charité.

Le prieur Guillaume fonde un anniversaire pour lui et ses parents et donne deux moulins construits par lui près la porte de La Marche, à la condition d'en affecter les revenus aux usages particuliers des moines et spécialement à un repas général le jour de l'anniversaire.

Universis presentes literas inspecturis frater Guillelmus prior humilis de Charitate (1), salutem in Domino. Noveritis

(1) Guillaume de Pontoise, vingt-troisième prieur, de 1240 à 1244, puis abbé de Cluny jusqu'en 1257, ensuite évêque d'Agen jusqu'à sa

quod cum in ecclesia nostra de Charitate, in vita nostra pariter et in morte, nostri memoriam jugiter velimus permanere, ut anniversaria die obitus nostri pro anime nostre et animarum parentum nostrorum remedio, officium in conventu solemniter celebretur, duo molendina sita subtus portam de Charitate, per quam itur ad Marchiam, que in fundamentis construi fecimus (1) et omnino compleri, ipsi conventui in usus proprios assignavimus, volentes ut de proventibus ipsorum molendinorum dicta die anniversarii refectionem habeant generalem. Et quia volumus hec predicta perpetue robur firmitatis habere, presentes literas sigillo nostro roboravimus, in testimonium veritatis. Actum et datum apud Charitatem, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo quarto.

mort, en 1263. Il fut enterré à Paris, dans le prieuré de Saint-Martin-des-Champs, où il avait pris l'habit monastique.

(1) Ces mots semblent indiquer que le prieur Guillaume fit relever ces moulins sur leurs anciennes assises. En effet, dans la charte LXI, datée de 1161 (ci-dessus, p. 147), il est question de moulins construits près la ville de La Charité, à la porte de La Marche, et qui sont vraisemblablement les mêmes. Ils furent l'objet d'une convention entre les religieux et Rodolphe du Bois, qui déclarait leurs deux moulins reciproquement indivis, convention difficile à tenir, et à la suite de laquelle le moulin des religieux aura été supprimé, puis reconstruit vers 1244. A ce sujet, l'auteur du *Cartulaire* (folio 92) dit : « Les religieux n'ont plus de droit sur le moulin de Munot, ni le seigneur de Précy, propriétaire de Munot, sur ceux de La Charité. »

CIX.

CONFIRMATIO PREDICTE DONATIONIS A PREFATO GUILLELMO POST SUAM ASSUMPTIONEM AD CLUNIACENSEM ABBATIAM.

1245. — La Charité.

Confirmation de la donation précédente par Guillaume, ancien prieur de La Charité, élevé à la dignité d'abbé de Cluny.

Universis presentes litteras inspecturis, frater Guillelmus, humilis abbas Cluniacensis, salutem in vero salutari. Noveritis quod cum in ecclesia nostra de Charitate, in vita nostra pariter et in morte, nostri memoria velimus jugiter permanere, et ut anniversaria die obitus nostri pro anime nostre et animarum parentum nostrorum remedio, officium in conventu solemniter celebretur, donationem illam seu concessionem quam olim fecimus ratam et firmam habentes, videlicet ut conventus de Charitate duo molendina, sita subtus portam de Charitate per quam itur ad Marchiam, que in fundamentis construi fecimus et omnino compleri in usus proprios, habeat et possideat in perpetuum, libere pacifice et quiete volentes ut de proventibus ipsorum molendinorum dicta die anniversarii nostri refectionem habeant generalem. Hec autem que olim statuimus ordinavimus et precepimus imperpetuum conservari, approbamus et confirmamus, et sigillo nostro presentes litteras roboramus in robur perpetue firmitatis. Nulli ergo liceat hoc salubre statutum infringere, vel ei aliquatenus contra ire. Si quis autem hoc attentare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beate Marie semper virginis, et beatorum apostolorum Petri et Pauli et beati Benedicti, magistri nostri, et nostram et con-

ventus de Charitate se noverit incursurum. Omnibus autem hec conservantibus et approbantibus sit pax Domini nostri Jesu Christi, hic et in futuro. Inhibentes firmiter et districte ne quis deinceps contra premissa aliquid attentare presumat. Actum et datum apud Charitatem anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo quinto.

CX.

COMPOSITIO INTER JOANNEM, PRIOREM DE CHARITATE, ET ODONEM BELLO-JOCO, PRO JUSTITIA DE MONESTO ET ALIIS.

1249 Juin 11. — Menetou-Ratel.

Conventions arrêtées devant arbitres entre le prieur de La Charité, suzerain de Menetou, et le seigneur de Beaujeu. L'église aura toute justice sur les terres qui lui appartiennent, dans Menetou et dans les environs, jusqu'aux bornes posées récemment. Eudes de Beaujeu l'aura sur toutes les autres terres. Ses hommes habitant Menetou ne seront pas jugés par lui, mais il pourra saisir les tailles et les gages de ces tailles. Le prieur renonce à tous les cens donnés par Archambaud de Sully, moyennant une redevance d'un muid de blé à la Saint-Michel, mesure de Sancerre. Il recevra aussi une première indemnité de 20 livres tournois pour les pillages commis par Eudes et ses hommes, et une autre de 50 livres tournois pour coups et violences contre lui et le moine Picart, dont Renaud Mareschal est l'auteur responsable et qu'il devra payer sur ses biens. Quant à la forêt de la Chapelotte, elle sera délimitée par quatre experts, et le traité

passé jadis entre Eudes de Sully et le prieur Savaric sera maintenu.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Omnibus presentes litteras inspecturis, frater Gaufredus, humilis prior de Boniaco, et Odo Stampensis archidiaconus (1), salutem in Domino. Noverint universi quod cum vir religiosus Joannes prior humilis de Charitate (2), ex una parte, et nobilis vir dominus Odo, dominus Belli-joci (3), miles, ex altera, super causis seu querelis inferius nominatis, in nobis compromisissent. Nos inquisitione super iis, tam per juramenta partium, quam per instrumenta et testes legitime facta, die mercurii proxima, post festum beati Barnabe apostoli, prefixa ad arbitrium proferendum, nostrum arbitrium seu dictum protulimus in hunc modum : in primis dicimus quod ecclesia de Monesto (4) habet omnimodam justitiam apud les Espaissailles, et apud forestam que dicitur Gacelini, et apud Brociam (5). Item habet omni-

(1) *Bonniacum* peut s'appliquer à Bonny (Loiret), arrondissement de Gien, et à Bannay, près Sancerre, deux localités assez rapprochées et siéges de prieurés, dont le premier, de l'ancien diocèse d'Auxerre, dépendait de La Charité. L'archidiacre d'Étampes était désigné comme second arbitre.

(2) Jean, vingt-cinquième prieur, 1244-1262.

(3) Les seigneurs de Sully paraissent dans plusieurs chartes de La Charité, entre autres ci-dessus, charte LXXXI, où il est question de trois générations. Il se forma une branche de Beaujeu, qui tire son nom du château de Sens-Beaujeu, près Sancerre, dont l'auteur, Eudes de Sully, est cité à la fin de cette charte.

(4) Menetou-Salon appartenait aux Sully ; ils avaient aussi de grands droits à Menetou-Ratel, situé à très-peu de distance. Ces deux endroits sont presque toujours désignés simplement *de Monesto* et peuvent être confondus. Dans nos chartes ils ne portent jamais leur surnom distinctif ; toutefois, il n'y a pas de doute possible ; la liste des prieurés contient : *Prioratus de Monesto Ratelli*, et tous lieux dits sont situés dans le voisinage.

(5) Les Epsailles, la forêt Gasselin, la Brosse, localités situées entre Sancerre, Sens-Beaujeu et Menetou-Ratel.

modam justitiam apud Malumboscum (1) et in terris ecclesie de Monesto, eidem menilio coherentibus seu continue sequentibus. Item habet omnimodam justitiam in villa de Monesto et in terris ejusdem ecclesie, ville de Monesto coherentibus seu continue sequentibus, scilicet infra metas quas posuimus. Dominus autem Odo extra metas predictas habet totam magnam justitiam, etiam in terris que sunt de censiva vel in dominio monachorum, super quibus metis ponendis nobis fuit a partibus alta et bassa concessa potestas. Et sic, ut dictum est, de consensu partium pronunciavimus, et per hoc etiam pronunciamus, quod quilibet in justitia sua magna potest ubi voluerit furcas facere et habere (2). Item pronunciamus per dictum nostrum quod prior de Monesto habet et potest exercere omnimodam justitiam in homines domini Odonis commorantes seu cubantes et levantes in villis et terris predictis, in quibus diximus ecclesiam de Monesto habere omnimodam justitiam et quod dominus Odo non potest homines suos justiciare, nec impedire quominus prior vel ministri sui justicient eosdem homines domini Odonis in villis et locis predictis, hoc salvo, dicto domino Odoni quod ipse suos homines cubantes et levantes in magna justitia de Monesto ibidem pro sua tallia poterit gagiare, sine licentia prioris, et similiter pro duodecim denariis a quolibet suorum hominum qui laborat cum carruca boum, et pro sex denariis a quolibet suorum hominum qui sine carruca laborat, suo preposito debitis annuatim, ut dicit idem Odo. Ita tamen quod pro duodecim denariis non potest capere gagium quod valeat ultra duos solidos, nec pro sex denariis, non potest capere gagium quod valeat ultra duodecim denarios. Si autem dicti homines domini Odonis contradicunt gagiationi, sive pro tallia, sive pro dictis duodecim vel sex denariis,

(1) Maubois, commune de Menetou-Ratel, déjà cité ci-dessus, charte LXXXI.

(2) Le droit attaché à la haute justice d'élever un gibet sur les limites du fief.

opportebit quod idem dominus Odo gagia recredat hominibus quos gagiaverit, et quod assignet eos coram priore de Monesto. Ita tamen quod si sine duello (1) poterit probare legitime quod ipse ab illis contradictoribus habuerit talliam per duos annos, vel per tres precedentes, licite pro tallia poterit gagiare, et similiter et pro duodecim et sex denariis antedictis. Item pro censu de Balene (2) ita est a partibus concordatum, et de consensu partium pronunciamus quod prior et conventus de Charitate ac prior de Monesto quitabunt per literas suas dicto domino Odoni censum de Balene, vel de Petraria et de Herdon et de Jarset et de Molendinonovo et decem solidos de pratis de Tou et de Dardoncel cum omni justitia et relevationibus, ac laudibus et ventis, et plus si plus ibi habent; quemquidem censum dederat Archimbaudus de Soliaco (3) ecclesie beate Marie de Charitate et pro omnibus dictis, ac pro quinque sextariis quos percipiebat ecclesia de Monesto annuatim, in terragio domini Odonis, percipiet de cetero imperpetuum annuatim eadem ecclesia de Monesto unum modium bladi, medietatem siguli et medietatem avene, ad mensuram Sacri-Cesaris, qua scilicet mensuratur emendo et vendendo in granchia de Croteto, de terragiis domini Odonis que habet idem Odo in parrochia de Monesto, et in locis vicinis a dicto domino Odone, in crastino beati Michaelis reddendum. Item super eo quod idem prior de Charitate dicebat quod dictus dominus Odo, vel mandatum suum, domum de Monesto et domos hominum ecclesie de Monesto violenter ingressus, eis multa damna intulerat, cum de fractione illa facta, scilicet quando porci fuerunt occisi, nobis constiterit, et per juramenta eorum qui tunc in dicto prioratu

(1) Le duel était encore assez souvent une preuve admise en justice et pour des cas fort simples ; quand les religieux s'y trouvaient contraints, leurs *avoués* étaient chargés de les remplacer dans la bataille.

(2) Balanée, près Menetou-Ratel.

(3) Cette donation fut confirmée par le petit-fils d'Archambaud en 1194. (Voyez ci-dessus, charte LXXXI.)

morabantur ac hominum predictorum, nobis similiter constiterit, quod usque ad summam valoris quadraginta librarum Turonensium damnificati fuerunt, tam monachi quam homines antedicti, taxatione a nobis super hoc facta in hoc, dictum dominum Odonem condemnavimus quod ecclesie de Monesto pro hoc viginti libras Turonenses persolvat, de quibus prior duas partes, ac eorum homines qui damnum passi sunt, quilibet pro rata sua tertiam partem percipient et habebunt. Item, super eo quod dicebat prefatus prior de Charitate, quod Renaudus Marescallus et quidam alii, priorem de Monesto et Petrum Picardum monachum ejusdem domus, quiescentes in lectis suis de nocte, enormiter vulneraverant et male tractaverant, recepto juramento prioris de Monesto et taxatione legitima precedente, cum idem prior de Monesto juraverat ecclesiam suam expensas fecisse et se damnificatum occasione hujusmodi in quinquaginta libris Turonensibus, dictum dominum Odonem in hoc condemnavimus quod propter hoc priori de Monesto et de Charitate quinquaginta libras Turonenses, de bonis prefati Renaudi Marescalli persolvat. Item super nemora de la Chapellete (1), sic est a partibus concordatum, et sic de consensu partium pronunciamus, quod per quatuor bonos viros de quibus duos nominabit dominus Odo, et alios duos nominabit prior de Monesto, juratos super hoc quod bona fide inquirent et pronunciabunt super divisione seu metis nemoris antedicti, bona fide negotium terminabitur, ac partes quod super hoc fecerint predicti quatuor homines ratum habebunt et gratum. Item super hoc quod dicebat dictus prior de Charitate quod dominus Odo quemdam hominem ecclesie de Monesto per biennium injuste detinuerat, cum hoc coram nobis probatum non fuerit, et super eo quod dicebat dictus prior de Charitate quod dominus Odo non permittebat quod prior de Monesto essertet et accenset nemus de Malo-Bosco, ipsum Odonem

(1) La Chapelotte, commune du canton de Henrichemont.

duximus absolvendum. Actum est etiam et a partibus concordatum quod pactiones initas inter defunctum Odonem de Soliaco patrem domini Odonis et Savaricum tunc priorem de Charitate (1) et conventum ejusdem loci tenebunt, et de eis tradet dictus prior dicto domino Odoni literas sigillatas sigillis ipsius prioris et conventus Charitatensis et dominus Odo similiter vice versa. Consenserunt autem in hoc partes quod ratificatione presentis arbitrii et pronunciatione, sicut in presenti pagina continetur, tradat dictus prior litteras sigillo ipsius ac sigillo conventus Charitatensis sigillatas, ac dominus Odo literas suo sigillo, et uxor ipsius literas sigillo reverendi patris archiepiscopi Bituricensis vel officialis ejusdem archiepiscopi sigillatas. Nos autem eisdem injungimus quod infra instans festum beati Remigii, tradent alter alteri literas prenotatas, et eidem Odoni quod solvat priori Charitatensi dictas summas pecunie infra terminum prenotatum. Hec autem omnia acta sunt et hec pronunciamus salvis literis et cartis et juramentis precedentibus istam diem ac articulis comprehensis in eis, nisi quatenus per presentes literas est aliquid innovatum. In cujus rei testimonium presentem paginam sigillorum nostrorum munimine duximus roborandam. Actum apud Monestum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo nono, die mercurii supradicto (2).

(1) Ces conventions sont de 1194. (Voyez ci-dessus, charte LXXXI.)

(2) Dans l'*Histoire du Prieuré*, folio 133, il est dit que l'original de cette charte est au trésor du sieur prieur de La Charité. — Cotes d'autres chartes : Vers 1161, Théodoric de Montfaucon, malade à Vézelay, donne à Notre-Dame de La Charité la moitié du panage de ses bois situés entre la Loire et la Valvise (rivière près Sancerre). (*Ibid.*, folio 100.) — En 1261, différend entre les religieux et Robert de Montfaucon, au sujet de la vicairie fondée par Renaud, son père; l'archevêque de Bourges décide qu'elle serait unie à l'église de Berry-sous-Montfaucon. (*Ibid.*, folio 140.) — En 1266, Jocerand de La Rivière, seigneur de Beffes, donne six livres de rente, assises sur sa terre de Beffes, pour sa sépulture et un anniversaire dans l'église de La Charité. (*Ibid.*, folio 142.)

CXI.

RECOGNITIO GUILLELMI ET MORELLI CHAUDERII, ARMIGERI, QUOD QUIDQUID IPSI ET GUIDO, MILES FRATER, ET MATER EORUMDEM, TENENT APUD POLLIACUM EST DE FEODO ET JUSTITIE ECCLESIE DE CHARITATE.

1250 Août.

Les frères Chauderon, chevaliers, reconnaissent devant l'official d'Auxerre que leurs dîmes, cens et hôtes de Pouilly et de Charenton sont tenus en fief de l'église de La Charité, qui y possède aussi toute la justice.

Universis presentes literas inspecturis, officialis curie Autissiodorensis, salutem in Domino. Notum facimus quod, in nostra presentia constituti, Guillelmus et Morellus, dicti Chauderii fratres, armigeri, recognoverunt quod quidquid ipsi, Guido dictus Chauderius miles frater eorum, ac ipsorum mater habent et tenent apud Polliacum et Charentonem (1)

(1) Pouilly et Charenton, aujourd'hui hameau de la commune de Pouilly, près Mesves. Un peu au midi, entre Mesves et La Charité, se trouve la terre de Charant, qui a donné son nom à une famille bien connue pour services rendus à la ville et au monastère à partir du dix-septième siècle. Joseph Bernot de Charant est l'auteur d'une histoire du prieuré de La Charité (Bourges, 1709, in-8°). Il fut aussi chargé, en 1694, par le prieur Nicolas Colbert, de dresser un inventaire des titres, qui complète le *Cartulaire* de La Charité. Au douzième siècle, Charant était une forêt appartenant à l'abbaye de Saint-Satur et dépendant de la terre de Mesves; il en est question dans les chartes de cette époque sous la qualification de *Nemus de Charran*. D'autre part, il y a plusieurs Charenton dans le Cher où paraissent nos religieux, mais ici la proximité de Pouilly ne peut laisser aucun doute sur la fixation de cette localité.

in decimis, censivis, sive hospitibus et rebus aliis quibuscunque totum de feodo ecclesie Charitatensis existit. Recognoverunt etiam quod ecclesia Charitatensis predicta totam omnino habet justitiam in omnibus et singulis supradictis. Promittentes dicti Guillelmus et Morellus, juramento super hoc nobis prestito corporaliter, ab eisdem tactis evangeliis sacrosanctis, quod contra recognitiones hujusmodi per se vel per alium non venient in futurum, neque super premissis, aut super aliquo premissorum in prejudicium dicte ecclesie aliquid per se de cetero attentabunt vel per alium facient attentari. In cujus rei testimonium et munimen, nos, ad petitionem predictorum armigerorum, literas presentes sigillo curie supradicte duximus roborandas. Actum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo, mense augusto (1).

CXII.

COMPOSITIO INTER PRIOREM ET CONVENTUM DE CHARITATE ET PHILIPPUM DE CAMPOVOTO, SUPER MOLENDINO DE GARCHIACO.

1254 Avril 19.

Les religieux se plaignaient de ce que Philippe de Champvoux détournait l'eau de leur moulin de Garchy; Philippe prétendait en avoir le droit à cause d'un autre moulin qui marchait autrefois. Les deux parties portent l'affaire

(1) On trouve sur le même objet la cote de cette autre pièce : En août 1252, Robert de Beurant et Isabelle de Pouilly, sa femme, donnent une rente de six septiers, moitié seigle, moitié avoine, sur les dîmes de Charenton, proche de Pouilly, sur la portion des sieurs Chaudiers (*Chauderii*), qui partageaient avec les religieux. (*Histoire du Prieuré,* folio 138.)

devant l'official d'Auxerre, siégeant à Varzy, qui autorise le seigneur de Champvoux à détourner l'eau, mais seulement s'il rétablit le moulin et à la condition de la rendre ensuite à son cours, sans pouvoir l'employer à arroser les prés.

Omnibus presentes literas inspecturis, G... archipresbiter Varziacensis et magister J... de Charitate clericus, salutem in Domino. Notum facimus quod cum inter religiosos viros, priorem et conventum de Charitate, ex una parte, et dominum Philippum de Campivoto (1), militem, ex alia, coram discreto viro officiali Autissiodorensi, authoritate ordinaria, contentio verteretur, super eo quod dictus Philippus aquam que solebat currere ad molendinum ipsorum de Garchiaco (2) a solito cursu diverterat, ut dicebant, et per prescriptionem legitimam (3) cursum aque molendini predicti obtinuerant pacifice et quiete; dicto Philippo in contrarium allegante quod secundum consuetudines patris, non obstante prescriptione predicta, dictum aque cursum divertere poterat juxta sue libitum voluntatis, pro eo quod predecessores ipsius aliud molendinum olim habuerant in superiori parte, quod solebat molere de aqua predicta. Et cum dicte partes in nos, tanquam in arbitros super iis, sub certa pena, compromisissent, tandem nos, auditis rationibus hinc et inde, inquisita super hec diligentius veritate, bonorum virorum usi consilio, die dominica qua cantatur quasimodo (4), partibus assignata ad proferendum arbitrium supradictum, arbitrando pronunciamus quod predicti religiosi solitum cursum aque ad suum

(1) Champvoux, canton de La Charité.

(2) Garchy, canton de Pouilly.

(3) Le mot *prescriptio* recevait déjà le sens juridique des coutumes. Elle était de trente ans pour les laïques et de quarante ans pour l'Église. (Coquille, *Coutumes du Nivernois*, in-folio, II, p. 377.)

(4) En cette année 1254, Pâques étant le 12 avril, le dimanche de Quasimodo se trouvait être le 19 du même mois.

molendinum venientem, sicut antea tenuerant, deinceps teneant pacifice et quiete absque impedimento dicti militis vel suorum. Hoc tamen salvo quod quotiescumque dictus miles vel successores sui voluerint construere molendinum in loco qui dicitur Centcoves (1), ubi molendinum esse solebat, licitum sit eisdem aquam divertere ad supradictum locum pro sue libito voluntatis, ita videlicet quod a saltu molendini constructi, a loco ubi cadet aqua, supradicti religiosi aquam predictam ad solitum cursum molendini ipsorum ducere poterunt prout erit utile molendino predicto. Nec dictus miles pro adaquandis pratis suis dictum aque cursum solitum divertere poterit, vel aliquatenus impedire. Item pronunciamus quod marrementum (2) quod confessus fuit se asportasse a molendino dictorum religiosorum ad idem infra octo dies reportet, vel valorem ipsius. Preterea dicte partes voluerunt et concesserunt sub pena predicta quod nos infra octavas hujus instantis festi nativitatis beati Joannis Baptiste, super expensis factis, coram officiali predicto et super damnis que dicti religiosi incurrerunt, propter impedimentum cursus aque predicti, iterum arbitremur et ipse promiserunt per penam predictam et tenentur dictum arbitrium observare. In cujus rei testimonium et munimen nos, ad petitionem partium predictarum, literis presentibus sigilla nostra duximus apponenda. Datum die dominica supradicta, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo quarto.

(1) Nous n'avons pu découvrir la situation de cette localité.

(2) *Merrementum* ou merrain, pièces de bois faisant partie de l'outillage d'un moulin. On trouve ce mot avec un sens analogue dans les statuts de l'Église nivernaise, en 1246 : *Clerici aliqui seu canonici merrementa seu ligna aliena comburere presumant...* (Martène, *Thesaurus anecdotorum*, IV, col. 1071.)

CXIII.

COMMUTATIO FACTA CUM DOMINO HENRICO DE SOLIACO, DE FURNO ET JUSTICIA ARGENTI, PRO QUINQUE MODIIS SILIGINIS.

1255 Mai.

Henri de Sully reçoit des religieux de La Charité les droits de four et de justice qu'ils possédaient à Argent et dont jouissait le prieuré de Sainte-Montaine, moyennant une redevance annuelle de cinq muids de seigle à fournir à la Toussaint audit prieuré. Les religieux conserveront les cens et revenus divers sur la maison-fort et les habitations d'Argent.

Ego Henricus, dominus Soliaci (1), notum facio presentibus et futuris quod cum viri religiosi, J. prior et conventus de Charitate, furnum suum quem habebant in villa de Argento et omnimodam justitiam ejusdem ville, que sua erat, et ad domum suam de Sancta Montana (2) pertinebat, concesserunt et quitaverunt imperpetuum mihi et heredibus meis pro quinque modiis boni et receptabilis siliginis annui redditus, ad mensuram de Argento, quos pro predictis furno et justitia assignavi eisdem recipiendos, libere et quiete singulis annis in perpetuum, in festo omnium sanctorum apud Argentum, in meis redditibus quos habeo in potestate de Argento, et reddendos singulis annis, predicto termino, priori de Sancta Montana qui pro tempore fuerit vel ejus certo nuncio, sine contradictione aliqua vel dilatione, salvis

(1) Voyez pour les seigneurs de Sully, ci-dessus chartes LXXXI et XCV.

(2) Argent, commune de Sainte-Montaine, canton d'Aubigny (Cher).

eisdem et retentis censu quem habent in castro meo, sive domo forti de Argento, et aliis censibus et redditibus quos habent in eadem villa, et parva justitia censuum predictorum quam illi consueverunt habere in partibus illis in censivis suis. Ego predictum bladum predictis loco et terminis, singulis annis, supradicto priori de Sancta Montana solvere et omnia alia premissa facere et firmiter tenere bona fide promitto et quod contra premissa per me vel per alium non veniam in futurum. Et ad hec tenenda et firmiter servanda imperpetuum me et heredes meos obligo et astringo. In cujus rei testimonium presentibus literis sigillum meum apposui. Actum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo quinto, mense maii.

CXIV.

LITERE CONVENTUS SANCTE CRUCIS DE VENETIIS AD JOANNEM PRIOREM DE CHARITATE, PRO REVOCANDO EORUM PRIORE.

1256 Mars 15.

Les religieux de Sainte-Croix de Venise adressent au prieur de La Charité, leur suzerain, une réponse relative à la conduite de leur ancien prieur, qui s'était représenté comme bon et zélé dans ses fonctions. Il a quitté le couvent sans les prévenir, disant ailleurs qu'il se rendait au chapitre général de Cluny. Quant à sa gestion, il a fait perdre plus de cent livres en donnant une maison à quelqu'un du dehors; il a laissé s'introduire dans le cloître des prêtres séculiers étrangers à l'ordre. Par ses mauvais discours, il a éloigné les amis et les soutiens du couvent. Si ces faits ne sont pas vrais, qu'on l'interroge publiquement. Les religieux demandent de ne pas le

conserver comme prieur ; ils ont perdu plus de mille livres à le garder ; depuis quinze ans ils n'ont rien reçu et pourtant ils voudraient rester sous la protection de La Charité. Leur désir serait d'être administrés par le sous-prieur.

Venerabili in Christo patri et domino Joanni (1), Dei gratia Sancte Marie de Charitate priori dignissimo, conventus Sancte Crucis de Venetiis (2) ejus subditi et devoti, reverentiam cum salute, in eo qui est vera salus et oratio fructuosa.

Literas paternitatis vestre quas nobis hactenus nuncius vester ex vestra parte presentavit gratulanter recepimus et benigne, quibus inspectis in eis vidimus contineri quod frater Petrus, quondam noster prior, ad vos accesserat, vobis dicens et affirmans se negotia Sancte Crucis bene et honestissime pertractasse, super quibus nos exorando misistis ut vobis rescriberemus omnium veritatem : quas preces recepimus in mandatis. Verum quia in his et in omnibus aliis tenemur vobis super omnia obedire, ejus merita per presentes literas vobis veraciter duximus rescribenda. Noverit itaque paternitas vestra quod ipse frater Petrus, nobis invitis, cum fratre Regnaldo de Sancto Christophoro Romam ivit, secum unum nostrum breviarium (3) continuum nobis nescientibus

(1) Jean, vingt-cinquième prieur de La Charité, 1244-1262.

(2) Venise comptait au dix-huitième siècle 54 établissements religieux et 72 églises. Le prieuré de Sainte-Croix est cité dans les dépendances de La Charité à l'étranger ; cette charte est le seul document qui la concerne, et nous ignorons à quelle époque eut lieu la séparation des deux couvents. Au dix-septième siècle, quand fut rédigé le *Cartulaire*, c'était un fait accompli depuis longtemps.

(3) Les religieux avaient des bréviaires de voyage qui se repliaient en trois pour tenir moins de place. Nous ne pensons pas qu'il s'agisse ici d'un livre de prières. Ducange cite un sens qui s'applique bien à ce passage : *Breviarium instrumentum notariorum, passim in statutis Venetorum anno 1242*. Le *breviarius* était le secrétaire chargé de rédiger les brefs. On entend évidemment par *breviarium* une sorte d'inventaire des titres du prieuré.

apportans, et ad vos venit dicens et affirmans nos pro eo misisse ut veniret ad capitulum generale. Negotia vero monasterii Sancte Crucis male et contra suum ordinem pertractavit, bona monasterii nobis nescientibus, aliis videlicet domum Crispignage tribuendo; quam domum et bona cuidam Rimitano dedit, nobis aliquid non reddendo, de quo monasterium Sancte Crucis in plus quam C. libras est omnimode pejoratum. Causam vero quam habebamus cum presbyteris secularibus Sancte Crucis taliter terminavit quia literas domni Apostolici contra nostram voluntatem malo modo et nobis nescientibus apportabat; unde..... misissemus nisi quod eas ei accepimus asportanti domino inspirante; eosdem quidem presbyteros in unam cameram Sancte Crucis..... cum eis ordinarias que..... redundabant; nos vero hoc sentientes, predictos presbyteros de monasterio expulimus, sicut dixerat expellendos cupere prior; postea de monasterio ivit secum in ornua et monasterium tractaturus. Et propter suam maliloquam linguam fecit nos amittere dominum Joannem Badavarium, qui erat monasterii Sancte Crucis precordialis amicus in omnibus et patronus, et alios quamplures, quare deterioramentum monasterii plus quam in mille libris redundat et redundare videtur. Nos itaque verecumdamur omnia de eo rescribere; sed vestra benignitas ipsum per obedientiam, si placet, interroget et compellat ad veritatem dicendam, qualiter Venetiis et alibi duxerit vitam, quia si dixerit vobis erit sicut et nobis publice manifestum. Quare paternitati vestre duximus humiliter supplicandum quatenus pro domino ad nos ipsum non dignemini amplius destinare, quia nobis et amicis monasterii si eum mitteretis plurimum displiceret. Scientes quod ecclesie Sancte Crucis magna pars in terram cecidit et alia in eodem statu cadendi permanet, et propter..... de Romano omnes redditus monasterii sunt amissi, ita quod de ipsis nihil habere possimus nec tenere, annis XV jam elapsis. Supplicamus itaque paternitati vestre uti ipsi monasterio dignemini taliter providere, quod

sit honor altissimi creatoris, quod sit honor persone vestre et totius conventus et quod monasterium de bono in melius protegatur et nos vestri clerici valeamus pacifice commorari, quod facere multimode affectamus de fratre Petro suppriore, qui est nobiscum, qui semper ibidem benevole stetit contenti sumus, ut ipsum nobis dare dignemini si vestre benignitati videbitur expedire. Valete in Domino. Datum die XV intrante martio, currente anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo quinto, indictione decima tertia.

CXV.

CARTA DE QUIBUSDAM CENSIBUS ET TERRIS IN PARROCHIA DE PARCIACO.

1262 Janvier 6.

Agnès, fille de Robert Lepie, veuve et libre de ses droits, vend aux religieux de La Charité, pour cent sols parisis, les terres, cens et autres redevances qu'elle possédait à Parzy (1).

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Nivernensis, salutem in Domino. Noveritis quod in nostra

(1) Cotes d'autres pièces concernant Parzy : « En 1263, Perrin Lepy, fils dudit Robert Lepy, confirma laditte vente. — En l'an 1275, Jeanne de Missy, dame de Noëmy (?), donna auxdits religieux et couvent toutte la justice, haute, moyenne et basse, avec toutes ses terres ee appartenances situées à Parcy, moyenant dix-sept livres tournois de rente, laquelle fut depuis racheptée par les religieux. — En 1458, Jean Chambellan, prieur de La Charité, achepta de Guillaumt d'Hérisson, seigneur de Chanteregne, sa part et portion des dismes de bled, vin, lanage et charnage dans les villages de Parcy et Chaudillon (?) pour la somme de 60 escus d'or ; cette vente fut agréée et

presentia constituta, Agnes, filia Roberti Lepi (1), militis, vidua et sui juris existens, publice et in jure confessa fuit se vendidisse religiosis viris conventui de Charitate, pro centum solidis parisiensibus, suis quittis et sibi solutis, integre ut dicebat, tam terras quam census, bordelagia, costumas et res alias, quocunque nomine censeantur, quas ex quacunque causa dicta mulier habebat et habere poterat ad presens in parrochia de Parciaco (2); qui census portabant laudas et vendas, prout dicta mulier asserebat, quittans perpetuo et irrevocabiliter jamdicto conventui omnes res ipsas venditas et transferens in eumdem conventum totum jus et omne dominium que ipsa mulier habebat, in quibuslibet rebus sitis in parrochia antedicta, promittens quod per fidem suam, in manu nostra datam, et sub obligatione omnium bonorum suorum, quod non veniet contra ista et quod garentizabit eidem conventui ipsas res venditas adversus quemlibet querelantem. Supposuit autem dicta mulier se, quoad observantiam premissorum, jurisdictioni curie Nivernensis et, quantum ad ista, per suam fidem renunciavit actioni in factum de dolo, conditioni sine causa, et exceptioni non solute pecunie, ac omni auxilio et beneficio totius juris, tum canonici tum civilis, ceterisque actionibus et exceptionibus universis et specialiter omni juri et omni privilegio in favorem mulierum, super rebus dotalibus et hereditariis introductis, affirmans quod sponte et provide faciebat hec omnia et dicebat. In cujus rei testimonium, ad

ratiffiée par dame Catherine Cochon, sa femme. » (*Histoire du prieuré*, folio 140.)

(1) Les Lepie étaient seigneurs à Argenvières et à La Charnaye au siècle précédent. (Voyez entre autres ci-dessus, charte LXXVIII.)

(2) La châtellenie de Parzy, aujourd'hui commune de Garchizy, appartenait à l'évêque de Nevers. Les tailles de Parzy comprenaient les paroisses de Parigny, Varennes, Parzy, Marzy, Soulangy, Pougues, Chaulgnes et Tronsanges. (Voyez *Terrier de l'évêché de Nevers en 1287*, p. 91 et suiv.)

petitionem dicte mulieris, presenti scripto apposuimus sigillum curie Nivernensis. Datum anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo primo, die jovis ante Epiphaniam Domini.

CXVI.

ALIA CARTA ITEM DE PARCIACO.

1261 Novembre 10.

Giraud de Pesgnes et Alix, son épouse, vendent à La Charité, moyennant cent sols parisis, les terres et droits qu'ils possédaient à Parzy.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Nivernensis, salutem in Domino. Noveritis quod in nostra presentia constituti, Giraudus de Pesgnes, domicellus, et Aalidis ejus uxor, publice ac in jure confessi fuerunt se, deliberatione previa, vendidisse religiosis viris conventui de Charitate, pro centum solidis parisiensibus, suis quittis sibique solutis, in pecunia numerata, ut dicebant, ab eodem conventu, tam census, laudes et vendas portates, quam costumas et omnes redditus quos iidem Geraudus et Aalides uxor sua habebant in parrochia de Parciaco, cum omni jure quod habebant ibidem, salva decima bladi quam ipsi habere dicuntur in parrochia antedicta, quam decimam bladi de feodo domine de Rupe movere dicebant, quittantes coram nobis penitus et precise dicto conventui, dictos censum et costumas et omnes redditus alios, quos ipsi Giraudus et Aalidis ejus uxor habebant in dicta parrochia, et quidquid juris sibi competebat seu competere poterat, aut debebat in dictis rebus quoquo modo, seu quacunque ratione possidendos et tenendos imperpetuum, libere, pacifice et quiete,

titulo legitime emptionis, salva dictis venditoribus decima supradicta, promittentes quod fide in manu nostra prestita corporali et sub obligacione omnium bonorum suorum ubicumque sitorum, quod contra venditionem et quittacionem predictas per se vel per alium non venient in futurum, et quod garentizabunt easdem res et defendent dicto conventui adversus omnes gentes ad usus et consuetudines Nivernenses, preterquam adversus dominum feodi. Renunciaverunt siquidem quoad ista dicti venditores, per fidem suam exceptioni fori, exceptioni pecunie sibi non solute, actioni in factum de dolo, conditioni sine causa, deceptioni et revocationi cuilibet, ceterisque actionibus et exceptionibus generaliter universis, que contra presentes literas et factum hujusmodi possent ab aliquo objici seu dici ; necnon et omni auxilio et beneficio totius juris, tum canonici tum civilis, volentes pariter et concedentes quod nos vel officiarii qui pro tempore fuerint, ipsos ad observantiam premissorum per censuram ecclesiasticam, si necesse fuerit, compellamus. Et se supposuerunt dicti venditores, quoad hec, jurisdictioni curie Nivernensis, quocumque loco maneant vel existant, dicta Aalidi per ejus fidem renunciante omni juri et omni privilegio in favorem mulierum, super rebus dotalibus aut hereditariis introductis, ipsaque affirmante quod scienter, sponte et provide faciebat hec omnia et dicebat. In cujus rei memoriam et testimonium, ad petitionem dictorum venditorum, sigillum curie Nivernensis presentibus litteris duximus apponendum. Datum die Jovis ante festum sancti Martini hyemalis anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo primo.

CXVII.

CONCORDATUM INTER PRIOREM ET CONVENTUM DE CHARITATE ET DECANUM ET CAPITULUM ECCLESIE NIVERNENSIS, RATIONE USAGII IN FORESTA BERTRANGIE (1).

1266 Juillet.

La partie nord de la Bertrange sera forêt réservée au prieur de La Charité, la partie sud consacrée aux droits d'usage des habitants de Chaulgnes et de Parigny-les-Vaux, dépendants du chapitre de Saint-Cyr de Nevers. Les délits seront portés devant le prieur ou son mandataire, à Raveau; les agents forestiers devront avoir des témoins contre les usagers, mais ils seront crus sur serment contre les étrangers dans la forêt réservée. La redevance annuelle pour droit d'usage restera fixée par feu à cinq deniers, payables dans la semaine de la Toussaint, à Raveau. La justice appartiendra tout entière au prieur de La Charité.

Universis presentes litteras inspecturis, frater Milo, humilis prior de Charitate, Cluniacensis ordinis, Autissiodorensis dioe-

(1) Outre la transcription de cette charte dans le *Cartulaire* (manuscrit de M. Girerd, folio 145), nous en avons deux copies du dix-septième siècle, l'une conservée en l'étude de M. Couraud, notaire à La Charité, terminée par cette mention : « *Ex cartulario Caritatensi*; fol. 145 », ce qui prouve qu'elle a été copiée sur notre *Cartulaire*, la seconde, conservée à la mairie de Raveau, contenant plusieurs phrases omises dans la première copie et vraisemblablement prise sur le texte authentique de la pièce. Cette copie est accompagnée de la note suivante :

« Collation de la présente copie a esté faicte à son original estant en parchemin non signé, scellé à double sceau de sirre verte, par nous

cesis, totusque ejusdem loci conventus, salutem in Domino et universitati vestre ad perpetuam rei memoriam tenore presentium intimamus. Quod cum inter nos, priorem et conventum predictos, ex una parte, et decanum et capitulum Nivernense et homines dictorum decani et capituli commorantes in parrochia de Chaugnia, exceptis hominibus de Tremblaio, et hominibus ipsorum ville de Usello, que villa de Usello est in parrochia de Parigniaco (1), et ipsorum hominum occasione et causa, ex altera, concertacio versaretur super eo quod dicti decanus et capitulum et eorum homines predicti dicebant ipsos homines et domum dictorum decani et capituli de Angulo (2), habere et habere debere usagium in illa foresta, sive nemore, que vulgariter Bertrangia Sancte Marie apellatur ; nobis priore et conventu predictis in contrarium dicentibus et asserentibus quod dicti homines dictorum decani et capituli nullum habebant usagium in eisdem. Tandem bonorum virorum mediante concilio, inter nos priorem et conventum predictos, ex parte una, et dictos decanum et capitulum et homines ipsorum predictos, ex altera, pro bono pacis super dicta concertacione, de consensu partium taliter extitit ordinatum : videlicet quod medietas

notaires royaux, soubz le scel du bailliage de Saint Pierre le Moustier, pour servir lad. collation aux habitans de la paroisse de Chaulgnes, représenté à ceste fin par Michel Garnier, ung d'iceux, auquel, après lad. collation faicte, le tout luy a esté rendu. A Nevers le dix neufiesme aoust mil six cents dix neuf. Par-devant lesd. notaires, led. Garnier a dict ne sçavoir signer, de ce enquis. — Signé : Petit et Gentil. »

Ces deux copies nous ont été communiquées par M. de Flamare, archiviste de la Nièvre.

(1) Le Tremblay, commune de Chaulgnes, et Usseau, commune de Parigny. Ces deux paroisses dépendaient de l'archiprêtré des Vaux-de-Nevers, et les hommes du chapitre de Saint-Cyr étaient inscrits sur le registre de la taille de Parzy. (Voyez notre *Registre-terrier de l'évêché en 1287*, p. 73 et 91.)

(2) Langle, commune de Chaulgnes.

dicti nemoris, foresta excepta (1), sicut jam divisa est, ac consensu partium est bornata et ab alia parte separata, videlicet per cheminum qui appellatur vulgariter cheminus de Sauvages, per quem itur de Charitate ad Sauvages, et extenditur a principio nemoris, ex parte ville Charitatis, usque ad illum locum in quo via publica de vallibus Nivernensibus et dictus cheminus de Sauvages similiter conveniunt, et illa tota pars que a dextris remanet, cum quadam alia particula circa sexaginta arpenta continente separata, de consensu partium, et bornata inter viam prefatam de vallibus Nivernensibus et nemora de Seriaco et Franaio (2), ad commune usagium predictorum hominum et domus ipsorum decani et capituli de Angulo, necnon et aliorum hominum cujuscunque dominii existentium et locorum, ratione usagii costumam solventium, remanebit in sicco, viridi, torto et recto nemore et magno herbagio et pacagio et panagio seu pasturagio (3). Residuum autem, videlicet alia medietas cum foresta predicta, nobis priori et conventui predictis et ecclesie nostre absque reclamatione usus alicujus seu pasturagii vel alterius cujuscunque rei libera remanebit. Et si in foresta sive in medietate predicta que nobis priori et conventui predictis remanebit, aliquid de predictis usuariis scindere vel aliter disjungere contigerit, emenda hujus delicti nostra

(1) Les deux parties du bois sont très-clairement indiquées. La partie réservée aux propriétaires, dite *foresta,* pour la chasse et l'exploitation privée ; la partie réservée au public ou usagers, pour le chauffage et le pacage. Les ordonnances prescrivent cette division pour les forêts royales. (*Ordonnances des rois de France*, I, p. 684 et 707.)

(2) La forêt des Bertranges s'étend sur plusieurs communes. Le prieur de La Charité se réserve la partie nord, à gauche du chemin, en allant de La Charité à Beaumont et à Sauvages, et laisse aux usagers la partie sud, du côté de Frasnay et de Chaulgnes.

(3) Ces mots, que nous croyons inutile de traduire, exposent avec grande précision en quoi consistait le droit d'usage dans les forêts pour les habitants.

erit. Si autem in alia medietate que dictis usuariis assignata remanet aliquis alius, preter ipsos usuarios, quoquomodo delinquens inventus fuerit et a forestario nostro captus et detentus fuerit, coram nobis priore de Charitate, vel coram nostro mandato apud Ravellum jurare tenebitur, presentibus usuariis, si ad hec interesse voluerint, alioquin in ipsorum absentia recipietur : quibus terminum sive diem faciendi et recipiendi sacramentum hujus per dies aliquot tenebimur significare vel mandatum nostrum, quod ipse forestarius usagium ipsum bene et fideliter pro posse suo servabit, et quod ipsos usuarios minus juste non arestabit, nec capiet, nec accusabit, nec vexabit, nec odio, nec prece, nec pretio, nec spe lucri alicujus, sed secundum quod crediderit se posse facere bona conscientia et de jure ac ratione. Alias videlicet si juramentum hujusmodi non prestiterit pro forestario nullatenus habebitur. Insuper forestario predicto et jurato, super captione dictorum usuariorum in dicto usagio nullo modo credetur, nisi adhibitis duobus testibus fide dignis, forestariis vel aliis, quod si habere non potuerit, tunc homo detentus sive arrestatus per juramentum suum se tenebitur excusare et sic dimittetur immunis ; sed super captione hominum in foresta et in alia medietate que nobis et ecclesie nostre remanet, dicto forestario per sacramentum suum credetur. Nos vero, prior et conventus predicti, tanquam domini feudi, predictum usagium supradictis usuariis garantizare tenebimur erga omnes qui ipsos super hoc indebite molestarent, nec in ipso usagio alios usuarios poterimus sociare, adjungere, vel etiam advocare, nec de ipso usagio poterimus aliquid dare vel vendere, vel in ipso assartare vel seminare, nec ad ecclesiam redigere quandiu predicti usuarii costumam debitam nobis reddiderint. Hoc autem sciendum est quod dicti usuarii de dicto usagio poterunt uti in edificando, ardendo, terras eorum et vineas claudendo et palissando, et infra fines ipsius parrochie in qua ipsi morabuntur, scilicet de parrochiis predictis de Chaulgnia et de Parigniaco,

et non alibi, dando unus alteri et vendendo; non tamen poterunt vendere vel aliis dare quam usuariis nec ultra nec extra fines predictas deportare. Quod si aliquis aliter fecerit et convictus fuerit vel confessus, tenebitur emendare, ita tamen quod propter hoc usagium non poterit amittere, sed septem solidos tantum persolvet pro emenda. Si vero super his quispiam accusatus fuerit, nec per duos testes convictus fuerit vel confessus, legitime per sacramentum suum se tenebitur excusari et sic dimittetur immunis. Locus autem in quo dicti usuarii, propter forefactum vel suspicionem dicti usuarii trahi poterunt, coram nobis priore predicto vel nostro mandato, erit apud Ravellum et non ultra. Preterea si aliquis usuariorum costumam ratione usagii debitam in statuto termino, videlicet Dominica post festum omnium sanctorum, quinque denarios pro quolibet foco apud Ravellum non solverit, forestarius predictus ipsum in dicto usagio existentem et scindentem, vel alibi ubicunque de nemore dicti usagii eumdem portantem invenerit, nec non pecudes ipsius in dicto usagio propter delictum hujusmodi capere, arrestare vel detinere poterit quo usque de dicta costuma ac etiam de duobus denariis currentis monete pro emenda fuerit plenius fuerit satisfactum. Si vero aliquis de usuariis predictis costumam suam predictam, predicta die dominica post festum omnium sanctorum, forte non solverit usque ad aliam dominicam propius subsequentem, absque emenda aliqua expectabitur et erit immunis, in qua si defecerit, et causam non allegaverit et probaverit, ex tunc ut antea ad emendam tenebitur prout superius est expressum. Et sciendum est quod quinque domus nostre Charitatis de Ravello, de Bulcy, de Oschiis, de Charneia, et de Rocaforti (1), usagium in dicto usagio sicuti alii usuarii habebunt

(1) Ces localités sont situées à une distance encore assez grande de la Bertrange; il est probable que ce droit d'usage remonte à une époque où il n'y avait pas de bois plus rapproché. Bulcy et Roche-

in futurum, et promittimus bona fide, tam pro nobis quam pro successoribus nostris quod nos grangias nostras superius expressas et habitantes in eis uti faciemus usagio predicto, prout alii usuarii utentur, prout superius est expressum, nec predicti usuarii nec ipsi decanus et capitulum vel eorum successores in predicto usagio, sive in alia medietate et foresta, que nobis et successoribus nostris quiete remanent, aliquam justitiam poterunt reclamare, nec se opponere in futurum quominus nos in premissis omni justitia possimus uti, nisi forte dicta justitia a nobis per aliquem evinciatur; promittentes bona fide quod contra premissa, vel aliquid premissorum, per nos vel per alium non veniemus in futurum; imo premissa omnia et singula integraliter observabimus, et observari ab hominibus nostris faciemus firmum et ratum, renunciantes juri dicenti factum alterius promitti non posse. In cujus rei testimonium presentes litteras sigillo nostro munivimus et roboravimus. Datum

fort sont commune de Mesves; Ouche, commune de La Marche, et La Charnaye, commune de Tronsanges.

Notes de l'*Histoire du Prieuré.* Folio 87 : Adam de La Marche, à la suite du bref d'Eugène III (voyez ci-dessus charte XVI, p. 45, les poursuites contre ce chevalier), en 1153 donne à La Charité la moitié d'un moulin et des terres dans la Bertrange; Bernard de Chazel donne l'autre moitié aux religieux du prieuré de Saint-Vincent, situé dans ledit bois. A présent (1675) ce n'est qu'une petite chapelle de huit livres de revenu, laquelle est unie à l'office de doyen du prieuré de La Charité. — Folio 134 : En 1253 les religieux acheptèrent d'Estienne de Blancafort et d'Agnès, son épouse, la tierce partye de la forest de Bertrange, pour le prix de trente livres, monnoye de Nevers, pour une foys payée, et encore à la charge de payer par chascun an auxdits vendeurs la rente de quatre livres tournois sur leur taille de Raveau, au jour de Saint-Remy. Les religieux avoient la totalité de cette forest, qu'ils possèdent encore à présent. — Folio 149 : En 1294 Philippe-le-Bel donne au prieur Symon des lettres d'amortissement pour toutes les possessions du prieuré, mesme de six mille arpents du bois appelé le forest de la Bertrange, acheptée d'Estienne de Blancafort et d'Agnès, sa femme.

anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo sexto, mense julio.

CXVIII.

CONCORDATUM INTER CONVENTUM DE CHARITATE ET PRIOREM DE COLONGIIS PRO QUINQUE LIBRIS ANNUI REDDITUS DICTO CONVENTUI SOLVENDIS.

1266, Août 16.

Les religieux de La Charité renoncent, en faveur du prieur de Coulonge, aux revenus de toute nature qu'ils avaient à Codde et dans les environs, moyennant une redevance annuelle de quatre livres que le prieur devra verser, à la Saint-Denis, à La Charité, avec les vingt sols qu'il payait déjà auparavant. Ces deux sommes seront affectées à la pitance des religieux et seront perçues à partir de 1269.

Universis presentes literas inspecturis, frater Milo, humilis prior de Charitate, salutem in Domino. Noveritis quod, de permissione et licentia nostra, actum fuit et compositum inter charissimum conventum nostrum de Charitate, ex una parte, et priorem nostrum de Colongiis (1), ex altera. Videlicet quod dictus conventus tradidit et concessit imperpetuum, dicto priori de Colongiis et prioratui predicto, omnes res et omnia jura que et quas habebat predictus conventus in villa et parrochia de Coudes (2), et in aliis parrochiis circumadjacentibus, tam in hominibus, terris, censibus, gallinis, bordelagiis, costumis, talliis et rebus aliis quibuscumque et quocunque nomine censeantur, pro quatuor libris monete

(1) Voyez ci-dessus (chartes LVI et LVII, p. 136) les donations faites en 1148 et 1151 au prieuré de Coulonge.

(2) Codde, hameau, commune de Cercy-la-Tour.

currentis in patria, reddendis imperpetuum dicto conventui a dicto priore de Colongiis, qui pro tempore fuerit, quolibet anno, in festo sancti Dyonisii (1), apud Charitatem, vehiculo et expensis dicti prioris, cum aliis viginti solidis monete currentis a priore de Colongiis ipsi conventui, ab antiquo et ante compositionem predictam debitis; que quatuor libre cum dictis viginti solidis in pitantiam conventus convertentur. Si vero idem prior de Colongiis deficeret in solutione premisse pecunie, nos et successores nostri ad petitionem dicti conventus, priorem dicti loci ad premissa solvenda compelleremus. Et est sciendum quod predictus prior incipiet solvere dictam pecuniam, in festo beati Dyonisii, quod erit anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo nono et non ante. In cujus rei testimonium, presentibus literis sigillum nostrum duximus apponendum. Datum die martis, post assumptionem beate Marie, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo sexto.

CXIX.

CARTA DE QUINQUE ARPENTIS PRATORUM SUBTUS CHARNAIAM.

1269 Juin 11.

Jean de Prye, seigneur de Buzançais, promet une rente de huit livres, assise sur cinq arpents de pré situés à La Charnaye, qu'il donne en toute propriété, moins la justice, aux religieux de La Charité, s'engageant lui et ses héritiers à les garantir contre tous et principalement contre la dame de Corbelain, et se soumettant au juge-

(1) Saint Denis, le 9 octobre.

ment du bailli de Bourges en cas de contestation. En retour, les religieux lui versent une somme de cent livres tournois.

Universis presentes literas inspecturis, Joannes de Pria, dominus Busenciaci (1), miles, salutem in Domino. Noveritis quod ego, ob remedium anime mee, de voluntate Isabellis uxoris mee, dedi et concessi in perpetuam eleemosynam, ecclesie et conventui de Charitate, octo libratas terre (2), ad monetam Nivernensem, annui redditus, pro quibus octo libratis terre assedi et assignavi eidem ecclesie et conventui quinque arpenta pratorum que habebam subtus Charneyam (3), scilicet juxta alia prata mea et juxta pratum

(1) Buzançais, aujourd'hui canton de l'arrondissement de Châteauroux (Indre). L'illustre famille de Prye, qui posséda pendant longtemps la seigneurie de Buzançais, était vraisemblablement originaire de Prye, commune de La Fermeté, arrondissement de Nevers. Les seigneurs de ce nom paraissent au moyen-âge dans tout le centre de la France et y jouent un rôle important. Jean V fut grand panetier de France et capitaine de la grosse tour de Bourges jusqu'en 1427. Antoine, son fils, était grand queux de France en 1431. Leur généalogie est donnée par le Père Anselme (*Grands Officiers de la couronne,* VIII, p. 109), où Jean de Prye, auteur de notre charte, est mentionné, d'après plusieurs chartes de 1250 à 1271, avec Isabelle, sa femme. « Les seigneurs de Prye avaient anciennement leur sépulture dans notre église, autour du chœur, devant la chapelle de Saint-Jean. » (*Hist. du Prieuré*, folio 144.) Leurs armes, en 1257, sont : *De gueules à trois tierces feuilles d'or.*

(2) On disait une livrée, une denrée de terre, pour indiquer l'étendue nécessaire au produit d'une livre ou d'un denier de revenu annuel. Dans le testament de Hervé de Donzy (septembre 1218) on lit : *Conferimus decem libratas redditus pro anniversariis nostris annuatim imperpetuum faciendis.* (Martène, *Thesaurus anecdotorum*, I, p. 867.)

(3) Une localité de ce nom a déjà paru dans les chartes LXXVII et LXXVIII. Ici, en raison de la dame d'Herry qui donne son consentement, comme suzeraine, dans la charte suivante, il y a lieu de croire qu'il s'agit de La Charnaye, canton de Sancergues. L'*Histoire du Prieuré* (folio 144) porte La Charnaye dans la prairie d'Argenvières.

domus de Bor (1) et juxta pratum leprosorum de Charitate sita. Ita tamen quod predictis octo libratis terre quicquam ulterius preter predicta quinque arpenta pratorum a me vel ab heredibus meis, conventus dicte ecclesie petere sive exigere non valeat in futurum. Que quinque arpenta pratorum quitavi et quitto conventui et ecclesie Charitatensi predictis et totum jus quod mihi competebat seu competere poterat aut debebat in eis, quocunque modo seu racione quacunque possidenda in perpetuum et tenenda jure hereditario libere, pacifice et quiete; mihi tamen et heredibus meis in predictis quinque arpentis pratorum omni justitia semper salva; promittens per fidem corporaliter prestitam quod contra donationem et assignationem predictas, seu contra aliquod premissorum, venire de cetero per me, sive per alium, nullatenus attentabo. Immo quinque arpenta predicta pratorum teneor garentire imperpetuum predictis ecclesie et conventui de Charitate erga omnes, et specialiter erga nobilem dominam Agnetem de Corbelain (2), uxorem Hugonis de Escola, militis, que in quinque arpentis pratorum predictis dicitur habere dotem, et damna omnia resartire, si quod absit, pro defectu garantie aliqua sustinerent; et pro his tenendis et servandis dare teneor literas curie Nivernensis, et ad hec

(1) L'*Histoire du Prieuré* (folio 147) porte la cote suivante sur les mêmes personnages et les mêmes localités : « En 1280, différend entre les religieux et Robert de Prye, seigneur de La Charnaye, au sujet du bois et des terres communes de Bor (près Saint-Léger (Cher), V, p. 5); le tiers du bois reste aux religieux, la haute justice au seigneur de La Charnaye, puis on fait un échange réciproque de maisons à La Charnaye et à Argenvières.

Une autre donation de la dame de Gondrecourt, veuve de ce Robert de Prye, et relative aux prés de La Charnaye, est transcrite ci-dessous, charte CXXXIX.

(2) On trouve Corbelin, hameau, commune de La Chapelle-Saint-André, canton de Varzy, et Escolives (Yonne), canton de Coulange-la-Vineuse. Le *Cartulaire de l'Yonne* ne donne aucune mention de ces noms, pour les hommes ou pour les localités.

tenenda firmiter et servenda me et heredes meos, per fidem meam obligo et astringo. Volo etiam insuper quod ballivus Bituricensis, qui pro tempore fuerit, ad hec omnia supradicta facienda et complenda me et heredes meos compellat, per captionem rerum mearum, si me vel heredes meos contigerit in aliquo defecisse. Conventus vero predictus de Charitate in recompensationem predictarum octo libratarum terre mihi dedit centum libras Turonenses, de quibus grantum meum habui in pecunia numerata (1). In cujus rei memoriam et testimonium, presentes literas sigilli mei munimine roboravi. Datum die martis, in festo beati Barnabe apostoli (2), anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo nono (3).

(1) La monnaie tournois paraît assez rarement dans nos chartes ; Jean de Prye l'aura spécifiée, parce qu'il fréquentait principalement le Berry et la Touraine. Quant au mot *grantum*, il signifie simplement gré, satisfaction. Sous forme de donation, cette charte est en réalité le placement d'une somme de cent livres, donnée pour un anniversaire quelconque et en quelque sorte remployée à l'achat de ces prés de La Charnaye. Cependant les prix ne concordent pas. Il est difficile d'admettre que cinq arpents de pré aient valu cent livres et rapporté huit livres de revenu.

(2) La fête de saint Barnabé, apôtre, tombe le 11 juin.

(3) Cotes de l'*Histoire du Prieuré* pour des localités voisines : En 1281, dans un différend, il fut décidé que le prieur de Patinges aurait le droit de banvin et les babitants dudit lieu le droit d'usage dans le bois du Vernay. (Folio 147.)

L'an 1282, le prieur acheta de Raynaud, écuyer, seigneur de Chasnay, Robert et Jean, ses frères, la terre de Cramain, avec ses dépendances. En 1456, il était dû au prieur deux cens de fer long, au dimanche après la Saint-Martin d'hiver, sur la forge de Cramain, d'après une reconnaissance de Guillemette, veuve de Pierre Esperon. (Folio 148.)

L'an 1372, la ville et le prieuré avaient encouru le crime de lèse-majesté et félonie. Le prieur Bernard en obtint l'abolition pour La Charité, Bonny, Sainte-Montane, Aubigny-sur-Loyre, Beffes, La Celle, Dompierre, Saint-Bonnot, Saint-Léger-le-Petit, Argenvières, La Chapelle-Montlinard, Parzy, La Cordille-sous-Herry, Pouilly, Tracy, Maltaverne, Varennes, Narcy, Garchy, Sully, Vesvre, Bulcy, Raveau,

CXX.

ALIA CARTA DE EISDEM QUINQUE ARPENTIS PRATORUM.

1269 Juin 11.

Consentement de Aremburge, dame de Herry, suzeraine de La Charnaye, à l'acte de donation des cinq arpents de pré par Jean de Prye.

Ego Aremburgis, Domina de Airriaco (1), notum facio universis presentes literas inspecturis, quod ego literas sigillatas sigillo dilecti et fidelis mei Joannis de Pria, domini de Busencay, militis, non cancellatas, non viciatas, nec in aliqua parte sui abolitas, vidi et seriatim inspexi in hec verba :

Ego Joannes de Pria, dominus de Busencay, miles, notum facio presentibus et futuris quod ego ob remedium anime mee, de voluntate Isabellis, uxoris mee, dedi et concessi in perpetuam eleemosynam ecclesie et conventui de Charitate octo libratas terre (2)...

Ego vero Aremburgis predicta, de cujus feodo dicta quinque arpenta pratorum movere noscuntur, predictam assignationem et assessionem volui, approbavi, laudavi pariter et concessi, bona fide promittens quod contra premissa vel

Munot, Lory, Murlin et Chasnay, soit toutes les terres et justices du prieuré. (Folio 176.)

(1) On verra ci-dessous (charte CXXIII) que Aremburge était morte en 1274. Quant à *Airriacus,* il s'agit vraisemblablement de Herry, commune du canton de Sancergues; il est écrit *Herriacus* en 1274. M. Boyer (*Origines de Sancerre,* p. 305) cite un passage du testament de l'abbé de Flavigny, Widrad, daté de 721, où il est question de ces deux localités : *In pago Neverninse Senseriacum et Arriacum.* (*Diplomata, cartæ,* t. II, p. 324.)

(2) Le reste est conforme à la charte précédente.

aliquod premissorum, per me vel per alium, non veniam ullo modo, et ad hec me et heredes meos obligo et astringo. In cujus rei testimonium presentibus literis sigillum meum apponere dignum duxi. Datum die martis in festo beati Barnabe apostoli, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo nono.

CXXI.

CARTA DE VIGINTI SOLIDIS ANNUATIM SOLVENDIS PITENTIARIO DE CHARITATE SUPER TERRAM DE SANCTA MONTANA.

1272 Mars 27.

Le prieur de La Charité fixe à vingt sols parisis la redevance annuelle à faire au pitancier de La Charité par le prieuré de Sainte-Montaine, à raison des biens donnés par Gautier de Luppy et affecte ces vingt sols à un repas le jour de l'anniversaire du donateur.

Universis presentes literas inspecturis, frater Milo, prior humilis de Charitate, salutem in Domino. Noverint universi quod nos, considerantes bona que domnus Galterius de Luppi domibus, monachus de Sancto Dyonisio, fecit domui nostre de Sancta Montana quam per longum tempus noscitur tenuisse, statuimus, voluimus et precipimus quatenus ille qui tenet dictam domum nostram de Sancta Montana (1) et successores ipsius in perpetuum reddant pitentiario de Charitate, qui pro tempore fuerit, viginti solidos parisienses

(1) Prieuré dépendant de La Charité, aujourd'hui Sainte-Montaine, commune du canton d'Aubigny (Cher). Voyez (charte CXIII) un échange entre Henri de Sully et ce prieuré en 1255.

annuatim in festo beatorum Remigii et Germani (1); de quibus viginti solidis dictus pitenciarius tenebitur facere pitantiam conventui nostro de Charitate, quolibet anno, die qua una missa de Spiritu Sancto pro dicto Galterio, ipso vivente, celebrabitur in conventu. Post mortem vero ipsius Galterii tenebitur idem pitenciarius facere similiter pitanciam dicto conventui, singulis annis, de predictis viginti solidis die anniversarii supradicti Galterii. In cujus rei testimonium literas presentes nostro sigillo duximus roborandas. Datum die veneris post dominicam qua cantatur, Oculi mei (2), anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo primo.

CXXII.

DECEM SOLIDI SUPER CENSUS DE LEPORIBUS PRO ANNIVERSARIO REGNAUDI DE BELNEIS.

1273 Novembre.

Le prieur Milon autorise le pitancier de La Charité à prélever, sur le revenu d'un cens, les dix sols de rente que Regnaud de Baune avait constitués pour le service d'un anniversaire dans l'église de La Charité.

Universis presentes literas inspecturis frater Milo, humilis prior de Charitate, salutem in Domino. Noveritis quod nos

(1) Les saints du diocèse d'Auxerre étaient spécialement vénérés dans les pays environnants. Saint Germain est l'illustre évêque d'Auxerre (le sixième, de 418 à 448). Il est nommé dans les calendriers au 1er octobre, avant saint Rémi, qui a commencé un peu plus tard à avoir une fête en ce jour. (Lebeuf, *Hist. d'Auxerre*, I, p. 106.) Saint Rémi était un moine de Saint-Germain d'Auxerre, mort vers 908 ; il professa la théologie à Reims et à Paris, où il fonda la première école publique. Sa vie et ses ouvrages sont décrits par dom Rivet (*Histoire littéraire*, t. VI, p. 99 à 122.)

(2) Ce dimanche est le troisième du Carême et quatre semaines avant Pâques, qui tombait en 1272 le 24 avril.

volumus et concedimus quod pitanciarius conventus nostri de Charitate, vice et nomine dicti conventus, percipiat et habeat annuatim, super census nostros de Leporibus qui partiuntur cum dicto conventu, decem solidos monete currentis, in quibus decem solidis Regnaudus de Belneis (1), domicellus, pro anniversario antecessorum suorum in nostra Charitatis ecclesia faciendo eisdem antea tenebatur, de quibus decem solidis et rebus aliis ad quedam predicta cum dicto Regnaudo permutationem duximus faciendam, sigillum nostrum presentibus apponentes in testimonium hujus rei. Datum anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo tertio, mense novembri.

CXXIII.

CENTUM SOLIDI REDDITUALES PRO ANNIVERSARIO DOMINE DE HERRIACO.

1274 Juin 11.

L'official de Bourges transcrit une clause du testament de la dame de Herry, par laquelle elle donne au pitancier de La Charité, pour le service de son anniversaire, un revenu de cent sols à prendre sur les tailles de Herry.

Universis presentes literas inspecturis. Officialis curie Bituricensis, sede vacante, salutem in domino. Noveritis nos

(1) Aujourd'hui Baune est un château situé sur la commune de Cuffy (Cher). C'était autrefois une paroisse faisant partie de l'archiprêtré des Vaux de Nevers, indiquée dans notre *Registre-terrier de 1287*, p. 74, sous le nom de *Belna* et sans assimilation moderne. Près de cet endroit se trouve Lobray ou Laubrais, dans lequel on pourrait peut-être voir la corruption du nom *de Leporibus*, que nous avons cherché en vain jusqu'ici.

anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo quarto, die veneris post festum sancti Barnabe apostoli, vidisse et diligenter inspexisse in testamento seu ultima voluntate defuncte Aremburgis, quondam domine de Herriaco (1), sigillo curie Bituricensis sigillato, quamdam clausulam in dicto testamento contentam, cujus tenor sequitur sub hac forma : Item, lego ecclesie beate Marie de Charitate super Ligerim, centum solidos currentis monete reddituales et percipiendos annuatim in tallia mea de Herriaco, ad pitanciam conventus, pro anniversario meo faciendo. Ita quod si alias alibi dictos centum solidos assignavi, illam assignationem revoco, et volo quod ista ultima assignatio teneatur.

In cujus visionis nostre testimonium presenti transcripto sigillum curie Bituricensis duximus apponendum, anno et die predictis. Data visionis nostre anno et die superius nominatis et super plicam ; facta est collatio. Signatum Perellus.

CXXIV.

CARTA MILONIS, PRIORIS, DE DECEM LIBRIS SUPER CENSUM DE CARQUOTO, DE UNO DOLIO VINI ET DE FURNO DE VEVRA, PRO SUO ANNIVERSARIO FACIENDO.

1275 Janvier 6.

A l'intention de son anniversaire, le prieur Milon fait donation entre-vifs et irrévocable, pour la pitance des religieux : 1° d'un revenu de dix livres à prendre sur le cens de Carcot, acquis de Bernard de La Vieille-Porte ; 2° d'un tonneau de vin contenant deux muids et provenant du clos acheté à Alard, livrable chaque année, le

(1) Pour la dame de Herry, voyez ci-dessus, en 1269, charte CXX.

jour de son anniversaire; 3° du four nouvellement construit à Vêvres.

Universis presentes literas inspecturis, frater Milo (1), prior humilis de Charitate, salutem in Domino. Noveritis quod nos damus et concedimus, pure et imperpetuum donatione irrevocabili facta solemniter inter vivos, animo obligandi nos et successores nostros, per donationem hujusmodi et per continentiam presentium literarum, venerabili ac religioso conventui nostro de Charitate et eorum successoribus, pro anniversario nostro in nostra Charitatensi ecclesia solemniter et perpetuo celebrando, ad pitantiam ipsi conventui, die obitus et anniversarii nostri plenarie faciendam, decem libras annui redditus, et unum dolium vino plenum duos modios continens, ad mensuram Charitatis, percipiendas et habendas annis singulis in festo beatorum Germani et Remigii (2), super censu nostro de Carquoto (3) quem emimus et acquisivimus a Stephano dicto Chabut et Bernardo de Porta veteri, militibus; qui census appellatur census domini Roberti de Bosco (4), et levatur et percipitur, annis singulis, in festo Pentecostes, nativitatis sancti Joannis Baptiste et in festo beatorum Germani et Remigii; et dictum dolium vini percipiendum et habendum a dicto conventu in cellario nostro, de vino clausi quem emimus a defuncto Alardo, clerico, ad usum ipsius conventus, die obitus et anniversarii nostri. Damus etiam et concedimus dicto con-

(1) Milon, vingt-sixième prieur, de 1262 à 1275.

(2) Le 1er octobre. (Voyez ci-dessus, p. 257, note.)

(3) Carquot ou Carcot, aujourd'hui ferme située à deux kilomètres de La Charité, entre les routes de Donzy et de Raveau.

(4) Au douzième siècle, on trouve dans nos chartes Rodolphe et Robert du Bois, qui doivent être les ancêtres de celui-ci. Beaucoup de chevaliers ont porté ce nom de La Porte; il serait difficile de les reconnaître entre eux. Bernard de La Porte est fondateur du prieuré de Valigny-le-Monial, au diocèse de Bourges *(Histoire du Prieuré*, folio 49.)

ventui, pure et in perpetuum, furnum nostrum de Vevra (1) quem acquisivimus et construximus, devestientes nos ex nunc de predictis rebus donatis, et investientes dictum conventum, per traditionem presentium literarum, animo in ipsum conventum possessionem, proprietatem et verum dominium rerum donatarum totaliter transferendi, promittentes bona fide quod contra donationem ipsam, seu contra aliquod de premissis per nos sive per alium de cetero nullatenus veniemus. In cujus rei testimonium dicto conventui dedimus et concessimus presentes literas sigilli nostri munimine roboratas. Datum anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo quarto, die mercurii post Epiphaniam Domini.

CXXV.

LITERE PROCURATORII CONVENTUS DE CARITATE AD IVONEM, CLUNIACENSEM ABBATEM, PRO CONFIRMANDO SUO PRIORE DE CHARITATE.

1275 Mars 25.

Les religieux de La Charité envoient à l'abbé de Cluny les prieurs de Cosne et de Montigny, l'infirmier et le sous-cellerier, pour recevoir la nomination de leur prieur.

Reverendo in Christo patri ac domino, charissimo Ivoni (2), Dei gratia abbati Cluniacensi, frater Joannes,

(1) Vêvres est aujourd'hui un hameau de la commune de Garchy, à douze kilomètres au nord de La Charité. D'autres endroits plus éloignés portent le même nom, entre autres Vêvre, près Sancerre, dont il est question dans la charte LXXXI, à propos d'une donation des Sully.

(2) Yves de Vergy, prieur de Saint-Marcel à Chalon, abbé de Cluny en 1257, mort le 26 août 1275. (Chevalier, *Répertoire du moyen-âge.*)

humilis supprior de Charitate, ejusdemque loci conventus, salutem et obedientiam debitam, cum omni reverentia et honore. Venerabiles et charissimos fratres nostros, de Conada et de Montigniaco (1) priores, infirmarium et sub cellerarium de Charitate, paternitati vestre duximus transmittendos, pro provisione Charitatis ecclesie de priore (2), secundum consuetudinem dicte ecclesie hactenus observatam. Ratum et gratum habituri quidquid per ipsos super hoc factum fuerit, seu etiam procuratum. In cujus rei testimonium presentibus literis sigillum nostrum duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo quarto, die lune in festo Annunciationis (3) Dominice (4).

(1) Le prieuré de Saint-Aignan de Cosne. Montigny est indiqué comme prieuré dédié à saint Pierre, dans le diocèse de Soissons, et porte le surnom de Montigny-le-Chatelet. Aujourd'hui, dans le département de l'Aisne, il y a plusieurs endroits du même nom, avec la qualification de Montigny-Carotte, Lacour, l'Allier, le Franc, Lengrain, les Condé, etc.

(2) Le prieur Milon venait de mourir à La Charité ; cette lettre et la suivante avaient pour but de préparer le choix de son successeur.

(3) La fête de l'Annonciation tombe le 25 mars ; Pâques étant cette année-là le 14 avril, la charte doit être datée de 1275.

(4) « Les originaux, tant de l'eslection que de la lettre et acceptation de l'abbé. sont au trésor du sieur prieur de La Charité, d'où j'ay extrait les copies qui sont dans mon cartulaire. » (Note de l'*Histoire du Prieuré,* folio 146.)

CXXVI.

LITERE TESTIMONIALES PRO INSTITUTIONE DOMNI SIMONIS DE ARMENTARIIS IN PRIOREM BEATE MARIE DE CHARITATE.

1275 Avril 3.

Les prieurs réunis, après la mort du prieur Milon et le retour des émissaires des religieux de La Charité, certifient que sur la présentation régulière de trois noms, l'abbé de Cluny a nommé prieur de La Charité Simon d'Armentières, prieur de Coincy et chambrier de Cluny.

Universis presentes literas inspecturis, frater P. de Longavilla, Rotomagensis diœcesis, frater G. de Boniaco, Autissiodorensis diœcesis, frater Hugo de Curtiniaco, frater Jacobus beate Marie de Portu sancti Leonis, Senonensis, frater Symon de Joigniaco, Senonensis diœcesis, et frater Petrus de Brena (1), Suessionensis diœcesis, priores humiles ordinis Cluniacensis, salutem in domino sempiternam. Quoniam per ea que in literis inseruntur successores a predecessoribus melius instruuntur, cum per hominum labilem memoriam multorum jura sepe contingat deperire, ne futuris temporibus super provisione facienda de priore in Charitatis ecclesia cum ipsam vacare contigerit, oriatur materia questionis, presentibus et futuris volumus non latere quod anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo quinto, secundum

(1) Voici l'assimilation des localités où ces prieurés étaient établis : Longueville, canton de l'arrondissement de Dieppe (Seine-Inférieure), Bonny, arrondissement de Gien (Loiret); Courtenay, canton de l'arrondissement de Montargis (Loiret); Port-Saint-Léon (?) diocèse de Sens; Joigny (Yonne); Braisne-sur-Vesle, canton de l'arrondissement de Soissons (Aisne). Le *Cartulaire* ne contient aucune charte sur ces prieurés, excepté celui de Longueville. (Charte V, p. 15.)

stilum Romane curie et quarto secundum quod sibi consuetum est in partibus gallicanis, die mercurii, ante ramos palmarum (1), mense aprili, vacante dicta Charitatis ecclesia per mortem felicis recordationis reverendi patris Milonis, quondam prioris dicti loci, constituti in presentia reverendi patris ac domini Ivonis, Dei gratia abbatis Cluniacensis, de Conada et de Montigniaco priores, ac infirmarius et subcellerarius de Charitate, procuratores et nuncii speciales, cum literis procuratoriis venerabilium et religiosorum virorum supprioris et conventus de Charitate, ad nominandum et postulandum priorem, secundum consuetudinem dicte ecclesie Charitatis, ad dictum dominum abbatem specialiter destinati, nobis presentibus videntibus et vocatis a dicto domino abbate ad ea que sequuntur audienda. Nominaverunt dicto domino abbati dicti procuratores, vice et nomine dictorum supprioris et conventus, et pro ipsis, tres personas, videlicet Symonem priorem de Conciaco (2), nos de Longavilla et de Boniaco priores, humiliter supplicantes, ut alterum istorum

(1) En 1275 Pâques étant le 14 avril, le mercredi avant les Rameaux se trouve être douze jours auparavant, c'est-à-dire le 3 avril, et la charte précédente est du lundi 25 mars. Dans les huit jours d'intervalle de ces deux dates les émissaires sont allés à Cluny, ont présenté les noms à l'abbé et sont revenus annoncer le nom du prieur à La Charité, où il est solennellement reconnu.

(2) Le prieuré de Coincy, diocèse de Soissons, aujourd'hui Coincy, canton de Fère en Tardenois, arrondissement de Château-Thierry (Aisne). Simon était d'Armentières, village de la commune d'Oulchy, canton de Neuilly-Saint-Front, près Coincy. Nous ne savons si ce prieuré dépendait de La Charité; il manque à la liste des prieurés donnés par les manuscrits de M. Girerd et de la Société nivernaise, ainsi que par le livre de M. de Charant. La Charité possédait à quelque distance, dans ce même canton de Neuilly-Saint-Front, le prieuré de Saint-Quentin.

Simon fut prieur de La Charité de 1275 à 1294, puis cardinal-prêtre du titre de Sainte-Balbine, et mourut à Rome en 1296. Il est connu comme littérateur sous le nom de Simon le Moine. (Dom Rivet, *Hist. littéraire de la France*, 1847, t. XXI, p. 833.)

trium quem crediderit esse dicte ecclesie Charitatis idoneum et utilem, preficeret in priorem, et de ipso dicte ecclesie provideret, secundum consuetudinem retroactis temporibus observatam et obtentam. Sicut ait sapiens : « Omnia fac cum consilio et non penitebis » dictus dominus abbas habito consilio cum peritis, ut ipsemet retulit viva voce dictorum procuratorum nominationi et votis annuens, domnum priorem de Conciaco, tunc etiam camerarium Cluniacensem, in priorem Charitatis concessit eisdem, secundum formam nominationis eorumdem in quem dicti procuratores, tanquam in nominatum ab eis authoritate commissa a dictis suppriore et conventu ac eorum vice et nomine consenserunt, et eum in priorem receperunt. Que autem vidimus, audivimus et revera esse scimus, scriptis redigi fecimus, ut futuris memorie habeatur. In cujus rei testimonium sigilla nostra una cum sigillis dictorum procuratorum presentibus literis duximus apponenda. Datum anno, die et mense predictis.

CXXVII.

SIMON DE ARMENTERIIS, PRIOR, CONCESSIT CONVENTUI DECEM LIBRAS SUPER MOLENDINO DE VALLIBUS APUD NARCIACUM PRO SUO ANNIVERSARIO.

1285 Avril 25. — La Charité.

Le prieur Simon d'Armentières fait don aux religieux d'une rente de dix livres tournois, à toucher la veille de Noël, et, après sa mort, le jour de son anniversaire; ladite rente établie sur les moulins des vaux de Narcy, qu'il avait achetés de la dame de Merry.

Universis presentes literas inspecturis, frater Symon de Hermenteriis, prior humilis de Charitate, salutem in Domino

sempiternam. Noveritis quod nos, attendentes devotionem quam conventus ecclesie nostre Charitatensis habet et habuit ad Deum et ministros ejus in eadem ecclesia ministrantes, et eius excellentia merita apud ipsum regnantem in cœlis, damus eis pure et perpetuo et solemni donatione concedimus, pro salute anime nostre et pro anniversario nostro faciendo in dicta ecclesia, annis singulis, certa die, decem libras Turonenses annui redditus, solvendas ipsi conventui vel procuratori eorum, in vigilia natalis Domini, annuatim quamdiu vixerimus et, post mortem nostram, tali die quali nos obire contigerit anno quolibet revoluto; quas assidemus eis et assignamus super molendinis de Vallibus, sitis apud Narciacum, que titulo emptionis acquisivimus et habuimus a nobili domina Yolandi de Merriaco (1), de cujus dominicatura et hereditate propria dicta molendina movebant, et a dicta ecclesia ea tenebat ad censum. Et de quibus decem libris turonensibus dictum conventum in possessionem misimus, per ipsius petitionem, numerationem et presentis litere traditionem, obligantes nos et successores nostros, quantum possibile est, quod si dicte decem libre Turonenses in dicta vigilia natalis Domini vel ad tardius infra octavas dicti natalis, et post mortem nostram ipsa die obitus, vel infra octo dies, adveniente die obitus nostri quolibet anno solute non fuerint dicto conventui vel eorum mandato, quod ipsi gagiare possint in dictis molendinis pro defectu solutionis

(1) Il sera encore question dans la charte suivante de Yolande, veuve de Gaucher de Merry. Nous ne voyons pas de localité portant ce nom. En 1148 (ci-dessus, charte LVI) comparaît comme témoin *Guillelmus de Marriaco;* l'*Inventaire de Marolles* mentionne au quatorzième siècle plusieurs seigneurs de Merry. Il nous semble douteux qu'il y ait une relation entre eux et Yolande. Leur nom est peut-être tiré de Moiry ou Merry, hameau de la commune de Saint-Parize-le-Châtel. Par une anomalie difficile à expliquer, l'acte de vente invoqué ici n'était pas encore passé, puisqu'il est exposé dans la charte suivante, datée du 28 avril, c'est-à-dire trois jours après celle-ci.

predicte. Obligantes insuper nos et quantum possumus successores nostros, qui pro tempore erunt, omnes expensas, omnia damna, et deperdita que occasione defectus solutionis dictus conventus fecerit vel incurrerit, in integrum resartire. In cujus rei memoriam et testimonium presentes literas sigillo proprio et quo communiter utebamur, voluimus et fecimus consignari. Datum apud Charitatem, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo quinto, die mercurii (1) in festo beati Marci evangeliste.

CXXVIII.

ACQUISITIO MOLENDINORUM DE VALLIBUS APUD NARCIACUM.

1285 Avril 28.

Yolande de Merry vend au prieur de La Charité son moulin des vaux de Narcy avec deux prés y attenant, pour 240 livres tournois, s'engageant à les donner libres de dettes et de fiefs envers tous et principalement le comte de Nevers, à supporter les contestations dans l'avenir et à les soumettre à la juridiction de la prévôté de Bourges.

Universis presentes literas inspecturis, Laurentius Pelorde, custos sigilli regis prepositure Bituricensis, salutem in Domino. Noveritis quod presens coram Joanne de Augiaco (2), presbytero jurato sigilli dicte prepositure, vice et authoritate

(1) La fête de saint Marc, évangéliste, tombe le 25 avril, qui se trouve être en cette année un mercredi; Pâques étant en 1285 le 25 mars, l'année de cette charte est exacte.

(2) Augy-sur-l'Aubois, canton de Sancoins.

nostra, nobilis Iolandis domina de Merriaco, relicta Gualcheri de Merriaco, militis, vendidit et se vendidisse publice recognovit religiosis viris, priori et conventui de Caritate, quoddam molendinum ad duas rotas, unam ad granum et aliam ad pannos (1), quod se habere dicebat juxta Narciacum, super riperiam de Mazo, quod vulgariter vocatur molendinum de Vallibus (2), cum duabus petiis pratorum quorum una sita est ante dictum molendinum, et alia retro dictum molendinum contiguis et adjacentibus pratis dictorum religiosorum, pro duodecies viginti libris Turonensibus suis quittis sibique jam solutis a dictis religiosis, ut dicebat, in pecunia numerata, et de quibus dictos religiosos quitavit penitus et precise, se desaisiens dicta domina de dictis rebus venditis, dictos religiosos saisivit per traditionem presentium de eisdem animo in ipsos possessionem et dominium totaliter transferendi. Quod molendinum, cum dictis duobus pratis, promisit dicta domina, per fidem datam in manu dicti jurati ac per stipulationem solemnem et ex pacto, garantire ac defendere dictis religiosis libere absque omni onere debiti legati et cujuscunque alterius obligationis, et absque omni feodo, retrofeodo erga quoslibet contendentes, et specialiter erga comitem Nivernensem, excepto censu quem de rebus predictis venditis dictis religiosis debebat; promisit etiam dicta domina per eamdem fidem ac per stipulationem solemnem et ex pacto, omnem calumniam et impedimentum a quoque fuerit apposita et apponenda in premissis, in futurum removeretur propriis suis sumptibus et expensis et in se suscipiet onus litis et reddere eisdem religiosis omnia damna, de predicta missione et expensis, que et quas pro defectibus et occasionibus garentie incurrere plenariam restaurationem, se et heredes suos et omnia bona mobilia et immobilia,

(1) Un moulin ayant une roue pour le blé et une autre pour fouler les draps ; ils sont mentionnés assez fréquemment dans nos chartes.

(2) Toute cette contrée s'appelait les vaux de Narcy. Quant à la rivière du Mazou, voyez ci-dessus, p. 5, note.

presentia cum futuris, quoad premissorum observantiam obligando et jurisdictioni preposituire Bituricensis totaliter supponendo, renuncians in hoc facto exceptionibus fori, doli, fraudis, deceptionis ultra medietatem justi pretii, exceptioni pecunie non habite, non recepte, omni auxilio totius juris, canonici et civilis, et privilegio crucis sumpte et sumende et omni privilegio, usui statuto, et consuetudini patrie sive loci, omni privilegio scripto et non scripto et omnibus aliis exceptionibus, actionibus, allegationibus, cavillationibus et cautelis juris et facti que contra presentes literas possent proponi objici seu dici, et omni privilegio in favorem mulierum introducto, prout dictus juratus premissa nobis retulit viva voce. In cujus rei testimonium ad relationem dicti jurati, cui fidem super hec adhibemus pleniorem, sigillum dicte preposituire presentibus literis duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo quinto, die sabbati ante festum beatorum apostolorum Philippi et Jacobi (1), sic signatum. Ego Joannes feci.

CXXIX.

DE QUADAM DOMO SITA APUD CHARITATEM.

1292 Juillet 19.

Le prieur Symon fait donation irrévocable aux religieux d'une maison sise à La Charité, rue des Chapelains, avec garantie contre qui que ce soit, en se réservant seulement la justice qu'il avait sur toute la ville.

Universis presentes literas inspecturis, frater Symon, humilis prior de Charitate, salutem in Domino. Noveritis

(1) La fête de saint Jacques-le-Mineur et saint Philippe, apôtre, tombe le 1er mai, qui se trouve être un mardi en 1285 ; le samedi qui précède répond donc au 28 avril.

quod nos, attendentes eorum merita qui in ecclesia nostra Charitatis jugiter Domino famulantur, et devotionem quam ad nos licet immeritos hactenus habuerunt, precum etiam juvamina quibus suffulti gloriam eternitatis speramus, domum dictam en Monnoiers, cum edificio ligneo et platea adjacentibus, sitam in longo, in vico de Cuei, juxta domum eleemosyne de Caritate, et in lato, in vico capellanorum (1), juxta domum Odonis de Beaune, quam tempore regiminis nostri titulo emptionis acquisivimus, concedimus et donamus donatione irrevocabili dictis venerabilibus et charissimis fratribus nostris conventui dicte ecclesie nostre Charitatis, ab ipsis et successoribus suis jure perpetuo possidendam, tenendam et habendam cum exitibus et emolumentis omnibus de dicta domo et pertinentiis ejus provenientibus et proventibus, quidquid juris in dicta domo et ejus pertinentiis nobis competebat vel competere poterat, in ipsos et successores eorum totaliter transferendo, salva tamen et retenta nobis priori et successoribus nostris in dicta domo et locis adjacentibus omnimoda justitia, sicut in aliis locis et domibus dicte ville Charitatis habemus. Promittentes bona fide, predicta omnia in judicio et extra sumptibus nostris dicto conventui erga omnes garantire, et ad hoc nos et successores nostros expresse et specialiter obligamus. In cujus rei testimonium literam hanc dicto conventui tradidimus, nostri sigilli appensione munitam. Datum anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo secundo, die sabati (1) ante festum beate Marie Magdalene.

(1) La rue des Chapelains porte encore ce nom aujourd'hui.

(2) Sainte Marie-Madeleine, le 22 juillet, un mardi, en 1292; le samedi d'avant est le 19 juillet.

CXXX.

EPISTOLA PRIORIS ET CONVENTUS BEATI PETRI DE ORBACO, DE SOCIETATE FACIENDA CUM MONACHIS DE CHARITATE AD LIGERIM.

1294.

Les religieux d'Orbais, heureux de la réception faite à leur abbé pendant son séjour à La Charité, accueillent avec joie la proposition de former entre les deux couvents une association de prières.

Viris religiosis et honestis, venerabilibus et discretis et amicis suis in Christo, reverendissimis priori et conventui beate Marie de Charitate super Ligerim, prior et conventus beati Petri de Orbaco (1), in Bria, Suessionensis diœcesis, salutem et cum salute orationes devotas, et quidquid possunt et poterunt in futurum. Quam leti sumus et quantas grates vobis referimus in cordibus nostris, pro eo quod vos nuper, ut relatum est nobis et rescriptum, domnum abbatem nostrum Orbacensem, nunc in patria vestra prope vos commorantem tam honorabiliter et festive recepistis in domos vestras, tum in capite quam in membris. Deus scit et utinam vos sciretis; sed parcendum est verbis ne videamur adulari. Gaudemus etiam gaudio magno valde super hoc quod vos de societate componenda inter vos et nos, cum dicto domno

(1) Orbais-l'Abbaye (Marne), arrondissement d'Épernay, canton de Montmort. L'abbaye d'Orbais, de l'ordre de Saint-Benoît, était du diocèse de Soissons. Le prieuré de Montmort, dédié à Notre-Dame, situé à quelque distance dans le diocèse de Châlons-sur-Marne, dépendait de La Charité. Cette charte et la suivante sont insérées avec la mention « ex-manuscripto Caritatis » dans Martène. (*Thesaurus anecd.*, I, col. 1268.

abbate nostro loquendum duxistis et tractandum, cujus societatis componende et bene firmande nos omnes unanimiter eidem domno abbati nostro predicto, prout omnino voluit et melius ac salubrius pro nobis et vobis fieri potuit, plenam in nomine Domini concedimus facultatem; desiderio enim desideramus esse fratres Charitatis vestre, quippe Charitas est re et nomine domus vestra, verum totius religionis speculum forma et exemplum. Eya, si placet, quod facitis facite citius, quia ad votorum nostrorum plenitudinem nobis deest talem in Deo vobiscum habere societatem, ut quomodo in vita nostra fuerimus conjuncti, ita et in morte nunquam simus separati. Valete in Domino semper et gaudete, orantes pro nobis ut et nos pro vobis.

CXXXI.

LITERE SOCIETATIS INITE INTER ORBACENSES ET CHARITATENSES MONACHOS.

1294 Mai 28.

Anselme, abbé d'Orbais, écrit aux religieux de La Charité pour constater par un titre la promesse d'union de prières et demande qu'il soit dit de part et d'autre, à cette intention et chaque année, une messe solennelle du Saint-Esprit.

Viris venerabilibus et honestis D. priori de Charitate, necnon et ejusdem loci conventui, Anselmus, Dei gratia abbas humilis de Orbaco, totusque ejusdem loci conventus, pignus pacis et incrementum salutis in eo qui mandat salutes, Jacob. Quoniam omne regnum in se divisum desolabitur, et hostis humane salutis a Christi regno et unione nos inces-

santer appetit separare, bonum est et jucundum habitare spiritu nos in unum, ut in eo uniti qui caput nostrum est et nos ejus membra, orationibusque mutuis circumfulti eorum vincula disrumpens, qui nobis assidue tendunt insidias et quasi quidam latrunculi iter nostrum obsident, quo ad vitam anhelamus, eorumque de manibus liberati, pie et juste uniendo, de virtute in virtutem proficientes, Deum Deorum in Syon videre mereamur. Cum vero orationes et bona spiritualia apud vos de cetero facienda quibus nos vestri gratia deinceps ex Charitate non ficta communicare voluistis, nobis quam plurimum necessaria sint in premissis vobis ad eas quas possumus gratiarum consurgimus actiones, habitoque inter nos pleniori concilio, ea omnia que pro nobis facere promisistis juxta formam a vobis traditam de cetero pro vobis facere intendentes, hoc addito si bonum vobis visum fuerit, quod pro vobis et ecclesie vestre statu, missam de Spiritu sancto festive celebrabimus annuatim, supplicantes si placet ut et vos pro nobis ita faciatis. Et quoniam ea que memorie nostre repentina surripit oblivio, literarum munimine et scripturarum testimonio ad noticiam reducuntur, rogamus vos quatenus, ad memoriam presentium et notitiam futurorum, premissa scribi faciatis, in publico, ubi talia et consimilia a vobis redigi solent in scriptis (1). Datum et nostris

(1) Il existe encore un certain nombre de monuments constatant les manières, en usage au moyen-âge, dans les communautés religieuses, de faire des prières soit pour les vivants, soit pour les morts; c'étaient les diptyques, les nécrologes, les lettres d'association et les rouleaux des morts. Les associations se formaient entre les religieux de tous les ordres. Ces traités se consignaient dans des lettres spéciales nommées *lettres de communion, de société* ou *de confraternité*. Au treizième siècle ils étaient pour les moines associés l'occasion d'honneurs particuliers, de refuge assuré en cas de disgrâce, de choix d'arbitres dans les contestations, d'assistance aux funérailles, etc. Bien que nous n'ayons que celui d'Orbais, ils durent être très-fréquents à La Charité, comme dans les autres monastères. (Delisle, *Monuments paléographiques concernant l'usage de prier pour les morts*, Bibl. de l'École

sigillis sigillatum, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo quarto, feria secunda (1) post ascensionem Domini.

CXXXII.

LITERE PATENTES PHILIPPI REGIS, DE REBUS AD CONVENTUM CHARITATIS SPECTANTIBUS (2).

1295 Février. — Paris.

Philippe-le-Bel reconnaît que les religieux de La Charité ont traité avec les gens chargés de recueillir, dans la baillie de Bourges, la finance due sur leurs acquisitions, et qu'ils peuvent conserver ces possessions en toute sécurité.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis tam presentibus quam futuris, quod cum viri religiosi, conventus prioratus de Charitate supra Ligerim, Cluniacensis ordinis, pro infrascriptis acquisitis sibi et eorum successoribus, ad opus conventus prioratus predicti perpetuo

des chartes, 1847, p. 361, et aussi les *Rouleaux des morts*, Société de l'histoire de France, 1866.)

(1) Les fêtes célébrées pendant plusieurs jours étaient indiquées par ces mots : *secunda*, *tertia feria*. Il s'agit donc ici du lendemain de l'Ascension, c'est-à-dire du 28 mai, pour 1294, Pâques étant le 18 avril.

(2) Cote d'une charte précédente extraite de l'*Histoire du Prieuré*, folio 149 : « L'an 1294 le roy Philippe-le-Bel accorda ses lettres d'amortissement au prieur Simon pour touttes les terres et possessions dépendentes du prieuré de La Charité, mesme de six mille arpens de boys dans la forest appelée le boys de Notre-Dame-de-la-Bertrange, que les prieur et religieux avoient achettés d'Estienne, seigneur de Blancafort, et d'Agnès, sa femme. » (Voyez les usages de la Bertrange, ci-dessus, charte CXVII.)

retinendis : videlicet a Perello, Joanne et Odone de Faya Livronis, fratribus, pro dimidio modio bladi ad mensuram Montisfalconis super terris eorumdem fratrum in parrochia de Faya; a Joanne dicto Faulque de Garchissiaco et Bono amico de Colengiis et ipsius Joannis sorore, et ab Helena et Hugueta, dictorum Joannis et Boni amici uxoribus, pro quodam prato vocato Vermeil; a Perello Viviani et pluribus personis, in cartulario dicti conventus contentis pro sexaginta solidis, laudas et vendas portantibus, super diversis terris apud Guarchisiacum (1); a Durando Godeti et Isabella ejus uxore, de Guarchisiaco, pro una petia vinee, una pecia prati et una pecia terre apud Guarchisiacum; a Joanna dicta Fauque de Garchisiaco et Bono-amico de Colengiis et pluribus aliis, in cartulario conventus contentis pro triginta et quatuor bichetis avene, octo gallinis et duobus solidis annui census, in justitia domini de Poguis; a Seguino, milite, et Isabella ejus uxore, pro quadam oschia ab omni censu immuni. A Morello de Noisu, clerico, filio Renaudi Benoy et Maria uxore dicti Morelli, pro tota parte decime quam habebant dicti conjuges in parrochia de Chavannes (2),

(1) Cote de l'*Histoire du Prieuré,* folio 149 : « L'an 1286 Guillaume d'Asnières, pitencier de La Charité, achepte au proffit du couvent, de Perreau Vivian, de Nevers, 60 sols forts de Nevers de cens estably à Garchizy, pour la somme de 79 livres 10 sols forts de Nevers. »

(2) L'*Histoire du Prieuré* (folio 147) donne la cote de cette pièce : « En juin 1275 les religieux achetèrent de Morel de Noyson et Marie, sa femme, leur part de dîme dans la paroisse de Chavannes, se partageant avec le prieur de La Charité et le chapelain de Chavannes et les nommez les Napions, laquelle dîme on appelait la dîme de Saint-Pierre, pour la somme de 20 livres en forts de Nevers. »

Cette localité est difficile à fixer. Les Chevannes, Chevennes, Chavannes sont très-fréquents. C'était une paroisse, donc un endroit d'une certaine importance. Les deux manuscrits qui sont entre nos mains portent, dans la liste des églises dépendant de La Charité : *Ecclesia de Chavanna, alias Chaunes* (folio 27 du manuscrit de M. Girerd), puis dans celui de la Société nivernaise : « Chaugne, *ecclesia de Chavanna,* dépendante du chapitre de Nevers. » Cette assimilation n'est pas

vocata decima Sancti Petri, et partitur cum priore de Charitate et cum capellano de Chavannes et cum dictis les Napions, cum omni jure quod habebant dicti venditores in decima supradicta. A Renaudo et Morello dictis Napions, fratribus, pro alia parte decime quam habebant in dicta parrochia. A Roberto dicto Lepie, pro censibus, renodo, costumis et omnibus aliis quibuscumque redditibus quod habebat in parrochia de Parciaco. A Philippo de Campignoto, armigero, et Agnete ejus uxore, pro quodam prato versus villam de Narciaco, subtus perreriam de Rupeforti (1). A Guiburgi de Bulcy, pro censu minuto, laudas et vendas portante apud Charcelles, in parrochia de Poga. A Gerardo de Pegnes pro censibus laudas et vendas portantibus et omnibus redditibus quos ipse et ejus uxor habebant in parrochia de Parciaco (2), cum omni jure quod habebant ibidem, salva decima bladi quam habebant in dicta parrochia. Ab Agnete, filia Roberti Lepic, militis, pro terris, censibus, bordelagiis, costumis, et aliis rebus quibuscunque quas habere poterant ex causa quacunque in parrochia de Parciaco (3). Ab Arnode de Broant pro undecim denariis census una pitta minus, supra duabus

acceptable ; les deux manuscrits se seront copiés servilement l'un sur l'autre. D'autre part, dans le Registre de l'évêché en 1287 que nous avons publié sur l'original, on trouve à l'archiprêtré des vaux de Nevers (p. 72) « Chevennes », que nous traduisions par Chevannes, près Coulanges, et « Chooigne », forme assez barbare qui ne peut s'appliquer qu'à Chaulgnes. M. de Soultrait (*Dict. topographique de la Nièvre*), en parlant de paroisses des vaux de Nevers, aujourd'hui dans l'Allier, semble indiquer Chevannes, commune de Tresnay. Les moines n'achetaient que dans leur voisinage, et il ne faut pas chercher aussi loin. Chavannes s'applique peut-être à Chaulgnes, Chevigny ou Cheugny, ou encore à Chevannes-Sichamps, cure dépendant de La Charité. (Inventaire du prieur Colbert, folio 27.)

(1) La carrière de Rochefort, près Narcy, existe encore. Le même Philippe de Champvoux avait fait en 1254 un traité pour son moulin de Narcy. (Charte CXII.)

(2) Ci-dessus, charte CXVI.

(3) Voyez cet acte de vente passé en 1261, ci-dessus, charte CXV.

peciis vinee in territorio de Broant, tota decima vinearum ipsarum cum omni jure quod habebat in duabus peciis supradictis, sex denariis census quos habebat supra terris sitis apud Villeroy (1) et decima cum omni jure quod ipsa Arnodis habebat in predictis terris et vineis in territorio predicto. A Joanne de Pria, Busenciaci, milite, et Isabella ejus uxore, pro quinque arpentis pratorum juxta Charneiam (2). A Gaufrido dicto François et uxore sua pro decem solidis annui census cum sex denariis laudas et vendas portantibus, quatuor corveis et duabus gallinis in parrochia de Chaulgnes; a Jocerando de Riparia pro centum solidis annui redditus super terra de Vallibus (3); a Stephano de Sauveyo, curato de Conada pro viginti solidis super quadam domo apud Conadam; a Gaufrido François pro decem solidis cum dimidio annui census laudas et vendas portantibus, quatuor corveis, duabus gallinis, in parrochia de Chaulgnes; ab Arremburgi, domina de Harriaco, centum solidatis terre percipiendis in tallia ipsius domine de Harriaco (4), cum gentibus nostris ad hujusmodi et similes financias recipiendas pro nobis in Bituricensi bailliva deputatis, finavit; nos eamdem financiam ratam habentes et gratam, concedimus memorato conventui quod predicta acquisita, ad opus ipsius conventus prioratus jamdicti, teneat et habeat perpetuo, absque coactione vendendi vel extra manum suam ponendi, salvo in aliis jure nostro et in omnibus qualibet alieno. Quod ut firmum et stabile perseveret, presentes literas sigillo nostro fecimus communiri. Actum Parisiis, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo quarto, mense februario.

(1) « En 1260 le prieur Jean acquit de Jean Lebrun et Isabelle, sa femme, la disme de Vyleroy, située dans la paroisse de Champvoux, tant en bled qu'en vin. » (*Hist. du Prieuré*, folio 139.)

(2) Ci-dessus, charte CXIX.

(3) Probablement la Vallée, aujourd'hui ferme de la commune de Parigny-les-Vaux.

(4) Ci-dessus, charte CXXIII.

CXXXIII.

FRAGMENTUM RESCRIPTI DOMINI CELESTINI PAPE V AD SIMONEM DE ARMENTARIIS CARDINALEM.

1294 Septembre 22. — Asti.

Le pape Célestin V informe Simon d'Armentières de sa nomination à la pourpre cardinalice et lui donne l'ordre de se rendre au plus vite auprès de lui.

Celestinus (1), servus servorum Dei, dilecto filio Simoni de Armentariis, priori de Caritate, Cluniacensis ordinis, sancte Romane ecclesie presbytero Cardinali, salutem et apostolicam benedictionem. Auditis tue... tue persone virtutum odorimenta nostris sensibus attulerunt ingentem letitiam... ceperunt propter quod exultantes in Domino personam tuam in partem sollicitudinis nostre... providentia divina vocavit, duximus eligendum ut secundum apostolum nostrorum onerum... ecclesie Romane cardinalium aggregeris. Quocirca devotioni tue presens... presentiam nostram propter hoc festinus accedas. Datum Asti, X kalendas octobris, anno millesimo ducentesimo nonagesimo quarto.

(1) Célestin V, religieux de l'ordre de Saint-Benoît, élu pape malgré lui le 5 juillet 1294, créa douze cardinaux, cinq Italiens et sept Français, dont Simon faisait partie. Inhabile aux affaires, il abdiqua le 13 décembre de la même année, puis mourut dix-sept mois après, à l'âge de quatre-vingt-un ans, retenu prisonnier par Boniface VIII, son successeur. Il fut canonisé par Clément V, le 5 mai 1313.

CXXXIV.

LITERE PHILIPPI REGIS COGNOMENTO BELLI, AD BITURICENSEM ET AURELIANENSEM BALLIVOS, PRO GARDA ET RESSORTO PRIORATUUM ORDINIS CLUNIACENSIS.

1297 Janvier 28.

Philippe-le-Bel ordonne à ses baillis de Bourges et d'Orléans de retenir la garde et les appels sur les dépendances de l'ordre de Cluny, malgré sa cession à Louis de Flandre des châtellenies de Gien et d'Aubigny.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, Bituricensi et Aurelianensi ballivis, salutem. Cum nuper dilecto et fideli nostro Ludovico (1) concesserimus castellanias de Giemo et Albiniaco super Nevram (2), intentionis nostre non fuit eidem gardam prioratuum seu domorum Cluniacensis ordinis in dictis castellaniis existentium, aut ressortum ipsarum concessisse. Quare vobis mandamus quatenus prioratus seu domos predicti ordinis in dictis castellaniis existentes, cum personis, bonis, rebus et pertinentiis eorumdem, custodiatis et deffendatis, prout per vos et predecessores vestros ante collationem hujusmodi fieri consuevit, non permittentes predictis prioratibus seu domibus super garda et ressorto predictis per gentes dicti fidelis nostri aliquam molestiam inferri (3). Actum Parisiis die dominica ante

(1) Louis I[er], fils de Robert de Flandre, comte de Nevers, 1280-1332.

(2) Gien, chef-lieu d'arrondissement du Loiret. Au sud, Aubigny, canton de l'arrondissement de Sancerre, sur la Nère, affluent de la Saudre, rivière qui passe à Salbris et se jette dans le Cher, à quelque distance de Blois.

(3) Bien que le prieuré fût sous la sauvegarde royale, le prieur Godefroi avait cédé ce droit de garde à son frère Hervé, comte de

festum Purificationis beate Marie virginis (1), anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo sexto.

CXXXV.

ALIE LITERE EJUSDEM REGIS, DE REMISSIONE ANNALIUM SEU DECIMARUM ET DE SOLUTIONE PENSIONUM ABBATI CLUNIACENSI.

1298 Septembre 14. — Paris.

Philippe-le-Bel ordonne aux receveurs des annates de lever le séquestre mis sur les biens des prieurés de l'ordre de Cluny et fait défense de saisir, à l'occasion des vacances des prieurés, les droits dus à l'abbaye.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, omnibus collectoribus annalium (2) nostrorum ecclesiasticorum et super intendentibus eorum negotio deputatis in regno nostro, ad quos presentes litere pervenerint, salutem. Mandamus vobis quatenus receptis presentibus manum nostram, de prioratibus conventualibus ordinis Cluniacensis, licet a tempore

Nevers. Une sentence rendue par un évêque entre la comtesse Mahaut et le prieur Estienne décida qu'elle conserverait la garde, ce qui eut lieu jusqu'en 1297, date des lettres de Philippe-le-Bel. (*Histoire du Prieuré*, folio 126.)

(1) La Purification, le 2 février, tombait un vendredi en 1297; le dimanche précédent était le 28 janvier.

(2) On appelait *annates* les mains-mises sur les revenus des établissements religieux par les sergents royaux, pendant les vacances par décès des prieurs. Elles furent l'occasion d'une foule d'abus plus ou moins réprimés. Les évêques de Normandie réclamèrent un adoucissement et l'obtinrent par lettres de 1299. (*Ordonnances des Rois de France,* I, p. 334.)

gratie de annalibus nobis facte vocantibus amoventes, ab impedimento bonorum illorum quorumcunque penitus disistatis, quousque aliud a nobis super hoc recipere contigerit in mandatis. Preterea domos, domicilia vel maneria, quocunque censeantur nomine, que ad mensam seu cellam Abbatis Cluniacensis liquido deputantur, sibi deliberetis omnino. Item censas seu pensiones deberi et reddi annuatim ecclesie Cluniacensi, pro ipsius sustentatione, super aliquibus subditis sibi prioratibus consuetas, non impediatis occasione vacationis prioratuum hujusmodi, quominus eas prout solito percipi valeant et haberi, omni submoto fraudis velamine, que si reperiatur teneatis, et ut prius procedatis, juxta potestatem alias vobis super iis attributam. Actum Parisiis die lune post festum Exaltationis sancte Crucis, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo octavo.

CXXXVI.

CONCORDATUM INTER ABBATEM CLUNIACENSEM ET CONVENTUM DE CARITATE, DE ELIGENDO PRIORE.

1296 Septembre.

A la suite de dissentiments entre l'abbé de Cluny et les religieux de La Charité pour le choix du prieur, les religieux affirmant qu'ils avaient, à chaque vacance, présenté trois noms, parmi lesquels l'abbé choisissait le prieur, de son côté l'abbé soutenant qu'il avait la nomination directe et entière comme pour tous les autres prieurés placés sous sa dépendance, un réglement définitif et écrit fut décidé par la sage et bienveillante intervention de l'évêque d'Auxerre.

Les religieux de La Charité ne prétendront jamais à un

36

droit d'intervenir d'une façon quelconque dans la nomination ; aussitôt la vacance, le sous-prieur informera l'abbaye de Cluny, où, devant les moines assemblés en chapitre, le prieur de Cluny désignera trois personnes, lesquelles à leur tour en choisiront dix autres pour, tous ensemble, présenter quatre noms, dont l'un au moins sera de La Charité. L'abbé recevra ces noms, soit directement, soit par lettres scellées, et nommera le prieur. Quant aux sous-prieur et religieux de La Charité, ils s'engagent à accepter sans contradiction aucune cette nomination, et les conventions ainsi établies devront être tenues à perpétuité de part et d'autre.

Universis presentes literas inspecturis, frater Bertrandus (1), miseratione divina Cluniacensis ecclesie minister humilis ac conventus ejusdem loci, necnon Petrus supprior et conventus prioratus de Charitate, ipso prioratu vacante, salutem in Domino. Quam sit ecclesiis et personis ecclesiasticis damnosa et dispendiosa contentio, quam periculosa etiam esse soleat animabus, non solum jura testantur sed et magistra rerum efficax experientia manifestat. Nam animis litigantium circa contentionis exercitium solicitis et intentis emergant exinde corporum et animarum dispendia, erescunt invidie rancores et odia, subditorum tepescit obedientia, exhauriun-

(1) En 1294, lorsque le prieur Simon d'Armentières, nommé cardinal, fit sa démission du prieuré de La Charité, l'abbé de Cluny en pourvut Bertrand de Colombiers, de plein droit, ce qui causa un grand différend entre l'abbé et les religieux, qui voulaient se maintenir dans le droit de présenter trois religieux à l'abbé, parmi lesquels il choisirait leur prieur. On en référa au Pape, et, à la suite de plusieurs enquêtes, Bertrand fut maintenu. L'année suivante, le 27 septembre 1295, l'abbé étant mort, les religieux de Cluny choisirent pour abbé le prieur Bertrand et lui en firent porter la nouvelle à La Charité. Promu abbé de Cluny, Bertrand de Colombiers, comme le présent acte en témoigne, devait tenir à régler définitivement la nomination du prieur de La Charité. (*Histoire du Prieuré*, folio 131.)

tur ecclesiarum facultates et bona, necnon et cultus fidei christiane contescit. Expedit igitur succensas contentionum flammas extinguere, ac in cordibus litigantium pacis et concordie spiritum suscitare, quatenus inter tales et sub talibus quieta reperiatur conversatio. Deo grata inspicientibus placideque considerantes non solum respiciat, sed et reficiat et confortet. Ea propter cum inter nos abbatem, nomine nostri Cluniacensis monasterii, ac nos suppriorem et conventum de Caritate verteretur materia questionis, super eo quod nos supprior et conventus predicti asserebamus nos esse et fuisse in possessione, vel quasi et ad nos pertinere, quoties prioratum de Caritate vacare contingit tres personas, de ordine Cluniacensi, abbati nostro Cluniacensi qui est et qui pro tempore fuit, nomine monasterii nostri de Caritate, presentare et unam de illis tribus personis quam maluerit, nobis preficiat in priorem. Nobis abbate, nomine quo supra, asserentibus et tenentibus contrarium, videlicet nos esse et fuisse in possessione vel quasi libere instituendi in dicto prioratu de Caritate priorem sine ipsorum aliorumve nominatione, dicto prioratu vacante, et ad nos ibidem priorem ponere, libere pertinere, prout est et fieri consuevit in aliis prioratibus nostri ordinis, nobis immediate subjectis. Tandem de predicta questione mediante in Christo reverendo patre, domino Petro, Autissiodorensi episcopo (1), pro bono pacis et concordia convenimus et concordavimus in hunc modum : Videlicet quod nos, supprior et conventus predicti de Caritate, per viam nominationis, electionis, postulationis vel alias qualitercumque, jus aliquod in preficiendo nobis priore non poterimus petere imperpetuum vel quomodolibet reclamare. Nos vero abbas et conventus Cluniacensis predicti, proborum et maxime dicti reverendi patris domini Autissiodorensis episcopi ducti consilio, voluimus et concordavimus quod, vacante prioratu Caritatis predicto, ad provisionem de priore in ipso

(1) Pierre de Mornay, évêque d'Auxerre, de 1295 à 1306.

prioratu faciendam hoc modo in posterum procedatur : Videlicet quod, vacante prioratu de Caritate, vacatio per procuratorem supprioris et conventus debebit, quam cito scietur et commode poterit, apud Cluniacum intimari, et postquam sic intimata fuerit apud Cluniacum, prior major si sit ibidem, vel si non sit, prior claustralis dicti Cluniacensis monasterii conventum in capitulo congregabit, prout moris est et fieri consuevit, quando providetur in dicto monasterio de abbate. Conventu vero in capitulo congregato, prior major dicti monasterii Cluniacensis, si sit ibi, et si non sit prior claustralis qui erit, tres de probis viris dicti monasterii, secundum quod hactenus in electione abbatis Cluniacensis fieri consuevit, nominabit. Et illi tres nominati per priorem majorem, vel priorem claustralem dicti Cluniacensis monasterii si non sit, ut premissum est, ibi prior major in capitulo Cluniacensi, in presentia conventus, ad sancta Dei evangelia jurabunt, quod ipsi nominabunt eligent et assument secum decem alios probos viros ejusdem monasterii. Et illi tres, una cum decem assumptis et nominatis per eos super sancta Dei evangelia jurabunt, similiter quod submota omni affectione illicita, nobis abbati et successoribus nostris, si apud Cluniacum presentes fuerimus, nominabunt quatuor personas de ordine Cluniacensi, sufficientes et idoneos ad regimen dicti prioratus Charitatis, quarum una saltem erit de Caritatis monasterio vel de membris eidem subjectis. Et si nos abbas Cluniacensis aut successores nostri absentes fuerimus, nominationem dictarum quatuor personarum nobis et successoribus nostris per literas patentes sigillo conventus Cluniacensis sigillatas, intimabunt, ut alteram, ex ipsis quatuor nominatis concorditer ab ipsis tredecim vel majori parte ipsorum, quem nos abbas et successores nostri abbates Cluniacenses maluerimus, Caritatensi monasterio preficiamus in priorem. Et nos, abbas Cluniacensis predictus, et successores nostri qui pro tempore fuerunt, alteram de ipsis quatuor sic nominatis personis suppriori et conventui Caritatis dare

tenebimur in priorem. Nosque supprior et conventus de Caritate predicti qui nunc sumus et pro tempore erimus, sic nobis ut premissum est, personam nominatam datam et traditam in priorem tenemur et in futurum tenebimur recipere, omni contradictione postposita et submota. Hanc autem compositionem, nos abbas et conventus Cluniacensis predicti, nosque supprior et conventus de Caritate promittimus bona fide per nos et successores nostros tenere, attendere ac in perpetuum inviolabiliter observare ; nec nos velle aut posse juvare in futurum, quantum ad possessionis vel proprietatis commodum, quacunque prescriptione actu seu usu contrario quomodolibet, contra ipsam, quin in sua semper remaneat firmitate. Promittimus insuper nos omnes superius nominati quod contra compositionem istam imperpetuum non veniemus facto vel verbo, in judicio vel extra, immo si quis eam impugnare vellet, quilibet nostrum eam tenebimur deffendere et tueri, suis propriis sumptibus et expensis ; et omnibus aliis instrumentis et quibuslibet munimentis, super dicta discordia et nominatione hactenus factis et habitis, que pro nobis omnibus seu altero nostrum possent facere et valere, cassis et irritis, hec nostra compositio stabilis et firma imperpetuum perseveret. Et hec omnia et singula, nos abbas et conventus Cluniacensis, et nos supprior et conventus de Caritate predicti, laudamus, ratificamus et etiam approbamus, aliis juribus, que in priore dicti prioratus Caritatis et ipso prioratu, nos abbas Cluniacensis et predecessores nostri habemus et habere consuevimus, in omnibus et per omnia, nobis et successoribus nostris remanentibus semper salvis In quorum omnium testimonium nos abbas et conventus Cluniacensis monasterii et nos supprior et conventus de Caritate predicti, sigilla nostra presentibus litteris duximus apponenda. Datum anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo sexto, mense septembri.

CXXXVII.

LITERE PHILIPPI REGIS PRO MOLENDINO DE NARCIACO.

1297 Février 8.

Philippe-le-Bel saisit le bailli de Bourges de la réclamation du comte de Nevers au sujet du moulin de Narcy.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, baillivo Bituricensi vel ejus locum tenenti, salutem. Mandamus tibi quatenus inquestam, ut dicitur, factam per predecessorem tuum, quondam Bituricensem ballivum, super causa jamdudum mota inter dilectum et fidelem nostrum, comitem Nivernensem (1), ex una parte, priorem et conventum de Caritate ex altera, super molendino de Narciaco (2), si est ita, vocatis vocandis fine debito termines et expedias eamdem dictis partibus, super hoc celeris justicie exhibendo complementum. Actum Parisiis, die jovis in Candelis (3), anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo sexto.

(1) Louis de Flandre, comte de Nevers, 1280-1332.

(2) Ce moulin de Narcy avait été vendu par la dame de Merry au prieur Simon, en 1285 (ci-dessus, charte CXXVIII), et garanti par elle contre les réclamations du comte de Nevers. Simon devint cardinal en 1294 et mourut en 1296. Le comte attendit probablement sa mort pour attaquer la vente. Le prieuré de La Charité se trouvant sous la sauvegarde royale, le roi dut déléguer son bailli de Bourges pour connaître de l'affaire.

(3) *Festum Sancte Marie Candelarum*, la Chandeleur, fête de la Purification de la sainte Vierge, le 2 février. Le jeudi de l'octave était le 8.

CXXXVIII.

CONCORDATUM INTER ABBATEM CLUNIACENSEM ET PRIOREM DE CHARITATE, CAUSA VISITACIONIS IN DEPENDENTIIS DICTI PRIORATUS.

1322 Mai 18 et 1325 Mars 3.

Lettres d'accord pour réglement de la visite des prieurés dépendant de La Charité, entre l'abbé et le prieur.

In nomine Domini, amen. Per hoc presens publicum instrumentum, cunctis appareat evidentius quod anno a nativitate Domini millesimo trecentesimo vicesimo quarto, die tertia mensis martii, indictione septima, pontificatus sanctissimi patris et Domini nostri, Domini Joannis, divina providentia pape XXII anno octavo, ego Joannes de Aula de Bellijoco, Matisconensis diocesis clericus, sancti Romani imperii authoritate notarius publicus, vidi de verbo ad verbum, legi ac diligenter inspexi quoddam instrumentum publicum, sanum et integrum, non rasum nec abolitum, seu in aliqua parte sui vitiatum, signo Petri, filii Bruni, olim Bipani de Montepoliciano, clerici, authoritate apostolica et imperiali notarii publici signatum, prout prima facie apparebat, cujus instrumenti tenor de verbo ad verbum sequitur in hunc modum :

In nomine Domini, amen, anno a nativitate ejusdem millesimo trecentesimo vigesimo secundo, indictione quinta, die decima octava mensis maii, pontificatus sanctissimi patris et domini Domini Joannis, divina providentia pape vigesimi secundi anno sexto, in presentia nostrorum Petri et Alani notariorum et testium infrascriptorum, ad hec vocatorum specialiter et rogatorum, constituti personaliter in

monasterio Cluniacensi, reverendus in Christo pater et dominus frater Raymundus, Dei gratia abbas monasterii Cluniacensis, Matisconensis diocesis, nomine suo et dicti monasterii sui et quantum in eo erat, vice et nomine conventus dicti monasterii ex una parte et venerabilis et religiosus vir dominus frater Petrus, prior prioratus de Charitate, ordinis Cluniacensis, Autissiodorensis diocesis, nomine suo et dicti sui prioratus, et quantum in eo erat vice et nomine conventus dicti prioratus Caritatensis, nec non priorum et conventuum, prioratuum dicto priori Caritatensi subjectorum, ex parte altera, sponte voluntarie et ex certa scientia et non per errorem de lite, causa, questione, controversia et differentia, tam agitata in Romana curia quam etiam extra, coram reverendo in Christo patre et domino, domino fratre Guillelmo, Dei gratia sancte Viennensis ecclesie archiepiscope et venerabili et prudenti viro, domino Gerardo de Lautrico, preposito ecclesie Avinionensis, capellano dicti domini nostri pape, commissariis in dicta causa ab eodem domino nostro papa specialiter deputatis, ut que vertitur seu verti possit inter partes easdem, ratione visitationis et correctionis, quas prefatus dominus abbas Cluniacensis dicebat et asserebat posse facere et ad se spectare et pertinere, in prioratibus monachis et personis, dicto priori et prioratui Charitatensi mediate vel immediate subjectis (1).....

(1) Ces lettres contiennent des formules et des définitions démesurément étendues et dénuées de tout intérêt. Il ne s'y trouve aucun nom de lieu ni de personnes, sauf les notaires et commissaires, étrangers à nos contrées. Bien que nous ayons copié ces textes, nous n'avons pas cru devoir les publier en entier à cause de leur longueur; elles tiennent dix-sept folios du manuscrit, folio 172 à 189.

CXXXIX.

DE QUODAM PRATO SUBTUS CHARNEAM.

1323 Novembre 3.

Alix de Gondrecourt, épouse de Robert de Prye, lègue aux religieux de La Charité 60 sols tournois de revenu à prendre sur les prés de La Charnaye, paroisse d'Argenvières, à la condition de célébrer à perpétuité un anniversaire.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Varziacensis, salutem in Domino. Noveritis quod Petrus Grassi de Charitate, clericus noster, notarius et juratus, cui quoad hec commisimus vices nostras, vidit, legit et diligenter de verbo ad verbum, inter cetera, inspexit unam clausulam, contentam in testamento seu ultima voluntate defuncte nobilis mulieris domine Alaydis de Gondra-curia, quondam uxoris nobilis viri domini Roberti de Pria (1), militis, facto de voluntate et assensu ipsius militis, cujus clausule tenor talis est :

Item lego religiosis viris conventui ecclesie beate Marie de Charitate sexaginta solidos Turonenses reddituales, percipiendos, levandos et habendos anno quolibet perpetuo super prato de Charneia, in parrochia de Argenveriis, pro anniversario meo in dicta ecclesia beate Marie annuatim perpetuo

(1) En 1269, Jean de Prye, père de Robert, avait déjà donné cinq arpents de prés situés à La Charnaye. (Voyez charte CXIX.) On remarquera que la clause testamentaire est datée de 1315 et qu'elle fut ouverte seulement en 1323, sans doute à la mort d'Alix de Gondrecourt. Robert de Prye mourut en 1333. Plus tard, en 1376, une autre dame de Prye fit une nouvelle donation sur cette même terre de La Charnaye. (Ci-dessous, charte CLIV.)

celebrando. Cujus testamenti seu ultime voluntatis data est anno Domini millesimo trecentesimo quinto decimo, die lune, post festum Assumptionis beate Marie virginis. In cujus rei testimonium, ad relationem dicti jurati cui fidem super hec adhibemus; in quorum testimonium sigillum Verziacensis curie predicte literis presentibus duximus apponendum. Data hujusmodi visionis, anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo tertio, die lune post festum omnium sanctorum.

CXL.

PETRUS, PRIOR, DEDIT CONVENTUI TRES LIBRAS ANNUI REDDITUS PRO SUO ANNIVERSARIO.

1330 Avril 13. — La Charité.

Le prieur Pierre de Beaujeu fait aux religieux de La Charité une rente de 60 sols à prendre sur sa propriété privée d'Aiguemorte, à la condition de célébrer solennellement son anniversaire.

Universis presentes literas inspecturis frater Petrus (1), prior de Charitate, salutem in Domino. Noveritis quod ad honorem et gloriam Dei omnipotentis et beatissime virginis Marie, necnon ad laudem beati Joannis Baptiste, in festo nativitatis predicti beati Joannis Baptiste officium solemniter fiat, et missa etiam solemniter celebretur perpetuo, in ecclesia nostra de Charitate, prout in quinque festis solemnibus fieri consuevit, venerabili conventui nostro de Charitate damus et concedimus annui redditus sexaginta solidos Turonenses perpetuo percipiendos anno quolibet et habendos

(1) Pierre de Beaujeu, vingt-neuvième prieur, de 1296 à 1333.

supra redditibus domus nostre de Mortua-aqua (1), ex nostra propria pecunia acquisitis. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus literis duximus apponendum. Datum in Charitate, tredecimo die mensis aprilis anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo.

CXLI.

FUNDATIO CAPELLE SANCTI JOANNIS ERECTE IN ECCLESIA BEATE MARIE DE CHARITATE.

1341 Janvier 22. — La Charité.

Conformément à l'intention de Jean de Chevigny, grainetier du prieuré, recteur de la confrérie de la Sainte-Vierge et Saint-Jean, quatre messes seront dites par semaine à l'autel Saint-Jacques, deux de Saint-Jean et deux pour les confrères défunts. Deux cierges d'une demi-livre et une torche de quatre livres seront allumés pendant ces messes. Un vicaire séculier, ordonné prêtre, non pourvu d'un autre bénéfice ou service quelconque, sera spécialement chargé d'exécuter cette fondation et sera nommé par Jean de Chevigny, fondateur de cet autel, puis par le sous-prieur, à l'unanimité ou au moins à la majorité du conseil des officiers du monastère. Le vicaire sera tenu à la résidence et à dire les messes en personne ; il devra prêter serment en plein chapitre, avant de prendre possession de la chapelle. Tous les

(1) En Nivernais, il n'existe aucun nom qui réponde à celui-ci. En Berry, on trouve une localié appelée Aiguemorte, sur le Cher, près Châteauneuf et Saint-Capraix, où les religieux de La Charité avaient d'assez grandes possessions. Pierre de Beaujeu, vraisemblablement de la famille du Berry, avait peut-être acheté cette terre.

biens et revenus consacrés à la fondation lui appartiendront pour son entretien et pour l'exécution des charges qui précèdent.

Universis presentes literas inspecturis, frater Guillelmus (1), prior de Charitate ac ejusdem loci conventus, salutem in Domino ad perpetuam rei memoriam. Ad supplicationem carissimi fratris nostri Joannis de Chevigniaco, granatarii nostri Caritatensis, rectoris confratrie ad honorem Dei et beatissime virginis Marie et beatorum Joannis Baptiste et Joannis Evangeliste, necnon et aliorum confratrum, tam religiosorum quam secularium, de authoritate pariter et consensu bone memorie domni Petri (2), quondam predecessoris nostri, prioris Charitatensis, debite et cum deliberatione, institute ac etiam ordinate et ut imperpetuum tam opus laudabile valeat permanere, ordinavimus et ordinamus in modum qui sequitur et in formam, primo quod in ecclesia nostra Charitatensi, in altari beati Jacobi apostoli sito et ab antiquo constructo in ecclesia nostra supradicta, juxta capellam vulgariter vocatam sepulchrum, celebrentur perpetuo qualibet hebdomada quatuor misse, videlicet die lune, de beato Joanne Baptista, die mercurii et die veneris de mortuis, pro confratribus defunctis, et die sabbati de sancto Joanne Evangelista, prout ordinacio et consuetudo de eisdem in talibus commemorationibus exposcit et requirit et si diebus prelibatis propter impedimentum solemnitatum vel diei celebrari non valeant, die sequenti immediate celebrentur, ita tamen quod non sit defectus de predictis. Celebretur etiam in crastino quatuor solemnitatum sanctorum predictorum Joannis Baptiste et Evangeliste missa in dicto altari defunctorum pro confratribus supradictis. Accen-

(1) Guillaume de Poitiers, trente-unième prieur, de 1336 à 1342, puis évêque et duc de Langres, mort en 1374.

(2) Pierre de Beaujeu, auteur de la charte précédente.

dantur autem duo cerei quilibet dimidie libre, in omnibus missis superius expressis. Erit etiam torchia quatuor librarum ponderis pro elevatione corporis Christi in omnibus missis sepedictis accendenda. Apponatur ad predicta facienda et complenda diligenter ac etiam exequenda, vicarius secularis perpetuus idoneus, promotus in sacris ordinibus sacerdotii, qui predicta devote et singulariter valeat ad Dei et sanctorum predictorum laudem adimplere, sitque scientie vite et moribus commendandus, nec aliud beneficium, officium, ecclesiam vel altare, quandiu dictum altare seu capellaniam possidebit, poterit obtinere, et si aliud vel aliam obtinuerit acceptaveritque seu habuerit, vacabit ipsum altare seu capellania, et alteri conferri poterit absque contradictione qualicunque, spectatque et spectabit de nostris authoritate et licentia ac etiam de totius nostri conventus voluntate pariter et assensu, collatio et institutio dicti altaris, quoad ponendum personam idoneam, ut premittitur, ad premissa adimplenda charissimo fratri nostro Joanni de Cheviniaco, granatario nostro de Charitate, tanquam fundationi dicti altaris, quandiu vitam duxerit in humanis; post vero ipsius obitum ad suppriorem qui est vel qui pro tempore fuerit, de consilio illorum de ordine, cellerarii, bursarii, infirmarii, eleemosinarii et sacriste, collatio et institutio pertinebit. Quod si infra octo dies, quod absit, de persona idonea ad invicem consentire nequiverint, major pars numero poterit ordinare, et ille de quo sic ordinatum fuerit suum officium quoad dictam capellaniam laudabiliter exequetur. Ipse enim dictum altare nisi de consensu omnium predictorum minime poterit permutare. Tenebitur etiam ad residentiam continuam faciendam, et per se ipsum, nisi causa infirmitatis vel alias rationabili, divinum officium ut superius est expressum exequetur, et si defectum fecerit in premissis, dum tamen sit notabilis per captionem temporalitatis et alio modo debito per suppriorem supradictum et alios puniatur, non obstante contradictione seu appellatione qualicunque et quoad hoc in

ipsius collatione seu institutione, per suum proprium juramentum, in pleno capitulo, antequam possessionem dicte capellanie seu temporalitatis ejusdem corporalem adipiscere valeat quoquomodo se habebit obligare. Volumus etiam quod omnia hereditagia empta vel data, redditus legata seu donata, ad usum dicti confratrie apparentia per plures literas, pluribus sigillis autenticis sigillatas, perpetuo remaneant penes vicarium supradictum, pro victu suo et aliis necessariis suis, et omnia alia onera quibus tenetur pro dicta capellania supportanda (1). Et ut premissa et quodlibet premissorum robur et firmitatem absque immutabilitate seu lesione in futurum permaneant, sigilla nostra presenti ordinatione duximus apponenda. Datum in Charitate, vicesima

(1) Comme suite à cette charte, voici les renseignements donnés par l'*Histoire du Prieuré,* folio 163 :

« En 1336, Jean de Chevigny, directeur de cette confrérie, acheta de Guillaume Grassé une vigne, située à Gérigny, pour onze livres tournois, au profit de ladite confrérie. — En 1344, il acheta de Drouin et Louis de Beaune, bourgeois de La Charité, une maison sise à La Charité, avec divers cens et bordelages dus dans les villages de Munot, La Marche, Pougues, Chaulgnes, Champvoux, Germigny et Tronsanges. — En la même année, il acheta de Perreau de Beauregard, Estienne et Guillaume Bretolle, une terre située à Villate, pour le prix de vingt-deux livres. — En 1343, il acheta de Jeanne, femme de Hugues Rapin de Narcy, deux pièces de terre à Raveau, pour quarante livres. — En la mesme année, il acheta de Thomas Morand de Garchy un pré à Garchy, pour le prix de six livres. Toutes lesquelles choses il a affectées au profit de ladite confrérie. Les prieurs claustraux en ont toujours nommé les chapelains. En 1492, dom Jean de Vielcastel pourvut dom Antoine Tubeuf. En 1510, le même la conféra à dom Balthazar Boissière. En 1619, dom Jean Passelègue en pourvut dom Robert Mauvielle. En 1626, celui-ci, devenu prieur claustral, la conféra à dom Charles Pillon. En 1631, dom Joseph Braconnier à dom Constantin Lambert. Enfin, en 1670, dom Charles de La Motte la conféra à dom Eusèbe de Combronde. » Cette dernière date nous donne approximativement l'époque de la rédaction du manuscrit.

secunda die mensis januarii, anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo.

CXLII.

UNIO CAPELLANIE SANCTI JACOBI CUM SUPRADICTA SANCTI JOANNIS.

1352 Mai 16.

Le sous-prieur de La Charité, reconnaissant l'insuffisance des revenus attribués aux deux chapellenies de Saint-Jacques et de Saint-Jean, dont la disposition et la collation lui appartiennent avec l'avis du conseil, les réunit en une seule ; et comme les deux autels ont une charge de quatre et trois messes, ce qui obligerait à en célébrer une tous les jours, il les réduit d'une messe chacune, soit cinq messes à dire par semaine, aux mêmes intentions que dans la fondation primitive, avec réserve de les rétablir intégralement s'il survenait des ressources nouvelles.

Nos Ludovicus de Trasetis, supprior et eleemosinarius ecclesie beate Marie de Charitate, Cluniacensis ordinis, Autissiodorensis diœcesis, universis presentes literas inspecturis, salutem in Domino. Quoniam vacantibus duabus capellaniis aut altera earum fundatis in ecclesia beate Marie de Charitate, in altari beati Jacobi, juxta sepulchrum, ad honorem beatorum Joannis Baptiste et evangeliste, dispositio et collatio, habito consilio illorum de ordine, cellerarii, bursarii, infirmarii et sacriste ad nos pleno jure dignoscitur pertinere. Igitur attendentes proventus et exitus dictarum capellaniarum nunc pertinentes esse debiles, tenuos et exiles ad sustentationem duorum capellanorum, immo vix ad sus-

tentationem unius capellanie. Idcirco de predictorum religiosorum consilio ad honorem Dei et ad divinum officium per unum capellanum commodius exequendum secundam capellaniam tam de facto quam jure nunc vacantem, prime capellanie annectimus et unimus ; et cum prima capellania pro quatuor, secunda vero pro tribus missis essent fundate, ob remedium animarum fundatorum celebrandis et sic operteret dictum capellanum quotidie celebrare, quod esset nimis grave, onerosum et forte periculosum, cum in sacris canonibus reperiatur esse cautum quod felix est qui digne unam missam potest celebrare. Idcirco habito respectu ad emolumenta et onera dictarum capellaniarum, dictas capellanias sic per nos unitas de duabus missis exoneramus, et ipsas capellanias sic unitas et quemlibet possessorem earum, a dictis duabus missis liberamus fundationem seu dotem illarum capellaniarum, nomine fundatorum et pro ipsis, taliter volumus et ordinamus quod capellanus modernus et omnes sui successores qui pro tempore erunt quinque missas, videlicet tres pro prima, duas pro secunda fundatoribus earumdem diebus et ordinatione inferius annotatis, videlicet die dominica de sancto Joanne Baptista, diebus lune, mercurii et veneris pro defunctis et die sabbati de sancto Joanne evangelista ad altare beati Jacobi juxta sepulchrum predictum, singulis hebdomadis bona fide per se vel per alium tenebuntur celebrare, secundum ordinationem et statutum contentas in litteris de et super fundatione predictarum capellaniarum confectis, et ad dictas quinque missas ad predictum altare, qualibet hebdomada celebrandas capellanum modernum et ejus successores qui pro tempore erunt astringimus et etiam obligamus, hoc acto et ordinato, non obstante ordinatione seu unione premissis, quod in casu in quo contingeret fructus seu redditus ipsarum capellaniarum sufficerent seu competerent, seu alia causa, videlicet donatione, largitione, legatis aut augmentatione, ad celebrandum alias duas missas secundum quod nobis videretur faciendum ac etiam ordinandum.

Datum sub sigillo nostro proprio, sexta decima die mensis maii, anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo secundo.

CXLIII.

DE QUODAM BORDELAGIO APUD PARCIACUM.

1349 Septembre 24 et 1350.

Copie extraite par Geoffroi de Mêves, garde de la prévôté royale de Sancoins, du testament dans lequel Etienne Gimard demande sa sépulture dans l'église de La Charité et un anniversaire perpétuel. Pour cette fondation il donne aux religieux un bordelage qu'on lui devait à Parzy, composé de cinq boisseaux de froment, cinq poulets, deux poules et dix deniers, à payer à la Toussaint au pitancier de La Charité, plus, une fois seulement, une somme de quarante sols destinée à un repas le jour de l'anniversaire.

Universis presentes literas inspecturis, Gaufridus de Meva custos sigilli Regis in prepositura de Cenconio, salutem. Noveritis Thomam Roeti, clericum juratum Regis et dicti sigilli notarium, cui quoad hec commisimus vices nostras, vidisse, legisse et diligenter inspexisse in testamento seu ultima voluntate defuncti Stephani Gimardi sub sigillo Regis confecto, et ab eodem testamento extraxisse seu extrahi fecisse, ad requisitionem religiosorum virorum conventus beate Marie de Charitate, quasdam clausulas pro dicto conventu facientes in dicto testamento contentas, formam que sequitur continentes : Et elegit sepulturam suam in ecclesia beate Marie de Charitate juxta tumulum defuncte matris sue et pro dicta sepultura sua, ac etiam pro anniversario suo a reli-

giosis viris conventus beate Marie de Charitate in eorum ecclesia dicti loci anno quolibet imperpetuum faciendo pro remedio anime ipsius testatoris et parentum suorum, dictus testator dedit et legavit imperpetuum et quittavit dicto conventui Charitatis ecclesie supradicte, ad opus et perpetuam hereditatem dicti conventus et successorum suorum, quinque boissellos frumenti, quinque gallos, duas gallinas et decem denarios eidem testatori annuatim debitos de et pro annuo et perpetuo bordelagio apud Parciacum persolvendos in crastino festi omnium sanctorum a pluribus personis et super certis rebus hereditariis sitis et existentibus apud Parciacum et in locis circumvicinis; et partiuntur dicte res cum pitanciario ecclesie beate Marie supradicte, ut dicebat dictus testator, se ex nunc devestiens et dessaisiens dictus testator de predictis rebus, sicut dictum est, donatis et legatis, dictumque conventum et suos successores investiens et saisiens corporaliter de eisdem et de omni jure actione, proprietate possessione et saisina que et quas dictus testator habebat, habere poterat et debebat in dictis rebus, sic ut dictum est, donatis et legatis in rebus hereditariis super quibus debentur et erga personas a quibus debentur res predicte donate ratione earumdem rerum donatarum, per traditionem et concessionem presentium literarum. Constituitque dictus testator dictum conventum et suos successores procuratores in rem suam quoad hec et actorem, ita tamen quod dictus conventus teneatur facere et solemniter celebrare anniversarium dicti testatoris pro remedio anime ipsius et parentum suorum, in ecclesia supradicta imperpetuum annuatim. Item dedit et legavit dictus testator dicto conventui quadraginta solidos Turonenses semel, pro pitancia a dicto conventu habenda, die obitus dicti testatoris. Ita tamen quod ipse conventus dictum testatorem die obitus sui in eorum ecclesia recipere teneatur processionaliter et solemniter dicta causa. Hoc enim testamentum suum seu ultimam voluntatem suam valere voluit dictus testator, jure testamenti in scriptis factum, aut jure

codicillorum, aut ut nuncupative conditum, vel secundum canonicas sanciones et omni alio jure et modo quibus melius valere poterit et debebit. Pro premissis vero omnibus et singulis exequendis, et debite executioni de mandandis predictus testator concessit, legavit et obligavit heredes suos et omnia bona sua mobilia et immobilia, et eos et ea supposuit jurisdictioni et cohercitioni Regis quoad observationem et complementum omnium et singulorum premissorum. Quod autem dictus juratus in dictis clausulis, in dicto testamento contentis, vidit contineri de verbo ad verbum, transcribi et extrahi fecit diligenter, prout dictus juratus nobis premissa retulit sic fecisse, ad cujus relationem et in testimonium premissorum sigillum Regis predictum literis presentibus duximus apponendum. Data receptionis dicti testamenti talis est : Die veneris post festum beati Mathei apostoli anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo nono. Data siquidem visionis et extractionis dictarum clausularum talis est : Die mercurii post octavas festi corporis Christi anno ejusdem millesimo trecentesimo quinquagesimo. Thomas Boeti. Ita est.

CXLIV.

LITERE PATENTES REGIS JOANNIS PRO SALVA GARDIA PRIORATUS CARITATIS.

1362 Février 27. — Paris.

Le roi Jean prend sous sa protection et sauvegarde spéciale le prieuré de La Charité, les monastères suffragants, les frères lais, officiers, serfs, domestiques et serviteurs divers, ainsi que tous leurs biens. Il enjoint au bailli de Sens et à ses lieutenants de veiller à la conservation de leurs droits, d'appeler les causes devant les juges royaux, et autorise les religieux à entretenir à leurs

frais des sergents du roi pour assurer l'exécution de leurs affaires.

Joannes, Dei gratia Francorum rex, universis presentes literas inspecturis, salutem. Rationi congruum arbitramur si inter curas et sollicitudines quas frequenter habemus in regendis nostris subditis, ad hec precipue nostre mentis aspiret affectus, per que status ecclesiasticus nostris temporibus sub commisso nobis regimine in pacis tranquillitate manuteneri valeat et tueri, et regni nostri ecclesie ac persone ecclesiastice, que de die et de nocte divinis insistunt obsequiis, sūb nostre protectionis [auxilio] a suis releventur pressuris ac per regalem potentiam a noxiis defendantur, et eo libentius circa divina vacare valeant, quo liberalius per regalem potentiam sensivit se adjutum. Hinc est quod nos, dilectos nostros religiosos, priorem et conventum de Charitate supra Ligerim, ordinis Cluniacensis, in speciali salva gardia regia ab antiquo existente (1), ex abundanti una cum eorum membris, donatis, redditibus, officialibus, hominibus de corpore, familiaribus et servitoribus ejusdem monasterii sui et bonis ipsorum omnibus, in nostra protectione, tuitione et salva gardia speciali suscepimus per presentes. Mandantes nihilhominus tenore presentium, committentes, si sit opus, Ballivo Senonensi, ceterisque officiariis nostris prout ad eum pertinuerit, aut eorum loca tenentibus, quatenus prefatos religiosos priorem et conventum, donatos, redditus, officiales, homines de corpore, servitores et familiares suos defendant ab omnibus injuriis, violentiis, gravaminibus, oppressioni-

(1) Philippe-Auguste en 1182, Philippe-le-Bel en 1297 ont donné au monastère de La Charité de pareilles lettres de sauvegarde (chartes LXXV et CXXXIV). « A la suite de celles-ci, les causes des religieux furent définitivement portées devant les juges de Saint-Pierre-le-Moûtier. Depuis ce temps-là, les comtes de Nevers n'ont rien prétendu sur notre prieuré ni sur ses dépendances. » (*Histoire du Prieuré*, folio 127.)

bus, molestationibus, vi armorum potentum quorumcunque et aliis novitatibus indebitis quibuscunque. Et in suis justis possessionibus, franchisiis, libertatibus, usibus, juribus, saisinis in quibus ipsos esse eorumque predecessores fuisse pacifice invenerint ab antiquo, conservent, non permittentes in personas ipsorum donatorum, redditorum (1) aut officialium, hominum de corpore, familiarium et servitorum, seu in bonis ipsorum, aliquas fieri vel inferri injurias aut indebitas novitates, quas si factas esse vel fuisse in presentis nostre salve gardie specialis et ipsorum religiosorum prejudicium invenerint, ad statum pristinum et debitum reducant, sive reduci et partiri, et nobis emendam propter hoc condignam fieri ac prestari, dictamque salvam gardiam nostram, ubi opportunum fuerit, publicari faciant. Inhibentes ex parte nostra omnibus illis de quibus fuerint requisiti sub certis penis nobis applicandis, ne eisdem religiosis, donatis, redditis aut eorum officialibus, hominibus de corpore, familiariis, servitoribus sive bonis quibuscunque ipsorum quomodolibet fore facere presumant. Et si in causa novitatis inter ipsos religiosos, officiales, homines de corpore, servitores, donatos, redditos, familiares suos et aliquos alios, ratione bonorum suorum quorumcunque aliquod oriatur debatum, quod dictum debatum et rem contensiosam in manu nostra tanquam superiori ponant, et facta per ipsam recredentia per illum vel illos judices, per quem vel per quos debebit fieri, illi ex dictis partibus cui de jure fuerit facienda, partes hujusmodi debatum facientes, ac etiam dicte nostre salve gardie infractores et contemptores coram judicibus, ad quos predictorum cognitio pertinere debuerit, adjornent proces-

(1) Par erreur, ce même mot a été écrit plus haut : *redditibus* et *redditus* au pluriel. On appelait *donati* et *redditi* ceux qui s'étaient rendus moines et menaient la vie d'ermite ou du couvent sans pouvoir embrasser l'état religieux. Leur véritable nom était frères lais et dames. Les ordres séculiers, comme les Templiers, se trouvaient dans une situation à peu près semblable. (Ducange, au mot *redditus*.)

suras, si super hoc ut fuerit rationis, penitacellosque in et super possessionibus, domibus et bonis ipsorum religiosorum in casu eminentis periculi apponent. Et insuper omnia debita bona et legalia cognita vel probata per testes, literas, instrumenta aut alia legitima documenta que dictis religiosis deberi noverint, de quibus tamen nulla questio referatur eisdem aut eorum certo mandato, cum celeris justitie complemento, persolvi faciant debitores hujusmodi ad hec per captionem, venditionem et expletationem bonorum suorum ac corporum detensionem, si necesse fuerit, et ad hec fuerint obligati viriliter et debite compellentes; et si ibidem debitores aut eorum aliqui in contrarium se opponant manu nostra sufficienter munita eosque ad summas in literis obligatoriis sigillis regis sigillatis contentas, opponentes ipsis certos et competentes dies coram judicibus, ad quos premissorum cognitio pertinebit, assignent. Si vero dicti religiosi, aut aliqui de suis donatis, redditibus, hominibus de corpore, officialibus et famulis dicti sui monasterii vel servitoribus ab aliquo vel aliquibus assecuramentum habere voluerint, adjornent, si opus fuerit, illos a quibus dictum assecuramentum habere voluerint ad certos et competentes dies coram judicibus ad quos pertinuerit daturum assecuramentum predictum bonum et legitimum, juxta provincie consuetudinem, prout rationabiliter fuerit faciendum, faciantque ipsi et eorum quilibet generaliter omnia et singula que circa premissa fuerint necessaria, seu etiam opportuna et que ad gardiatoris officium pertinent et possunt quomodolibet pertinere. Et pro premissis diligentius exequendis unum vel plures servientes nostros in gardiatores ipsorum religiosorum deputent suis sumptibus et expensis, si per hec fuerint requisiti, qui tamen de iis que cause cognitionem exigunt se nullatenus intromittant. In cujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus literis duximus apponendum. Datum Parisiis die penultima februarii, anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo primo.

CXLV.

ALIE LITERE PREDICTI REGIS PRO SIGILLO ET JUSTITIA IN VILLA CHARITATIS AD RELIGIOSOS SPECTANTIA.

1362 Mars 6. — Paris.

Le roi Jean ordonne au bailli de Saint-Pierre-le-Moûtier de traduire devant le Parlement Jean Allory, se prétendant garde de la prévôté de Sancoins et usurpant l'autorité des religieux, qui ont toujours eu, de temps immémorial, dans la ville de La Charité, la justice haute, moyenne et basse, et le droit de sceau pour tous les actes.

Joannes, Dei gratia Francorum rex, Ballivo de Sancti Petri monasterio aut ejus locum tenenti, salutem. Religiosi viri, prior et conventus de Charitate supra Ligerim, in nostra pura et speciali gardia existentes, nobis exponi fecerunt, graviter conquerentes quod licet in ipsa villa de Charitate ipsi habeant omnimodam justitiam et jurisdictionem altam, mediam et bassam, soli et insolidum ac inibi habeant et habuerint sigillum autenticum et commune, a tanto tempore quod memoria hominum de contrario non existit, sub quo universi contractus, obligationes et procurationes fiunt et fieri a tempore predicto consueverunt. Nihilominus Joannes Alorici, pro custode sigilli preposititure de Cenconio se gerens, ipso sigillo uti et sigillare in villa de Charitate predicta literas nititur universas, et ibidem morari contra ordinationes regias, quod est in ipsorum religiosorum et sue jurisdictionis prejudicium non modicum, ut asserunt, atque damnum supplicantes per nos ipsis de remedio super hoc provideri. Quocirca, tibi committentes, mandamus quatenus

dicto Joanni Alorici ex parte nostra inhibeas, cui tenore presentium inhibemus ut a predictis penitus cesset et desistat, nec permittas de cetero dictum Joannem in alta, media et bassa jurisdictione dictorum religiosorum sigillare seu officium supradictum exercere, in prejudicium conquerentium predictorum. Si vero Joannes ipse ad hoc se opponat, aut opponere voluerit, attento quod de ordinationibus regiis hic agitur, de quibus cognitio ad nostrum parlamentum et non ad alium dignoscitur pertinere, ipsum Joannem adjornes ad certam et competentem diem, in nostro presenti Parlamento, non obstante quod sedeat et ex causa in et superdicta oppositione processuram, et dictis religiosis super predictis et eorum dependentiis, responsurum et ulterius facturum quod fuerit rationis. De quo quidem adjornamento et aliis que feceris in premissis, dilectas et fideles gentes nostras dictum nostrum Parlamentum tenentes certifices competenter, ad diem per te super hoc assignandam, quibus mandamus quatenus, partibus auditis, exhibeant inter easdem bonum ac breve justitie complementum, quod sic fieri volumus, et dictis religiosis concessimus et concedimus de gratia speciali, si sit opus, literis subrepticiis impetratis seu impetrandis in contrarium non obstantibus quibuscunque. Datum Parisiis sexta die martii, anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo primo. Sic signatum, per Regem ad relationem consilii in quo erant Cardinalis Cluniacensis et Archiepiscopus Senonensis. Aegidius.

CXLVI.

FUNDATIO UNIUS VICARIE SEU CAPELLANIE PERPETUE IN ECCLESIA PAROCHIALI SANCTI CAPRASII, QUE EST AD PRESENTATIONEM PRIORIS DE CHARITATE.

1362 Mars 7.

Par-devant l'official de Bourges, Pierre de Neuvy, recteur-curé de Saint-Capraix, fonde une vicairie ou chapellenie dans sa paroisse, avec l'autorisation de l'archevêque de Bourges et du prieur de La Charité, ses patrons, auxquels il accorde à perpétuité le droit de présentation. La nomination à cette vicairie sera faite par lui de son vivant et par son successeur une fois seulement, puis appartiendra définitivement au prieur de La Charité.

Noverint universi quod cum ego, Petrus de Novo-vico, presbyter, rector et curatus ecclesie parrochialis Sancti Caprasii (1), Bituricensis diœcesis, die hodierna ad honorem beati Joannis Baptiste et pro anime mee ac parentum et benefactorum remedio et salute, unam vicariam seu capellaniam pepetuam, in dicta mea parrochiali ecclesia, de et cum licentia et assensu reverendorum in Christo patrum, dominorum meorum, domini Rogerii, Dei gratia Bituricensis archiepiscopi ac domini prioris de Charitate super Ligerim, Cluniacensis ordinis, Autissiodorensis diœcesis, patroni ejusdem ecclesie Sancti Caprasii, fundavimus, instituimus et

(1) Saint-Capraix, canton de Levet (Cher). L'*Histoire du Prieuré* donne les deux cotes suivantes : « Achat par les religieux de La Charité à Estienne Poissavant d'un domaine situé dans le bourg Saint-Laurent, à Bourges, en franc alleu, exempt de tous cens, coutumes et dixmes, pour le prix de 120 livres parisis; septembre 1222 (folio 126). — En 1418, visite de l'église de Champfraud, Saint-Laurent et Saint-Caprez, interdite à l'archevêque de Bourges par bref du Pape (folio 183). »

dotavimus prout et eo modo quo in literis et instrumentis inde confectis plenius et serosius continetur. Tandem in presentia Joannis Jannequini, clerici, jurati et notarii curie Bituricensis, personaliter constitutus ex certa scientia deliberationeque super hec prehabita diligenti, presentationem et jus presentandi personam idoneam ad eamdem vicariam seu capellaniam perpetuam, predicto reverendo patri, domino archiepiscopo Bituricensi et suis successoribus, quotiens casus se obtulerit, prefato domino priori ejusque successoribus imperpetuum dono, transfero penitus et concedo, volens et ordinans specialiter et expresse quod presentatio dicte vicarie, seu capellanie ad prefatum dominum, priorem de Charitate et successores suos, perpetuis temporibus pertineat pleno jure, salvo et retento quod mihi quamdiu vixero pertineat persone idonee nominatio, et post decessum meum dicta nominatio ad immediatum successorem meum ecclesie predicte rectorem pertineat semel tantum, et ad eumdem dominum priorem de Charitate et successores suos dicta presentatio absque alia nominatione insolidum et perpetuo pertineat, subsequenter prefato jurato donationem, concessionem, translationem et alia supradicta, nomine sepedicti domini prioris et omnium aliorum quorum interest et intererit in futurum solemniter stipulante, rogans venerabilem virum dominum officialem Bituricensem ut ipse, ad perpetuam rei memoriam, et ad majorem roboris firmitatem presentes literas sigilli sue Bituricensis curie faciat appensione muniri. Et nos officialis predictus, ad requisitionem fundatoris et ad relationem predicti jurati, cui publice credimus et qui nobis premissa retulit esse vera, sigillum predicte nostre Bituricensis curie presentibus literis duximus apponendum. Datum die martis post dominicam qua cantatum fuit in ecclesia sancta Dei lætare Hierusalem (1),

(1) Pâques, en 1363, était le 2 avril; le dimanche *Lætare* ou 4e dimanche de Carême, le 12 mars, et le mardi auparavant, le

anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo secundo. Jh Janequini.

CXLVII.

APPROBATIO SEU CONFIRMATIO PREFATE FUNDATIONIS PER DOMINUM ARCHIEPISCOPUM BITURICENSEM.

1363 Mars 9. — Bourges.

A l'occasion de la fondation d'une vicairie dans la paroisse de Saint-Capraix, l'archevêque de Bourges accorde le droit de nomination au fondateur, pour lui et pour son successeur seulement, la présentation étant réservée au prieur de La Charité et la collation à l'archevêque.

Nos Rogerius (1), permissione divina Bituricensis archiepiscopus, notum facimus universis quod cum prout intelleximus discretus vir Petrus de Novo-vico, rector parrochialis ecclesie Sancti Caprasii, nostre diœcesis, sano usus consilio de salute anime sue cogitans Deo dante, velit et proponat de bonis a Deo sibi ministratis unam vicariam perpetuam, in dicta sua parrochiali ecclesia Sancti Caprasii fundare seu instituere. Nos attendentes premissa eadem in Domini cultus augmentum volentes eumdem curatum in suo laudabili proposito confovere, eidem curato dictam vicariam perpetuam in dicta ecclesia parrochiali Sancti Caprasii fundandi et instituendi, cum donatione tamen sufficienti, etiam salvo

7 mars. Comme on le voit, cette charte fut rendue deux jours seulement avant la suivante.

(1) Roger le Fort, né au château des Ternes, doyen de Bourges, 1317; évêque d'Orléans en 1321, de Limoges en 1328, archevêque de Bourges en 1343, mort le 1er mars 1367. (Chevalier, *Répertoire du moyen-âge.*)

jure parrochialis ecclesie predicte, tenore presentium licentiam impertimur, concedentes, volentes quod nominatio vicariorum ad eamdem vicariam, prefato curato fundatori, quamdiu vita fruetur humana et postmodum successori suo, semel tantum, presentatio vero religioso et honesto viro priori de Charitate super Ligerim, Autissiodorensis diœcesis, suisque successoribus imperpetuum pertineat; collatio tamen vicarie memorate nobis et successoribus nostris perpetuo reservata. Datum Biturigis sub sigillo nostro, in testimonium premissorum, nona die mensis martii anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo secundo.

CXLVIII.

DONATIO TERRE ET DOMUS DE MINIERS ET NEMORIS DE ARTONA, PRO UNA MISSA SINGULIS DIEBUS CELEBRANDA ET UNO ANNIVERSARIO QUOLIBET ANNO IMPERPETUUM.

1364 Novembre 23.

La dame de Fontenay lègue aux religieux de La Charité sa terre de Miniers avec tous ses droits et dépendances, en réservant la coupe du bois d'Artonne pendant quatorze ans pour Jean Lopin, son légataire, à la condition pour les religieux de faire dire une messe par jour et un anniversaire avec vêpres et vigiles. Dans le cas où cette intention ne pourrait être exécutée entièrement, la testatrice oblige ses héritiers à donner, sur les mêmes terres, une rente de dix livres tournois, pour laquelle les religieux seront tenus de dire un anniversaire et douze messes par an le premier lundi de chaque mois.

Universis presentes literas inspecturis, Joannes de Nuiz, clericus, custos sigilli Regis in prepositura de Sancti Petri

monasterio, salutem. Noveritis quod coram Joanne de Castro, clerico jurato Regis et dicti sigilli notario, cui quoad hec commisimus vices nostras, personaliter constituta nobilis mulier, domina Margareta de Fontenaio (1), domina de Campo-Allemani et de Boucatraut, testamentum suum seu ultimam voluntatem suam faciendo et ordinando, inter cetera, dedit perpetuo religiosis et honestis viris, conventui beate Marie de Charitate et suis successoribus, domum et terram suam de Miniers, cum ipsarum domus et terre juribus, aisiis et pertinentiis universis quibuscumque sint et quomodolibet valeant nuncupari, salvo et reservata tonsura nemoris d'Artonne (2) Joanneto Lopini, ab ipsa testatrice legati, per spatium quatuordecim annorum. Ita tamen quod dicti religiosi et successores sui teneantur celebrare, pro remedio anime sue, in ecclesia sua, unam missam de defunctis, qualibet die imperpetuum, et cum hoc unum anniversarium solemniter et alta voce, die obitus sui, una cum vesperis et vigiliis de defunctis, vigilia dicte diei, pro remedio anime sue perpetuo annuatim. Dum tamen prior et conventus dicti loci de Charitate, ad hec specialiter erga dictam testatricem seu heredes suos, se obligare voluerint et literas super premissis concedere et non alias. Et in casu in quo premissa facere noluerint vel recusaverint, dicta testatrix dedit perpetuo dictis religiosis dicti conventus et suis successoribus, decem

(1) L'*Inventaire de Marolles* (col. 142 et 145), layette de Champallement, mentionne deux aveux relatifs à la même personne :

1349, Jean de Chappe, pour des héritages à Monceaux, tenus en fief de Marguerite de Fontenay, dame de Champ-Aleman. — 1352, Marguerite de Fontenay, dame de Champallement, de l'autorité de Guyot de Glanon, seigneur usufruitier de ladite terre en partie, son mari, fait hommage pour le châtel de Champallement, à cause de Montenoison.

(2) Le bois d'Artonne semble faire partie de la terre de Miniers située commune de Donzy. On trouve aussi Artonne commune de Narcy.

libras Turonenses annui et perpetui redditus, monete cursualis temporibus solutionum, quas eisdem et suis successoribus, ex nunc imperpetuum assedet et assignat in et super dictis domo, terra, juribusque et pertinentiis universis. Onus istud ex nunc perpetuo dicta testatrix in casu predicto imponens in et super dictis rebus et earum qualibet ut tum heredes sui, tum omnes alii quicunque dictarum rerum fuerint imposterum quomodolibet possessores seu detentores, teneantur reddere et solvere, dictis religiosis et suis successoribus, predictas decem libras Turonenses annui et perpetui redditus, perpetuo annuatim ; volens et expresse contendens dicta testatrix quod in casu quo heredes sui, quolibet anno defecerint in solutione dictarum decem librarum Turonensium redditus, quod dicti religiosi et successores sui authoritate sua propria, nullo judice super hoc requisito possint et sibi liceat predictis rebus et earum cuilibet annuatim assignare, seu assignari facere pro defectu cujuslibet solutionis earumdem. Ita tamen quod dicti religiosi et successores sui teneantur celebrare, in ecclesia sua, unum anniversarium solemniter et alta voce, pro remedio anime sue, die obitus sui, una cum vesperis et vigiliis de mortuis, vigilia dicte diei perpetuo annuatim, et cum hoc imperpetuum teneantur celebrare pro remedio anime sue in ecclesia sua duodecim missas de defunctis, videlicet qualibet prima die lune cujuslibet mensis unam missam, prout nobis hec omnia retulit dictus juratus, cui fidem adhibemus in hac parte. In cujus rei testimonium ad ipsius jurati relationem sigillum Regis predictum literis presentibus duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo trecentesimo sexegesimo quarto, die dominica post festum beati Clementis. Sic signatum Castro et sigillatum.

CXLIX.

QUOD PRIORATUS DE CHARITATE ET DEPENDENTIE DEBENT RESPONDERE CORAM BALLIVO SANCTI PETRI DE MONASTERIO EX CONCESSIONE REGIS.

1366 Avril. — Saint-Denis.

Charles V déclare qu'à la suite de la donation par le roi Jean, son père, des duchés de Berry et d'Auvergne à son second fils, les églises situées dans l'étendue de ces duchés, et considérées comme domaine royal, doivent être affranchies de la juridiction ordinaire des lieux. L'abbaye de Cluny et ses dépendances ont été placées de tout temps sous la sauvegarde de la couronne royale, par conséquent les possessions du prieuré de La Charité dans le Berry devront être domaines royaux et, à ce titre, leurs causes seront portées devant le bailli de Saint-Piere-le-Moûtier, comme elles l'étaient devant le bailli de Bourges.

Carolus, Dei gratia Francorum rex. Celestis altitudo potentie que supra cuncta tenet imperium, et que nos sua benignissima disponente gratia stabilivit in Regem et ad regni fastigia provexit divinitus, nos admonet ut ipsum regnum et ejus subditos in pacis tranquillitate tenere et fovere, et cura ea que ipsius regni et nostrorum subditorum presertim illorum qui ab antiquo de proprio corone Francie domanio consistunt, conservationem, custodiam et tuitionem concernunt vacare et sub protectione nostra et ejusdem corone absque medio et sine separatione quacumque tenere et inviolabiliter observare. Cum, inclite recordationis, dominus genitor noster (1), in recompensationem comitatus

(1) Le roi Jean mourut à Londres en 1364, laissant entre autres enfants Charles V, le duc d'Anjou et Jean de France, comte de Poitiers, puis duc de Berry en 1360, mort à Paris le 15 juin 1416.

Pictaviensis quem carissimus germanus noster Joannes, dux Bituricensis et Alvernie pro tempore obtinebat, ducatum predictum Bituricensem eidem germano nostro tradiderit et sibi duxit assignandum per ipsum germanum nostrum tenendum et possidendum, sub certis pactis et conditionibus in ipsis nostris literis latius declaratis, ressortum quarumdam ecclesiarum infra metis dicti ducatus Bituricensis et ipsius ressorti consistentium sibi et successoribus suis Regibus et domanio corone Francie reservando. Notum igitur facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod nos recolentes quod abbatiam Cluniacensem que est de antiquo domanio corone Francie, cum omnibus prioratibus, decanatibus, terris, villis, locis et aliis membris quibuscumque eidem abbatie subjectis, sub nostro et dicte nostre corone domanio, per alias nostras literas retinuimus, et ab omnibus aliis justiciariis temporalibus duximus eximere, volentes ipsos coram justiciariis regiis, sine medio respondere et etiam resortiri, declaravimus et decrevimus et authoritate regia, certa scientia et gracia speciali, decernimus et tenore presentium declaramus prioratum de Charitate cum omnibus prioratibus, terris, villis, locis et aliis membris quibuscumque sibi subditis, in dicto ducatu Bituricensi et ejus ressorto consistentibus, que sunt de principalibus et notabilibus membris ipsius abbatie et que ab eadem non possunt nec debent aliqualiter separari, ab eisdem ducatu et ballivata Bituricensi penitus fore exempla et sub nostro et dicte nostre corone domanio perpetuo remanere, volentes et authoritate regia tenore presentium statuentes quod prior ejusdem prioratus de Charitate et alii priores aliorum prioratuum sibi subjectorum et membrorum ipsius et eorum successores, et alii ministri, justiciarum officiarii et subditi eorumdem, et eorum cujuslibet qui nunc sunt et pro tempore fuerent coram ballivo regio Sancti Petri monasterii de cetero immediate respondeant et habeant ressortum, modo et forma quibus coram ballivo Bituricensi, tempore quo existebat, in

manibus regiis respondebant et ressortiri debebant. Quare damus tenore presentium in mandantis dicto germano nostro ac ballivo Bituricensi et omnibus aliis justitiariis et officiariis ipsius germani nostri, qui nunc sunt et pro tempore fuerint et eorum cuilibet et locatenenti eorumdem, quatenus eumdem priorem de Charitate et alios priores sibi subjectos, qui pro tempore fuerint et justitiarios, gentes et familiares et alios quoscumque officiarios et ministros ipsorum, quos hujusmodi presens negotium tangit et tangere poterit in futurum hujusmodi nostra declaratione, ordinatione et voluntate uti et gaudere permittant pacifice et quiete ipsos aut eorum aliquem de cetero in contrarium nullatenus molestando nec molestari faciendo. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret, nostrum presentibus litteris fecimus apponi sigillum, salvo in aliis jure nostro, et in omnibus quolibet alieno. Datum in abbatia Sancti Dyonysii in Francia, mense aprilis, anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo sexto, et regni nostri quarto. Signatum super plicam per Regem N. de Bennes.

CL.

VIGENTI SOLIDI ANNUI REDDITUS AD OPUS THESAURARIE SUPER PRIORATUM DE BICHIIS ASSIGNATI (1).

1273 Janvier 16.

Entre le prieur Milon et Jean de Champlemy, prieur de Biches, il est convenu qu'on assignera à l'office de la trésorerie de La Charité la redevance de vingt sols

(1) On a vu plus haut l'union du prieuré de Biches à l'office de la chambrerie de La Charité en 1339 (ci-dessus ch. XVII, p. 47). Sur

payée par le prieuré de Biches à l'Assomption, et établie sur le champart de Chamont, acheté de Pierre du Vivier.

Universis presentes literas inspecturis frater M. (1) humilis prior de Charitate salutem in Domino. Noveritis quod carissimus frater noster, Joannes de Campo-dimisso (2), prior domus nostre de Bischiis, de voluntate et assensu nostro, concessit et assignavit sacro conventui nostro Charitatensi, viginti solidos annui redditus reddendos et solvendos, quolibet anno in festo Assumptionis beate Marie virginis, a priore de Bischiis qui pro tempore fuerit, ad opus thesaurarie ecclesie Charitatis, ad reficienda et reparanda ornamenta argentea et serica majoris altaris ecclesie Charitatis; quos viginti solidos assignavit idem Joannes prior percipiendos, ut dictum est, super campartem sitam apud Chamon (3) dictum de Bouches, quam emit idem Joannes prior de Bisches a Petro de Viverio et Isabella ejus uxore et

l'origine de ce prieuré, l'*Histoire manuscrite* (folio 50) rapporte ceci : « Gautier Le Fort, seigneur de Bisches, a donné à La Charité le prieuré de Saint-Victor de Bisches et ses dépendances, la pêche dans la rivière d'Aron, l'usage dans ses bois ; l'église Saint-Laurent de Limanton, les terres de Jarnusse (?) et Romenay, la terre de Geoffroi de Prigy (?). » — (Folio 148.) En 1284, différend entre le prieur de Biches et le commandeur de Villemaison et Biches, au sujet de la pêche dans l'Aron et l'usage dans le bois de Vincence. Il fut dit que « le prieur pourroit faire pêcher les veilles et jour de Saint-Victor et Saint-Maurice ; quand l'archevêque de Sens, l'évêque de Nevers, l'abbé de Cluny et le prieur de La Charité iroient à Bisches, la veille et tout le jour qu'ils y arriveroient. Et que le prieur et ses sujets auroient le droit d'usage dans le bois de Vincence, tant pour y prendre du bois pour leur usage que pour la paisson de leurs porcs, en si grand nombre qu'ils voudroient, pourvu qu'ils provinssent de leur creu. »

(1) Milon de Vergy ou de Poyson, prieur de Saint-Martin-des-Champs, puis de La Charité, de 1262 à 1274.

(2) Champlemy, canton de Prémery.

(3) Chamont, hameau commune de Biches.

super omnes census et gallinas, costumas et redeventias qualescunque quas habebant dicti Petrus et Isabella in parrochia de Bisches, moventes de hereditate seu capite ipsius Isabelle, quos et quas etiam idem Joannes prior emerat a dictis Petro et Isabella. Quam assignationem, donationem et concessionem, nos, prior de Charitate predictus, volumus, concedimus et confirmamus et de consensu nostro et totius conventus de Charitate ac dicti Joannis, de Bisches prioris, ita est ordinatum quod si idem Joannes aut ejus successores deficerent in solvendo dictos viginti solidos, monete currentis in comitatu Nivernensi, ad terminum supradictum, quod nos prior de Charitate predictus et successores nostri priores, qui pro tempore fuerint, compellant ipsum Joannem et ejus successores, priores de Bisches, ad solvendum dictos vigenti solidos quolibet anno, termino superius annotato. In cujus rei testimonium presentes literas sigillo nostro duximus roborandas. Datum anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo secundo, die dominica post octavas Epiphanie Domini.

CLI.

LITERE REGIS PRO MOLENDINIS DE CHARITATE.

1365 Juin 26. — Paris.

Charles V saisit son bailli de Saint-Pierre-le-Moûtier de la plainte des religieux. Les moulins de La Charité, sis à la porte de La Marche, recevant l'eau de l'étang et du ruisseau de Munot, le propriétaire Pierre de Mornay refusait de réparer les pelles et les chaussées, ce qui occasionnait un grave préjudice à ces moulins. Les religieux seront rétablis dans leur droit d'exiger ces répa-

rations et leur situation sera réglée par un acte définitif.

Carolus, Dei gratia Francorum rex, ballivo Sancti Petri monasterii aut ejus locum tenenti, salutem. Curie nostre religiosi prior et conventus de Charitate supra Ligerim exponere fecerunt conquerendo, quod cum ipsi habeant certa molendina ad portam ville de Charitate, portam vici de Marchia nuncupatam, que retroactis temporibus ex aqua proveniente a stagno de Muneto, ad Stephanum de Mornaio (1) militem spectante, molere consueverunt, et de hoc prefati religiosi sunt et eorum predecessores fuerunt in possessione et saisina, a tali et tanto tempore quod de contrario hominum memoria minime recordatur, vel quod sufficit ad bonam possessionem et saisinam acquirendam et retinendam ; et si contingat per diruptionem seu fractionem calceie sive patelle dicti stagni aut alias quomodolibet aquam dicti stagni arrestari seu impediri, adeo quod per ipsius conductum antiquum ad molendina religiosorum predictorum suum cursum sive fluxum libere a quocumque impedimento cessationem habere nequeat, idem miles dictum stagnum calceiam et patellam, ac ipsius pertinentia, in statu sufficienti ponere et reparari facere tenetur suis propriis sumptibus et expensis, ut de aqua predicta hujusmodi molendina molere valeant, prout superius est expressum, et de premissis prefati religiosi pari forma sint et eorum predecessores fuerint in

(1) Ces moulins ont dû être construits vers 1160, d'après une charte de 1161 (ci-dessus ch. nº LXI, p. 146), où Munot est la propriété d'un chevalier appelé Rodolphe du Bois. On peut comparer les deux documents, qui traitent cette affaire d'une façon assez différente ; dans le principe, les moines devaient faire les réparations à leurs frais, tandis qu'ici ils semblent vouloir obliger le moulin de Munot à les faire. Les mêmes difficultés subsistèrent malgré les lettres royales. L'*Histoire du Prieuré* (folio 92) ajoute : Ce traité ne fut pas maintenu ; les religieux n'ont plus de droit sur le moulin de Munot, ni le seigneur de Précy, propriétaire de Munot, sur ceux de La Charité.

possessione et saisina per tempus supradictum. Verumlicet dictum stagnum et ipsius calceia et presertim locus sive patella, per quem aqua ad molendina predicta fluere consuevit, sint taliter dilacerati et dirupti quod hujusmodi molendina ex aqua predicta molere nequeant, dictaque aqua ad eadem molendina libere fluere non possit de presenti. Nihilominus idem miles predictum stagnum, calceiam patellam et alia premissa refici et reparari facere, et in statu competenti ponere ut tenetur recusavit et recusat minus juste. Super hoc pluries et debite requisitus in dictorum religiosorum grave prejudicium atque damnum, ipsosque in suis possessione et saisina predictis impediendo et perturbando, indebite et de novo habito respectu certe gracie per nos eisdem religiosis facte, per quam ipsos a lapsu temporis, a tempore belli coram (1) habiti citra hanc ad certum tempus dicimur relevasse, sicut dicunt, supplicantes per dictam nostram curiam sibi super hoc de opportuno remedio provideri. Quocirca nos premissis attentis, jura ecclesiarum temporibus nostris servare volentes illesa, vobis mandamus, si opus fuerit committendo quatenus si vocatis evocandis super loca contentiosa vobis constiterit ita esse, impedimento et novitate predictis primitus amotis, dictos religiosos suis possessione et saisina predictis uti pacifice faciatis et gaudere, ac in ipsas manum teneatis et conservetis eosdem, prefatum militem et alios quos noveritis compellendo ad hec, necnon ad dictum stagnum calceiam, patellam et alia premissa in tali statu reponenda et tenenda quod molendina predicta molere valeant ex aqua dicti stagni, prout est ab antiquo consuetum et fuerit rationis, viriliter et debite compellendo. Si vero prefatus miles aut alius pro ipso ad hec se opponere voluerit et super hec oriatur debatum, debato ipso et rebus contentiosis ad manum nostram tanquam ad superiorem positis, locisque deablatis si que fuerint realiter et de facto

(1) Un blanc dans le manuscrit.

ressaisitis, ac facta recedenda, si et ubi fuerint facienda, exhibeatis super hujusmodi oppositione inter partes easdem, ipsis auditis tam celeris et mature justitie complementum, quod ad nos propter hoc deinceps querela minime referatur, literis in contrarium impetratis vel impetrandis non obstantibus quibuscunque, quod eadem curia nostra prefatis religiosis consideratione premissa concessit et ex causa. Datum Parisiis in parlamento nostro XXVI die junii, anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo quinto et regni nostri secundo. Signatum per cameram. Villein.

CLII.

1435 Septembre 24.

Permission des comtes de Nevers pour détourner l'eau d'une fontaine située dans la chastellenie de La Marche pour la conduire aux moulins de La Charité.

Guy de Jaucourt, seigneur de Villarnoul (1), escuyer, conseiller et chambellan de monseigneur le duc de Bourgongne et de messeigneurs les comtes de Nevers et de Rethel, ses enfans, commis de par mondit seigneur le duc au gouvernement des personnes de mesdits seigneurs les comtes de Nevers ses enfans et de leur pays, terres et seigneuries, à noz très chiers et bien amez les gens et auditeurs des comptes à Nevers, au bailly dudit lieu et de Donzy, au chastellain dudit Nevers et de La Marche et à tous les autres justiciers et officiers de Monseigneur le comte de Nevers et de Rethel presens et à venir ou leurs lieutenans, salut et dilec-

(1) Ce même Guy de Jaucourt comparaît comme témoin du testament de Odart de Lespinasse, seigneur de Saint-Révérien, en 1429; ses deux fils Guyot et Guigues figurent en 1447 dans le testament de Charles, comte de Nevers. (*Inv. de Marolles*, p. 18.)

tion. De la partie des religieux, prieur et convent de l'esglise et monastère de Nostre-Dame de La Charité-sur-Loyre, nous a esté faict exposer comme de pieça nous eussent baillé et presenté certaine requeste contenant que auprès de la ville dudit lieu de La Charité ayans leurs moulins, lesquels en temps d'esté ayent besoing de plus grandes eaux que n'ont en autre saison, n'ayent pu et ne puissent trouver manière d'en y faire abondamment venir, si n'estoit que leur fut octroyé de par mondit seigneur le comte et donné licence de y faire venir le ruisseau de certaine fontaine appartenant à mondit seigneur le comte, située et estant en sa seigneurie, chastellenie et territoire de la ville de La Marche, lequel ruisseau ne profite à nul et va cheoir en la rivière de Loyre et en le detournant pour faire venir à leurs dits moulins ne prejudicieroit en aucune manière ; ce que nous eussent requis leur vouloir consentir et octroyer ; sur quoy leur eussent esté baillez commissaires, l'un des clercs de ladite Chambre des comptes et vous, chastellain de Nevers et de La Marche, pour enquerrir de la verité de leur donner à entendre, et par vertu de ladite commission ayt esté faicte certaine information que par lesdits exposans nous a esté baillé et exhibé en nous requerrant sur tout leur eslargir grace et donner provision. Pourquoy, veue ladite informacion et que par icelle nous est apparu que le detour que faire se pourroit du ruisseau de ladite fontaine de La Marche ne peut prejudicier en aucune manière à Monseigneur le comte, ne a autre, et peut grandement profiter auxditz exposans. Eu sur ce l'avis et deliberation des gens de conseil de mondit seigneur, nous favorablement condescendans à la supplicacion et requeste desditz exposans, et aussy affin que mondit seigneur puisse participer eż prières, oraisons et divin service faits, ditz et celebrez esditz esglise et monastère de Nostre-Dame de La Charité, avons à iceux exposans donné et octroyé, donnons et octroyons, de par mondit seigneur le comte, de grace speciale par ces presentes, congé et licence de faire destourner

le cours et ruisseau de la fontaine dessusdite et le faire venir a leurs ditz moulins a leur proffit pour en jouir par lesditz exposans pourveu toutesfois qu'ils seront tenuz de faire sur le cours et decours dudit ruisseau tous ponts et planches pertinantes et necessaires, les maintenir et soustenir en bon estat a leurs propres coutz et dependz, durant le temps que se ayderont dudit ruisseau de ladite fontaine et qu'il aura son cours esditz moulins. Si vous mandons à chacun de vous, en droit soy, et comme a luy appartiendra, que lesditz exposans faites souffrir et laisser de nosdits grace, octroy et licence jouyr et user plainement et paisiblement, selon la forme et teneur de ces presentes, sans en ce leur faire ou donner, ne souffrir estre faict ou donné ores ou pour le temps a venir, aucun tourbier ou empeschement au contraire. Car ainsy nous plaist-il estre faict. Donné sous nostre seel le XXIIIIe jour de septembre l'an mil CCCC trante cinq. Et plus bas : de l'ordonnance de monsieur le commis. — Signé Mignier.

CLIII.

1426 Août 1er. — La Charité.

Déclaration d'un prieur de La Charité comme lesditz moulins sont et appartiennent au couvent (1).

Nous, frère Jehan de Vinzelles (2), maistre en théologie, humble prieur de La Charité-sur-Loyre, reconnaissons et affirmons par ces presentes que nonobstant quelquonque

(1) C'est-à-dire à la manse des religieux, lesquels, par cette charte, laissent au prieur les revenus de ces moulins, mais temporairement et à cause de la cherté exceptionnelle des grains.

(2) Jehan de Vinzelles, trente-sixième prieur. Après le pillage et l'incendie de la ville de La Charité, en 1424, il exprima le désir de se retirer et devint en cette même année 1426 prieur de Joigny.

bail, ferme ou accensement qui ont esté faictes le temps passé à quelquonque personne, pour et au nom de nous, des trois moulins assis près de nostre ville de La Charité, au rez de la porte de La Marche, neantmoins lesditz moulins avec les moutures et esmolumens d'iceux sont et appartiennent a nostre couvent de La Charité lequel nostre couvent a permis, consenty et voulu que nos facteurs, boursier et maistres d'hostel ont reçeu et levé par aucun temps les moutures et esmolumens des trois moulins dessusditz, pour consideration de la chèreté du bled qui a courru et courre encores, dont nous remercions audit nostre couvent, lequel bled dessusdit a esté converty et applicqué au vivre et à la subsistance d'iceluy nostre couvent et de nostre hostel de La Charité. Et en outre, nous, dessusdit prieur, remettons et transportons paisiblement et quittement à nostre couvent dessusdit tout le droit qui nous pourroit appartenir a cause de dom Thomas de Losche, jadis nostre aumosnier et maistre d'hostel de La Charité qui en son vivant estoit participant et personnier en certaine ferme et amodiation desdits moulins. En tesmoing de ce, nous avons fait sceller de nostre seel ces presentes et les avons signées de nostre sein manuel. Donné à La Charité le premier jour d'aoust l'an mil quatre cent vingt-six. — Signé Johannes, prior Caritatensis.

CLIV.

1376 Octobre 28.

Isabeau, dame de Prye, constitue une rente perpétuelle de cent sols à recevoir à Noël, sur ses biens de La Charnaye, pour la fondation de cinq anniversaires à dire dans l'église de La Charité.

A tous ceux qui verront ces presentes lettres, Laurant de Beaune, clerc, garde du seel du Roy, nostre sire, en la pre-

vosté de Cenquoins, salut en Nostre Seigneur. Saichent tous que par devant Pierre Fauron, juré du Roy nostre syre et dudit seel, notaire usant de nostre authorité, et quant à ce commis de nous, pour ce establye en sa personne noble dame, madame Isabeau du Chasteau, femme feu noble homme monsieur Jean de Prye (1), autrement le Rousseau, jadis chevallier et seigneur de la Charnaye et de Prye en partie, dame dudit lieu de la Charnaye, vefve et estant en son droit et plainement puissante, si comme elle disoit, considerant et attendant la parfaite et vraye devotion que ledit feu monsieur Jean de Prye et ladite dame, jadis sa femme, ont eu tout le temps de leur vivant à l'esglise de Nostre-Dame de La Charité, aux religieux dudit lieu, et mesmement aux très honorables et divins offices qui continuellement de tout temps ont esté faits et celebrés, fait l'on encore et celèbre l'on de jour en jour, en ladite esglise de La Charité, par les religieux dudit lieu, a honneur et louange de Dieu, de la glorieuse vierge Marie, de tous les saints et de toutes les saintes de paradis, et pour le remède et sauvement des ames de tous trespassez, desirant de tout son cuer, par très bonne et vraye devotion, pourvoir au remede et sauvement des ames de ses feus père et mère, et de sondit feu seigneur et mary, de feu monsieur Guillaume de Prye, jadis son filz et de la sienne, et de les accompagner et faire participes et consortz des prières, bienfaits, aumosnes et oraisons qui par lesditz religieux dudit lieu de La Charité, ont par le temps passé esté faictz, sont par le temps present et seront par le temps a venir, faitz, ditz et celebrez en ladite esglise, a iceux religieux prieur et couvent dudit lieu de La Charité, a leur et perpetuel heritage dudit couvent a donné et donne,

(1) Jean IV, seigneur de Prye, marié à Isabelle de Chasnac, suivant le P. Anselme. On ne mentionne pas la date de son décès ni son fils Guillaume. Cette charte montre que le père et le fils étaient morts en 1376. Les donations des seigneurs de Prye à La Charité sont exposées dans les pièces nos CXIX et CXXXIX.

par tiltre de vraye devotion irrevocable, faicte solemnellement entre les vifs et par manière de institution testamentaire, la somme de cent solz tournois de annuelle et perpetuelle rente, a prendre, lever et percevoir par especial, par lesdits religieux ou leur certain commandement, chacun an, perpetuelement, de et sur tous les proffiz, issues, revenus et esmolumens quelquonques de sa terre de Lingetes la Charnaye, generalement sur tous les autres profitz, justice, revenus, terre, seigneurie, profitz et esmolumens que ladite dame a et puet avoir, en toutes les autres terres, estans es assises, es fins et mètes de la comté de Nivernois (1), lesquelles terres, profitz et esmolumens, les receveurs desdites terres qui par le temps present sont, et qui par le temps a venir seront, ladite dame rend, baille et delivre auxditz religieux, dès maintenant comme dès lors, et dès lors comme dès maintenant, lie, charge, astrains et oblige a rendre et payer chacun an, perpetuelement quittemment et franchement, hors de charge de fié ou rerefié (2), et de tous autres dangiers, chacun an esditz religieux, a une chacune feste de la Nativité Nostre Seigneur, au lieu de La Charité, ès propres coutz, missions et depens de ladite dame ou de ses hoirs, ou des possesseurs et detenteurs desdites terres. La première paye commenceant a la feste de la Nativité Nostre Seigneur, qui sera en l'an de grace mil trois cens soixante et seize prochain venant, toutes exceptions et allegations cessantes et arriere mises, et affin de miex faire et accomplir chacun an perpetuelment ladite rente, ladite dame a volu et consenty, veut encore et consent que au cas que les heritiers de elle, ou les possesseurs et detenteurs desdites terres soient en defaut ou negligence de non payer ladite rente, chacun an perpetuelement audit terme, comme dit est, ladite dame des main-

(1) On sait que le comté et l'évêché de Nevers comprenaient une bande de territoire sur la rive gauche de la Loire.

(2) Fief ou arrière-fief, soit libre de toute servitude quelconque.

tenant comme dès lors, et des lors comme dès maintenant a mis et imposé sur lesdites terres en outre ladite rente cinq solz tournois de peine pour chacune semaine que lesditz heritiers ou lesditz possesseurs et detenteurs desdites terres seroient en demeure et defaut de non rendre et payer ladite rente esditz religieux, comme dit est, pour lesquels cinq solz tournois de peine elle a volu lesditz heritiers ou les possesseurs et detenteurs desdites terres estre chargés, contrains, excusez, tout ainsy et par semblable manière, comme pour lesditz cent solz de rente, sans ce qu'ils soient ou puissent estre reçeus a opposition ou allegation desdites sommes de cent solz tournois de rente et desditz cinq sols tournois de peine, sans montrer et faire pleine ostension de lettres de paye ou de quittance desdites sommes ou d'aucune d'icelles, pour le terme et peine dont lesditz religieux voudroient faire execution sous le seel dudit couvent ou sous autre seel real et autentique. Et parmy ce, lesditz religieux seront tenus de celebrer et faire celebrer, chacun an perpetuelement, cinq anniversaires en leur dite esglise, c'est à savoir deux pour le remede de l'ame de ladite dame, deux pour le remede des ames de ses pere et mere, et le cinquiesme pour le remede des ames desditz feu monsieur Jean de Prye, jadis son mary, et monsieur Guillaume de Prye jadis son filz, et avec ce toutes et quantes fois qu'il plaira a Dieu que ladite dame sera allée de vie a trespassement, lesditz religieux seront tenus de aller querrir le corps de ladite dame ès propres coutz, missions et despens des heritiers d'icelle, et conduire le corps en ladite esglise et icelluy bien et honorablement enterrer et ensevelir, ès propres coutz desditz heritiers, comme dit est, au lieu et en la place ou lesditz feu monsieur Jean son mary et monsieur Guillaume son filz ont esté mis et enterrez ; et en cas que lesditz religieux seroient refusans ou delayans et defaillans d'aller querrir ledit corps, eux sur ce suffisamment sommés et requis, tout avant œuvre en icelluy cas, ces presentes lettres seroient et demeureroient nulles et lesditz reli-

gieux quittes des cinq anniversaires dessusditz, promettant ladite dame pardevant ledit juré, par sa foi en la main dudit juré corporellement baillée, et par convent sur le lien et obligation de tous ses biens meubles et immeubles, presens et avenir quelconques, que contre les choses dessusdites ou aucune d'icelles, par elle ne par autre ne viendra ne ne fera venir pour le temps à venir au contraire, ainssoys les choses dessusdites et une chacune d'icelles, par la manière que dessus elles sont escrites, tiendra et fermement gardera, et a ses hoyrs ou des ayans cause de luy ou d'eux les fera tenir et fermement garder, de point en point, sans jamais se rompre, et rendra et payera ladite dame esditz religieux tous coutz, pertes, dommages, missions et depens pour ce faitz et à faire et a volu ladite dame luy et ses hoyrs pour ce estre contraints de par le Roy, nostre syre, par prise vente et exploitz de tous leurs biens, quant es choses dessusdites. Et quant à ce a obligé ladite dame especiaument et expressement lesdites terres dessus chargées desditz cent sols de rente et cinq sols de peine, et generallement luy ses hoyrs et tous ses biens meubles et non meubles, presens et a venir, en soumettant le tout en tout à la juridiction et contrainte du Roy, nostre syre, et de sondit seel ; et a renoncé ladite dame par sa foy a toute accion et exception de baras, de mau marché, de fraude, de criée, de lesion, de convention et d'une chacune d'icelle a l'encontre qui cheet en faict de baras, a la condition sans cause de la chose non ne avoir esté ainsy faite, ne ainsy accordée, a toute aide de droit canon et civil, a tous us et coustumes de pays a ce fait contraires, et a toutes autres actions, exceptions, déceptions, defences, raisons et allegations de fait ou de droit quelconque qui contre ces presentes lettres ou la teneur d'icelles pourroient estre dites, proposées ou alléguées aucunement, et mesmement au benefice du sage conseiller Belleyan et a tout privilege pour ce introduit ou a introduire en la faveur des femmes, si comme ledit juré, auquel nous ajoustons foy en ceste partie, nous a rapporté

les choses dessusdites estre vrayes, a la relacion duquel et en tesmoin des choses dessusdites, nous avons scellées ces presentes lettres du seel du Roy dessusdit. Donné le dimanche avant la feste des SS. Symon et Jude apostres, l'an de grace mil trois cens soissante et seize. — Signé FAURON.

CLV.

QUOD FRATER BERNARDUS, PRIOR, DEDIT CONVENTUI STAGNUM QUODDAM PRO SUO ANNIVERSARIO.

1379 Août 18.

Le prieur Bernard fonde un service perpétuel d'anniversaire avec un repas pour les religieux, et leur donne un étang nouvellement établi.

Universis presentes literas inspecturis, frater Bernardus (1), humilis prior de Charitate, salutem in Domino. Noveritis nos venerabili conventui nostro Charitatensi pro remedio anime nostre ac parentum et benefactorum nostrorum ac officio seu anniversario nostro in nostra Charitatensi ecclesia, post obitum nostrum anno quolibet imperpetuum solemniter celebrando, donavisse, tradidisse, quittavisse ex nunc in perpetuum concessisse quoddam stagnum nostrum de novo constructum et factum in quadam platea nostra quam de novo habuimus et acquisivimus a Ludovico de Belna burgensi ville nostre de Charitate, omne jus et omnem possessionem actualem et realem in eumdem conventum totaliter transferentes. Ita tamen quod dictus conventus, die qua anniversarium nostrum fieri contigerit, dare bonam

(1) Bernard du Puy-Cendrat, trente-quatrième prieur, de 136 à 1394, mort à La Charité.

pitanciam anno quolibet teneatur. In quorum testimonium sigillum nostrum literis presentibus duximus apponendum. Datum in domo nostra de Charitate, die decima octava mensis augusti, anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo nono.

CLVI.

QUOD CONVENTUS SINGULIS DIEBUS POST PRANDIUM TENETUR RECITARE ANTIPHONAM : « HOC EST REGINA VIRGINUM, ETC. » EX FUNDACIONE DOMINI PHILIPPI DE MOLINIS EPISCOPI NOVIOMENSIS.

1394 Mai 2.

Philippe de Moulins, évêque de Noyon, donne un capital de quatre cents francs d'or, dont le revenu sera servi aux religieux, sans jamais être saisi par les prieurs, à la condition de dire chaque année à perpétuité deux messes, un service d'anniversaire et diverses antiennes.

Universis presentes literas inspecturis, Philippus de Molinis (1) Nivernensis diœcesis, miseratione divina Noviomensis episcopus, salutem in Domino. Notum facimus quod nos ad conventum beate Marie de Charitate, Cluniacensis ordinis, Autissiodorensis diœcesis, et ad orationes religiosorum in eodem continue degentium specialem devotionem habentes, cupientes dictis orationibus participes fieri eidem conventui, de bonis a Deo nobis collatis, tradidimus et

(1) Philippe, de Moulins-Engilbert, évêque d'Évreux, puis, comme évêque de Noyon en Picardie, membre du conseil du roi, où il remplit les fonctions de secrétaire; sa mort eut lieu en 1409.

realiter numeravimus quadringentos francos auri (1) pro emendis redditibus dicto conventui perpetuo applicandis et appropriandis, volentes et ordinantes quod dicti quadringinti franci et redditus inde requirendi dicto conventui solummodo et insolidi perpetuo remaneant, absque eo quod prior modernus vel alii priores dicti monasterii, qui pro tempore fuerint, in dictis quadringentis francis vel redditibus ex eis acquirendis aliquid habeant aut reclamare vel exigere possint ; ita tamen quod religiosi prefati conventus, qui nunc sunt et futuris ibi erunt temporibus, a modo imperpetuum anno quolibet duas missas, videlicet unam de Spiritu sancto, quamdiu vixerimus, et post obitum nostrum loco illius de Spiritu sancto unam missam pro mortuis quolibet mense junii et aliam de sancta Dei genitrice Maria quolibet mense septembri (2) et post obitum nostrum una cum duabus missis predictis singulis annis anniversarium nostrum, videlicet unam missam cum toto servicio defunctorum semel in anno, in die obitus nostri vel altera die quam citius post dictum diem fieri poterit; ob remedium anime nostre, omnium parentum, amicorum et benefactorum nostrorum in eorum ecclesia conventualiter et alta voce celebrabunt et celebrare tenebuntur, in memento dictarum missarum specialem memoriam faciendo pro nobis, et ulterius singulis diebus a data presentium imperpetuum statim post gratias in dicta eorum ecclesia dici consuetas, antiphonam « Hæc est Regina Virginum » versiculum « Dignare me » et orationem « Deus qui virginalem aulam, etc. » cum oratione « Pretende Domine ». Post decessum vero nostrum loco dicte orationis pretende, orationem illam « Quesumus Domine pro sua pietate miserere anime famuli tui fundatoris, etc. » perpetuo

(1) Comme les deniers et les moutons d'or, les francs d'or valaient vingt sols tournois. Leur cours fut autorisé par l'édit de Charles V, du 27 novembre 1388. (Ducange à *Moneta*.)

(2) Ces deux messes votives du Saint-Esprit et de la sainte Vierge devaient se dire indistinctement un des jours de juin et de septembre.

submissa voce et flexis genibus pro nobis et amicis nostris dicent conventualiter et dicere tenebuntur. Que omnia et singula dictus conventus perpetuo facere promisit, omnia bona dicti conventus presentia et futura, de consensu et authoritate domni Bernardi de Podio (1) prioris dicti monasterii obligando, dictusque domnus prior premissa omnia authorisavit, ratificavit et approbavit, prout per litteras super hec confectas sigillis dictorum prioris et conventus sigillatas, et in eorum martyrologio registratas nobisque concessas latius continetur. In quorum omnium testimonium sigillum nostrum literis presentibus duximus apponendum. Datum in villa de Charitate, die secunda mensis maii, anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo quarto. — Signatum Cabuart et sigillatum.

CLVII.

RECOGNITIO INFIRMARII DE CHARITATE PRO VESTIARIO RELIGIOSORUM DICTI LOCI.

1413 Mars 9.

L'infirmier de La Charité, prieur de Berry, reconnaît devoir aux prieur et religieux, chaque année, à la Toussaint, une rente de dix livres tournois, garantie sur tous ses biens et sur son prieuré.

In nomine Domini, amen. Per hoc presens publicum instrumentum cunctis pateat evidenter quod anno ejusdem Domini millesimo quadringentesimo duodecimo, die nona mensis martii, hora vesperarum vel circa, indictione sexta,

(1) Voyez la charte précédente donnée par ce prieur.

42

pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri, domini Joannis, divina providentia pape vicesimi tertii (1), anno tertio, in mei notarii publici et testium infrascriptorum ad hoc specialiter vocatorum presentia personaliter constitutus, in domo et prioratu beate Marie de Charitate, ordinis Cluniacensis, Autissiodorensis diœcesis, saniori parte conventus dicti loci simul congregatis, propter hoc convocatis; et in eadem ecclesia vir religiosus frater Guillelmus Bruncoste, infirmarius dicti loci de Charitate et prior de Berriaco, vir prudens et discretus, non seductus aut coactus, nec in aliquo circunventus, confessus est et recognovit se debere anno quolibet, in festo omnium sanctorum, domnis priori et conventui dicti loci, super dicto prioratu de Berriaco, censum seu pensionem decem librarum Turonensium. Dictus infirmarius promittit in voto sue religionis et sub ypotheca omnium bonorum suorum temporalium, et dicti prioratus de Berriaco, solvere ad dictum terminum omnium sanctorum predictis dominis priori et conventui aut procuratori ipsorum, anno quolibet, absque defectu et sine cavillatione aut allegatione quacunque, protestantes dicti domini de conventu quod gratia seu remissio facta eidem infirmario, hoc anno, de octo libris, propter damna et perdas quas fecit de bonis suis hoc anno apud Berriacum et Montemfalconem (2), propter guerram damnosam in istis partibus habitam, non possit in consequentiam trahi, nec aliquod

(1) Balthazar Cossa, cardinal en 1402, élu pape le 17 mai 1410, sous le nom de Jean XXIII, puis déposé en 1415. Il mourut en 1419.

(2) Berry et Montfaucon, deux localités voisines, commune de Villequiers (Cher); siége d'un archiprêtré et d'une baronnie érigée en marquisat en 1666, sous le nom de Villequiez, par Louis Dumont de Villequiez. A la formation des communes, Villequiers devint commune et paroisse; Berry n'est plus qu'un hameau. (Note de M. Boyer, archiviste du Cher.) Plusieurs pièces de l'inventaire du prieur Colbert concernent le prieuré de Berry, attribué aux fonctions d'infirmier de La Charité.

prejudicium futuris temporibus generare, supponens se dictus infirmarius et omnia bona sua quecunque jurisdictioni, cohertioni, exploitationi curie dicti domini prioris de Charitate et cujuscunque alterius curie ecclesiastice et secularis. De quibus omnibus et singulis supradictis, dicti domini de conventu petierunt a me, notario publico infrascripto, sibi fieri et dari publicum instrumentum unum vel plura, tot quot erunt necessaria, quod eis concessi. Acta fuerunt hec infra metas dicte ecclesie de Charitate, in loco dicto le Revistoire, anno, die, hora, indictione et pontificatu predictis, presentibus ad hoc Simone Picheti clerico et Reginaldo Paris, commensalibus dicte domus de Charitate, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. Et ego Joannes Margaroti, presbyter Nivernensis diœcesis, publicus authoritate apostolica notarius, confessioni, recognitioni, protestationi et omnibus aliis et singulis supradictis, dum sic ut premittitur agerentur et fierent una cum prenominatis testibus presens interfui, eaque omnia et singula sic fieri et dici, vidi et audivi, et hoc presens publicum instrumentum inde confectum aliis occupatus negotiis per alium scribi feci, signoque meo solito signavi, requisitus et rogatus in testimonium veritatis premissorum. — Signatum Margaroti.

CLVIII.

STATUTA DOMNI VALENTINI PRIORIS DE CHARITATE.

1416 Juillet 10.

Le prieur Valentin renouvelle les statuts pour la constante observation de la règle dans les heures du repos, les places du réfectoire, les précautions à prendre pendant

les repas, les sorties hors de la clôture du couvent, enfin la surveillance durant tous les exercices.

Universis presentes literas inspecturis, frater Valentinus (1), humilis prior de Charitate, salutem in Domino sempiternam. Cum secundum statuta et ordinationes antiquas hujus monasterii, ad observantiam religionis et ad repellandas derisiones, tumultus, et garrulationes tenentes et regentes conventum, debeant et teneantur ascendere dormitorium ante matutinas et post, et etiam in dormitionibus que fiunt tempore meridianarum et cerchiam (2) personaliter facere, dictas ordinationes tanquam consonantes rationi ratificamus et approbamus et observari precipimus. Et ad removendum quemdam abusum qui de novo involuit per aliquos regentes conventum qui paulatim et pluribus vicibus relinquebant dormitorium extra jacendo adjiciendo, ordinamus et statuimus quod si contingat talem regentem et tenentem conventum relinquere dormitorium et negligere cerchiam facere horis predictis, vel aliqua ex illis horis, postea per unam diem integram non se intromittat regere nec tenere conventum, imo significet hoc alteri domno ordinis ipsum immediate subsequenti ut teneat et regat conventum ; die autem integra elapsa intrare poterit et regere conventum juxta consuetudinem antiquam intrando horam prius vel capitulum, et ab illo tempore quo dormitorium reliquerit usque post diem integram a conventu debite resumpto, inhibemus eis ne de regimine conventus aliqualiter se intromittant, et etiam inhibemus omnibus religiosis nobis subditis ne eidem ut tenenti et regenti conventum in aliquo obediant ; imo hoc tempore durante alteri domno ordinis ipsum immediate sequenti obediant ; antiquis tamen

(1) Valentin du Puy, 35e prieur de La Charité en 1394. Il était auparavant prieur de Reuil ; il mourut en 1420.

(2) *Cerchia* ou *circa*, la garde, faire la ronde. (Ducange.)

consuetudinibus hujus monasterii de jacendo extra monasterium, et de resumendo conventum ante et post infirmarius regulares quotidianas et flobotomias in suo robore duraturis. Nolumus tamen hanc constitutionem extendi ad casus inopinatos necessarios in statu hujus monasterii seu persone talis regentis conventum ; nec etiam tamen invocationem istam seu additionem non intendimus extendi ad illos qui, cum licentia superioris vel suorum majorum, causa negociationis ibunt extra villam de Charitate, in quibus volumus quod sufficiat observantia antique consuetudinis. Item cum circuitus pene et labores sint evitandi, ordinamus quod quando fiunt potationes et dispersiones vini in loco dicto (supra caveam), domnus vini stet et sedeat hora prandii juxta fenestram per quam ministratur vinum de cavea in refectorio. Item ut honestius reficiantur religiosi in refectorio, et ne seculares incedentes per claustrum coram hostio refectorii horis quibus ibi fit refectio videant infra refectorium, ordinamus quod refectorarius semper teneat hostium refectorii clausum cum cliqueto et religiosi intrantes vel exeuntes refectorium dictum hostium claudant, alias corrigantur, potissime refectorarius. Item ad removendas garrulationes et discursus laïcorum qui fiunt in refectorio, in refectione servitorum, in mensa contigua hostio in qua consueverunt religiosorum servitores refici, ordinamus quod a cetero dicti religiosorum servitores sedeant et reficiantur in mensa que est a parte chori prioris. Item quia aliquando tempore infirmariarum regularium propter paucum numerum religiosorum unica mappa ponitur, que etiam ponitur a parte chori abbatis, et communiter sedent religiosi prope ostium ubi fiunt plures derisiones, nolentes superius ascendere et judices sunt in hoc negligentes, ordinamus quod quotiescunque illa sola mappa ponitur, ponatur in mensa que est a parte chori prioris, et in illa reficiantur religiosi. Item ut honestius preparentur et ministrentur cibaria religiosis, et ne laïci edentes carnes videant cibaria religiosorum et ne servitores religiosi habeant

materiam discurendi per monasterium et exeundi refectorium et ut refectorium melius teneatur clausum, ordinamus quod tempore quo religiosi reficiantur in refectorio claudatur coquina cum clave communi quam tenet regens conventum, in qua coquina solum includantur duo famuli coquine et claudatur dictum ostium coquine antequam dicatur benedicite, quod non aperiatur donec cerchia facta fuerit in refectorium in refectione servitorum, et ut servitores religiosi necessarii ad intrandum coquinam melius possint vacare suo officio absque hoc quod exeant refectorium et ne ostium coquine pro exitu ipsorum aperiatur, ordinamus quod fiat ostium in refectorio intrando coquinam in loco ubi est una fenestra prope armaria furni de quo ostio regens conventum solus clavem habeat, quod ostium semper sit clausum, nisi solum tempore quo magnum ostium coquine erit clausum, videlicet a tempore de benedicite usque post cerchiam refectionis servitorum. Actum in nostro capitulo, die decima mensis julii, anno Domini millesimo quadringentesimo decimo sexto. — Sic signatum G. VALENT.

CLIX.

1419 Août 14.

Procès-verbal de la réunion du chapitre général, présidé par le sacristain du monastère, le prieur Valentin étant absent, en présence de plusieurs prieurs suffragants.

Anno Domini millesimo quadringentesimo decimo nono, in vigilia Assumptionis beate Marie virginis, quatuordecima mensis augusti, indictione duodecima, pontificatus sanctissimi in Christo patri et domini nostri, domini Martini (1),

(1) Eudes Colonna, cardinal en 1405, pape en 1417, sous le nom de Martin V, apaisa le schisme d'Occident en 1429 et mourut en 1431.

divina providentia pape quinti anno secnndo, in mei Joannis Margaroti notarii apostolici et testium subscriptorum presentia, in capitulo prioratus beate Marie de Charitate, ordinis Cluniacensis, Autissiodorensis diœcesis, lecte fuerunt et proclamate alta et intelligibili voce de verbo ad verbum litere hic in albo contente, quibus sic lectis et proclamatis, fuit per venerabilem et religiosum virum fratrem Joannem de Rupe, sacristam et secundum in ordine dicti prioratus ac vicarium (1) reverendi patris domini Valentini, ejusdem loci priorem, absentem et loco sui in dicto capitulo presidentem, in quo erant omnes religiosi congregati hora capitulandi et capitulantes suum capitulum generale, ut moris est, in dicto monasterio ipsa die celebrantes, injunctum et preceptum ut omnia et singula in dictis literis contenta facerent et faciendum et adimplendum alios compellerent. De quibus omnibus et singulis frater Joannes de Buxeria, prior de Monesto (2), procurator et procuratoris nomine dicti reverendi patris domni prioris dicti loci, petiit sibi fieri et dari instrumentum per me notarium jamdictum, quod sibi concessi, presentibus ad hec venerabilibus et religiosis viris fratribus Joanne Larcherat, priore de Curtenaio (3), Raymundo de Malboisson, priore de Valle-noxia (4), Joanne Petitjean, priore de Sancto Sydronio (5) et pluribus aliis prioribus et religiosis. — Signatum : MARGAROTI ita est.

(1) L'administrateur du couvent, sous les ordres du prieur, ne portait encore que le titre de vicaire. L'organisation des prieurs commendataires et claustraux eut lieu quelques années plus tard. Le premier commendataire de La Charité fut Charles de Bourbon, de 1486 à 1488.

(2) Menetou-Ratel, près Sancerre. Voyez ci-dessus, charte CX, p. 226.

(3) Prieuré de Saint-Pierre et Saint-Paul de Courtenay, diocèse de Sens, aujourd'hui canton de l'arrondissement de Montargis (Loiret).

(4) Vanoise, hameau commune de Larochemillay (Nièvre), autrefois du diocèse d'Autun ; prieuré fondé par les seigneurs de ce lieu. (BAUDIAU, *Morvand*, t. I, p. 497.)

(5) Saint-Cidroine, aujourd'hui commune du canton de Joigny (Yonne).

CLX.

FONDATION D'UN ANNIVERSAIRE ET DE CINQ SALUTZ EZ CINQ FESTES DE NOTRE-DAME PAR MESSIRE JEAN DE CLEVES, PRIEUR DE LA CHARITÉ ET EVESQUE DE BETHLEEM.

1619 Octobre 9.

A tous ceux qui ces presentes lettres verront, le garde du seel royal estably aux contrats, sentences et jugemens du baillage de Saint-Pierre-le-Moustier, en la prevosté de Cenquoins, salut. Scavoir faisons que pardevant Jacques Roussignol et Estienne Joully, notaires et tabellions royaux et gardenotes hereditaires, esditz baillage et prevosté, residens à La Charité, a esté personnellement estably illustre et reverend père en Dieu messire Jean de Clèves (1), evesque de Bethleem, abbé de l'abbaye de Toussains en l'isle de Chaalons, prieur seigneur de La Charité, lequel pour la devotion qu'il a envers la vierge Marie, il entend et veut que la fondation qu'il a cy devant faite de cinq salutz solennels qui se continuent à chanter par les religieux de Notre-Dame de ceste ville en l'esglise de ceans, non encore redigée par escrit aye lieu et sorte effect. Et en ce faisant que lesdits religieux soient tenus de chanter lesditz salutz au soir des cinq festes de Notre-Dame, et un service de trois grandes messes et vigiles, le lendemain de la Nativité saint Jean-Baptiste, et a cet effect a baillé auxdits religieux et veut leur estre delivré par noble Antoine de Cleves son neveux et legataire, la

(1) Jean de Clèves, 45e prieur et 5e commendataire. Son oncle Louis de Clèves résigna le prieuré en sa faveur en 1606; Jean le garda même après son avénement à l'évêché de Bethléem en 1615; il mourut en 1619. La fondation fut faite par les deux prieurs et exécutée par leur neveu, le comte de Rosoy.

somme de sept cens livres, pour une foys payée, sur les plus clairs des deniers qu'il laissera, laquelle somme lesditz religieux seront tenus mettre à constitution, pour en recevoir par eux le revenu annuel par an et non le principal, lequel en cas de rachapt sera remis en autre constitution ; il entend que les promesses qu'il a faites cy-devant auxditz religieux touchant la restitution de leur terrier et justice de Narcy soit exécutées. Fait le neufiesme jour d'octobre mil six cens dix neuf, environ l'heure de quattre heures après midy par les notaires royaux soussignez. — Ainsy signé en la minute : J. de Clèves, Joully et Roussignol, notaires royaux.

CLXI.

TRANSPORT DE DEUX RENTES CONSTITUÉES FAITES AUX RELIGIEUX PAR LES HÉRITIERS DUDIT SEIGNEUR PRIEUR POUR L'ACQUIT DE LADITE FONDATION.

1620 Novembre 2.

A tous ceux qui ces presentes lettres verront, le garde du seel royal estably aux contratz, sentences et jugemens du baillage et siége presidial de Saint-Pierre-le-Moustier, prevosté de Cenquoins, salut. Scavoir faisons que pardevant Jean Le Maire, notaire tabellion hereditaire du Roy nostre sire esdiz baillage et prevosté, et l'un des quatre establys en la ville de La Charité-sur-Loyre, a esté present en sa personne maistre Estienne Joully, notaire royal et procureur et fondé de procuration speciale de Antoine de Cleves, comte de Rosoy (1), baron de Fontaine, sieur de Marqueraut, en

(1) D'après les termes de cet acte, le comte de Rosoy établit ainsi qu'il suit la fondation de ses oncles, s'élevant à un capital de sept

datte du vingt-quatriesme jour de mars, an present mil six cens vingt, signée Roussignol, de laquelle il a fait foy : lequel de son bon gré et bonne volonté du vouloir et consentement de honorables hommes et sage maistre Philibert Testard, advocat en Parlement, lieutenant particulier au baillage de La Charité, et maistre Pierre Testard, substitut procureur fiscal audit baillage, executeurs testamentaires de deffunct messire Jean de Clèves, evesque de Bethleem, seigneur et prieur de La Charité, pour satisfaire au vouloir, intention et dernière volonté dudit feu seigneur de La Charité, porté en l'acte en forme de codicile, reçu en presence de Roussignol et dudit Joully, notaires royaux en ceste ville, en datte du neufiesme octobre mil six cens et dix-neuf dernier, par lequel ledit sieur auroit fondé cinq salutz solennels en l'esglise Notre-Dame de ladite Charité pour estre ditz et chantez ez cinq festes de Notre-Dame a perpetuité par les religieux dudit prieuré et couvent avec un service de trois grandes messes et vigiles a chascun jour de landemain monsieur saint Jean-Baptiste ; et suyvant les sommations faites cy-devant par lesdits sieurs religieux tant auxdits executeurs testamentaires que sieur comte de Rozoy, en presence du juré soussigné, en date du dernier jour de decembre audit an mil six cens et dix-neuf et deuxiesme janvier mil six cens et vingt, a baillé et delaissé ceddé et transporté et par ces presentes cedde et transporte auxdits sieurs religieux dudit prieuré et couvent Nostre-Dame de ladite Charité, cy après nommez, presans et stipulans et acceptans pour eux et leurs successeurs religieux dudit couvent, la somme de vingt-cinq livres tournois de rente annuelle et constituée au proffit dudit deffunt sieur de La Charité par Jean Mauvielle, marchand,

cents livres : 1° une rente de 25 livres au capital de 400 livres à payer aux religieux par le sieur Jean Mauvielle ; 2° une autre rente de 18 livres 15 sols, au capital de 300 livres, par le seigneur de Cotignon, soit un revenu annuel de 43 livres, représentant pour le capital de 700 livres un intérêt d'un peu plus de six pour cent.

demeurant en ceste ville de La Charité, et Anne Tresaurier sa femme, par contrat passé pardevant ledit Joully, en date du neufiesme jour de may mil six cens et dix-huit, ladite rente payable a chacun jour neufiesme may, le premier terme et payement commenceant audit jour neufiesme may prochain venant, et d'illec continuer d'an en an et de terme en terme jusques au rachapt et amortissement de ladite icelle rente constituée pour la somme de quatre cens livres tournois en principal. Plus la somme de dix-huit livres quinze sols tournois aussy de rente constituée par noble Pierre de Cotignon, escuyer, sieur de La Charnaye et damoiselle Françoise Begueau, par contrat passé en presence dudit Joully, le dix-huitiesme jour de juin mil six cens dix-neuf, payable chacun an a semblable jour 18ᵉ juin, le premier terme et payement commenceant audit jour prochain venant, constituée pour la somme de trois cens livres tournois en principal (1) avec l'arrérage de ladite rente escheue audit jour dernier passé, comme lesdites rentes appartenans audit sieur de Clèves, comte de Rozoy, en qualité de legataire dudit deffunt sieur de La Charité, son oncle; les contrats desquelles rentes ont esté presantement mis ès mains desditz sieurs religieux par lesdits sieurs Testard, inventoriez en l'inventaire dudit deffunt seigneur de La Charité, scavoir celui dudit sieur Mauvielle, sous la cotte de J. J. et celui dudit sieur de La Charnaye, trois XXX; et d'autant que l'arrerage de ladite rente deue par ledit Mauvielle et sa femme escheue audit jour 9ᵉ may dernier, a esté receu par ledit sieur maistre Philibert Testard, l'un desdits executeurs, a icelluy sieur Testard payé et remboursé lesdits sieurs religieux de la somme de vingt-cinq livres tournois, en presence du juré soussigné et tesmoins souscrits, en quarz d'escus et autre monoye du prix de l'ordonnance, dont il demeure quitte; laquelle somme et

(1) On remarquera que les arrérages de ces rentes sont établis au taux d'un peu plus de six pour cent du capital énoncé.

l'arrerage de ladite rente deue par ledit sieur de La Charnaye et sa femme jusques a present delaissés auxdits sieurs religieux font le payement d'une année due auxdits sieurs religieux de ladite somme de sept cens livres tournois escheue au jour et feste de l'Assumption Nostre-Dame de my-aoust dernier passé, pour avoir fait et celebré lesditz salutz et service dont et de laquelle année derniere ledit sieur comte de Rozoy demeure quitte ; et moyennant le delaissement et cession desdites deux rentes et arrerages, lesditz sieurs religieux dudit prieuré, capitulairement assemblez en leur chapelle au son de la cloche en la manière accoustumée, traitans de leurs affaires, scavoir le reverend Père dom Jean Passelegue (1), bachelier ez sainctz decrets, prieur clostral, grand vicaire et chambrier audit couvent, dom Pierre de La Place, sacristain et premier officier, dom Constant de Freteville aumosnier, dom Zacharie Fortin doyen, dom Robert Mauvielle chantre et maistre des novices, dom Estienne Rameau, dom Mathieu Saineton, dom René du Chastel, dom Florimond Mazuer et dom Louis de La Motte, tous prestres religieux audit couvent, faisans et representans la plus grande et saine partie desditz religieux, ont de leur bon gré promis et se sont obligez, eux et leurs successeurs à l'avenir, de dire et chanter a chacune desdites cinq festes Notre-Dame, scavoir à la Purification, Annonciation, Assumption, Nativité et Conception un salut qui sera *Gaude Maria*, avec la prose *Inviolata* à la fin d'icelluy ; puis le verset *Ora pro nobis sancta Dei genitrix*, la collecte *Famulorum tuorum* et le psalme *De profundis*, avec le repons *Libera*, et les collectes *Deus qui inter apostolicos sacerdotes famulos tuos*, *et fidelium*, sur la fosse ou voute dans laquelle ledit seigneur messire Jean de Cleves, fondateur et son oncle et predecesseur sont inhumez ;

(1) Jean Passelègue devint prieur commendataire en 1625, Charles de Gonzague de Clèves ayant renoncé en sa faveur pour reprendre ses droits sur le duché de Nevers.

lequel salut sera chanté à l'issue de vespres ès festes de la Conception et Purification et à l'issue de complies ès festes de l'Annonciation, Assomption et Nativité ; et encore seront tenus lesdits sieurs religieux et se sont obligez de dire et celebrer un service à l'intention dudit deffunt seigneur prieur annuellement, dont les vigilles se chanteront chacun jour, Nativité saint Jean-Baptiste 24e jour de juin, et le landemain 25e jour dudit moys de juin, à l'issue de primes, trois messes a haute voix, la première du Saint-Esprit, la seconde de Nostre-Dame et la troisième des Trespassez. Lesdits saluz et service solennellement sonnez et les luminaires au nombre de dix ou douze cierges allumez pendant iceux et fournys par le sieur sacristain dudit prieuré, auquel pour ce faire sera payé, prise sur la rente desditz sept cens livres tournois la somme de cent quinze sols tournois, et ce par le fermier ou receveur dudit couvent audit jour Saint-Jean-Baptiste. A esté accordé que ou le principal desdites rentes sera esteint et amorty par les debteurs d'icelle, lesdits sieurs religieux seront tenus incontinant bailler et remettre les deniers provenans des rachapts à constitution ez mains de personnes receantes et solvables, pour en percevoir par eux les interestz et profiz. Le tout conformement à l'intention dudit deffunt seigneur de La Charité, porté en l'acte dudit jour 9e octobre 1619. Car ainsy l'ont voulu, dit, fait, passé, consenty et accordé lesdites partyes pardevant ledit juré (1)... En tesmoing de ce nous, garde dessusdit, au rapport dudit juré, avons a ces presentes ledit scel royal faict mettre et apposer, qui furent faites et passées à La Charité audit prieuré de La Charité le 2e jour de novembre 1620, ès presences de Guillaume Chamignon clerc, et Jean Perdrion escollier demeurans à La Charité, tesmoings. La minute originalle des presentes est signée Passelaigue, P. de La Place, de Freteville, R. du Chastel, R. Mauvielle, D.-M. Saincton, de La

(1) La suite ne contient que des formules et clauses pénales.

Motte, Mazuer, Marquet, Bertier, G. Beraut, Robert Grasset, Pierre Cabanel, Testard, Estienne Goussot, Testard, Louis Testard, Joully, Perdrion, Chamignon et Le Maire, juré soussigné, n'ayans lesdiz Fortin et Rameau voulu signer. — Ainsy signé : LE MAIRE.

CLXII.

FONDATION PAR LA DAME JOLLY DE LA MESSE DE QUATRE HEURES DU MATIN POUR LES OUVRIERS ET LES VOYAGEURS.

1662 Janvier 2.

A tous ceux qui ces presentes lettres verront, le garde du scel royal estably aux contrats, sentences et jugemens du baillage et siége presidial de Saint-Pierre-le-Moutier en la prevosté de Cenquoins, salut. Scavoir faisons que pardevant Me Pierre Joully, notaire royal tabellion et gardenottes hereditaire, et l'un des quatre establys d'ancienneté en la ville de La Charité-sur-Loyre, au nom du Père, du Filz, du Saint Esprit, ainsy soit-il. L'an de grâce mil six cens soixante deux, le deuxième jour de janvier, pardevant le juré soussigné, est comparue honeste femme Benigne Jolly, vefve de feu honorable homme Jacque Ruthor, marchand demeurant à La Charité, laquelle, après avoir beaucoup de foys fait reflexion sur les biens que Dieu luy a faitz et desirant luy en rendre ses reconnoissances et employer partye de ceux qu'il luy a departys a son service, pour la commodité des chrestiens et pour le repos de son âme, après que Dieu l'aura appellée de ceste vie, et de ceux destenus dans le purgatoire et lesquels, n'ayans entièrement satisfaitz à sa justice, attendent sa misericorde. Ayant considéré qu'il n'y a

point de meilleur moyen et plus utile que de fonder une messe tous les jours qui soit ditte et celebrée depuis l'Annonciation Nostre-Dame jusques a la Nativité Nostre-Dame a quatre heures du matin, et depuis la Nativité jusqu'à l'Annonciation a cinq heures du matin, affin que les passans et les pauvres manœuvres puissent auparavant que d'entreprendre leur voyage ou leur travail ouyr la sainte messe. Et a dans ceste pensée prins le dessein d'en fonder une dans l'église Notre-Dame de cette ville de La Charité, et pour l'entretenir donner la somme de cent soixante et six livres treize sols trois deniers, par chascun an, de rente. Et en ayant communiqué au reverend père Prieur claustral dudit prieuré et couvent Notre-Dame de La Charité, il auroit assemblé les religieux dudit prieuré et couvent, en leur chapitre, au son de la cloche, à la manière accoustumée, et l'affaire mise en deliberation auroient loué le pieux zèle de laditte Jolly, et pour seconder ses bons desirs, accepté ladite fondation. Veu lequel consentement laditte Jolly, de son bon gré et bonne volonté, sans force ny contrainte, a fait don et donation pure et simple et irrevocable, en la meilleure forme que donation se puisse, aux reverends Pères prieur, religieux et couvent de Nostre-Dame de La Charité, comparans ès personnes des reverends Pères dom Romuald Abraham, prieur claustral; dom Charle de La Motte, chambrier et sous-prieur; dom Urbain Philippe, dom Jean Morlet, dom Ode Beraut, dom Nicolas Collet, dom Nicolas Jesnin, dom Hylarion Vizet, dom Romuald Manyel, tous prestres, et frère Thomas Chambon, tous religieux profex audit couvent Nostre-Dame de La Charité, du sort principal de la somme de trois mille livres tournois, faisant partye de la somme de quatre mille cinquante livres tournois pour laquelle damoiselle Anne Grasset, vefve Louys de Cotignon, vivant escuyer, seigneur de la Charnaye, Chasteauvert et Charreau, a constituée au proffit dudit deffunt Ruthor la somme de deux cens vingt cinq livres tournois par chacun an de rente annuelle et

perpétuelle, et constituée a chacun jour 20e octobre, par contrat passé pardevant le juré le 20e octobre 1655, affectée et hypothequée sur la terre de Boisrollant et generallement sur tous et un chacun les autres biens de ladite damoyselle, tant meubles qu'immeubles, ainsy qu'il est amplement porté par ledit contrat du 20e octobre 1655, que par autre passé pardevant le notaire le 11 mars 1659, ensemble les arrerages de ladite somme de trois mille livres qui reviennent à la somme de 166 livres 13 sols trois deniers par an, à commencer à prendre lesditz interests au premier jour qu'il escherra après son decès, et en après de continuer de terme en terme à la charge et condition que lesditz reverends Pères, prieur et religieux cy dessus nommés, tant pour eux que pour leurs successeurs prieurs et religieux dudit couvent, seront tenus de dire chacun jour à la chapelle du saint Nom de Jesus, ou à celle du Saint-Esprit, erigées en ladite esglise Nostre-Dame, une messe pour donner moyen aux passans de l'ouyr à l'heure de quatre du matin, depuis le jour de l'Annonciation jusques au jour de la Nativité Nostre-Dame, et depuis la Nativité jusques à l'Annonciation à cinq heures, qui sera sonnée un quart d'heure auparavant, affin que tous les voyageurs et ouvriers puissent l'ouyr auparavant que de commencer leur travail, ce qui a esté accepté par lesditz reverends Pères, prieur et religieux cy dessus nommez, tant pour eux que pour leurs successeurs prieur et religieux dudit couvent, lesquels ont promis et se sont obligez de dire ladite messe aux heures cy dessus desclarées, fournir le luminaire et choses necessaires, et outre ont promis lors du decez de ladite Jolly d'assister à son convoy et enterrement et lui dire le lendemain trois grandes messes comme a une bienfaitrice dudit couvent et promis de faire ratiffier le present contrat à la voulte de Cluny, ou premier chapitre qui y sera tenu. Et ou cas que ladite damoyselle Grasset ou les siens veullent rachetter ladite rente, lesditz reverends Pères prieur et religieux dudit couvent seront tenuz remployer

ladite somme en autre constitution, pour estre ladite rente annuellement payée et ladite messe entretenue. Et en cas qu'il arrive, ce qu'à Dieu ne plaise, que la messe ne fust plus celebrée par chacun jour à l'heure dessusdite, veut et entend que ladite donation soit au proffit de l'hospital et maison Dieu de cette ville, prie et requiert les sieurs eschevins et procureur du fait commun d'avoir l'œil que ladite fondation soit observée, comme estant un bien qui concerne tous les habitans, et affin que cette fondation soit perpetuelle pourra ladite Jolly la faire inscrire sur une table de pierre ou d'ayrain qui sera posée dans un piller de la chapelle du saint Nom de Jésus ou du Saint-Esprit. Laquelle Jolly a dès à present delivré coppie de la fondation et contrat passé par laditte damoyselle Grasset, s'estant retenue les originaux pour en percevoir la rente pendant sa vie seulement et laquelle a promis de delivrer coppie des presentes a ses despens auxdits reverends Pères prieur et religieux pour la mettre dans leurs archives et tresor. Car ainsy promettent, obligent, renoncent. Fait audit prieuré et couvent en presence de noble maistre Jacques Joully, advocat en Parlement, procureur general fiscal au baillage de La Charité, honorable homme Jean Joully, marchand, et Gabriel Mellin, greffier d'Herry (1), tous demeurans à La Charité, tesmoins. Laditte Jolly a dit ne savoir signer, de ce interpellée suyvant l'ordonnance. La minute des presentes est signée : D. Romuald Abraham, prieur claustral ; dom Charles de La Motte, sous-prieur et chambrier ; D. Urbain Philippe, D. Ode Beraut, D. Jean Morlet, D. Nicolas Jesnin, D. Nicolas Collet, D. Hilarion Vizet, D. Romuald Maniel, F. Thomas Chambon, Joully, Joully, Mellin et Joully, notaire royal soussigné. Signé Joully notaire royal. Le susdit contrat a esté ratiffié et emologué à la voute de Cluny par acte du 17e jour du moys d'octobre 1662, sur la requisition qui en a

(1) Herry, canton de Sancergues (Cher).

esté faite aux venerables Pères, senieurs et officiers composans ladite voulte par le reverend Père dom Estienne Joully, maistre des novices de l'abbaye dudit Cluny, fondé de procuration des religieux prieur claustral et couvent du prieuré Nostre-Dame de La Charité, pour l'effet de ladite emologation, ainsy qu'il appert par l'acte qui en a esté expedié et signé. — Dom Estienne du Boys, secretaire de la voulte.

CLXIII.

ARREST DU GRAND CONSEIL DU ROY CONTRE MAISTRE JACQUES RADUREAU, VICAIRE PERPÉTUEL DE LA PAROISSE DE SAINTE-CROIX, ET LES MARGUILLERS ET FABRICIENS DE LADITE PAROISSE.

1657 Décembre 31 et 1658 Février 13.

Louis par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre a tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Scavoir faisons, comme par arrest cejourd'huy donné en nostre grand conseil, entre nos bien amez les religieux, prieur claustral et couvent du prieuré conventuel de Nostre-Dame de La Charité-sur-Loyre, de l'estroite observance de Cluny, opposans à la nouvelle entreprise faite par maître Jean Reiglet notre advocat en l'eslection de La Charité, et M[e] Louis de La Faye, greffier au baillage dudit lieu, cy-devant marguillers et procureurs fabriciens de l'esglise de Sainte-Croix de La Charité-sur-Loyre, et requerant que deffences soient faites à M[e] Jacques Radureau, vicaire perpetuel de ladite paroisse de Sainte-Croix et auxdits marguillers, de faire aucun changement ny innovation au clocher dependant dudit prieuré, dans lequel ils pretendent faire mettre des cloches contre le droit desdits religieux, et pour le trouble qu'ils soient

condamnés (1)... et entre Me Pierre Payen, conseiller en nostre Parlement de Paris, prieur et seigneur spirituel et temporel de nostre ville de La Charité, requerant d'estre maintenu et gardé, ensemble les religieux prieur claustral et couvent, en la possession de se dire seuls curés primitifs de ladite paroisse Sainte-Croix, avec deffences audit Radureau de prendre autre qualité que de vicaire perpetuel... Veu par notre dit conseil les escritures desdites partyes,... fondation faite auxdits religieux pour avoir sepulture dans la paroisse de Sainte-Croix, estant dans l'esglise Notre-Dame de La Charité, du samedy après l'Assomption 1304... (suivent d'autres pièces, parmi lesquelles nous citons :) Contrat par lequel Regnaut Goulant boucher a donné auxdits religieux une pièce de vigne pour avoir sepulture en ladite esglise Sainte-Croix du 27 may 1433... Petroin Jarnay a donné trois boisselées de terre pour sa sepulture devant l'autel de Saint-Eloy de 1395... Marguerite vefve d'Estienne Challet a donné dix sols de rente auxdits religieux pour sa sepulture, du 25 may 1451. Contrat par lequel un particulier a donné 60 solz de rente auxdits religieux, à la condition que lorsqu'ils feront procession ou station à l'autel Sainte-Croix, ils disent un *De profundis* pour le repos de son âme, du 27e jour d'aoust 1508... Fondation faite par Guillaume du Chaillou, prieur de Leurcy-le-Bourg, qui oblige lesdits religieux a celebrer tous les ans une grande messe pendant laquelle ils seront tenus faire sonner les grosses cloches, du 10 decembre 1555... Donation auxdits religieux d'une rente de 17 sols 6 deniers par un particulier pour avoir sepulture au cimetière de Sainte-Croix et participer aux prières; du 24 mars 1470. Copie de provisions de la vicairie perpetuelle de la paroisse de Sainte-Croix sur la presentation du prieur de La Charité; du 9 decembre 1628... Procès-verbal fait par le lieu-

(1) Suivent les différentes causes appelées en Parlement et relatives au couvent et aux marguilliers de Sainte-Croix.

tenant particulier de La Charité contenant la restitution volontaire faite auxdits religieux par les fabriciens et curé de Sainte-Croix des reliques qu'on leur avoit mises entre les mains, lorsque la pointe dudit clocher fut abattue par le tonnerre; du 7 fevrier 1645. Procès-verbal contenant l'opposition desdits religieux formée à la nouvelle entreprise desdits Radureau et marguiliers a ce que les cloches nouvellement fondues par eux fussent montées audit clocher de pierre appartenant auxdits religieux, du 26e jour de may 1656... Procès-verbal contenant la representation faite par dom de La Motte, religieux de La Charité, d'un cocq sur lequel sont escrits ces mots : R. P. en Dieu Me Jean de Clèves, prieur de ceans, m'a fait redorer l'an 1613. Et sur un billet aussy representé sont escrits ces mots : *Fulminis ictu conquassatum me restaurari fecit domnus Joannes de Magdalena hujus monasterii prior anno Domini 1505.* Et qu'ensuitte il a visité le clocher et les cloches nouvellement fondues sur lesquelles sont les inscriptions y inserées où ledit Radureau prend qualité de recteur de Sainte-Croix... Plan figuré de ladite esglise par lequel il paroît que ledit clocher est la maîtresse tour d'icelle. Arrests de notre Parlement de Paris par lesquels messire René Haton, prieur de Saint-Denys de la Chartre..., les religieux de Saint-Jean-d'Angely... le prieur de Souvigny... le prieur de Saint-Barthelemy... le prieur de Lagny... le prieur de Bonny-sur-Loyre sont maintenus aux mêmes droits... (Suivent plusieurs autres indications de pièces sur les paroisses Saint-Jacques et Saint-Pierre de La Charité.)... Copie de la deliberation des paroissiens de Sainte-Croix portant pouvoir audit Radureau et marguiliers de faire marché pour faire fondre trois cloches, mesme engager les rentes de ladite esglise; du 6e jour d'avril 1656. Ensuite est l'arresté de payer au fondeur moytié comptant, l'autre moytié un an après. Suit l'estat du prix d'icelles, le metail fourny par les marguiliers et celuy fourny par le fondeur et tout compté est deu audit fondeur la somme de 1,409 livres.

Contrat par lequel Louis Bidou fondeur promet fondre lesdites trois cloches. Estat des paroissiens qui ont contribué pour la fabrication desdites cloches en l'année 1656. Quittance dudit Bidou de la somme de 704 livres 10 sols donnée auxdits marguillers faisant moytié de la somme de 1,409 livres. Exploit d'assignation donnée auxdits religieux a la requeste desdits marguiliers pour voir faire extrait des caracthères gravés sur les cloches anciennes. Procès-verbal fait en consequence contenant l'extrait fait desdits caracthères gravés sur lesdites cloches fondues dès l'année 1595, Edme du Boys et Jean Arpin estant fabriciens, desdits jour et an... Nostre dit grand conseil, faisant droit... condamne lesdits Radureau et marguiliers à restablyr le pied de la muraille du clocher dudit prieuré faisant la separation de ladite paroisse avec deffences d'y plus faire aucun changement, sans le consentement desdits religieux prieur et couvent, comme aussy retirer les quatre cloches qu'ils ont fait mettre dans ladite tour et en remettre trois petites de la grandeur et grosseur de celles qu'ils ont fondues, sans qu'à l'avenir ils en puissent mettre dans ladite tour ny d'autre qualité, ny aucunes inscriptions sur icelles autres que celles qui estoient sur les anciennes, sinon du consentement desdits religieux prieur et couvent, ny ledit Radureau prendre autre qualité que de vicaire perpetuel (1)... Si donnons en mandement... Donné en nostre dit grand conseil le 31 decembre de l'an de grâce 1657 et prononcé aux procureurs des parties à Paris, le 13e jour de febvrier 1658 et de nostre règne le quinziesme.

(1) Voici l'origine des trois paroisses de La Charité, dont il est question dans cette pièce :

Guillelmus Dei gratia Autissiodorensis [episcopus... De assensu et voluntate dilecti filii Gaufridi prioris et conventus ibidem constituimus tres parrochiales ecclesias, scilicet beate Marie, sancti Petri et sancti Jacobi, salvo jure monachorum, videlicet ut id juris habeant in singulis tantum quod habebant in una. Actum anno M° CC° nono. (*Cart.*, fol. 315 in fine.)

CLXIV.

AUTRE ARREST DU GRAND CONSEIL DU ROY CONTRE LES VICAIRES PERPÉTUELS DE LA VILLE DE LA CHARITÉ-SUR-LOYRE.

1659 Avril 8.

..... Entre lesdits religieux (1) prieur claustral et couvent dudit prieuré Notre-Dame de La Charité-sur-Loyre, seigneurs spirituels et temporels, conjointement avec ledit sieur Payen, prieur commendataire dudit prieuré, demandeurs en requeste... aux fins de condamner lesdits Radureau, Higon et du Chesne, vicaires perpetuels... pour n'avoir assisté a ladite procession generale de la closture du jubilé

(1) Cette pièce débute par une série d'arguments reproduits plus loin et autres formules judiciaires inutiles à transcrire. L'arrêt du grand conseil fut précédé de deux sentences dont voici l'extrait :

1° 1645, 13 juillet. — *Sentence de Monsieur l'Official d'Auxerre contre le sieur vicaire perpétuel de la paroisse de Saint-Pierre en la ville de La Charité.*

A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Jean Briffou prestre, bachelier ès droitz civil et canon, vice gérant en l'officialité d'Auxerre pour l'absence de Monsieur l'Official, salut. Scavoir faisons qu'entre Monseigneur l'éminentissime cardinal de Lyon, prieur seigneur de La Charité, les reverends Pères bénédictins du prieuré et couvent Nostre-Dame de ladite Charité, demandeurs et incidemment deffendeurs, d'une part, à l'encontre de Me Bertrand du Chesne, prestre, curé de Saint-Pierre de ladite Charité deffendeur et incidemment demandeur d'autre. Tout considéré... disons que le deffendeur assistera a toutes les processions generales et solennelles qui se feront en la ville de La Charité, a cest effect se rendra en l'esglise des reverends Pères bénédictins auparavant le départ desdites processions, assistera le long d'icelles en sa place ordinaire et accoustumée et non au meilieu, les rendra et conduira en leur dite esglise, et en cas de con-

faite le 24 juin 1657, et encore ledit du Chesne pour n'avoir assisté au *Te Deum* en action de graces de la prise de Montmedy, ordonner que defences seront faites auxdits Radureau, Higon et du Chesne de plus les troubler ny inquieter dans la possession où ils sont de se dire conjointement avec ledit sieur Payen, prieur commendataire dudit prieuré, seuls curés primitifs desdittes trois paroisses, les maintenir dans tous droitz honneurs et prerogatives accordées aux curés primitifs par les arretz du conseil; ce faisant ordonner que conformement à iceux ils officieront dans lesdites trois paroisses, aux quatre festes solemnelles et principales de l'année, jour du patron d'icelles, chanteront lesdits jours les premières et secondes vespres et grande messe, recevront les oblations et offrandes, auxquels offices lesdits vicaires perpetuels seront tenus d'assister sans estolle, precederont en outre les demandeurs en toutes les processions generales et solemnelles qui seront faites audit lieu de La Charité et aux enterremens ou ils feront l'office quand ils seront mandés par les heritiers des deffuns, leveront le corps, assigneront l'heure

travention sera fait droit sauf audit deffendeur à se faire régler sur la préséance auxdittes processions avec les autres curés qui y assistent. Si mandons au premier prestre ou notaire les presentes mettre à execution... et de ce faire vous donnons pouvoir. Donné audit Auxerre sous le scel de ladite officialité le jeudy 13e jour de juliet 1645. — Signé : Lauverjat.

2° 1645, 28 juillet. — *Autre sentence de Monsieur l'Official d'Auxerre contre ledit sieur vicaire perpétuel.*

A tous ceux qui ces présentes lettres verront Jean Briffou, etc., etc. Veu notre sentence du 13 juillet 1645 signée Lauverjat... et tout ce qui a esté produit par les partyes... Tout considéré nous, par avis de conseil, avons desclaré ledit du Chesne non recevable en ses conclusions incidentes pour le port de l'estolle aux processions generales et solennelles d'icelles, renvoyons absous lesditz religieux avec despens esquels condamnons ledit du Chesne... Donné le 28 juliet 1645. — Signé : Lauverjat.

desdites processions et enterremens, mesme enterreront dans l'esglise dudit prieuré les corps des deffunts, quand ils auront esté requis par eux, devant leur decès ou après icelluy par leurs heritiers, donneront la benediction aux predicateurs dans lesdites esglises aux jours qu'ils y feront l'office, auxquelles processions et enterremens seront tenus lesdits vicaires perpetuels se trouver sans estolle avec leurs prestres et chapelains, les demandeurs presans et officians, et lorsqu'il sera octroyé des jubilés, prières, quarante heures et autres ceremonies publiques, arresteront et ordonneront l'ordre des processions et stations, lequel sera donné auxdits vicaires perpetuels qui les viendront prendre des demandeurs, en estant advertys pour les publier aux prosnes et admonester leurs paroissiens de se trouver dans l'esglise dudit prieuré aux jours et heure qui seront prefixées ou ils assisteront, eux mesmes avec leurs chapelains, pour aller au lieu ou lesdites stations et processions seront ordonnées, sans qu'ils en puissent faire à leur esgard aucune particulière lors desdits jubilés et stations, ny mesme lors desdits jubilés s'assembler pour faire aucune procession. Comme aussy ne pourront lesdits vicaires perpetuels faire aucunes reparations ou notables changemens dans leurs esglises, adcorder bancs ou lieux pour placer les epitafes (1), sans le consentement desdits demandeurs. Ne pourront non plus lesdits Radureau, Higon et du Chesne prendre autre qualité que de vicaires perpetuels desdites paroisses, et qu'à l'advenir ceux qui seront pourveus desdites vicairies seront tenus venir au chapitre desdits demandeurs trois sepmaines après leur prise de possession, y prester serment d'entretenir les devoirs deus et accoutumés audit prieuré, et enjoindre auxdits Radureau, Higon et du Chesne de porter respect auxdits demandeurs, et en outre ordonner que lesdits demandeurs ordonneront les places des sepultures qui se feront dans les nefes de leurs

(1) Ces mots sont soulignés dans le manuscrit.

esglises et le collateral dans lequel est scitué ladite paroisse Sainte-Croix, recevront les emolumens pour l'ouverture des fosses sans que ledit Radureau ny marguiliers de ladite paroisse y puissent pretendre aucune chose, ny disposer d'aucunes places dans lesdits lieux, pour quelque cause que ce soit, sans la permission desdits demandeurs, auquel Radureau sera fait defences de plus à l'avenir faire aucune procession le jour et feste du Très-Saint-Sacrement autre que la generale (1) qui se fait de tout temps et par toute la ville par lesdits demandeurs assistés tant desdits vicaires perpetuels qu'autres ecclesiastiques et corps de la ville, qu'aucuns prestres seculiers ne pourront estre habitués dans laditte paroisse de Sainte-Croix, ny aucune confrerie erigée, sans le consentement desdits demandeurs, lesquels presideront en toutes les assemblées de la fabrique et election des nouveaux fabriciens, et reddition de comptes et autres affaires de ladite paroisse, faute de quoy elles seront desclarées nulles et en outre les condamner en tous les despens.... Du Chesne pour les defendeurs a desclaré que pour eviter à procès les partyes se tiennent à la qualité de vicaires perpetuels de leurs paroisses et n'entendent troubler les demandeurs dans leurs droits et honneurs qui leur appartiennent, en qualité de curés primitifs... Le conseil, après la declaration faite par lesdiz Radureau, Higon et du Chesne, sur les demandes desdiz religieux, prieur et couvent de La Charité-sur-Loyre, a mis les parties hors de cour et de procès sans despens. Fait audit conseil à Paris, le 8 avril 1659.

(1) Mots soulignés

CLXV.

TRANSACTION ENTRE LES RELIGIEUX PRIEUR ET COUVENT DE NOTRE-DAME DE LA CHARITÉ, D'UNE PART, ET LES FABRICIENS ET HABITANTS DE LA VILLE DE LADITE CHARITÉ, D'AUTRE, AU SUJET DES CLOCHES DU CLOCHER DE PIERRE.

1659 Avril 24.

Par-devant les notaires soubsignés, cejourd'hui 24e jour d'avril 1659, après midy, au lieu du prieuré et monastère de Notre-Dame de La Charité, noble homme Pierre Roussignol, conseiller du roy, lieutenant criminel en l'election de cette ville, et maistre Estienne Moullier, advocat en Parlement, procureurs fabriciens de l'esglise Sainte-Croix, d'une part. reverend Père dom Thimothée Bourgeois, prieur claustral, et dom Charle de La Motte, procureur cellerier... lesquels de part et d'autre de leur bon gré pour terminer le procez cy devant encommencé et jugé par arrest de Nosseigneurs du grand conseil le 31 décembre 1657... pour auxquels obvier, nourrir paix et amitié entre elles ont transigé et accordé comme ensuit :

Scavoir que lesdits sieurs Roussignol et Moullier, esdits noms, ont reconnu que l'esglise de Sainte-Croix leur paroisse et clocher dependent de Mgr le prieur, religieux et couvent de Notre-Dame de cette ville, auxquels ils ont consenty et accordé de vendre et delaisser les quatre cloches qu'ils ont nouvellement fait faire et qui ont esté depuis peu montées audit clocher, toutes foys et quantes que bon leur semblera, en payant comptant par lesdits seigneurs prieur et religieux le prix auquel elles seront estimées, à dire d'experts, dont ils conviendront ensemble, et pour les frais de la montée d'icelles et beffroy qu'il est necessaire faire pour eslever

lesdites cloches, la somme de deux cens livres tournois ; et les ayant lesdits seigneurs prieur et religieux acheptées et payées seront tenus de les delaisser audit clocher pour s'en servir par lesdits habitans paroissiens, scavoir des deux plus petites pour tous les offices et choses necessaires de ladite paroisse, et des deux plus grosses, seulement aux quatre festes solemnelles, celles de Notre-Dame, sainte Croix, Dédicace et du Saint-Sacrement et lors des orages. Que si lesdits habitans ou aucun d'eux veullent que lesdites deux plus grosses cloches sonnent aux enterremens, services et baptesmes ils ne le pourront faire sans en payer le droit de dix sols tournois pour chascune desdites deux grosses cloches, convenu pour le convoy enterrement et services des deffunts et la moytié pour les baptesmes. Et au cas que lesdits seigneurs prieur et religieux ne veulent achepter lesdites quatre cloches, mais en faire mettre d'autres dans ledit clochez lesdits paroissiens seront tenus de retirer les leurs et se servir de celles que lesdits seigneurs prieur et religieux y auront fait mettre, qui seront du moins de mesme grosseur et pois que celles qui y sont pour servir à ladite paroisse, comme il est cy dessus dit; au regard de celles desdits habitans et aux deux cas que lesdits seigneurs prieur et religieux fassent mettre de nouvelles cloches ou achettent celles des paroissiens ou qu'ils n'achettent les cloches desdits paroissiens et n'en fassent faire d'autres, et que lesdites cloches demeurent en l'estat qu'elles sont, lesdites cloches en aucune desdites trois manières specifiées ne pourront estre sonnées (1), lorsque celles qui sont dans le clocher du chœur de ladite eglise sonneront et pendant qu'ils prendront leurs repas, crainte que le son desdites cloches n'empesche d'ouyr leur lecteur au refectoire, scavoir, depuis l'Exaltation de sainte Croix jusques à Pasques pour le disner des dimanches et festes de garde, de dix jusques à onze heures, et pour les

(1) Mots soulignés.

autres jours de onze jusques à midy, et le souper desdits jours de dimanches et festes, depuis les quatre heures et demye jusques à cinq heures, et pour les collations des autres jours, depuis cinq heures jusques à cinq heures et demye. Et depuis ledit jour de Pasques jusques à la feste de l'Exaltation de sainte Croix pour tous les jours, depuis les dix heures jusques à onze heures, sauf les mercredys et vandredys, auxquels l'heure est de onze jusques a midy pour le disner, et pour le souper depuis les cinq heures jusques a six heures. Et bien que lesdits seigneurs prieur et religieux n'achettent lesdites cloches, ils pourront neantmoins les faire sonner aux festes solennelles, processions generales et obsèques desdits seigneurs prieur et religieux dudit couvent, mesme pour les sermons aux frais et despens de qui il appartiendra, autres que lesdits seigneurs prieur et religieux. Et pourront lesdits seigneurs faire faire et avoir une clef pour entrer et sortir audit clocher, consentans lesdits fabriciens que lesdits seigneurs puissent faire oster et lever les qualités de curé et recteur mis sur lesdites cloches, en cas que cela se puisse faire sans les gaster ou endommager en leur son, et ou cela ne se pourroit pas faire sans dommage, pour executer ledit arrest accordent faire mettre sur une lame de cuivre que lesdites qualités de curé et recteur n'ont pu estre rayées à cause du dommage qu'elles auroient causé auxdittes cloches et que ledit Radureau ne peut prendre que celle de vicaire perpetuel, suyvant ledit arrest... et a ce moyen demeure ledit procès, circonstances et dependences, nul et assoupy; despens, dommages et interests respectivement pretendus quittes et compensés... — Signé : Pelletier et Ogier.

CLXVI.

TRANSACTION ENTRE LES RELIGIEUX, PRIEUR CLAUSTRAL ET COUVENT DU PRIEURÉ DE LA CHARITÉ D'UNE PART ET LES SIEURS VICAIRES PERPÉTUELS DE LADITE VILLE DE LA CHARITÉ, TOUCHANT LES DROITS HONORIFIQUES.

1674 Juillet 17.

Pardevant le notaire royal au baillage de Saint-Pierre-le-Moutier, demeurant à La Charité, soubsigné, furent presens en leurs personnes, Messieurs les venerables religieux, prieur claustral et couvent du prieuré Notre-Dame de La Charité et les sieurs Pierre Higon et Symon du Chesne, sur les difficultés meües entre lesdits sieurs religieux, comme seuls curés primitifs des paroisses de Sainte-Croix, Saint-Jacques et Saint-Pierre de ladite ville conjointement avec Monsieur le prieur commendataire,

Sont comparues lesdites parties, scavoir lesdits sieurs religieux par dom Charle de La Motte, professeur de theologie, prieur claustral et sacristain; dom Joseph Sellier, souprieur (*sic*) et doyen ; dom Robert Bailly des Rolins, dom Claude Blain, dom Gilbert Moullier, dom Joseph Javit, D. Pierre-Celestin Fautrier, D. Joseph de Beaumont, D. Louys Evrard, D. Benoist Bonnard, D. Gaspard Fretel, D. François Michon, D. Florimond Decolons, D. Gaspard d'Espineu, tous religieux audit prieuré, assemblez en leur chapitre au son de la cloche pour traitter et deliberer de leurs affaires, d'une part. — Et lesdits sieurs Higon et du Chesne vicaires perpetuels de Saint-Jacque et de Saint-Pierre de La Charité, d'autre part. — Lesquelles parties de part et d'autre sont demeurées d'accord des clauses et conditions suyvantes, pour terminer tous les differens meüs et à mouvoir, mesme

à l'instance pendante pardevant nos seigneurs du grand conseil, à raison du droit d'enterrer dans lesdites paroisses et autres droitz honorifiques appartenant aux curés primitifs, scavoir que lesdits sieurs Higon et du Chesne reconnoissent lesdits sieurs religieux avoir droit de lever les corps des defunts des trois paroisses de Sainte-Croix, Saint-Jacque et Saint-Pierre de laditte ville, faire tout l'office, les conduire dans les eglises et les enterrer dans icelles et dans les cimetières, lorsqu'ils en ont esté requis par les defunts, auparavant leur decès, ou après icelluy par leurs parens ou amys, lesdits sieurs vicaires perpetuels presens sans estolle tenans la dernière place, comme aussy d'avoir droit d'officier les jours des patrons desdites trois paroisses et les quatre principales festes de l'année, chanter lesdits jours les premières et secondes vespres (1) et grandes messes, auxquels offices lesditz vicaires perpetuels sont tenus d'assister au-dessous desdits sieurs religieux, sans estolle. Et lesdits sieurs religieux de leur bonne volonté se restraignent à lever les corps des deffunts desdites paroisses, faire l'office et les conduire dans les eglises ou, les ayans placés sur la tombe des trespassés, dit un *Libera*, se retireront laissans libres lesdits sieurs vicaires perpetuels de les enterrer, à la reserve neantmoins des corps des curés et ecclesiastiques, des personnes gentilhommes d'extraction, mesmes estrangers, qui viendront à deceder dans l'estendue desdites paroisses Saint-Jacque et Saint-Pierre, les quatre premiers officiers de la justice, le medecin, chirurgien, apotiquaire et notaire desdits religieux, et les pères et mères des religieux qui sont et seront à l'avenir admis dans l'ordre desdits sieurs religieux, lorsqu'ils y seront invités par lesdits defuncts auparavant leur decès, ou après leur mort par leur parens ou amys. Ne pourront lesdits vicaires perpetuels ny leurs successeurs empescher lesdits defuncts encore vivans ou leurs parens et

(1) Mots soulignés.

amys d'inviter lesdits religieux auxdits convoys et enterremens, directement ou indirectement, par eux ou autruy, et au cas qu'il se justifiat du contraire auront droit lesdits sieurs religieux d'aller faire lesdits convoys et enterremens, comme s'ils avoient esté priés ; ny reciproquement lesdits religieux ne solliciteront personne sous les mesmes conditions, sans toutefoys pouvoir pretendre par lesdits religieux aucune chose aux oblations qui seront faites dans lesdites esglises les jours de convoys et enterremens, ny aux droits curiaux qui appartiendront auxdits vicaires perpetuels, mesme lorsque quelqu'habitant aura demandé d'estre enterré dans l'esglise dudit prieuré, à la reserve des offertes et oblations qui se feront dans laditte esglise qui appartiendront auxdits religieux, sans que lesdits sieurs vicaires perpetuels y puissent rien pretendre. Auxquels convoys et enterremens seront tenus lesdits vicaires perpetuels de s'y trouver avec leurs prestres et la croix de la paroisse, sans estolle, marchant devant la croix dudit prieuré, soit que tous lesdits religieux y soient assemblés ou partie d'iceux, chacun dans sa paroisse, et lesdits sieurs religieux assigneront l'heure des convoys et enterremens. Se restraignent aussy lesdits sieurs religieux de dire les premières et secondes vespres des jours des patrons desdites paroisses, dire la grande messe, faire tout l'office auxquels lesdits vicaires perpetuels assisteront autant qu'ils pourront. Declarent lesdits vicaires perpetuels estre obligés de venir prendre lesdits sieurs religieux en leur esglise avec leurs prestres, les croix et bannières des paroisses à toutes les processions generales qui se font ; scavoir à celle des Rameaux, les trois jours des Rogations, celles du jour et octave du Très-Saint-Sacrement, celle de l'Assomption de la Vierge et autres qui seront indiquées par l'ordinaire, comme aussy à celles qui se feront pour les necessités publiques à la demande des magistrats et eschevins de ceste ville, et à la fin d'icelle les ramener dans leur dite esglise... Et attendu qu'il y a suffisamment de chaires hautes au chœur de l'esglise desdits

sieurs religieux, ils consentent et permettent auxdits sieurs vicaires perpetuels de se placer aux chaires hautes, après neantmoins le dernier des religieux prestre ou non, quoy que de tout temps ils n'ayent pris place qu'aux chaires basses. Moyennant quoy tous procès meus et à mouvoir demeurent nuls et comme non avenus, mesme l'instance pendante pardevant Nosseigneurs du grand conseil et les assignations données pour proceder à l'enqueste ordonnée par arrest du conseil en date du 11e juin 1674, tous despens demeurans compensés de part et d'autre, à la reserve de l'instance qui est contre Me François de La Faye, vicaire perpetuel de Sainte-Croix, contre lequel se reservent lesdits sieurs religieux de proceder a ladite enqueste et poursuivre jusques à l'arrest definitif. Car ainsy l'ont voulu, fait et passé, consenty et accordé lesdites partyes pardevant ledit juré... Fait audit prieuré, en la presence de maître Jacques Thomasson, prestre, curé de Sully-Vergers, y demeurant, et Me Pierre de Lespinasse, sieur du Battouée, advocat en Parlement, demeurant à La Charité, tesmoins, et sera scellé le 17e jour de julliet 1674 après midy. La minutte des presentes est signée dom Charles de La Motte, prieur claustral; D. Joseph Sellier, sousprieur et doyen; D. Robert Bailly des Rollins, D. Claude Blain, D. Gilbert Moullier, D. Joseph Javit, D. Pierre-Celestin Fautrier, D. Joseph de Beaumont, D. Louis Evrard, D. Benoist Bonnard, D. Gaspard Fretet, D. François-Bernard Michon, D. Florimond Decolons, D. Gaspard d'Espineu, Higon, du Chesne, frère Lambert Gérard, gardien des Recollets; Thomassin, de Lespinasse, et Debard, notaire royal soubsigné.

APPENDICES.

APPENDICE A.

QUELQUES CHARTES DU FONDS DE CLUNI RELATIVES A LA CHARITÉ (1).

CLXVII.

1107 Mars 16.

Bulle de Pascal II confirmant les possessions du prieuré de La Charité, en France et en Angleterre.

In nomine Domini, amen. Hoc est exemplum cujusdam littere apostolice sub nostra bulla et filo secreto bullate, tenorem hujusmodi continentis :

Pascalis episcopus, servus servorum Dei, dilecto in Christo filio Odoni (2), priori monasterii Sancte Marie quod de Caritate dicitur, et ejus fratribus, salutem et apostolicam

(1) Dans le cours de l'impression de ce *Cartulaire*, la Bibliothèque nationale, par les soins de son administrateur général, M. Léopold Delisle, a fait l'acquisition des chartes de Cluni, qui forment désormais un fonds spécial du département des manuscrits. Deux volumes sont entièrement consacrés aux pièces relatives au prieuré de La Charité. Ce sont en grande partie des enquêtes, sentences, nominations et autres documents contenant des réglements administratifs, la plupart sans noms d'hommes ni de localités. La transcription de plusieurs de ces chartes sera un utile complément du *Cartulaire;* il était impossible de les publier toutes, et l'on trouvera plus loin les cotes empruntées à l'*Inventaire du fonds de Cluni*, par M. Delisle. (1884, in-8°, p. 293.)

(2) Eudes Arpin, 3e prieur.

benedictionem. Ad hoc in apostolice sedis regimen, Domino disponente, promoti, conspicimus ut ipso prestante, religionem augere et ejus servis tuicionem debeamus impendere. Igitur pro beate Marie semper virginis reverencia et tam pro vestra spectabili religione quam pro venerabilis fratris nostri Hugonis Cluniacensis abbatis dilectione, ad cujus curam ex Cluniacensis cenobii jure locus vester pertinet, vestris, o filii in Christo karissimi, petitionibus non difficulter accomodamus effectum. Predecessoris siquidem nostri, sancte memorie Urbani secundi (1), vestigiis insistentes, tam vos quam monasterium vestrum sedis apostolice auctoritate munimus, quod videlicet monasterium, eodem venerabili fratre Hugone rogante, Nos currente indictione quinta decima, auctore Deo, nostris manibus consecravimus (2). Statuimus itaque ut quecunque hodie idem cenobium juste possidet, sive in futurum juste atque canonice poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant. In quibus hec propriis nominibus duximus exprimenda, in Altissiodorensi episcopatu: ecclesiam de Cona (3), de Aona, de Beluciaco, ecclesiam Sancti Luppi, Sancti Petri de Boniaco cum ipsa villa. In episcopatu Senonensi ecclesiam de Cavanas, ecclesiam de Brenta, de Monteboio, de Castellione, de Diciaco, de Contencione, de Venetleio, ecclesiam de Cruce, Sancti Sidronii, Sancti Ionii, ecclesias

(1) Urbain II, pape de 1088 à 1099, tint un concile à Clermont, en Auvergne, en 1095; la bulle de La Charité, datée de 1088, n'est pas transcrite dans le *Cartulaire;* elle est toutefois mentionnée dans l'*Histoire du Prieuré*, f° 54. On remarquera que le *Cartulaire* ne possède aucune confirmation générale donnée par les papes, mais seulement des reconnaissances par les évêques d'Auxerre et les comtes de Nevers pour les biens situés dans leurs apanages.

(2) Mgr Crosnier (*Congrégations religieuses*, p. 338) cite d'après Lebeuf la description de la consécration de l'église par Pascal II.

(3) Ces localités, portées encore dans la charte suivante, ont paru plus ou moins souvent dans le *Cartulaire;* la table les comprendra toutes avec leur assimilation moderne.

de Joviniaco et in suburbio ecclesiam Sancte Marie. In episcopatu Bituricensi, ecclesiam de Cenconio cum burgo de Monastellione, cum burgo de Orolio. Item de Orolio, de Birreto, capellam de Montefalconis, de Valeniaco, de Fontiniaco castro, de Nerunda, de Ulmeriaco, de Coola Sancti Sulpicii juxta pontem Ligeris, Sancte Montane, Sancti Celsi. In Aurelianensi episcopatu: ecclesiam de Orolio, Sancti Laurencii in suburbio. In Nivernensi episcopatu : ecclesiam de Jalliaco, de Colungiis, de Bisca, ecclesiam Sancti Honorati, Sancti Sulpitii, sancti Victoris in suburbio. In episcopatu Eduensi : ecclesias de Rocca, de Monte Ausberti cum villa de Lameneia, de Viverio in suburbio, ecclesiam Sancti Rozzi. In meldensi episcopatu : ecclesiam de Rodolio. In Trecensi episcopatu, ecclesias de Sedana Sancti Justi. In Belvacensi, ecclesiam Sancti Christofori de Araciis cum appenditiis suis. In Suessionensi, ecclesiam de Brena foris castrum, de Villeriis, de Monte Maura. In Carnotensi, ecclesiam Sancti Salvatoris in suburbio. In Rotomagensi ecclesiam de Longavilla. In Anglica terra ecclesiam Sancti Salvatoris de Bermundisia, de Naantona, de Pontefracto, ecclesiam Sancte Milburgis cum universis possessionibus et appenditiis suis. Preterea decernimus, etc... Datum apud monasterium Dolense, per manum Equicii, agentis vices Cancellarii, XVII° kalendas aprilis, indictione XV. Incarnationis Dominice anno millesimo centesimo sexto (1), pontificatus autem domini Pascalis secundi, pape, octavo. — Data autem hujus exempli est anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo sexto.

(Bibl. nat., chartes de Cluni 2274, n° 1.)

(1) En 1107, Pâques tombe le 14 avril. Le pape Pascal rendit ce même jour, à Dôle, une deuxième charte pour La Charité (ci-dessus, p. 4), dans laquelle nous avons omis la rectification de date au 16 mars 1107.

CLXVIII.

1144 Avril 14.

Bulle de Luce II, portant confirmation générale de toutes les possessions du prieuré de La Charité : biens, prieurés, églises et chapelles ; liste de ces localités ; les revenus et droits de nomination ; les immunités épiscopales et seigneuriales.

Lucius episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio Petro (1), priori monasterii Sancte Marie, quod de Karitate dicitur ejusque fratribus, tam presentibus quam futuris regularem vitam professis. Ad hoc nos disponente domino in apostolice sedis servitium promotos esse cognoscimus, ut ejus filiis auxilium implorantibus efficaciter subvenire et ei obedientes tueri ac protegere, prout dominus dederit, debeamus. Unde oportet nos venerabilibus locis manum protectionis extendere et servorum Dei quieti attentius providere. Igitur pro beate Marie semper virginis reverentia et tam pro vestra spectabili religione quam pro venerabilis fratris nostri Petri Cluniacensis abbatis dilectione, ad cujus curam ex Cluniacensis cenobii jure locus vester pertinet, dilecti in Christo filii vestris justis postulationibus clementer annuimus et prefatum monasterium, in quo divino mancipati estis obsequio, ad exemplar predecessorum nostrorum Urbani et Paschalis, bone memorie Romanorum pontificum sub beati Petri et nostra protectione suscipimus et presentis scripti privilegio communimus. Statuentes ut quascunque possessiones, quecunque bona idem cenobium impresentiarum juste et canonice possidet aut in futurum, concessione ponti-

(1) Pierre de Paule, 5e prieur. Luce II fut élu pape le 9 mars 1144 et mourut le 25 février 1145.

ficum, largitione regum vel principum, oblatione fidelium, seu aliis justis modis, Deo propicio, poterit adispisci, firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant. In quibus hec propriis duximus exprimenda vocabulis : In Autissiodorensi episcopatu, ecclesiam de Cona, de Aona, de Buluciaco, ecclesiam Sancti Juliani, Sancti Petri de Boniaco cum ipsa villa. In episcopatu Senonensi, ecclesiam de Cavannas, ecclesiam de Branca, de Monteboo, de Castellione, de Diciaco, de Contentione, de Venesio, ecclesiam de Cruce, Sancti Sidronii, sancti Ionii ecclesias de Joviniaco, et in suburbio ecclesiam Sancte Marie. In episcopatu Bituricensi, ecclesiam de Cenconio cum burgo, de Monastello cum burgo, de Orolio; item de Orolio, de Birreto, capellam de Montefalconis, de Valeniaco, de Fontiniaco castro, de Nerunda, de Ulmeriaco, de Coola, Sancti Sulpitii juxta pontem Ligeris, Sancte Montane, Sancti Celsi. In Aurelianensi episcopatu ecclesiam de Orolio, Sancti Laurentii in suburbio. In Nivernensi episcopatu ecclesiam de Albiniaco, ecclesiam de Jalliaco, de Colungia, de Bisca, ecclesiam Sancti Honorati, Sancti Sulpicii, Sancti Victoris in suburbio. In episcopatu Eduensi ecclesias de Rocha, de Monte Ansberti cum villa de Lameneia, de Viverio, in suburbio ecclesiam Sancti Rozzi. In Meldensi episcopatu ecclesiam de Rodolio. In Trecensi episcopatu, ecclesias de Sedana (1) Sancti Justi. In Belvacensi, ecclesiam Sancti Christophori de Araciis (2) cum appendiciis suis. In Suessionensi, ecclesiam de Brena foris castrum, de Villeriis, de Montemauro. In Carnotensi, ecclesiam Sancti Salvatoris in suburbio. In Rotomagensi, ecclesiam de Bellomonte, de Longavilla. In Anglica terra, ecclesiam Sancti Salvatoris de Bermundesia, de Noranthona, de Pontefracto, ecclesiam Sancte Milburgis cum universis possessionibus et appenditiis

(1) Sedana pour Sezanna, Saint-Julien-de-Sézanne.
(2) Saint-Christophe-en-Hallate (Oise).

supra dictarum ecclesiarum, ecclesiam de Daventreia (1). In Venecia, ecclesiam Sancte Crucis cum appendiciis suis. In Ispania, ecclesiam Sancti Petri de Arratis (2). Item in episcopatu Trecensi ecclesiam Sancti Sepulchri cum appendiciis suis. Item in episcopatu Meldensi, ecclesiam de Firmitate Ansculfi, ecclesiam de Chailli, de Chamini, de Bussei, de Bello videre, ecclesiam Sancti Christophori in suburbio. Item in episcopatu Autissiodorensi ecclesiam de Narci, ecclesiam de Varenna, de Domno petro, de Murliaco, de bosco Britannie, capellam de Castro novo, de Suliaco, de Manniaco, de Colungiis super Ionniam, de Nannii [aco], de Aliniaco, de Novo vico, alias quoque ecclesias et capellas quas canonice possidetis vobis nichilominus confirmamus. Liceat etiam vobis in ecclesiis vestris presbiteros eligere, qui si idonei fuerint, ab episcopis gratis et absque ulla pravitate curam animarum suscipiant, eisque de plebis cura rationem reddant, vobis autem pro rebus temporalibus debitam subjectionem exibeant. Hoc quoque presenti capitulo subjungimus ut nulli episcopo liceat in vos et in locum vestrum, qui videlicet de Caritate nominatur, ultionem excommunicationis vel interdicti exercere. Quatinus ab omni servicii secularis infestatione securi, omni gravamine mundane oppressionis remoti, in sancte religionis observatione seduli ac quieti domino annuente permaneatis. Salva in omnibus Cluniacensis abbatis reverentia et obedientia ad cujus gremium locus idem tanquam cella noscitur pertinere. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat idem cenobium temere perturbare, aut ejus possessiones auferre vel ablatas retinere, vel temerariis vexationibus fatigare, sed omnia integra conserventur eorum pro quorum sustentatione et

(1) Les localités ci-dessus sont déjà citées dans la charte précédente de 1107; celles qui suivent comprennent les nouvelles possessions du prieuré depuis cette date.

(2) Cette donation fut ratifiée en 1145. Voyez p. 109.

gubernatione concessa sunt usibus omnimodis profutura, salva in omnibus apostolice sedis auctoritate. Si qua sane in crastinum ecclesiastica secularisve persona hanc nostre constitutionis paginam sciens contra eam temere venire temptaverit, secundo tertiove commonita, si non satisfactione congrua emendaverit, potestatis honorisque sui dignitate careat, reamque se divino judicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat, et a sacratissimo corpore ac sanguine divini redemptoris nostri Domini Jhesu Christi aliena fiat, atque in extremo examine districte ultioni subjaceat. Cunctis autem eidem loco justa servantibus sit pax Domini nostri Jhesu Christi, quatinus et hic fructum bone actionis percipiant, et apud districtum judicem premia eterne pacis inveniant. Amen, amen, amen.

Ego Lucius Chatolice ecclesie episcopus S. Ego Conradus Sabinensis episcopus S. Ego Albericus Ostiensis episc. S. Ego Imarus Tusculanensis episc. S. Ego Petrus Albanensis episc. S. Ego Thomas presbiter, cardinalis titulo Vestins S. Ego Gregorius (1) diaconus, cardinalis Sanctorum Sergii et Bachi S. Ego Otto diaconus, cardinalis Sancti Georgii ad Velum Aureum (2) S. Ego Johannes diaconus, cardinalis Sancti Adriani S. Ego Vuido in Romana ecclesia altaris minister insignus S. — Datum Laterano, per manum Baronis, capellani et scriptoris, XVIII kalendas maii, indictione septima, Incarnationis dominice anno millesimo centesimo quadragesimo quarto, Pontificatus vero domini Lucii secundi, pape, anno primo (3).

(Bibl. nat., chartes de Cluni. Lat. nouv. acq. n° 2274, n° 5.)

(1) Grégoire Tarquini, promu en 1124.

(2) S. Georges *in Velabro*.

(3) A la suite est transcrite une charte de Hugues, évêque d'Auxerre, publiée dans le *Cartulaire*, ch. XXIV, ci-dessus, p. 78.

CLXIX.

1233 Septembre 29.

Déclaration des religieux de La Charité au grand prieur de Cluni qu'ils n'entendent en aucune façon intervenir dans la nomination de leur prieur et qu'ils acceptent Landry, directement choisi par l'abbé de Cluni.

Reverendis in Christo dominis et amicis O. priori et sociis in ordine Cluniacensi, frater J. humilis supprior totusque conventus ecclesie Caritatensis salutem et cum debita reverencia sincerissime dilectionis affectum. Vestre sinceritatis prudentiam, credimus non latere quod reverendus in Christo pater, dominus S. Cluniacensis abbas, virum venerabilem et honestum dominum Landricum (1), videlicet quondam priorem Donziaci, nunc de novo nobis tradidit in priorem. Verumtamen sicut postmodum intelleximus, datum est nobis intelligi quod ad electionem sive postulationem nostram nobis eum tradidit dominus abbas. Sed ne aliquid nobis veritati contrarium imputetur, significamus vobis quod nec ipsum, nec alium elegimus aut postulavimus, sive etiam nominavimus, ea intencione quod propter hoc teneretur domnus abbas aliquem nobis preficere in priorem nisi quem expedire videret, secundum formam sententie a domino Innocentio papa tertio promulgate (2), contra quam nichil

(1) Landry, 22ᵉ prieur de La Charité, en 1233. On ne possède aucun détail sur sa vie. Cette charte indique qu'il était auparavant prieur de Notre-Dame de Donzy-le-Pré (Nièvre), prieuré dépendant directement de Cluni. Landry, nommé à La Charité en 1233, fut remplacé par Thibaut en 1237.

(2) Cette lettre d'Innocent III n'est pas dans le *Cartulaire*. Il en existe deux copies dans le fonds de Cluni (vol. 160, nº 301, et vol. 176, nº 10). Datée du 3 février 1215-16, elle fut renouvelée par Honorius III le 15 octobre 1216.

unquam noluimus aut nolumus attemptare. Datum in die sancti Michaelis, anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo tertio.

(Bibl. nat., chartes de Cluni, 2274, nouv. acq. lat., n° 20. — Deux autres copies de cette même charte, des années 1294 et 1296. *Ibid.*, nos 21 et 22.)

CLXX.

1296 Février 5.

A l'occasion de l'érection du prieur Bertrand à l'abbaye de Cluni, Boniface VIII rappelle les droits du Saint-Siége pour la nomination du prieur et interdit tout ce qui serait contraire à ce réglement.

Bonifatius, episcopus servus servorum Dei, venerabili fratri episcopo Eduensi ac dilecto filio abbati monasterii de Sancto Rigaudo (1), Matisconensis diœcesis, salutem et apostolicam benedictionem. Cum dilectum filium Bertrandum, abbatem Cluniacensem dudum priorem prioratus de Caritate supra Ligerim (2), Cluniacensis ordinis, Autissiodorensis diœcesis, nuper monasterio Cluniacensi per obitum bone memorie Guillelmi abbatis Cluniacensis, abbatis regimine destituto, de fratrum nostrorum consilio, prefecerimus in abbatem, dictusque prioratus per hujusmodi promotionem predicti Bertrandi vacare noscatur, Nos, discordiam que occasione provisionis dicti prioratus inter eumdem abbatem Cluniacensem et conventum Caritatensem exorta dinoscitur,

(1) Saint-Rigaud (Saône-et-Loire), commune de Ligny.

(2) Bertrand de Colombiers resta deux ans prieur et devint abbé de Cluni en 1296. Cette pièce fut suivie d'un accord intervenu en septembre 1296. (Voyez ci-dessus, p. 281.)

terminare salubriter intendentes, et volentes eorum dispendiis obviare ac parcere laboribus et expensis, ipsique prioratui utiliter providere, provisionem prioratus ejusdem ea vice dispositioni nostre ac sedis apostolice plenarie reservavimus auctoritate licterarum nostrarum et de apostolice plenitudine potestatis. Inhibentes predictis abbati Cluniacensi et capitulo Caritatensi, ne ad aliquam nominationem, electionem, postulationem vel provisionem de preficiendo priore ipsi prioratui faciendam absque nostra et predicte sedis licentia speciali quoquomodo procedant. Decrevimus autem irritum et inane quicquid super hoc contra hujusmodi reservationem et inhibitionem nostras (*sic*), per eos vel quemlibet alium scienter aut ignoranter fuerit attemptatum. Quocirca discretioni vestre, per apostolica scripta mandamus quatinus nos vel alter nostrum reservationem, inhibitionem et decretum predicta, ad eorumdem abbatis et conventus noticiam perducentes ipsis inhibere curetis, ne se de illis absque hujusmodi licentia quomodolibet intromictant, contradictores per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendo. Non obstante si eis vel ipsorum aliquibus, seu alicui alio a prefata sede indultum existant quod interdici, suspendi vel excommunicari non possunt per litteras dicte sedis, non facientes plenam et expressam de indulto hujusmodi mentionem. Datum Rome, apud Sanctum Petrum nonas februarii, pontificatus nostri anno secundo (1).

(Bibl. nat., chartes de Cluni, latin 2274, n° 40. — Deux autres copies de la même charte.)

(1) Boniface VIII, élu pape le 24 décembre 1294, sacré le 23 janvier 1295.)

CLXXI.

1417 Avril 22. — Paris.

Valentin, prieur de La Charité, s'excuse de ne pouvoir se rendre au chapitre général de Cluni, à cause des dangers de la route et des pertes subies dans le siége du château de Dompierre.

Reverendo in Christo patri ac domino, domino Roberto Dei gracia, abbati Cluniacensi, sacroque conventui dicti loci, necnon venerabilibus et religiosis viris dominis diffinitoribus instantibus et priori sacri Cluniacensis capituli generalis, frater Valentinus, humilis prior domus vestre de Caritate, reverenciam et obedienciam debitam et devotam. Cum ad instans sacrum Cluniacense capitulum generale, quod anno Domini millesimo quadragesimo decimo septimo, die dominica qua cantabitur in sancta Dei ecclesia, Jubilate, per vos apud Cluniacum iminet auctore domino celebrandum, tum propter viarum maxima discrimina, potissime circa villam de Caritate, tum propter dampna gravia que sustinuimus et adhuc sustinemus in captione et detencione castri nostri de Dompna petra (1), simus aliis quam pluribus arduis et quasi inevitabilibus negociis occupati, prout vellemus non possumus commode parum interesse; reverende paternitati vestre supplicamus attente quatenus absenciam nostram

(1) L'*Histoire du Prieuré* (folio 192) contient sur cette propriété le renseignement suivant : « En 1454, le prieur Chambellan donna à ferme pour vingt-neuf années à Pierre Rudequelle et Philippe de Milly les fossés de la pescherie et place forte de Dompierre, et un jardin situé sur la rivière de Nièvre, pour 13 livres par an, et à la charge d'y faire une forge, qui retournerait au prieuré au bout des vingt-neuf années. » (Voyez encore p. 212.) Ce château avait été occupé par Perrinet Grasset, représentant du duc de Bourgogne, et qui, durant les siéges de La Charité, commit de grands ravages dans toute la contrée.

ex causis predictis hac vice habere dignemini excusatam; parati etenim sumus vestra salubria monita et mandata, ordinaciones et precepta que ibidem, inspirante domino, fecistis, actendere et servare. Ad premissa autem vobis exponenda et, si necesse fuerit, in manum nostram juranda et alia oportuna, discretum virum Henrricum Barbat, dicte ville de Caritate, quem procuratorem nostrum facimus ad premissa, paternitati vestre duximus destinandum. Datum Parisius, sub sigillo et signo manuali nostris, die vigesima secunda mensis aprilis, anno Domini millesimo quadringentesimo decimo septimo.

(*Ibid.*, 2275, nº 70.)

CLXXII.

1420 Février 18.

Philippe Daventois, seigneur d'Herry et Sancergues, reconnaît avoir reçu de Valentin, prieur de La Charité, un crédit de vingt livres, qu'il s'engage à restituer après la prochaine fête de Pâques.

Universis presentes litteras inspecturis, officialis Bituricensis, salutem in Domino. Noveritis quod in presencia Henrici Banduffe, clerici jurati, curie Bituricensis notarii, vice et auctoritate nostra fungentis, propter hoc personnaliter constitutus, nobilis vir Philibertus Daventois, domicellus, dominus de Herriaco (1) et de Sancergio, sponte sua, ut dicebat, recognovit et publice confessus fuit se debere et solvere teneri legitime, reverendo in Christo patri, domino Valentino de Podio, priori de Karitate super Ligerim, presenti et stipulanti, viginti libras Turonenses, racione veri et

(1) Pour les seigneurs précédents de Herry, voyez ci-dessus, p. 259.

legitime mutui (1) per dictum debitorem ab eodem creditore propter hoc habiti et recepti realiter et de facto, in jurati presencia prenominati, et de quo mutuo prenominatus debitor ipsum creditorem et suos quictavit, dictasque viginti libras Turonenses ipse debitor promisit et promictit per fidem suam et per pactum, solvere et reddere dicto priori creditori aut suis, vel ejus certo mandato, infra festum Pasche domini proximo venturum, una cum omnibus dampnis, missionibus et expensis ab eodem creditore vel suis super hoc factis et legitime faciendis. Volens sepedictus debitor se pro deffectu solutionis hujusmodi debiti sine amonicione aliqua gagiari et compelli per bonorum suorum capcionem, vendicionem et explectationem, se et heredes suos omniaque bona sua mobilia et immobilia, presencia et futura, quo ad hoc obligando ac juridicioni et cohercioni dicte curie Bituricensis totaliter et indeclinabiliter supponendo, omnibus exceptionibus, deceptionibus, exemptionibus, allegacionibus, racionibus et deffensionibus juris et facti premissis contrariis penitus renunciando (2), hoc est quod vobis capellano de Herriaco et aliis mandamus, quatinus nisi vobis constiterit dictum debitorem reddidisse et solvisse eidem creditori aut suis, vel ejus certo mandato dictam pecunie summam, modo forma et termino superius declaratis, ipsum debitorem quem elapso dicto termino ex quo presentes litteras receperitis, propter hoc excommunicamus sicut excomunicatum a nobis

(1) Le *mutuum* ou *credentia* avait lieu entre le vassal et le suzerain pour les vivres et autres objets utiles à la vie. Il reposait sur la confiance réciproque des parties. Le débiteur prenait les denrées et le créancier touchait la somme, en général au bout de quarante jours. Ici le crédit est donné jusqu'à concurrence de vingt livres tournois, payables quarante-huit jours après le 18 février, Pâques étant le 7 avril en 1420.

(2) Cette charte existe en double exemplaire (*Ibid.*, 2275, nᵒˢ 71 et 72), sauf la phrase suivante, jusqu'à *Et est sciendum*, qui manque dans le nᵒ 71.

palam et publice nuncietis. Et est sciendum quod dictus debitor hodie dedit et concessit prefato creditori alias litteras, sub sigillo prepositure Bituricensis super hoc confectas, de quibus et de presentibus dictus creditor et sui uti et sui juvare poterunt contra dictum debitorem et suos, quo ad hoc simul et semel, conjunctum vel divisum, et prout sibi melius videbitur faciendum, quia sic voluit dictus debitor per dictam fidem suam et per pactum coram dicto jurato, prout idem juratus nobis premissa retulit esse vera. Datum die dominica decima octava mensis februarii. Anno Domini millesimo quadringentesimo decimo nono.

CLXXIII.

1421 Septembre 18.

Le sous-prieur et les religieux de La Charité notifient au grand-prieur de Cluni la vacance de leur église par le décès du prieur G. de Nourry et approuvent d'avance la décision qui sera prise.

Reverendissimis in Christo prioribus ac dominis, dominis priori majori vel claustrali ecclesie Cluniacensis, sacroque ejusdem loci conventui, frater Johannes Columbi, supprior prioratus beate Marie de Caritate ac ejusdem loci conventus, salutem et reverenciam cum omni honore. Vobis notum facimus quod nos, venerabiles viros, Henricum Barbat et Guillermum Trini, clericos procuratores nostros, constituimus et eciam ordinamus ad notificandum, denunciandum et eciam vobis intimendum, secundum modum et formam composicionis, convencionis et ordinacionis inter nos et reverendum in Christo priorem B. abbatem (1) et sacro-

(1) Bertrand de Colombiers, prieur de La Charité en 1294 et abbé de Cluni en 1295. La charte de convention, datée de 1296, fait partie du *Cartulaire*. Ci-dessus, p. 281.

sanctum conventum Cluniacensem habite, et per sanctam sedem apostolicam ratificate, approbate ac eciam confirmate, vacacionem ecclesie Caritatis, nunc priore vacantis per mortem seu decessum reverendi in Christo prioris ac domini, domini G... de Norriaco (1), nuper ultimi prioris dicti loci; ratum et gratum habentes et habituri, quicquid per dictos procuratores nostros et eorum quemlibet insolidum super predicto negocio nobis notificatum, denunciatum fuerit seu eciam intimatum; et hec vobis et omnibus quorum interest vel intererit tenore presencium intimamus. In cujus rei testimonium sigilla nostra presentibus litteris duximus apponenda. Datum anno Domini millesimo quadringentesimo vicesimo primo, die decima octava mensis septembris.

VOLUME N° 176. — *Chartes originales de l'abbaye de Cluni* (2), *relatives au prieuré de La Charité-sur-Loire. 57 pièces des douzième et treizième siècles, cotées 1-57 et reliées en un volume qui forme le n° 2274 du fonds latin des nouvelles acquisitions.*

1. Bulle de Pascal II pour l'église de La Charité. *Ad hoc in apostolice sedis.* Datée de Bourgdieu, le 16 mars 1107. Copie authentique de l'année 1296. — 2. Diplôme de Louis-le-Gros, daté d'Orléans, en 1119. Copie authentique de l'année 1294. Publié dans *Bibliotheca Cluniacensis*, col. 575. — 3. Bulle d'Innocent II, datée de Gap, le 30 mars 1132. N° 5412 de Jaffé. — 4. Copie de la même bulle de l'année 1296. — 5. Bulle de Lucius II pour le prieuré de La Charité. *Ad hoc nos.* Datée de Latran, le 14 avril 1144. Copie du douzième siècle, à

(1) G. de Nourry manque à la liste des prieurs; il y a lieu de le placer au 36e rang, avant Jean de Vinzelles, porté de 1420 à 1426. Il aura vécu peu de temps; jnsqu'ici nous n'avons aucune autre charte qui le mentionne. C'était le moment des siéges de la ville de La Charité par Charles VII et les Bourguignons.

(2) Extrait de l'*Inventaire des manuscrits de la Bibliothèque nationale*, fonds de Cluni. (DELISLE, 1884, in-8°, p. 293.)

la suite de laquelle est une copie d'une charte de Hugues, évêque d'Auxerre, pour le prieuré de La Charité. — 6. Reconnaissance des droits de l'abbaye de Cluni sur l'église de La Charité. 1201. Copie de l'année 1294. — 7. Acte de mai 1295, contenant : 1° charte de 1201; 2° lettre de Colombe, sous-prieur de La Charité, à Grégoire X, en mars 1229; 3° lettre de J..., sous-prieur en 1233; 4° déclaration du prieur de Saint-Martin-des-Champs et de plusieurs autres, touchant la nomination du prieur de La Charité en 1274. — 8. Enquête touchant les droits de l'abbaye de Cluni sur le monastère de La Charité, vers 1252. — 9. Lettre de R..., évêque de Chartres, et de B..., évêque de Genève, et de plusieurs autres, touchant la soumission de quelques prieurs, qui déclarent ne pas s'associer aux entreprises du prieur de La Charité. 27 août 1212. Copie de 1296. — 10. Lettre d'Innocent III, du 3 février 1216. N° 5063 de Jaffé. Copie de 1294. — 11. Lettre d'Honorius III, du 15 octobre 1216, portant confirmation de la précédente. Copie de 1296. — 12. Lettre de B..., abbé de Cluni, à C..., sous-prieur de La Charité, portant excommunication de plusieurs religieux. 2 juillet 1229. — 13. Lettre de Grégoire IX à l'abbé et au prieur de Réôme et à l'abbé de Fontenai, touchant l'absolution des religieux de La Charité, vers le 25 septembre 1229. Copie de 1296. — 14. Lettres adressées aux mêmes, par Arnoul et Pierre, officiaux de l'archidiacre et du doyen de Nevers. Février 1230. — 15. Lettre au pape Grégoire IX, par le sous-prieur Colombe, au sujet de la soumission du prieuré de La Charité. Mars 1230. — 16. Copie de la même lettre, de 1296. — 17. Mémoire sur les démêlés de l'abbaye de Cluni avec Geoffroy, prieur de La Charité. *Postquam protestatus fuit...* — 18. Rôles relatifs aux mêmes démêlés. *Factum tale est. Cum dominus...* — 19. Lettre de créance donnée par J..., sous-prieur de La Charité, à G..., abbé de Monthabor. 17 août 1233. Copie de 1296. — 20. Lettre du couvent de La Charité, touchant la nomination du prieur Landri. 29 septembre 1233. — 21-22. Copies de la même, de 1294 et 1296. — 23. Lettre de Guillaume, prieur de La Charité, pour s'excuser de ne pouvoir pas aller près de Hugues, abbé de Cluni. *Datum apud Karitatem, die martis post misericordia Domini.* — 24. Autorisation d'absoudre les moines donnée par Innocent IV à l'abbé de Cluni, administrateur du prieuré de La Charité. *Exhibita nobis.* 9 juin 1247. — 25. Copie faite en 1296. — 26. Lettre d'Alexandre IV, au sujet du serment à prêter par les prieurs de La Charité. Naples, 6 avril 1255. — 27. Lettre d'Yves, prieur de Saint-Martin-des-Champs, et de plusieurs autres, touchant la nomination de Simon d'Armentières au prieuré de La Charité. 3 avril 1275. (Voy. ch. 125.) — 28-30. Trois actes relatifs à la nomination au prieuré de La Charité de Bertrand, aupa-

ravant prieur de Nogent-le-Rotrou. 13 février 1295. — 31-36. Lettres de Boniface VIII, relatives à la même nomination. 12 juillet 1295. — 37. Lettre de l'abbé de Saint-Germain d'Auxerre, du 26 septembre 1295, où est insérée une lettre de Boniface VIII, du 11 août 1295. — 38. Protestation de Bertrand, prieur de La Charité, partant pour aller en cour de Rome. 18 décembre 1295. — 39-41. Trois lettres de Boniface VIII, pour se réserver la nomination du prieur de La Charité. 5 février 1296. — 42-44. Trois chartes de Bertrand, abbé de Cluni, et de Pierre, sous-prieur de La Charité. Septembre 1296. — 45-46. Deux lettres de Pierre, sous-prieur de La Charité, pour déclarer la vacance du prieuré. 9 avril 1297. — 47. Lettre du même sous-prieur, demandant à l'abbé de Cluni le pouvoir d'absoudre. 27 août 1297. — 48-57. Actes relatifs à un procès auquel donnait lieu la nomination du sous-prieur de La Charité en 1299.

N° 177. — *63 pièces du quatorzième au seizième siècles, en un volume n° 2275, fonds latin, nouvelles acquisitions.*

58. Sentence arbitrale sur l'institution du sous-prieur de La Charité. Les arbitres, Pierre Flote, chevalier du roi, et Guillaume Flote, prévôt de Normandie dans l'église de Chartres. — 59. Lettre de Pierre, prieur de La Charité, reconnaissant Étienne de Nions comme sous-prieur. 15 février 1302. — 60. Serment prêté par ledit Étienne de Nions. 19 février 1302. — 61. Acte relatif à un compromis entre l'abbé de Cluni et le prieur de La Charité. 26 mai 1322. — 62. Notification de la mort du prieur de La Charité. 11 février 1334. — 63. Excuse du prieur de La Charité qui ne pouvait se rendre au chapitre général. 2 mai 1340. — 64-65. Mêmes excuses du 1er mai 1346, du 12 avril 1352, datée de Montpellier. — 66. Requête adressée à l'abbé de Cluni par le prieur de La Charité. 13 mai 1400. — 67. Lettre de Valentin, prieur de La Charité, pour la nomination du sous-prieur. 1er février 1401. — 68. Nomination de Jean Colomb comme sous-prieur. 6 février 1401. — 69-70. Excuse du prieur de La Charité. 17 avril 1404-22 avril 1417. — 71-72. Obligation de Philippe Daventois au profit de Valentin du Puy, prieur. 18 février 1420, — 73. Acte pour l'élection du prieur de La Charité. 17 juin 1421. — 74. Notification aux religieux des pouvoirs donnés à Thibaud Douet, aumônier de Cluni, pour l'administration du prieuré de La Charité. 9 juillet 1421. — 75. Notification de la vacance du prieuré de La Charité. 18 septembre 1421. — 76. Nomination de plusieurs officiers du prieuré par Thibaut Douet, procureur de l'abbé de Cluni. 22 septembre 1421. — 77. Autres

actes du même Thibaut Douet. 1421. — 78-79. Actes relatifs à la nomination du sous-prieur de La Charité. Janvier 1429. — 80. Lettres d'Eudes, abbé de Cluni, pour citer devant lui Jacques, de La Charité. 9 janvier 1440. — 81. Procuration de Jacques de La Charité, prieur de Saint-Christophe-en-Halate. 23 février 1440. — 82-83. Citation à Cluni de Thibaut Douet, prieur de Joigny. 23 et 27 septembre 1440. — 84-87. Autres pièces sur Jacques de La Charité. — 88. Abandon à l'abbé de Cluni de diverses sommes dues à Thibaut Douet. 3 novembre 1445. — 89 à 93. Actes de nomination d'un sous-prieur, en 1449. — 91. Présentation d'un novice à l'abbé de Cluni par Jean, prieur de La Charité. 22 août 1449. — 94-95. Excuses en 1468 et 1486. — 96 à 120. Diverses pièces du seizième siècle (1530-1572), dont l'une porte le sceau et la signature de Philippe de Lenoncourt, évêque d'Auxerre, prieur de La Charité, le 9 avril 1561.

APPENDICE B (1).

NÉCROLOGE DU PRIEURÉ DE LA CHARITÉ, CONTENANT LES OBITS ET FONDATIONS QUI Y ONT ESTÉ FAICTES.

1059. Geoffroy de Champallement, évêque d'Auxerre; Guillaume II, comte de Nevers, et Bernard de Chalent, seigneur de La Marche, fondateurs du prieuré de La Charité, ont donné le lieu de La Charité et ses appartenances, sans aucunes réserves. Trois anniversaires.

..... Henry Vuastabled a fondé le prieuré de Notre-Dame d'Ouenne, qu'il a donné au prieur Gérard (*ex antiquo cartulario*). Un anniversaire.

..... Gautier de Clamecy a donné la moytié de ses biens situés à Festigny et à Coulanges, pour un anniversaire.

(1) A la suite du *Cartulaire*, au folio 257, l'auteur a ajouté une « Généalogie des anciens comtes de Nevers, fondateurs et bienfaiteurs du prieuré de Notre-Dame de La Charité ». Il donne sur chaque comte les principaux actes de sa vie, ses alliances et ses enfants, sans aucun fait nouveau et sans invoquer aucune pièce ou chronique non mentionnée jusqu'ici. La série comprend seulement : Landry, 992-1028; Rainaud Ier, Guillaume Ier, Rainaud II, Guillaume II, Guillaume III, Guillaume IV, Gui, Guillaume V, Pierre de Courtenay, Hervé de Donzy. (Folios 257 à 266.) — Les noms d'hommes et de lieux du Nécrologe sont conservés dans l'orthographe du manuscrit.

1106. Seguin de Nevers a donné ses terres d'Argenvières et de La Chapelle-Montlinard pour un anniversaire.

1121. Hugues du Lys, chevalier, et Ermengarde, sa femme, ont donné leur terre de Narcy pour chacun un anniversaire. (*Ex carta eorum.*)

1138. Louis VI et Louis VII, rois de France, ont donné seize muids de bled froment, sur les moulins de Bourges, pour chacun un anniversaire. (*Ex cartis eorum.*)

1151. Hugues de La Ferté a donné 40 sols de rente sur son château d'Ouche pour un anniversaire. (*Ex carta ejus.*)

1166. Guillaume IV, comte de Nevers, avec Ide, sa mère, et Eléonore, sa femme, a donné les halles de Nevers et plusieurs maisons, pour une messe chaque jour et un anniversaire. (*Ex carta ejus.*)

1170. Ebbo de Champallement a donné 20 solz de cens annuel et perpétuel sur le cens de Milet, pour l'entretien de deux lampes devant l'autel de Saint-Jean et Saint-Estienne. (*Ex carta ejus.*)

1177. Guillaume de Garlande et Drogo de Merlo ont donné 10 livres de rente pour deux anniversaires, pour Robert, leur frère, et Guillaume, leur neveu, enterrés dans l'église de La Charité. (*Ex cartis eorum.*)

1190. Rainaud de Nevers donne six muids de grain sur son grenier de Cuffy, pour une messe chaque jour, une lampe devant son tombeau et la nourriture de douze pauvres chaque samedi. (*Ex carta ejus.*)

1207. Morin Saace donne plusieurs cens au village de Néant, paroisse de Dompierre, pour un anniversaire. (*Ex carta ejus.*)

1206. Jean, comte de Vendosme, 10 livres de rente sur le mesurage de Vendosme, pour un anniversaire. (*Ex carta ejus.*)

1216. Yolande, comtesse de Nevers, choisit sa sépulture dans l'église de La Charité et donne deux disains (20 deniers) de rente pour un anniversaire. (*Ex carta ejus.*)

1238. Le prieur Thibaut donne plusieurs maisons sises à La Charité, rue de la Corderie, pour l'anniversaire au jour de son décès, chaque prêtre disant la messe des Trépassés et les autres les sept psaumes pénitentiaux et la réfection à treize pauvres. (*Ex carta ejus.*)

1244. Guillaume de Pontoise, prieur, donne deux moulins situés à la porte de La Marche, récemment reconstruits, pour un anniversaire. (*Ex carta.*)

1245. Le même, devenu abbé de Cluny, ordonne que l'on fera un anniversaire pour le pape Innocent IV dans tous les monastères de l'ordre.

1253. Estienne de Sauzay, curé de Saint-Aignan de Cosne, donne une maison à Cosne pour un anniversaire. (*Ex carta.*)

1266. Joscerand de La Rivière, 6 livres de rente, et choisit sa sépulture dans l'église; un anniversaire.

1269. Jean de Prie, chevalier, seigneur de Busençay et la Charnaye, cinq arpents de pré à la Charnaye, pour un anniversaire.

1271. Milon de Vergy a donné 20 solz de rente perpétuelle pour l'anniversaire de D. Gautier de Lupy. (*Ex carta.*)

1274. Le même fonde deux anniversaires et donne le four de Vêvre, 10 livres de rente sur le cens de Carcot et deux muids de vin sur son clos de La Charité. (*Ex carta.*)

1273. Renaud de Beaune, 10 sols de rente sur le cens du liève, pour un anniversaire. (*Ex carta.*)

1274. Aremburge, dame d'Herry, 100 sols de rente sur sa maison d'Herry, pour un anniversaire le jour de son décès. (*Ex carta ejus.*)

1282. Guillaume Guilliot (Guyot) a fondé la chapelle de Saint-Jacques dans l'église dudit prieuré, a donné 350 livres pour achat de fonds au profit de ladite chapelle, à la charge de deux messes par semaine. (*Ex carta ejus.*)

1285. Symon d'Armentières, prieur de La Charité, puis cardinal, a donné au couvent 10 livres de rente sur le moulin de Vaux, paroisse de Narcy, pour un anniversaire. (*Ex carta.*)

1287. Agnès d'Arcy, dame du Pré, 50 sols de rente sur ses biens de Narcy, pour un anniversaire. (*Ex carta ejus.*)

1323. Alix de Gondrecour, vefve de Robert de Prie, seigneur de la Charnaie, 3 livres de rente sur un pré à la Charnaie. (*Ex carta ejus.*)

1329. Pierre de Beaujeu, prieur de La Charité, a fondé trois messes par semaine dans la chapelle Saint-Jean, pourquoi il a donné une vigne située au Coupe-Gorge, près Saint-Lazare. (*Ex carta ejus.*)

1330. Le même, 60 sols de rente sur sa terre de Mortagne (*de Mortua aqua*), achetée de ses propres deniers, à la charge de célébrer la feste de la Nativité de saint Jean-Baptiste.

1339. Guillaume Camuzat, notaire royal à Nevers, fonde un anniversaire dans l'église de La Charité. (*Ex carta.*)

1341. Geoffroy de Mêves et Marianne, sa femme, 15 deniers de cens, portant lods et ventes, pour une messe le mardi après la Saint-Jean.

1350. Estienne Grimaud a donné cinq boisseaux froument, cinq coqs, deux poulles et 10 deniers de bourdelage, pour avoir sa sépulture dans l'église des religieux et un anniversaire. (*Ex carta ejus.*)

..... Jeanne, vefve de Balain, 5 solz de rente sur une maison située à La Charité, à la charge d'une messe tous les ans.

1352. Guillaume de Mornay, chevalier, seigneur des Roches, 60 solz de rente sur ses terres de Saint-Léger et des Roches, pour un anniversaire. (*Ex carta ejus.*)

1357. Philippe Baudoin, 10 sols de rente sur une vigne, pour deux messes pour lui et ses parens. (*Ex carta ejus.*)

1360. Sibille de Bancio (de Baux), comtesse de Valentinois, a donné au couvent la somme de 1,000 livres pour estre employée en achat de fonds au proffit dudit couvent, à la charge de deux anniversaires, l'un pour elle et l'autre pour son filz Othon, prieur de La Charité. (*Ex carta ejus.*)

1360. Marie, fille de Jean Gracul, 5 sols de rente sur un pré situé à Charenton, pour une messe. (*Ex carta.*)

1362. Pierre Trençon, notaire royal, et Jeanne, sa femme, ont donné un pré dans la prairie de la fontaine de Nambaut, à la charge d'un anniversaire.

1362. Pierre de Saint-Révérien, seigneur de Chalon, paroisse de Chaugnes, 10 solz de rente pour sa sépulture et une messe. (*Ex carta.*)

1362. Jean Fautrier, de La Charité, 10 sols de rente pour un anniversaire. (*Ex carta ejus.*)

1364. Jeanne, vefve Estienne Ponnault, 18 sols de rente pour une messe.

1365. Benevente, vefve de Renaud Suriette, une vigne située au lieu dit en Bouteroux, pour un anniversaire.

1366. Jehan de Prie, chevalier, seigneur de la Charnaie, 3 livres de rente sur ses biens, pour avoir sa sépulture et un anniversaire. (*Ex carta ejus.*)

1366. Jehan de La Planche, escuyer, seigneur de Vergnol, 20 solz de rente pour un anniversaire. (*Ex carta.*)

1367. Philippe du Bois, dame d'Espineul, une mine de froument et une mine de marsaiche de rente due par un nommé Debard, pour un anniversaire le landemain de l'Assomption Notre-Dame. (*Ex carta.*)

1369. Babelle la Pucinette, vefve d'André Dupuy, de La Charité, a donné tous ses biens pour un anniversaire. (*Ex carta.*)

1369. Jeanne de Courtenay, vefve de Jean de Beaumont, seigneur de Passy, a donné une maison et un jardin près la porte de La Marche, à La Charité, pour un anniversaire.

1370. Guyette Legout, 15 sols de rente pour son anniversaire. (*Ex carta ejus.*)

1373. Guillaume Boidard et sa femme, une maison sise à La Charité, rue de Cuffy, pour leur anniversaire.

1373. Jeanne Guiardate, vefve Guillardin Cathon, 5 solz de rente sur une maison à La Charité, proche la porte de Bretignole, pour une messe.

1374. Jean Clerc et sa femme, 5 solz de rente pour une messe par chascun an. (*Ex carta.*)

1376. Isabeau du Chasteau, vefve de Jean de Prie, seigneur de la Charnaye, 5 livres de rente sur tous ses biens, à la charge de cinq anniversaires chascun an : deux pour elle, deux pour ses père et mère, et un pour son mary et son filz. (*Ex carta ejus.*)

1378. Jeanne, femme de Jeoffroy Lasné, authorisée de son mary, la disme des Brosses dans la dîmerie de La Charité, pour deux anniversaires.

1378. Jean Bousseche et sa femme Agnès, 5 solz de rente sur une maison située à La Charité, derrière la boucherie, pour une messe tous les ans.

1379. Louis Grené et Jeanne, sa femme, 6 solz de rente au chapelain de Saint-Jean pour une messe. (*Ex carta eorum.*)

1381. Jehan Le Pigeon, paroissien d'Hairy, 20 solz de rente pour un anniversaire.

1384. Bernard du Puy-Cendrat, prieur de La Charité, a donné à son couvent la disme de Ville, paroisse de Narcy, achetée de Pierre de Saint-Révérien, avec l'estang des Bruyères acquis de Louis de Beaune, bourgeois de La Charité, et une maison à La Charité, scise rue des Hostes, appelée la maison de la Corne-du-Cerf, à la charge de deux anniversaires solennels par chacun an, et de jetter de l'eaue beniste sur son tombeau tous les jours après complyes par le célébrant, assisté de l'un des six enfans. (*Ex carta ejus.*)

1392. Le mesme a donné au sous-prieur ou prieur claustral 3 livres 15 solz de rente, à la charge d'une messe tous les moys et un *De profundis*, avec une collecte des trépassez à la fin de chaque messe.

1390. Guillaume Roy dit Bordin, 16 sols de rente sur une maison à La Charité, rue de Cuffy.

1390. Mathée Fauron, vefve Odin Loyaulte, notaire à La Charité, 29 solz de rente pour deux anniversaires.

1391. Perrin Prevost, clerc, demeurant à Nevers, 40 solz de rente pour deux anniversaires. (*Ex carta ejus.*)

1391. Jean de Corbeil et sa femme, 15 sols de rente sur une maison à La Charité, sise Grande-Rue, pour deux messes.

1391. Perrote, vefve de Jean Gosse, 5 sols de rente sur une maison, pour une messe par chacun an. (*Ex carta.*)

1392. Jean de La Haye, 12 solz de rente sur une maison proche le pont, et aussy tous ses biens pour son anniversaire.

1394. Philippe de Moulins, eveque de Noyon, 400 francs d'or, pour estre employez en achats de fonds, à la charge de deux messes par chacun an, une des Trepassés au mois de juin, l'autre de Notre-

Dame au mois de septembre, avec un anniversaire solennel à une messe et tout l'office des Morts au jour de son décès, tous les ans à perpétuité. Et encore de dire tous les jours après les grâces (qui se doivent dire dans l'église) l'antienne : *Hæc est Regina virginum. Dignare me laudare*, etc. (*Ex carta ejus.*)

1394. Jean de L'Œuvre a donné 5 francs d'or en achat de fonds, à la charge d'un anniversaire.

1398. Marguerite de Fontenay, dame de Champlemy et de Boucatraut, a donné la terre de Miniers et la forêt d'Arthonne, paroisse de Narcy, à la charge d'une messe tous les jours et d'un anniversaire.

1401. Pierre Leroy dit Lordin choisit sa sépulture en l'église de Sainte-Croix, proche le bénitier, à la charge que son corps sera levé et enterré par les religieux, pourquoy il leur donne 40 sols une fois payés et 11 sols de rente pour une messe tous les ans, au jour de son décès.

1401. Hugonin du Vivier, 5 sols de rente sur une maison, pour une messe tous les ans. (*Ex carta.*)

1407. Louis de La Porte, seigneur de Beaugnes et de Paissaillières, a donné 20 sols de rente sur la terre de Rosière, pour un anniversaire. (*Ex carta ejus.*)

1410. Jean Estouart, clerc, 5 sols de rente pour une messe tous les ans. (*Ex carta.*)

1418. Philiberte de Vigongne, dame de Chevenon, a donné 40 sols de rente sur sa terre de Montfaucon, à la charge d'avoir sa sépulture dans l'église des religieux, devant la chapelle Saint-Jean, où estoit enterrée dame Marguerite de Tousseboys, sa mère, et pour un anniversaire à messe et vigiles, au jour de son décès. (*Ex testamento ejus.*)

1438. Thibaut Doye, prieur de La Charité, a donné un moulin qu'il avoit fait construire sous les ponts de La Charité, avec une vigne appellée la Rable, au-dessous du clos, proche La Charité, pour son anniversaire. (*Ex carta ejus.*)

1452. Michelette, femme d'Estienne Saulnier, et Perrette, femme de Nicolas Taupin, 5 solz de rente sur une vigne située à Saint-Félix, pour une messe par an.

1459. Pierre Bourry dit des Aubus a donné une vigne avec une pièce de terre sise à Chezelles, proche les Aubus, à la charge d'un anniversaire. (*Ex carta ejus.*)

1480. Jean d'Assignon du Bois, 25 sols de rente sur une maison assise devant les halles, pour un anniversaire.

1484. Jeanne Larrate, vefve de Guillaume Larrat, a donné une maison

assise dans la rue de la Porte-de-Paris pour son anniversaire. (*Ex carta ejus.*)

1509. Philippe, vefve Symon Faverot, 20 sols de rente sur une maison située proche l'esglise Saint-Jacques, pour son anniversaire, pendant les Avens.

1513. Pierre Chalon, prestre, chapelain de Varennes, a donné audit couvent, par son testament, une maison scituée à Bulecy, entre les deux rivières, avec ses appartenances, pour son anniversaire.

1525. Guillaume de Marolles, escuyer, seigneur de Gérigny, et Florent de La Barre, son neveu, curé de Saint-Léger-le-Petit, ont donné 40 solz de rente audit couvent, assis sur deux maisons scituées à La Charité, proche la porte de Paris, à la charge d'un anniversaire solennel. (*Ex carta eorum.*)

1532. Jean de Beaugy, controlleur du grenier à sel de La Charité, et Guione de Beaugy, sa fille, vefve de maistre Pierre Le Gendre, bailly de La Charité, ont donné audit couvent 5 livres de rente assignés, scavoir : 3 livres sur deux prés assis sur la rivière du Mazo, paroisse de Chasnay, appelés l'un le pré Présean et l'autre le pré Cossart, et 40 solz sur une maison assise à La Charité, dans la rue de la Vauguyon, à la charge de dire tous les dimanches un *De profundis* avec la collecte des Trespassés, à la station que l'on fait pendant la procession à la porte du chœur, et qui souloit se faire dans l'esglise de Sainte-Croix. (*Ex carta eorum.*)

1555. Dom Guillaume du Chaillou, prieur de Lurcy-le-Bourg, a fondé un anniversaire solennel dans l'esglise de Nostre-Dame de La Charité. (*Ex carta ejus.*)

1558. Don Jean Mica, prieur de Cenquoins, 20 livres de rente sur le grenier à sel de Nevers, rachetable pour 240 livres, à la charge de quatre anniversaires aux quatre temps de l'année et d'une messe basse toutes les semaines à perpétuité. (*Ex carta.*)

1619. Jean de Clèves, prieur de La Charité et evesque de Bethléem, a fondé cinq salutz aux cinq principales festes de Notre-Dame et service solennel a trois grandes messes, le landemain de la feste de saint Jean-Baptiste, pourquoy il a donné 700 livres pour estre employés en achapt de fonds au profit du couvent. (*Ex carta ejus.*)

1626. Dom Zacharie Fortin, doyen de La Charité, 400 livres, pour estre employés en achapt de fondz, à la charge d'une messe du saint Nom de Jésus tous les mercredys, sonnée avec la grosse cloche, et d'un anniversaire solennel a une grande messe, deux basses et les vigiles, le 14e jour du moys d'octobre, et encore de faire le service accoustumé du saint Nom de Jésus. Cette somme a esté mise en constitution de rente, dont le sieur Bernard, autrefoys

prevost de la mareschaussée de La Charité, en paye 18 livres de rente, et le nommé Anthoine Dupuy en paye 6 livres 5 solz, suyvant les contrats de constitution des 19 octobre et 17 décembre 1626, reçeu Bernot, et par autre contrat reçeu Joully, notaires à La Charité, du 14 février 1653.

1627. Jean Mauvielle et Anne Tresaurier, père et mère de dom Robert Mauvielle, ont fondé une messe toutes les semaines dans l'esglise dudit prieuré, pourquoy ils ont donné plusieurs fonds scitués à Germigny. (*Ex carta eorum.*)

1632. Dom Felix Corthelot, aucien religieux de l'abbaye d'Ambournay, faisant profession dans la réforme à La Charité, y a fondé une messe tous les mardys de l'année en l'honneur de sainte Anne, dans la chapelle de Notre-Dame-de-Pitié.

1645. Dom Robert Serroul, ancien religieux, aumosnier de La Charité, a donné audit couvent la somme de 1,000 livres, à la charge d'une messe tous les jours, dans la chapelle de l'aumosne. Cette messe, du vivant même du donateur, a esté commuée en un annuel après sa mort et un anniversaire tous les ans.

1658. Gabriel de La Barre, chevallier, baron de Chasnay, et Anne-Rose de Rachecourt, son espouse, ont donné à la chapelle de Nostre-Dame Doin 100 solz de rente sur leur terre de la Vernière, à la charge d'une messe tous les ans au jour de Sainte-Anne, patronne de ladite chapelle.

1662. Benigne Jolly, vefve de Jacques Ruthor, marchand à La Charité, a donné audit couvent 3,000 livres en principal, constituée par le sieur de La Charnaye au profit de ladite Jolly, faisant la rente de 166 livres 13 sols 3 deniers, a la charge de celebrer dans l'esglise de Notre-Dame, à l'autel du saint Nom de Jésus ou a celui du Saint-Esprit, une messe tous les jours de l'année, a perpetuité, à quatre heures du matin, depuis la Notre-Dame de mars jusques à la Notre-Dame de septembre, et a cinq heures depuis la Notre-Dame de septembre jusques à la Notre-Dame de mars, par contrat reçeu Joully, notaire royal à La Charité.

..... Hugues de Vêvre et Agnès, sa femme, ont donné quatre septiers de froument sur les dismes et sur le moulin de la Celle, avec 40 deniers de cens, a la charge d'un anniversaire tous les ans, a perpetuité, pour eux et leurs parens. (*Ex carta Henrici Autissiodorensis episcopi.*)

APPENDICE C.

INVENTAIRE DES TITRES DE LA CHARITÉ.

Inventaire general (1) des tiltres du prieuré Nostre-Dame de La Charité-sur-Loire, ordre de Cluny, concernant les drois, tant au spirituel que au temporel, ou sont enoncez par ordre d'ancienneté les bulles des Papes, privileges, concessions, lettres patentes de nos Roys, fondations, donnations des seigneurs, restaurateurs et bienfaicteurs de ce benefice, droits de patronage et actes necessaires a l'establissement des droits utils de ce prieuré, par ordre dictinct et separé de chacune des seigneuries, censives et fermes qui en composent les revenus, fait et recherché par les ordres de Monseigneur messire Jacques-Nicollas Colbert, conseiller du Roy en tous ses conseils, archevesque de Rouen, abbé du Bec, seigneur spirituel et temporel dudit prieuré de La Charité, achevé et mis au present receuil en la presente année mil six cens quatre-vingt-quatorze, par Me Louis-Joseph Bernot, sieur de Charant, conseiller du Roy, maire de la ville de La Charité, lieutenant particulier au bailliage de ladite ville ; Edme Bouziat, conseiller-procureur du Roy et de mondit seigneur, en ladite ville et bailliage.

I.

PATRONAGES.

DIOCÈSE D'AUXERRE.

Saint-Aignan de Cosne (2). — Recognoissance et payemens d'arrerages du droit de patronage de 40 livres par an deus sur ledit prieuré, en 1650.

(1) Bibl. nat., manuscrits, fonds des 500 Colbert, n° 191, in-folio.

(2) L'inventaire a été dressé par nature des revenus et non par possessions ; il en résultera que les noms de localités paraîtront plusieurs fois, suivant les

Prieuré de Jully. — Recognoissance par Vrain-Jean Nabielle, prieur de Jully, que sondit prieuré doit à chascun an, à Messieurs les prieurs et religieux de La Charité la somme de 3 livres, payables à la Notre-Dame d'aoust, en 1404.

Prieuré de Saint-Pierre et Saint-Paul de Bonny.

La chapelle Saint-Silvin-les-Narcy.

Prieuré de Notre-Dame d'Ouanne.

Prieuré de Saint-Nicollas-des-Ponts, à La Charité.

Chapelle Saint-Jean-Saint-Jacques, en l'église Notre-Dame de La Charité.

Copie de la fondation de ladite chapelle, par laquelle le patronage est réservé au fondateur sa vie durant et après sa mort au sous-prieur, en 1340. — Déclaration par dom Charles de La Motte, prieur claustral, par laquelle il déclare que le droit de pourvoir à ladite chapelle appartient à M. le Prieur, le 3 décembre 1677.

Chapelle Saint-Lazare.

Cures de La Charité. — Patronage des trois cures de La Charité. — 2 décembre 1617, acte par lequel le curé de Sainte-Croix reconnoist aux religieux la somme de 4 livres 13 sols 4 deniers par chascun an.

Désistement fait par les religieux au proffit de M. le Prieur du droit de patronage sur lesdites cures, 3 septembre 1670.

Cure de Pouilly, doit par an 18 livres.

Cure de Guarchy, 6 livres.

Cure de Varennes-les-Narcy, 6 livres. — Reconnoissance par Jean Perrin, curé, a chascun jour saint Jean-Baptiste, de la somme de 3 livres, payables par chascun an, audit jour, 2 mars 1668.

Cure de Murlin, 6 livres.

Cure de Raveau, 4 livres.

Cure de Peroy, 6 livres.

Cure de Dompierre, 6 livres.

Cure de la Seelle, 8 livres.

Cure de Narcy, 4 livres. — Reconnoissance de 4 livres par chacun an a chacun jour saint Jean-Baptiste, 29 avril 1444. La même par le sieur Rabereau, curé dudit lieu, du 2 mars 1668.

Cure de Mesves, 4 livres.

Cure de Chasteauneuf, 12 livres. — Déclaration d'Albin, évesque d'Auxerre, par laquelle il est fait mention que ladite cure est à la nommination de M. le Prieur, du 19 aoust 1672.

espèces de revenus appartenant à La Charité. Ici ce sont les droits de patronage dus par les églises, plus loin les fiefs, les cens, puis les bénéfices et locations diverses, le tout souvent groupé dans une même région.

Cure de Bulcy, 3 livres.

Cure de Sully, 15 livres. — Recognoissance par Pierre Dumet, curé de Sully, de la somme de quinze livres a chacune feste de la Chaire Saint-Pierre à M. le Prieur de La Charité, pour droit de patronnage, du 17 février 1611.

Cure de Sainte-Colombe, une livre. — Recognoissance de Daniel Pré, curé de Sainte-Colombe, de 20 sols par chascun an a chascun jour et feste Saint-Vincent, du 10 octobre 1625.

Cure d'Arbourse, 8 livres.

DIOCÈSE DE BOURGES.

Prieuré de Valigny. — Transaction par laquelle le prieur de Valigny s'oblige de payer par chacun an au jour Saint-Vincent la somme de 30 livres pour droit de patronage, 16 may 1534. — Reconnoissance par Mathieu Deraux, prieur de Valigny, de même somme, du 1er juillet 1580. — Par Sébastien Paulet, prieur, du 10 mars 1610. — Par François de Roffignac, prieur, 27 avril 1686.

Prieuré de Cenquoins. — Six reconnoissances, de 1387 à 1409, qui justifient que ledit prieuré devoit par chascun an la somme de 95 livres. Sentence du bailliage de Saint-Pierre-le-Moûtier qui condemne le sieur Cosset au payement de la somme de 100 livres pour deux années d'arrérages du droit de patronage, du 10 septembre 1608.

Prieuré de Menetou-Ratel. — Reconnoissance de la somme de 30 livres par chacun an, au jour Saint-Vincent, pour droit de patronage, 21 février 1377. — Par Jacques de Saillant, prieur de Menetou, à Valentin, prieur de La Charité, 3 février 1395. — Au proffit du mesme Valentin, du 26 octobre 1418. — 4 avril 1526, deux sentences rendues au bailliage de Saint-Pierre-le-Moustier entre dom Jean de La Magdelaine, prieur, seigneur de La Charité, demandeur, contre Gabriel Gouffier, prieur de Menetou, par lesquelles ledit Gouffier est condemné, en sa qualité de prieur, de payer audit sieur prieur, par chacun an, 30 livres pour droit de patronage, au jour et feste Saint-Vincent. — Arrest du Grand Conseil entre messire Jacques Nicolas Colbert, prieur de La Charité et messire Estienne Barré, prieur de Menetou, par lequel ledit Barré est condemné à payer audit seigneur prieur vingt-neuf années d'arrérages du droit de patronage de 30 livres par an, du 4 février 1686.

Berry et l'infirmerie. — Du 15 aoust 1378. Reconnoissance par Jean Lecourin, infirmier, au proffit de M. le Prieur de La Charité, de trois

muids et demy de froment par chacun jour de Toussaints, pour le droit de pension. — La même, de dom Jehan Aubert, prieur de Berry et infirmier de La Charité, au proffit du sieur Valentin, prieur de La Charité, du 3 septembre 1395. — La même, de dom Guillaume Olivier, en 1400.— Arrest du Grand Conseil entre messire J.-N. Colbert et dom François de Loynes, infirmier, par lequel il est condemné de payer par chacun an audit sieur prieur la somme de 40 livres pour le droit de patronage, a quoy le bled qui estoit deub autres fois a esté apprécié, du 28 septembre 1685.

Prieuré de Saint-Seaux (Saint-Céols). — Recognoissance, de 1377, du droit de patronage de vingt-deux septiers de bled au proffit du prieur de La Charité. — La même par Joseph Boulanger, prieur de Saint-Seaux, au proffit du prieur Valentin, en l'an 1415. — Bail par Me Guillaume Ruelle, prieur de Saint-Seaux, à Germain Montagut, à la charge de payer 10 livres par an à M. le Prieur de La Charité, 18 novembre 1627.

Prieuré Doron ou roy (1).
Cure de Sainte-Montaine, doit 6 livres.
Cure de Saint-Crapaix, 6 livres.
Cure de Saint-Florent, 6 livres.
Cure d'Argent.
Cure de Villabon, 6 livres.

DIOCÈSE DE NEVERS.

Prieuré d'Aubigny. — Monitoire par dom Jean de La Magdelaine pour le payement des pensions des prieurés, celuy d'Aubigny 3 livres, celui de Longueville 20 livres, 1er avril 1530. — Procédures faites par M. de Clèves contre M. Vidreau, en 1614; — par M. Payen contre M. de Voise, prieur d'Aubigny, par laquelle il est condemné a payer le droit de 30 livres pour patronage, en 1650. — Reconnoissance du droit de 30 livres de patronage par Me Pierre-Hierosme Hosdier, prieur d'Aubigny, au proffit de J.-N. Colbert, prieur de La Charité, 18 décembre 1683.

Prieuré de Saint-Sulpice-le-Chastel. — Reconnoissance par Jean de Baulne, prieur de Saint-Sulpice, de 10 livres de pension annuelle, payables au jour de Saint-Vincent, du 9 avril 1377. — La même par Renaud Michelin, en 1415.— La même par Jacques de Charly, prieur,

(1) Mauvaise lecture; il s'agit évidemment du prieuré d'Ourouër, près Nérondes (Cher).

en 1598. — La même par Hugues de Charry, en 1633. — Transaction entre M. Passelaigue, prieur de La Charité, et dom Hugues de Charry, prieur de Saint-Sulpice, sur la saisie faite a requeste du prieur de La Charité, du temporel de son prieuré, faute de payement du droit de patronage, 20 octobre 1622. — La même, de messire Hugues Deschamps, chanoine de Nevers, prieur de Saint-Sulpice, au proffit de messire J.-N. Colbert, 20 mars 1673.

Prieuré de Saint-Victor de Nevers. — Reconnoissance par le prieur de Saint-Victor a Valentin, prieur de La Charité, de 10 livres de pension, payables par chacun an, jour de Saint-Vincent, septembre 1406. — Transaction entre M. de Lenoncourt et Me Coffiat, prieur de Saint-Victor, pour payer les 10 livres, 28 janvier 1565. — La même, par Claude Vrein à J.-N. Colbert, du 12 janvier 1673.

Prieuré de Patinges. — Reconnoissance de 10 livres de pension, mars 1377. — La même, en 1402. — Arrest du Grand Conseil contre dom Nazare Gourlot, prieur de Patinges, 20 octobre 1676.

Prieuré de Jally. — Reconnoissance par Pierre Fontaine, prieur de Jally, au proffit de Jean de Clesves, prieur de La Charité, de 10 livres par chacun an pour droit de patronage, 11 mars 1609.

Prieuré de Saint-Honoré. — Instance a requeste de messire Jean de Clesves contre Nicollas de Chandon, prieur de Saint-Honoré, pour le droit de patronage à prendre sur ledit prieuré, 13 mars 1610. — Reconnoissance au proffit de J.-N. Colbert, par Charles Bolacre, comme fondé de procuration générale de Pierre Chapuis de La Faye, prieur de Saint-Honoré, de 15 livres par chacun an, 25 février 1695.

Prieuré de Coulonges. — Sentence du bailly de Saint-Pierre-le-Moutier, par laquelle les fermiers du prieuré de Coulonges sont condemnés de payer audit prieuré de La Charité 120 livres pour quatre années de pension deue par ledit prieur de Coulonges, 13 novembre 1576. — Certifficat de frère Claude Daumas, par lequel il certiffie que la pension de 30 livres est deue au prieuré de La Charité pour l'avoir payée pendant qu'il a esté titulaire dudit prieuré de Coulonges, 12 mars 1610.

Cure de Saint-Léger, doit 7 livres.
Cure de Corvol, 6 livres.
Cure de Sichamp de Chevannes, 6 livres.
Cure d'Agenvières, 6 livres.
Cure de La Chapelle-Montlinard, 5 livres.
Cure de Munot, 5 livres.

DIOCÈSE DE SENS.

Prieuré de Chasteau-Renard. — Reconnoissance passée au proffit de Valentin, prieur de La Charité, par le prieur de Chasteaurenard, de la somme de 40 livres par chacun an, pour droit de patronage, au jour de l'Assomption, 24 septembre 1395. — Autre par Jacques Ran, prieur de Chasteaurenard, au proffit de messire Jean de Clesves, prieur de La Charité, de 10 livres par an de droit de patronage, 23 décembre 1611. — Assignation pour messire Pierre Payen, prieur de La Charité, contre François de Forges, prieur de Chasteaurenard, pour estre condemné à luy payer vingt-neuf années de la pension.

Prieuré de Courtenay. — Sentence condamnant Gratien, fermier du revenu de Courtenay, a payer au prieur de La Charité la somme de 30 livres pour deux années de pension, 2 juillet 1614.

Prieuré de Venisy. — Reconnoissance de dom Jean de Charlieu, prieur de Venisy, au proffit de dom Bernard, prieur de La Charité, par laquelle il déclare devoir 10 livres de pension à chacun jour Saint-Vincent. — Un autre de Pierre Redant, au proffit de dom Valentin, de 10 livres, 28 janvier 1390. — Une autre de Guillaume Dapougny, au proffit de Jacques-Nicolas Colbert, 18 décembre 1686.

Prieuré de Joigny. — Commission de la cour a la requeste des religieux de La Charité, adressée au bailly de Sens pour informer contre Jacques Bruslant de ses vie et mœurs, et contre l'usurpation qu'il avoit faite du prieuré de Joigny au préjudice des provisions données a dom Chambellan, 5 mai 1422. — Bail du revenu du prieuré de Joigny, a la charge de payer par chacun an la pension de 60 livres, du 23 juin 1462. — Autre de Claude Alain, du 20 février 1612.

Prieuré de Saint-Sebastien de Dicy. — Reconnoissance du prieur de Dicy de 87 livres 10 sols, qu'il déclare devoir au prieur de La Charité, du 21 février 1377. — Une autre de Guillaume Bonnelotte a Valentin, prieur de La Charité, du 5 novembre 1400. — Une autre de dom Jean Darzy, prieur de Dicy, de devoir par chacun an de pension au prieur de La Charité, la somme de 10 livres, 14 mars 1626. — Une autre de dom Pierre Edeline au cardinal de Lyon, prieur de La Charité, du 5 septembre 1634. — Une autre de 20 livres de patronage par Charles Galliot, prieur de Dicy, a J.-N. Colbert, 10 juillet 1684.

Prieuré de Saint-Sidroine. — Arrest de la cour qui confirme une sentence de condemnation de 50 livres de pension annuelle deue par le prieur de Saint-Sidroine a M. le Prieur de La Charité, 9 février

1393. — Reconnoissance de 50 livres par Guillaume Former, 2 janvier 1396. — Une autre de dom Jean Guineau, 15 may 1409. — Une autre de 50 livres par Jean Parrin, 14 aoust 1419. — 15 avril 1625. Transaction entre M. de Passelaigues, prieur de La Charité, et Me Pallamedes Fondriat, prieur de Saint-Sidroine, par laquelle il reconnoist qu'il doit a cause de sondit prieuré 15 livres par an de patronage. — Sentence condamnant le même a payer les 15 livres, 12 juillet 1633. — Reconnoissance par Adrien Cellier de 15 livres par an, 8 février 1686.

Cure de Dye, doit six livres. — Prieuré du Charnier.

DIOCÈSE D'AUTUN.

Prieuré de Montambert. — 20 novembre 1533. Bail passé à La Charité du revenu du prieuré de Montambert, à la charge de payer par Jacquelin et Bertier, fermiers, les droits de patronage a M. le Prieur de La Charité. — 8 février 1636. Reconnoissance par Gaspard de Ramilly, prieur de Montambert, par laquelle il reconnoist devoir 25 livres de pension pour son prieuré à Mgr le cardinal de Lyon, prieur de La Charité. — Une autre par Gabriel Milly, de 25 livres de pension, 14 novembre 1684.

Prieuré de Vanoise. — Reconnoissance par Robert de Ridonneau, prieur de Vanoise, au proffit de dom Bernard, de la somme de 20 livres de patronage au jour de Saint-Vincent, 1er avril 1377. — Concession de plusieurs rentes au prieuré de Vanoise par Hugues Conau et sa femme, en 1350; par Hugon de Lavau et Isabelle, sa femme, en 1351. — Reconnoissance de Robert de Damas, prieur de Vanoise, au prieur de La Charité, de 15 livres par an pour droit de patronage, 3 may 1386.

Prieuré de Saint-Roch (Saint-Racho). — Requeste de M. de Clesves a Florent de Montmorillon, prieur de Saint-Roch, pour 15 livres de droit de patronage, 16 may 1615.

DIOCÈSE DE TROYES.

Prieuré de Saint-Julien de Sézanne. — Requeste de M. de Lenoncourt portant quittance de 120 livres pour trois années de la pension deue par le prieur de Saint-Julien, a raison de 13 escus un tiers par chascun an, 8 mars 1578. — Transaction entre Mgr l'archevesque de Rouen, prieur de La Charité, et dom Claude du Billay, prieur de Saint-Julien de Sézanne, pour droit de patronage de 40 livres par an. — Une autre par dom Edme Lordereau, 19 septembre 1634.

Prieuré du Saint-Sépulchre. — Commission obtenue par Valentin pour faire assigner le cardinal de Cologne, prieur de Saint-Sepulchre, sur le trouble fait en ses droits d'administrer et gouverner ledit prieuré de Saint-Sépulchre, 3 juillet 1413. — Procès-verbal de vente faite des meubles et bestiaux du receveur du prieuré de Saint-Sépulchre, faute de payement de la somme de 60 livres de trois années de pension de 20 livres qu'il doit au prieur de La Charité par chacun jour de Saint-Vincent, 23 novembre 1602. — Quittance par Pierre Gauthier, prieur commandataire de Saint-Sépulchre, de 100 livres pour cinq années de pension, 21 mars 1609.

DIOCÈSE DE CHARTRES.

Prieuré du Petit-Beaulieu. — Reconnoissance par Michel Martin, prieur de Sainte-Marie-Magdelaine, du Petit-Beaulieu, pour messire Jacques-Nicolas Colbert, archevesque de Rouen, prieur de La Charité, de 13 livres chacun an, pour droit de patronage, modéré a 4 livres pendant le temps que ledit Martin le possedera, 3 août 1683.

DIOCÈSE DE CHALONS.

Prieuré Nostre-Dame de Montmort. — Reconnoissance par Pierre Paillard de la somme de 30 livres deue par chacun an pour patronage sur sondit prieuré, au jour de Saint-Vincent, 1378. — Une autre par le sieur Ruelle de 4 livres de pension, 11 février 1626.

DIOCÈSE DE BEAUVAIS.

Prieuré de Saint-Christophle-en-Halatte. — Reconnoissance par François-Pierre du Bouchet, prieur, de la somme de 50 livres de pension, payable le jour de Saint-Vincent, 16 decembre 1378. — Une autre passée au proffit de Bernard Pordo (du Puy), prieur de La Charité, le même jour. — Une autre par Estienne de Troussebois, 19 aoust 1396. — Une autre par dom Studo Dajory, 27 avril 1402.— Requeste contre Thomas Lelarge pour ledit payement, 1611.

DIOCÈSE DE MEAUX.

Prieuré de Rueuil (Reuil). — Lettre par laquelle le prieur de La Charité a réduit la pension de 200 livres, sur le prieuré de Reuil, a 20 livres pendant la vie de dom Jacques Foullé, lors prieur dudit lieu, sans tirer a consequence pour ses successeurs, 2 mars 1467. — Reconnoissance par François Bonnot de la somme de 60 livres de

pension annuelle, 8 juin 1623. — Une autre par Me Louis Colbert, prieur, à Jacques-Nicolas Colbert, 20 juillet 1683.

DIOCÈSE D'ORLÉANS.

Prieuré de Saint-Laurent-des-Orgerils.— Reconnoissance du prieur, frère Grenoillé, de 40 livres de pension par chacun an, au jour Saint-Vincent, envers le prieur de La Charité, et 50 sols au couvent le jour de l'Assomption, 30 juin 1379. — Une autre par dom Nicolas Pelet, 20 mars 1395. — Une autre par dom Guillaume Olivier, 25 aoust 1397. — Sentence pour Philippe de Lenoncourt contre Germain Pot, prieur, qui le condamne à payer trois années de pension de 25 livres par an, 10 février 1571. — Une autre par Jean de Clesves contre Jean Robert, 27 février 1613. — Reconnoissance par Louis-Martin de Ratabon de 40 livres, à Mgr Colbert, 16 avril 1686.

DIOCÈSE DE ROUEN.

Prieuré de Longueville. — Reconnoissance du droit de 60 livres de patronage par Antoine Courlet, prieur, a dom Jean de La Magdelaine, 4 may 1536. — Une autre par Pomponne de Billieure à Jean de Clesves, 21 juin 1616. — Une autre par Louis Colbert, prieur, a messire Jacques-Nicolas Colbert, coadjuteur de Rouen, prieur de La Charité, 20 juillet 1683.

DIOCÈSE DE TOURS.

Prieuré de Saint-Michel de La Guierche. — Sentence qui condamne a payer 40 sols de patronage, 9 novembre 1406. — Une autre du 4 août 1448. — Reconnoissance du frère Michel Belonceau, prieur de Saint-Michel de La Guierche, qu'il doit 20 sols de pension, le jour de l'Assomption, 3 juin 1449. — Traité entre dom Jean Passelaigues et les Pères de l'Oratoire de Tours pour le prieuré de Saint-Michel de La Guierche, scis en la ville de Tours, et celuy de Saint-Nicolas, sur les ponts de La Charité, par lequel il parroist qu'il est deub 100 sols de patronnage au jour et feste Saint-Vincent, 31 mars 1618. — Reconnoissance par le père Michel-Louis de Viray, pour les religieux de l'Oratoire de Tours, de 100 sols de patronage a Jacques-Nicolas Colbert, 11 novembre 1685.

DIOCÈSE DE SOISSONS.

Prieuré de Montigny.

Prieuré de Saint-Quentin de Villiers, près Soissons, — Commandement contre Pierre Hubert, fermier du prieuré, de payer vingt-neuf années, de 100 sols par an, 30 juillet 1618. — Reconnoissance de Me Nicolas Letourneux, prieur, a Jacques-Nicolas Colbert, de 100 sols, le jour de Saint-Vincent, 6 septembre 1684.

Prieuré de Saint-Remy de Brenne. — Quittance par Bertrand, prieur de La Charité, a Pasquet Suresuin de la somme de six-vingts florins d'or francs pour deux années de 60 florins par chacun an, au jour de Saint-Vincent, 20 juillet 1371. — Reconnoissance de dom Durand Chevalier, de 60 livres de pension, 20 septembre 1378; — de dom Pierre Romain, du 13 aoust 1403. — Une autre par Me François Doriant, prieur de Saint-Remy, de 20 livres par chacun an, 29 juillet 1618. — Une autre par dom Jacques Dorsaint, de 20 livres, 12 novembre 1634.

Prieuré de Venelot, de Pontfracte, en Angleterre.

Prieuré de Sainte-Croix de Venise.

Prieuré de Saint-Pierre de Ratis, en Portugal.

Un livre-journal de recepte faite par Me Estienne Gambin, fermier du prieuré de La Charité, des revenus dudit prieuré, et spéciallement des droicts de patronnages par les prieurs en dépendant, en 1622.

Portions congrues (1) des paroisses de Narcy, Bulcy, Varennes, Dompierre-sur-Nièvre, Mesves.

II.

TILTRES DES FIEFS DEPENDANTS DE LA CHARITÉ.

Fief de la Maisonfort, paroisse de Munot, et dixme du lièvre (2), près la ville de La Charité. — Plusieurs pièces d'adveu et denombrement, foy et hommage de Guillaume de Challudet aux prieurs Passelaigue et Colbert, 1626 et 1667. — Vente par Pierre de Mornay et Agnès, sa femme, du dixme du lièvre a eux appartenant en censives, justice et dependances, aux couvent et religieux de La Charité, moyennant la somme de 220 livres, may 1237.

Fief de Révérien, en la ville de La Charité. — Foy et hommage par François du Broc, seigneur du Nozet, de sondit fief, scis au dedans

(1) Part de revenu abandonnée par le curé titulaire au vicaire perpétuel chargé de desservir la paroisse.

(2) Registre spécial de redevances.

de cette ville, a messire Louis de Clesves, seigneur-prieur de La Charité, 16 juin 1575.

Fief de Gérigny, paroisse de Saint-Pierre de La Charité. — Transaction entre les religieux et le sieur Lefebvre, qui eschangent 50 sols de rente sur le lieu de Gérigny et les reportent sur deux maisons sises à La Charité et hors la ville, 13 mars 1495. — Foy et hommage de Florent de La Barre a M. de Lenoncourt du fief de Gérigny, 20 juin 1554. — Hommage et denombrement de Edme de La Barre au seigneur Louis de Clesves de son fief de Gérigny, 30 mars et 18 avril 1595. — Hommage par Charles Courtin à Me Pierre Payen du fief de Gérigny et dependances, 30 juillet 1663.

Fief d'Ouches, paroisse de Raveau. — Reconnoissance de Robelin de Villatte, du lieu d'Ouches et dependances tenus a cens des religieux, en 1270. — Foy et hommage de Jean Pileton, en 1350. — Reconnoissance de Pierre Pelletier de 20 sols de bourdelage, aoust 1350. — Hommage de Jean Leroux, en 1350. — De Ambroise Sarrat a Mgr de Lenoncourt, 17 janvier 1565. — De Pierre Fontaine a M. de Clesves, mars 1595. — De Marie Fontaine, veuve Sarrat, à M. Passelaigue, 27 juin 1626. — De Hugues Courtois a M. de Richelieu, 10 avril 1644 et a M. Payen, du 17 novembre 1648. — De Jean Courtois a M. Nicolas Colbert, 9 août 1664; a M. Jacques-Nicolas Colbert, 18 avril 1668.

Fief de Mignard, paroisse de Narcy. — Foy et hommage du fief de Mignard par Jean de Barvaut, a MM. Philippe et Robert de Lenoncourt, en 1581 et 1595; a M. Jean de Clesves, en 1613; a M. de Passelaigue, en 1626. — Procuration par messsire Philippe de Lenoncourt a Me Guillaume Challudet de recevoir la foy et hommage des vassaux dépendants du dit prieuré, 11 septembre 1574.

Fief de Villes, paroisse de Narcy. — Hommage par Miles d'Antis et Félix, sa femme, au couvent de La Charité de ce qu'ils tenoient en fief a Ville, en 1200. — Par Guillame de Chevenon, en 1341. — Par Jean Rappeneau, en 1377. — par Hugues Rappetin, en 1380. — Par Jean de Saint-Père a Mre Antoine des Roches, prieur de La Charité, 14 juillet 1487. — Par Pierre du Cornier, du 4 octobre 1495. — Saisie du fief par Mre Antoine des Roches, 20 janvier 1505. — Mainlevée de cette saisie, 3 février 1505. — Hommage par damoiselle Audelene de Moiry a Mre de Lenoncourt, 9 novembre 1577. — Par damoiselle Anne de Saint-Père, veuve d'Antoine Berthet, 8 mars 1565. — Par René Lasné, 7 décembre 1667. — Par Jeanne-Elisabeth Lasné, 3 septembre 1668.

Fief de Maurepoux, paroisse de Narcy. — Hommage par Jean Maignen a dom Jean de La Magdelaine, 12 avril 1523. — Adjudication faite au bailliage de Saint-Pierre-le-Moutier du fief de Maurepoux a Guillaume Gascoing, 3 juin 1666, au bas de laquelle est la quittance du sieur Fontaine, fermier du prieuré de La Charité, qui justifie que ce fief en dépend.

Fief de Bulcy, paroisse de Bulcy. — Hommage par Claude de La Vigne a Mre Jean Passelaigue, 11 juin 1626. — Par Jean de La Vigne a Mre de Lenoncourt, 5 février 1565. — Par Denis de La Vigne, 2 may 1588; a Mre Louis de Clesves, 20 avril 1595. — Par Pierre de La Vigne a Mre Pierre Payen, 3 decembre 1663.

Fief des Roches, paroisse d'Aubigny, Précy et dans la ville de La Charité. — Adveu par Estienne de Mornay pour son fief des Roches, 17 novembre 1407. — Commission et assignation obtenues aux requestes du Palais par Robinet d'Estampes pour droits seigneuriaux sur son fief des Roches, 16 juin 1409. — Les chanoines de Sancergues reconnoissent devoir un cens sur un pré de trois hommes de fauche scis au territoire de Sancergues, et doivent homme vivant et mourant, 7 septembre 1503. — Foy et hommage presté par Louise d'Estampes, dame des Roches, du 2 juillet 1566. — Un autre par Edme Joannin, fondé de pouvoir de MM. de Senneterre, seigneurs de Sancergues et des Roches, du 30 novembre 1575. — Vente par Jacques de Senneterre, seigneur de Grandières, a Mgr Léonard des Trappes, archevesque d'Auch, de la seigneurie de Sancergues et des Roches, relevant du prieuré de La Charité, 8 novembre 1618. — Hommage au nom de Mgr des Trappes par Louis Grasset et par Guillaume Gascoing, 8 novembre 1621. — Saisie du fief des Roches, pour les droits utils, par le prieur de La Charité, après décès de Mgr des Trappes, 29 décembre 1629.

Les Roches, Précy, Aubigny. — Adveu et denombrement par Pierre de Bonnet, 26 juin 1443; par Jean de Bonnet, 22 juin 1468; par Pierre de Bonnet, 16 aoust 1480; par Gilbert de Bonnet, 1er mars 1539. — Acte faisant une reigle au sieur de Bonnet de la délivrance de son adveu et denombrement, mars 1589. — Reconnoissance de Léonard des Trappes, seigneur de Precy, que le sieur de Lespinasse luy a mis en mains trois anciens tiltres concernant les directes à La Charité, Aubigny, Passy, 13 fevrier 1661.

Fief du Clos d'Estroches, paroisse de Laché, en Nivernois. — Adjudication faite au bailliage de Saint-Pierre-le-Moutier de la terre, justice et seigneurie du Clos a damoiselle Marie de Hiverlay pour

450 livres, 30 septembre 1563. — Commandement a messire J.-N. Colbert, prieur de La Charité, à la requeste du traitant chargé du recouvrement des sommes auxquelles ont esté taxez les propriétaires des heritages alienez des benefices, de payer 59 livres pour le fief du Clos, 14 octobre 1670. — Transaction entre le même et François de Roland, s^r d'Estroches, a la charge par ledit s^r de le tenir en fief dudit prieuré, 23 septembre 1678.

Fief du Petit-Charly, paroisse de Chaugne. — Foy et hommage d'Anne Desprez, s^r de Charly, 10 décembre 1598 et 2 juillet 1627; d'Eustache et François Desprez, 10 juin 1680.

Fief de Froidefonds, paroisse de Cenquoins. — Adveu par Guillaume Ferret, chanoine d'Orleans, pour la moitié dudit lieu, 6 décembre 1366. — Vente par Gaspard Babut, s^r de Froidefonds, de l'estang du moulin dudit lieu, moyennant la somme de 700 livres, avec foy et hommage, 19 septembre 1536. — Sentence du bailliage de Saint-Pierre-le-Moutier que la seigneurie de Froidefonds est un fief mouvant du prieuré de La Charité, 8 mars 1569. — Adveu par le s^r de Vieil-Chastel, 28 may 1608; par Guillaume Denis, 18 aoust 1626; par Marc Litaut, 17 juillet 1628. — Bail d'accense par les religieux de La Charité à Jean Hugon, de l'estang de Froidefonds, 19 septembre 1536.

Dixme de Passy, paroisse de Varennes. — Foy et hommage de la huitiesme partie des dixmes de Passy, en 1304. — Le même par Pierre Conchon, en 1389.

Fief de Mannay. — Foy et hommage par Guillaume Guillot, des dixmes de Mannay, Varennes et Narcy, 8 octobre 1270; par sa veuve, en 1312.

Fief de la Boullaye, paroisse de Perroy. — Foy et hommage par Bertrand de La Rivière, en 1271; par Jean de Triquelle, en 1350 et en 1395.

Fief de la Pointe; de la grande maison de Raveau; de la Metairie-à-l'Asne.

III.

TERRIERS ET LIÈVES (1).

Un ancien terrier, commencé en 1506 et finy en 1509, contenant 177 feuillets. — Vingt autres lièves des cens et rentes perçus dans la

(1) Les *lièves* (*levare*, lever, percevoir) sont des registres contenant les rôles des redevances et rentes quelconques, moins directement assises sur les terres,

ville et le territoire de La Charité. — Lièves communes a plusieurs seigneurs de La Charité; vingt-deux pièces concernant La Charité, les paroisses et seigneuries voisines, rentes, cens, bordelages deubs au prieur. — Lièves des cens et rentes deues à Messieurs les Religieux, quinze pièces. — Terriers pour Messieurs les Religieux du prieuré de La Charité, huit pièces.

IV.

ESTATS ET COMPTES DU REVENU DU PRIEURÉ.

Compte de la recette, par dom Renaud Chambellan, en 1413; par Me Pierre Loppier, en 1519; par Jean Garsoin à messire Louis de Clèves; par Estienne Montaigne, en 1524; par les sieurs Challudet et Tixier, fermiers du prieuré, 15 décembre 1560; par Pierre Sallé, en 1592; par Estienne Gambin, fermier du prieuré de 1618 à 1637; état général des recettes du prieuré en 1595; registre de recettes et mises pour l'exploitation des domaines et métairies du prieuré.

V.

BAUX A CENS ET RENTES DES MAISONS ET HÉRITAGES EN LA VILLE DE LA CHARITÉ ET FINAGE.

Acquisition par Me François Garnerot, curé de Chaugne, d'une maison scize rue des Fumiers, à La Charité, 2 novembre 1454.

Bail a cens par messire Jean Chambellan, prieur de La Charité, a Thierry Fontin de demy-arpent de desert a faire vigne, scize a Saint-Felix, moyennant 20 deniers de cens, payables au jour Saint-Remy, du 24 mars 1468 (1).

et se confondant souvent avec les terriers. Ce mot est employé au masculin et au féminin; il désignait aussi, comme plus haut, la redevance elle-même. (Dict. de Sainte-Palaye.) Les mentions de ces registres ne sont d'aucune valeur; elles occupent les folios 71 à 82.

(1) Les baux à cens et rentes inventoriés montent à 101 pendant le quinzième siècle, 24 pendant le seizième, et à une douzaine de liasses pendant le dix-septième (folios 85 à 120). Ils concernent tous la ville et les environs de La Charité. Les noms des tenanciers n'offrent pas d'intérêt; les actes, inutiles à citer en particulier, signalent dans leur ensemble un progrès réel pour la culture. Des deserts, dessierts, dessertis ou défrichements, des chaumes, sont

Bail par les religieux de La Charité a Hugues Guinault du droit de maille par chacun pain molet qui se vend par les boullangers de la ville de La Charité, moyennant 40 livres par chacun an, payables moitié ausdits religieux et moitié à la communauté de ladite ville, 2 fevrier 1457.

Bail à rente par les religieux à Jean Barbat d'une maison et verger, assis derrière l'hospital de La Charité, moyennant 20 sols de rente, 6 mars 1432.

Liasse des contrats faits entre particuliers, à la charge des cens et rentes, tant envers le prieur que les religieux.

Bail à cens par Guillaume d'Azy à Jean de Lespinasse d'un verger scis en la porte de La Marche, chargé envers le prieur de 17 deniers de cens, 22 janvier 1501.

Bail par le sieur de La Charnaye à Pierre Laurent d'une maison scise rue des Aux, a la charge du cens envers le prieur, 12 janvier 1540.

Liasse des contrats d'héritages scis au finage de La Charité.

Autre liasse de baulx à cens et rentes, sentences et recognoissances, de différentes années.

Sentence rendue contre David Dubois, curateur à la succession vacante de deffunct Jacques de Morogues et de dame Marie de Boursel, par laquelle il est condemné a payer 17 sols de cens sur une maison scise à La Charité, 15 janvier 1610.

loués, moyennant une petite somme d'argent, pour faire de la vigne, des jardins, des vergers. La faible redevance du cens, impôt plutôt que fermage, sa durée souvent illimitée, assuraient au cultivateur la presque propriété du terrain qu'il mettait en culture. Les maisons et les places à bâtir se louaient fréquemment. Voici le relevé des noms de rues et endroits dont il est question dans la ville de La Charité : ce sont les rues de la Corderie, des Chapelains, de la Pelleterie, des Fumiers, de l'Estoilie, la grand'rue du Pont, la rue Chevetruye, dans les faubougs ; les rues du Marché, du Filet, du Pavillon, des Aux, des Hostelleries, du Pilory, de Cuffy, Notre-Dame-de-l'Aumosne, de l'Abreuvoir, des Toilles, du Rivage, Mauvachin, des Oyes ; les portes de Paris, de Cuffy, de La Marche, de Saint-Jacques.

Les cimetières de Sainte-Croix et des Pêcheurs.

La chapelle et le puits de l'Aumosne, le puits de la Corderie. La croix des Pêcheurs, le pillory, le marché aux porcs, la revenderie, la maison du Cerf-Vollant, rue des Hostelleries.

Plusieurs localités dites Saint-Félix, Vauvrille, Paradis, Basse-Cour-Saint-André, Gérigny, Saint-Lazare, Vauluraye, les Grandschamps, les Carrouges.

VI.

ANCIENS TITRES ET DIVERS.

Un ancien inventaire de lettres et titres trouvez au tresor de l'eglise Notre-Dame de La Charité, qui contenoit estant entier 423 feuillets et aujourd'huy déchiré. — Anciens tiltres (1).

Vente faite par dom Jean Passelaigue a Charles de Gonzague, duc de Nevers, de la justice de La Charité, greffe, tabellionage et autres droits de justice, moyennant la somme de 2,000 livres par chacun an, sous les reserves de la justice de l'enclos du prieuré et certains lieux et maisons de ladite ville, du 3 octobre 1625. — Approbation du chapitre de La Charité par les religieux dudit couvent; du chapitre general du prieuré; homologation de la voulte de Cluny et de l'abbé; prise de possession de la justice par Jean Lasné, lieutenant de Donzy, fondé de procuration du duc de Nevers.

Droits sur le sel. — 18 avril 1493, descente faite aux portes de La Charité de quarente muids de sel, presentez a Jean de Morogues, fermier du prieuré. — Commission de la Cour des Aydes obtenue par Louis de Clesves, prieur de La Charité, contre les officiers du grenier à sel dudit lieu, touchant le droit de 22 sols 9 deniers par chacun muid de sel entrant au grenier à sel de La Charité, pour le prieur, 15 avril 1598.

Copie d'un ancien titre pour le droit audit prieur d'un minot de sel sur chacun muid qui arrive à La Charité, 15 février 1645. — Certifficat donné par Ogier de La Prée d'avoir perçeu, en qualité de fermier du prieuré, le droit de 21 sols 4 deniers sur sacque de sel dessendu au grenier et d'en avoir payé le droit comme receveur du grenier à sel, 1672.

Quartelage. — Plusieurs pièces concernant le droit de carthelage ou hallage, qui est de quarente-huit boisseaux de bled, de 1537 et 1539.

Transaction entre messire Alphonse-Louis Duplessis, prieur de La Charité, et Pierre Delafaye, un des echevins de la ville, par laquelle le droit de carthelage sera de la 48e pourtion de tous bleds vendus en hasle, aux ports et fauxbourgs, 23 aoust 1635; ratification par le général des habitans de La Charité, assemblez en l'auditoire dudit lieu, 1635.

(1) La plupart de ces cotes concernent des actes du *Cartulaire*, et les autres ne sont pas assez exactes pour être insérées. (Folios 139 à 145.)

Traités divers. — Terrier du dixme des vignes franches scituées auprès de la porte de Paris de ladite ville, 1er octobre 1508.

Reconnoissance par Nicole Apostolet, veuve de feu Benoist Thevenet, à Robert Mitier, d'un denier de cens et un panier de raisins par chacun an, à prendre sur un quartier de vigne scize aux Vignes-Franches, 6 juin 1564.

Marché fait avec François Masson, architecte, pour le rétablissement de deux pilliers en l'église Sainte-Croix pour 1,410 livres, 7 septembre 1667.

Dossier concernant l'estat des offices de langayeurs de porcs de la ville de La Charité; quittances de finances de François Chaillet, dernier pourveu dudit office, duquel messire Nicolas-Colbert l'a retirée pour la réunir à son prieuré, moyennant le remboursement de 606 livres, 30 décembre 1680.

Acte des justiciables de Charly, par lequel ils consentent que leurs causes soient plaidées en la justice de La Charité, 2 mai 1683; le même pour Raveau, Narcy, Bulcy et Chaulgne; publication de cette ordonnance au prosne de la messe paroissialle.

VII.

TITRES CONCERNANT LES SEIGNEURIES D'ARGENVIÈRES, SAINT-LIGIER, LA CHAPELLE-MONTLINARD.

Divers baux à cens, rentes, champarts, bordelages, etc. (1).

Bail par Philbert de Maraffin, prieur de La Charité, a Jean-Estienne Angoulvant, laboureur à Argenvières, d'une ouche et sault de moulin a bled, avec les moulages, biez, escluses d'eaue, moyennant la quatrième partie de tous les bleds que les preneurs gagneront, rendu conduit à La Charité, au chasteau dudit seigneur, de mois en mois, et outre, dix deniers de cens payable au jour Saint-Remy, 13 janvier 1471.

Bail à ferme par messire Nicolas Colbert des dixmes de bled et vin et autres drois en cens, rentes et bourdelages, deues à Argenvières aux nommez Bigot, Bourbon et Raisonnier, moyennant 1,300 livres par chacun an, 22 aoust 1664.

Bail fait par messire Pierre Payen, prieur de La Charité, a Jean

(1) Une centaine de pièces ou liasses concernent les propriétés d'Argenvières, où les moines louaient les terres et prés par petites parcelles d'un arpent environ; les cotes se ressemblent toutes. (Folios 155 à 178.)

Mousselot, de l'herbe et tonsure du pré aux Moines, moyennant 80 livres et une chartée de foin par an, 11 juin 1647.

Bail par le même a Claude Millereau et Pierre Baudelin du dixme de vin des paroisses d'Argenvières, La Chapelle, Saint-Ligier, moyennant 75 livres par chacun jour de Noël, 6 septembre 1647.

Argenvières et La Charnaye. — Sentence du Chastellet de Paris portant enterrinement de lettres royaulx entre dom Jean de La Magdelaine, prieur de La Charité et Françoise de Druye, dame de La Charnaye, pour les faire proceder en ladite juridiction sur leurs différents, 17 juillet 1507.

Denombrement par Toussaint Cotignon, seigneur de La Charnaye, et Marguerite Deslyons, sa femme, à Imbert Bastard, seigneur d'Herry, de ce qu'il tient de lui, tant dans les paroisses d'Argenvières et de La Chapelle que Saint-Ligier, à cause de ses fiefs de Charrau et Chandillon, 4 décembre 1500. — Autre donné par Pierre de Cotignon à François de Raquier, seigneur d'Herry, 4 août 1616; autre par Pierre de Cotignon à Hugues de Babut, seigneur d'Herry, du 24 avril 1641.

Dénombrement par Françoise de Druy, dame de La Charnaye, a François Bardin, seigneur d'Herry, de ce qu'elle tient de lui en fief, 10 mai 1495.

VIII.

TITRES CONCERNANT LA VILLE.

Assemblée générale des habitans de La Charité pour l'establissement des Pères Recollets en icelle; requeste par les eschevins de La Charité a l'abbé de Cluny pour ledit establissement, et lettres-patentes de Henri IV, du 26 octobre 1602. — Autre assemblée générale des habitans pour donner leur avis sur l'achapt d'une maison au lieu de laquelle on construiroit l'eglise des Pères Recollets, 9 février 1603. — Transaction entre messire Jean de Clesves et les religieux, par laquelle il augmente leur pitance en argent et se soumet de donner un ornement de soye à l'eglise, 13 mars 1619.

Quittance donnée par Berthelemy Spifame, bourgeois de Paris, aux prieur, religieux, bourgeois habitans de La Charité, de la somme de trois mil francs d'or pour la redemption du roy Jean, 18 février 1377.

Lettres-patentes du roy Charles, par lesquelles il permet aux habitans de s'assembler pour les affaires de la communauté, sans le consentement du prieur et de ses officiers, ce qu'ils ne pouvoient faire auparavant, 25 septembre 1398.

Bail à ferme par le prieur de La Charité à Jean Barat de la messagerie de La Charité à Paris, pour six années, moyennant cent livres pour chacune des trois premières années et cent cinquante livres pour chacune des trois dernières, 28 janvier 1677.

Provision par messire Nicolas Colbert à Jean Jamy de messager de la ville de La Charité en celle de Bourges, 1er juin 1679.

Acte par lequel les boulangers de La Charité s'obligent de payer au prieur, en conséquence de la suppression du four bannal, chacun 40 sols par an, 28 décembre 1692.

Traité fait par le prieur et les habitans pour la bannalité du four dont ils sont redimez moyennant 306 livres par an qu'ils donneront sur les deniers patrimoniaux de la ville, 28 janvier 1693.

IX.

BAUX A FERME DU PRIEURÉ DE LA CHARITÉ, TANT GÉNÉRAUX QUE PARTICULIERS, DANS LES ENVIRONS DE LA VILLE.

Bail à ferme du revenu des religieux de La Charité à Jean Creuzet, moyennant sept cens livres (1), 19 juillet 1574.

Bail du revenu du petit couvent de La Charité par les sieurs religieux a Guillaume Godin, moyennant la somme de dix-huit cens cinquante livres par chacun an, 1er juillet 1559. — Le même a Me Ogier, pour onze cens livres, 13 décembre 1636.

Bail à ferme des revenus du prieuré, en ce qui depend de La Charité seulement, par messire Jean de Clesves, prieur, a Pierre de Lespinasse, moyennant 1,500 livres par chacun an, 23 décembre 1608.

Bail des moulins de La Charité par François Helyot a Leonard Devange, moyennant quinze septiers de bled, froment et mouture, 12 may 1622.

Bail du dixme de vin de La Charité a Jean Lamy et Claude de La Barre, moyennant dix-sept tonneaux de vin par chacun an, 15 janvier 1627.

Bail du prieuré de La Charité par messire Alphonse-Louis Duplessis de Richelieu, cardinal, prieur de La Charité, à Estienne Gambin, pour 11,500 livres par chacun an, 10 mars 1632. — Le même par le cardinal de Lyon, prieur, a Pierre Delafaye, pour 13,100 livres,

(1) Les chiffres portés dans ces baux généraux ne peuvent servir de base à une estimation précise, parce que nous ne connaissons que vaguement les conditions dans lesquelles ils étaient faits. Les prix variaient considérablement. Le petit couvent valait 1,850 livres en 1559, et 1,100 livres seulement en 1636.

28 may 1635 ; par Nicolas Colbert à Pierre Fontaine pour trois années, pour 16,300 livres, 31 décembre 1665 ; pour sept années, moyennant 21,500 livres, le 11 septembre 1667 (1).

La Chapelle-Montlinard et Passy. — Acte par lequel il parroist que les isles de Passy appartiennent aux religieux de La Charité, par eschange avec les habitans de ladite ville, pour le moulin scitué sur le pont de La Charité, pour laquelle cession les habitans sont deschargez de 60 sols, et se sont en outre obligez de rebastir la chapelle Saint-Nicollas sur les ponts, en 1520.

Saint-Ligier-le-Petit. — Désignation faite par Pierre Demars, espoux en secondes nopces de la veuve de Jean Josserand, de 100 sols de rente a prendre sur la terre des Vaux, au lieu de celle de Beffes, sur laquelle d'abord elle estoit deue, 1266. — Reconnoissance au profit de Bernard, prieur de La Charité, et ses religieux, par Luc de Chamlemis, seigneur de Beffes, de 100 sols de rente d'une part et 20 sols d'autre, à prendre sur la terre de Beffes, 3 septembre 1449. — Transaction portant reconnoissance au proffit des religieux du prieuré de La Charité contre les enfans heritiers de Jean Boisseau, seigneur de Beffes et Monthedon, de 100 livres de rente deue sur lesdites terres, 17 septembre 1468. — La même de Simon Oere, seigneur de Beffes, pour le prieur Philbert de Maraffin, 28 avril 1472 (2).

Raveau, terriers, baux à cens et rentes. — Contrat de vente du moulin de la Vache et terre de la Maison-Rouge, a la charge des cens et rentes envers le prieuré de La Charité, 6 décembre 1560. — Transaction entre messire Jean de Clesves, prieur de La Charité, et François Girard, seigneur de Passy, par laquelle il est dit que le seigneur de La Charité pourra faire laver les mines au dedans de sa justice, 10 aoust 1611.

Tiltres de l'estang Paris ou de la Loge. — Bail à cens par les religieux de La Charité pour dix-sept ans a Jean Dunoyer, de l'eaue et pesche du grand estang scis à Raveau, et du finage de la paroisse, moyennant 250 livres d'or, 1387. — Bail d'accense fait pour vingt années d'une place de forge ou moulin avec le sault d'eaue à Raveau, avec le four, pour 15 livres d'or et trois septiers de froment par an, par messire Valentin, prieur de La Charité, 22 novembre 1399. —

(1) Le prieuré reste à 21,000 livres jusqu'en 1687, puis il descend en 1689 à 19,500 livres, et en 1690 à 15,100 livres, toujours sous le prieur Colbert.

(2) Là comme ailleurs les actes sont des baux à cens et à bordelage pour de petites parcelles.

Bail d'accense fait pour vingt années du sault de la vieille forge et de l'estang de la Loge pour faire une fonderie, moyennant 12 livres par chacun an, par dom Jean Chambellan, prieur, a Jean Regnaut, 26 mars 1443.

Bail a ferme par messire Pierre Payen, du fourneau et forge de Raveau, à Michel Marquis et Pierre Fontaine, moyennant 800 livres par chacun an, 1er may 1664.

Raveau, tiltres communs (1). — Arrest rendu par les juges souverains de la table de marbre, à Paris, entre messire Colbert, prieur, et le sieur de Passy. Les habitans de Raveau, Grand et Petit-Soury et Champvoux estant au dedans de la justice dudit prieuré de La Charité sont maintenus et gardez dans le droit d'usage, dans les bois de la Petite-Bertrange-Sainte-Marie, autrement dits usages de Chaugnes, et ils se jouiront en commun dudit usage avec les habitans des autres paroisses denommées (Chaugnes et Usseau), de la pourtion desdits bois delaissez par la transaction du 3 novembre 1673, laquelle pourtion ledit arrest fixe et designe par jouxtes bornes et chemins, et celle du prieur pareillement et separement, aux charges de les faire borner; et prescrit l'usage que doivent faire les habitans de leurs pourtions et denomme le juge de Raveau pour tenir la main à l'execution dudit arrest, 16 octobre 1679.

Figure d'arpentage par laquelle il paroist lesdits usages de Chaugnes estre de la contenue de deux mille huit cent quatre-vingt-trois arpens soixante-six perches, tant plain bois que vuides et paccages, par Estienne Gestat et Anthoine Garnier, 29 janvier 1673.

Tiltres concernant la vente des anciens balliveaux des bois du prieuré et réparations de l'église dudit prieuré. — Arrest du conseil privé du Roy, par lequel, sur la requeste de messire Colbert expositive que la grande quantité de chaisnes qui sont dans les bois dudit prieuré estant gelefs et couronnez, estouffent d'ailleurs le taillis, et avant que de luy en permettre la disposition, le sieur Legras est commis pour la visitte desdits bois, 19 septembre 1684 (2). — Arrest qui nomme le sieur de La Muzanchère, grand-maître des eaux et forests, 26 octobre 1686. — Avis du sieur de La Muzanchère par lequel il estime

(1) Une foule de titres concernent la forêt des Bertranges ; ils ne mentionnent aucun fait nouveau et se rapportent à la convention des usages, en 1266, qu'on a vue dans le *Cartulaire*. (Ci-dessus, p. 244.)

(2) Ces quelques pièces suffiront pour montrer que l'aménagement des bois du prieuré était réglé par les agents royaux des forêts, comme aujourd'hui les bois communaux.

nécessaire de coupper les chesnes anciens en trop grande quantité, au-dessus de trois pieds de tour, 3 novembre 1687. — Arrest du conseil qui permet au seigneur prieur de La Charité de faire coupper seize balliveaux par chacun arpent, au-dessus de trois pieds de tour, lors des couppes ordinaires, 10 avril 1688.

Procès-verbal par le sieur de La Muzanchère de la désignation de huit cens neuf arpens, faisant le quart des bois du prieuré de La Charité, pour croistre en futaye, qui sont la deuxième à sixième vente de la forest de Bertrange, et cent arpens des bois de Berlière, 3 septembre 1688. — Adjudication des balliveaux du quart de reserve au sieur André Blanc, en la maistrise de Nevers, a la somme de 10,300 livres, 13 fevrier 1691. — Procès-verbal contenant l'estimation et devis des réparations a faire a l'église de La Charité par le sieur Claude Mathieu, architecte, montant à la somme de 38,600 livres, 18 octobre 1692. — Arrest du Parlement qui permet la vente et couppe des trois quarts des bois de la forest de Bertrange, à la charge d'en employer le prix aux réparations de l'église, 29 avril 1693. — Procès-verbaux de recolement des huit cent neuf arpens de bois mis en reserve en la forest de Bertrange par le sieur Millon, 9 septembre 1694. — Martelage de la huitième vente de la forest de Bertrange et des septième et huitième couppes des taillis de Dompierre, 14 septembre 1694.

Bail au rabais des reparations et refections de l'église du prieuré de La Charité et adjudication d'icelles, au bailliage de Saint-Pierre-le-Moutier, a Pierre Guillemmeau, moyennant la somme de 30,400 livres, 17 décembre 1694.

Cession de cette adjudication au sieur Philbert Convert, architecte, aux clauses et conditions, du consentement de Mgr le Prieur et des religieux, 19 avril 1695. — Procès-verbaux faits par le sieur Potevin, architecte du Roy, de l'estat actuel de l'eglise du prieuré, ouvrage fait et a faire par le sieur Convert, approuvant le changement de la face du portail par luy proposé, qui a esté approuvé par Monseigneur et par les religieux.

Villatte, Narcy, bois d'Artonne, Varennes, Bulcy, Garchy, Miniers, Pontcharrault. — Bail fait par Valentin, prieur de La Charité, à Jean Thevenin-Leroy, de la forge de Pontcharrault, moyennant 7 livres 10 sols par chacun an et un millier de fer, 17 janvier 1403. — Même bail par Philbert de Maraffin à Simon Dunom, marteleur, moyennant 100 sols par chacun jour Saint-Remy, 6 may 1471.

Dourdon, four bannal de Narcy, Rochefort, Artonne. — Transaction entre le duc de Nevers et Imbert de La Platière, seigneur de Frasnay-les-Chanoines, pour raison de la mouvance et féodalité de Narcy et

Guarchy, respectivement pretendue par lesdits seigneurs, 24 juillet 1562.

Varennes. — Sentence du bailliage de Nivernois au proffit des religieux contre le seigneur de Narcy et Passy, par laquelle la terre qui faisoit le subjet du procès est déclarée de la mouvance desdits religieux, 2 may 1665.

Guarchy, four de Vesvres. — Vente d'un moulin scis a Guarchy par Hugues Mansel au prieur de La Charité, moyennant 28 livres, may 1228 (1). — Declaration par la dame de Vielmolin, par laquelle elle renonce a tous les droits qu'elle pouvoit avoir sur les moulins de Guarchy, aoust 1228. — Copie du terrier du four de Vesvres, au proffit de messire François de Maraffin, seigneur de Guarchy et du four de Vesvres, en 1564. — Pièces de procedure entre messire Colbert, prieur, et Anthoine Gautier de Saligny, pour raison du retrait de la seigneurie du four de Vesvres, et arrest du Grand Conseil par lequel le sieur Gautier est condemné a se departir de la justice et seigneurie du four de Vesvres, appartenances et dependances, et des prez Miron, ensemble a la restitution des fruits depuis cinq années, et de rendre tous les tiltres et enseignements qu'il a en sa possession, 27 septembre 1679.

Bulcy. — Reconnoissance des domaines appellez Mettairies-de-Donzy, Moulin-Martin et Moulin-Jullier, scis a Bulcy et Longfroy, paroisse de Varennes, en 1610. — Vente d'une ouche scize au Moulin-Martin, par Seguin, aux religieux de La Charité, moyennant 10 livres, en 1254. — Vente par Jean et Agnès, sa femme, au prieur de La Charité, de la motte de Bulcy, moyennant 20 livres, en 1303.

Mesves. — Commission au juge royal de connoistre du different d'entre les religieux de La Charité et ceux de Saint-Satur, sur ce qu'ils empeschoient les mousniers de Mesves de venir passer les fournées a Pouilly et a La Charité, 8 novembre 1540. — Transaction entre les religieux de La Charité et ceux de Saint-Satur pour raison des dixmes de Mesves et Menetreol, en 1442. — La même entre le prieur Colbert et le s[r] Caigné, abbé de Saint-Satur, 2 juin 1688.

Dompierre, Murlin, Saint-Bonnot. — Pièces du procès entre les religieux de La Charité, demandeurs en desistement, de la forge et mettairie de la chastellenie de Dompierre, qui avoit esté donnée a Jean de Morogues, deffendeur, moyennant 13 livres de rente par an,

(1) Confrontez cette cote avec la charte 105 du *Cartulaire*, ci-dessus, p. 219.

par Philbert de Maraffin, soi-disant prieur, en 1494 (1). — Lettres patentes du roy Henry IV pour l'etablissement de deux foires dans l'année et d'un marché au jour de mercredy de chacune semaine (a Dompierre), janvier 1595.

Pièces du différent meu entre messire Jean de Clesves, prieur de La Charité, et Henry de Morogues, seigneur de Sauvages et la Celle, pour raison des limites des justices de Dompierre et la Celle, a l'endroit de la Planche-Bardon ; sentence rendue par Mathieu Marchand et Guillaume Rapine, arbitres, 22 juillet 1616. — Bail par Estienne Gambier, fermier du prieuré de La Charité, a Christophle Dumez, du revenu de Dompierre, moyennant 2,200 livres, 7 juillet 1622.

Cramain, la Verrerie. — Contrat de vente de la verrerie de Dompierre par Pierre de La Bussière a Philbert Grenet, a la charge de 6 livres 13 sols 4 deniers, une douzaine de verres et deux aiguières de cens envers le prieur de La Charité, 1er fevrier 1529.

Vente par Jean de Clesves à Jean Beaufils, Simon Panetier et plusieurs autres habitans de Dompierre, du lieu de la Verrerie, moyennant 12 deniers, par chacun d'eux, de cens et 680 livres pour une fois payée, 12 avril 1611.

Varzy, La Selle, Murlin, Saint-Bonnot. — Donnation par Hugues de Vesvres de quatre septiers bled froment à prendre par chacun an sur ses dixmes de la Selle et 40 sols de cens à prendre audit lieu de La Selle, en 1220. — Vidimus de l'evesque d'Auxerre ou il se voit que l'estang et le moulin de Saint-Bonnot doivent retourner au prieur de La Charité après la mort de Robert de Chasnay, ou bien ledit Robert donnera par chacun an une mine de froment et une d'avoine, en 1210.

Chevannes. — Acquisition par les religieux de La Charité, de Michel Noizon, de tous les droits de dixmes a luy appartenans a Chevannes, moyennant la somme de 20 livres, en 1275 (2). — Bail d'accense des dixmes de Chevannes à Claude Camuset, moyennant 156 livres pour une année, 22 juin 1664. — Liasse de baux des

(1) Philibert de Maraffin devint prieur en 1470; c'est le dernier prieur ordinaire. En 1486 on cite Charles de Bourbon comme ayant reçu le prieuré en commende. Entre ces deux dates il y eut évidemment une vacance et une incertitude dans les droits seigneuriaux. La date de 1494 doit être celle de l'issue du procès, sous le prieurat d'Antoine des Roches.

(2) Voyez la mention de cet acte ch. CXXXII, p. 275, et la note sur la paroisse de Chevannes. Les autres cotes ne rapportent que des titres insignifiants, sans renseignements sur la localité.

52

dixmes de Chevannes, Chaumery, Beaumont, la Grange-Moulon, en diverses années.

Charly. — Procès-verbal des limites de justice des chatellenies de La Marche et de celles de Charly et Chaulgnes entre le duc de Nevers et Jean de Clesves, prieur de La Charité, 7 avril 1611 (1). — Donation aux religieux de La Charité par Pierre de Saint-Reverien, seigneur de Chaslon, de 10 sols de rente a prendre sur tous ses biens et notamment sur une pièce de pré scise à Charly, en 1362. — Acte par lequel il paroist plusieurs droits à Charly avoir esté leguez aux religieux par Guy de Soulangy, 16 avril 1486.

Chaulgnes. — Cens dus aux Aubus, Chazelles, Collery.

Pougues, Priés. — Vente par Guy Burdot de La Belouze aux religieux de La Charité de 60 sols de cens sur Chantolles et Pougues, en 1270.

Guarchizy, Parigny et Chaslons. — Sentence du présidial de Saint-Pierre-le-Moutier au proffit de messire Louis de Clesves, prieur, contre Jeanne Pluvinet, veuve Claude Miron, portant condamnation au proffit dudit prieur de vingt seaux de vin a prendre sur le dixme de Chaslons, 18 may 1600.

Tronsanges. — Eschange entre le prieur de La Charité et Louis de Beaune, par lequel il a ceddé la place de l'estang des Bruères scitué entre Chazelles et Champvoux, au proffit du couvent de La Charité, moyennant qu'il pourra bastir un moulin sur la rivière de Loire, en la justice de La Charité, en 1369.

La Marche, Munot, Champvoux. — Amortissement par Philippe, duc de Bourgogne, d'un bois et un estang appartenant au prieur de La Charité, situé entre Chazelle et Champvoux en la justice dudit duc, 1395.

X.

NEVERS ET QUELQUES AUTRES POSSESSIONS.

Terrier des cens, rentes et bourdelages deubs a M. le Prieur de La Charité, tant en la ville de Nevers qu'en la paroisse de Parigny-les-Vaux, 18 feuillets, 18 juillet 1589.

(1) On a vu plus haut (chapitre VI), que la justice de La Charité fut vendue en 1625, les habitants des lieux cités ici restant justiciables des religieux.

Donation au prieur d'une vigne scise a Vieux-Cours et de plusieurs cens deubs par plusieurs particuliers de la ville de Nevers, en 1281.

Reconnoissance par Henry Moreau de 60 sols a prendre sur une boutique scise en la revenderie de Nevers, 6 janvier 1401. — Bail au même de deux boutiques scises à la revenderie de Nevers, moyennant la somme de 5 livres 10 sols, 6 janvier 1401.

Bail de vingt-neuf années par le prieur de La Charité, a Ginot, de trois chambres scises rue de la Fromagerie, à Nevers, moyennant 3 livres par chacun an, 6 décembre 1429. — Bail à Colin Fortin pour onze livres par chacun an, septembre 1429; à Huguenin Grangier pour 8 livres par an, 10 décembre 1429, d'une maison sise rue de la Revenderie, à Nevers.

Bail pour vingt-neuf années au sieur de Corbigny d'une maison sise aux halles de Nevers, moyennant 7 livres par an, décembre 1429. — Bail pour vingt-neuf années à Guichard Lebrun d'une maison et boutique scises à la revenderie de Nevers, pour 8 livres par an, 19 fevrier 1431.

Reconnoissance au proffit du prieur de La Charité par Jean de Troyes, orphevre, de 100 sols, un boisseau avoine et une poulle de bourdelage, sur une maison sise en la revenderie de Nevers, 1er juin 1431. — Une autre par Perrin Paimbœuf d'une boutique scise à la revenderie et d'une maison scise aux halles, sous la charge de 6 livres et une poulle de bourdelage, en 1431. — Bail par le prieur Thibaut, de trois maisons, à Jean Munot, l'une desquelles est scise à la revenderie, l'autre dans la rue de la Verrerie, l'autre dans la rue de la Fromagerie, auprès des halles, pour 50 sols de bourdelage, en 1434. — Bail d'une maison scise aux vieilles halles de Nevers a Domicat et Marie, sa femme, 19 février 1434. — Bail par le prieur Thibaut a Huguenin Bouquien, d'une maison et appartenances, appelée les Halles-de-La-Charité, scise en la rue de la Revenderie de Nevers, pour 7 livres, demy-boisseau avoine et une geline, 22 fevrier 1434.

Bail d'une maison scize aux halles de Nevers, a Hugues et Jean de Corbigny, pour 10 livres, un boisseau froment, une geline, le 17 janvier 1442; à Renaut de La Forest, pour 7 livres et une geline, 1er juillet 1442. — Bail par Philbert de Marafin a Henry Guarguilleau d'une maison scise a Nevers, en la revenderie, au bout des vieilles halles, sous la charge de 4 livres, un boisseau avoine, une geline de bourdelage, 15 aoust 1480.

Acte d'assemblée faite par les habitans de Nevers, par lequel ils reconnoissent que les 40 sols à eulx demandez par le prieur de La Charité luy sont deubs, à cause d'une partie du lieu où la chappelle du marché au bled est bastie, payable ladite somme au jour Saint-Martin d'hiver, septembre 1497.

Pièces de procédures pour le prieur Colbert contre Philippe Mazarini Mancini, duc de Nevers ; sentence par deffaut au proffit du prieur par laquelle il est maintenu et gardé dans les cens, rentes et bourdelages a luy deubs sur plusieurs héritages et maisons scizes dans la rue de la Revenderie, en la ville de Nevers, 4 janvier 1676.

Lugny (1). — Testament portant donation par Philberte de Tingond, dame de Chevenon, de 40 sols de rente à prendre sur la terre de Montfaucon, 2 may 1418. — Vente par Claude Devange et sa femme, seigneurs de Lugny, de soixante boisseaux de bled sur les heritages scis a Lugny, près Montfaucon, 11 mars 1616. — Sentence rendue par l'abbé de Saint-Laurent entre l'abbé de Challivoy et le prieur et couvent de La Charité, touchant les dixmes de la paroisse de Lugny et limittes mentionnées, par laquelle il est ordonné a l'abbé de payer deux septiers de bled, mesure de Sancerre, par quart auxdits religieux de La Charité, dans leur grange de Chamons, en 1300.

Saint-Just (2). — Sentence du bailli de Saint-Just, par laquelle les admodiaus des dixmes dudit lieu sont condemnez à payer par provision a Me Pierre Boullay, desservant l'eglise du prieuré de Saint-Just, la somme de 60 livres, 23 novembre 1650.

Pièces du procès d'entre le prieur de La Charité, à cause de leur seigneurie de Saint-Just, et le sieur curé de Lisle, en 1657. — Plan de la seigneurie de Saint-Just et transaction sous seing privé entre messire Jacques-Nicolas Colbert et le sieur Richehomme, curé, 2 aoust 1673.

Commission au Grand Conseil obtenue par le prieur contre plusieurs particuliers de la paroisse de Saint-Just qui enlevoient les gerbes nuitement pour frustrer le dixme, 10 septembre 1681. — Requeste au Grand Conseil par les habitans de Saint-Just, pour raison du dixme qui se perçoit en ladite paroisse, contre le prieur, pretendant ne payer les dixmes de dix-huit gerbes l'une et les menues de seize, en 1688.

Lady (3). — Lettres patentes du roy Jean, par lesquelles il declare le lieu de Lady relever du prieuré et couvent de La Charité et non des officiers de la reine Blanche, en 1355.

Sentence du bailliage de Sens par laquelle le prieur et couvent de La Charité sont maintenus à proceder au bailliage de Sens et non en

(1) Lugny-Champagne, canton de Sancergues (Cher).

(2) Saint-Just, canton de Levet (Cher), près Saint-Capraix.

(3) Lady (Seine-et-Marne), arrondissement de Melun, canton et commune de Mormant.

la prevosté de Melun, à cause de leur terre de Lady, en 1406. — Sentence du bailliage de Melun au proffit du prieur Colbert, par laquelle les seigneurs voisins de Lady sont condamnez à assister au bornage de ladite terre et seigneurie de Lady, du 8 novembre 1680. — Procès-verbal de descente faite par le sieur lieutenant-general de Melun pour le bornage de la seigneurie de Lady, entre messire J.-N. Colbert et les seigneurs voisins de Lady, 4 septembre 1681. — Bail de la seigneurie de Lady par Louis-Alphonse Duplessis, cardinal de Lyon, prieur de La Charité, à Pierre Jacquinet, moyennant la somme de 1,000 livres, 3 aoust 1629.

Joinville (1). — Commission du prevost de Paris a la requeste des religieux de La Charité, pour raison des dixmes de Joinville, aux fins de sequestrer les gerbes contestées, 7 aoust 1504. — Bail des dixmes de grain des Bordes, Ponthierry et Joinville adjugez à Odry Blon, moyennant neuf septiers de bled froment, six de méteil, sept de seigle et treize septiers bleds murs, mesure de Corbeil, 2 juin 1504. — Acte donné aux religieux de La Charité par les habitans de Joinville sur le possessoire en la perception des dixmes de Joinville, Ponthierry, Saint-Fargeau, 13 septembre 1506. — Bail d'accense des dixmes de Saint-Fargeau et Villiers à Noël Cottet par le prieur de Pringy, pour trois muids sept septiers de grains, 22 juin 1511. — Bail d'accense à Jean Manuel moyennant 200 livres, 13 février 1529. Alienation des dixmes de Joinville par le cardinal de Lenoncourt, prieur de La Charité, moyennant la somme de 600 escus sols, 14 mars 1587. — Arrest du Grand Conseil au proffit du prieur Colbert (2) contre Me Pierre Tallon, par lequel il est condemné a se desister des dixmes de Joinville a luy allienné, moyennant le remboursement de 1,800 livres, prix de ladite alienation, 1er mars 1677. — Transaction entre le prieur Colbert et messire Charles de Grammont et demoiselle Charlotte de Castelnau, espouse Mathurin Tallon, par laquelle le procès pendant au Grand Conseil est terminé, moyennant que ledit sieur Tallon s'oblige de payer la somme de 400 livres

(1) Les noms de localités de cet article ont été mal lus par le copiste, qui a mis : Yonville, Ponthurry, Prugny. Voici leur identification moderne : Seine-et-Marne, Joinville, commune de Saint-Fargeau; Ponthierry, *id.*; Pringy, commune, arr. de Melun.

(2) Colbert, prieur de La Charité, obtint plusieurs radiations des ventes consenties par les prieurs ses prédécesseurs. L'arrêt portait simplement la restitution de pareille somme, soit 1,800 livres contre 600 écus. On voit ici la série des pièces que ces formalités exigèrent; il en fut de même pour presque tous les autres biens vendus.

de rente par chacun an au prieur de La Charité, au lieu de l'abandonnement des dixmes de Joinville, du 5 may 1677.

Bail à ferme par messire Jacques de Castelnau, baron de Joinville, a Jacques Morine des dixmes du prieuré de Pringy, moyennant 84 livres, 17 mars 1613.

XI.

TILTRES CONCERNANT LES BENEFICES DEPENDANTS DU PRIEURÉ DE LA CHARITÉ.

Saint-Aignan de Cosne. — Vente par Jean de Bannay au prieur de Saint-Aignan de Cosne d'une pièce de vigne à Villechaut (1) moyennant 20 livres, en 1276. — Donation par Joseph de Bannay au prieuré de Saint-Aignan d'une vigne appelée les Noyers, en 1285. — Sentence arbitralle rendue entre le prieur de Saint-Aignan de Cosne, le curé dudit lieu et le curé de Saint-Martin-du-Tronsec pour raison des limittes des deux paroisses; et par icelle est dit que le curé de Saint-Martin-du-Tronsec paiera au prieur deux septiers de bled, en 1315. — Lettres de sauvegarde pour le prieuré de Saint-Aignan, en 1400. — Reconnoissance par le curé de Neuvy de 10 sols de patronnage au prieuré, 7 avril 1421; par le curé de Noisy, de 5 sols; par le curé de Miennes (2), de 20 sols, en 1424. — Accord entre le prieur de Saint-Aignan de Cosne et celui de Sancerre pour raison de 17 deniers de cens deus sur un moulin, contre trente journaux de terre près Cosne, du jour de Saint-Martin 1428. — Vidimus d'une donation par Hugues de Lurcy au prieur de La Charité de la troisième partie des dixmes de Saint-Laurent, en 1487.

Saint-Pierre-et-Saint-Paul de Bonny. — Reconnoissance par Estienne de Sancerre, par laquelle il déclare ne rien prétendre en la maison des religieux de La Charité à Bonny, mais seulement qu'elle est en sa garde, sans date. — Déclaration par laquelle Marie de Batilly (3) reconnoist au profit du prieur de Bonny et de Damemarie la moitié de tous les gros dixmes et novalles de la paroisse de Batilly, juillet 1246. — Vente par Jean de Sully au prieur de Bonny du peage d'Ouroy-sur-Loire, moyennant 100 livres, janvier 1251. — Vente par

(1) Bannay (Cher), canton de Sancerre; Villechaud, commune de Cosne.

(2) Saint-Martin-du-Tronsec, Neuvy, Myennes, communes de l'arrondissement de Cosne.

(3) Bonny, Batilly et Damemarie, communes du canton de Briare (Loiret).

Jean Rameau au prieur de Bonny de tous ses dixmes de bled en la terre de Vilchasnay, en 1296. — Accord entre Geoffroi de Bonny et le prieur pour les dixmes, en 1275. — Approbation par le comte de Sancerre des échanges entre le seigneur d'Assigny (1) et le prieur de Bonny de maisons et rentes, en 1310. — Bail à ferme, de Bonny, par Paul de La Platière, prieur, à Simon Le Vasseur, moyennant 370 livres, 27 janvier 1498.

Valigny. — Lettres de sauvegarde du Roy pour le prieuré, en 1333. — Transaction par laquelle les habitans de Rabatonière s'obligent de payer à tous les prieurs de Valigny par chacun an, pour chacun feu, deux boissiaux seigle pour estre dispensez de la servitude du four bannal de Valigny, 27 novembre 1409. — Lettres portant deffense aux habitans de Valigny de comparoir pardevant le prevost de Cenquoins et audit juge de connoistre des causes, 13 septembre 1456. — Sentence qui adjuge a Jacques du Bouchat, prieur de Valigny, le droit de justice dudit lieu, suivant les limites et bornes portées, contre Philbert de Chalus, 13 janvier 1463. — Sentence au profit de Jean de Fleury, prieur de Valigny, contre Denis, prevost. de Cenquoins, pour les droits de justice dudit lieu, 22 février 1477. — Procuration donnée par le prieur de Valigny pour la destitution des vicaires par luy establis, en 1526.

Cenquoins. — Accord entre l'abbé de Fontmorigny et le prieur de Sancoins pour deux maisons scises à Cenquoins et chargées de 12 deniers de cens envers le prieur de La Charité, 1276. — Sentence du bailli de Saint-Pierre-le-Moutier, d'après laquelle la moitié des drois provenans de la justice de Cenquoins appartiennent au prieur dudit lieu, en 1399. — Provision de la chapelle de Saint-Sulpice de Cenquoins par Valentin, prieur de La Charité, en 1446. — Lettres de sauvegarde du roy Charles IX pour le prieuré de Cenquoins, en 1468.

Menetou-Ratel (2). — Declaration de Malchis de Jars (3), Guillaume Troussebois, Gaunin Malusin, Guillaume Guichard, d'etre taillables du prieuré de Menetou-Ratel de 6 sols, en 1419.

Sentence arbitrale par Jean Gautheron, doyen de La Charité, sur le differend entre le sacristain de Menetou-Ratel et le curé de la Chapellotte pour drois de patronage deubs audit sacristain, 2 may 1459.

(1) Assigny (Cher), canton de Vailly.

(2) On trouve à cet endroit les deux pièces qui occupent les numéros LXXXI et CX du *Cartulaire*.

(3) Jars, commune du canton de Vailly (Cher), près Menetou-Ratel.

Bail à cens par le prieur de Menetou a Jean Deschamps, de deux petites hastes de pré, scises en la paroisse de Jars, moyennant 5 sols et un denier de cens, 24 avril 1467. — Sentence du bailli de Saint-Pierre-le-Moutier, qui maintient le prieur de Menetou dans la justice qu'il a au lieu des Epsailles, 11 janvier 1470.

Copie d'un eschange entre noble Jean de Saint-Clement, prieur de Menetou, et Guillaume Riquier, lieutenant-general de Bourges, par lequel le prieur donne un dixme de vin appellé le dixme des Chaises, scis paroisse de Saint-James (1), et Riquier donne une pièce de terre appelée le champ de la Porte, près ledit lieu des Chaises, contenant quinze boisselées, 14 septembre 1577.

Berry et l'infirmerie. — Prieuré de Saint-Seaux, d'Ouroy, d'Aubigny, de Saint-Sulpice-le-Chastel, de Saint-Victor, de Patinges, de Jailly (2).

Alienation par les religieux de La Charité de la justice de Patinges, à Me Estienne Gascoing, lieutenant-général au bailliage de Saint-Pierre-le-Moustier, moyennant la somme de 418 livres, qui a deub estre employée en achapt de directes, 21 fevrier 1612. — Bail a rente par dom Claude Perude, prieur de Patinges, à Me Estienne Gascoing, du bois de la Brosse, moyennant 30 sols de rente et 30 livres une fois payées, 20 mars 1623.

Prieuré de Saint-Honnoré. — Declaration par l'abbé de Sainte-Geneviève de Paris au profit du prieur de La Charité contre le prieur de Saint-Honnoré, avril 1239. — Accord entre le prieur de Saint-Honnoré et le curé dudit lieu, par lequel ils partagent égallement les dixmes, en 1309. — Lettres de sauvegarde du bailli de Saint-Pierre-le-Moutier pour le prieur de Saint-Honnoré, 20 novembre 1443. — Commission du même à Pierre Duvivier pour la confection du terrier de Saint-Honnoré, 1er juin 1445. — Declaration du prieur de Saint-Honnoré de n'avoir acquis aucun bien subject à taxe envers le Roy, 18 janvier 1447. — Reconnoissance au profit du prieur de Saint-Honnoré par Girard Rolin, qui demeure à Preporché, d'estre homme serf et se soumet à payer la taille à laquelle il sera raisonnablement imposé, 11 juin 1453. — Foy et hommage du fief de la Croix et

(1) Sainte-Gemme, canton de Léré (Cher).

(2) Tous ces noms de prieuré sont inscrits sans aucune pièce : ils répondent aujourd'hui à Berry, près Villequiers, Saint-Ceols, Ourouer, Marseille-les-Aubigny, Patinges, communes et localités sur la rive gauche de la Loire, dans le Cher ; Saint-Victor de Nevers ; Jailly et Saint-Sulpice, près Saint-Saulge.

dénombrement au prieur de Saint-Honnoré par Morice Dugué, escuyer, 1456 (1).

Prieuré de Coulonge. — Acte par lequel Marguerite de Nifond reconnoist que les religieux de Coulonge ont droit de lever la dixme dans le champ des Quartiers, en 1312.

Prieuré de Chasteaurenard (2).

Prieuré de Courtenay. — Exemption de courvées et charrois par les habitans de Courtenay et don de deux boisseaux froment, demy-boisseau seigle à l'eglise de Saint-Pierre-de-Courtenay, par Pierre, seigneur de Courtenay, frère de Louis, roy de France, en 1113. — Bail d'accense par le prieur de Courtenay a frère Simon Chastelain du revenu de Courtenay, moyennant 100 escus d'or, 7 juillet 1406.

Prieuré de Venizy, de Joigny. — Déclaration du chapitre d'Auxerre par laquelle, en reconnoissance de la donation à eux faite par le prieur de Joigny de 300 livres 11 sols, ils luy diront tous les samedis une messe avec anniversaire, 3 novembre 1441. — Bail d'accense par Guillaume de Lafontaine, sacristain du prieuré Nostre-Dame de Joigny, à Guillaume Pelot d'une pièce de pré, 18 novembre 1494.

Prieuré de Saint-Sébastien d'Icy, de Saint-Sidroine, du Charnier (3).

Prieuré de Montambert, Vanoise, Saint-Roch d'Autun. — Nomination de la cure de Saint-Hilaire, diocèse d'Autun, par le prieur de Montambert, collateur d'icelle, 26 juillet 1524. — Vidimus par le prieur de La Charité de l'accord entre le doyen du chapitre d'Autun des drois que le prieur de Saint-Roch doit percevoir de leur chapitre, par chacun an, en consequence de l'obligation de sa part de faire sa semaine comme un des chanoines, en 1228. — Donation de la terre de Chacenais (4) par Hugues de Sourdes, au proffit du prieur de Saint-Roch au faulbourg d'Autun, en 1241.

Prieuré de Saint-Julien-de-Sezanne, du Saint-Sepulchre. — Bail par le prieur de Sezanne au vicaire perpétuel dudit lieu, de ses drois et oblations qui se reçoivent en la paroisse, en 1407. — Réclamation par

(1) Il y a soixante-deux pièces relatives au prieuré de Saint-Honoré, baux à cens ou à bordelage et réclamations, du quinzième siècle.

(2) Mention des deux chartes nos LIX et LX du *Cartulaire.*

(3) Dicy (Yonne); Saint-Sidroine, près Joigny; Notre-Dame du Charnier, près Sens.

(4) Probablement Saint-Germain-Chassenay (Nièvre).

53

dom Antoine des Roches, prieur de La Charité, pour une somme de 100 livres par luy pretendue contre les fermiers de Saint-Sepulchre, à cause de la mort du prieur dudit lieu, en 1498. — Pièces du procès entre le prieur et s^r d'Origny, sans date.

Prieuré du Petit-Beaulieu, de Montmort, de Saint-Christophe-en-Allatte, de Reuil. — Acte d'appel au Saint-Siége par Jean Aillette, procureur du prieur de La Charité, d'une lettre de deffenses ou monitoire obtenu par le prieur de Reuil, de l'abbé de Sainte-Geneviève de Paris, contre le prieur de La Charité, qui luy demandoit 250 livres de patronage pour droit de superiorité, 11 décembre 1491. — Executoire decerné par dom Jean Passelaigue, prieur de La Charité, de la somme de 45 livres, contre le prieur de Reuil, pour droit de visite faite en son prieuré, 11 aoust 1683.

Prieuré de Saint-Laurent-des-Orgerils. — Accord entre le prieur et le curé dudit lieu touchant la prébende, les drois et oblations, par lequel il est dit que le prieur donnera un pain tous les jours et une pinte de vin, mesme mesure et poids que aux religieux de La Charité en est donné, au curé et à son clerc, du commun, moyennant qu'il rendra les oblations et autres droits appartenant audit prieur, mars 1250.

Prieuré de Longueville. — Injonction du prieur de La Charité au prieur de Longueville, de recevoir en ladite maison un religieux de La Charité envoyé audit lieu, le nombre de trente-six religieux qui doit estre audit prieuré n'estant pas remply, 22 may 1403. — Provisions données par dom Antoine de Roches à dom Antoine Comtet, son nepveu, du prieuré de Longueville, 21 janvier 1501.

Prieuré de Saint-Michel de La Guierche, à Tours. — Bail à rente d'une maison et dependances en la paroisse de Saint-Hilaire, moyennant 3 livres 10 sols, 30 avril 1449. — Transaction entre le prieur de Saint-Michel et les religieux de Saint-Julien de Tours pour raison de leurs fiefs et justices, 12 octobre 1568.

Prieuré de Montigny, de Saint-Remy de Brenne. — Accord entre la comtesse de Brenne et les prieur et religieux de Saint-Remy, par lequel il est dit que, au lieu du droit de four bannal appartenant audit prieur qui demeurera à la dame, il sera par elle payé par chacun an audit prieur huit septiers de bled, en 1264.

Prieuré de Saint-Quentin de Villiers. — Accord entre les chanoines de Soissons et le prieur de La Charité touchant le prieuré de Villiers, par lequel lesdits chanoines ceddent les drois qu'ils avoient sur les

grosses et menues dixmes dans les paroisses de Villiers au prieur de La Charité, moyennant deux muids de bled et un muid d'avoine, aoust 1209.

Prieuré de Cravant (1), *prieuré de Sainte-Croix de Venise.* — Le prieur de Sainte-Croix decharge le seigneur de Beaulieu d'une somme de 50 florins d'or, en consequence d'un eschange fait entre eux, le tout sous le consentement du prieur de La Charité, en 1350.

Prieuré de Venelot, de Pontefract, en Angleterre. — Accord par le prieur de La Charité et un comte d'Angleterre, par lequel il paroist que la presentation du prieuré de Pontefract, en Angleterre, appartient au prieur de La Charité, 1285. — Vidimus d'un acte par lequel Henry, roi d'Angleterre (2), confirme aux religieux de La Charité ce qu'ils ont en Angleterre et les prend sous sa garde, 31 juillet 1458.

(1) Les quelques pièces relatives à ce prieuré, insignifiantes d'ailleurs, n'indiquent pas clairement sa situation. On y cite le seigneur de Vilanere, la rivière du Mahon, la mesure de Valeroy ; or, il se trouve un Cravant en Eure-et-Loir, Indre-et-Loire, Loiret, Seine-et-Oise et Yonne. Nous opinons pour ce dernier. Dans l'Yonne se trouve également Vallery qu'on aura écrit Valeroy.

(2) Ces chartes, de 1161 et 1170, sont transcrites dans le *Cartulaire*, p. 157 et 158.

LISTE

DES PRIEURÉS, PAROISSES ET CHAPELLES SOUS LA DÉPENDANCE DE LA CHARITÉ (1).

Prioratus Sanctæ Fidis de Longavilla, Rothomagensis diœcesis
SS. Petri et Pauli de Radolio, Meldensis diœcesis.
SS. Petri et Pauli de Boniaco, Autissiodorensis diœcesis.
Sancti Aniani de Conada, *id.*
Beatæ Mariæ de Ouanna, *id.*
Sancti Nicolaï supra pontes de Charitate, *id.*
Sanctæ Mariæ de Joigniaco, Senonensis diœcesis.
SS. Petri et Pauli de Courtenaio, *id.*
Beatæ Mariæ de Charnerio (2) extra muros urbis Senonensis.

(1) Cette liste est empruntée à la notice historique placée en tête du *Cartulaire*, dans le manuscrit de M. Girerd (folios 24 à 28) et dans celui de la Société nivernaise. Ni l'un ni l'autre des auteurs ne disent où ils l'ont prise ni s'ils l'ont dressée eux-mêmes. Elle n'a d'ailleurs pas l'apparence d'un tableau destiné à un usage pratique, pour le moment où ils écrivaient, mais bien d'un renseignement historique sur l'ancienne puissance de leur couvent, ainsi que l'indique la remarque suivante de notre auteur à propos des prieurés étrangers : « Tous ces monastères ne sont plus de la dépendance de La Charité, d'autant que les hérétiques se sont emparez de ceux d'Angleterre ; les infidèles de celuy de Civitot, et celuy de Portugal s'est soustrait de l'obéissance de sa mère, ou à cause des guerres ou bien de l'esloignement (folio 53). » On pourra utilement comparer les noms de lieu à ceux déjà cités dans les chartes et dans les mentions de l'inventaire de Colbert, en se reportant à la table générale ; il y aura seulement ici des renseignements nouveaux ou des indications sur les localités portées pour la première fois.

(2) Prieuré de N.-D. du Charnier, ordre de Cluni, fondé vers 1088 dans un faubourg de Sens. (Quantin, *Dict. topogr. de l'Yonne.*) Le *Cartulaire* ne contient aucune pièce sur ce prieuré.

Prioratus S. Sidronii prope Joigniacum, Senonensis diœcesis.
S. Nicolaï de Castro Regnardi et prioratus de Monteboyio (1) ambo uniti, Senonensis diœcesis.
S. Sebastiani de Diciaco, *id.*
S. Petri de Venisiaco, *id.*
Beatæ Mariæ de Juilliaco (2), Autissiodorensis diœcesis.
S. Christophori in Hallata, Bellovacensis diœcesis.
S. Laurentii de Orgeriis, prope et extra muros Aurelianis.
S. Martini de Cenquonio, Bituricensis diœcesis.
Beatæ Mariæ de Monesto Ratelli, *id.*
Beatæ Mariæ de Valigniaco (3), *id.*
B. M. de Berriaco unitus officio infirmariæ Charitatis, *id.*
de Louroux Odemant (4) unitus eidem officio, *id.*
de Oratorio (5), unitus officio camerariæ, *id.*

(1) Cette localité, mentionnée dès 1107, doit se rapporter à Montbeon, commune de Saint-Agnan, prieuré de Saint-Augustin dépendant de Saint-Victor de Paris. (Quantin, *Dict. de l'Yonne.*) A Châteaurenard, qui doit être plus récent, les moines de La Charité se trouvaient également voisins des chanoines de Saint-Augustin. (Voyez ci-dessus, p. 142.)

(2) Le prieuré de Jeuilly, commune de Saint-Aubin-Châteauneuf (Yonne), relevait de celui d'Ouanne. (*Inventaire des archives de l'Yonne,* G. 1748.)

(3) Berard de La Porte donne le prieuré de Valigny-le-Monial, diocèse de Bourges. (*Histoire du Prieuré,* fol. 49.)

(4) Louroux-Odemant (Allier), canton d'Hérisson, arrondissement de Montluçon, et anciennement de l'archiprêtré d'Hérisson. La cure de Louroux dépendait également de l'office d'infirmier de La Charité, comme on le verra plus loin.

(5) Eudes de La Porte, sire de Fontenay, donne à La Charité le prieuré et l'église d'Ourouër, diocèse de Bourges. Confirmation par Rodulphe de Cicongne et donation de la terre de Corvol, près Ourouër. (Note de l'*Histoire du Prieuré,* fol. 48.)

Prioratus Sancti Celsi (1), inter Bituricas et Sacrum Cæsarem, Bituricensis diœcesis.
Beatæ Mariæ de Coulongiis, Nivernensis diœcesis.
S. Aniani de Albiniaco supra Ligerim, *id.*
S. Sulpitii a castris (2), *id.*
de Bischiis, unitus officio camerariæ, *id.*
de Royaco (3), unitus eidem officio, *id.*
Sancti Honorati, *id.*
Sancti Victoris, urbis Nivernensis, *id.*
de Jailliaco, *id.*
Sancti Martini de Patingis, *id.*
S. Petri de Monte-Hamberto, Æduensis diœcesis.
S. Rachonis (4) prope et extra muros Æduenses, *id.*
de Braciaco, *id.*
Beatæ Mariæ de Vallenoxia, *id.*
Sancti Yonii Caticensis (5), Parisiensis diœcesis.

(1) Sancelin, sire des Aix, Geoffroy et Olivier, ses frères, ont fondé le prieuré de Saint-Celse, au diocèse de Bourges, près des Aix, et donné à La Charité. (*Ibid.*) Les noms de lieu ont été parfois tellement dénaturés par l'auteur de l'*Histoire du Prieuré* qu'il a été impossible de les rétablir.

(2) Hugues, vicomte de Nevers, sire de Champallement, parent de Geoffroy, évêque d'Auxerre, donne l'église de Saint-Sulpice, diocèse de Nevers. — Joscerand de Talai lègue à Saint-Sulpice sa terre de Jailli en franc-alleu; Josceline, sa femme, l'église Saint-Pierre de Fleury et l'écluse pour pêcher. (*Histoire du Prieuré*, fol. 49.)

(3) Rouy (Nièvre), canton de Châtillon-en-Bazois, cité pour la première fois.

(4) Le prieuré de Saint-Racho était situé dans un faubourg d'Autun. Deux chartes de 1228 et de 1247 furent passées entre le prieur et le chapitre de cette ville. (De Charmasse, *Cartulaire de l'église d'Autun*, p. 140 et 167.) La bulle de 1107 porte à ce diocèse *Ecclesia de Rocca*, où l'on peut voir La Rochemillay. L'*Inventaire* de Colbert mentionne seulement Saint-Racho. En l'absence d'autres textes, faut-il attribuer ces deux noms à la même localité ?

(5) Le prieuré de Mont-Saint-Yon-sous-Montlhéry dépendait de La Charité, d'après du Breuil, *Antiquités de Paris* (*Histoire du Prieuré*, fol. 51.)

Prioratus S. Juliani de Sezanna, Trecensis diœcesis.
de Sancto Sepulchro, *id.*
B. M. de Montemauro, Catalaunensis diœcesis.
Beatæ Mariæ de Parvo Belliloco prope Carnotum.
S. Michaellis de Guerchia in urbe Turonensi, unitus congregationi de Oratorio.
Sancti Remigii de Breyna, Suessionensis diœcesis.
S. Quintini de Villaribus (1) prope Conciacum, *id.*
S. Petri de Montiniaco le Chastellet (2), *id.*

Sanctæ Crucis de Venetiis, in Italia.
de Civitot, in suburbiis Constantinopolitanis civitatis.
Beatæ Mariæ de Ratis in Portugalia, Bracharensis diœcesis.
conventualis de Bremundesia (3), in Anglia.
Sanctæ Milburgis de Vennelot (4), *id.*
de Narenthona. — De Pontrefacto (5), *id.*
de Bellomonte Petroso, Rothomagensis diœcesis, subditus prioratui sanctæ fidis de Longavilla.

Prioratus immediate subditi prioratui de Radolio.

Prioratus de Duysiaco, Meldensis diœcesis.
S. Laurentii de Liziaco unitus officio prepositutæ, *id.*
Sancti Martini de Condeio, *id.*
Beatæ Mariæ Magdalenæ prope Chaminiacum, *id.*

(1) Villiers-aux-Corneilles, canton d'Anglure (Marne), près Coincy et Orbais-l'Abbaye.

(2) Dans l'Aisne il y a plusieurs Montigny et sans aucune qualification particulière.

(3) Bermandsey, faubourg de Londres, prieuré érigé plus tard en abbaye.

(4) Venlock, ville du Shropshire.

(5) Villes du comté de Northampton.

Officia claustralia prioratus de Charitate.

Officium Sacristiæ.
Camerariæ.
Decanatus.
Officium infirmariæ.
eleemosynariæ.
Cantoris.

Ecclesiæ parochiales ad presentationem domni prioris de Charitate.

Ecclesia seu altare parrochiale Sanctæ Crucis in navi majori ecclesiæ prioratus (1,200 livres) (1).
Sancti Jacobi de Charitate (1,000 livres), Autissiodorensis diœcesis.
Sancti Petri de Charitate (800 liv.), *id.*
Sancti Petri de Polliaco (1,800 liv.), *id.*
Sancti Juliani de Meva (1,200 liv.), *id.*
Sancti Marcelli de Narciaco (600 liv.), *id.*
Sancti Martini de Varennis prope Narciacum (500 liv.), *id.*
Sancti Martini de Beluciaco (400 liv.), *id.*
Sancti Martini de Garchiaco (dépend de Saint-Laurent), *id.*
Sancti Symphoriani de Castro novo (1,500 liv.), *id.*
Sancti Symphoriani de Chasneio (1,000 liv.), *id.*
Sancti Aniani de Nannayo, *id.*
Sancti Symphoriani de Sulliaco cum suo succursu Sancti Germani de Vergeriis (1,000 liv.), *id.*
de Sancta Columba, ejusdem diœcesis.
de Arida bursa (1,000 liv.), *id.*
Sancti Petri de Domno-Petro supra Niverim (400 liv.), *id.*

(1) La liste du manuscrit de la Société nivernaise contient en addition les chiffres du revenu des églises qui sont mis entre parenthèses.

Ecclesia de Sella supra Niverim (1,000 liv.), Autiss. diœc. (1).
Sancti Martini de Murlano (400 liv.), *id.*
Sancti Egidii de Ravello (400 liv.), *id.*
Beatæ Mariæ de Perroyo, *id.*

In diœcesi Nivernensi.

Ecclesia Sancti Sulpitii Capellæ Montis Leonardi (800 liv.)
Sancti Leodegarii parvi (500 liv.).
de Argenveriis (500 liv.).
Sancti Marcelli de Muneto (500 liv.).
de Corvolio, alias Corvou Dambenard, S. Gengoulx.
de Chavanna, alias Chaunes (2) (dépendante du chapitre de Nevers).
Sancti Aniani de Sex campis (700 liv.).

de Lady, in diœcesi Senonensi.
Sancti Justi in diœcesi Trecensi.
de Bagneux, *id.*

Capellæ quarum collatio pleno jure spectat ad dictum domnum priorem.

Capella Sancti Lazari juxta Charitatem, Autissiodorensis diœcesis.
beatæ Mariæ de Domina Dona, *id.*
Sancti Sylvani juxta Narciacum, *id.*
S. Joannis Baptistæ et Joannis evangelistæ ac Sancti Jacobi Majoris in ecclesia prioratus de Charitate que est ad collationem domni prioris claustralis.

(1) Mention du manuscrit de la Société nivernaise.
(2) Sur cette localité voyez ci-dessus p. 275, note.

Capella S. Joannis Baptistæ in ecclesia parochiali Sancti Caprasii que est ad presentationem domni prioris et ad collationem Rev. archiepiscopi Bituricensis (1).

Ecclesiæ parrochiales ad nominationem seu presentationem infirmarii et camerarii.

INFIRMARII RATIONE PRIORATUS DE BERRIACO.

Ecclesia de Berriaco cum suo succursu Montisfalconis nunc Vilquier, Bituricensis diœcesis.
de Preciaco ejusdem diœcesis.
de Sevriaco, *id.*
de Louroux, ratione prioratus, *id.*

Camerarii ratione prioratus de Bischiis.

Ecclesia de Bischiis, Nivernensis diœcesis.
de Tinturiaco, *id.*
de Limentone, *id.*
Sanctæ fidis de Poulliaco, *id.*
de Royaco, ratione prioratus, *id.*

Camerarii ratione prioratus de Oratorio.

Ecclesia de Oratorio, Bituricensis diœcesis.
de Nigra unda, *id.*
de Censellis, *id.*

(1) Ces chapelles manquent dans la liste du manuscrit de la Société nivernaise qui contient les suivantes, omises ici :
« In diœcesi Bituricensi : ecclesia de Sancta Montana (600 livres); de Argento (700 livres); Sancti Caprasii (600 livres); Sancti Florentii (500 livres); de Lugniaco, de Villabona (500 livres). »

LISTE

DES PRIEURS DE LA CHARITÉ (1).

1. Gérard, 1056.
2. Vuilencus, 1085.
3. Odes Arpin, 1107.
4. Imarus, 1130.
5. Pierre de Paule, 1138.
6. Gui ou Guillaume, 1143.
7. Théodart, 1150.
8. Raynaud, 1154.
9. Humbaud, 1162.
10. Rodolphe de Sully, 1165.
11. Geoffroi I, 1173.
12. Odes II, 1175.
13. Gui de La Charité, 1179.
14. Savary, 1192.
15. Guillaume II, 1198.
16. Geoffroi II, 1209.
17. Guillaume III, 1212.
18. Hugues de Bourbon, 1215.
19. Elye, 1218.
20. B., 1220.
21. Étienne, 1225.
22. Landry, 1235.
23. Thibaut, 1237.
24. Guillaume IV, de Pontoise; 1240.
25. Jean, 1244.
26. Milon de Vergy ou de Poyson, 1262.
27. Symon d'Harmentières, 1274.
28. Bertrand de Colombiers, 1294.
29. Pierre de Beaujeu, 1296.
30. Jean de Masières, 1333.
31. Guillaume de Poitiers, 1336.
32. Othon de Poitiers, 1342 (2).
33. Pierre du Puy-Icher, 1350.
34. Bernard du Puy-Cendrat, 1364.

(1) L'auteur du *Cartulaire* a donné dans son *Histoire du Prieuré* une chronologie historique des prieurs, puis (fol. 281 à 294) une notice plus abrégée à la suite de chaque nom. Mgr Crosnier (*Congrégations religieuses du diocèse de Nevers*, p. 345 et suiv.) a publié tout ce que ces notices contenaient d'intéressant. Il n'y a pas lieu d'y revenir. La liste des noms avec les dates rectifiées permettra de se reporter aux chartes qui les concernent.

(2) Voyez dans le nécrologe en 1360 la donation de sa mère, comtesse de Valentinois.

35. Valentin du Puy, 1394.
36. Jehan de Vinzelles, 1420 (1).
37. Thibaut Doet, 1426.
38. Jehan Chambellan, 1439.
39. Philibert de Maraffin, 1470.
40. Charles de Bourbon, 1486 (2).
41. Antoine des Roches, 1488.
42. Jean de La Madelaine, 1504.
43. Robert de Lenoncourt, 1538.
44. Philippe de Lenoncourt, 1564.
45. Louis de Clèves, 1598.
46. Jean de Clèves, 1607.
47. Charles de Gonzague de Clèves, 1619.
48. Jean Passelègue, 1625.
49. Alphonse du Plessis de Richelieu, 1629.
50. Pierre Payen des Landes, 1646.
51. Jacques Martineau, 1663.
52. Nicolas Colbert, 1664.
53. Jacques-Nicolas Colbert, 1665.
54. Frédéric-Constantin de La Tour-d'Auvergne, 1707.
55. Frédéric-Jérôme de Roye, 1732.
56. Dominique de La Rochefoucauld, 1747.
57. François-Joachim de La Pierre de Bernis, 1757, mort en 1794.

(1) Avant Jehan de Vinzelles se place le prieur G. de Nourry dont l'existence est révélée par la charte ci-dessus, p. 374.

(2) Evêque de Clermont, puis archevêque de Lyon et cardinal, premier prieur commendataire de La Charité.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES CHARTES (1).

(1) Le chiffre romain indique le numéro des chartes, le chiffre arabe la page. Les titres étant aussi abrégés que possible et l'objet des pièces concernant toujours les prieurs ou religieux de La Charité, cette dernière mention est laissée de côté. La présente liste contient quelques rectifications sur les dates insérées dans le cours du *Cartulaire* ainsi que les mentions des imprimés ou copies manuscrites.

(2) Bibl. nat., fonds Cluni, vol. 157, pièce 112. — Coll. de Bourgogne, vol. 78, p. 112. — *Gallia Christiana*, t. XII, col. 102, instr.

(3) *Gall. Christ.*, t. X, col. 255, instr. — VATTIER, *Cartulaire de S. Christophe*, in-4°, 1876, p. 1.

(4) *Gall. Christ.*, t. XII, col. 103, instr.

XIe siècle. — Cession de terres à Pouilly par Geoffroi de Talai, XXXI, p. 61.

XIe siècle. — Accord sur la donation de Léthéric de Châtillon, XXXVIII, p. 104.

XIe siècle. — Accord sur la donation d'Humbert d'Ouche à Bulcy, XXXIX, p. 105.

1100, mars. Coïmbre. — Donation d'un prieuré par le comte de Portugal, XL, p. 106.

1106. — Donation de terres à Argenvières par Séguin de Nevers, XLII, p. 111.

1107, mars 16. Déols. — Bulle de Pascal II pour les possessions en France et en Angleterre, CLXVII, p. 361.

1107, mars 16. Déols. — Bulle de Pascal II pour les limites des biens autour de La Charité (1), II, p. 4.

1107. — Accord entre le prieur Eudes Arpin et Adam Le Meschin, XLVII, p. 118.

1111, Bourges. — Donation de Champfraud par Barthelemy du Mur (2), XLVIII, p. 119.

1115-30. — Confirmation par l'évêque d'Auxerre des biens situés dans son diocèse (3), XXIV, p. 78.

1121, août 15. — Donation à Narcy et dans la Bertrange par la dame de Til, XLIX, p. 124.

1138, Bourges. — Donation par Louis VII de 14 muids de froment sur ses moulins, LI, p. 128.

1139 circa. — Accord avec les chanoines de Saint-Satur pour Mesves, LXXXII, p. 182.

1139, avril 10. — Autre accord pour l'usage dans les bois de Mesves, LXXXIII, p. 184.

(1) Bibl. nat., chartes de Cluni, n° 176, pièces 1 et 5. Les divers actes émanant des Papes et contenus dans le *Cartulaire* doivent être inédits. A part les lettres d'Innocent III, ils ne sont pas mentionnés dans Jaffé et Potthast.

(2) RAYNAL (*Hist. du Berry*, I, p. 409). Quelques extraits.

(3) Chartes de Cluni, n° 176, pièce 5. Copie du XIIe siècle, à la suite de la bulle de 1144.

(1) *Gall. Christ.*, t. XII, col. 114, inst.

(2) Cette bulle et la précédente de Pascal II ne sont pas dans le *Cartulaire*; elles proviennent du fonds Cluni. Bibl. nat., vol. 176, n° 5.

(3) Les deux pièces portugaises sont datées de l'*Erra*.

(1) Martène, *Thes. anecd.*, I, 474. Bibl. de l'école des Chartes, III, p. 561.

(2) *Ibid.*, I, 464.

(3) *Ibid.*, I, 476. — Dom Bouquet, t. XVI, p. 152.

(4) Martène, *Thes. anecd.*, I, 590.

(1) Martène, *Thes. anecd.*, I, 625. A la suite on lit : *Hanc donationem confirmavit Urbanus III.* Voir aussi la note ci-dessus, p. 210.
(2) Martène, *Thes. anecd.*, I, 1017.

1199. — Cession et convention avec Sadon de Patinges, XC, p. 194.

1200, mai 11. — Confirmation par Innocent III de la précédente convention, XCI, p. 197.

1200, juin. — Donation par Sadon de Patinges de grains et droits divers, XCII, p. 198.

1200. — Abandon d'un droit sur les vignes par Hervé, comte de Nevers, XCIII, p. 199.

1200 circa. — Convention avec Saint-Martin de Nevers pour Patinges et Torteron, LXXXVIII, p. 192.

1204, mars 31. — Innocent III recommande aux religieux les prières pour leurs persécuteurs, IX, p. 35.

1206, septembre. — Confirmation d'une constitution de rente par le comte de Vendôme, XCVI, p. 207.

1208, février. — Cession à Saint-Satur de tous les biens possédés à Mesves, LXXXV, p. 189.

1208. — Autorisation de l'abbé de Cluni pour cette cession, LXXXVI, p. 190.

1208, mars 31. — Bulle d'Innocent III sur la collation aux bénéfices (1), XXII, p. 75.

1208. — Cession du fief d'Argenvières par Sadon de Patinges à Geoffroi de Pougues, XLIV, p. 115.

1209, juin. — Reconnaissance de cette cession par l'évêque de Nevers, XLVI, p. 117.

1209. — Cession du même fief aux religieux par Geoffroi de Pougues, XLV, p. 116.

1209, Cosne. — Donation des dîmes de Mesves à Saint-Satur par l'évêque d'Auxerre, LXXXVII, p. 191.

1210, février. — Conditions de retour des biens possédés par Foulques, doyen d'Orléans, XCIX, p. 211.

1210, juin. — Donation par le comte Hervé à Dompierre-sur-Nièvre, C, p. 212.

1211. — Autre pièce sur même sujet, CI, p. 214.

(1) 1208 et non 1206. *Erratum*, p. 75.

(1) Potthast, *Regesta Pont. Rom.*, n° 4551.

(2) *Ibid.*, n° 4627. Ces lettres ont encore été imprimées dans Baluze, Duchesne et enfin dom Bouquet, t. XIX, p. 413 et 560.

(3) Potthast, *Regesta Pont. Rom.*, n° 4680.

(4) Martène, *Thes. anecd.*, I, 934. Autre charte de Mahaut, janvier 1226, confirmant aux religieux une rente de 40 livres sur les revenus d'Auxerre, pour un anniversaire. (*Gall. Christ.*, XII, col. 157, instr.)

(1) Chartes de Cluni, vol. 176, nº 26. Copie de 1296 conforme au texte du *Cartulaire*.

(1) Chartes de Cluni, vol. 176, n° 27. Copie en d'autres termes et avec d'autres témoins, sur même sujet et même date.

(2) Les deux chartes d'Orbais, dans MARTÈNE, *Thes. anecd.*, I, 1268 et 1269. Mention dans le *Gall. Christ.*, t. IX, col. 425.

(3) Chartes de Cluni, vol. 176, n°s 39-41.

(1) Original, chartes de Cluni, vol. 176, nº 42.

(2) Cet acte contient la confirmation d'un accord passé en 1339 entre le prieur de La Charité et le prieur de Biches.

TABLE

DES NOMS D'HOMMES ET DE LIEUX.

A

B

C

D

E

F

G

H

I

J

L

M

N

O

R

S

T

U

V

W

Y

EXPLICATION DES PLANCHES.

La vue générale de la ville de La Charité (page I), a été prise du côté nord de l'île. Il a fallu se borner au pont et à l'église, le format ne permettant pas de comprendre les tours et murs d'enceinte qui dominent le couvent. Le cliché est de notre confrère M. Charles Col.

La tour du grand clocher (p. XXIV) a été prise du balcon de M. Andrault, chapelier.

La cour de l'église (p. XXXII) représente la partie détruite au seizième siècle et non rebâtie. On voit encore des fragments de colonnettes qui devaient accompagner les voûtes.

Le chevet et la coupole (p. VIII) sont vus du levant, par un sentier qui longe et domine les murs de l'église. Les constructions sont engagées de toutes parts dans les maisons ; M. Blandin, qui nous a gracieusement confié ces trois clichés, a surmonté une difficulté dont on ne saurait se rendre compte.

Les quatre gravures sortent des presses de MM. Aron frères, imprimeurs-phototypiques, 30, rue Lebrun, à Paris.

Nevers, Imp. Fay, G. Vallière, succ^r.



